

Présentation

La plupart des textes de ce treizième numéro (1) tournent autour des multiples facettes des offensives patronales et étatiques, principalement en France et en Europe. Qu'elles se déroulent sur le terrain électoral, idéologique ou social, de Tony Blair à Nicolas Sarkozy en passant par Rita Verdonk, Christoph Blocher ou les frères Kaczinski, partout les travailleurs prennent des coups, en particulier la fraction la plus fragile du prolétariat, les immigrés.

Tout d'abord nous abordons le cas de Sarkozy I^{er}. Ce politicien réactionnaire a été confortablement élu, contrairement aux pronostics de tous ceux qui fanfaronnaient sur la prétendue «victoire du non» depuis 2005. Cette pitoyable «gauche de la gauche» – qui a bien sûr fini par voter pour la «néo-socialiste» (2) Royal – a donc vu, «logiquement», dans le résultat des dernières élections présidentielles et législatives une grave «défaite de la classe ouvrière» – à l'exception de Lutte ouvrière, qui a su garder la tête froide tout en appelant à voter... pour Royal ! «De Arlette c'est chouette» (graffiti LO des années 70) à Arlette vote Royal, quel chemin parcouru !

Gageons que l'extrême gauche et les altermondialistes nous referont le même cinéma pour les municipales de 2008: ils dramatiseront les enjeux pour toucher leurs prébendes étatiques. Comme le souligne *Le Prolétaire*, citant le *Journal Officiel* du 1^{er} janvier 2007, le PT, LO, la LCR et le PCF ont reçu, en l'an 2006, respectivement 62 508 €, 495 169 €, 525 707 € et 1 882 156 €. On comprend pourquoi ces «défenseurs des travailleurs» veulent régulièrement que nous déposions leur petit bulletin dans l'urne. On est très loin de l'utilisation du Parlement comme une «tribune» révolutionnaire pour soutenir les luttes des exploités, et de la propagande pour les Soviets que proposait l'Internationale communiste quand elle inventa le «parlementarisme révolutionnaire».

Pour échapper aux miasmes «démocratiques», vous pourrez ensuite respirer les flammes et les vapeurs d'essence euphorisantes des «émeutes» de novembre 2005 en compagnie d'un anthropologue italien. Emilio Quadrelli a interviewé ce qu'il appelle des «guérilleras noires» dans les banlieues françaises: nous tentons d'instiller un peu de réalisme face aux envolées lyriques de cet intellectuel «radical», dont les raisonnements se rapprochent de ceux développés en France par les Indigènes de la République ou le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues).

Nous vous invitons ensuite à vous pencher sur les campagnes électorales de l'extrême gauche entre 1968 et 1988 à travers une série d'articles écrits à l'époque par le mensuel **Combat communiste** – petit groupe exclu de Lutte ouvrière en 1974 pour son refus de voir dans l'URSS autre chose qu'une société d'exploitation. Ces textes constituent une petite piqûre de rappel afin de ne pas oublier que

l'opportunisme électoral des trotskystes a une longue histoire et des racines profondes.

Karim Landais nous propose ensuite une analyse du Parti des travailleurs, parti pour lequel les élections constituent aussi une activité importante, même s'il n'a pas autant la cote auprès des médias qu'Arlette et Olivier.

Nous poursuivons par quelques articles récents sur les élections de 2007 dont ceux de la **CNT-AIT**, de féministes abstentionnistes, ainsi qu'une analyse de **Mouvement communiste** sur la situation politique après l'élection de Sarkozy.

Evoquant des sujets nettement plus graves et importants que les péripéties politiciennes, **Marie-Cécile Plà**, militante de RESF, aborde les souffrances des enfants de sans-papiers, et la question du rapport à la loi.

La revue explore ensuite les sombres réalités de cinq pays:

- les Pays-Bas et leur politique d'intégration forcée, ainsi que la situation des immigrés des Pays de l'Est par le groupe libertaire néerlandais **De Fabel van de illegaal**,

- la Grande-Bretagne et le bilan du blairisme par **Workers Fight**, organisation britannique sœur de Lutte ouvrière,

- Cuba et la façon dont le régime traite les questions du racisme et de la «marginalité», d'après **Sam Farber**,

- les Etats-Unis et les mécanismes de ce qu'il est convenu d'appeler le «racisme institutionnel» (ou «racisme systémique»), grâce aux contributions de deux camarades américains, **Wil Barnes** et **Afreeye Balanz**,

- et l'Argentine avec un article historique sur l'un des premiers sociaux-démocrates de ce pays (un texte paru dans la revue du Partido Obrero, *En defensa del marxismo*).

Ce numéro dénonce ensuite le **pillage des pays de l'Est par les entreprises françaises** (on est loin des dommages imaginaires causés par la présence en France de quelques dizaines de «plombiers polonais»; il s'agit ici de dizaines de milliers de travailleurs est-européens licenciés grâce aux manœuvres des multinationales françaises ou réduits à des salaires de misère par celles-ci). Nous lançons quelques pistes à propos de l'apparition récente des «**questions noires**» en France, tout en proposant une première chronologie qui sera enrichie et développée par la suite. **Patsy décortique méthodiquement le discours de Dakar** prononcé par Nicolas Sarkozy et rédigé par Henri Guaino. Et enfin nous abordons quelques-uns des problèmes posés par la création d'**un (très hypothétique) «nouveau parti anticapitaliste»**.

1/11/2007

Notes

1. Voir «*Ni patrie ni frontières* a 5 ans: petit bilan».

2. Voulant fébrilement chercher une origine «étrangère» à la prétendue nouvelle droitisation du PS sous la houlette de la très catholique Dame du Poitou, la plupart des commentateurs de gauche et d'extrême gauche ont vilipendé le «blairisme» de Ségolène Royal, quand ce n'est pas son «clintonisme» (cf. les propos du sénateur Mélenchon, ex-trotskyiste, tout comme Julien Dray, autre partisan de l'«ordre» et grand ami des flics, mais qui, lui, roule pour Mme Royal).

En fait, un courant social-démocrate français a déjà tenté de concurrencer la droite sur ses «valeurs»: ceux que l'on appelait les «néos» dans les années 30. On ne se souvient généralement d'eux que pour dénoncer ceux qui, comme Marcel Déat, ont fini par collaborer, quelques années plus tard, avec Pétain et les nazis, mais on oublie qu'ils faisaient, face à la montée de l'extrême droite, un calcul pas très éloigné de celui de l'énarque poitevine:

* ils voulaient se montrer aussi patriotes que les courants fascistes ou fascisants de l'époque, afin de conquérir les couches populaires que l'extrême droite de l'époque commençait à dangereusement influencer;

* ils souhaitaient attirer les «classes moyennes» et ne plus seulement s'appuyer sur la classe ouvrière (aussi incroyable que cela puisse paraître, la SFIO parlait encore du «prolétariat» ... dans ses discours du dimanche);

* ils vantaient déjà des «valeurs» comme «l'ordre, l'autorité et la nation» qu'apprécient tellement aujourd'hui les Valls, Bouti, Dray, Royal, Chevènement, et autres adjudants de la gauche.

Même si les «royalistes» actuels n'ont pas du tout le même projet économique que les «néos» des années 30, puisque ces derniers étaient favorables à des nationalisations importantes et lorgnèrent ensuite vers le fascisme, nul besoin d'aller chercher un quelconque coupable «bushien» ou «blairiste» pour expliquer leurs dérives actuelles. Mais la quête compulsive d'un bouc émissaire «étranger» permet à la gauche et à l'extrême gauche (qui appellent parfois Sarkozy «Nagy-Bocsa» pour renforcer encore son côté «alien» – rappelons qu'un *alien*, en anglais, n'est pas seulement un mec zarbi venu d'une autre planète, mais surtout un étranger...) d'ignorer les racines bien françaises des tendances réactionnaires de la social-démocratie gauloise.

Karim Landais

Passions militantes et rigueur historienne

(tome 1)

Sur le Parti des travailleurs et le «lambertisme» –
Journalistes et histoire de l'extrême gauche –
Individualité et militantisme à l'OCI-PCI – **Prendre
parti** – Éléments pour une théorie de l'organisation –
Interviews d'ex-militants de l'OCI

620 pages, 20 € (frais de port compris)

Pour toute commande des livres de Karim Landais

Prière d'écrire à

Guy Landais

La bastide des capucins

84 240 Cabrières d'Aigues

Sommaire

Présentation	I
<i>Ni patrie ni frontières</i> a 5 ans: petit bilan	7
LE «PETIT DEMAGOGUE» ET LA DROITE GAULOISE	
Une partie significative des travailleurs a voté pour Sarkozy...	12
Débat sur la signification de l'élection de Sarkozy	14
Le gouvernement Sarkozy n'est pas «Vichy II» (BH)	38
Une lente ascension au service de la bourgeoisie	41
Les 7 étapes de la carrière du «Petit Démagogue»	43
Sarko-Neige et les 7 Milliardaires	45
Un parti conservateur de masse ?	47
Les fédérations de métiers de l'UMP	50
Radio Courtoisie ou Radio Sarkozy ?	52
Valeurs, flics et sociologues (CB)	53
«La patrie, tu l'aimes... ou tu la quittes.» (CB)	54
Quelques livres: <i>Un pouvoir nommé désir</i> (55), <i>De Neuilly à l'Élysée</i> (55), <i>Libre</i> (60), <i>Ensemble</i> (63), <i>Le Petit Démagogue</i> (66), <i>Sarkozy connection</i> (71)	
BANLIEUES ET GUERILLA URBAINE	73
Emeutes et contes de fées pour radicaux	77
Forces de répression et guérilla urbaine	97
Sur les différentes formes de lutte armée	104
La racialisation des questions sociales mène à une impasse	113
Sur l'article de Quadrelli (Wil Barnes)	119
TROTSKYSTES ET OBSESSIONS ELECTORALES	123
Textes de <i>Combat communiste</i>	
La longue marche vers l'électoratisme (1978)	129
Quand la LCR succombe aux sirènes de la Gauche (1976)	146
Lettre ouverte à un (e) camarade de la LCR (1977)	150
Le score des révolutionnaires (1978)	153
La LCR et le deuxième tour (1978)	155
Lutte ouvrière face aux mesures Stoléru (1978)	156
Ouvriers contre capitalistes ou «petits contre gros» ? (1978)	161
Les révolutionnaires et les élections européennes (1979)	165
LO, le PCF et les immigrés. Autopsie d'un virage (1981)	168
L'extrême gauche et les présidentielles (1981)	171
Les listes LO-LCR, une coalition électoratiste (1983)	176
L'extrême gauche n'a pas mordu sur le PCF (1983)	179
Lutte ouvrière et la crise (1986)	181
Où sont donc passées les idées révolutionnaires ? (1986)	186
Lutte ouvrière et les élections (1988)	190
Elections: on prend les mêmes et on recommence	193
Karim Landais: Le lambertisme à la croisée des chemins (1988)	195
NPNF: Quelques pistes pour un bilan du trotskysme	216
Faillite du trotskysme	220

ELECTIONS 2007

Quand la gauche roquefort flirte avec la gauche pourrielle	230
Le stalinisme existe-t-il encore ?	232
Pourquoi, nous, féministes, n'appelons pas à voter pour S. Royal	235
CNT-AIT : Foire aux questions abstentionniste	237
Retour sur les élections	244
Mouvement communiste : Le retour de l'Etat fort	247

INTERNATIONAL

Grande-Bretagne : Un bilan de dix ans de blairisme (Workers Fight)	258
Pays-Bas (<i>De Fabel van de illegaal</i>): Halte à l'intégration forcée ! (270) - Comme il nous plaira (272) - Comment les Pays-Bas font trimer les migrants d'Europe de l'Est (276)	
Argentine : German Avé Lallemand et les origines du socialisme argentin (Hernan Diaz , <i>En defensa del marxismo</i> , 1997)	286
Etats-Unis : Racisme institutionnel et action affirmative (302); Définitions (309); Hypothèses (310); Pièges à éviter (311) (Afreeye Balanz) – Bref dialogue (Y.C. et A.B.) (313) – Bref commentaire (Wil Barnes) (317)	
Cuba : Race et «marginalité» (Samuel Farber)	319
Pays de l'Est : Pillage «à la française»	327

SOUFFRANCE DES ENFANTS ET RAPPORT A LA LOI (**Marie-Cécile Plà**) 338

«**QUESTIONS NOIRES ?**» Africains, Antillais et Franco-Africains (344) – Ebauche d'une chronologie (350)

QUAND SARKOZY PARLE DE L'AFRIQUE (Patsy) 364

UN «NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE» ? 372

NOTES DE LECTURE

Théories du complot et <i>Da Vinci Code</i>	382
<i>Résistances irakiennes contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme</i> , interviews recueillies par Nicolas Dessaux	388
Eric Dupin: <i>A droite toute</i>	390
Michel Naumann: <i>M.N. Roy, un révolutionnaire indien et la question de l'universel</i>	392

POLEMIQUE: A propos d'une falsification minable 395

PROL POSITION 8 et 9 400

Ni patrie ni frontières **a 5 ans: petit bilan**

Ni patrie ni frontières a fêté son cinquième anniversaire, puisque son premier numéro est sorti le 22 septembre 2002.

A cette occasion, nous publions quelques informations concernant à la fois le contenu de la revue, l'«étendue» (!) de sa diffusion et l'ampleur (sans guillemets, cette fois) de... son déficit.

Un bilan statistique est certes moins enthousiasmant qu'un bilan politique, mais il nous a semblé utile de vous communiquer ces chiffres afin que vous appréciiez si les objectifs fixés dans la plate-forme initiale (placée à la fin de chaque numéro) avaient été en partie atteints, et que vous ayez connaissance de nos difficultés financières – difficultés sérieuses mais pas létales.

Cela vous donnera, lectrices et lecteurs, une petite idée des progrès qu'il nous reste à accomplir, avec votre aide, si vous le souhaitez.

Le contenu de la revue et de ses suppléments

En l'espace de cinq ans *Ni patrie ni frontières* a publié 12 numéros simples, doubles ou triples, 2 suppléments (sur l'Irak et sur l'altermondialisme), sans compter les deux livres rassemblant les écrits de notre ami Karim Landais *Passions militantes et rigueur historique*. Nous n'avons pas réussi à assurer une périodicité trimestrielle, mais la revue a compensé l'irrégularité du rythme de sa publication par l'importance du volume de chaque numéro, pour ne pas léser les abonnés et ceux qui nous ont fait confiance.

Durant ces cinq années, *Ni patrie ni frontières* a publié autant de textes inédits que de textes déjà édités ou diffusés. Les traductions inédites ont représenté 26% du contenu total de la revue; les articles français inédits 24%; et les 50% restants ont rassemblé des tracts ou des textes français déjà publiés, mais aussi des articles déjà traduits dans d'autres revues, brochures ou sur Internet.

La distribution entre ces trois types de sources a varié selon les numéros et leur thème dominant, certains étant plus pauvres en traductions, notamment ceux consacrés exclusivement à la France (cf. les «émeutes» de novembre 2005 ou la lutte contre le CPE), d'autres offrant une majorité de traductions inédites.

La diversité des courants représentés (marxistes, anarchistes et révolutionnaires non «partidaires») a été une constante dans chaque numéro, conformément au projet initial, mais les textes des courants féministes ont – hélas ! – été les plus rares.

La revue a cherché à approfondir la réflexion sur une série de thèmes dont notamment:

- l'importance de l'athéisme et la critique de toutes les religions,

- l'originalité des positions des Partis communistes ouvriers d'Irak et d'Irak
- les limites de l'antisionisme,
- le fondamentalisme chrétien aux Etats-Unis,
- l'histoire d'Israël et de la Palestine,
- la nature de l'islam politique (Hezbollah, Hamas),
- la critique de l'altermondialisme et du citoyenisme,
- l'influence idéologique néfaste du néo ou post-stalinisme,
- la critique du tiers-mondisme et du nationalisme,
- l'analyse des différentes formes de terrorisme,
- les limites de la démocratie bourgeoise,
- le sens actuel de la laïcité,
- les débats sur la nature de la révolution russe et du bolchevisme,
- la critique du sexisme, de la famille et de la morale,
- l'idéologie des mouvements anti-guerre,
- la fonction des syndicats dans les luttes,
- l'Europe et l'impérialisme européen,
- l'antisémitisme de gauche,
- la répression contre les sans-papiers en Europe,
- et la critique du multiculturalisme.

Sur ces questions, la revue a essayé non seulement de faire entendre des points de vue contradictoires, mais aussi de critiquer les illusions et les lieux communs les plus répandus dans l'extrême gauche et le mouvement libertaire.

Quelques projets

Nous envisageons de publier prochainement deux numéros thématiques: le premier centré sur l'Amérique latine (Mexique, Venezuela, Brésil, Bolivie), le second comparant les «questions noires» en France et aux Etats-Unis (avec notamment des traductions de CLR James). Nous serons certainement amenés à faire un second numéro sur Israël et le sionisme, avec des textes de Ber Borochov (à l'origine du «sionisme ouvrier»), Emma Goldman (sur le sionisme) et Hal Draper (un marxiste américain qui a suivi de près la naissance de l'Etat d'Israël dans la presse juive de l'époque). Nous souhaiterions aussi mieux faire connaître des auteurs vivants comme João Bernardo (marxiste libertaire), Oswaldo Coggiola (trotskyste argentin) ou Loren Goldner (marxiste indépendant), qui ont déjà une œuvre significative derrière eux mais dont aucun livre n'a été publié en français, ainsi que de nombreux classiques anarchistes qui n'ont pas encore été traduits, à commencer par Voltairine de Cleyre. Et nous avons en tête de nombreux articles courts ou brochures, d'une histoire de l'anarchisme polonais à une réflexion sur le sionisme et l'antisionisme par Steve Cohen («C'est marrant, mais tu n'as pas l'air d'un antisémite») et «Confession d'un traître juif»), en passant par bien d'autres sujets, y compris un bilan annuel des luttes ouvrières en Afrique. Mais, comme l'expérience nous l'a appris, mieux vaut ne pas avoir les yeux plus gros que le ventre...

Bilan financier

Pour ce qui concerne les chiffres des ventes de la revue et des brochures publiées depuis 2002, à part les trois premiers numéros et la brochure sur les femmes en Irak, les ventes ont oscillé entre 60 et 90 exemplaires, soit un résultat très modeste. Seconde constatation: les numéros (15 et 16-17) qui sont sortis juste après un mouvement social (novembre 2005 ou le CPE) ont mieux marché que les numéros consacrés à des thèmes plus «bateaux» (les syndicats, la laïcité, les religions, l'Europe – bien que, dans ce dernier cas, la revue soit parue plusieurs mois après le référendum, et donc en complet décalage par rapport à la campagne du non). Une exception: le numéro 8-9 sur le sionisme et l'antisémitisme, thèmes qui déclenchent toujours les passions et sont constamment «actuels».

Même si nous en avons l'intention, il nous serait difficile de répondre à cet intérêt apparemment plus grand chez nos lecteurs pour l'actualité immédiate, vu la faiblesse de nos moyens et la périodicité aléatoire de la revue. De plus, l'objectif initial de *Ni patrie ni frontières* était (et est encore) de traduire des textes peu connus en France sur des sujets de fond; des articles théoriques qui exercent une certaine influence politique dans d'autres pays; des analyses ou des témoignages sur des luttes ouvrières significatives (mais sur ce plan-là *Echanges et mouvements* fait déjà ce travail); et aussi de montrer comment certaines questions politiques ont été abordées de façon différente par diverses tendances au cours de l'histoire du «mouvement ouvrier». Il est donc probable que les ventes de *Ni patrie ni frontières* resteront à leur niveau actuel et ne connaîtront pas de progression significative, car nous n'avons pas vocation à faire concurrence à l'hebdomadaire bourgeois *Courrier international*, au «mensuel» trotskyste *Inprecor*, ni même au trimestriel *Echanges et mouvements*.

Signalons enfin que les chiffres de vente de *Ni patrie ni frontières* sont un peu faussés dans la mesure où les articles de la revue figurent tous sur Internet, et souvent bien avant leur parution. La fréquentation du site mondialisme.org augmente régulièrement depuis cinq ans (nous sommes passés de 100 à 500 visites par jour en moyenne), mais dans la mesure où les textes de *Ni patrie ni frontières* ne constituent que 50% de ses ressources, il est difficile de mesurer exactement ce qui revient à la revue et ce qui revient aux autres publications ou groupes, *Echanges et mouvements*, le Cercle social et Temps critiques.

Ventes de la revue (septembre 2002- septembre 2007)

Numéro 1: **144** – Numéro 2: **119** – Numéro 3: **111**

Numéro n° 4-5: **89** – Numéro 6-7: **76** – Numéro 8-9: **90**

Numéro 10: **71** – Numéro 11-12: **60** – Numéro 13-14: **66**

Numéro n° 15: **97** – Numéro 16-17: **88** – Numéro 18-19-20: **76**

Ventes des brochures (2002-2007)

Emma Goldman et la révolution russe 67

Nationalisme, antisémitisme et «altermondialisme» 56

Voltaire de Cleyre 19

Débat sur la révolution russe 14

Comme le lecteur s'en doute d'après les chiffres présentés ci-dessus, la revue *Ni patrie ni frontières* est loin d'être bénéficiaire. Le déficit est lié à son coût de fabrication élevé (entre 1 200 et 1800 € suivant le nombre de pages), au coût prohibitif des envois postaux (entre 2,7 et 3,9 € par numéro), à la marge de 30% prise par les libraires... et surtout à la faiblesse globale des ventes. Pour rentrer dans nos frais, il faudrait vendre la totalité des 200 exemplaires imprimés... et sans doute à un prix bien supérieur. Ce qui est évidemment impossible, vu les faibles moyens de celles et ceux qui s'intéressent aux idées révolutionnaires.

Les abonnements (dont le nombre a oscillé entre 25 et 42 au cours des 5 années écoulées) sont le plus sûr moyen d'assurer la pérennité de la revue, étant donné qu'elle n'est vendue que dans 6 librairies parisiennes (La Brèche, Publico, L'Emancipation syndicale, Le Point du Jour, Parallèles et Quilombo) et une seule librairie en province (La Gryffe à Lyon).

Le déficit cumulé pour les années 2002-2007 se monte à environ 11 000 €, soit 2 200 € par an, ou encore 183 € par mois. Et il nous faut assumer cette charge mensuelle, sans subvention étatique (heureusement !) ni mécène «gauchiste»... à la Feltrinelli ou à la Maspero.

Notre avenir réside donc entre vos mains.

Si vous appréciez notre publication, abonnez-vous, réabonnez-vous et faites-la connaître autour de vous.

Nous avons édité un petit catalogue avec tous les sommaires et les présentations des numéros et nous pouvons vous en faire parvenir quelques exemplaires si vous souhaitez les faire circuler autour de vous, les passer à des amis, les déposer dans une librairie militante, un squat, etc.

La périodicité est un peu aléatoire puisque nous avons publié 12 numéros en 5 ans, et non 20 comme nous nous l'étions promis. Mais avec les 2674 pages publiées durant cette période, soit l'équivalent d'au moins une dizaine de livres épais, le lecteur a de quoi nourrir ses longues soirées d'hiver, ses nuits d'insomnies et ses vacances studieuses.

Y.C.

**Sarkozy
et
la droite
gauloise**

La «nazification» de Sarkozy n'a pas empêché une partie des travailleurs de voter pour lui

Cinq années de propagande inepte de la gauche (en partie grâce au futur «traître» Eric Besson!), de l'extrême gauche et de certains libéraux n'ont servi qu'à renforcer l'image positive de Sarkozy et de l'UMP auprès d'une partie des petits salariés et des plus démunis, comme en témoignent les résultats des élections présidentielles et législatives.

L'assimilation de Sarkozy au (néo)fascisme, à Vichy II, à Hitler, ou même au bushisme, au berlusconisme, à l'aristocratie hongroise, en bref au «Parti de l'Etranger» a été non seulement stupide sur le plan politique mais contreproductive sur le plan électoral.

Ou alors il faudrait en déduire qu'un bon quart de la classe ouvrière est composé de (néo)fascistes, de pétainistes et de bushiens. Et il faudrait ajouter aux électeurs sarkozystes ceux du Front national.

Evidemment une telle conclusion [un quart des prolétaires seraient des électeurs (néo)fascistes], personne, dans la gauche ou l'extrême gauche parlementaires, n'ose ni la faire, ni en tirer les conséquences éventuelles. Les accusations de «fascisme» sont lancées de façon purement démagogique, et ceux qui les utilisent ne savent le plus souvent même pas ce que ce mot signifie.

A notre avis, même si ce n'est évidemment pas le seul facteur expliquant l'élection de Sarkozy et la victoire de l'UMP au second tour, la propagande mal ciblée contre le futur Président a surtout fait le jeu de la candidate PS qui s'est présentée en rempart de l'«ordre juste» contre le «désordre» sarkozyste. Avec le résultat que l'on sait...

En second lieu, elle a involontairement fait le jeu de la droite (qui a réussi à attirer une bonne partie des voix du Front national, d'ailleurs lui-même qualifié à tort de «fasciste» depuis 20 ans, sans que cela lui fasse jusqu'ici perdre la moindre voix aux élections) en faisant passer Sarkozy pour une victime. Lui le «fils d'immigré» qualifié de «fasciste», voire de «nazi»? Lui un «bushien», un «traître à la Nation» alors qu'il n'arrête pas de faire l'éloge du général de Gaulle? etc.

Plutôt que de se concentrer sur son programme économique et social, clairement opposé aux intérêts des travailleurs, une bonne partie de la propagande anti-Sarkozy s'est échinée à faire de lui plus qu'un simple ennemi de la classe ouvrière. Un monstre. Et la caricature s'est finalement retournée contre ses auteurs.

Quand une analyse ne marche pas, il y a deux solutions:

– **continuer comme avant.**

Apparemment, c'est ce qu'ont décidé de faire la gauche comme l'extrême gauche, voire des franges encore plus radicales qui nous promettent ou le (néo)fascisme ou le totalitarisme pour demain, ou des

insurrections dans les banlieues, ou qui appellent à une «grève générale illimitée», mot d'ordre creux et intemporel, valable depuis plus d'un siècle en toutes circonstances. La Gauche pourrielle et les organisations trotskystes ont fait, après l'élection présidentielle, de grands moulinets afin de nous inciter à aller voter pour elles aux législatives de juin 2007. Et malgré la veste qu'elles se sont prise, elles ont quand même toutes eu le culot de trouver quelque chose de positif à leurs résultats électoraux, oubliant que l'abstention était passée de 16 à 39% entre les présidentielles et les législatives de 2007. Pas mal pour des partisans de la «démocratie» ...

D'autres, anarchistes, libertaires, etc., veulent se (et nous) doper aux amphétamines d'un antifascisme mythologique. Or, comme nous devrions tous le savoir, les partis «antifascistes», chaque fois qu'ils se sont retrouvés au pouvoir, ont fait marnier les ouvriers autant (cf. en France la période 1945-47 où le PCF était au gouvernement avec De Gaulle et la SFIO, ancêtre du PS) que leurs prédécesseurs.

- **Ou alors reconnaître que l'on s'est lourdement trompé** et se demander ce qui a pu clocher dans les analyses avancées depuis 5 ans contre Sarkozy.

Les articles consacrés à Sarkozy et la droite dans ce numéro donnent quelques éléments pour mieux comprendre qui était Sarkozy avant son élection et comment il a pu devenir président. Sans nous aventurer sur le terrain des pronostics, nous pouvons affirmer dès aujourd'hui que le président actuel n'est ni un fasciste, ni un président totalitaire... ni même un libéral pur jus. Mais tout simplement un fervent adepte du Capitalisme et de l'esclavage salarié – ce qui nous suffit amplement pour avoir toutes les raisons de le combattre sans le transformer en Dracula.

Ni patrie ni frontières

Débat sur l'élection de Sarkozy et sa signification

Le questionnaire ci-dessous a servi de base de départ pour une intervention lors d'une émission de radio en juillet 2007 et une discussion avec des camarades de différents pays en août 2007. Nous avons inséré dans le texte quelques-unes des réflexions des participants à ces discussions, malheureusement de façon assez lapidaire puisque nous ne disposons que de notes partielles. (*Ni patrie ni frontières*).

LE PERSONNAGE

Quels sont les éléments biographiques qui peuvent aider à comprendre son ascension rapide à la tête du premier parti de droite, puis son succès à la présidentielle ?

Même s'il ne vient pas d'une famille de gros capitalistes, et s'il n'a pas étudié dans les grandes écoles qui préparent les enfants de la bourgeoisie à gérer l'Etat et les grandes entreprises publiques (Sciences Po, ÉNA, Polytechnique, etc.) il est cependant le fils d'une avocate suffisamment riche pour élever toute seule ses quatre garçons, les envoyer dans une école catholique privée, puis à l'université (elle a dû financer encore, pendant au moins 5 années supplémentaires, les études supérieures de ses enfants). On voit bien que le «Petit Démagogue» est loin d'avoir eu une enfance «difficile», comme il tente de nous le faire croire. (Pour plus de détails, voir, dans ce numéro, *Chronologie d'une lente ascension*, et *Sarko-Neige et les 7 milliardaires*.)

Sarkozy est-il un politicien qui fait preuve d'une simple habileté manœuvrière ou incarne-t-il un courant socio-politique en expansion ?

Il est sans doute un peu tôt pour répondre à cette question. La première chose, et la plus importante, que l'on doit faire c'est de se débarrasser de tous les mythes nationalistes propagés par la gauche, l'extrême gauche et même quelques libertaires en mal d'arguments percutants. Donc ne pas présenter Sarkozy comme

* le représentant du Parti de l'Étranger (une vieille accusation portée contre la droite depuis... 1789),

* un clone de Bush (à cause des convictions religieuses de Sarkozy exposées notamment dans son livre *La République, les religions, l'espérance*, cf. l'article de Richard Monvoisin partiellement reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20); parce qu'il a reçu Tom Cruise, membre de l'Église de Scientologie, quand il était au ministère de l'Intérieur; parce qu'il aurait – sans qu'on fournisse la moindre preuve sérieuse à l'appui de cette accusation – été favorable à l'intervention américaine en Irak en 2003, etc.,

* un Berlusconi à la française (en raison de ses liens avec plusieurs patrons des médias), alors que sa fortune personnelle et surtout son parcours politique n'ont absolument rien de comparable,

* un substitut de Le Pen (pour sa capacité à reprendre une partie des «concepts» du FN, puis à capter l'électorat du parti d'extrême droite, toujours présenté comme «fasciste» ou «nazi», donc pas vraiment «français» dans l'inconscient collectif républicain, de droite comme de gauche).

En fait, les discours de Sarkozy répondaient, pendant la campagne, aux mêmes besoins que les propos de Ségolène Royal, son adversaire aux présidentielles. Tous deux ont utilisé le thème de la «sécurité», tous deux sont opposés à l'ouverture totale des frontières et à la liberté des migrations, tous deux ont vanté les mérites de ceux qui «travaillent dur» ou se «lèvent tôt», tous deux ont condamné Mai 1968, même si ce fut pour des raisons légèrement différentes.

Sarkozy a condamné Mai 68 parce qu'il considère que tout ce qui va mal en France depuis 40 ans serait la faute aux «gauchistes» et à «l'esprit de 68»: l'absence de désir des jeunes de bosser, leurs réticences vis-à-vis des travaux manuels mal payés, le prétendu «manque de valeurs» de la jeunesse (ses mésaventures conjugales en témoignent...), le manque d'autorité de leurs parents (avec un père don juan, absentéiste et incapable d'aider financièrement ses enfants, et son ex, Sarkozy sait de quoi il parle...), l'absence de respect pour les profs et les flics (on notera que le Président a comparé les juges à des «petits pois»...), etc.

Ségolène Royal a condamné implicitement la grève générale de Mai 68 parce qu'elle aurait «bloqué» le pays (c'est l'expression qu'elle a utilisée lors de son meeting géant à Charléty sans que personne ne relève ses propos réactionnaires), et parce que le dialogue social et sa fumeuse «démocratie participative» pourraient empêcher aujourd'hui les salariés et les patrons de s'affronter comme ils l'ont fait, il y a bientôt quarante ans.

Quel rôle ont joué notamment ses liens avec les hauts responsables et les journalistes des grands médias ?

Il est évident qu'ils ont eu un rôle important, dans la mesure où Sarkozy est un de leurs amis personnels. Mais il faut dire aussi que les journalistes avaient un sujet en or, un «bon client» comme ils disent dans ce milieu de flagorneurs et de lèche-bottes généralement incultes:

- un individu (Sarkozy) qui cherchait à faire la une des médias tous les jours, à propos de toutes sortes d'événements importants ou secondaires, quand il était ministre de l'Intérieur. Et, depuis qu'il est président, il continue sur sa lancée, n'hésitant pas à se précipiter sur le moindre fait divers pour l'exploiter politiquement, tout en faisant preuve d'une compassion aussi multiforme que médiatique.

- Un type qui les invitait tout le temps à manger au restau, à boire un pot pour discuter, qui les appelait sans cesse au téléphone pour distiller infos et ragots.

- Un mec qui les a utilisés dans ses batailles politiques contre d'autres dirigeants de la droite et d'autres candidats au sein de l'UMP.

Plus précisément, dans quelle mesure les médias ont-ils contribué à faire ce qu'il est aujourd'hui ?

Je ne suis pas sûr que les médias l'aient «fabriqué», puisqu'il avait l'intention de devenir président de la République depuis au moins 1982. Depuis lors, ils sont devenus de grands amis (ils vivaient dans la même banlieue, Neuilly, véritable camp retranché de la bourgeoisie et du show-bizz dont Sarkozy a été le maire pendant vingt ans; et, une fois président il a bien sûr pistonné son pote pour une commission sur la «libération de la croissance française» – tout un programme !). Et c'est probablement l'une des raisons pour lesquelles Sarkozy a noué tant de contacts parmi les dirigeants du PS et des syndicats, contacts qu'il a exploités bien avant de parvenir à la tête de l'État. Si l'on étudie sa carrière politique, le déroulement de celle-ci semble tout à fait planifié et rationnel: Sarkozy a commencé comme simple militant de base au RPR quand il y a adhéré en 1974 et il a grimpé assez rapidement, et de façon parallèle, tous les échelons de l'appareil du Parti et de l'État (cf. *Les 7 étapes de la carrière du «Petit Démagogue»*).

En réfléchissant à cette évolution très progressive, on a plutôt l'impression que ce sont les médias qu'il a utilisés, plutôt que l'inverse.

LE «SARKOZYSME»

Sarkozy est-il l'incarnation d'une nouvelle sensibilité de droite et/ou d'un nouveau style de gouvernement, autrement dit peut-on parler de «sarkozysme» ?

Il essaie d'incarner une nouvelle sensibilité de droite. Le problème est que ses ministres et les dirigeants de son parti ont bien du mal à se débarrasser d'un langage hérité de la guerre froide. Mais reconnaissons qu'ils font tous un gros effort pour répéter en boucle qu'ils sont à l'écoute de tout le monde, prêts à négocier, etc., même si les Bertrand, Hortefeux, Coppé, Borloo, Péresse et autres clowns ne pensent pas un traître mot de ce qu'ils racontent dans les médias. Il faut noter également que Sarkozy a réussi jusqu'ici à imposer la présence de ministres ou de secrétaires d'État considérés comme «de gauche», à ses amis réticents de la droite, ce qui contribue à enjoliver la mystification.

Sur le plan des institutions et du gouvernement, il est assez évident que Sarkozy veut tout contrôler et qu'il laisse très peu de latitude au Premier ministre et même au Parlement, même s'il prétend rehausser le rôle des parlementaires... en venant leur expliquer régulièrement sa politique !

Il est clair qu'il veut être réélu en 2012, et qu'il fera probablement campagne pendant les 1800 jours qui nous séparent de la prochaine présidentielle. Cependant, son appel incessant au «pragmatisme», qu'il oppose à l'«idéologie», fonctionnera uniquement s'il obtient des résultats concrets. L'adoption probable du mini traité européen ou la libération des infirmières bulgares qu'il a présentés, et orchestrés, comme étant des succès personnels ne suffiront pas, à long terme, à lui conserver le soutien des électeurs des classes populaires qui se sont laissé séduire par son bagout et ses promesses.

Peut-on parler d'un sarkozyme ? Qu'est-ce qui le distinguerait du gaullisme ou du chiraquisme ?

Sur le plan des idées, il n'existe pas de différences fondamentales, du moins pour le moment. Sarkozy a rencontré beaucoup d'intellectuels durant les années précédant son élection et ce qui les a frappés c'est qu'il ne les écoutait pas, et ne retenait que des détails mineurs de leurs démonstrations ou argumentations. Ses livres montrent qu'il est totalement incapable de formuler des idées sophistiquées. Dans *La République, les religions, l'espérance*, il se contente de répéter pendant 300 pages que les gens ont besoin d'espoir, que la religion apporte de l'espoir et que pour cette raison la religion joue un rôle positif, car elle donne – devinez quoi ? – de l'espoir ! Ce livre ne contient aucune idée originale, ce n'est qu'une succession de lieux communs.

Quant à *Libre et Ensemble*, ce sont des ouvrages sont du même tonneau: un vocabulaire très limité, des phrases simples et le minimum d'idées. Sarkozy ne fait que répéter ce que les gaullistes répètent depuis 1947, date de la fondation du Rassemblement du peuple français (RPF). Sarkozy vante ceux qui travaillent dur, il prône la coopération entre les classes, défend les aspects «positifs» de la présence française dans ses anciennes colonies, attaque les «idéologies» (De Gaulle attaquait fréquemment le marxisme et le communisme, ce qui, en langage codé, revient au même). Il est vrai que Sarkozy a lancé dans le débat public quelques idées nouvelles, mais au contenu flou et imprécis, comme la TVA sociale, l'Union méditerranéenne, ou sa proposition de mettre en place une sorte de discrimination positive «à la française» (notons qu'il ne s'est guère battu pour cette dernière idée: elle ressemblait davantage à un moyen d'embarrasser la gauche, que de combattre sérieusement le racisme et la discrimination en France). On ne peut que rester sceptique devant ces propositions éphémères qui servent surtout à occuper les médias.

SARKOZY, REPRESENTANT DE LA CLASSE DIRIGEANTE

La gauche, l'extrême gauche et certains libertaires ont essayé de dépeindre Sarkozy sous les traits d'un «fasciste», ou plus souvent comme un simple imitateur de la Droite chrétienne ou des néo-conservateurs américains, mélangeant allégrement deux courants qui sont pourtant très différents; comme l'explique Olivier Roy dans *Le Croissant et le chaos*, les néo-conservateurs sont, en fait, assez proches de certaines «valeurs» de la... gauche:

«Ils n'ont, au début du moins, aucune vision négative de l'islam, et leur politique prend le contre-pied du clash des civilisations de Huntington. Ils sont donc d'accord avec la gauche, qui veut éliminer le terrorisme par le traitement politique et social de ses causes, mais ils excluent de celles-ci l'impact de la politique américaine. Ils partagent avec la gauche une confiance dans les dynamiques populaires et une méfiance envers les élites au pouvoir, se montrent très méfiants envers l'État, et

défendent le concept de société civile, mais celle-ci est basée pour eux sur les individus entrepreneurs et les personnalités démocratiques, plutôt que sur les mouvements collectifs. Ils sont universalistes et pensent que les valeurs politiques, comme la démocratie, peuvent être partagées par tous. Ils sont interventionnistes et reprennent la théorie du droit d'ingérence, élaborée dans des milieux plutôt de gauche. Loin d'incarner une tradition réactionnaire et conservatrice, les néo-conservateurs empruntent donc beaucoup à une pensée réformatrice de gauche et capitalisent sur un universalisme militant propre aux années 1979 et 1980.» Même si Olivier Roy tord un peu trop le bâton dans l'autre sens pour contrer le discours du «gauchiste» moyen, avouons que son analyse ouvre des perspectives originales...

Ceux qui comparent la stratégie de Sarkozy avec celle de la Droite chrétienne américaine ou des néo-conservateurs tentent de nous faire croire que les idées de Sarkozy viendraient uniquement d'Amérique. Cette tentative de manipulation grossière est évidente chez collaborateurs du *Monde diplomatique*, comme Serge Halimi, dont l'idéologie se réduit à un gaullisme de gauche déguisé sous un verbiage radical. C'est pourquoi les journalistes ou les groupes qui présentent Sarkozy comme un «pro-américain» cachent le fait que toutes les valeurs fondamentales de la droite française n'ont pas fondamentalement varié depuis 200 ans et que la réaction franco-gauloise n'a nul besoin d'une inspiration étrangère: l'importance de la loi et de l'ordre, l'apologie du rôle pacificateur et formateur des religions, le culte du travail et de la responsabilité, la défense de la famille, l'hostilité vis-à-vis des migrants, la volonté de nier les réalités quotidiennes de la lutte des classes, etc., tout cela fait partie du patrimoine de la droite française.

Et il faut que ce soit un pantin comme Bernard Henri-Lévy, par exemple, qui rappelle les tonalités maurassiennes des discours écrits par le tandem Sarkozy-Guaino ! Un comble !

Pour prendre un seul exemple, je doute que Bush, ou qui que ce soit dans la Droite chrétienne, puisse promouvoir les mérites et la sincérité de l'amour homosexuel comme le fait Sarkozy dans deux de ces livres (cf. les comptes rendus d'*Ensemble* et de *Libre* dans ce numéro). Et je doute aussi que Bush ou quiconque dans la Droite chrétienne ou chez les néo-conservateurs reconnaisse le rôle positif de la CGT ou celui du Parti communiste dans la Résistance (cf. à nouveau les opus de Sarkozy) ou l'importance du rôle de l'État dans l'économie pour aider les industries high tech et les PME dynamiques.

Le sarkozysme n'est rien d'autre qu'un recyclage de la vieille idéologie national-gaulliste, dont la forme a été considérablement modernisée (utilisation intensive des médias, liens personnels étroits avec les journalistes, révélations sur la vie privée du Petit Démagogue distillées par lui-même, etc.), mais dont le contenu n'a guère varié.

La principale innovation, par rapport au gaullisme, concerne – peut-être – le rôle du Parti. De Gaulle n'avait aucune confiance dans les partis, lui-même employait l'expression de «godillots» pour caractériser les militants du RPR. C'était un Bonaparte, dans le vieux sens marxiste

du terme utilisé pour qualifier le régime de Napoléon III... dit, lui aussi, «le Petit». Un politicien qui voulait apparaître comme la Voix de la Nation, en se passant de tout intermédiaire. Les partis gaullistes étaient toujours soumis au Chef suprême, même si les choses changeaient généralement au fur et à mesure que croissaient les appétits des barons du parti. Chirac a utilisé le parti gaulliste de la même façon. Sarkozy, lui, tente de transformer l'UMP en une structure plus militante, qui ne se réduise pas à une machine électorale, ou à un club de patrons et de lobbyistes (cf. *Un parti conservateur de masse*).

C'est le rôle qui a été dévolu par exemple aux fédérations professionnelles de l'UMP qui lui ont permis de concevoir un programme assez précis (même s'il était souvent fantaisiste sur l'origine des ressources financières destinées à le financer) dans tous les domaines de l'économie et de la société. Et ce programme a probablement contribué à sa victoire électorale. Sarkozy est apparu beaucoup plus crédible et «pragmatique» (son mot fétiche), parce qu'il avait un catalogue précis de réformes – ou de «contre-réformes».

Marie: Traditionnellement la droite était représentée par la haute bureaucratie d'État et avait peu d'ancrage populaire. En consolidant l'UMP, en lui donnant des racines locales et professionnelles, il est possible que Sarkozy ait commencé à changer l'image de la droite auprès d'une partie des salariés.

Alain: Il faut savoir que, en 30 ans, Sarkozy est passé du gaullisme social (Chaban-Delmas puis Chirac) à un soutien affirmé à la libre concurrence et à la dictature du marché (Baladur) pour revenir finalement au gaullisme social, comme en témoigne son discours du 14 janvier 2007 à la porte de Versailles.

Le fait que Sarkozy ne soit pas lui-même issu de la classe capitaliste change-t-il la donne par rapport à d'autres dirigeants qui l'ont précédé?

Sarkozy a «changé» durant les deux mois qui ont précédé son élection comme en témoigne son livre *Ensemble* publié en mai 2007. Il a abandonné certaines de ses idées dites «libérales», pour adopter un ton plus gaullien, une posture «au-dessus des partis»... tout en voulant garder la haute main sur l'UMP. Comme il veut représenter la Nation, il essaiera d'éviter d'apparaître comme trop lié aux grands patrons qui sont ses amis. En même temps, juste après son élection, il a passé trois jours sur le yacht de son ami, le multimilliardaire Vincent Bolloré; il a imposé l'un de ses potes à la tête de la principale chaîne privée (TF1); il a pris deux semaines de vacances dans une villa de millionnaire aux États-Unis et enfin son gouvernement a voté une série impressionnante de cadeaux aux riches et aux couches supérieures des classes moyennes. Visiblement Sarkozy n'a pas encore totalement assimilé les règles élémentaires du savoir-vivre de la bourgeoisie: dissimuler au maximum sa fortune ou son train de vie, jeter un voile pudique sur sa vie privée, se présenter comme un type austère, insensible à l'argent, aux paillettes et aux privilèges, etc. Et ce n'est pas sa récente proposition de quasiment

tripler son salaire de président de la République (de 8000 à 20 000 €, comme un Premier ministre) qui lui donnera une aura d'homme frugal.

Comme l'expliquent Monique et Michel Pinson-Charlot dans *Sociologie de la bourgeoisie*, la classe dominante dispose de toute une série de rites et de tests de sélection pour les nouveaux entrants. Pour le moment, Sarkozy, avec son côté m'as-tu-vu et arriviste, ne satisfait guère aux critères de discrétion que vante l'élite aristocrato-bourgeoise des possédants. Mais tant qu'il ne sera pas compromis dans une énorme affaire de corruption, on peut parier qu'il servira encore au Capital.

Son programme est-il libéral? Le libéralisme est-il encore à l'ordre du jour pour la classe dominante?

Que signifie exactement le mot «libéral» dans une société où, d'un côté, la propriété de la majorité des moyens de production reste entre des mains privées et où, de l'autre, l'État est le principal employeur et a planifié l'économie pendant des années? A-t-on oublié que De Gaulle, dès 1946, lança un «plan de redressement économique», et qu'il continua à mettre en œuvre des plans, généralement triennaux, après 1958?

La notion de «libéralisme» constitue une notion très ambiguë pour ses partisans, comme pour ses adversaires confus. A droite, elle sert de prétexte pour critiquer les actions «redistributrices» de l'État (qui consistent, en fait, à prendre les cotisations sociales versées par les célibataires, les bien-portants et ceux qui ont un boulot fixe pour les redistribuer à ceux qui ont des enfants, qui sont malades ou chômeurs), sauf quand elles se font en faveur des patrons (on n'a jamais vu un patron protester contre une subvention ou une loi anti-ouvrière).

A gauche et à l'extrême gauche, elle est une façon de réclamer l'étatisation (partielle ou totale) du Capital, sans pour autant appeler au renversement du capitalisme, à la suppression de la hiérarchie, de l'argent, du salaire et de la division du travail. Dans les deux cas, les mots «libéralisme» ou «néo-libéralisme» empêchent d'envisager même la possibilité de supprimer le salariat, comme mode d'exploitation, et de l'État.

Peut-on s'attendre à la mise en œuvre d'une version française du thatcherisme?

C'est la façon dont Sarkozy est présenté dans la presse de gauche et d'extrême gauche. Or, Thatcher a délibérément brisé le pouvoir des syndicats et surtout des shop stewards (délégués d'atelier). Comme l'explique John Mullen, Thatcher avait six objectifs principaux: restreindre «la définition de la grève légale»; restreindre «des activités des piquets de grève» (notamment des piquets volants); mettre en place «des procédures plus contraignantes lors du déclenchement d'une grève»; introduire «des obligations spécifiques lors de la sélection des dirigeants syndicaux»; limiter, puis abolir «le monopole syndical (*closed shop*) et d'autres modalités similaires (*check-off*)» soit le prélèvement direct de la cotisation syndicale sur le salaire; restreindre «l'activité politique des syndicats»; «et diverses autres réformes (procédures de reconnaissance syndicale, discipline interne des syndicats)» (Libertés et devoirs

syndicaux de Thatcher à Blair: http://herodote.info/grandebretagne/mullen_arti.htm)

Jack: On a généralement une vision fautive de Thatcher et de son prétendu «libéralisme». Elle était en fait très interventionniste, sauf que sa politique n'allait pas vers un renforcement de l'État-providence mais vers l'externalisation, en quelque sorte, de pans entiers de l'État et leur sous-traitance par des sociétés privées.

Le projet de Sarkozy est plus subtil, même si le MEDEF et une partie des députés de droite défendent une ligne qu'on pourrait qualifier de «thatcherienne»: casser le Code du travail, privatiser les secteurs que les gouvernements précédents, de droite et de gauche, n'ont pas encore privatisés, etc.

On ne peut comparer le poids des syndicats en Angleterre (7 millions aujourd'hui pour 28 millions de salariés) et en France (2 millions pour 19 millions de salariés). De plus, on voit depuis la rentrée de septembre 2007, à quel point les syndicats ont envie de négocier, y compris la CGT, dont les effectifs sont désormais à peu près les mêmes que ceux de la CFDT et de FO, ce qui l'oblige à modérer encore davantage son discours. Le gouvernement n'a donc nul besoin, dans la situation actuelle, d'affronter sérieusement les syndicats. Il lui suffit de jouer des divisions entre eux et de distribuer quelques miettes: c'est ainsi que, à la SNCF, la FGAAC a arrêté la grève dès que la direction lui a lancé une carotte et que les représentants des «agents de conduite» se sont, de fait, désolidarisés des autres cheminots; c'est ainsi que la CFDT et l'UNSA menacent de se retirer du front syndical commun si l'on cherchait à unifier les revendications des fonctionnaires et celles des salariés «bénéficiant» des régimes spéciaux, etc. On verra ce qui se passera dans les mois et années à venir, mais il y a gros à parier que les syndicats ne s'opposeront pas frontalement au gouvernement. Rappelons aussi que les enseignants ont subi une lourde défaite en 2003, ce qui affaiblit encore plus l'influence sociale des syndicats qui reposait en grande partie sur cette catégorie sociale.

Quelles sont les grandes réformes auxquelles il faut s'attendre en matière économique ?

Le Parlement a discuté ou va discuter des sujets suivants: l'effacement de la distinction entre les mineurs et les adultes pour certains crimes; l'autonomie (en clair la privatisation rampante) des universités; la restriction du droit de grève dans les transports publics (la nécessité pour la direction d'organiser un service minimum durant les heures de pointe en cas de grève; l'obligation des grévistes d'annoncer individuellement leur volonté de faire grève 48 heures à l'avance et l'organisation d'un vote à bulletins secrets après une semaine de grève dans les transports publics; la «liberté» de travailler à un âge plus avancé; la suppression des régimes spéciaux pour les salariés d'EDF, de GDF et de la SNCF; une accentuation des mesures contre les immigrés et leur famille séjournant en France (mesures d'autant plus démagogiques que

l'impérialisme français, même avec un taux de natalité supérieur à celui des autres pays d'Europe, a besoin de la main-d'œuvre étrangère mais aussi des futurs enfants des «immigrés»), etc.

Sarkozy a-t-il une ambition nationale pour «la France» ?

S'il veut continuer à maintenir sa posture gaullienne et ne pas apparaître comme un «caniche» de l'impérialisme américain ou de l'UE, Sarkozy a intérêt à définir un tel projet. En ce qui concerne l'économie, son ambition est de pousser les industries high tech déjà existantes ou de faire en sorte que la France devienne leader dans de nouveaux secteurs de pointe. Sur le plan international, à partir de la signature du mini traité européen, il voudrait que «la France» redevienne le co-dirigeant, avec l'Allemagne, de l'impérialisme européen, même si, en même temps, il a dû demander à la Commission européenne un délai supplémentaire pour résorber la dette publique française, demande contradictoire avec sa posture de donneur de leçons. Dans les livres de Sarkozy et le programme de l'UMP il est explicitement indiqué que l'État doit jouer un plus grand rôle dans l'innovation technologique. Sarkozy souligne que l'État américain finance l'innovation, à travers la recherche militaire et spatiale, et aussi à travers de multiples commandes fédérales au secteur privé, contrairement à la mythologie dite «libérale» officielle.

Marc: Sarkozy appartient à la frange gaulliste qui a toujours misé sur la fibre nationale. Cela explique le phénomène des nationalisations sur lesquelles tout le monde (gauche et droite) était d'accord jusqu'au programme commun de 1972. Sarkozy veut que la France ait le leadership de l'armée dans l'Europe par l'intermédiaire d'EADS et de Dassault. Vis-à-vis du monde du travail, il applique des mesures que certains qualifient de «libérales», selon le principe: plus il y a de chômeurs pour faire pression sur les salariés, plus on pourra produire à bas prix. Sarkozy achève le processus de déréglementation du travail, il n'innove pas vraiment en ce domaine. La TVA sociale est un moyen de déplacer les charges sur les ménages. Le FMI s'est d'ailleurs alarmé de ce poids porté sur les ménages: il y a un risque d'explosion sociale dans un contexte de crise financière qui se prépare.

Son atlantisme supposé est-il l'expression d'une classe dirigeante qui reconnaît sa soumission au plus fort et choisit d'en tirer profit (cf. blairisme) ou quelque chose de plus idéologique ?

Je ne vois pas très bien où serait l'«atlantisme» de Sarkozy, du moins par rapport à ses prédécesseurs. Sarkozy ne s'est pas publiquement opposé à Chirac sur l'Irak en 2003. Il a déclaré aux Etats-Unis qu'on le considérait comme «pro-américain», mais cette citation est toujours répétée en dehors de son contexte. En effet, il a rencontré les dirigeants de la communauté juive américaine et il leur a servi son baratin habituel. En substance: «Je suis un pragmatique et je préfère réfléchir aux solutions plutôt qu'aux problèmes.» Et il a rappelé qu'en France on le

surnommait «Sarkozy l'Américain». Il a aussi expliqué que la France était l'«allié traditionnel» des Etats-Unis, mais De Gaulle n'a jamais prétendu le contraire, même s'il s'est hypocritement opposé à l'OTAN, tout en collaborant avec elle en sous-main. Quant à Chirac, il a collaboré ouvertement avec eux en Afghanistan, et la droite comme la gauche ont soutenu la première guerre d'Irak. Sarkozy a expliqué qu'il était opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, position qui ne convient pas vraiment à l'impérialisme américain. Enfin, il a vendu de la technologie nucléaire à la Libye (soi-disant pour transformer de l'eau de mer en eau potable – un aimable bobard selon les scientifiques !) et signé plusieurs gros contrats d'armement avec le dictateur libyen.

A mon avis, la plupart des discussions sur l'atlantisme supposé de la droite gauloise ne visent qu'à un seul but: réintroduire le sempiternel thème du parti de l'Etranger, voire de la Cinquième Colonne (donc disqualifier un adversaire selon une thématique chauvine) et, par ricochet, redorer la légende gaulliste. Pour cela, il existe un front uni qui va du *Monde diplomatique* au PCF en passant par le PS et une bonne partie de l'UMP. Finalement tous ces gens veulent entretenir le «roman national» de Saint Louis et Jeanne d'Arc au général de Gaulle. Ils se gargarisent tous du «génie français», de l'«exception française», de la «tradition française» et autres hochets mystificateurs.

De plus, il s'agit d'un contresens historique car le seul avenir possible de l'Union européenne, si elle veut accéder au statut de puissance internationale, consiste justement à tenter de construire une sorte de super-Etat fédéral à l'échelle continentale, qui soit assez fort, sur les plans technologique, militaire et économique, pour concurrencer les Etats-Unis. J'ignore si elle y arrivera un jour, mais ce qui est sûr c'est que Sarkozy n'est ni un anti-Européen, ni un agent de l'impérialisme américain !

Luc: Sarkozy a réussi, pour l'instant, à unifier la fraction plus internationale et la fraction plus centrée sur le national de la bourgeoisie.

Martin: Je vois au moins un point commun, sur le plan de la méthode, avec le gouvernement Bush. Celui-ci a été capable d'agir sur tous les fronts, de promouvoir une politique répressive (surveillance des groupes de résistance, construction intensive de prisons au point qu'on peut parler d'un complexe carcéro-industriel, écoutes illégales). L'avantage de présenter toutes les mesures gouvernementales en bloc comme le fait Sarkozy, c'est que certains peuvent être d'accord avec une de ces mesures et pas avec les autres et donc ils ne se mobilisent pas. La rapidité d'action du pouvoir peut contribuer à déstabiliser toute opposition éventuelle à ses projets. Inversement, elle peut se retourner contre lui, si tous les mécontents s'unissent face à son offensive.

Quelle est la stratégie de Sarkozy face à l'Union européenne et à ses exigences ?

Les déclarations publiques de Sarkozy servent surtout à entretenir sa légende médiatique personnelle. Ce qui compte, sur le plan intérieur, c'est qu'il n'apparaisse pas comme un simple larbin de la Commission européenne. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'une grande partie du programme de l'UMP reprend des décisions adoptées au sommet de Barcelone et approuvées en 2002 par Chirac et... Lionel Jospin, concernant l'allongement de l'âge des retraites et le «dégraissage» des Fonctions publiques.

En ce qui concerne l'impérialisme américain, la France n'a pas les moyens de s'opposer, militairement et économiquement, à la seule superpuissance actuelle. Ceux qui critiquent l'«atlantisme» de la droite (ou de la gauche) le font d'un point de vue réactionnaire: la défense de l'intérêt national, qui est toujours, selon un vieux slogan toujours actuel, celui du Capital. Enfin, en ce qui concerne la Commission européenne, il existe depuis longtemps une division du travail efficace: les présidents ou les Premiers ministres des différents Etats européens essaient de faire croire à leurs peuples que toutes les décisions sont prises par «Bruxelles», cette ville qui abriterait un pouvoir mystérieux. Ils cachent qu'elles sont prises en présence, et avec la participation, des représentants de chaque gouvernement national.

L'ASSISE POPULAIRE DE SARKOZY: COMMENT LA COMPRENDRE ?

Que nous enseigne l'analyse des résultats électoraux en fonction des classes sociales et des classes d'âge ?

Selon Jacques Serieys (http://www.prs12.com/article.php3?id_article=3323), au premier tour des présidentielles, Sarkozy a obtenu 17% des voix chez les ouvriers; 25% chez les employés; 28% chez les professions intermédiaires (agents de maîtrise) et professions intellectuelles (enseignants); 31% parmi les cadres et 37% chez les chefs d'entreprise, commerçants et artisans.

Si l'on tient compte de l'appartenance syndicale Sarkozy a obtenu chez les adhérents de la CGT: 11%; FO: 20%; CFDT: 20%; UNSA: 20%; CGC: 60%; et enfin, cerise sur le gâteau, MEDEF et CGPME: 96%.

Quant au second tour, Sarkozy a obtenu 46% chez les ouvriers et 49% chez les employés – du moins chez ceux qui ne se sont pas abstenus.

Si l'on ajoute aux résultats de Sarkozy ceux du Front national, on peut dire qu'une fraction significative de la classe ouvrière a voté pour les candidats de droite et d'extrême droite. En 2002, 25% des ouvriers avaient voté Le Pen ainsi que 23% de ceux qui gagnaient moins de 1500 € par mois. Et, en 2007, 12% des sympathisants CGT ont voté Le Pen.

Il faut souligner que, même dans les années 50 et 60, une fraction significative des travailleurs votait déjà pour la droite. Le vote ouvrier se divisait grossièrement en trois parts égales: 1/3 pour les gaullistes, 1/3 pour les socialistes et 1/3 pour les staliniens. La composition de la classe ouvrière ayant changé, ses votes se sont disséminés entre les nouveaux partis comme le Front national et les groupes comme LO ou la LCR, et

même, aux dernières élections, le Modem de Bayrou qui a obtenu 16% des votes des ouvriers, le même chiffre que l'ensemble des voix recueillies par les staliniens, les trotskystes et les Verts !

Les médias avaient préparé les électeurs à l'idée que le second tour se déroulerait entre Sarkozy et Royal. Ce lavage de cerveaux efficace a poussé de nombreux nouveaux électeurs et les travailleurs à voter, puisqu'il y a eu un taux de participation élevé (83%) durant chacun des deux tours.

Mais Sarkozy a gagné les élections, probablement parce que lui et son parti étaient considérés comme plus capables de gouverner et de traiter la question du chômage, ainsi que d'autres problèmes sociaux. En tout cas, la tentative ridicule de la gauche et de l'extrême gauche de transformer Sarkozy, en un nouveau Bush-Hitler-Berlusconi n'a convaincu ni la majorité des travailleurs, ni même la majorité de la petite bourgeoisie salariée.

En ce qui concerne les groupes d'âge, on peut dire globalement que plus les électeurs étaient âgés, plus ils ont voté Sarkozy au premier comme au second tour, avec une exception: la génération qui a eu 18 ans entre 1967 et 1975, et dont la majorité a voté pour la gauche.

58% de la jeune génération (ceux qui ont voté pour la première fois en 2007) ont soutenu la candidate du PS. 57% de ceux qui ont eu 18 ans dans les années 1990 ont voté Sarkozy. Ceux qui ont eu 18 ans dans les années 1980 se sont partagé équitablement entre Royal et Sarkozy. 55% de la génération 1967-1975 a voté pour Royal. Parmi ceux qui ont aujourd'hui entre 60 et 69 ans, 61% ont voté pour Sarkozy. Et 68% de ceux qui ont plus de 70 ans ont voté pour Sarkozy.

Quel est ce désir de «**changement**» qu'il a su exploiter ?

Qu'est-ce qui a poussé les électeurs à voter pour Sarkozy ? Quand les instituts de sondage les ont interrogés sur leur motivation principale, entre «plus d'ordre et plus d'autorité» ou plus de libertés individuelles, 83% des électeurs de Sarkozy ont choisi, on l'aura deviné, la première solution. Mais on notera aussi que, avant l'élection, 60% des électeurs favorables à Sarkozy identifiaient leur petit réac chéri à l'idée d'un changement profond, alors que ce n'était le cas que de 30% des électeurs de Ségolène Royal. La propagande grossière et mystificatrice de l'UMP contre «l'immobilisme» (y compris donc son propre immobilisme puisqu'au cours des trente dernières années la droite a été au pouvoir la moitié du temps) a apparemment fonctionné.

Ce désir de changement est probablement lié à la croissance continue du chômage depuis 30 ans, aux difficultés croissantes de la vie quotidienne liées à la stagnation des salaires, à la difficulté des jeunes de trouver des emplois décents même après avoir fait trois ans d'études supérieures, à la baisse de qualité de nombreux services publics, etc.

Et il y a sans doute un autre facteur: puisque la Cinquième République est une monarchie républicaine dans laquelle le Président a beaucoup de pouvoir, et que Sarkozy a été un ministre de l'Intérieur hyperactif soutenu par les médias et une rhétorique populiste, il est probable que les électeurs et électrices l'ont trouvé plus adapté à ce

boulot que Ségolène Royal, qui n'était même pas soutenue par les principaux dirigeants de son propre parti, et qui a constamment hésité entre une posture autoritaire et une posture protectrice, même si la première avait très nettement sa préférence.

Göran: Je crois qu'on peut tracer un parallèle entre les élections françaises et les élections en Suède où le parti conservateur a réussi à gagner les dernières élections en se présentant comme le parti favorable aux travailleurs qui pourrait leur redonner ce que les partis de gauche leur avaient enlevé. Le même phénomène s'est d'ailleurs produit au Danemark.

Exprime-t-il quelque chose de plus que l'inconsistance et le discrédit du projet de la gauche classique ?

Il est trop tôt pour établir s'il «fera ce qu'il dit», comme il adore le répéter depuis son élection, mais au moins il a un programme détaillé qui, s'il est appliqué et s'il ne rencontre pas d'opposition sérieuse, changera considérablement et empirera durablement la vie des travailleurs.

Fondamentalement, il veut que la France rejoigne les critères européens sur de nombreux points. Le programme économique de Sarkozy tourne autour des thèmes suivants, résumés dans le rapport sur les «freins à la croissance» établi par Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, et remis à Sarkozy en 2004, quand celui-ci fut brièvement ministre de l'Economie:

- Le travail n'est plus valorisé ni par les salariés, ni par les patrons. Ces deux groupes pensent que 57 ans est un âge «normal» pour s'arrêter de travailler. Le but du gouvernement est donc de «rééduquer» les patrons et les travailleurs. Évidemment ce discours laisse indifférent les patrons, mais il affectera très certainement les travailleurs. La France est le pays d'Europe où les salariés travaillent le moins d'années durant leur vie, et durant les dix dernières années de leur vie active, les gains de productivité sont plus faibles qu'aux États-Unis et dans les autres pays d'Europe. L'objectif est donc d'éliminer tous les systèmes qui permettent de cesser de travailler entre 55 et 64 ans. Les «seniors» seront alors obligés de marnier pour le Capital jusqu'à épuisement.

- * Le «travail manuel» (grand dada sarkozyen mais aussi royaliste) sera réhabilité à travers une propagande active de l'État et des entreprises privées.

- * Le Code du Travail sera modifié afin que les licenciements individuels et collectifs soient rendus plus faciles sans que la justice puisse intervenir (notamment les prud'hommes). Dans le même esprit, on diminuera aussi les «compensations» financières pour les salariés et, bien sûr, le montant des (éventuelles) amendes pour les patrons.

- * Il faut créer un contrat de travail unique. Le CDI, contrat à durée indéterminée, empêche les pauvres patrons d'embaucher et de licencier facilement leurs «collaborateurs» et c'est «injuste» pour trois catégories: les jeunes, les femmes et les personnes sans qualification qui obtiennent

généralement des contrats à durée déterminée. Dans le secteur des services, les CDD servent traditionnellement à sélectionner les «meilleurs» employés. Mais dans le secteur industriel, les CDD servent à répondre seulement aux périodes de surcroît d'activité. On réalisera donc «l'égalité» entre tous les salariés en généralisant la précarité et en supprimant les protections légales pour tous les travailleurs en même temps !

Michel: Cette question de la réforme du contrat de travail – et de la Sécurité sociale professionnelle qui va avec – est beaucoup plus importante que celle du service minimum. Après tout, si des grévistes sont déterminés, ce n'est pas une loi qui les arrêtera. Par contre, si l'on transforme complètement le marché du travail, si l'on fusionne tous les organismes s'occupant des chômeurs et des précaires, si les patrons peuvent embaucher et débaucher à volonté et former des gens à la carte, alors ils auront à disposition une réserve permanente, malléable, dans laquelle ils pourront puiser en fonction de leurs besoins, à coups de périodes de formation ad hoc. Pour le moment, tous les syndicats, y compris la CGT sont prêts à discuter avec le patronat, y compris sur une «simplification» du contrat de travail (il en existe une cinquantaine).

* Le coût du travail est trop «élevé», à commencer par le montant du salaire minimum (7,6€ de l'heure !!!).

* La semaine de 35 heures sera abolie et remplacée par des accords locaux sur la durée du travail, permettant aux salariés de choisir «librement» s'ils veulent bosser «seulement» 35 heures ou faire des heures supplémentaires.

* Les chômeurs n'auront plus la possibilité de refuser un travail «décent» (traduction: mal payé), donc les allocations chômage seront moins «attractives» (!) afin de «stimuler» les gens à prendre n'importe quel boulot de merde pour survivre.

* Toutes les institutions s'occupant du chômage fusionneront, l'ANPE, l'UNEDIC et les maisons de l'emploi (structure créée en 2005 et supposée fédérer les «énergies locales» pour «aider» les chômeurs).

* L'État encouragera les assurances de santé et les retraites complémentaires privées.

* Dans le secteur public, les fonctionnaires auront la «liberté» d'effectuer des heures supplémentaires s'ils le «désirent», et de travailler après l'âge limite actuel (Sarkozy pense qu'il est normal que quelqu'un ait «envie» de travailler jusqu'à 70 ans !)

Frédéric: J'ai entendu une interview de Guaino durant laquelle le journaliste lui a demandé comment le gouvernement comptait s'y prendre pour diminuer de moitié le nombre de fonctionnaires. Il a donné comme exemple la délivrance des cartes grises qui pourrait être confiée aux constructeurs et aux vendeurs de voitures. C'est ce qui s'est passé à grande échelle en Angleterre. Officiellement l'État n'a pas privatisé, il a «délégué des tâches administratives» à des dizaines de sociétés privées. Cela a permis à la fois d'augmenter la productivité des

fonctionnaires restants et de verser des crédits à des services sous-traités par des entreprises privées.

* Les «régimes spéciaux» seront éliminés. Cela concernera 500 000 salariés et 1,1 million de retraités. Dans ces secteurs, on peut pour le moment encore prendre sa retraite entre 50 et 60 ans, selon son activité et le nombre d'années passer à suer au service de l'entreprise.

* Les taxes sur les bénéfices des entreprises seront diminuées de façon significative.

* Les patrons paieront moins de taxes et d'impôts à l'État s'ils emploient des travailleurs en leur payant des bas salaires. Si un patron paie 100 € un salarié, il doit aujourd'hui donner 45 € supplémentaires à l'État qui se décomposent ainsi: 10 € pour les allocations chômage, et 30 € pour les caisses de retraite, les dépenses de santé, les allocations familiales, les allocations d'invalidité et les accidents du travail. Actuellement, sur ces 30 € les patrons ne paient que 4€ pour chaque travailleur qu'ils emploient au SMIC ! Tout cela grâce aux différentes réformes adoptées par la droite et par la gauche depuis 1993, afin de stimuler les pauvres patrons à embaucher des personnes non qualifiées et sous-payées ! Cela va évidemment continuer, voire s'aggraver sous Sarkozy.

* La dette publique française devra être réduite: elle atteignait 66,6% en 2005 et l'Union européenne ne tolère en principe qu'un maximum de 60%. C'est sans doute le point le plus incohérent dans le programme de Sarkozy et dans les premières mesures gouvernementales, puisque ses députés ont voté de nouveaux cadeaux aux patrons et aux riches, éliminant ainsi des ressources importantes pour l'État.

Marie: Il y a quelque chose de nouveau dans la façon dont Sarkozy a conquis le pouvoir, face à une opposition inexistante. Cela relève beaucoup plus du style que du contenu. Il a réussi à brouiller les camps sur le plan idéologique, à s'adresser aux travailleurs, aux petites gens, car en fait il n'avait pas d'adversaires politiques, le PS ayant mêmes les positions que la droite sur la plupart des points. Sarkozy s'est appuyé sur les anciennes valeurs de la droite: grosso modo, il faut travailler et mettre les délinquants en prison. Le phénomène Sarkozy, c'est aussi la disparition du discours nationaliste de la droite qui n'a plus vraiment d'expression propre. Et l'on peut se demander si la bourgeoisie nationale française a vraiment un projet spécifique, autonome par rapport aux multinationales.

Sylvain: Sarkozy a été élu à 53%. C'est la première fois qu'un candidat annonce: le monde est comme ça et on ne le changera pas. Ce monde c'est celui de la concurrence, de la fin des couvertures sociales et on ne pourra pas revenir en arrière. Sarkozy propose de s'y adapter, et surtout de ne pas chercher à résister à ce monde-là. Il individualise les situations: selon lui, chacun a la capacité de s'y adapter. C'est l'idéologie de la responsabilité de soi. Le monde est décrit comme une objectivité qu'on ne change pas. C'est la première fois qu'un candidat d'un «grand» parti tient un discours aussi clair.

Vincent: Sarkozy et ses ministres depuis le mois de juin essaient une tactique qui a déjà fait ses preuves dans le passé. On annonce des réformes très importantes, on fait semblant de négocier et de lâcher du lest, puis finalement on recule vers une position que l'on avait déjà définie à l'avance, sans bien sûr le révéler au départ.

Paul: J'ai l'impression que l'on exagère beaucoup l'originalité du projet Sarkozy. En fait, il n'y a aucun élément absolument neuf dans tout ce qu'il raconte. C'est plutôt l'accumulation de promesses et de réformes annoncées qui crée un effet quantitatif, et qui deviendra peut-être qualitatif.

Y a-t-il un désir d'ordre dans la société plus net qu'autrefois, et sur quoi se fonde-t-il ?

J'ignore s'il est vraiment plus important qu'avant. Je peux seulement dire que les médias, les journalistes, les politiciens et une bonne partie des intellectuels, de la droite à la gauche, sont en train de faire une propagande vigoureuse en faveur de la loi et l'ordre. Certains sociologues ou historiens (notamment Gérard Noiriel dans son dernier livre *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIX^e et XX^e siècle*) pensent que la société a changé au point que les journaux télévisés seraient capables de «fabriquer le consensus» (selon une expression de Noam Chomsky) autour de thèmes ultra-réactionnaires, en les présentant comme idéologiquement neutres.

Si nous prenons les 30 dernières années en France, on constate que de nombreux petits événements en banlieue ne sont devenus des événements d'importance nationale que grâce à la télévision – du moins avant les «émeutes» de novembre 2005 qui avaient évidemment, elles, une dimension nationale. Et ce processus se nourrit de lui-même comme on l'a vu en novembre 2005. Les «émeutiers» regardaient le journal télévisé et voulaient que leur quartier, lui aussi, «passe aux infos». Quand la télévision n'existait pas, un petit incident entre 3 flics et 5 jeunes dans un quartier ouvrier ne pouvait pas être amplifié facilement. Maintenant, ce n'est plus le cas, et la présence des immigrés, qui sont non seulement présentés comme de dangereux étrangers, mais comme de dangereux musulmans, donne à la propagande xénophobe et raciste un impact beaucoup plus large, surtout lorsqu'elle est présentée comme un problème «culturel», donc quasi biologique et éternel.

Les médias ont joué leur rôle dans cette évolution en cachant et niant la dimension sociale de nombreux problèmes qui touchent la classe ouvrière en France, et la défense de la loi et de l'ordre (la fameuse «sécurité») est progressivement apparue comme la seule solution, y compris pour les générations précédentes de migrants qui sont devenus français ou qui vivent en France depuis longtemps. Il faut souligner que la gauche a adopté presque le même langage que la droite sur ces questions.

LA METHODE REPRESSIVE ASSUMEE

Quelles sont les raisons de la montée du discours répressif ?

Le gouvernement doit faire face à des problèmes sociaux que ses prédécesseurs ont créés et accrus. Il ne pourrait tenter de les résoudre qu'en investissant massivement dans l'éducation, la formation professionnelle, le logement social, la santé publique, etc. Mais cette orientation serait contradictoire avec les objectifs de l'Union européenne et sa volonté de diminuer les déficits publics. On ne voit pas du tout comment un gouvernement, quel qu'il soit, pourrait trouver l'argent nécessaire pour financer toutes les mesures indispensables pour mettre un terme au chômage, aux mauvaises conditions de logement, à la détérioration des systèmes d'éducation et de santé, etc., sans s'attaquer au système capitaliste lui-même. La répression (matérielle et idéologique) est donc la seule réponse possible, dans le cadre du système. Le discours répressif a un grand avantage: il ne coûte rien, surtout quand il est intériorisé par les exploités eux-mêmes. Et si cela ne marche pas, on aura recours aux dispositifs de vidéo-surveillance publique, comme l'État et les municipalités l'ont fait en Grande-Bretagne.

Quel rôle joue l'absence de réponse sociale aux contradictions sociales montantes ?

En France, depuis la Libération, l'État a toujours été présenté par la droite gaulliste, mais aussi par les partis socialiste et stalinien, comme un élément neutre, censé corriger les différences et les injustices sociales. D'où le rôle de l'Éducation nationale, de la Santé publique, de la Sécurité sociale et des systèmes de retraite par répartition. D'où les différents plans lancés par De Gaulle. Cette situation était en partie liée aux luttes des travailleurs (les grèves de 1936, 1953 – la fonction publique –, 1963 – les mineurs – et 1968) qui ont imposé certaines concessions à la bourgeoisie, et en partie aux choix politiques (cf. l'alliance entre gaullistes et communistes durant la Résistance et dans l'immédiat après-guerre) et économiques de la classe dominante. Les secteurs les plus avancés de la bourgeoisie (ceux les plus liés aux sommets de l'État) voulaient acheter la paix sociale en laissant les syndicats gérer de nombreuses institutions, à la fois à l'intérieur des entreprises (les CE) et à l'extérieur (prud'hommes, Allocations familiales, Assedic, etc.). Cette forme de compromis social n'est plus possible, du moins sur les bases antérieures, à cause du déclin de l'impérialisme français et de la nécessité de définir des normes européennes communes pour être compétitifs avec les autres puissances.

L'objectif du gouvernement est donc:

* de progressivement miner l'idéologie étatiste, celle de l'État-providence, qui a été propagée à la fois par la droite et par la gauche. Ce travail a déjà été commencé par une partie de la gauche réformiste (la droite du PS, certains clubs ou cercles de réflexion comme la Fondation

Saint Simon), mais de façon beaucoup plus agressive et offensive par Sarkozy et l'UMP durant les cinq dernières années (cela n'aboutira sans pas à une disparition de l'État-providence, mais probablement à une diminution significative de son champ d'action et à sa sous-traitance par des institutions privées plus facilement «dégraissables»);

* de convaincre les syndicats et les associations (écologistes, ONG, groupes communautaires de tout poil) de collaborer encore davantage qu'auparavant. De ce point de vue, il est significatif que Sarkozy ait intégré dans son gouvernement trois représentants de la «société civile»: Bernard Kouchner, dont l'image est associée à Médecins du monde; Fadela Amara, dirigeante de Ni putes ni soumises; et Martin Hirsh, président d'Emmaüs. Leur docilité a d'ailleurs été rapidement mise à l'épreuve, Amara sur les tests ADN pour le regroupement familial, Hirsh sur l'exclusion des sans-papiers des logements d'urgence... Quant à Kouchner, ce n'était pas vraiment nécessaire de lui mettre une laisse, il obéit au doigt et à l'œil.

* de réprimer les travailleurs qui n'acceptent pas ou n'accepteront pas les mesures gouvernementales.

Pourquoi ne peut-on pas parler de fascisme, même modernisé ?

Sur le site néo-stalinien Bellaciao, Jacques Richaud (http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=47317) affirme doctement, à partir de quatre citations de Sarkozy associant les mots «liberté» et «travail», que la devise «*Arbeit macht frei*» (Le travail rend libre) figurant au fronton des camps de concentration aurait inspiré l'UMP !!! Il ignore, tout comme les sites Indymedia et même ceux de la CNT-AIT sur lesquels on a pu lire des «raisonnements» aussi creux et ridicules, que l'on peut retrouver ce genre de rapprochement entre «travail» et «émancipation» chez toutes sortes de gens, des féministes à Tony Blair !

Le dénommé Richaud va jusqu'à affirmer que les nazis auraient commencé par introduire un certain nombre de mots dans le vocabulaire politique et à les banaliser pour mieux s'emparer du pouvoir. Il n'a sans doute jamais entendu parler du premier putsch manqué de Hitler à Munich en 1923, des corps francs, des sections d'assaut (SA ou chemises brunes) du parti national-socialiste, de tous ceux qui pendant dix ans ont semé la terreur dans les quartiers ouvriers en Allemagne. Ce crétin prétentieux croit que le fascisme se limite à un problème de changement lexical, qu'à la limite un publicitaire doué, à la tête d'une puissante agence, pourrait imposer dans le langage commun.

Les fascistes italiens, comme les nazis allemands, se sont appuyés sur des organisations de masse regroupant des centaines de milliers de chômeurs, des petits-bourgeois ruinés, des anciens combattants et une fraction de l'armée. Ils ont constitué des partis interclassistes et des milices pour briser physiquement toutes les institutions du mouvement ouvrier, et ce avant la marche sur Rome (1922) ou la nomination de Hitler comme chancelier du Reich en 1933. Ils n'ont pas pris le pouvoir grâce à une simple victoire d'ordre linguistique, mais par l'usage systématique de la violence contre les syndicats et partis ouvriers et

l'organisation de milices paramilitaires. Ils attaquaient les sièges et les manifestations des syndicats et partis de gauche, brisaient les grèves, assassinaient les militants ouvriers; en d'autres termes ils essayaient d'organiser une véritable terreur contre la population ouvrière. Et quand ils se sont trouvés à la tête de l'État, les fascistes et les nazis ont détruit non seulement toutes les formes d'organisation des travailleurs, mais aussi les partis bourgeois et la démocratie bourgeoise.

Malgré les inepties répandues sur Sarkozy, le Petit Démagogue et son parti, l'UMP, n'ont rien à voir avec le fascisme et une idéologie totalitaire. A moins de vouloir appeler tout État bourgeois «totalitaire», quel que soit le régime politique. Et alors ce mot devient un terme creux, que l'on peut remplacer indifféremment par n'importe quel autre: «oppressif, réactionnaire, dictatorial, antidémocratique, autoritaire, répressif, antisocial» ou, pourquoi pas, «très méchant»!

Généralement ceux qui évoquent le fascisme ou le totalitarisme à propos de Sarkozy ne savent pas de quoi ils parlent: en d'autres termes, ils croient qu'une dictature sanglante va se mettre en place rapidement ou bien qu'elle va s'imposer sans toucher grand-chose aux structures politiques et sociales actuelles qui seraient déjà totalitaires. Ou alors ils essaient de manipuler la haine des masses contre le fascisme et le nazisme.

C'était le cas quand le PCF s'est opposé au coup d'État du général de Gaulle en 1958, en le présentant comme un «fasciste». Mais ce qui était possible (ou du moins qui valait la peine d'être tenté pour les stalinien) à la fin des années 50 (même si c'était politiquement erroné et stupide) n'a plus de sens aujourd'hui, quand la plupart des militants sont nés après la Seconde Guerre mondiale et n'ont aucune idée concrète de ce que signifiait vivre sous un régime fasciste ou même sous la dictature militaire de Pétain (à ce sujet voir *Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy II*). L'antifascisme moderne n'a pas grand-chose à voir avec l'antifascisme de la Résistance armée. Hier, cette idéologie nationaliste pouvait coexister avec un espoir, vague et confus, de révolution sociale (cf. par exemple les quelques phrases de la «contre-lettre de Guy Môquet» qui circula sur Internet aux alentours du lundi 21 octobre 2007, date de sa lecture obligatoire dans les écoles). Déjà limité et manipulé hier, l'antifascisme aujourd'hui n'a pas d'autre horizon que la démocratie bourgeoise. Dans la tête de la plupart des «antifascistes» actuels, des mots comme «fascistes» ou «fascisme» ne sont qu'un moyen paresseux et facile de discréditer n'importe quelle personne de droite ou conservatrice, voire qui ne pense pas comme eux. Le mot a été vidé de son sens pour devenir une simple insulte, complètement banalisée.

Sergio: Je crois que la sous-idéologie, le sous-anti-fascisme qui a été déployé contre Sarkozy donne une identité de substitution à des réseaux, des organisations, il leur donne une vague consistance. Ce n'est certes pas nouveau, mais, une fois qu'on a touché le fond, on peut continuer à creuser. La diabolisation évite de réfléchir, elle traduit l'absence de repères solides dans ces milieux libertaires ou «gauchistes».

Victor: Qui a déclaré: «Il faut prendre appui sur les institutions les plus sûres, la famille, la patrie, la morale»? Pétain, Laval, Le Pen? Non Georges Pompidou, que l'on n'a jamais accusé de fascisme! La référence au triptyque «travail-famille-patrie» n'a rien de spécifiquement vichyste ou fasciste. Un des dangers de la nazification de Sarkozy, c'est qu'elle peut pousser à des actes désespérés, voire même, pourquoi pas, à un nouveau terrorisme d'extrême gauche.

On entend et on lit souvent chez les défenseurs des réfugiés politiques italiens que ceux-ci auraient pris les armes en Italie pour empêcher les fascistes de prendre le pouvoir. C'est ce qu'on lit par exemple sous la plume de Fred Vargas. Or, s'il est évident qu'il faut défendre les droits des réfugiés politiques italiens et exiger la libération immédiate de tous les prisonniers politiques d'extrême gauche en Italie, il faut en même temps avoir les idées claires: ceux qui ont poussé à la lutte armée en Italie, notamment les BR, avaient une conception politico-militaire de la construction du Parti. Ils voulaient imposer, à un mouvement qu'il jugeait immature, des étapes que ce mouvement n'était pas capable d'assumer par lui-même. Les BR ont voulu imposer une logique militaire au mouvement social, et cela n'avait rien à voir avec un danger fasciste en Italie. Même si les fascistes organisaient des attentats, tuaient des militants, etc., ils n'avaient pas les moyens de prendre le pouvoir. Ils agissaient (notamment les groupuscules les plus fanatiques) comme des mercenaires des services secrets et non comme les chemises noires de Mussolini.

Jérémy: A ce propos il faut noter l'usage abusif du terme de «résistance». Si l'on entend par là qu'il faut se défendre voire si possible contre-attaquer face à l'offensive des patrons et de l'État, pas de problème. Par contre, s'il s'agit de jouer avec la mythologie de la Résistance, de comparer les rafles actuelles avec celles des Allemands et de la police française sous l'Occupation, ou les discours de Sarkozy avec ceux de Goebbels, on se trompe lourdement. On n'identifie pas efficacement nos ennemis, et on ne se fixe pas de cibles claires.

Alain: Dans le dernier bouquin de Didier Eribon (*D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*), qui contient par ailleurs des choses utiles, on a aussi, malheureusement, un excellent exemple de la confusion intellectuelle qui règne à l'extrême gauche, chez les libertaires et chez beaucoup de militants altermondialistes ou de gauche. Ainsi Eribon écrit que Rosanvallon et les intellectuels «sociaux-libéraux» ne sont pas des fascistes mais auraient des «pulsions fascistes». Si l'on partage une «analyse» de ce genre, alors il n'y a pas de raison de faire un procès en «pulsions fascistes» à n'importe quel politicien de droite, à commencer par Sarkozy!

Quelles seront les nouvelles formes prévisibles de répression ? Quelles contradictions peuvent-elles faire naître ?

Sarkozy et l'UMP ont dépensé beaucoup d'énergie, durant les dernières années, pour faire passer quatre nouvelles lois répressives. Mais le tableau sécuritaire ne serait pas complet sans la première loi qui est passée sous un gouvernement socialiste, celui de Jospin, en 2001.

La loi sur la sécurité quotidienne ou LSQ (2001), la loi sur l'orientation et la programmation pour la justice (2002), la loi sur la sécurité intérieure (2003), la loi sur l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (2004) et la loi sur la prévention de la délinquance (2007) mélangent délibérément différentes dimensions qui n'ont aucun lien entre elles:

- * la lutte contre le terrorisme international qui a frappé la France plusieurs fois, notamment en 1980, 1982, 1985, 1986, 1995 et 1996;

- * la prévention de la délinquance, y compris à un très jeune âge (3 ans) à travers des tests scolaires et toutes sortes de rapports, et avec la coopération obligatoire des enseignants, médecins, travailleurs sociaux, etc.;

- * un contrôle plus sévère exercé contre tous les citoyens: amendes plus élevées pour ceux qui ne paient pas leur ticket dans les transports en commun; procédures plus expéditives pour fouiller dans les voitures, les domiciles privés, pour écouter les conversations téléphoniques; liens plus fréquents entre les différentes banques de données de l'État; création de fichiers d'empreinte génétiques;

- * la lutte contre la prostitution,

- * la construction de nouvelles prisons,

- * la lutte contre l'immigration «illégal» et contre ceux qui aident les sans-papiers à survivre,

- * une réforme de la justice, qui entraînera une diminution des droits des personnes arrêtées, un internement plus fréquent, des jugements plus rapides et moins de garanties pour les accusés,

- * la lutte contre la délinquance des mineurs à travers la création de prisons spéciales et l'effacement progressif de la différence entre les crimes commis par des mineurs et ceux commis par des adultes,

- * la répression contre les Roms, à travers des amendes plus élevées contre l'occupation «illégal» de terrains,

- * la répression contre la mendicité,

- * la lutte contre les consommateurs de drogue,

- * la lutte contre les pédophiles, violeurs et harceleurs sexuels,

- * la restauration de l'autorité des enseignants dans l'Éducation nationale, à travers des sanctions légales plus sévères contre les insultes ou la violence au sein des salles de classe,

- * la lutte contre «les incivilités» qui prend comme principale cible les jeunes prolétaires, et spécialement les jeunes Français dont les parents sont originaires d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire. Cette propagande essaie de convaincre les Franco-Gaulois que cette partie spécifique de la population serait responsable de toutes les carences de l'État dans les quartiers ouvriers: logements mal entretenus, mal desservis par les transports en commun, insuffisance de moyens dans les écoles, chômage, système de santé déficient (voire absent) dans les banlieues populaires, absence d'institutions culturelles, de jardins, etc.

Cette confusion délibérée entre différents problèmes sociaux, qui n'ont aucun lien entre eux, a un objectif clair: jouer sur les peurs de tous face à des dangers ou des difficultés imaginaires (mais parfois réels), afin

de leur faire accepter volontairement une diminution importante de leurs droits démocratiques élémentaires, ainsi qu'une augmentation du pouvoir arbitraire de la police et de la justice. Et aussi de pousser des citoyens ordinaires à aider toutes les institutions étatiques, à coopérer avec la branche ouvertement répressive de l'État (flics et juges) mais aussi avec sa branche «sociale» (travailleurs sociaux, médecins, enseignants), afin de repérer et dénoncer tous ceux qui n'ont pas un comportement «correct» ou «décent».

Valérie: Malgré la multiplicité des cibles potentielles, il me semble que la droite veut rassurer les classes moyennes en ciblant certaines populations (sans-papiers, toxicomanes, Roms, prostituées) plus que d'autres. D'où à la fois l'appel à la délation et la généralisation des caméras dans les lieux publics. Il y a même un projet de commissariat virtuel qui permettrait en quelque sorte de porter plainte sur Internet, avant de se rendre dans un deuxième temps au commissariat.

Frédéric: Je vois un aspect nouveau aussi, c'est l'accent mis sur la répression des enfants. Non seulement les enfants de sans-papiers, mais tous ceux qui auraient de prétendus «comportements à risques». On demande aux travailleurs sociaux, aux enseignants et aux médecins scolaires de fichier les élèves et d'aller très loin dans la surveillance de la vie privée des parents, tout cela bien sûr au nom de la «protection de l'enfance» et de la «prévention de la délinquance».

Chuck: Tout ce que vous décrivez ressemble beaucoup à ce qui s'est passé en Angleterre, notamment sous Blair avec la condamnation des attitudes «antisociales» des enfants ou des ados, l'adoption de couvre-feux pour les mineurs, l'interdiction que des groupes de jeunes restent immobiles dans la rue, etc.

Vince: Aux Etats-Unis, en avril 2002, Bush a annoncé la création d'une New Freedom Commission (Nouvelle commission pour la liberté !) qui a décidé de multiplier les tests psychiatriques, y compris avant 5 ans, afin de disposer du maximum de données sur la jeunesse américaine et évidemment traiter «préventivement» les problèmes à grands coups de médicaments – une décision qui a bien sûr comblé l'industrie pharmaceutique puisque 9 pédiatres sur 10 «soignent» les jeunes en leur prescrivant des médicaments.

La NFC a proposé de généraliser un programme clés en main mis au point par Bush (quand il était gouverneur du Texas) et les grandes sociétés pharmaceutiques (Janssen Pharmaceutica, Eli Lilly, Johnson & Johnson, Astrazeneca, Pfizer, Novartis, Janssen-Ortho-McNeil, GlaxoSmithKline, Abbott, Bristol Myers Squibb, Wyeth-Ayerst et Forrest Laboratories). Le TMAP (Texas Medication Algorithm Project) était obligatoire pour les praticiens dans toutes les institutions, de l'école à la prison, en passant par le moindre centre de santé. La NFC recommande bien sûr les médicaments les plus chers dont nombre d'anti-dépresseurs. Seul un esprit malveillant établirait un lien entre les gros chèques signés par l'industrie pharmaceutique pour le Parti républicain (en 2000, les laboratoires Lilly lui ont, par exemple, versé 1,4 million de dollars) et les prises de position de Bush en matière de

santé. Le Teen Screen Programm (programme de dépistage systématique des jeunes) proposé par la NFC devrait toucher 52 millions d'enfants et est censé faire baisser également le taux de suicides. Quant aux parlementaires de l'Illinois, ils ont été encore plus loin, puisqu'ils ont voté une loi proposant des tests aux 4^e et 9^e mois de grossesse pour détecter d'éventuels «comportements à risques» chez les fœtus... ! En 2003, la prescription d'antidépresseurs a augmenté de 49 % chez les enfants de moins de 5 ans et de 85% chez les enfants de 5 à 9 ans.

(Cf. l'article en anglais sur Internet

http://www.lawyersandsettlements.com/articles/pharma_business.html)

Quelle sera l'attitude des patrons et des syndicats ?

Au départ, la plupart des syndicats se sont montrés très coopératifs et dociles avec le gouvernement. Certains ont organisé une protestation symbolique et groupusculaire contre la nouvelle loi anti-grève dans les transports, puis une journée d'action le 18 octobre à la SNCF qui a ensuite été étouffée par la CGT d'un côté, la FGAAC de l'autre, sans grandes difficultés apparemment, vu la faible participation aux assemblées générales.

Quant aux patrons, ils considèrent évidemment que le gouvernement doit continuer et que Sarkozy est trop timide et trop prudent.

EN CONCLUSION

Y a-t-il un projet de gouvernement cohérent, disposant d'une solide assise sociale, ou le succès de Sarkozy est-il faible parce que

- 1) fabriqué à coups de manipulation médiatique,***
- 2) l'expression d'une classe capitaliste en perte de vitesse,***
- 3) sans véritable perspective quant à la gestion des contradictions sociales montantes ?***

Il y a un projet plutôt cohérent qui est pour le moment limité par le rôle traditionnel de l'État dans l'économie et dans les relations entre patrons et syndicats, et par les vestiges du poids et de l'influence de ce qu'a été le mouvement ouvrier. Les médias ont joué leur rôle, mais la droite française, traditionnellement considérée comme la plus bête du monde, a récemment fait un effort pour trouver de nouvelles façons de traiter les problèmes économiques et sociaux.

La classe qui me semble le plus en perte de vitesse, pour le moment, c'est la classe ouvrière européenne et américaine qui est en train d'être atomisée, précarisée, «dégraissée», désyndicalisée, etc., sans réussir pour le moment à trouver une réponse collective nouvelle et appropriée. En ce qui concerne la troisième question, cela ne me paraît pas très important que la classe dominante sache, ou ne sache pas, gérer en détail toutes les contradictions sociales. Elle dispose de suffisamment de gens bien informés à sa botte pour trouver des réponses rapides en cas de crise. Le problème se situe davantage au niveau du coût de ces

réponses éventuelles pour les capitalistes, d'une part, pour les travailleurs, de l'autre, que de la capacité pratique à trouver des réponses à court ou moyen terme.

Philippe: Je crois qu'on est tous d'accord pour dire que Sarkozy incarne le programme de la droite mais avec un sens de l'urgence lié à l'accumulation du capital sur le plan international. Autrement dit: Sarko c'est la droite habituelle poussée au cul par l'internationalisation de l'économie et l'exacerbation de la concurrence.

Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy II

Aujourd'hui les mots de «fascisme», «pétainisme», «collabo» et autres références à la période de Vichy sont volontiers utilisés par certains militants pour caractériser le président Sarkozy et son gouvernement, en particulier en ce qui concerne les questions des sans-papiers et des lois sécuritaires. Chez certains, ces références sont utilisées dans un but de mobilisation, sans pour autant qu'ils soient convaincus de la nature présumée «fasciste» de ce gouvernement. D'autres, au contraire, sont persuadés qu'une «fascisation» de la France est en cours. La récente propagande électorale de gauche et d'extrême gauche a d'ailleurs contribué à construire cette peur de l'homme «dangereux», participant ainsi encore un peu plus à la personnalisation de la politique.

Un rapide petit retour sur l'histoire pourra peut-être permettre, ici, de rappeler ce que fut la France sous Vichy. Libre à chacun ensuite de continuer la comparaison ou d'affiner ses analyses. Nous nous appuierons sur les ouvrages de Robert O. Paxton (1972), *La France de Vichy, 1940-1944* et de Pierre Milza (1987), *Fascisme français, Passé et Présent*.

Vichy doit se comprendre à la fois comme une réaction à une lourde défaite militaire fort traumatisante et comme la suite des conflits de politique internes à la Troisième république. C'est le 17 juin 1940 que se forme le gouvernement Pétain, décidé à négocier l'armistice. Petit à petit se met en place un régime nouveau, soutenu à ses débuts par une majorité de la population, qui accorde sa confiance au Maréchal, héros de la guerre de 1914-1918, symbole du «père des Français». Ce n'est que progressivement que le piège de la Collaboration rendra le régime de plus en plus impopulaire.

La défaite est attribuée par le nouveau régime réactionnaire à la «décadence sociale et morale» des Français, aux insuffisances du «parlementarisme» et à la mauvaise influence des «communistes» et du gouvernement de 1936 du Front populaire. Devant le trop de libertés perçues, s'impose le retour à «la hiérarchie» et à «l'autorité». Celles-ci s'incarnent dans le respect au Maréchal, dont les pleins pouvoirs sont votés le 10 juillet par les sénateurs et les députés par 569 voix contre 80 et 17 abstentions.

Le nouveau régime se caractérise par un exécutif fort. L'utilisation du suffrage universel est globalement fort limitée. Les deux chambres perdent du pouvoir et restent en fonction jusqu'en septembre 1942. Les associations d'anciens combattants et «la Légion» servent de courroie de transmission avec le pouvoir dans chaque village. Ils sont les agents du «patriotisme» et du «loyalisme» envers le régime. Le rôle des préfets est

renforcé, les conseils généraux sont remplacés en octobre 1940 par des conseils administratifs dont les membres sont nommés et, à partir de novembre 1940, les maires des communes de plus de 20 000 habitants sont eux aussi désignés par le gouvernement. A partir d'avril 1941 est créée la fonction de préfet régional afin de mieux assurer l'ordre public et le ravitaillement de la population.

L'attention du gouvernement se porte sur les deux piliers de l'ordre social et moral: l'Eglise et la famille. Le régime rétablit l'enseignement religieux facultatif dans l'enseignement public et l'Etat subventionne les écoles privées. Dès 1940, les instituteurs du primaire sont surveillés et l'on révoque tous ceux qui semblent trop opposés au régime. Obligation leur est faite de prêter serment au Maréchal. En août 1941, des programmes différents sont établis pour la ville et la campagne, pour les garçons et les filles. L'«amour» de la France doit être enseigné dans les écoles. Hors de l'Ecole, de nombreux mouvements de jeunesse sont formés ou renforcés aux côtés du mouvement officiel des Compagnons de France, destiné, selon Pétain, à être l'avant-garde de la «révolution nationale». L'appel aux drapeaux étant suspendu, obligation est faite à 20 ans de passer neuf mois dans un chantier.

La famille est valorisée. Les pères de familles nombreuses sont avantagés, alors que le célibat empêche de faire carrière dans l'administration. Quant aux femmes, c'est leur rôle de «mère au foyer» qui est glorifié.

Les «étrangers» sont stigmatisés. Le gouvernement s'accorde le droit d'interner tout étranger de sexe masculin ayant entre 18 et 45 ans tant que la main-d'œuvre sera excédentaire. Les naturalisations depuis 1927 sont révisées. Le gouvernement élabore lui-même des lois antisémites avant de se faire imposer le programme allemand de déportation à partir de 1942. Ainsi la loi du 3 octobre 1940 interdit aux Juifs d'appartenir à des organismes élus, d'occuper des postes dans la fonction publique, la magistrature, l'armée et d'exercer une activité ayant une influence sur la vie culturelle. La loi du 4 octobre autorise les préfets à interner les Juifs dans des camps spéciaux et, à partir de juin 1941, tous les Juifs et leurs biens sont recensés.

Pour échapper à la lutte des classes et limiter les effets de la concurrence, le pouvoir appuie le corporatisme industriel, censé réunir ouvriers et patrons en «communautés d'intérêts». En réalité, toute l'économie de guerre se trouve dans les mains du patronat, face à des ouvriers qui ne sont plus que faiblement représentés et dont le droit d'association est limité et le droit de grève interdit par la Charte du travail du 4 octobre 1942. Le corporatisme se caractérise par la planification centrale et le dirigisme. Les comités locaux qui remplacent les syndicats sont des instruments disciplinaires manipulés par le pouvoir et les patrons.

Pour attirer la population, cérémonies et activités collectives se succèdent (messes, défilés de l'armée, chants d'écoliers en l'honneur du Maréchal, etc.), flattant les symboles de la vieille France: l'Eglise, le petit paysan, l'artisan et le patriote. Un ministère de l'Information est créé pour orienter l'opinion publique.

La logique de l'armistice entraîne le gouvernement à faire le travail de répression de l'ennemi, pour ne pas laisser les Allemands maîtres de l'ordre public en zone occupée. Les moyens d'action de la police sont accrus. Des cours martiales sont créées en vertu d'une loi autorisant le gouvernement «à faire preuve d'une rigueur exceptionnelle contre les communistes et les anarchistes». Le tribunal d'Etat est institué le 10 septembre 1941 pour permettre à l'Etat de réprimer les actes qui menacent son unité et sa sécurité. Obligation est faite aux ministres, militaires, magistrats et hauts fonctionnaires de prêter un serment d'allégeance personnelle au chef de l'Etat.

La composition du gouvernement évolue tout au long du régime. Globalement, il s'agit de notables qui ne doivent rien à l'élection. Les fascistes participent à la propagande et ils sont les meneurs en 1944 de la lutte armée contre la Résistance (sous la forme de la Milice de Vichy qui comptera 45 000 volontaires); cependant ils n'occupèrent jamais les postes clefs des Finances, des Affaires étrangères ou de la Défense. Avant 1944, ce sont surtout les experts de la fonction publique qui ont le plus d'influence au gouvernement, même si les traditionalistes (et Pétain en tête) contrôlent leurs actions et leurs discours.

Comme le montre Pierre Milza dans son ouvrage, le régime de Pétain n'est pas comparable avec les fascismes de masse mussolinien et hitlérien alimentés par les rancœurs des traités de paix de la Première Guerre mondiale. La «révolution nationale» vichyste vise au retour aux sources, non à la création d'un «monde nouveau». Le régime de Vichy est un régime d'élites antidémocratiques soucieuses de rétablir l'ordre moral, de restaurer «les valeurs», les cadres (famille, corporation) et les activités de travail manuel (agriculture, artisanat). Le modernisme et la civilisation industrielle y sont décriés.

Certes, à partir de 1942 et notamment avec le retour de Laval au pouvoir en avril, un tournant plus autoritaire se dessine: obligation du port de l'étoile jaune pour les «israélites», rafles massives des 16 et 17 juillet d'environ 13 000 personnes parquées au Vel' d'Hiv' ou à Drancy avant d'être expédiées dans les camps de la mort. Puis à la fin 1942, l'entrée des Allemands en Zone Sud accentue la fascisation du régime, mais ce fascisme est provoqué par la pression extérieure et il n'est pas soutenu par la population. Globalement, le régime de Vichy est donc beaucoup plus une dictature ultraréactionnaire, en rupture avec les idées républicaines, qu'un régime fasciste.

Comparer le gouvernement actuel à celui de Pétain masque plus l'analyse qu'elle ne l'éclaire. C'est comparer un régime cherchant une troisième voie entre fascisme et socialisme, en rupture avec le parlementarisme de la Troisième république et le laisser-faire économique, à un gouvernement à contrario en pleine continuité avec les institutions démocratiques bourgeoises et dont la politique économique de désengagement de l'Etat s'inscrit dans le prolongement des politiques menées par les gouvernements précédents.

B.H

Chronologie d'une lente ascension au service de la bourgeoisie

Nous n'éprouvons aucune fascination pour l'arrivisme de Nicolas Sarkozy et ses «succès» obtenus à coups de trahisons, de bluff, de coups médiatiques et de mensonges éhontés. Sans compter son copinage avec la bande à Pasqua (responsable des milices gaullistes du SAC et des juteux réseaux de la FrançAfrique), les patrons des médias, les gérants des gros groupes industriels et des banques. Quant à sa «pensée», elle est indigente, faite de bric et de broc, d'emprunts incohérents et de phrases toutes faites dignes de l'Almanach Vermot. Néanmoins, dans le cadre d'un dossier consacré à ce sinistre personnage, il nous faut quand même offrir un minimum d'informations sur l'individu lui-même, données qui permettent de comprendre – en partie – son ascension politique.

Ni patrie ni frontières

Contrairement à la légende tissée par d'innombrables journalistes complaisants, Sarkozy a bénéficié d'une enfance dorée, même si ses parents ont divorcé quand le pitchoune avait cinq ans. Ce qui est le cas de la moitié des familles aujourd'hui était un phénomène beaucoup moins fréquent dans les années 60 (Sarkozy est né en 1955) – et surtout au sein de la bourgeoisie catholique. Nicolas-le-Petit a d'abord habité au premier étage de l'hôtel particulier de son grand-père (chirurgien), dans le XVII^e arrondissement, avec jardin et domestiques à sa disposition, puis dans l'appartement acheté par sa mère avocate (elle a dû reprendre ses études pour faire bouillir la – grosse – marmite dorée et assurer son indépendance financière). Ses trois frères ont tous réussi des études supérieures et intégré la bourgeoisie, même si pendant leur vie d'étudiants ils ont dû faire des petits boulots pour avoir un peu d'argent de poche supplémentaire (le Petit Nicolas a bossé, entre autres, dans une pizzeria et chez un fleuriste).

Sarkozy a fait toute sa scolarité avant le bac dans le privé, dans un établissement fréquenté par des gens de la Haute, et il a ensuite étudié le droit des affaires (filière idéale pour les larbins du Capital) à Nanterre. Puis il a ouvert un cabinet d'avocats dans lequel il a travaillé sauf pendant les périodes où il était ministre. Cet aspect du personnage n'est pas secondaire: d'une part, son métier lui a permis de rencontrer le gratin du patronat français. D'autre part, contrairement à beaucoup d'autres politiciens, il n'a pas eu besoin de la politique pour se payer son caviar Belouga. Comme il le répète depuis des années: «Quand je veux, Martin [Bouygues] me donnera un job.» Le cynisme de ce m'as-tu-vu sans complexes est aussi sans limites...

Ce qui le singularise par rapport à d'autres politiciens bourgeois classiques, c'est qu'il n'a pas bénéficié d'un réseau ou d'un clan politico-familial (bien que son grand-père fût un gaulliste acharné) ou financier. Il a su profiter des liens tissés dans un établissement scolaire privé (le cours Saint-Louis-de Monceau, «le plus chic de Paris» selon sa maman), de ses études à la fac de droit (pépinière de réacs), de sa résidence à Neuilly, et même des lieux de villégiature choisis par sa mère (la Côte d'Azur et Pontailiac).

Cela lui a permis, dès l'adolescence, de rencontrer (voire de tisser des liens d'amitié avec) plusieurs héritiers de grandes fortunes familiales. Le point commun à tous ces gens connus dans sa jeunesse ou plus tard: ils ne sont généralement pas issus de la bourgeoisie dite «méritocratique» d'Etat: ENA, Grandes Ecoles. (Le seul «mérite» de ces gens-là, d'ailleurs, tient au fait que leurs parents sont à 90% des cadres, des enseignants et des professions libérales.) Les potes de Sarkozy sont plutôt des héritiers de grandes fortunes ou des «self-made-men» (on sait à quel point cette notion est trompeuse (1) mais cela permet de dessiner un profil à la hache): Lagardère, Decault, Bolloré, Pinault, Paul Desmarais, milliardaire canadien associé d'Albert Frère, principal actionnaire de Suez et Total, Serge Dassault et son fils Olivier Dassault, etc.

Sa lente ascension politique au sein du RPR, puis de l'UMP, lui a aussi permis de se lier avec des gestionnaires du grand capital comme Charles Milhaud (président de la Caisse nationale des Caisses d'épargne), René Carron (président du Crédit agricole), Michel Pébereau (président de BNP Paribas) ou Geoffroy Roux de Bézieux (président de Croissance plus, le petit frère du MEDEF).

Que du beau linge, quoi !

Face à des liens aussi étroits avec la grande bourgeoisie française, liens conquis à la force du poignet, les petites vanes sur son père aristocrate déchu dont la famille faisait marnier 2 000 paysans en Hongrie, avant la Seconde Guerre mondiale, relèvent des plaisanteries de chansonniers.

Y.C.

1. Un seul exemple, celui de Bernard Tapie. Il a toujours (et la gauche avec lui) prétendu qu'il était «parti de rien». Mais il ne s'est jamais vanté de la façon dont il avait trouvé ses premiers financiers dans des cercles de jeu, souvent illégaux, où il venait flamber son maigre salaire... Ce petit coup de pouce de gens qui avaient de l'argent plus ou moins douteux à blanchir, ou pour lesquels perdre 50 000 € au poker est une peccadille, explique le démarrage de ce sinistre individu. Après, on connaît l'histoire, et la façon dont il saura trouver des sources plus légales et «respectables» de financement pour ses magouilles et ses carambouilles.

«Le bourgeois ne doit, apparemment, rien à sa profession, à ses fonctions, à ses possessions. Il ne se définit que par sa personne même, étant, semble-t-il, irréductible à tout déterminisme.»

Sociologie de la bourgeoisie de Monique et Michel Pinson-Charlot.

Les 7 étapes de la carrière du «Petit Démagogue»

Ce qui frappe dans l'ascension de Nicolas Sarkozy, c'est le parallélisme entre:

- **d'un côté, son ascension dans l'appareil d'Etat: municipalité, Conseil régional, Conseil général, Parlement, ministères, présidence de la République;**
- **et, de l'autre, au sein l'appareil du RPR puis de l'UMP: trésorier d'une section locale, délégué aux Assises nationales, délégué des jeunes du RPR, membre du Comité central, superviseur des Fédérations, membre du Bureau politique, président du Parti.**

1. L'ADHESION AU RPR

1974 Prend contact avec la permanence du RPR à Neuilly. Successivement colleur d'affiches, distributeur de tracts, trésorier (en piquant la place à son meilleur pote), chauffeur de salle (grâce à ses dons oratoires)

1975 Délégué des Hauts-de-Seine aux Assises nationales du RPR grâce à Pasqua

1976 Co-organise une réunion de 25 000 jeunes porte Maillot

1977 Membre du comité central du RPR (on remarquera que le Petit Nicolas a vite fait partie du Parlement dirigeant du parti gaulliste)

2. L'ENTREE DANS L'APPAREIL MUNICIPAL ET LA MONTEE DANS L'APPAREIL DU RPR

1977 - 1983 Conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine

1978-1979 Planqué à l'état-major de l'armée de l'air pendant son service militaire grâce à ses contacts au RPR (cela ne l'empêche pas d'affirmer que, dans la vie, personne ne l'a jamais aidé!). Délégué national des jeunes du RPR

1981 Président du Comité national des jeunes, en soutien à Jacques Chirac

1983 Septième maire adjoint alors que ses copains sont déjà maires (Balkany le ripou à Levallois-Perret, et Devedjian l'ultraréac à Antony)

3. MAIRE DE NEUILLY - ASCENSION DANS LES HAUTS-DE-SEINE ET AU RPR

1983 - 2002 Maire de Neuilly (60 000 habitants)

1983 - 1988 Conseiller régional d'Ile-de-France; conseiller général du canton de Neuilly; vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, chargé de l'enseignement de la culture;

1988 Secrétaire général adjoint du RPR, chargé de la Jeunesse et de la Formation

1989 Co-directeur de la liste d'union pour les élections européennes

1992-1993 Secrétaire général-adjoint du RPR, chargé des Fédérations (un poste fondamental pour connaître personnellement tous les cadres du Parti, les maires et les députés)

Depuis 1993 Membre du bureau politique du RPR

4. MINISTRE ET DEPUTE

Mars 1993 - mai 1995 Ministre du Budget, porte-parole du gouvernement, et, à titre provisoire, ministre de la Communication (gouvernement Balladur)

5. PETITE «TRAVERSEE DU DESERT» TOUT EN GARDANT SES MANDATS DE DEPUTE ET DE MAIRE

Traité de «traître» de «nabot» et de «salaud» aux réunions du RPR suite à son soutien à Balladur contre Chirac, il revient à son cabinet d'avocats, qu'il avait «abandonné» (il téléphonait quand même tous les jours et suivait les dossiers) pendant ses deux années de ministre. Ecrit *Libre*

1995-1997 Porte-parole du RPR

1998-1999 Secrétaire général du RPR. Député des Hauts-de-Seine (6^e circonscription) depuis 1993, réélu à toutes les élections jusqu'en 2002.

1999 Président du RPR par intérim

Juin 1999: Tête de la liste RPR-DL pour les élections européennes. Ce parfait cumulard était, à ce moment-là, maire de Neuilly, député des Hauts-de-Seine et député européen. Il démissionne de son mandat européen qu'il refile à son copain de toujours Brice Hortefeux, un fils de pauvre... banquier

2000 Élu président du Comité départemental du RPR des Hauts-de-Seine

6. MINISTRE de l'INTERIEUR

mai 2002 - mars 2004 Ministre de l'Intérieur, dans les premier et deuxième gouvernements Raffarin

mars - novembre 2004 Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le troisième gouvernement Raffarin

mai 2005 - mars 2007 Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Villepin

2004 - 2007 Président du Conseil général des Hauts-de-Seine; conseiller général du canton de Neuilly-sur-Seine-Nord

7. PRESIDENT DE L'UMP PUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

novembre 2004 -mai 2007 Président de l'UMP car Juppé est condamné pour l'affaire des emplois fictifs à la Mairie de Paris. Parution de *Ensemble*

6 mai 2007 Elu président de la République avec 53,06% des voix face à Ségolène Royal

Sarko-Neige et les Sept Milliardaires

Le président de la République compte parmi ses amis et relations proches:

1) Bernard Arnault (Groupe LVMH).

59 840 employés. La septième personnalité la plus riche du monde selon le magazine *Forbes*, et la plus riche de France (17 milliards d'euros).

Activités: industrie du luxe, 60 sociétés dont des marques prestigieuses (Dior, Vuitton, Moët et Chandon, Hennessy) dans des secteurs comme les montres, les alcools, les bijoux, la haute couture, les accessoires de mode, les grands magasins (Samaritaine, Bon Marché) et les parfums. Ses activités sont particulièrement prospères grâce à l'apparition de nouveaux marchés en Chine, en Inde et en Russie.

Médias: *La Tribune*, *Investir*, Radio Classique.

2) Serge Dassault.

62^e personne la plus riche du monde selon le magazine *Forbes*, et 4^e fortune de France (6,63 milliards d'euros).

Activités: aéronautique civile et militaire. Dassault Aviation (11 000 salariés), Dassault Système et Dassault Falcon Jet; automobile (Société de Véhicules électriques, SVE) et immobilier de bureaux et résidentiel. **Médias:** *Journal des finances*, *Valeurs actuelles*, *Le Figaro*, *L'Express*, *Le Progrès de Lyon*, *La Voix du Nord*.

3) François-Henri Pinault du groupe Pinault-Printemps-La Redoute.

Salaire 2005: 0,937 million d'euros + un «petit» supplément de 50 000 stock-options 2015 à 78,01 €; soit 5,4 millions d'euros.

Fortune évaluée à 6,36 milliards d'euros. 34^e parmi les personnes les plus riches du monde. **Activités:** distribution, vente par correspondance. **Médias:** *Le Point*, *Historia*, *La Recherche*.

4) Jean-Claude Decault.

Fortune évaluée à 3,38 milliards d'euros. 8 100 salariés. Deuxième société au monde pour la publicité en extérieur. Abribus, sanitaires à entretien automatique, vélos en libre service, récupérateurs de verre, etc. Présent dans 1 700 villes et 41 pays. A su négocier avec le grand «socialiste» Delanoë un contrat juteux pour ses «vélib», contrat pénalisant tous les habitants de la banlieue parisienne, puisqu'il le place en situation de monopole pour négocier avec les maires de banlieue qui souhaiteraient copier l'expérience des «vélib».

5) Martin Bouygues. Salaire 2005: 2,426 millions d'euros

Fortune évaluée à 2,74 milliards d'euros. 106 545 employés dans le bâtiment et 10 900 dans la communication. Bâtiment et travaux publics

(Bouygues Construction et Colas pour les routes), électricité, télécommunications (Bouygues Telecom) et TFi.

6) Vincent Bolloré.

Fortune évaluée à 2,15 milliards d'euros. Il occupe la 45⁸ place parmi les personnes les plus riches du monde. 32 808 «collaborateurs» (*sic* !) dans le monde. Particulièrement actif au service de l'impérialisme français en Afrique, notamment au Sénégal et au Gabon. **Activités:** «films plastiques pour condensateurs et emballages, papiers minces, transport Afrique (commission de transport et manutention portuaire, lignes maritimes, chemins de fer) et logistique internationale, distribution d'énergie, terminaux et systèmes spécialisés. Investissements dans le secteur de la communication» et des médias (*Matin Plus* en partenariat avec *Le Monde*).

7) Arnaud Lagardère (Groupe Hachette-Matra-Lagardère).

Salaires 2005: 2,095 millions d'euros. **Activités:** l'édition, la presse, la distribution et la défense (EADS*, 15% des actions). 50000 salariés. Présent dans 40 pays. **Médias:** Europe 1, Europe 2, RFM, Tiji, Canal J, Filles TV, MCM, Mezzo, Virgin Megastore, participations dans Canal Plus, Arte, et Editis (ex Vivendi), *Paris Match*, *le Journal du dimanche*, *Elle*, *Public*, *Psychologies*, *Télé 7 jours*, *Le Monde*, *Le Point*, *Entrevue*. A l'échelle mondiale: 260 magazines et un milliard d'exemplaires vendus par an.

Livres: troisième position dans le monde pour l'édition

Services de distribution: 3 800 postes de vente dans 19 pays (cartes de téléphone, nourriture et boissons, alcools, parfums, cosmétiques, disques, vidéos, livres, cigarettes et journaux)

Sport: leader mondial dans l'achat des droits de retransmission des matches de football à la télévision (250 clubs) et dans le marketing des équipes (32 clubs)

Ces sept potes milliardaires du Président font tous partie des 17 plus grandes fortunes de France.

Y.C.

- EADS résulte de la fusion en juillet 2000 entre trois groupes européens: français (Aérospatiale Matra), allemand (DASA, soit Daimler Chrysler Aerospace AG à l'exclusion de MTU Triebwerke) et espagnol (CASA, Construcciones Aeronauticas SA).

Un parti conservateur de masse ?

Selon les historiens qui ont étudié la droite (1), ce courant serait fondamentalement rétif à l'idée d'un Parti politique centralisé, pour des raisons idéologiques: pour la droite, on sait qu'il est obscène de parler de classes sociales ayant des intérêts divergents, et encore moins de lutte des classes. Dans sa vision de la société, la droite ne tient habituellement compte que des individus qui jouissent (généralement à la naissance) de plus ou moins de «talents»; ou des «groupements corporatifs» habituellement considérés d'un mauvais œil (surtout d'ailleurs quand ce sont les exploités qui se regroupent). Par contre, le concept de nation a tout son sens pour la droite, à la fois comme mythe fondateur de l'Etat, et pour rassembler toutes les classes derrière la bourgeoisie et son Etat.

Il faut se souvenir que le gaulliste Chirac dénonçait encore, en 1971, les partis comme des «écrans entre les citoyens et le pouvoir politique». D'après les historiens de la droite française, celle-ci n'admettait autrefois l'idée d'un parti qu'à condition qu'il s'agisse d'un parti d'électeurs (nous ajouterons, pour notre part, obéissants et bornés), de supporters ou de fans d'un grand chef charismatique.

La droite française a toujours préféré:

- les regroupements de notables,
- les clubs de patrons et de «décideurs»,
- voire même, pour une frange plus extrême, les clubs de réflexion (GRECE – Groupe de Recherche et d'étude sur la civilisation européenne –, Club de l'Horloge), clubs qui auront un rôle important dans la bataille pour l'hégémonie idéologique avant l'élection de 2007,
- les loges maçonniques, etc.

Pour ceux qui l'ont oublié, le GRECE faisait l'éloge de la «différence» (on voit que le multiculturalisme n'est pas loin); il réhabilitait les nationalismes (y compris ceux du tiers monde); il critiquait la trop grande importance prise par «l'économie»; il défendait la décolonisation fondée sur l'idée de nation. Pour ce faire, il organisait des colloques aux prétentions scientifiques qui avaient pour objectif de créer des passerelles entre la droite et l'extrême droite et surtout de partir à la conquête idéologique des universités, des médias, etc.

Où l'on voit que, contrairement à ce que prétend *Le Monde diplomatique*, qui a pourtant consacré de nombreux articles à cette fraction nauséabonde de la droite «intellectuelle», la droite réactionnaire française n'a pas eu besoin de copier l'exemple des néoconservateurs américains. Il lui a suffi d'observer les conditions de la victoire de la gauche en 1981.

Le RPR était un mouvement «bonapartiste» où les élections se faisaient par acclamation (c'est ainsi que Chirac fut élu aux premières assises du RPR). Même le Comité central n'était qu'en partie élu.

Il est intéressant de noter – surtout aujourd'hui que l'UMP et Sarkozy nous bassinent avec des chiffres d'adhérents constamment en hausse (au moins 300 000) – que le RPR aimait lui aussi à une époque brandir des chiffres mirobolants. Or, les chiffres réels du RPR et du PR avant 1981 étaient de 70 000 pour le premier et de 7 000 pour le second, même si ces deux formations annonçaient fièrement 500 000 et 50 000 adhérents ! Les chiffres actuels officiels de l'UMP sont donc inférieurs à ceux qu'annonçait le parti qui l'a précédé. De là à penser que les chiffres réels de l'UMP sont aujourd'hui eux aussi très inférieurs, il n'y a qu'un pas... que nous franchirons allégrement.

Selon les historiens de la droite, trois événements auraient profondément marqué la droite française :

- le succès du PS après le congrès d'Épinay (congrès qui consacre la fusion entre la SFIO – nom du vieux parti socialiste –, la FGDS de Mitterrand et les différents clubs de gauche), et la dynamique enclenchée par ce nouveau rassemblement politique,
- l'adoption du Programme commun en 1974,
- et enfin le séjour de la droite dans l'opposition après la défaite de 1981.

Ces trois événements auraient poussé la droite à changer radicalement d'avis sur l'intérêt d'avoir à sa disposition un vrai parti et pas simplement un réseau de notables ou d'électeurs-fans décérébrés. Et même de copier la gauche jusque dans ses appellations: comité central, bureau politique, secrétariat national, etc.

Il faut noter que ce processus était déjà enclenché par l'usure du gaullisme (le gaullisme chimiquement pur, centré autour de la figure charismatique du Général, n'a duré que quelques années), les rivalités personnelles multiples et les contradictions idéologiques au sein de la droite (gaullistes de gauche et de droite, libéraux divers, centristes ralliés).

Le succès du PS en tant que parti au début des années 80 aurait donc provoqué, de façon lente et chaotique, une dynamique d'union des droites qui a mis très longtemps à se mettre en place (et on peut d'ailleurs se demander si l'UMP sera capable de conserver son homogénéité vu le nombre de chefs, la récente direction collective Raffarin/Devedjian, etc.), mais dont Sarkozy sera peut-être l'ultime artisan.

Dans ce cas, l'objectif du président de la République et de ses partisans serait peut-être de créer un grand parti conservateur, miroir du PS dans son fonctionnement et son implantation.

C'est du moins ce qu'avance, Jacques Serieys, un membre de la tendance PRS du Parti socialiste (2) qui écrit au lendemain des élections présidentielles :

«Depuis que Nicolas Sarkozy a été élu président de l'UMP, les caractéristiques de ce parti ont changé :

- finies les instances nationales essentiellement composées d'élus absentéistes; voici un Conseil national de 2 500 membres, creuset permettant la structuration d'un réseau national de cadres;

- finies les seules assemblées générales départementales, voici 3000 cercles locaux chargés de relayer l'orientation politique et de répartir les tâches militantes;

- finie l'extériorité de la droite par rapport au monde du travail; voici 24 fédérations professionnelles "conçues à la fois comme boîtes à idées et courroies de transmission dans la société, un peu sur le modèle du Parti socialiste des années 1970 à la grande époque des Groupes socialistes d'entreprises"» (*A Gauche* n°1083).

N'étant pas du tout spécialiste de la droite, nous ignorons si l'auteur de cet article ne grossit pas un peu le trait et ne se livre pas à des pronostics hasardeux. Nul ne sait si l'UMP réussira son pari et surtout si elle arrivera à empêcher le MODEM d'exister, si elle laminera définitivement le FN, s'imposant ainsi comme l'unique parti de droite.

Ce qu'il y a de sûr, pour le moment, c'est que Sarkozy s'est attelé à cette tâche et qu'il a posé de solides premiers jalons dans cette direction.

Y.C.

1. *Histoire des droites en France*, trois volumes, NRF Gallimard, 1992. Sous la direction de J.F. Sirinelli.

2. http://www.prs12.com/article.php?id_article=3323

Fédérations de métiers: boîtes à idées ou sections d'entreprises ?

L'UMP est divisée en 24 fédérations des métiers aux noms parfois amusants ou révélateurs des intérêts de classe qu'elles entendent défendre: métiers de l'air, de l'espace et de la défense; métiers de l'art et du luxe; métiers de l'artisanat et du commerce; métiers de l'audit et du conseil; métiers de l'économie sociale; métiers de l'enseignement et de la recherche; métiers de l'urbanisme et de l'habitat; métiers de la Banque Finance Assurance; métiers de la chimie; métiers de la justice et du droit; métiers de la mer; métiers de la santé; métiers de la sécurité; métiers de la terre; métiers des nouvelles technologies de l'information; métiers du commerce et de l'industrie; métiers du secteur public; métiers du sport; métiers du tourisme.

Les appellations donnent l'impression qu'il s'agit plutôt d'un rassemblement, de cadres, de chefs d'entreprise, de professions libérales et de responsables policiers que de fédérations destinées à organiser de simples ouvriers ou employés. Ou alors de quelques exploités très arrivistes, le genre à fayoter auprès de leur chef de service ou de leur contremaître et à bosser les concours internes pour piétiner leurs collègues.

On ne s'en étonnera pas, le credo sarko-blairiste est au cœur de ce projet: «Le travail est au cœur des valeurs qui nous rassemblent», affirme le site de l'UMP.

La perspective politique est à la fois interclassiste (on gomme les différences entre patrons et salariés) et corporatiste (on se regroupe par métier): «salariés, ouvriers, chefs d'entreprise, fonctionnaires, professions libérales, artisans».

Quant à l'objectif, il est connu: «les réformes dont le pays a besoin». En clair, le démantèlement des acquis sociaux (Code du travail, Sécurité sociale), des services publics (déjà engagé par la gauche dans de nombreux domaines comme la Poste, les transports, l'énergie, etc.), le «dégraissage» de l'administration (50% des postes non renouvelés), etc.

Quelle est la réalité sur le terrain de ces fédérations professionnelles ? Difficile de le dire. On ne dispose que des chiffres fournis par l'UMP: 13701 adhérents adhèreraient à ces fédérations professionnelles, ce qui constitue un tout petit pourcentage par rapport au nombre officiel d'adhérents de l'UMP; il y aurait 2 575 «sympathisants actifs», ce qui donne des proportions assez modestes au projet, mais pas ridicules; «521 élus des comités professionnels» (pas très clair: que sont ces comités ?); «96 délégués départementaux; 1142 réunions tenues; 62 colloques,

dîners, débats, cafés politiques; 60 rapports et contributions présentés; 192 thèmes de réflexion travaillés.

En dehors de cet inventaire un peu hétéroclite, on a quand même l'impression que Sarkozy a appliqué à l'UMP les règles du management d'entreprise, tout comme il prétend le faire maintenant à la tête de l'Etat. Constituer une boîte à idées. Bâtir un réseau, créer un «réservoir de savoirs et d'expertises», grâce à un «panel de professionnels» (traduire d'apprentis exploités et d'exploités).

Le bilan pour le moment n'est guère impressionnant mais si l'on va sur le site de chaque fédération, on voit qu'elles ont mis au point un catalogue de «revendications» patronales ou de pseudo-«réformes» qui sont assez concrètes. Ce travail idéologique et pratique, ainsi que l'organisation de 18 colloques thématiques, dans les deux années précédant la présidentielle, a sans doute contribué à donner l'impression aux cadres de l'UMP qu'ils avaient un projet idéologique original, relativement bien ficelé, et traduisant assez fidèlement les intérêts des petits et grands patrons.

La seule question intéressante est de savoir s'ils arriveront à en persuader une fraction suffisante de la classe ouvrière afin que cela paralyse pour un temps toute riposte d'envergure.

Quant à savoir si l'UMP, en dehors de créer des clubs pour cadres et jeunes aux dents longues, est vraiment capable d'organiser les travailleurs, non seulement il est trop tôt pour le dire mais cela semble une perspective assez utopique.

Le FN, qui, lui, avait plus de raisons d'organiser les couches populaires, vu son incapacité à s'infiltrer dans l'appareil d'Etat et à devenir un parti de notables, et les visions fascisantes d'une partie de son appareil, a échoué dans ce projet, même s'il a réussi à placer des hommes dans certains syndicats FO ou dans des syndicats de police ou de petits commerçants.

Mais il faudra surveiller ces tentatives, dont la possibilité pour tout nouveau «syndicat» de se présenter au premier tour des élections syndicales professionnelles donnera une première idée dans les entreprises.

Y.C.

Radio Courtoisie ou Radio Sarkozy ?

Lors d'une émission diffusée le mercredi 27 juin 2007 sur cette radio rassemblant cathos intégristes, fans du Front national, nostalgiques de la monarchie et de l'Empire colonial français, amoureux de l'armée et de la police, mais aussi quelques intellectuels défenseurs de la francophonie ou romanciers en quête de lecteurs, un journaliste et rédacteur en chef du *Figaro*, Bertrand de Saint-Vincent, auteur d'un livre sur Sarkozy (*Le roman de la victoire*), ainsi que le présentateur ont expliqué aux auditeurs très remontés contre le nouveau président [ce traître qui va «prendre ses ordres à New York (1)» (*sic*)], qu'«une partie de l'avenir du gouvernement se jouerait dans la rue».

Les deux journalistes ont salué les mesures annoncées concernant le «service minimum» dans les transports, le préavis de grève, le vote à bulletins secrets au bout de 8 jours, le non-paiement des jours de grève, etc. Ils ont seulement marqué leurs réticences par rapport au mini-traité européen qui «bafoue le vote de la France» en 2005.

Néanmoins, le journaliste du *Figaro* a doctement sermonné les auditeurs: plutôt que de critiquer Sarkozy, ils feraient mieux de le soutenir et d'être demain prêts à descendre dans la rue pour défendre la droite face aux «petites minorités» qui ne manqueront pas de «semer l'agitation».

Un vrai programme de guerre civile.

Notons aussi que l'animateur de Radio Courtoisie (judéophobie oblige) a exprimé la crainte que Sarkozy soit trop pro-israélien. On aura compris que cette radio, vu les lois contre l'antisémitisme, ne peut pas évoquer ouvertement les «origines juives» de Sarkozy ni le «complot juif mondial», deux thèmes récurrents dans ces milieux cathos traditionalistes, lepénistes et dans l'extrême droite «antisioniste». Il en a profité pour réitérer son soutien aux Palestiniens et à Arafat (1).

Aussi s'est-il rabattu sur une autre technique d'intoxication. Il a évoqué, au conditionnel, le fait que le CRIF serait intervenu pour empêcher la nomination d'Hubert Védrine, «homme de grande expérience et d'un grand savoir-faire» (*resic*), puis, après avoir lancé ce bobard concernant le CRIF, il s'est repris en disant hypocritement qu'il n'en avait aucune preuve et que cette assertion n'était sans doute pas fondée. Et pour cause...

Comment disait l'un de ses maîtres à penser, déjà? «Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose»? ou «Plus le mensonge est gros, plus il a de chances de passer»?

Et pour clore l'émission, le présentateur de Radio Courtoisie et le père Lelong (2) venu présenter ses Mémoires nous ont raconté, sans rire, une dernière bonne blague «antisioniste»: le Hamas reconnaîtra Israël le jour où Israël le reconnaîtra – ainsi que la Palestine.

Ben voyons ! Décidément Sarkozy a des soutiens bien encombrants.

Y.C.

1. Où l'on constate encore une fois la convergence entre certains arguments de l'extrême gauche et de l'extrême droite. A méditer...

2. Le même père Lelong qui a prononcé l'homélie funèbre sur la tombe de Maurice Papon... et défendu l'abbé Pierre quand il a déclaré: «A Auschwitz, on a inscrit sur une plaque qu'il y avait eu quatre millions de morts. Puisqu'on en est revenu aujourd'hui à un million, c'est que le chiffre de quatre millions était exagéré», pour défendre son pote négationniste Garaudy.

«Valeurs», flics et sociologues

La bataille sur les «valeurs» (1) n'est-elle pas le remake d'un retour au débat idéologique qui avait soi-disant disparu avec la prétendue fin des idéologies ? Cette bataille sur les «valeurs» n'est-elle pas menée par la droite de façon prioritaire par rapport aux questions sociales (facilités fiscales pour permettre notamment l'accès à la propriété, l'accès à des mutuelles et des retraites privées, baisse du chômage, hausse du pouvoir d'achat et autres questions économiques chiffrables) ?

Dans un sondage organisé par le CEVIPOF et publié dans *Le Monde* du 8 juin 2007 on voit que la notion de «valeurs» est extensible. Exemple: «L'École devrait-elle donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort ? Y a-t-il trop d'immigrés en France ? Les salariés qui veulent travailler plus de 35 h devraient-ils pouvoir le faire ? Faudrait-il limiter le droit de grève dans les transports publics ? Faudrait-il réduire le nombre des fonctionnaires ? Pour rétablir la justice sociale faudrait-il prendre aux riches pour donner aux pauvres ?»

Le CEVIPOF est un centre qui dépend de Sciences Po mais ce sondage a été commandé conjointement avec le ministère de l'Intérieur et réalisé par l'IFOP.

Difficile d'imaginer meilleure coopération entre les spécialistes des sciences sociales, les flics et le parti au pouvoir !

C.B.

1. On remarquera aussi que la notion de «valeurs», employée à gauche comme à droite, tranche avec celle, plus claire et plus solide, de principes politiques. Une valeur est soumise aux lois du marché de l'opinion, elle s'apprécie, se déprécie, change de contenu selon les besoins des politiciens et les réactions, positives ou négatives, des sondages. Bref, c'est un produit publicitaire insipide.

«La patrie, tu l'aimes... ou tu la quittes»: de Fustel de Coulanges à Sarkozy

Nicolas Sarkozy, contrairement aux âneries abondamment répandues par Serge Halimi dans *Le Monde diplomatique* de juin 2007, n'a pas eu besoin de prendre des leçons auprès des néo-conservateurs américains. Déjà, au XIX^e siècle, un historien français, qui prétendait ne pas faire de politique pour mieux garantir la prétendue scientificité de ses travaux, écrivait:

«Ce qui distingue les nations, ce n'est ni la race, ni la langue. Les hommes sentent dans leur cœur qu'ils sont un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances. Voilà ce qui fait la patrie. Voilà pourquoi les hommes veulent marcher ensemble, ensemble travailler, ensemble combattre, vivre et mourir les uns pour les autres. La patrie, c'est ce qu'on aime (1).»

Ensemble est le titre du dernier livre de Sarkozy paru avant son élection, et l'adverbe que martelait déjà Fustel de Coulanges il y a 137 ans, bien avant les néo-conservateurs. Quant au thème de la «patrie qu'on aime» on le voit, il n'est pas nouveau. De là à en conclure que si on ne l'aime pas, on la quitte, il n'y a qu'un pas.

La plupart des thèmes sarkozystes (la fierté d'être français, le culte du travail, la célébration de la famille, le respect de l'autorité et des enseignants, etc.) sont ceux de la vieille droite, mais aussi ceux du gaullisme, de gauche ou de droite. Et maintenant du PS.

Rien de nouveau sous le soleil de la réaction.

C.B.

1. Fustel de Coulanges, «L'Alsace est-elle allemande ou française? Réponse à M. Mommsen», article paru dans *La Revue des deux mondes* en octobre 1870.

Quelques livres sur Sarkozy

Un pouvoir nommé désir

(Catherine Nay, Grasset, 2007)

Nicolas Sarkozy, De Neuilly à l'Élysée

(B. Jeudy et L. Vigogne, L'Archipel, 2007)

«Les tard-venus arrivistes rappellent la violence arbitraire qui est au principe de l'accumulation initiale.»
(Pierre Bourdieu)

Des dizaines de livres sont parus sur Nicolas Sarkozy, avant même qu'il soit élu en mai 2007. Nous avons choisi ces deux livres un peu au hasard, n'ayant ni le goût ni l'habitude de lire des bios de politiciens réactionnaires. **Mais avant tout, nous nous permettons un conseil: tous ceux et celles qui n'ont pas la patience et le temps d'avalier des bouquins écrits par des journalistes serviles face au pouvoir trouveront l'essentiel dans la BD intitulée *La Farce karchée de Sarkozy* de P. Cohen, R. Malka et Riss (Vents d'Ouest/Fayard).** Le tome 2 (Sarko I^{er}), par contre, est assez décevant par rapport au précédent, faute de matière sans doute.

Nay est «éditorialiste à Europe n° 1», Jeudy est journaliste au *Figaro*, et Vigogne travaille au *Parisien*, tous deux «suivent Nicolas Sarkozy depuis plusieurs années», nous dit la quatrième de couverture.

Quel que soit leur statut, la première chose qui frappe lorsqu'on lit ces deux ouvrages, c'est que nos trois compères n'ont guère de distance vis-à-vis de leur sujet. Plus crûment, on a l'impression que Sarkozy leur a dicté l'essentiel des «analyses» contenues dans leurs livres, tant ils sont acritiques.

Catherine Nay nous dépeint le portrait d'une Cosette mère divorcée (Maman Sarkozy); quant à Vigogne et Jeudy, ils ne font pas un grand effort, dans une première partie, pour nous apporter un éclairage nouveau ou original sur la vie de Sarkozy et ils puisent dans les livres écrits par d'autres collègues complaisants; en ce qui concerne la seconde moitié de leur livre, loin d'être une biographie, il s'agit en fait d'un journal de campagne, rempli d'anecdotes le plus souvent assez triviales, même si on arrive quand même à récupérer quelques informations significatives sur l'hypocrisie de Sarkozy, notamment le contraste entre ses déclarations publiques sur «l'amour» et le perpétuel «J'ai changé», «J'ai appris à écouter les gens», etc., et les engueulades et les insultes qu'il adresse à des responsables flics de la Seine-Saint-Denis après la publication du rapport du préfet démontrant que son ministre mentait en ce qui concerne la baisse de la délinquance dans ce département.

Une fois que l'on a fermé ces deux livres, on se dit que l'entreprise de décervelage des lecteurs est bien enclenchée, si ces derniers ne cherchent pas à réfléchir au-delà du rideau de fumée lancé par Sarkozy et les écrivains béats d'admiration devant son «volontarisme», sa «sensibilité», etc.

Que peut-on malgré tout retenir de ces deux ouvrages qui soit utile à des militants ?

Sarkozy a eu la fibre gaulliste et anti«communiste» très jeune; en clair, à 52 piges c'est déjà un vieux réac; il a su s'entourer d'amis à gauche (Jacques Attali) comme à droite (Peretti, maire de Neuilly; Balladur; Pasqua, l'homme des Services d'Action civique, de la Françafrique, des barbouzes, des trafics d'armes et de la corruption dans les Hauts-de-Seine), qui l'ont considérablement aidé dans son ascension vers le pouvoir.

On apprend, au cas où on l'aurait oublié, que ni le mot «Karcher», ni même le terme de «racaille» n'ont pas été utilisés la première fois par lui.

Idem aussi pour «la France qui se lève tôt». Des jeunes ouvriers d'une usine de traitement de poissons lui font remarquer gentiment: «Nous, on a des salaires de misère, et pourtant on se lève tôt», et l'expression sera reprise allégrement par la droite.

L'habileté de Sarkozy a été de reprendre ces mots «du peuple» à son compte et de les marteler dans ses discours jusqu'à leur donner une légitimité, grâce évidemment au soutien des médias (Jeudy et Vigogne racontent que les ventes des magazines augmentent de 30 à 40% quand la tête de Sarkozy figure en couverture).

On apprend aussi dans ces deux ouvrages que Sarkozy pratique les visites d'usines, d'hôpitaux, de commissariats ou de petites fermes depuis des années. Il a inauguré cette technique bien avant sa campagne de 2007. «Pendant des années je n'ai fait que de la politique. Je veux humaniser mes discours grâce à des expériences vécues», confie-t-il après une visite en 2001, à l'hôpital Saint-Antoine, au service des urgences où il fait semblant d'écouter les «doléances des infirmières, des urgentistes et des patients qui attendent sur des brancards». Ce labourage du terrain lui a permis non seulement d'«écouter» les petits salariés, les petits paysans, les ménagères, mais de chercher à adopter un langage qui soit compris de «ceux qui souffrent», comme nous le serinent cyniquement tous les politiciens UMP depuis quelques mois. Ou de découvrir «la France des oubliés, des pauvres, des plus modestes».

Sarko a en partie réussi à se débarrasser de son image de technocrate, très «libéral», ami des patrons, qui lui collait à la peau. Pendant la campagne présidentielle, affirmait-il, «dans tous mes déplacements je veux aller dans les usines». Il faudrait vérifier ce qu'il en a été, mais on peut se demander s'il ne s'est pas plus souvent rendu dans les entreprises que la candidate «socialiste» ... En tout cas, c'est l'impression qu'ont donnée les médias.

Loin de copier les recettes de la droite américaine comme l'affirment faussement la plupart de ses critiques, Sarkozy n'a fait que revenir aux vieux thèmes de la droite depuis le XIX^e siècle: la sanctification de l'«effort», la dénonciation des «paresseux», les louanges adressées à ceux

qui se lèvent tôt, le patriotisme, le retour du «respect» pour les profs et leur autorité, le patriotisme, etc. Ses références à Blum ou Jaurès n'ont choqué que ceux qui ont oublié que la SFIO, le parti de ces deux dirigeants socialistes, gouverna avec De Gaulle au sortir de la Résistance en obligeant les ouvriers à marnier jusqu'à l'accident ou l'épuisement; ses louanges adressées à Guy Môquet n'ont choqué que ceux qui ignorent que le PCF collabora activement avec la Résistance gaulliste pour canaliser la lutte contre Vichy et l'armée allemande, puis contribua à l'arrivée et au maintien du général de Gaulle au pouvoir en 1945-1947, à l'époque où Thorez proclamait: «La grève est l'arme des trusts.»

Catherine Nay nous apprend que la haine de Sarkozy contre Mai 68 remonte à très loin, puisqu'à l'époque il se serait «fait tabasser par des gauchistes» à Nanterre où il aurait pris la parole dans une AG en prenant position contre la grève et qu'il aurait été interdit de cours par les mêmes gauchistes pendant six mois. On a du mal à le croire, ce qui compte dans l'anecdote est qu'elle nous explique en quoi sa volonté de «liquider l'héritage de Mai 68» a des origines anciennes, bien antérieures au retournement des médias et d'une partie de l'intelligentsia de gauche contre «la pensée 68» ou les «soixante-huitards».

Catherine Nay nous dépeint un bonhomme méticuleux, bosseur, arriviste, très exigeant, voire méprisant vis-à-vis de ses proches collaborateurs, court-circuitant toujours les hiérarchies ou les protocoles pour mieux arriver à ses fins:

- c'est ainsi qu'il utilise les réseaux du socialiste Julien Dray en 1993 lors du mouvement contre le CIP de Balladur, un SMIC jeunes précurseur du CPE;

- il menace de contrôles fiscaux les ministres ou députés de droite qui s'opposent à lui quand il est ministre du Budget;

- il demande des conseils à Jack Lang lorsque le ministre de l'Éducation nationale (Luc Ferry) est en difficulté – le même Lang qui déclare complaisamment après la fermeture de centre de Sangatte: «Ah ! si nous avions seulement fait 10% de ce que vous avez fait là» (alors que les sans-papiers continuent à errer encore aujourd'hui dans les bois);

- il demande aux responsables du syndicat UNSA Police des informations sur le représentant de l'UNSA Education qu'il doit rencontrer à la même époque;

- il prend directement contact avec Frédéric Imbrecht, le leader de la CGT Energie lors du changement de statut EDF;

- il entre en relations avec les syndicats pendant le mouvement du CPE, à la fois pour court-circuiter Villepin, mais aussi parce qu'il n'est pas très chaud pour le CPE, ou plus exactement sur la façon de l'imposer. Il appelle personnellement Thibault, Maily, Chèreque et, comme il n'arrive pas à avoir le numéro de téléphone du dirigeant de la CGC, il n'hésite à faire déplacer un motard au domicile de ce dernier pour le lui demander.

Toutes ces petites anecdotes sont certes significatives sur son caractère de touche-à-tout hyperactif qui ne peut désormais que renforcer la présidentialisation du régime, puisqu'il dirige désormais la

République. Mais elles sont surtout importantes d'un point de vue politique. Elles montrent que Sarkozy a toujours eu des amitiés et même des réseaux à gauche et chez les syndicalistes.

Autre aspect du personnage, qui le différencie de beaucoup de politiciens qui n'ont qu'une seule mangeoire pour vivre en parasites. Sarkozy se garde toujours une deuxième épée au feu: il est avocat d'affaires et a des parts dans le même cabinet depuis 1987, investissement qui lui rapporte une coquette somme chaque année.

Les deux ouvrages nous apprennent qu'en tant qu'élu local, Sarkozy a appliqué à Neuilly les mêmes techniques que Chirac en Corrèze: visiter chaque samedi la ville à pied, assister à toutes les réunions annuelles des associations, aux fêtes des écoles, aux banquets des pompiers, écrire des lettres manuscrites à ses administrés, etc. Mais en dehors du «petit peuple» (pas très nombreux dans sa ville...) il a su aussi se tisser un large réseau parmi les artistes, les gens du show-bizz, les journalistes et bien sûr les grands patrons: Laurence Parisot le connaît depuis l'époque où elle était patronne de l'IFOP et est maintenant la dirigeante du MEDEF; Bernard Arnault et Martin Bouygues seront ses témoins de mariage; Bouygues lui prêtera déjà un yacht en août 2005 pour qu'il se remette de sa crise conjugale; et il considère Arnaud Lagardère comme son «frère».

Ces techniques de travail de terrain à Neuilly, il les a appliquées à la fois pour conquérir l'appareil de l'UMP (en allant visiter beaucoup de fédérations aux quatre coins de l'Hexagone; gardons à l'esprit que, lorsque Sarkozy prenait une semaine de vacances, il trouvait le temps d'appeler 85 parlementaires de l'UMP), mais aussi pour obtenir le soutien inconditionnel de toutes les catégories de flics, pendant ses cinq ans Place Beauvau. Il sait aussi utiliser les médias pour redorer le blason de la police, qui en a bien besoin, la pauvrete, en organisant «une opération par jour pour sécuriser les gens» et en transformant son ministère en «ministère de l'Actualité».

Il fait adopter aussi beaucoup de mesures pratiques en faveur des pandores: augmentation du budget de la police de 5,83% dès la première année, embauche de 13 000 flics supplémentaires en 5 ans, accélération de la réparation du parc automobile, généralisation des flash-balls, adoption de tenues plus «confortables» pour les gardiens de la paix.

Son arrivisme lui a valu de se fâcher avec pas mal de chiraquiens (dont Fillon, Alliot-Marie et Juppé) mais le moins qu'on puisse dire est que sa rancune n'a pas duré longtemps, vu les places qu'il leur a accordées dans son premier gouvernement.

Son passage au ministère de l'Economie et des Finances l'a amené – au moins à deux reprises – à se départir de son image de «libéral» cent pour cent.

Quand il est intervenu pour contrer l'OPA de Sanofi Synthélabo contre le groupe franco-allemand Aventis; et quand il a «lutté» contre la reprise d'Alstom par un groupe allemand et fait le siège de Mario Monti, commissaire européen. A force de harcèlement et de manipulations médiatiques, il a contribué à recapitaliser Alstom.... quitte à en céder une partie dans trois ans à des groupes privés; déjà à

l'époque il s'était rendu à Alstom-Belfort et La Rochelle pour voir les salariés. Même si Chevènement s'attribue le mérite d'avoir prévenu Sarkozy, c'est ce dernier qui en a tiré tout le bénéfice politique. Lorsque Sarkozy déclare: «Ce n'est pas un droit pour l'Etat d'aider ces grandes industries c'est un devoir», même si ces mesures sont de la poudre aux yeux, il fait croire aux travailleurs que l'Etat «protecteur» dont se réclame tant le PS dans son matériel électoral, jouera son rôle. Et surtout il montre qu'il est loin d'être un «néolibéral» pur sucre.

Ce qui n'empêche pas, bien sûr, qu'il soit un ennemi des travailleurs, mais ce qui brouille les cartes.

L'ascension politique de Sarkozy a finalement été assez lente. Il a mis 9 ans pour devenir maire, 14 pour être député, 19 pour devenir ministre et 33 pour être président de la République. Quand il vante le «travail», il sait de quoi il parle... du moins si l'on élargit le sens de ce mot au «travail» d'ascension politique.

Sarkozy a transformé l'UMP en une machine à son service, une machine au fonctionnement bonapartiste (tout comme celui de la Cinquième République), puisque c'est le Petit Nicolas qui a décidé de faire élire le candidat à la présidentielle par les adhérents du parti.

On découvre dans ces deux livres que M. le (futur) Président de République a toujours eu un grand sens de la prédestination: «Je n'ai pas envie d'être Président. Je dois être Président. Ce n'est pas la même chose.» «J'irai jusqu'au bout, je veux réformer la France, je dois le faire, mais il faut que vous sachiez que cela me coûte.» On n'est pas loin du Christ se rendant au Golgotha pour sauver l'Humanité. Sarkozy use de la mythologie de l'homme providentiel, qui a une mission sur terre, et il n'est pas loin du général de Gaulle qui s'identifiait à la France. Seule différence: Sarkozy est plus terre à terre et réaliste et se donne dix ans, puisqu'il est hostile à plus de deux quinquennats... en principe.

Selon Attali: «Sarkozy n'est pas atlantiste. Il n'est pas un libéral, il n'est pas un idéologue mais un pragmatique. Il fait partie de la génération, droite et gauche confondues, qui a une vision un peu courte sur le monde.»

Catherine Nay considère que Sarkozy va mettre en place un «bonapartisme libéral». Ce qui est sûr c'est qu'il défendra au pouvoir les valeurs traditionnelles de la droite (et de la gauche) républicaine: «travail, mérite, discipline, équité, famille». Quant au «goût de l'autorité, au culte pour le volontarisme et à la personnalisation» ils ont caractérisé aussi bien Sarkozy que Royal mais apparemment l'un des deux candidats de la bourgeoisie s'est montré plus convainquant que l'autre, en 2007.

Y.C.

Libre (Nicolas Sarkozy, Press Pocket)

Ce livre a été écrit entre juin et novembre 1999. «Les cicatrices de la défaite des européennes étaient encore à vif. Je m'étais pourtant appliqué à prendre du recul et de la distance pour ne pas me laisser gagner par l'amertume qui suit tout échec. S'agissant du jugement sur les hommes, force m'était de constater que je n'y étais qu'imparfaitement parvenu. En tout état de cause, c'était ma vérité du moment.»

La préface date de 2001: «Comme une petite éternité. Tant de choses ont changé depuis.» L'avant-propos pointe: «Le 13 juin 1999. Je ne suis pas près d'oublier cette date.» Cela fait juste huit ans. Et Sarkozy de nous entretenir de ses réflexions, ses émotions et ses réactions. «Il me fallait cependant boire jusqu'au bout le calice de cette épopée électorale que je n'avais pas voulue.»

Quand Sarko évoque ses émotions dites intimes, on est toujours dans le domaine christique «le calice», le «sacrifice». Un vocabulaire symptomatique des convictions religieuses de l'auteur, mais aussi fort utile pour sa démagogie populiste.

D'entrée, il se place comme un héros, qui va au combat, au service d'une cause et d'un autre (Chirac) dont il ne partage pas, ou plus, les orientations ni les méthodes de gouvernement, de direction du RPR en crise. Par-delà les descriptions durant les divers chapitres, Sarkozy en profite pour camper les personnages des différents dirigeants et responsables politiques des partis de la droite, aux multiples responsabilités du gouvernement.

Pour le Parti, «j'éprouvais la curieuse sensation d'être prisonnier de mes responsabilités à la tête du RPR». De même il se livre à un rapide rappel des événements des années précédentes: «pour la première fois sans doute depuis que je m'étais engagé dans la politique, j'éprouvais le besoin de couper, de souffler, de me ressourcer (...). L'idée même d'avoir à affronter les combats fratricides, usants et répétitifs me faisait horreur.»

On peut avoir quelques doutes sur sa sincérité car s'il y a bien quelque chose qu'aime Sarkozy, c'est la bagarre, y compris au sein de son propre camp. D'ailleurs, quel est l'essentiel du travail d'un avocat si ce n'est le corps-à-corps avec d'autres avocats et des juges?

Alain Juppé, Philippe Séguin, Edouard Balladur, Charles Pasqua et Jean-Louis Debré sont évoqués sans agressivité. «La première raison de notre échec me semblait limpide: notre division». Il s'agit donc pour lui de reconstruire, réorganiser, redynamiser ce parti, pour en faire l'instrument (comme Chirac, autrement et sur d'autres bases, plus de 20 ans auparavant) de son ascension au poste soit de Premier ministre soit de président de la République.

«Le gaullisme constitue nos racines. C'est un fait, mais avec le temps qui passe, cela devient notoirement insuffisant». Cette référence au gaullisme et à la droite républicaine est une permanence chez Sarkozy, ce qui explique que, face à Le Pen, dans leur duel télévisé, il ait pu paraître extrêmement offensif.

«Quant à se dire de droite, une bonne partie de mes amis s'y refusent obstinément (...). Ce refus d'affronter une telle querelle sémantique se traduit par un déficit d'identité pour nos électeurs».

On a beaucoup parlé de sa capacité à «décomplexer» la droite. En fait, pour qui suit régulièrement les débats politiques depuis quarante ans, on n'a pas l'impression que ses représentants se soient jamais départis de leur morgue et de leur mépris pour leurs adversaires. De Poniatowski, ou Giscard d'Estaing, à Fillon, Barnier, ou Péresse, les politiciens de droite utilisent toujours l'arme de la condescendance dans les débats, quand ils n'accusent pas le PS d'être un parti «totalitaire», de regretter l'Union soviétique, ou d'être hostiles à la libre concurrence ! C'est sans doute pourquoi Sarkozy a soutenu à fond la candidature de Dominique Strauss-Kahn à la présidence du Fonds monétaire international...

La «crise des valeurs» est un des thèmes de prédilection de Sarkozy. Cela lui fournit l'occasion de reprendre l'initiative à la fois sur le terrain idéologique (preuve que les idéologies n'ont pas disparu), politique et organisationnel, contre l'immobilisme, pour des initiatives et des «coups» sur tous les terrains. Image différente d'un homme dynamique, «pragmatique», pratiquant le sport; favorable à la «compétition» et la reconnaissance des «mérites», il entend pratiquer la «rupture», surtout dans le domaine des promesses non tenues de Chirac, et mettre ses paroles en actes.

En fait, le rideau de fumée est assez épais pour cacher le manque de moyens, notamment économiques, pour réaliser son programme.

Nombre de questions sont abordées, mais sans être traitées sur le fond, de manière très générale, avec à chaque fois des petits points précis mais très insuffisants sur le fond. Aussi bien sur la politique intérieure que sur la diplomatie internationale, la dette, la guerre en Irak, le Pacs, les questions fiscales, la famille et les femmes.

«Être ouvert et attentif sur les questions de société me semblait tout à la fois plus à notre portée et plus prometteur pour l'avenir.»

Effectivement, en bon démagogue, il a su dans ses discours toujours distiller quelques anecdotes sur le brave ouvrier qu'il a trouvé comme lui, l'infirmière surchargée de travail, l'ouvrière qui se lève depuis 30 ans à 4 heures du matin, etc.

«L'enjeu que je me fixais: peser dans les débats d'idées (...), construire les conditions d'une nouvelle organisation de la droite française, réfléchir sur les conditions de la durée pour une équipe gouvernementale».

La Sécurité sociale, la santé, l'éducation sont aussi traitées, les droits de succession, et bien sûr la sécurité et la justice.

Pour les impôts sur la succession, «en revanche, cette mesure favoriserait en priorité les classes moyennes dont les parents avaient réussi à force de travail, à constituer un patrimoine réel. Or ce sont précisément ces classes moyennes que, pour des raisons tant économiques que politiques, nous devons privilégier».

On sait bien que certains employés préfèrent être assimilés aux «classes moyennes» qu'à la classe ouvrière, mais Sarkozy lève un coin du

voile en annonçant cette mesure qui ne touchera que ceux qui héritent de grosses fortunes, l'immense majorité héritant des sommes inférieures à 150 000 €.

En ce qui concerne les crédits immobiliers et la possibilité de déduire les intérêts sur la feuille d'impôts, il a tenu à corriger son ministre Woerth (qui avait tout d'abord annoncé que cela concernerait seulement les crédits accordés après la date de l'élection) et a donc décidé que cette mesure serait rétroactive. Preuve qu'il entend faire des cadeaux à ceux qui prennent «des risques» pour devenir propriétaires, en se serrant la ceinture si nécessaire, et qui, bien sûr, seront prisonniers de ces emprunts et devront travailler dur pour transmettre leur patrimoine à leurs enfants. De toute façon, le Conseil constitutionnel a rejeté cette mesure, dont on peut se demander si l'avocat Sarkozy (par conséquent, bon connaisseur du droit) ignorait vraiment qu'elle était inapplicable quand il l'a promise...

Travail, famille, idéologie morale, la boucle est bouclée.

En conclusion, Sarkozy aborde «la question si complexe de la méthode de gouvernement».

Suivant l'exemple «d'Edouard Baladur qui avait saisi l'importance de ne jamais interrompre le dialogue, de la concertation et l'écoute. Persuadé que, dans une société moderne, on ne doit pas passer en force, il préférerait renoncer avant que de casser».

Les mois qui suivent nous montreront ce qu'il en est de ces propos lénifiants, destinés à endormir toute méfiance. Mais, ses ultimatums incessants lancés aux bureaucraties syndicales nous donnent déjà quelques indications sur le cynisme et la brutalité de ses projets et de ses méthodes.

C.B.

Ensemble (Nicolas Sarkozy, XO Editions, 2007)

Ce livre a été publié en avril 2007, donc un mois avant son élection. Ce qui frappe dans ce livre c'est la pauvreté de son contenu. Nicolas Sarkozy n'a pas grand-chose à dire... mais il tient à le dire quand même.

Il nous fait le coup de la sincérité: «la politique n'était plus qu'un jeu de pouvoir et une affaire de gestion. J'avoue avoir longtemps... pris plaisir à ces jeux». Et de nous la jouer Grand Homme: «La gravité a remplacé le plaisir.»

Le comédien sait qu'on connaît son ambition et son arrogance, alors il se présente comme un «adulte plus apaisé» qui ne veut plus «sur-réagir» et qui, grâce à l'exercice du pouvoir, a «découvert la souffrance, la vraie souffrance», la «douleur» et le «chagrin»

Sortez vos mouchoirs. On a affaire à un grand humaniste qui «aime la politique parce qu'il aime les autres». Tout amour, notre Christ gaulliste.

Quelques mots clés et qui vont en général par paire, formant parfois des cocktails détonants: intégration/discrimination; repentance ou haine de soi/fierté d'être français; valeur travail/patrons voyous; injustices/insécurité; démocratie sociale/ordre; fonctionnaires indispensables/productivité des services publics.

S'il n'oublie pas de dénoncer le racisme, la ségrégation, l'antisémitisme, les atteintes aux droits de l'homme, le pillage des ressources de la planète, les dumpings monétaires et sociaux, les inégalités, il ne faut pas se tromper. Il a beau prétendre ne pas être conservateur, il connaît le credo de la droite: «refuser de faire de la lutte des classes le ressort principal de la vie politique».

Il reste fidèle aux chevaux de bataille de la droite gauloise: la lutte contre le communautarisme et le terrorisme, le risque d'un choc des civilisations, la dénonciation du fanatisme – comme s'il n'était pas entouré de «fanatiques» du marché et de l'ordre.

Il prend soin de se présenter comme un candidat de tous les Français en faisant référence à des hommes, des mouvements ou des groupes qui constituent un patrimoine commun à la gauche et aux gaullistes historiques; sans oublier ses instituteurs «qui croyaient que la connaissance peut sauver le monde», les «héros des maquis» de la Résistance, les «résistants défigurés par la torture», les «tondus des camps de concentration». Il n'oublie ni «l'immigré qui ne se sent pas intégré», ni «la veuve de paysan qui touche une retraite dérisoire», mais c'est pour préparer des expressions à double détente qui piègent celui qui les écoute: «le travailleur qui ne comprend pas pourquoi en travaillant il ne peut pas loger sa famille» (traduction: les prolos doivent s'épuiser à faire des heures sup) ou «l'infirmière aux prises avec les conséquences des 35 heures à l'hôpital» (il prend ici les effets de la gestion parcimonieuse des hôpitaux pour les causes)

Mais il parsème aussi son livre de références plus inhabituelles sous la plume d'un homme de droite: Jean-Paul Sartre, Albert Camus, Régis Debray, Jean Jaurès, Jean Vilar avec son TNP, Suzane Lacore ministre du gouvernement Blum en 1936, les républicains espagnols parqués dans

les camps, les homosexuels dont il salue la «sincérité de l'amour», la «noblesse de sentiments» des ouvriers, la «culture ouvrière» qui ne doit pas disparaître, la «CGT qui était une puissance formidable», la «Bourse qui décide de tout», la «rentabilité à court terme», les stock options, les «surprofits». Mais, reprenez votre souffle, l'inventaire ne s'arrête pas là: «Nous sommes les enfants des savants arabes qui ont sauvé et qui nous ont transmis l'héritage des anciens Grecs» et bien sûr le futur Président veut lancer un «Plan Marshall» pour les quartiers populaires. Chez Sarkozy, c'est comme dans un grand centre commercial, on trouve de tout à tous les prix !

Soucieux de ne plus apparaître comme un libéral, il rappelle la nécessité d'un Etat «fort», qui «protège», tout en affirmant, bien sûr, qu'il faut réduire le nombre des fonctionnaires et augmenter leur productivité !

Son nationalisme se veut subtil puisqu'il explique que «Nos ancêtres les Gaulois» était un «pieux mensonge» mais en même temps un «acte de foi dans une nation fraternelle, car nul ne peut se sentir supérieur à celui avec lequel il s'invente des ancêtres communs».

Les Juifs allemands déportés par Pétain hier, les Franco-Antillais et Franco-Africains victimes de discriminations aujourd'hui ne pourront qu'être sceptiques.

Mais son patriotisme qui ne se veut pas agressif (du moins dans ce livre) fait quand même appel aux ressorts les plus mégalomaniques du nationalisme français «La France est le miracle par lequel un peuple a passé un pacte multiséculaire avec la liberté du monde». Les Indochinois, Malgaches, Réunionnais, Kanaks, Arabes, Berbères et Africains apprécieront cette référence à la liberté coloniale multiséculaire...

Il a beau se présenter comme l'ami des jeunes, des entrepreneurs et des inventeurs, il lui faut quand même faire appel aux clichés des vieux réactionnaires: le dénigrement systématique de la France (par qui donc ?), l'héritage de deux mille ans de chrétienté, les «devoirs envers la patrie, la religion, la société», le «politiquement correct», le «jeunisme», les difficultés des patrons à licencier, la «pensée unique», les «enfants gâtés de Mai 68», etc. Il attaque ceux qui ont «détruit l'autorité du professeur», «proclamé que tout était gratuit, que rien n'était interdit, que la société était toujours coupable». Et il a la nostalgie des élèves qui se lèvent quand le professeur entre dans la classe.

En clair, le candidat Sarkozy essaye systématiquement de s'adresser à la fois à la gauche et à la droite, aux privilégiés, aux patrons, aux cadres et aux petits salariés, aux veuves de paysans, aux ouvrières usées par le travail en équipe, etc.

Aux premiers, il promet que l'Etat soutiendra les entreprises innovantes, les secteurs de pointe, les jeunes entrepreneurs dynamiques, les étudiants brillants et méritants; il promet un contrat de travail unique, des licenciements plus faciles, des allègements fiscaux.

En direction des seconds, il esquisse quelques moulinets pour dénoncer les parachutes dorés, et les stock options, mais il n'a pas grand-chose de concret à proposer. Les heures supplémentaires ne

dépendent pas de la bonne volonté du gouvernement. De toute façon, le salaire de la majorité des travailleurs n'augmentera que de façon dérisoire en fonction de leurs besoins si leur patron daigne leur accorder quelques heures supplémentaires. Le fameux «travailler plus pour gagner plus» n'est qu'une illusion et ne donnera pas de travail aux 3 millions de chômeurs ni aux 3 millions qui travaillent à temps partiel.

Quant à la TVA sociale, elle n'est qu'une mystification dont les effets économiques positifs sont pour le moins opaques, y compris en Allemagne où elle a été appliquée sous un autre nom.

En fait, pour gérer la tête de l'Etat, Sarkozy s'inspire à la fois de la gestion d'une ville (Neuilly) qu'il connaît bien et d'une entreprise (en ce domaine son expérience est limitée, voire nulle): on comprend mieux sa fascination pour les sondages; le fait qu'il ait fait appel à un cabinet américain (le Boston Consulting Group) pour que, en quelques séances, ces consultants enseignent aux pontes de l'UMP à travailler ensemble et à s'écouter, comme on le ferait dans une multinationale afin que les responsables des ventes mettent au point une stratégie commerciale; ses références obsessionnelles à la productivité de tous, y compris les fonctionnaires; et sa méthode engagements/résultats qu'il a mise en place pour ses ministres. Le modèle de l'entreprise capitaliste est omniprésent dans sa méthode. A en juger par les crises à répétition du capitalisme, les erreurs permanentes de ses gestionnaires et les pronostics régulièrement démentis des économistes, un tel modèle a tout pour nous inquiéter...

Y.C.

Le Petit Démagogue

(Jean-Luc Porquet, La Découverte, 2007)

Ce livre constitue la reprise d'un ouvrage écrit quelques années auparavant sur Le Pen. Au départ, le lecteur peut éprouver une certaine méfiance, car l'auteur parsème son livre d'inserts sur Cléon, Poujade, Evita Peron, le général Boulanger, Savonarole et Jean-Marie Le Pen, et l'on peut craindre qu'il s'agisse d'un nouvel opus de journaliste brouillon mélangeant allégrement les époques et les situations politiques.

Mais il s'agit en fait d'un excellent livre sur les mécanismes de la démagogie. Contrairement à ce que l'on croit, un démagogue n'est pas un hypocrite, bien au contraire, nous explique l'auteur. Pour qu'il soit efficace, il faut qu'il croie à ce qu'il dit, qu'il «soit subjugué par une croyance, une vision». Et Sarkozy cadre bien avec ce schéma, lui qui prit rendez-vous en 1982 avec Jacques Attali en lui glissant le petit mot suivant: «Jeune avocat gaulliste qui souhaite devenir président de la République veut vous rencontrer».

Sarkozy se présente comme un artisan de l'ouverture, un mec pas sectaire du tout. Cela dit, «à l'entendre, rien de bien n'a été fait avant lui. Les trente dernières années sont à jeter». Il voudrait que les électeurs oublient qu'il a été près de huit ans ministre de la droite !

J.L. Porquet dégage neuf caractéristiques du démagogue que nous exposerons ici en reprenant sa démonstration et en ajoutant quelques remarques.

1) «Le démagogue a un bagout d'enfer»

Pour illustrer ce premier point, l'auteur cite une anecdote qui remonte à un congrès UDR de 1976. La salle commence à se vider, Chirac donne 5 minutes à Sarkozy pour redonner du peps aux spectateurs, et celui-ci tient le crachoir pendant 26 minutes. «Être jeune gaulliste c'est être révolutionnaire, révolutionnaire pas à la manière de ceux qui sont des professionnels des médias», déclare-t-il. Le démagogue doit écrire comme il parle, des phrases simples (pour cela Sarkozy n'a pas besoin de se forcer...), parler «vrai», et se livrer à la critique des élites.

2) «Le démagogue travaille à fond sa com»

Sarkozy a fait sa première émission télé à 20 ans et c'est Robert Grossman qui le «coacha» à l'époque. Il lui apprit à parler plus lentement et à paraître plus calme. Sarkozy a bien retenu ses leçons puisqu'il est passé 581 fois à la télé en 2002, 726 en 2003 et 689 en 2004. Qui dit mieux ?

Sarkozy paiera ensuite les services d'un autre coach (Thierry Saussez) qui aura un rôle important avant la présidentielle; de 4 communicants ex ou toujours PDG des agences de pub DDB, RSCG, Hémisphère droit et Publicis; sans compter d'autres types plus jeunes qui, eux aussi,

bossent dans la communication, dont Frédéric Lefebvre qui s'occupait à la fois des députés et était actionnaire majoritaire d'une agence travaillant pour Alcatel, Suez, Sodexho, etc.

Sarkozy a utilisé à fond le Web, y compris en inondant les internautes de spam de l'UMP.

C'est bien sûr un obsédé des sondages, au point qu'il déclare en 2006: «Aller contre moi, c'est aller contre l'opinion publique». Comme l'explique J.L. Porquet, les sondages ne traduisent le plus souvent que des «réactions épidermiques», mais c'est tout l'art du démagogue que d'en tirer profit.

L'équipe de Sarkozy choisit les images de ses meetings en monopolisant les meilleurs endroits pour filmer avec une caméra Polcam (à pied articulé qui permet de filmer le public) et 3 caméras sur pied. Résultat, les chaînes se voient offrir gratis les images sélectionnées par son staff!

La plupart des grands patrons de presse sont bien sûr ses amis. Martin Bouygues est actionnaire de TFi et LCI; Arnaud Lagardère contrôle Europe 1 (au point que, lorsqu'il s'agit de remplacer la journaliste qui couvre l'UMP, Elkabbach demande conseil à Sarkozy!), *Paris Match* (Lagardère vire Genestar pour avoir publié la photo de l'«ami» de Cecilia), le *Journal du dimanche* et des quotidiens régionaux. Bernard Arnault a investi, lui, dans *La Tribune*, *Investir* et Radio Classique. «Chaque lundi matin à 11 heures, lors de la réunion du comité exécutif du groupe, la question de Bernard Arnault revient, rituelle: que peut-on faire pour aider Nicolas?» raconte la journaliste Huguette Chevrillon. Serge Dassault possède notamment *Le Figaro* et la Soc presse. Pierre Louette est le PDG de l'Agence France Presse. Edouard de Rothschild est actionnaire de *Libération*. Nicolas de Tavernost est le PDG de M6.

Avec tous ces copains dans les médias, il lui est facile de faire des «coups», et d'être constamment à la une des magazines, dans tous les rôles: «le premier flic de France, le consolateur des victimes, le chef de parti adulé, l'époux amoureux, le justicier inflexible, l'ami des stars, l'ambitieux mû par une haute conviction, l'homme qui s'attaque aux tabous, le républicain respectueux des institutions, le ministre qui nargue le président», etc.

Dès son arrivée à l'Intérieur, Sarkozy cherche à faire l'actualité sur huit grands thèmes: «lutte contre la délinquance, loi sur la sécurité intérieure, immigration clandestine, Sangatte, organisation de l'islam, avenir institutionnel de la Corse, mafias et trafic d'esclaves, lutte contre la prostitution, guerre au terrorisme». Il tiendra son «agenda», et cela jouera un rôle essentiel dans son élection.

3) «Le démagogue avance à coups de scandales»

Sarkozy agresse, insulte ses adversaires, est attaqué et donc se pose en victime. C'est la technique dite du «coup d'éclat permanent». Il reprend notamment des mots aux autres: «droit-de-l'hommeisme» (Le Pen), «Kärcher», «racaille», «S'il y en a que ça gêne d'être en France, qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas», etc.

Sarkozy attaque les juges, y compris en mentant sur leur supposé «laxisme».

4) «Le démagogue reste insensible aux faits»

«Je n'aime pas étaler ma vie privée», déclare-t-il après le premier départ de son épouse. Puis évidemment il recommence à s'épancher dans les médias. Pour GDF il promet que l'Etat conservera 70% du capital puis il soutient une participation à 34%.

Sarkozy affirme que Poutine a «eu le mérite de conduire la Russie vers la démocratie» puis il déclare que c'est un des «chefs d'Etat qui ont du sang sur les mains» !

Sarkozy dénonce en permanence les méfaits d'un «étatisme» imaginaire puisque, depuis trente ans, les gouvernements de droite et de gauche ont privatisé «l'eau, l'énergie, les autoroutes, le secteur bancaire, les assurances, les télécommunications, l'audiovisuel, Air France, et même une partie des prisons», note J.L. Porquet.

Quand il parle de Neuilly, Sarkozy fait preuve d'un cynisme ébouriffant: «Les gens n'y vivent pas par hasard. Neuilly est spécifique en ce que ses habitants ont choisi cette ville, c'est un acte de volonté». Et c'est justement là qu'il y a seulement 3% de logements sociaux...

5) «Le démagogue simplifie à mort»

Selon certaines études, Sarkozy aurait un vocabulaire très limité: 1500 mots au lieu de 3000 normalement utilisés. Sa «pensée» fonctionne avec des oppositions simplistes et binaires: ordre/désordre, voyous/honnêtes gens, travailleurs/fainéants, etc.

Dans ses discours de meeting, il pose des questions fermées et culpabilisantes: «C'est moi qui fais les questions et les réponses et à la sortie les gens ont l'impression qu'on s'est vraiment parlé», avoue Sarkozy. Un exemple de ce procédé? Une question comme «Est-il normal d'aller à l'école la peur au ventre»? ne laisse évidemment aucun choix à celui à qui on la pose.

6) «Le démagogue aime l'ordre et la saine punition»

Sarkozy a multiplié les lois sur la sécurité intérieure, l'immigration, la récidive, le terrorisme, la prévention de la délinquance, etc. Mais comme le signale J.L. Porquet, cela s'est traduit uniquement par une augmentation des amendes et des peines de prison pour les mendiants, les prostituées, les gens du voyage, les sans-papiers qui refusent d'être expulsés, les citoyens qui refusent de donner leur ADN, etc.

Lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, Sarkozy a dangereusement augmenté les pouvoirs de la police qui peut désormais (et cela va certainement empirer maintenant qu'il est président): «fliquer les automobilistes (grâce à un dispositif de lecture automatique des plaques minéralogiques) et photographier les passagers»; «installer partout, et prioritairement dans les gares, des caméras de vidéosurveillance, dont les données sont conservées pendant un an»; «fliquer les passages des transports publics, trains, bateaux, avions»; «multiplier les écoutes téléphoniques sans en référer aux juges»; «surveiller Internet et les

cybercafés» ; «avoir accès à tous les fichiers: permis de conduire, cartes d'identité, passeports, demandes de visa, cartes de séjour».

Sarkozy a fait un usage intensif et explicite de la religion. C'est ainsi qu'il a déclaré: «il y a moins de délinquance» dans un quartier quand il y a «un prêtre ou un pasteur dans un village ou un quartier pour s'occuper des jeunes».

7) «Le démagogue attise les peurs»

«Plus une ville, plus un village où les portes ne soient closes, où les verrous ne soient tirés», déclare Sarkozy en 2002.

Il dénonce sans cesse les cambriolages, le vandalisme, etc. Sa méthode se résume à «faire peur pour mieux rassurer», comme l'a écrit justement l'auteur.

Et J.L. Porquet de noter que les fraudes des particuliers aux Assedic, au fisc, à l'assurance maladie, aux impôts ne représentent que 80 millions d'euros, une goutte d'eau à côté des 7,78 milliards d'euros non payés à la Sécu grâce aux combines patronales des multinationales qui créent «des centaines de sociétés fictives, toutes domiciliées dans les paradis fiscaux (Malte, Guernesey, îles Caïman, etc.) et dont leurs cadres sont censés être les directeurs».

8) «Le démagogue aime promettre la lune et la rupture» (qui est devenue «tranquille» après des sondages défavorables)

Sarkozy, avant d'être élu, a promis, pêle-mêle, la baisse des impôts, 15 élèves par classe dans les banlieues défavorisées, le droit à la formation toute la vie, le droit de faire garder ses enfants, des logements pour les jeunes, la suppression des droits de succession, le contrat unique de travail, la restriction du droit de grève. Pas besoin d'être cartomancienne pour prédire que, parmi ces mesures, les seules qui seront appliquées seront celles qui correspondront à des cadeaux pour les riches et les classes moyennes, et de nouveaux sacrifices pour les travailleurs et les plus pauvres.

9) «Le démagogue se prend pour le sauveur»

Selon J.-L. Porquet, un démagogue sait toujours manipuler trois menaces principales:

- le péril extérieur: en ce moment l'Iran et le terrorisme djihadiste, voire la Turquie, sont très efficaces; demain cela pourrait être la Chine;

- la crise économique: sur ce plan-là, Sarkozy est pour le moment un peu démuni, comme en témoignent les déclarations comiques de Christine Lagarde, sa ministre de l'Economie, affirmant que la crise bancaire provoquée par les «subprimes», ces crédits hypothécaires à risques répandus aux États-Unis, ne toucherait pas la France (on a vu depuis ce qu'il en était);

- et la guerre civile imminente: Sarkozy semble pour le moment réserver ce procédé à ses députés les plus à droite, car il préfère jouer le rôle du mec tolérant, ouvert, et prêt au dialogue. Mais il ne s'agit que d'une division du travail au sein de son parti, les uns jouant le rôle du méchant flic, lui s'attribuant celui du gentil.

Selon J.L. Porquet, le sauveur s'est fait tout seul (Sarkozy n'arrête pas de le répéter dans ses livres et ses interviews), le sauveur fait des miracles (il est plus difficile d'en trouver à son actif), il fait la loi, il est infaillible, il se sacre lui-même (il suffit de regarder ses conférences de presse et interviews-monologues) et il régnera seul (la façon dont son gouvernement fonctionne ne laisse aucun doute).

La lecture rafraîchissante de ce livre est essentielle non seulement pour comprendre comment Sarkozy a gagné, mais aussi, hélas, comment il tentera de manipuler les électeurs pendant les cinq ans à venir.

Y.C.

Sarkozy Connection

(Hedwige Chevrillon, Hachette Littératures, 2007)

Écrit par la rédactrice en chef de *L'Expansion*, journal ostensiblement propatronal, ce petit essai met pourtant bien l'accent sur les affinités et les liens très étroits entre Sarkozy et une fraction de la classe capitaliste.

H. Chevrillon expose les éléments de base de la méthode Sarkozy: «le travail, l'occupation du terrain médiatique, le culte de la personnalité sans fausse pudeur, la récupération de tout ce qui peut s'avérer utile, hommes et idées peu importe, le goût de la mise en scène de soi-même en toutes circonstances, la victimisation». Contrairement à ce que le Petit Mythomane nous raconte, la journaliste nous confie que Sarkozy n'écoute guère les autres: il est «persuadé qu'il en sait plus que ses adversaires sur la plupart des sujets». On est loin du Monsieur Modeste...

Elle situe Sarkozy dans le cadre d'une évolution à long terme de la politique française: «Durant une bonne partie de la Cinquième République un parti politique n'était qu'une excroissance de l'administration dont en général ses chefs étaient issus. Puis, les années 1980 ont vu l'apparition d'un être nouveau – le publicitaire.»

On sait que Mitterrand s'attacha les services de Jacques Séguéla pour se faire élire. Il n'est pas étonnant que son lointain successeur, Sarkozy, beaucoup plus jeune que le vieux crocodile de la Quatrième République, maîtrise parfaitement des notions comme le marketing, l'image de marque et les slogans.

Comme l'écrit H. Chevrillon, «l'UMP n'est plus un parti politique mais une entreprise de communication qui ne s'est pas mise au service d'une idée mais d'un homme et le revendique sans fausse pudeur». «Un tiers des 115 permanents travaillent à la communication à temps plein». Et de préciser que «le chiffre officiel de la com» se montait à 2,7 millions sur les 36 millions dépensés pour la campagne présidentielle.

La rédactrice en chef de *L'Expansion* nous précise que l'UMP a su se servir habilement de Google en achetant des mots clés comme: «sécurité, banlieues, délinquance, justice», afin de mieux pouvoir tenter d'attirer les internautes dans ses filets.

Enfin, elle nous révèle l'identité du «Groupe des dix», les conseillers les plus proches qui ont travaillé à l'élection de Sarkozy: Alain Lambert, Henri de Castries (président du directoire d'Axa), Philippe Manière, Jean-Hervé Lorenzi (économiste proche de Chevènement et de Strauss Kahn, tiens...tiens), Christian de Boissieu économiste, Pierre Mariani, directeur à la BNP Paribas, et des hauts fonctionnaires: Frédéric Gonand, Philippe Heim, Marguerite Bélar et Nicolas Baverez.

Quelques noms dont il faudra surveiller attentivement les manœuvres dans les médias s'ils apparaissent comme de prétendus spécialistes, et prétendent parler en toute neutralité.

Y.C.

**Banlieues
françaises
et
guérilla
urbaine**

«Le paradoxe de la pratique de la guérilla, lorsqu'elle se développe en l'absence de guerre civile, est le suivant: la justice restauratrice (qui est à la base de l'idée socialiste) ne peut alors qu'être remplacée par son contraire, l'idée violente d'une justice punitive qui, par sa nature même, ne peut accomplir l'objectif socialiste. La "propagande" de la guérilla fonctionne comme une sanction pénale, parce qu'il est impossible de libérer la moindre "zone occupée". Par conséquent, la pratique de la guérilla se réduit à celle d'une sorte d'Etat parallèle, qui lui-même se réduit à sa principale fonction: celle d'un tribunal pénal.»

Vincenzo Guagliardo, militant ouvrier des Brigades rouges, emprisonné

Les quatre textes suivants tentent de répondre aux hypothèses avancées par Emilio Quadrelli dans un article publié par la revue britannique *Mute*. On peut le trouver en anglais sur Internet:

<http://www.metamute.org/en/Grassroots-political-militants-Banlieusards-and-politics>

Intitulé «Les banlieusards, les militants de base et la politique», ce texte de Quadrelli se fonde sur plusieurs interviews de «guérilleras noires (1)» suite aux émeutes de novembre 2005, interviews publiées dans le journal *Il Manifesto*, en Italie. Les questions discutées dans cet article sont complexes et devraient être maniées avec prudence et méthode. La passion et la haine nourrissent la lutte de classe, ce qui n'a rien d'étonnant vu que le capitalisme est un système social sans pitié qui doit être détruit par la violence. Mais si l'on souhaite présenter une analyse politique globale, on doit dépasser sa révolusion et sa haine pour ce système et étudier sérieusement comment il fonctionne et comment il pourrait être, éventuellement, abattu.

Il nous a semblé utile de critiquer les idées que défend cet anthropologue radical et surtout les mythes qu'il propage à travers ses interviews, car ils sont dangereux pour ceux qui les prendraient au sérieux.

«**Emeutes et contes de fées pour radicaux**» s'attache aux erreurs, aux exagérations, aux déformations contenues dans l'article de Quadrelli comme dans les propos des personnes interviewées dont les noms sont indiqués par des initiales (MT, MB, etc). Une bonne partie de ces erreurs auraient pu être évitées si notre anthropologue radical avait consulté d'autres sources pour mettre en perspective les analyses de ses interlocuteurs, ou s'il n'avait pas seulement cherché à confirmer ses propres rêves ou fantasmes. Mais après tout, il n'est pas le seul à refuser de faire «l'analyse concrète d'une situation concrète».

Dans son article, Quadrelli règle ses comptes avec certains intellos féministes, altermondialistes, proches de Toni Negri ou de la gauche caviar, qu'il ne cite même pas nommément. Quadrelli aurait été mieux inspiré, et son travail plus utile, s'il s'était intéressé à tous ces spécialistes des sciences sociales, qu'ils se prétendent neutres ou objectifs, altermondialistes, proches du PS ou du PCF, qui ont mené une véritable «émeute de papier» (l'expression est de l'un d'eux, Gérard Mauger, qui connaît bien ce milieu puisque c'est le sien), qui ont multiplié les colloques, les livres collectifs et les articles et qui ont

surtout proposé leurs services et leurs bons conseils à l'Etat pour une «police de proximité», une «meilleure» justice, une politique urbaine plus «sociale» et plus de «diversité» dans les élites politico-médiatiques.

Notons enfin que la révérence de Quadrelli vis-à-vis de la «lucidité» de Michel Foucault, référence actuelle de nombreux militants libertaires ou anti-autoritaires, est plutôt amusante. En effet, Foucault a successivement eu des illusions sur le parti stalinien français (PCF), les mao-spontanéistes (2) des années 70, la révolution islamique de Khomeiny, la CFDT (tout comme, pour ce qui concerne ce syndicat, Cornelius Castoriadis). Foucault pensait que le Parti socialiste ne se montrait pas suffisamment radical à cause de son alliance avec le PCF (ce qui souligne l'étendue de ses illusions sur la social-démocratie) et il déclara qu'il aurait donné des conseils au gouvernement socialiste si ce dernier lui avait demandé son opinion sur des questions comme les prisons ! Ce qui est plutôt comique lorsque l'on sait que Foucault passe aujourd'hui pour LE penseur anti-autoritaire. Si sa participation courageuse à la lutte contre le système pénitentiaire français dans le cadre du GIP (Groupe d'information sur les prisons) doit être saluée, et si certaines de ses analyses peuvent être utiles pour comprendre quelques aspects des institutions étatiques modernes (asiles, prisons, École), on peut se permettre d'éprouver quelques doutes sur sa «lucidité» politique.

«**Forces de répression et guérilla urbaine**» s'attache à décrire sommairement les forces de police en France, parce qu'un «guérillero urbain doit avoir une grande capacité d'observation. Il doit être bien informé sur tout, en particulier sur les mouvements de l'ennemi (3)» a écrit un Brésilien «blanc» qui pratiqua la lutte armée sur le terrain, et pas dans le monde virtuel.

«**Quelques hypothèses sur la lutte armée et la guérilla**» esquisse de façon très sommaire et schématique quelques pistes pour un bilan des différentes formes de lutte armée dans l'ex-monde colonial et les métropoles impérialistes.

«**La racialisation des questions sociales mène à une impasse**» tente de répondre à l'usage (hypocrite ou délibéré) de pseudo-concepts liés aux vieilles notions imaginaires des «races» dans le discours politique de la gauche et de l'extrême gauche.

Malgré la virulence des critiques ici formulées, il est évident que l'essentiel du travail reste à faire, tant sur le plan pratique que théorique. Mais il serait catastrophique que les jeunes révolutionnaires d'aujourd'hui répètent les mêmes erreurs que celles commises dans les années 60 et 70 – comme semblent le souhaiter Quadrelli et ses «guérilleras noires».

Y.C.

I. Comme Quadrelli et ses interlocuteurs utilisent ces termes absurdes de «Blancs» et de «Noirs», j'ai décidé de les employer aussi dans cet article, non parce qu'ils auraient la moindre valeur, mais parce qu'ils illustrent la dégénérescence politique de la gauche (réformiste et révolutionnaire) qui désormais utilise les mêmes concepts que la droite.

Cette évolution est liée à l'influence des politiques prônant la défense des «identités» et, plus récemment, de l'idéologie multiculturaliste, tout aussi conservatrice, quelles que soient ses bonnes intentions.

Il est intéressant de souligner que, au Canada, c'est Pierre Eliot Trudeau, un politicien «blanc» réactionnaire, qui a imposé le multiculturalisme comme doctrine d'Etat, obligeant chaque étranger venant vivre au Canada à rester fidèle à sa «culture originelle» afin d'«enrichir» la culture nationale canadienne et de transformer ce pays en une nation «multiculturelle». Cela a donné lieu à un front unique efficace entre les nationalistes culturels «noirs» et les multiculturalistes «blancs», chaque courant dénonçant comme «traîtres», d'un côté, ou «racistes», de l'autre, ceux qui refusaient d'être enfermés dans des cases «ethniques» préfabriquées.

Pour une critique du caractère réactionnaire du multiculturalisme, on lira avec profit les textes d'Azam Kamguian, Maryam Namazie et Azar Majedi, membres du Parti communiste-ouvrier d'Iran, notamment ceux traduits dans les numéros 10, 11-12 et 18-19-20 de *Ni patrie ni frontières* ainsi que dans la brochure *Femmes en Irak* (tous sur le site mondialisme.org).

2. Les mao-spontanéistes (La Cause du peuple, Vive la révolution, etc.) défendaient certes une politique tiers-mondiste qui était, en dernière analyse, profondément hostile à la classe ouvrière de ces pays, puisqu'elle les conduisait à soutenir les dictatures stalinienne chinoise, vietnamienne ou coréenne. Mais reconnaissons aussi qu'ils remarquèrent avant tout le monde, même si cela fut fait d'une façon populiste et démagogique, un élément qui a une étroite relation avec notre sujet: le rôle important des migrants africains et nord-africains en France. Cette orientation les conduisit à défendre une position anti-hiérarchique radicale (ils attendaient, par exemple, les chefs à la sortie des usines pour les «peindre» en bleu), dans la mesure où leur cible politique principale était les O.S., les travailleurs peu qualifiés de l'époque. On retrouve cette haine (positive) contre les chefs et les contremaîtres dans les interviews de Quadrelli mais cela amène, à tort selon nous, ses interlocuteurs à identifier le capitalisme avec la domination des seuls «Blancs», toutes classes confondues. Là aussi, on sent l'influence d'un vieux thème maoïste: dans les années 60 et 70, et c'est encore le cas dans de nombreuses usines aujourd'hui, les contremaîtres étaient généralement des Franco-Français et les travailleurs sans qualification, immigrés ou de parents immigrés. Mais, il y a trente ans, les maos exaltaient le rôle des OS et des plus opprimés, en partie en raison de leur place subordonnée dans la division du travail. Aujourd'hui, leurs lointains successeurs remplacent la lutte des classes par la lutte des «non-Blancs» contre les «Blancs». On est passé d'un populisme radical-confus à un populisme hypocritement racialisé et encore plus confus. Ce qui n'est pas vraiment un progrès...

3. Carlos Marighela, *Mini manuel de guérilla urbaine*, brochure disponible en français notamment sur le site marxists.org, mais dans une version abrégée. Ce texte a eu une influence internationale et a été traduit dans de nombreuses langues.

Émeutes et contes de fées pour radicaux

Des «guérilleras» invisibles

Le raisonnement de Quadrelli repose sur le témoignage de plusieurs «guérilleras ou guérilleros noirs» (1). Si ces hommes et ces femmes ont réellement mené des attaques en France contre des agences d'intérim et contre les voitures, les maisons particulières, les entrepôts, les ateliers clandestins de nombreux patrons et contremaîtres, alors ils sont probablement activement recherchés par les forces de police françaises.

D'un autre côté, il est difficile de croire que si vraiment, comme les «guérilleras» l'affirment, «dans la guerre de guérilla qui s'est développée dans les banlieues, toute la population, à part les espions et les maquereaux, avait un rôle combattant», aucune information n'ait été publiée avant 2007 sur un mouvement qui prétend avoir mené de nombreuses actions en novembre 2005 en France.

Ces actions n'ont été révélées que dans *Il Manifesto* et *Collegamenti Wobly* en italien ainsi que dans *Mute* en anglais. Il est difficile de savoir si ces actions sont réelles, exagérées ou complètement inventées, puisqu'elles n'ont été l'objet d'aucun débat en France (2). Néanmoins, sur de nombreux points aisément vérifiables, les interviews (tout comme l'article de Quadrelli qui ne prend jamais la moindre distance avec les propos de ses interlocuteurs), contiennent beaucoup d'affirmations vagues, d'exagérations grossières et d'erreurs factuelles, concernant soit les émeutes de novembre 2005, soit la société française en général. L'inventaire sera peut-être fastidieux pour le lecteur, mais on ne peut laisser se répandre de telles sornettes sur des questions aussi graves.

Sarkozy, la «racaille» et le «Kärcher»

Quadrelli ne mentionne ni le contexte ni l'origine de la phrase de Sarkozy qu'il cite: «Vous en avez assez, hein ! Vous en avez assez de cette bande de racailles! Bien on va vous en débarrasser.» «Les mots «racailles» et «Kärcher» (celui-ci est cité dans une des interviews) ont été d'abord prononcés par deux Maghrébins ou Franco-Maghrébins que le ministre de l'Intérieur rencontra à La Courneuve le 25 octobre 2005 et Argenteuil, au moins de juin 2005, deux banlieues ouvrières de la région parisienne. L'un était un parent du jeune Sidi Ahmed Hammache, tué à l'âge de 11 ans alors qu'il était en train de nettoyer la voiture de ses parents en bas de son immeuble. Il a été touché par une balle perdue tirée lors d'une bagarre entre deux gangs qui s'affrontaient dans la cité des 4000. Et la seconde personne était une habitante d'Argenteuil qui, de son balcon, interpella le ministre de l'Intérieur.

Comme tout politicien populiste et démagogue efficace, Sarkozy a

instantanément recyclé ces mots (en fait la phrase contenant le mot Kärcher a été prononcée lors d'une conversation semi-privée avec la famille de Sidi Ahmed, mais elle a été l'objet d'une fuite dans la presse): il les a répétés pendant des mois dans les médias, suivi bien sûr en cela par les dirigeants et les députés de l'UMP. Toutes ces canailles savaient parfaitement que ces termes étaient suffisamment ambigus pour satisfaire à la fois les «Blancs» racistes et les «non-Blancs» qui vivent dans des conditions difficiles et ont l'illusion que de «bons» flics de proximité pourraient faire la différence. Si l'on ignore qui a, le premier, prononcé ces mots, alors il est bien sûr plus confortable d'expliquer pourquoi une partie de la jeunesse «noire» déteste Sarkozy pour ses paroles insultantes et implicitement racistes. Mais cela présente un gros inconvénient: on a alors du mal à comprendre pourquoi certaines fractions de l'immigration, des Franco-Maghrébins et des Franco-Africains pensent que Sarkozy avait finalement raison d'utiliser ce langage. Et pourquoi ils n'en ont pas conclu automatiquement que le ministre était raciste, du simple fait qu'il utilisait des mots qu'ils emploient fréquemment pour décrire leur propre cité.

Il est donc indispensable de souligner les spécificités du populisme de Sarkozy pour comprendre les différences entre ce politicien et le raciste décomplexé Le Pen.

Les flics, leurs commissariats et leurs véhicules ont-ils été la cible principale des «émeutiers» ?

Selon M.B. **«On a beaucoup parlé des voitures brûlées comme s'il s'agissait de la seule cible, mais en réalité la cible principale était ailleurs: les flics et les commissariats. (...) Des agences d'intérim et des missions locales ont été attaquées et détruites en aussi grand nombre que les commissariats»; «un bon nombre d'entreprises, celles qui utilisent exclusivement de la main-d'œuvre illégale ou du travail semi-forcé, sont parties en flammes»; «nombre d'entre elles (...) exploitent surtout des femmes à travers le travail aux pièces effectué à domicile. Ou, fréquemment, en aménageant des entrepôts ou des caves dans lesquels les femmes travaillent dans des conditions presque dignes d'un camp de concentration». «Nous et certains groupes de femmes (...) avons réglé nos comptes avec nos patrons et contremaîtres tandis que la bataille faisait rage dans les rues. Quand il nous était impossible d'attaquer les entrepôts, nous nous sommes attaqués aux maisons et aux voitures [de ces types]. Certains caïds ont eu aussi des "accidents"».**

Selon M.B., une sorte de division du travail se serait mise en place: les émeutières se seraient occupées des agences d'intérim et des ateliers clandestins, tandis que les émeutiers auraient attaqué les commissariats et les poulets. En admettant que cela se soit effectivement produit, pourquoi cette division du travail militant n'est-elle critiquée ni par les «guérilleras» ni par l'auteur? Est-elle «naturelle»? positive? ou réactionnaire? Chaque «communauté» fondée sur le «genre» ou la «race»

doit-elle s'organiser indépendamment et choisir ses cibles spécifiques pour se libérer de façon plus efficace ? Et une telle «libération» affecte-t-elle la domination du Capital ? Aucune réponse n'est apportée à ces questions.

Si nous voulons approfondir un peu la discussion, il faut commencer par nous pencher sur les statistiques officielles.

Bâtiments privés

Il n'existe pas de statistiques concernant le nombre d'agences intérimaires ou d'ateliers clandestins attaqués ou brûlés. Le gouvernement s'est contenté d'annoncer que 74 bâtiments privés avaient été détruits en France. Et ni les «guérilleras» ni Quadrelli ne fournissent le moindre chiffre.

Bâtiments publics et locaux policiers

En France, la police possède 1 700 bâtiments: des commissariats (ouverts nuit et jour, 7 jours sur 7, seulement dans les villes de plus de 20 000 habitants), des antennes administratives (ouvertes seulement pendant la semaine et jusqu'à 18 heures), des garages, etc.

Si nous accordons foi aux statistiques officielles (et Quadrelli ne nous en propose aucune autre), 300 bâtiments publics ont été attaqués (ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils ont été détruits): centres d'impôts, ANPE, MJC, crèches, gymnases, casernes de pompiers, missions locales, maisons de l'emploi, mairies... et commissariats. Si 10% des bâtiments appartenant à la police (170 sur 1 700, en imaginant un chiffre très optimiste...et évidemment faux) avaient été détruits, comment l'Etat français et toutes les forces politiques «blanches» auraient-ils pu réussir à le dissimuler ?

En dehors des 300 bâtiments publics qui ont été attaqués, 30 000 poubelles et 9 500 voitures privées ont été brûlées, 140 bus ont été endommagés ou brûlés, ainsi que 100 véhicules appartenant à la Poste; 350 écoles et 51 postes ont également été endommagées. Pourquoi Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur, aurait-il dissimulé le nombre de voitures et de commissariats attaqués ou brûlés si ce chiffre avait été significatif ? Sa gestion de la crise de novembre 2005 n'a fait qu'augmenter sa popularité en 2006 et 2007 parmi les 5 millions d'électeurs du Front national. Il aurait été trop heureux de trouver la preuve de l'existence d'une «guérilla urbaine», si elle avait réellement existé, et il aurait reçu l'appui enthousiaste de tous les médias qui savent que seules les nouvelles dramatiques attirent l'attention des lecteurs et des téléspectateurs.

Apparemment, aucun commissariat central n'a été attaqué. Seules de petites permanences administratives (vides, car fermées la nuit) ont subi quelques caillassages ou jets de cocktails Molotov. Et les affrontements directs avec la police (à l'exception des deux premiers jours à Clichy-sous-Bois et Montfermeil, comme lors des émeutes «habituelles» des années précédentes) ont été très rares pour deux raisons:

- les émeutiers étaient si peu nombreux qu'ils savaient qu'un combat rapproché avec les flics ne pouvait être que suicidaire,
- quant aux flics, ils avaient des consignes très strictes pour ne pas commettre de «bavures». Sarkozy lui-même craignait que se répète un

«accident» comme celui de Malik Oussekin, ce jeune étudiant sous dialyse tabassé par des flics en marge d'une manif en 1986 (il sortait d'un club de jazz !) et qui mourut peu après.

Contrairement aux affirmations de Quadrelli, les affrontements de novembre 2005 ressemblaient bien davantage au jeu du chat et de la souris qu'à des combats de «guérilla». Signalons d'ailleurs que, en ce qui concerne l'utilisation d'armes à feu par les émeutiers, 10 CRS et deux policiers dans leur voiture ont subi un soir quelques tirs, mais qu'aucun d'entre eux n'a été blessé.

Destruction des voitures de flics

MB prétend que la police et les commissariats ont été les principales cibles de novembre 2005. Et quelqu'un qui lirait les textes de Quadrelli en italien ou en anglais risquerait fort de croire que la plupart des voitures brûlées ont été des voitures de flics et non des voitures individuelles, appartenant le plus souvent à des travailleurs, vu la localisation des émeutes.

En tout, d'après le gouvernement, 9500 voitures ont été brûlées. Le gouvernement n'a pas indiqué la différence entre les divers types de voitures. Et Quadrelli ne cherche pas non plus à creuser la question. Seul à ma connaissance «Cette Semaine» a avancé une estimation. J'essaierai, donc, en suivant l'hypothèse de ce site Internet de deviner combien grosso modo de voitures de police ont pu être détruites. Et je tenterai de démontrer que cette estimation est absurde.

Evidemment, si 99% des voitures détruites ne sont pas des voitures de flics, mais des voitures de particuliers, alors tout le mythe du caractère antiflics de la mise à feu des voitures s'effondre.

Quadrelli et ses amis, ne font pas qu'exagérer, **ils mentent délibérément**, en espérant que le côté émotionnel de leur analyse prévaudra sur le côté rationnel (les exploités se sont soulevés; ils sont victimes du racisme et des brutalités policières – jusque-là rien à redire –; et en plus la gauche et l'extrême gauche les ont condamnés parce qu'ils sont racistes, là on tombe dans l'amalgame très approximatif, voire la diffamation).

Les flics possèdent 1 996 véhicules destinés au «maintien de l'ordre», 15 454 «véhicules légers» et breaks et 3 897 «véhicules de service». Soit un total de 21 348 véhicules.

«Cette Semaine» a avancé l'hypothèse que, à l'échelle nationale, pas plus de 90 véhicules privés n'auraient été détruits chaque jour (3). Dans la mesure où les émeutes ont duré 18 jours, cela concernerait donc 1 620 voitures. En comptant très large, et même si l'on ajoute à ces 1 620 voitures, les 140 véhicules de la Poste et autobus qui ont été soit endommagés, soit brûlés, cela nous donne environ 1 860 véhicules. Donc si l'on soustrait ce chiffre de 1 860 aux 9 500 voitures brûlées, il nous reste encore 7 640 véhicules.

Si le site «Cette Semaine» avait raison (et Quadrelli et ses interlocuteurs défendent une position proche de la leur), cela signifierait que non seulement la plupart des 1 996 véhicules utilisés pour le maintien de l'ordre auraient été détruits mais aussi une fraction significative de ceux utilisés pour des missions de routine ou de service.

Comment le ministre de l'Intérieur, les différents syndicats de policiers et tous les médias auraient-ils réussi à cacher qu'au moins un quart, voire un tiers, du total du parc automobile de la Maison Poulaga aurait été détruit sans laisser la moindre trace ? Cela aurait supposé de dissimuler des milliers de factures, d'obliger tous les policiers, voire même les garagistes à se taire, et de dissimuler pendant deux ans une hausse considérable du budget destiné à remplacer les véhicules disparus.

Et même si l'on soustrait à ces 7 640 véhicules, disons 2 000 bagnoles de patrons, de cheffailons et de fachos, miraculeusement détruits par les guérilleras qu'a interviewées Quadrelli ou par d'autres «émeutiers», comment aurait-on pu dissimuler pendant deux ans la destruction de 5 000 véhicules de police?

De plus, habituellement, les flics «travaillent» à l'intérieur ou près de leurs véhicules. Dans ces conditions, combien d'entre eux auraient été gravement blessés, voire seraient morts, si des milliers de voitures de police avaient été brûlées avec leurs occupants à l'intérieur ?

Le syndicat de droite Alliance (36% aux élections professionnelles) a obtenu une prime «spéciale émeutes». Peut-on imaginer que ce syndicat serait resté silencieux si des centaines de leurs collègues avaient été sérieusement blessés durant de telles attaques ? Le nombre de keufs blessés a doublé au cours des dix années précédant 2005 (il est passé de 2 200 à 4 400 par an), mais n'a pas connu une augmentation significative en 2005 à cause des émeutes (entre 139 et 195 poulets ont été blessés – les statistiques gouvernementales sont incohérentes à ce sujet). Toutes ces données de base ne coïncident pas avec le tableau apocalyptique dressé par Quadrelli.

Le Grand Complot

Quadrelli et ses amis «guérilleros» semblent croire qu'un Grand Complot aurait été organisé pour cacher la vérité: **«la censure initialement appliquée [contre ce document] a finalement dû être retirée»**, écrit Quadrelli. Il fait allusion à un rapport des Renseignements généraux, dont les rapports sont souvent refileés en douce aux journalistes, notamment à cause des rivalités entre les différents services de police ou entre les différentes fractions gouvernementales. Il est ridicule de parler de «censure» à propos d'un service de police qui regroupe des gens de diverses sensibilités politiques, ce qui constitue un facteur supplémentaire de fuites en direction de la presse. Sans compter que le fait de travailler régulièrement au contact de telle ou telle force politique finit sans doute par influencer leur jugement. Et pour en finir avec le mythe de la «lucidité» des RG, il suffit de noter qu'ils ont été incapables de déceler le moindre signe annonciateur des émeutes de 2005 !

Mais revenons à notre théoricien des complots. Quadrelli écrit: **«une grande part de la vérité sur les origines des conflagrations françaises a été, d'une façon fort opportune, cachée au moment où elles sont apparues»**; **«dans une grande mesure, les médias ignoraient la vérité»**; **«beaucoup d'intellectuels ignoraient la**

vérité»; «en quelque sorte ils ont tous fini par endosser la version de la vérité diffusée par le pouvoir», etc.

Ce type de discours aurait un sens si Internet n'avait pas existé en 2005 et si les émeutes s'étaient produites dans une jungle ou une montagne isolée dans un coin inaccessible de la planète. Si l'on tient compte de la situation française et des possibilités d'accès illimité des «guérilleras noirs» à toutes sortes de médias alternatifs, on ne peut qu'être sceptique devant de telles affirmations péremptoires. Une seule raison pourrait expliquer leur silence: leur sécurité. Mais, dans ce cas, le fait de se dévoiler deux ans plus tard n'est-il pas aussi dangereux pour elles? À moins qu'elles se soient depuis réfugiées dans la forêt lacandone ou la jungle birmane...

Comme l'écrit Wil Barnes dans un commentaire sur cet article, «Quadrelli défend une thèse qui est la suivante: les luttes de la jeunesse "noire", spécialement celle des banlieues, ont détrôné la vieille lutte des classes, qui n'est plus pertinente. Et cette nouvelle réalité façonne ses intuitions, ses perceptions et sa compréhension. Il est donc logique qu'à ses yeux seule l'existence d'une conspiration explique la non-reconnaissance par autrui de cette nouvelle réalité» (imaginaire, ajouterons-nous).

Travail temporaire et travail clandestin

Il est sans doute utile de préciser quelques données sur la précarité en France car M.B. semble penser que le travail temporaire y jouerait un rôle économique décisif. En 2003, 86,9% des salariés avaient un CDI, tandis que 2,3% travaillaient en intérim, 8% avaient des CDD et 1,6% étaient apprentis. Ce tableau général ne correspond donc absolument pas à l'affirmation de M.B., même s'il est évident que le travail temporaire et le chômage exercent une forte pression globale sur ceux qui ont un emploi «garanti»: fonctionnaires et titulaires de CDI dans le secteur privé. Et même si ces statistiques n'incluent pas le travail dit «clandestin», ce dernier ne touche que quelques centaines de milliers de personnes (le nombre de clandestins, y compris les chômeurs et les mineurs est estimé, par le gouvernement, à 400 000 en France).

L'analyse de M.B. s'applique davantage aux plus jeunes salariés, entre 15 et 29 ans: 6,1% travaillent en intérim, 18% ont des CDD, 6,7% sont apprentis et 68,5% ont un CDI. Et cette fraction de la jeunesse salariée est numériquement plus importante et présente dans les zones les plus pauvres des banlieues ouvrières, que dans d'autres parties du territoire.

Un événement apolitique? Quadrelli invente l'eau chaude!

Selon Quadrelli: **«Ce qui s'est passé l'automne dernier dans les banlieues françaises a été rapidement écarté comme un événement apolitique»; «l'organisation du travail, le modèle de gestion du gouvernement et de l'armée industrielle de réserve étaient les cibles de la révolte»**

Chacun se souvient de l'article écrit par l'historienne Françoise Blum

le 10 novembre 2005 dans *Le Monde*, article cité et reproduit dans de nombreux livres et repris fréquemment sur Internet. Et dans tous les livres collectifs et les conférences organisées depuis novembre 2005, les spécialistes des sciences sociales ont souligné la dimension politique des émeutes. Bien sûr, ils ne partageaient pas le point de vue spécifique de Quadrelli fondé sur le témoignage de ses «guérilleras noires». Néanmoins, ils n'ont pas ignoré la dimension politique des actes des émeutiers. Beaucoup de ces auteurs réformistes ont souligné que la jeunesse des banlieues croyait au message «égalitaire» républicain. Ils ont expliqué que si les émeutiers brûlaient les symboles de l'Etat ou attaquaient ses représentants, c'était parce qu'ils voulaient que l'Etat joue son «rôle égalitaire et démocratique», et pas parce qu'ils voulaient le détruire ou le renverser, comme le croient les «guérilleras» interviewées par Quadrelli.

Cela n'empêche pas cependant, comme l'écrit Wil Barnes, de toujours garder à l'esprit que «leurs actions exprimaient une formidable colère, un intense désir de détruire le monde, ce monde qu'ils tiennent pour responsable de leur situation désespérée». Mais il faut être sacrément naïf pour croire que cette révolte peut donner quoi que ce soit, sans une réflexion politique approfondie de la part des «émeutiers» eux-mêmes.

Les sociologues ont écrit que, même si l'on n'a pas vu apparaître des formes d'organisation et d'expression traditionnelles (tracts, dirigeants, comités, etc.), les revendications étaient implicites dans les cibles choisies par les émeutiers. Et le fait que de nombreux émeutiers aient brandi leur carte d'identité face aux caméras de télévision fut interprété par nos intellos de gauche comme un signe que les émeutiers étaient porteurs d'une sorte de conscience politique républicaine: ils voulaient être respectés en tant que «citoyens» et bénéficier de tous les droits liés à ce statut..

Dans une certaine mesure, cette analyse fut confirmée deux ans plus tard par le taux de participation très important durant les élections présidentielles (87%), et les votes majoritaires pour la candidate du PS dans les quartiers ouvriers, et d'une autre façon par les petites manifestations de colère et de déception d'une minorité de la jeunesse, la nuit du second tour et la semaine suivante.

Evidemment, l'explication citoyenniste des sociologues est très critiquable mais on ne peut se contenter d'ignorer son existence, lorsque l'on prétend que les émeutes de 2005 auraient été seulement considérées par la gauche et l'extrême gauche comme apolitiques.

Il suffit par exemple de lire l'article de Marwan Mohammed «Les voies de la colère: “violences urbaines” ou révolte d'ordre “politique” ? L'exemple des Hauts-de-Seine à Villiers-sur-Marne» sur le site <http://socio-logos.revues.org/document352.html> pour constater que Quadrelli s'attribue une perspicacité absolument démesurée...

Mai 68, une «polissonnerie» ?!

«En comparaison, Mai 68 apparaîtra comme une polissonnerie inventée par des étudiants un peu trop exubérants. Pendant plus de 20 jours, aucune banlieue

française n'a pu dormir tranquille» en novembre 2005, écrit Quadrelli qui semble croire que les dernières «émeutes» étaient plus importantes, d'un point de vue politique et social, que Mai 68.

Une telle affirmation absurde est, quelque part, indispensable pour notre anthropologue puisqu'il rejette la «vieille» notion de lutte des classes et cherche à la remplacer par une interprétation plus «branchée» des conflits sociaux. De quoi s'agit-il exactement ? D'un mélange entre, d'un côté, la «théorie» de la Multitude inventée par le stalinien (4) Negri, et, de l'autre, celle des minorités «post-coloniales» vivant au sein des sociétés occidentales «blanches» (démarche qui rappelle furieusement celle des Indigènes de la République). Et pour épicer cette soupe idéologique, l'auteur nous balance une pincée de Foucault et reproduit sans les critiquer les références élogieuses de ses interlocuteurs aux guérillas nationalistes du tiers monde.

Mai 68 a mobilisé 10 millions de grévistes, même si une bonne part d'entre eux sont restés chez eux et n'ont pas été très actifs politiquement (dans le sens que tous – loin de là – n'occupaient pas les usines – contrairement à juin 1936 –, n'allaient pas aux manifestations ni ne participaient aux comités d'action, etc.)

Novembre 2005 a mobilisé autour de 15 000 personnes. (4 700 personnes, authentiques émeutiers ou pas, ont été arrêtées, la moitié d'entre elles après les émeutes, et apparemment il y avait très peu de jeunes filles parmi eux.) Seuls 25 départements français sur 96 ont été touchés par les «émeutes».

Il est compréhensible qu'aujourd'hui de jeunes révolutionnaires en aient ras-le-pompon de la mythologie soixante-huitarde et veuillent gagner leurs propres titres de gloire. Et ils ont de bonnes raisons d'être en rogne (cf. «De Mai 1968 à Mars-Avril-Mai 2006» *Ni patrie ni frontières* n° 16-17, et sur le site mondialisme.org). Mais construire de nouveaux mythes bancals pour remplacer les anciens ne servira pas à changer la réalité.

Comme les camarades de Mouvement communiste l'ont écrit: «(...) il est évident que l'avantage militaire est resté aux forces de répression. Les manifestants ont rapidement évité les affrontements directs avec celles-ci, ayant opté pour la multiplication d'actes isolés, menés par des groupes réduits en nombre, contre des biens privés et publics. Parallèlement, les forces de répression ont réduit au strict minimum les occasions de contacts directs et rapprochés afin d'éviter des bavures. (...) Les forces de répression se sont en revanche concentrées sur la multiplication de rafles à froid, préventives et sélectives.» (*Lettre de Mouvement communiste* n° 19, sur le site mouvement-communiste.com)

Vraies et fausses menaces fascistes

Selon Z.: **«nous avons eu affaire à quelques tentatives des fascistes de construire leurs propres groupes de guérilla pour la contre-insurrection dans les banlieues»; «des groupes de droite liés à Le Pen, qui ont une certaine implantation dans la banlieue et qui peuvent compter sur un soutien et une**

protection considérables de la part des Brigades anticriminalité. Le lien entre les groupes nazis et les BAC est très étroit et dans une certaine mesure ils ne font qu'un»; «nos forces militantes (...) ont détruit, à travers une série d'actions ciblées, toutes les bases, ou en tout cas une grande partie de celles que les paramilitaires préparaient dans les banlieues».

Et dans une note, Quadrelli ajoute: «À Sens, par exemple, où les CRS sont basés, l'hymne adopté pour les nouvelles recrues était celui de la Division SS Charlemagne, ces volontaires français qui combattaient aux côtés des nazis. On ajoutera à tout cela le fait que le syndicat d'extrême droite PPIP (sic !) était hégémonique au sein des forces de sécurité, ce qui obligea les magistrats à le dissoudre parce qu'il appelait ouvertement à la haine raciale».

Malheureusement, la plupart des informations de notre distingué anthropologue sont inexactes. Il n'y a pas de syndicat qui s'appelle PPIP. Il existe un syndicat d'extrême droite (la FPIP), mais il n'a pas été dissous. Il a été infiltré par le Front national au début des années 1990, ce qui a d'ailleurs provoqué une enquête parlementaire dont on peut consulter les travaux sur le Net. La FPIP n'a jamais été «hégémonique» à l'échelle nationale (cf. les chiffres plus loin), à moins que Quadrelli ait voulu dire hégémonique à Sens seulement ? Mais Sens ne représente qu'une seule ville en France et il existe 61 compagnies de CRS !

En ce qui concerne l'hymne de la Division Charlemagne, on trouve sur le Net une autre version qui, dans un certain sens, est à la fois plus plausible et bien pire; si l'on compare l'hymne de la Division Charlemagne et le texte d'une des chansons des CRS, il existe des similitudes inquiétantes. C'est peut-être l'origine de l'anecdote rapportée à Quadrelli. Mais, de toute façon, cela n'a rien à voir avec l'infiltration des fascistes dans les forces de police, et tout à voir avec l'idéologie nationaliste française... ce qui, d'ailleurs, est beaucoup plus inquiétant.

Le fait que, dans certaines banlieues, des fascistes, des nazis ou des militants du Front national infiltrent ou coopèrent, selon Z. avec les Brigades anticriminalité ne peut être projeté à l'échelle nationale – à moins de fournir des preuves sérieuses à l'appui de cette thèse. Tout d'abord, les groupes vraiment fascistes sont ultraminoritaires en France. Certes, il existe des fascistes au sein du Front national, mais, au sens strict, le FN n'est pas un parti fasciste, qui disposerait de milices paramilitaires et voudrait renverser l'État.

Quant à la capacité de recruter des hommes de main dans le Milieu, la très respectable UMP est certainement plus capable de le faire d'une manière rapide et efficace que Le Pen. Le Front national n'est qu'une coalition hétérogène de factions (des nostalgiques de Vichy et de l'Algérie française aux catholiques intégristes en passant par des déçus de la droite), unies par le culte d'un chef désormais contesté et vieillissant; quant aux jeunes néo-nazis et athées, beaucoup sont partis avec Mégrét et son groupusculaire MNR. De plus, il y a fort à parier

que si le FN a (malheureusement) un avenir politique un jour, ce sera en imitant l'exemple d'Alleanza nazionale en Italie (où les fascistes du MSI ont refusé de suivre Fini qui leur proposait de transformer le nom et la ligne du Parti et ont préféré créer d'autres partis fascistes «authentiques») plutôt qu'en tentant de construire une force antiparlementaire «fasciste-révolutionnaire». Enfin, les forces de répression traditionnelles représentent un danger beaucoup plus grave en France que les minuscules groupes fascistes.

Quadrelli et Z. devraient savoir que le rôle des polices parallèles a toujours été plus important que celui des groupes fascistes pendant les cinquante dernières années. Ces polices parallèles recrutait d'anciens membres de la police et de l'armée, des individus travaillant en «free-lance» pour les services secrets, des mercenaires, des hommes de main du Milieu, etc. Les cadres de l'Organisation Armée Secrète, qui a certainement été la force réactionnaire la plus dangereuse après la Seconde Guerre mondiale, n'étaient pas principalement des ex-fascistes mais d'anciens membres des réseaux gaullistes, voire socialistes, de la Résistance antinazie...

Les deux syndicats proches de l'extrême droite, la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police) et Action Police CFTC ont respectivement obtenu 4,73% et 1,40% des voix lors des dernières élections syndicales. (Il y a douze ans, l'extrême droite représentée par la FPIP et le Front national police – ce dernier a été dissous depuis – avaient reçu 13,24% des voix en 1995 parmi les 87 000 flics de base et leurs sergents; et à la même époque l'extrême droite avait obtenu la majorité des voix dans 2 des 61 compagnies de CRS.) Aujourd'hui, le syndicat UNSA Police (qui organise à la fois les gardiens de la paix et les CRS) recueille 41% des voix et ce syndicat est proche du PS... et non de fascistes imaginaires. Quant à Action Police CFTC, elle a été exclue de ce syndicat et n'existe plus. De toute façon elle ne regroupait que 150 cotisants même si elle prétendait avoir des milliers de sympathisants !

Des «milliers d'expulsés» ou TROIS ?

«En réalité, plutôt que d'arrêter les coupables, ils ont expulsé des milliers de gens», a déclaré J.B. à Quadrelli.

100 étrangers ont été arrêtés, 10 procédures d'expulsion ont été lancées et **TROIS** personnes ont finalement été expulsées. La plupart des 4 500 «émeutiers» arrêtés étaient titulaires d'une carte d'identité française, même si leurs parents étaient africains ou maghrébins. Parmi les rares études réalisées après les arrestations, on peut citer celle concernant la Seine-Saint-Denis: 36% des interpellés étaient Franco-Gaulois, 35% Franco-Maghrébins et 29% Franco-Africains. Donc, même si Sarkozy annonça en 2005 qu'il allait expulser tous les étrangers arrêtés, il n'en a pas trouvé beaucoup à expulser (trois et non des «milliers» !!!) et il a découvert de toute façon qu'il ne pouvait pas prendre cette mesure pour des raisons juridiques. (Remarquons au passage que ce n'est pas très malin de s'être autant avancé sur le terrain juridique, du moins pour un type qui est avocat de formation et de profession ! Ou

alors il ne s'agissait que d'une rodomontade lancée en direction des électeurs du FN. Auquel cas, cela a été très efficace deux ans plus tard.)

Bien qu'il faille prendre leurs statistiques avec une grande méfiance, les Renseignements généraux ont estimé que, parmi les 436 chefs d'émeutiers qu'ils avaient repérés, 87% avaient la nationalité française. Et parmi ceux-ci 67% avaient des parents maghrébins, 17% des parents africains et 9% des parents franco-gaulois. Même les services de Sarkozy ont dû reconnaître que la part des «étrangers» dans les émeutes était secondaire.

L'image du «banlieusard» dans les médias

«Le banlieusard qui pouvait incarner toute la banlieue devient un objet de culte», du moins pendant un certain temps, déclare G.Z.

Sa critique de la manipulation des individus carriéristes «issus de l'immigration» (selon l'une des expressions politiquement correctes en vogue qui tend désormais à être remplacée par «issus de la diversité») vise juste. Mais G.Z. prétend qu'aujourd'hui nous serions dans la situation inverse: **«le banlieusard n'incarne plus le peuple, aujourd'hui le mythe est celui du casseur, de la brute, du type exécrationnel, invisible, pré-moderne, pré-social, marginal, pré-global, ou que sais-je d'autre».**

G.Z. ne regarde probablement pas souvent la télévision, principal outil de lavage de cerveaux actuellement. S'il allumait son poste, il se rendrait compte que les chaînes publiques, et même les principaux partis politiques, essaient de faire exactement le contraire, du moins à l'échelle locale. Ils mettent en avant l'exemple de petits entrepreneurs et d'associations locales qui se démènent en banlieue, de Franco-Africains ou de Franco-Maghrébins qui sont considérés comme des exemples par leurs voisins, etc.

Identité et homogénéité imaginaires

Les «banlieues» et les «banlieusards» sont faussement présentés comme socialement ou «racialement» homogènes.

Quadrelli et ses guérilleras n'expriment pas cette idée de façon aussi grossière, mais elle est implicite dans le titre, les interviews et l'article, dans des expressions comme **«les femmes de banlieue, les habitants de banlieue, les quartiers noirs»,** etc.

Les banlieues sont apparues à l'extérieur des grandes villes françaises. Elles couvrent 7% du territoire national et abritent 21 millions de personnes, soit presque un tiers de la population totale. Parmi ces 21 millions, 4,5 millions vivent dans une situation très précaire (avec moins de 640 € par mois et par personne).

Si l'on veut présenter un tableau ultrasimplifié de la situation, les «banlieues» se divisent en deux catégories: celles qui abritent des pavillons et celles qui accueillent des logements sociaux (4 millions de logements sont financés par l'aide de l'État ou des régions). Mais, en réalité, la situation est beaucoup plus complexe: «villes nouvelles»

accueillant généralement des professions libérales, des petits bourgeois salariés et des ouvriers qualifiés; vieilles zones industrielles en crise; nouvelles zones high tech ou de bureaux, etc., se trouvent aussi en «banlieue».

Certaines banlieues sont 100% bourgeoises, d'autres abritent toutes les nuances des classes moyennes, d'autres mélangent petits bourgeois et ouvriers.

À l'intérieur des banlieues à majorité ouvrière (plus ou moins les ZUS qui abritent 4,5 millions d'habitants), on assiste à des mélanges sociaux complexes au sein d'un même territoire: de petits pavillons ouvriers, des petits immeubles pour les employés ou les profs, de vieilles tours en ruine qui «accueillent» les migrants récents, des tours plus récentes abritant ceux qui ont des boulots plus stables («Blancs» et «non-Blancs», cols bleus et cols blancs).

C'est pourquoi une émeute peut se produire à 500 mètres d'une zone pavillonnaire. Ou à 1 km d'un bâtiment bien entretenu ou d'une tour avec des logements sociaux.

Si l'on prend la théorie de la guérilla urbaine au sérieux, alors il est important d'étudier et de bien connaître le territoire où l'on va agir. «Le guérillero urbain doit se renseigner minutieusement et bien connaître les quartiers dans lesquels il vit, il opère ou qu'il traverse», écrit Marighella (5). L'article, les notes, les références et les interviews de Quadrelli ne nous fournissent aucune analyse détaillée du territoire des banlieues françaises, uniquement des affirmations impressionnistes et vagues.

Crime organisé et extension des émeutes

Selon Quadrelli: **«il n'est pas indifférent, de ce point de vue, qu'un climat de relative paix sociale ait marqué la révolte à Marseille, la ville française où le crime organisé semble détenir un pouvoir considérable».**

En d'autres termes, Marseille n'aurait pas bougé parce qu'elle serait contrôlée par la Mafia !

L'auteur aurait dû, avant d'écrire ces lignes, regarder une carte de la ville, contacter quelques militants locaux et leur demander où se trouvaient les quartiers populaires et ouvriers.

S'il s'était renseigné un peu, il aurait constaté que «les emplois dans le secteur de l'animation urbaine à Marseille ont augmenté de 661% en moins de vingt ans», que ces emplois concernent essentiellement des jeunes de 17 à 25 ans et que «la zone franche qui s'étend au pied des cités entre les 15^e et 16^e arrondissements a, depuis 1997, attiré près de 2 000 entreprises et créé 10 600 emplois. Plus d'un tiers des salariés ont été embauchés dans les quartiers alentour» (Michel Samson, *Le Monde* du 14/12/2005).

Ces deux facteurs (l'importance et la nature de l'encadrement municipal et associatif à Marseille par rapport à la région parisienne; l'embauche d'un nombre significatif de jeunes des quartiers dans la zone franche) n'expliquent bien sûr pas tout, et l'on peut avancer aussi

d'autres hypothèses. En général, les banlieues qui «jouissent» d'un accès plus ou moins correct au centre-ville (avec des bus, des trains ou des tramways pas trop clairsemés), ont connu beaucoup moins d'émeutes que ceux comprenant les cités les plus isolées: Clichy-sous-Bois est un exemple «parfait» de ségrégation sociale et spatiale (et rien n'a changé depuis novembre 2005, même pas la construction d'un commissariat de police promise par Sarkozy !). Une statistique un peu ancienne mais révélatrice illustre le problème: en 1990, sur les 500 quartiers jugés «difficiles» (il en existe désormais 718 en France métropolitaine), 13% étaient traversés et 32% longés par une autoroute, 83% étaient bordés par une voie express, 70% longeaient une voie ferrée mais seulement 40% se trouvaient à proximité d'une gare.

Par conséquent c'est en partie parce que 1,5 millions de «pauvres» (sur les 6 millions à l'échelle nationale) vivent dans les centres-villes et pas dans les banlieues, que Marseille, comme d'autres villes abritant des quartiers ouvriers près du centre ou à l'intérieur de leurs murs, a connu moins d'émeutes – et non à cause du pouvoir tout-puissant de la Mafia locale !

Un autre élément intervient dans l'intensité inégale des émeutes: parfois la différence entre un émeutier de base et un ouvrier «normal» est très subtile. Les ouvriers les plus mal payés (par exemple ceux qui volent des marchandises dans le secteur logistique et qui les revendent pour arrondir leurs fins de mois) peuvent être à la fois des travailleurs et de petits trafiquants.

On notera aussi que des quartiers comme Mantes-la-Jolie (où eurent lieu les émeutes de 1991) et Vaulx-en-Velin (qui a connu des émeutes locales importantes en 1979 et en 1990) ont peu participé aux événements de novembre 2005. Pour expliquer la distribution inégale des émeutes sur le territoire français, il faudrait se livrer à une réflexion approfondie et à de solides enquêtes, et non se contenter de généralités approximatives.

Pour en terminer avec la question de la localisation des émeutes, notons qu'il n'existe pas de lien direct entre de mauvaises conditions de logement et les «émeutes»: parmi les 146 000 personnes qui vivent dans des caravanes, les 200 000 qui vivent dans les rues (et dorment parfois dans des asiles de nuit), et 550 000 qui vivent dans des hôtels minables ou des chambres délabrées, donc parmi les 900 000 personnes qui subissent les pires conditions de «logement», la majorité d'entre elles ne vivent pas à proximité des cités des banlieues qui ont explosé en novembre 2005.

La gauche et les «jeunes de banlieue»

Selon M.B., **«les mouvements de gauche (...) ne veulent pas être contaminés par les jeunes banlieusards, ils font tout ce qu'ils peuvent pour les tenir à distance et dans certains cas ils ont collaboré avec la police pour les empêcher d'agir au centre de Paris»**. Quant à M.T., il déclare: **«Les banlieusards ont attaqué les étudiants des universités, les ont tabassés et dévalisés.»**

M.B., M.T. et sans doute Quadrelli lui-même mélangent (délibérément ?) différents événements, diverses périodes et différentes questions politiques. Tout d'abord, ils mélangent ce qui s'est passé en novembre 2005 (où il n'y a eu aucun conflit entre émeutiers et étudiants dans aucun endroit du territoire) avec ce qui s'est passé entre mars et mai 2006, et, de surcroît, à Paris seulement.

Durant le mouvement contre le CPE de 2006, des dizaines de milliers de lycéens, de collégiens et d'étudiants ont manifesté **à l'intérieur** des manifestations. Quelques centaines de jeunes gens, généralement des adolescents, sont intervenus **à l'extérieur** des manifs. Selon des observations faites par des camarades dans quatre manifestations parisiennes, ils étaient organisés en groupes rassemblant de 8-12 à 30 personnes. Le «jeu», pour eux, consistait à repérer un individu isolé (de préférence une adolescente ou un jeune à lunettes, pas très baraqué), **sur les marges** des manifestations. Si cet ado avait un portable à la main, un appareil photo ou une chouette veste, ils le jetaient à terre (grâce à la technique dite de «la balayette»), lui dérobaient très rapidement ce qui les intéressait, le tabassaient souvent violemment et partaient ensuite en courant. Ces jeunes avaient pour la plupart entre 14 et 18 ans, avec parfois un chef plus âgé, genre 25 ans. Ils n'ont **JAMAIS** affronté les manifestants, sauf le 23 mars 2006, sur la place des Invalides, où, à la fin de la manifestation, quelques groupes de sympathisants de la CNT ont finalement décidé de réagir contre ces agressions menées contre des individus isolés. Mais il est évident que la CNT n'a remis personne aux flics. L'une des raisons pour lesquelles les groupes révolutionnaires hésitaient à intervenir contre les agresseurs étaient que ceux-ci étaient généralement «noirs», d'après les concepts ethncistes de Quadrelli, et qu'ils craignaient d'être traités de racistes s'ils agissaient contre eux.

Il est arrivé, d'autre part, que des membres des syndicats de policiers ou bien du SO de la CGT interviennent contre des «racketteurs», ou contre des gens qu'ils considéraient a priori «suspects» (en fonction de quels critères ?) et remettent des jeunes aux flics. [A ce propos, un camarade de la CNT-AIT fait remarquer, sur le site Internet Noir et Rouge de cette organisation, que le SO de la CGT se serait livré à des agressions en quelque sorte «préventives» (pour reprendre le vocabulaire policier particulièrement bien adapté en cette circonstance) à caractère clairement raciste contre les jeunes à capuche d'origine africaine qui se promenaient en petits groupes sur les côtés des manifs anti-CPE. Il est difficile de faire la part du racisme, de la haine des jeunes et de la haine des «casseurs» dans ce type d'intervention, mais c'est effectivement fort probable.] Certains syndicats ont publiquement confirmé avoir remis des jeunes aux flics, mais cela n'a pas eu d'effet significatif, étant donné la rapidité et l'organisation des groupes très mobiles qui attaquaient des individus isolés sur les côtés des manifestations.

Donc, dans les citations ci-dessus de M.T. et M.B., l'usage des mots «gauche», «banlieusards» et «étudiants» est parfaitement trompeur et mystificateur.

«Banlieusards contre étudiants» ?

Durant la lutte contre le CPE, les «banlieusards» étaient opposés aux étudiants universitaires, pense M.B.: **«Les jeunes appartenant aux mouvements de gauche sont surtout des étudiants, tandis que les autres sont des travailleurs, des voleurs, des délinquants et, il n'y a aucune raison de le cacher, des petits trafiquants de drogue.»**

Mélanger la question générale de la composition sociale de la jeunesse d'extrême gauche (ou libertaire) avec les problèmes spécifiques qui se sont produits durant le mouvement anti-CPE ne facilite pas la compréhension, y compris des «émeutes» de novembre qui s'étaient produites plusieurs mois auparavant.

La composition sociale des étudiants aujourd'hui est très différente de celle des années 60. La moitié des étudiants travaillent à mi-temps, avec des CDD, etc. Dans les universités situées dans les banlieues, on trouve une proportion plus élevée de fils d'ouvriers et d'employés qu'à Paris intra muros. À l'échelle nationale, les ouvriers et les employés constituent 60% de la population active et leurs enfants ne représentent que 22% des étudiants, c'est-à-dire une minorité quand même significative. Après la quatrième année, ce pourcentage tombe à 12% et diminue encore davantage pour ceux qui arrivent à passer un doctorat ou l'agrégation. La situation est donc plus complexe que le tableau simpliste présenté par Quadrelli et ses interlocuteurs.

Par contre, il est exact qu'il existe une différence importante (et ce, qu'elles que soient leur origine nationale ou leur couleur de peau) entre ceux qui ont arrêté d'étudier à 16 ans, ceux qui sont au chômage (titulaires d'un bac ou d'un diplôme universitaire), d'un côté, et, de l'autre, ceux qui étudient encore au lycée ou à la faculté. Leur réalité et leurs espérances quotidiennes sont très différentes, même si, dans la classe ouvrière, on peut trouver des représentants des trois groupes ci-dessus dans la même famille. L'exemple classique étant la sœur qui réussit ses études et le frère chômeur ou en échec scolaire. Mais présenter ces contradictions, bien réelles, comme une opposition de classe entre, d'un côté, des «Noirs» pauvres des banlieues et, de l'autre, des étudiants «blancs» parisiens des classes moyennes est à la fois factuellement erroné et politiquement absurde.

En ce qui concerne le caractère majoritairement «petit-bourgeois» de la «jeunesse d'extrême gauche», l'argument est déjà un peu moins fantaisiste, mais il demanderait à être étayé et discuté. Spécialement quand ceux qui balancent ces jugements définitifs appartiennent au même milieu social que ceux qu'ils dénoncent violemment.

Systeme scolaire et selection sociale

«Les banlieusards posent un problème exactement opposé à celui posé par la jeunesse des classes moyennes», prétend M.T.

Tout dépend ce que l'on appelle les «classes moyennes» (si l'on y inclut ou non les employés, les professeurs, les ingénieurs, les travailleurs

sociaux, etc.) et ce que l'on appelle les «lycées». Si l'on considère les lycées professionnels, l'affirmation de M.T. est inexacte. Tout comme si l'on prend en compte que, parmi les 500 000 jeunes qui ont eu le baccalauréat l'année dernière, 35% étaient des fils d'employés ou d'ouvriers.

Bien sûr, la sélection sociale est sans pitié, mais elle a été retardée dans le temps, si l'on observe l'évolution à long terme enclenchée depuis les années 60. Comme cette sélection n'est pas aussi évidente qu'il y a quarante ans, elle peut nourrir de profondes frustrations sociales et un bas niveau d'estime de soi, pour ceux qui ne voient pas, ou ne comprennent pas, comment le système fonctionne. Mais, en même temps, le système scolaire (y compris l'université) reste le seul moyen de grimper un peu dans l'échelle sociale.

Pour compléter le tableau, signalons que 100 000 jeunes quittent le système scolaire chaque année à l'âge de 16 ans et sans aucun diplôme. Parmi ces 100 000 adolescents, 30% sont des fils d'ouvriers, une autre forme de sélection sociale cachée qui s'opère à travers le système scolaire.

Les enfants de la classe ouvrière abandonnent plus souvent leurs études avant le bac, ils obtiennent leur bac à un âge plus avancé et ils hésitent davantage à entrer à la fac, même s'ils ont le bac, que les enfants des «classes moyennes». C'est maintenant à l'intérieur du système universitaire lui-même que la sélection sociale se déchaîne, même dans les Instituts universitaires de technologie, qui offrent un cursus de deux ans et comprennent 50% d'enfants de la classe ouvrière.

Pour toutes ces raisons il est absurde d'opposer en bloc les «banlieusards» aux «étudiants», comme s'il s'agissait de deux blocs sociaux et ethniques homogènes.

«Pires que les flics ?»

Pour eux [les banlieusards], les lycéens et les étudiants sont encore pires que les flics», déclare M.T.

Cette affirmation est absurde et réactionnaire. Bien sûr, on pourra toujours trouver des gens qui tiennent ce genre de propos. Mais affirmer que, dans les familles ouvrières, tous les jeunes haïssent leurs voisins ou les membres de leur famille qui étudient au lycée ou à la fac est loufoque. Légitimer politiquement cette manière de penser contribue à répandre une idéologie réactionnaire. Une démarche nationaliste fondée sur la race et la couleur de peau est réactionnaire – et même triplement réactionnaire quand on sait que ce genre de discours est tenu par M.T., une «Blanche», selon Quadrelli, qui a fait des études supérieures pour devenir travailleuse sociale...et donc appartenir à la «classe moyenne» qu'elle honnit ! Ce type de raisonnement renforce le discours de la classe dominante qui est en substance: «La connaissance n'est pas importante pour vous, seule une élite peut réussir à étudier et comprendre ce monde, acceptez donc d'être des esclaves salariés.» Et M.T. va encore plus loin puisqu'elle explique que

les «banlieusards» éprouvent, d'une certaine façon, plus d'empathie pour les flics, qui font le sale boulot, que pour les étudiants qui, selon elle, «profiteraient» de l'existence des policiers. La droite réactionnaire et l'extrême droite ont toujours su habilement exploiter le ressentiment anti-intellectuel et soutenir l'«énergie vitale» masculine du peuple, qu'ils opposent au manque de virilité des «intellectuels». Il est donc lamentable de voir un anthropologue radical entériner en silence ce genre de propos réactionnaires.

Une mythification de la culture étudiante en 68

Selon M.T.: «68 est mort et enterré depuis longtemps et, au sein du monde étudiant, il n'existe plus de liens communs. Il n'y a plus de culture, de philosophie politique ou d'idéologie qui rassemble les étudiants: en pratique, ils ne font que reproduire les différenciations sociales dans lesquelles ils sont plongés. Si, à une époque, être étudiant signifiait placer les individus dans une zone sociale suspendue où la condition étudiante était un facteur d'unification, aujourd'hui et depuis longtemps ce n'est plus vrai.»

Il existe certainement un fossé politique entre ceux qui ont commencé à militer dans les années 80 ou après, et ceux qui ont commencé dans les années 50 et 60. La nostalgie que semble éprouver M.T. pour une culture étudiante commune ayant un potentiel radical repose sur un mythe ou sur un manque d'information. Jusqu'à la guerre d'Algérie, le mouvement étudiant français était politiquement très modéré, et l'UNEF (qui tombera plus tard entre les mains de gens en théorie plus à «gauche») coopérait sans problème à la reproduction du système... comme elle le fit par la suite d'ailleurs, mais sous une autre forme. La rhétorique «marxiste» des intellectuels des années 60, et des groupes maoïstes et trotskystes, dominait bruyamment les milieux de gauche, spécialement dans les universités, et plus tard dans les lycées. Mais il n'existait pas une culture étudiante de masse au contenu radical ou révolutionnaire (un tel phénomène aurait d'ailleurs posé un problème grave au Capital dans n'importe quel pays). À l'époque (un peu avant 1968 et la décennie qui suivit), la majorité du milieu étudiant était politiquement neutre, avec parfois une petite curiosité pour les idées «contestataires», et seule une minorité éprouvait de fortes sympathies pour l'extrême gauche et les libertaires.

Les rapports de force politiques au sein de la jeunesse étudiante sont aujourd'hui différents: il existe toujours des groupes d'extrême droite, comme dans les années 60; mais la majorité des étudiants, de droite ou de gauche, sont plus modérés voire conservateurs (on en a eu une bonne illustration d'ailleurs durant le mouvement contre le CPE où des AG de grévistes voulaient parfois faire voter... les non-grévistes présents !): ils veulent avoir un boulot le plus vite possible, parce que leurs parents ont fait des sacrifices pour payer leurs études, phénomène qui n'existait pas dans les années 60 (à part pour quelques boursiers) quand les universités n'étaient ouvertes qu'aux couches supérieures de la petite bourgeoisie, à

la moyenne bourgeoisie et à la grande bourgeoisie. Et aujourd'hui les étudiants «révolutionnaires» constituent une infime minorité que personne n'écoute, excepté durant les mouvements étudiants où leur audience s'accroît un petit peu tout en restant marginale.

Il est plutôt curieux que des «radicaux» du XXI^e siècle regrettent (sans le savoir, probablement) la culture bourgeoise de la jeunesse étudiante élitiste des années 60.

Deux statistiques suffiront pour illustrer le changement qui s'est produit depuis 40 ans. En 1960, la France avait 50 millions d'habitants et 220 000 étudiants; aujourd'hui il y a 2,5 millions d'étudiants pour 67 millions d'habitants.

Les pseudo-concepts de la gauche multiculturaliste réactionnaire

«**Les trois couleurs Black-Blanc-Beur**», écrit Quadrelli.

«Beur» ne fait absolument pas référence à une couleur de peau, mais est le mot verlan pour «Arabe». Quant aux «Arabes» (concept vague et qui englobe aussi, pour ceux qui l'utilisent sans en connaître le sens précis, les Turcs, les Iraniens, les Kabyles et les Berbères qui ne sont pas Arabes !) ils sont loin de se considérer comme des «Noirs», étant donné l'importance historique du commerce d'esclaves africains et les préjugés raciaux contre les Africains qui existent dans les pays arabo-musulmans. Enfin, en français, le mot de «Blacks» est extrêmement suspect. On peut se demander s'il n'a pas connu une telle vogue justement parce que la gauche multiculturaliste «blanche» française avait peur de nommer ouvertement la couleur «noire», et était dans le même temps incapable de dépasser de pseudo-identités dermiques... ou «dermocentrées» pour parler le charabia universitaire ? On se rappellera à ce propos le slogan particulièrement absurde et réactionnaire de «République métissée», inventé par SOS-Racisme. Absurde car la notion de République (du moins selon la tradition de la Révolution française) est absolument incompatible avec la notion de «races». Réactionnaire parce qu'elle fait le jeu du Front national en sous-entendant que tous ceux qui ne pratiquent pas le métissage seraient «racistes» et antirépublicains.

Les termes de «Blacks, Blancs, Beurs» ont été lancés par la gauche réformiste antiraciste, les chanteurs de rap, les journalistes de la télévision et de la radio, etc. Pourquoi devrions-nous leur accorder le moindre crédit et les utiliser comme une arme de la critique sociale ?

Les élections de 2007 et les banlieues

«(...) comme cela semble évident même pour un observateur superficiel, l'élection présidentielle française se fera dans une grande mesure autour du thème de la banlieue»; «Nicolas Sarkozy, pour la droite, et Ségolène Royal, pour la gauche, considèrent la "question des banlieues" comme le nœud central de leurs projets gouvernementaux, comme on peut s'en rendre compte en jetant un coup d'œil rapide à la façon dont les médias

rendent compte de leurs programmes électoraux», écrit Quadrelli.

Si la droite et la gauche ont certainement déployé davantage d'efforts pour gagner des voix dans les quartiers ouvriers que durant les campagnes présidentielles précédentes (Sarkozy prétendait visiter une usine par jour !), les émeutes de novembre et la situation des banlieues (qui continue à se détériorer) n'ont pas été évoqués dans la propagande de la gauche et de la droite. Il y a eu une sorte d'accord implicite entre les grands partis pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, donc pour éviter la question des émeutes et des quartiers les plus pauvres. Les mots les plus utilisés étaient des termes comme «douleur, souffrances, difficultés, petites retraites, les gens qui souffrent», etc. Etant de bons chrétiens, les trois principaux candidats (Bayrou, Royal et Sarkozy) n'ont eu aucune difficulté à utiliser un langage de dames de charité et à ne toucher à aucune question sociale brûlante. Si Bayrou et Royal se sont personnellement rendus dans des banlieues «difficiles», Sarkozy n'a pas pu parader dans les rues et les marchés des quartiers populaires, comme l'ont fait, parfois, ses concurrents.

Quadrelli ne pouvait pas le savoir quand il a écrit son article, mais aujourd'hui, 4 mois après la formation du gouvernement Fillon, aucune mesure n'a encore été annoncée pour les banlieues. Fadela Amara risque fort d'être obligée de démissionner si elle veut tenir sa promesse...

Le rôle de la Guerre d'Algérie dans l'imaginaire des émeutiers

Quadrelli, dans une note, souligne **«la force de la présence de la guerre d'Algérie au niveau imaginaire, au cours de l'automne français»**.

Cette phrase reflète le manque d'information de l'auteur qui ne fait ici que nous servir un copier-coller des idées confuses et contradictoires du MIB et des Indigènes de la République. Et si l'on choisit de privilégier cette interprétation, alors on renforce inévitablement l'explication raciale des émeutes de novembre qui a été avancée par l'extrême droite et par la droite.

On ne peut pas à la fois prétendre qu'il y avait beaucoup de **«mauvais Blancs»** (comme le dit un des interlocuteurs de Quadrelli) parmi les émeutiers et que la guerre d'Algérie jouait un rôle central dans leur imagination. On ne peut en même temps prétendre que les immigrés et leurs enfants vivent sous une domination post-coloniale en France et que la jeunesse – à travers quels moyens ? les manuels scolaires ? ils sont dénoncés comme colonialistes !!! – est bien informée de la guerre d'Algérie.

Dernière incohérence: les jeunes Africains, les Franco-Africains et les Antillais n'ont aucune relation affective ou politique avec la guerre d'Algérie. Par quel miracle cette guerre jouerait-elle donc un rôle important dans leur mémoire collective ?

Il y a cependant un élément à retenir de la remarque de Quadrelli, même si cela nous amène à une conclusion différente. Dans la mémoire collective de la classe dirigeante française, et spécialement parmi les

cadres de l'armée française et parmi les officiers de police, l'expérience militaire de la guerre d'Algérie, en Algérie comme en France, n'a pas été perdue. Et les leçons ont été transmises aux dirigeants des forces de répression actuelles.

Malheureusement, du côté des opprimés, il est à craindre que l'expérience concrète de ceux qui ont soutenu la lutte de libération du FLN algérien (guérilleros algériens en Algérie, soldats français déserteurs ou militants français anticolonialistes) n'ait pas été massivement transmise aux jeunes générations, même dans les quartiers ouvriers.

Y.C.

Notes

1. La droite et les Renseignements généraux ont mis l'accent sur la participation de jeunes Franco-Africains ou Africains aux émeutes. Ils ont essayé d'établir un lien entre les émeutiers et les familles nombreuses africaines ou franco-africaines (faussement présentées comme toutes polygames, alors que ce problème, certes réel, ne concerne qu'une minorité d'entre elles) dans certains quartiers. Il n'existe pas de statistiques à l'échelle nationale, mais d'après les quelques enquêtes menées localement à la sortie des prétoires, on sait que les émeutiers venaient de toutes les origines et qu'il est donc difficile de leur coller une étiquette ethnique.

2. En fait, ceci n'est pas tout à fait exact: sur le Net on peut trouver au moins une analyse assez proche de ce que racontent Quadrelli et ses interlocuteurs, mais sans que ce site fournisse de preuves sérieuses à l'appui de sa démonstration.

Pour plus de détails voir cettesemaine.free.fr/cs91/cs91novembre.html

Et il existe aussi quelques livres récents qui, dans un style ampoulé et radical, généralement influencé par le post-situationnisme, font l'éloge des émeutiers de novembre, mais là aussi sans présenter d'éléments factuels solides pour étayer leurs discours généralement creux.

3. Cette hypothèse est plutôt tirée par les cheveux, comme le montrent les statistiques de la nuit du 1^{er} au 2 novembre 2005: selon Associated Press (et «Cette Semaine» reproduit ces chiffres sans le moindre commentaire), 268 voitures privées ont été brûlées ce soir-là, et **trois** voitures de police attaquées, donc même pas brûlées.

4. C'est tout à fait délibérément que nous utilisons ce terme. En effet, dans son dernier livre *Goodbye Mr Socialism*, Toni Negri affirme cyniquement que «l'alliance de Staline avec les nazis était un «acte de lucidité stratégique»; qu'il «est absurde de tenter d'accuser l'URSS de comportements antisémites»; que le «Thermidor stalinien a été une machine de modernisation formidable pour la Russie»; et que le «régime bénéficiait de l'adhésion et du quasi-soutien de la quasi-totalité de la population» ! Que ce lèche-cul du stalinisme passe encore pour un penseur radical fait partie de ces mystères inexplicables.

5. Carlos Marighella, *Mini manuel de guérilla urbaine*. Une version condensée de ce texte se trouve sur le site marxists.org

Forces de répression et guérilla urbaine

L'article d'Emilio Quadrelli et le contenu de ses entretiens avec des «guérilleras noires» françaises posent plusieurs problèmes politiques généraux. Cet article, ainsi que les deux suivants, se concentrera sur trois divergences politiques fondamentales, sans bien sûr épuiser le sujet:

- Il nous semble que, pour discuter des aspects militaires d'une stratégie révolutionnaire aujourd'hui, il faut avoir une bonne connaissance de l'ennemi, de son armée et de sa police; visiblement cette connaissance fait défaut aux interlocuteurs de Quadrelli et à notre anthropologue radical;

- Les «guérilleras» interviewées font l'apologie de la guérilla urbaine décentralisée, mais elles ne se sont apparemment livrées à aucun bilan des expériences militaires révolutionnaires antérieures, et mélangent, dans une confusion totale, les différentes formes de lutte armée;

- Quadrelli et ses interlocutrices veulent raciaiser les questions sociales et cette position nous paraît suicidaire.

La haine des flics ne résout rien

Haïr la police et les flics ne permet absolument pas de résoudre le principal problème qu'ils nous posent: comment obtenir leur soutien ou, au moins, leur neutralité? Durant toutes les révolutions sociales ou nationales victorieuses, les forces de répression (police, armée, services secrets et police politique) ont connu une crise et des scissions. La ligne de fracture s'est parfois opérée autour de la division entre les éléments professionnels et non professionnels (les appelés). C'est pourquoi nous devons être attentifs aux dissensions qui peuvent apparaître dans l'appareil de répression et surveiller si elles ne renforcent pas les groupes ou partis fascistes.

Alimenter la haine de la jeunesse contre la police ne produit aucun résultat politiquement intéressant. Pour qu'une discussion sur la guérilla urbaine prenne une tournure plus concrète, il faut commencer par identifier l'ennemi et ses moyens matériels.

En France, il existe deux groupes différents de policiers armés:

Les «gardiens de la paix» de la DCSP

Ils sont chargés de la «sécurité publique» sur une base locale (environ 78 000 personnes dont 6 700 officiers) et dépendent de la DCSP, Direction centrale de la sécurité publique. Les BAC (Brigades anticriminalité) appartiennent à cette catégorie de policiers actifs dans les rues: leurs membres sont particulièrement motivés, car ils doivent servir pendant trois ans avant de passer une série de tests physiques – et même un entretien avec un psychologue.

Les flics qui dépendent de la DCSP (ceux qu'on appelle parfois encore

les «gardiens de la paix» – un terme bien révélateur) peuvent habiter dans la zone où ils «travaillent», ou pas. La DCSP a recruté des Antillais dans ses rangs mais très peu de Franco-Africains et de Franco-Maghrébins (l'armée est, sur le plan de la «diversité», un peu plus en avance que la Maison Poulaga, même si ça coince au niveau de la promotion hiérarchique, comme l'a noté le CRAN, tout triste de ne pas voir de hauts gradés «noirs» ou maghrébins lors du défilé du 14 juillet ! Jusqu'où va se nicher l'antiracisme réactionnaire !).

Mais dans les cités ouvrières les plus isolées, les flics de la DCSP (ceux qui sont idéalisés par la gauche et les trotskystes de Lutte ouvrière comme les éléments d'une possible «police de proximité») sont la plupart du temps physiquement absents (en effet, les flics de proximité ne sont que 4 000 à l'échelle nationale). C'est pourquoi la gauche réformiste, Lutte ouvrière et certaines associations réclament plus de policiers locaux. Cette position est politiquement très dangereuse, mais sa critique ne pourra être véritablement comprise que le jour où les habitants des quartiers seront prêts à s'organiser eux-mêmes, et assez nombreux pour résoudre la plupart des questions de sécurité et de voisinage eux-mêmes. C'est très très loin d'être une perspective immédiate, surtout dans les quartiers où prospèrent le trafic de drogue et des bandes bien organisées. Et cela explique peut-être pourquoi les projets sécuritaires avancés par la droite et la gauche sont en fait populaires parmi une partie de la classe ouvrière («blanche» ou pas). En d'autres termes, beaucoup de travailleurs haïssent les «méchants» flics racistes, mais ne sont pas hostiles à une «bonne» police «républicaine».

Les CRS ou Compagnies républicaines de sécurité (15 000).

Créée en décembre 1944, cette force de police a été fondée par le gouvernement de Gaulle. En janvier 1945, les groupes de résistance contrôlés par les stalinien furent intégrés dans la police pour remplacer les gardes mobiles. Ils étaient censés «restaurer l'ordre public», «poursuivre les collaborateurs, mettre fin à la contrebande, et réprimer les activités liées au marché noir». Mais comme, dans certaines régions, les CRS restaient indépendants, le ministre socialiste Jules Moch réorganisa les CRS afin de repérer les flics stalinien, de les isoler et de les licencier. Après que la mairie et le tribunal de Marseille eurent été attaqués en novembre 1947 par des militants du PCF et de la CGT, sans que les CRS locaux interviennent, deux compagnies de CRS furent dissoutes par Jules Moch parce qu'elles n'étaient pas considérées comme suffisamment «sûres».

En 1948, pendant la grève des mineurs et durant tous les conflits des années ultérieures, l'Etat fit systématiquement appel aux CRS.

Il les utilisa aussi contre les manifestations de paysans (1), de petits commerçants ou de routiers. Aujourd'hui, les CRS provoquent et harcèlent souvent les jeunes Franco-Africains et Franco-Maghrébins à l'entrée des grandes cités, dans les gares, etc. Organisés en 61 compagnies et regroupés dans 10 unités régionales, ils sont répartis sur tout le territoire. Ils passent la plupart de leur temps à parcourir le pays de long en large, et n'ont pas de liens stables avec la population locale,

en raison de cette mobilité permanente. Ce mode de vie facilite évidemment le lavage des cerveaux et le développement d'idées réactionnaires en leur sein. Les CRS attirent généralement des gens qui ont un bagage scolaire limité. Et des types qui (même si, au départ, ils choisissent ce job parce qu'ils ne trouvent pas d'autre moyen de gagner leur vie) savent quel genre de sale boulot ils auront à effectuer: casser du manifestant ou de l'émeutier. Les CRS recrutent aussi des flics de la DCSP qui veulent plus d'«action».

Les CRS exercent également d'autres fonctions (surveiller les plages, sauver des montagnards ou des alpinistes en difficulté, surveiller les autoroutes, rester assis pendant des heures à taper la belote près des bâtiments officiels, etc.) qui constituent la face «sociale» de leur activité répressive.

En dehors de ces deux forces de police classiques, il faut, pour être complet, mentionner un vivier d'agents de la répression, le plus souvent non armés mais prêts à l'être si la loi changeait, constitué par les différentes polices municipales dont les effectifs sont passés de 5 000 à 19 000 hommes depuis 1983. Mais il y a surtout une force beaucoup plus importante qui, elle, dépend pour le moment de l'armée:

La gendarmerie nationale

Très actifs sur l'ensemble du territoire, mais dans les villes de moins de 20 000 habitants et dans les campagnes, les 90 000 gendarmes habitent dans des casernes ou en appartements, et disposent de pouvoirs administratifs, judiciaires et militaires. Parmi eux, il faut mentionner les gendarmes mobiles (17 000), une force militaire particulièrement dangereuse, que l'Etat utilise contre les manifestants, mais aussi dans le cadre de conflits dans d'autres pays (Liban, Kosovo, Côte-d'Ivoire, etc.) au service des intérêts de l'impérialisme français.

Et à ces policiers et gendarmes armés (183 000), il faut ajouter environ 250 000 soldats répartis entre la marine, l'aviation et l'armée de terre. Soit un total de **433 000** personnes qui ont à leur disposition toutes sortes d'armes, de chars, d'avions et de bateaux pour écraser n'importe quelle insurrection.

Une conception simpliste de la guérilla urbaine

C'est seulement en prenant en compte les différents objectifs, les diverses fonctions et le recrutement social des différentes forces militaires et policières que l'on pourrait commencer à réfléchir à une stratégie politique efficace pour les combattre et les vaincre.

Visiblement ni Quadrelli, ni les guérilleras ne se sont posé ce genre de problème. Ils en sont restés à une approche simpliste de la guérilla urbaine: ils mettent tous les flics et les militaires dans le même panier, les traitent tous comme des ennemis qu'il faudrait cogner aujourd'hui et tuer demain. Cette approche suicidaire ne prend même pas en compte les écrits et l'expérience des icônes de la guérilla dont les «guérilleras noirs» nous vantent les mérites.

Tous les mouvements de libération nationale victorieux ont infiltré les forces de police et l'armée; ils avaient une propagande spécifique en

leur direction, propagande qui ne se limitait pas à une alternative primaire, du genre «Quittez l'uniforme... sinon on vous bute !»

Commentaire de Wil Barnes

«Je ne suis pas d'accord avec ta position. Certes, il faut tout faire encourager une scission de masse à l'intérieur des forces de répression, mais, à mon avis, elle ne se produira que dans les forces militaires qui ne sont pas professionnalisées, les soldats et les marins qui sont obligés de faire leur service, ou ceux qui sont des volontaires à temps partiel (comme la Garde nationale aux Etats-Unis¹), qui signent un contrat de courte durée ou font un service obligatoire d'environ deux ans. Mais les militaires professionnels – à part quelques exceptions, un officier ici ou là – ne passeront pas de notre côté.

Il y a au moins un élément positif: les professionnels représentent aujourd'hui une toute petite élite par rapport à la masse des soldats ou policiers de base que nous devons amener à rompre avec l'Etat. C'est particulièrement évident pour les cadres des polices urbaines, des polices politiques, des services secrets qui, aux Etats-Unis, ont une organisation professionnelle et militaire sophistiquée. Les policiers des villes (qui aux Etats-Unis sont municipaux et ne font pas partie d'une force nationale) incarnent l'Etat au niveau local, sur le terrain, dans la rue, en quelque sorte. Qu'ils soient salariés ou pas, ce ne sont pas des travailleurs. Il est impossible de les «gagner» à notre cause. Dans une situation révolutionnaire, qui évidemment ne correspondra pas à leurs intérêts, ces éléments se disperseront, se cacheront, et seront parfois attaqués par des foules d'hommes et de femmes.

D'autres, comme les cadres de la police, les officiers de l'armée, les membres des services secrets organiseront immédiatement l'avant-garde de la contre-révolution, comme ce fut le cas des Corps francs en Allemagne après la Première guerre mondiale ou de l'OAS en France plus tard.»

Même à une échelle microscopique, la pratique de la guérilla urbaine, dans la situation actuelle en Europe occidentale, aide l'Etat bourgeois démocratique à jouer son rôle soi-disant protecteur: brûler des bus qui

¹Aux Etats-Unis, cette force présente dans chaque Etat est supposée être déployée dans les situations d'urgence locale, telles qu'une catastrophe naturelle, une «émeute», etc. Après la grève nationale des cheminots de 1877, celle des travailleurs de la société Pullman (wagons-lits) en 1894 et celle des sidérurgistes de 1919, toutes trois réprimées par l'armée, à partir donc des années 1930, la Garde nationale fut toujours la première à intervenir contre les actions de masse des travailleurs, à l'appel du gouverneur de chaque Etat. Fréquemment, ces interventions ont échoué, car les membres de la Garde nationale retrouvaient face à eux, dans les piquets de grève, leurs frères, leurs sœurs, leurs parents, ce qui ouvrait la possibilité de les gagner à la cause des grévistes. Récemment, cette force a été en partie détruite par Bush-Cheney car ils l'ont utilisée en Irak (**Wil Barnes**).

viennent déjà rarement dans les banlieues isolées; mettre le feu à des crèches qui permettent aux femmes d'aller bosser pour gagner de petits salaires et survivre; cramer des écoles qui sont le seul moyen pour leurs enfants d'avoir un meilleur boulot que leurs parents; brûler des bureaux de poste ou attaquer des pompiers, tous ces actes n'ont aucun lien évident, pour les travailleurs, avec le fait de lutter contre l'agressivité permanente et le racisme de nombreux policiers. Cela ne signifie pas que la masse des habitants des «quartiers» ne comprennent pas la révolte des jeunes (leurs propres enfants ou les enfants des voisins), mais il y a une différence entre comprendre, approuver, soutenir activement et participer à une émeute. Quadrelli et ses guérilleras effacent toutes ces nuances dans leurs «analyses», d'une façon purement artificielle et démagogique.

Dans la situation actuelle, la pratique de la guérilla urbaine présente encore d'autres graves inconvénients:

- elle renforce l'idéologie répressive, populaire dans une bonne partie de la classe ouvrière (franco-gauloise ou pas), comme l'a montré la récente victoire aux élections présidentielles de Nicolas Sarkozy le 6 mai 2007, et même la petite victoire de la droite qui a suivi, le 17 juin 2007;

- elle accroît la coupure entre ceux qui affrontent physiquement les forces de police et ceux qui n'y sont pas encore prêts (pendant le CPE, par exemple, il pouvait y avoir 300 000 manifestants dans les rues de Paris et 1000 jeunes prêts à se battre, qui évidemment constituaient une cible facile pour les flics);

- elle permet à l'Etat d'inventer de nouvelles tactiques pour à la fois repérer des éléments «violents» et les arrêter sans toucher à la foule. On a pu voir ces tactiques en action pendant la lutte contre le CPE, durant laquelle les flics en uniforme «patientaient» jusqu'à la fin des manifestations; l'Etat envoyait donc des centaines de flics en civil, qui agissaient en petits groupes, prenaient des milliers de photos et filmaient les éléments qui dissimulaient leur visage, organisaient l'arrestation des petits groupes mobiles de jeunes racketteurs avec l'aide des policiers en uniforme disséminés dans les rues parallèles, etc. Un autre exemple: l'utilisation systématique d'hélicoptères durant les émeutes de novembre 2005 afin de mieux coordonner la répression entre les différentes forces de police.

Les techniques de contre-guérilla

Le chef d'escadron Talarico, de l'armée française, décrit comment certaines tactiques utilisées par les émeutiers de novembre sont proches de celles défendues par Carlos Marighella dans son *Mini manuel de guérilla urbaine*. Cela avait déjà été remarqué par la presse à propos des événements de Grigny. Ce qui est intéressant, dans l'article de Talarico (2), c'est la liste de mesures qu'il préconise pour contrecarrer demain des émeutes de plus grande ampleur, qu'elles soient dirigées par un groupe révolutionnaire ou islamique (**sic**):

- couper les relais utilisés pour les téléphones portables et brouiller les communications VHF,

- équiper les policiers de terrain avec de moyens de vision nocturne,
- équiper des hélicoptères avec de jumelles de vision nocturne, des caméras thermiques, des GPS et des systèmes cartographiques, etc., pour repérer les personnes situées sur les toits et les groupes d'émeutiers mobiles;
- déployer des hélicoptères transportant des tireurs d'élite,
- utiliser des hélicoptères transportant des troupes d'élite capables d'atterrir sur le toit des immeubles,
- faire circuler des drones munis de caméras infrarouges (cette proposition a d'ailleurs été adoptée en octobre 2007 par le ministère de l'Intérieur qui a expliqué que ces drones avaient déjà été expérimentés en Seine-Saint-Denis, sans bien sûr que les maires soient prévenus).

Ces quelques propositions montrent l'irresponsabilité de ceux qui poussent les jeunes des quartiers à affronter physiquement les forces de police sans aucune préparation, sans aucune organisation ou programme politique et en l'absence d'une situation de guerre civile.

L'ennemi de classe a tout le temps et tous les moyens disponibles pour mettre au point une stratégie de contre-guérilla; par conséquent, une stratégie révolutionnaire devrait, au minimum, prendre en compte les capacités de l'adversaire et ne pas se contenter de phrases incantatoires.

En fait, la notion de guérilla urbaine est souvent fondée sur une idée simplette, mais même pas explicitée: la répression se renforcera de plus en plus, les forces de police tueront plusieurs personnes, et alors éclatera une révolte de masse, plus ou moins spontanée, et l'État s'effondrera tout seul – appareil de répression compris.

Dans les Etats démocratiques occidentaux (au moins en Europe de l'Ouest depuis la Seconde Guerre mondiale – les Etats-Unis étant un cas à part, où l'usage des armes à feu contre les manifestants est plus fréquent), les forces de police n'utilisent généralement pas leurs armes contre les manifestants. Quand ils tuent des gens, c'est le plus souvent avec leurs matraques, ou avec des armes prétendument défensives (flashball, taser, etc.) rarement avec des balles réelles.

Les techniques de répression conçues pour contrôler les actions de rue se perfectionnent sans cesse (par exemple, durant les manifestations anti-CPE, les flics ont utilisé des projectiles type paintball pour attraper les «émeutiers» un peu plus tard), et ce renforcement permanent des techniques de répression ne correspond pas à une augmentation parallèle du nombre d'émeutiers prêts à les affronter.

Un conflit asymétrique

La guérilla urbaine n'aurait un sens que si elle faisait partie d'un plan plus général pour entraîner les manifestants à une confrontation militaire avec l'Etat dans le contexte d'une guerre civile. Mais une guerre civile se déroule-t-elle en ce moment en Europe occidentale, ou est-elle sur le point d'éclater ? Si l'on défend une telle hypothèse, alors on doit être capable de prévoir et expliquer quelles seront les prochaines étapes du combat. Sinon, on joue avec les mots dans le monde virtuel d'Internet, ou, plus grave, avec la vie de quelques jeunes

révoltés qui croient sincèrement que la révolution sociale se produira rapidement et sont prêts à aller en prison ou même à risquer leur peau pour elle.

En ce qui concerne les pays où les flics tirent fréquemment sur les manifestants (en Amérique du Sud ou en Afrique, par exemple), les confrontations entre les émeutiers et les flics n'ont jamais mené à la croissance d'un mouvement de résistance armé, du moins jusqu'à maintenant. Au Venezuela, le Caracazo (cinq jours d'émeutes en février 1989) a conduit indirectement au premier coup d'Etat (raté) de Chavez en 1992, mais pas au développement de la moindre guérilla urbaine ou de la moindre guerre civile. En 2006, la dernière grève générale de trois mois en Guinée, qui était un mouvement de masse authentique, n'a provoqué la formation d'aucun mouvement de guérilla.

Ceux qui promeuvent la tactique de la guérilla urbaine dans les Etats impérialistes occidentaux ignorent généralement le rôle des forces armées professionnelles et ne se focalisent que sur les forces de police, ce qui est une erreur grossière, spécialement dans un pays comme la France qui a un minimum de 433 000 hommes armés pour une population de 67 millions d'habitants. On n'affronte pas des tanks, des avions qui lancent des bombes et des bateaux qui lancent des missiles, seulement avec des kalachnikovs et des grenades achetées aux réseaux contrôlés par le crime organisé et les groupes djihadistes-terroristes.

Si l'on veut discuter de l'insurrection armée dans les pays impérialistes occidentaux, on doit aller beaucoup plus loin que simplement tabasser trois flics dans une rue isolée, ou balancer quelques cocktails Molotov sur des voitures de police ou quelques pierres sur un bâtiment administratif vide et ensuite s'enfuir en courant.

Y.C.

Notes

1. Les manifestations de paysans sont très fréquentes en France: par exemple, entre 1982 et 1990, sur 152 manifestations surveillées par les CRS, 39% mobilisaient des paysans, 19% des ouvriers et 14% des lycéens et des étudiants.

2. Ceux qui s'intéressent au point de vue de notre ennemi de classe liront avec profit «Guérilla et violences urbaines» sur l'un des sites de l'armée française: www.college.interarmees.defense.gouv.fr/spip.php?article_639.

Ce texte explique pourquoi ni les islamistes ni les trafiquants de drogue n'ont joué le moindre rôle dans les «violences urbaines». Même si l'auteur affirme que les combats entre les «jeunes des banlieues» et les flics offraient quelques similitudes avec la guérilla urbaine, il conclut que cela ne découlait pas d'une stratégie cohérente. Il énumère aussi quelques mesures de contre-guérilla, évoquées ici.

Sur les différentes formes de lutte armée

Dans leur soutien enthousiaste, et parfois aveugle, à la violence «révolutionnaire», Quadrelli et ses interlocuteurs guérilléristes mélangent, de la façon la plus confuse, différents phénomènes sociaux et politiques. Ils sont révoltés par l'exploitation capitaliste, mais aussi par le racisme, le sexisme et toutes les formes de domination, et cette révolte est bien sûr quelque chose que nous partageons. Mais les «guérilleras» semblent aussi fascinés par la violence d'une façon très élémentaire. Comme si le plus important était de montrer qu'on a des «couilles» et de pratiquer le culte de tous les gens courageux qui ont eu des «couilles» face à leurs oppresseurs. Cette fascination abstraite pour la violence va de pair avec deux erreurs létales:

- la croyance aveugle dans la pseudo-rhétorique socialiste de nombreux courants tiers-mondistes et nationalistes (de Lumumba aux guérilleros vietnamiens et algériens),
- et l'idée naïve implicite que, lorsque les opprimés prennent les armes, ils luttent automatiquement pour une cause juste.

Si l'on observe les combats fratricides entre le Hamas et l'OLP, ou en Irak entre les différentes fractions qui veulent chasser les forces d'occupation américaines, on comprend que la violence armée, en elle-même, n'a rien de révolutionnaire, ni même de progressiste. Elle doit être liée à un programme socialiste détaillé, à des formes d'organisation démocratique des ouvriers, des paysans et des opprimés. Si l'on considère la violence comme une question purement militaire, alors on ne fait que reproduire les formes traditionnelles de la politique bourgeoise. Et cela s'est vérifié dans l'expérience de nombreux mouvements de guérilla.

Des modèles différents

La guerre de guérilla peut correspondre, hier comme aujourd'hui, à des situations très différentes:

- une guerre civile entre des classes séparées par des intérêts sociaux opposés, et mobilisant des millions d'exploités (on n'en a pas d'exemples «chimiquement purs» depuis 50 ans, la révolution hongroise de 1956 étant ce qui s'en rapprocherait le plus),
- l'autodéfense armée d'une minorité «ethnique» dans un Etat impérialiste, et qui défend une politique radicale-démocratique (les Black Panthers),
- des actions armées menées par des militants participant à des mouvements sociaux plus larges, militants ayant un programme «socialiste» ou libertaire confus (l'Autonomie italienne des années 70),
- le terrorisme urbain de groupes qui avaient une approche acritique vis-à-vis du stalinisme, concluaient éventuellement des alliances avec le

Bloc de l'Est et dont les principales cibles étaient liées à une lutte contre l'«impérialisme américain» déconnectée des luttes ouvrières (la RAF allemande et les Brigades rouges – même si ce n'était pas le cas pendant les toutes premières années de l'organisation italienne),

- des groupuscules occidentaux qui se sont transformés en mercenaires des mouvements de libération palestiniens avec l'aide de certains Etats du Moyen-Orient,

- des mouvements de libération de minorités nationales au sein des métropoles impérialistes européennes, mouvements qui promeuvent l'unité nationale de toutes les classes, y compris leur «bourgeoisie patriotique» (ETA),

- des luttes de libération nationale dans le vieux monde colonial où le capitalisme local était très faible, où aucune révolution bourgeoise ne s'était produite, luttes qui ont abouti à la constitution de régimes capitalistes d'État (FLN, FNL),

- des groupes qui ont essayé, après le succès de la révolution cubaine, d'appliquer son modèle (en combinant guérilla urbaine et guérilla rurale) et/ou de lutter contre les dictatures militaires d'Amérique du Sud (ainsi que contre l'influence de l'impérialisme américain), etc. (Tupamaros).

Et il existe probablement beaucoup d'autres modèles de luttes armées ayant des objectifs politiques et sociaux très différents. C'est pourquoi il est impossible de faire l'apologie de la violence armée de façon abstraite. Il faut étudier le programme politique particulier de chaque groupe, son organisation interne, ses relations avec les masses et particulièrement avec la classe ouvrière (quand elle existe de façon significative !), pour décider si un groupe de guérilla a le moindre intérêt pour la révolution socialiste, ou s'il ne s'agit que d'une fraction en gestation de la future classe capitaliste dominante locale. Et ce n'est pas parce que la violence armée est décentralisée, comme semblent le penser les guérilleros, qu'elle ne fera pas le jeu de l'ennemi de classe.

Les conditions du succès

La lutte de guérilla a généralement réussi dans des pays majoritairement ruraux (1), occupés par des forces étrangères, où les tâches de la révolution bourgeoise (liquidation du féodalisme, réforme agraire minimale, instauration d'une forme quelconque de démocratie parlementaire, unité nationale, etc.) n'avaient pas encore été accomplies par la faible bourgeoisie nationale rentière, incapable de promouvoir un développement capitaliste autonome et de combattre la mainmise des puissances impérialistes occidentales.

La guerre de guérilla fut généralement menée par des organisations extrêmement centralisées comme les partis stalinien traditionnels (chinois, vietnamien, cambodgien, yougoslave) ou par des mouvements de guérilla nationaliste (FLN algérien, Mouvement du 26 Juillet à Cuba, Talibans) qui ont copié le modèle stalinien et ont parfois utilisé le pouvoir mobilisateur de la religion (Algérie, Afghanistan).

Dès le départ, même si certains d'entre eux avaient une rhétorique socialiste superficielle, il était clair que tous ces mouvements voulaient

construire la direction et l'appareil du futur Etat bourgeois national centralisé.

Ces guérillas combinaient des actions dans les campagnes (constituant ainsi des armées traditionnelles hiérarchisées) avec la guérilla urbaine, généralement dans la phase finale précédant la prise du pouvoir. Ils étaient fréquemment soutenus (avec des hauts et des bas dans leurs relations) par l'impérialisme russe (à l'exception des talibans), dans sa compétition mondiale avec l'impérialisme américain, et ce soutien incluait des fonds, des armes, des stages d'entraînement, etc. La disparition de l'Union soviétique et de sa mainmise sur ses colonies d'Europe de l'Est a tellement affaibli la Russie qu'elle ne peut plus prétendre jouer le même rôle à l'échelle internationale.

Ajoutons qu'au moins dans trois cas (Algérie, Vietnam et Afghanistan), la victoire des mouvements de libération a été beaucoup plus une victoire politique qu'une victoire militaire. En d'autres termes, c'est parce que les armées impérialistes américaine, russe et française ne voulaient pas perdre (pour des raisons de politique intérieure) davantage de soldats, et parce qu'aucune ressource stratégique n'était en jeu (du moins à l'époque) qu'elles acceptèrent de se retirer des pays qu'elles occupaient. Elles avaient beaucoup plus peur des conséquences intérieures immédiates de leurs actions que d'une prétendue supériorité militaire des mouvements de libération nationale. La France et les Etats-Unis avaient les moyens d'écraser leurs adversaires (y compris l'arme nucléaire) s'ils l'avaient voulu. En ce qui concerne le Cambodge, sans l'aide des armées vietnamiennes et du gouvernement chinois, les Khmers rouges seraient probablement restés un groupuscule errant dans la jungle. Quant à l'Afghanistan, il est évident que les troupes de l'impérialisme russe disposaient de la supériorité militaire et technique (du moins tant que les Américains ne refileurent pas des missiles Stinger aux Talibans). Cela ne leur a pas permis pour autant de vaincre.

Amérique latine: de la guérilla urbaine au réformisme démocratique

Sur ce continent, Cuba et le Nicaragua sont les deux seuls exemples de victoire d'une guérilla, mais il faut souligner que, dans les deux cas, les guérilleros avaient affaire à des régimes sur le point de s'effondrer, tant ils étaient pourris de l'intérieur. Dans ces deux cas, la guérilla ne combattit pas pour libérer le territoire national d'une occupation étrangère, mais pour renverser et achever une vieille dictature fortement affaiblie. Le Mouvement du 26 juillet qui fusionna, après la prise du pouvoir, avec le parti stalinien cubain (le PSP), installa la dictature d'un parti unique sur la classe ouvrière. Quant aux sandinistes, après avoir été adulés par toute l'extrême gauche occidentale, ils finirent comme un parti corrompu qui dut abandonner le pouvoir sans avoir changé fondamentalement la société.

Dans le reste de l'Amérique latine, toutes les autres expériences de lutte armée ont tragiquement échoué (2). Le Sentier lumineux péruvien se transforma en un secte mafieuse terrorisant les opprimés. Les petits mouvements latino-américains qui avaient utilisé la guérilla urbaine

(Brésil, Uruguay, Argentine, Chili) ont été sauvagement écrasés par les dictatures locales et n'ont pas eu le temps d'acquiescer une base de masse: le MIR chilien regroupait 300 militants armés, l'ERP argentine 500 et l'ELN bolivienne (la guérilla du Che qui, elle, mena la lutte dans les campagnes): 47 !

Les guérillas qui possèdent encore un certain pouvoir militaire et contrôlent certaines parties du territoire – les FARC et l'ELN en Colombie – se sont transformées en rackets mafieux sans aucun avenir politique. Demain, la seule solution de survie pour ces gens-là serait d'intégrer les forces de répression de l'État bourgeois, comme cela s'est déjà passé dans certains pays d'Afrique pour mettre fin à la guérilla.

En général, en Amérique latine, les petits groupes de guérilla et les quelques individus qui ont réussi à survivre à la répression des années 1960 et 1970 ont profité des nouvelles opportunités offertes par la démocratie bourgeoise quand la plupart des dictatures ont disparu. C'est sans doute pourquoi des ex-guérilleros (2) se retrouvent dans des partis verts ou sociaux-démocrates, voire dans des ONG qui luttent pour les droits de l'homme. Ils n'ont pas été obligés de dresser un bilan de leur échec à provoquer une révolution socialiste fondée sur la guérilla urbaine ou rurale, parce qu'ils ont gagné une certaine légitimité nationale, en tant que combattants courageux contre des régimes corrompus et dictatoriaux, en tant que combattants «anti-impérialistes» et que précurseurs des régimes «démocratiques» actuels. C'est le cas dans des pays comme l'Uruguay, le Chili, le Venezuela, et même la Colombie, du moins pour ceux qui ont abandonné la guérilla et se sont reconvertis dans l'action politique légale.

La lutte armée en Occident: un échec total

En Occident, on a assisté grosso modo à deux types de luttes armées, menées soit par des groupes ayant un programme nationaliste, soit par des groupes ayant un discours socialiste confus. Tous ont fait faillite.

La lutte de l'IRA en Irlande du Nord s'est terminée par un échec retentissant, même si elle avait l'avantage d'affronter une armée étrangère, celle des Britanniques (qui, eux-mêmes, s'appuyaient sur une fraction de la population protestante). L'IRA, de mouvement républicain petit-bourgeois, s'est transformé en un parti bourgeois réactionnaire. Le combat militaire de l'ETA au sein du Pays basque a connu son heure de gloire durant la dictature de Franco, mais après l'instauration de la démocratie bourgeoise en Espagne, l'ETA a connu de nombreuses scissions et n'a remporté aucune victoire significative; défendant un programme réactionnaire (3), elle a récemment assassiné plusieurs journalistes, intellectuels et ex-militants qui ne partageaient plus ses conceptions. Quant aux mouvements nationalistes corses, certains d'entre eux ont un discours raciste et hostile à l'immigration, et aucun d'entre eux n'a le moindre avenir étant donné la structure économique de l'île.

Traditionnellement, les groupes nationalistes pratiquent le racket (ce qu'ils appellent «l'impôt révolutionnaire») des industriels, commerçants et même des travailleurs, mais cela ne les empêche pas d'attaquer aussi

des banques pour obtenir des fonds. En agissant ainsi, ils se comportent déjà comme l'embryon du futur Etat collecteur d'impôts. Ils ne soutiennent jamais les grèves et les luttes ouvrières, étant donné leur ambition de conclure une alliance entre toutes les classes pour construire une nouvelle nation.

Les mouvements de lutte armée qui avaient un programme se référant plus ou moins clairement au socialisme et qui considéraient que la situation était pré-révolutionnaire dans les années 60 ou 70 (les Weathermen, la Fraction Armée rouge, Action directe, les Brigades rouges, etc.) ne combattaient pas directement une force d'occupation impérialiste, même s'ils ciblaient souvent des bases militaires ou des bâtiments de l'OTAN, du moins en Europe. Ils étaient censés lutter contre leur propre bourgeoisie et pour le socialisme. La répression qui s'abattit sur eux était telle que, par exemple dans le cas de la Fraction Armée rouge (la RAF), l'organisation dépensa toute son énergie durant les deux décennies suivantes à essayer de libérer ceux qui avaient été arrêtés au tout début de leurs actions. Le cas de la RAF offre un terrible exemple de la logique et de l'impasse d'une lutte dissymétrique entre un groupuscule de lutte armée et un Etat bourgeois aux moyens sophistiqués. Du point de vue idéologique, ces groupes étaient déchirés entre le désastreux modèle stalinien de «socialisme» (autrement dit de capitalisme d'Etat) et l'ambiance spontanéiste confuse des années 60 et 70, et ils n'apportèrent rien de neuf à la compréhension révolutionnaire du capitalisme moderne.

D'autres groupes, comme Prima Linea en Italie, refusèrent d'adopter une structure entièrement clandestine et de se couper entièrement de la société et de la classe ouvrière; ils prétendaient être au service des mouvements sociaux (en «première ligne» et prêts à effectuer une retraite stratégique si nécessaire) et ils jouèrent avec le feu jusqu'à ce que près de 1 000 militants se retrouvent en prison puis décident, plus tard, de collectivement renoncer à la lutte armée.

On peut aussi citer le MIL espagnol, qui bien que très critique vis-à-vis des idées léninistes traditionnelles, utilisait l'«agitation armée» comme un moyen «de montrer au mouvement ouvrier que le niveau de violence que l'on peut exercer contre l'Etat bourgeois est plus important que celui que perçoivent subjectivement les travailleurs» (Sergi Rosés Cordovilla, *El MIL: una historia política*, Alikornio, 2002). Tout un programme....

Dans l'Occident impérialiste, aucun de ces mouvements ne réussit à «libérer» la moindre partie du territoire, à créer des «zones libérées» ou même de petits *focos* (4), parce qu'ils agissaient dans des pays majoritairement urbains où il était impossible de se cacher dans des montagnes éloignées ou des forêts isolées. En dehors de l'exception notable de l'Italie (où 30 000 personnes furent condamnées pour avoir commis ou facilité des «actes terroristes»), les groupes «terroristes de gauche» européens n'ont jamais dépassé les 100 ou 200 membres et n'ont jamais bénéficié d'un soutien de masse. Ils ont construit de petites structures clandestines qui avaient de graves problèmes logistiques: où trouver l'argent pour mener une vie clandestine, acheter des armes,

s'entraîner pour acquérir une expérience militaire, etc.? Et les problèmes de survie matérielle eurent une influence décisive sur la pauvreté de leur ligne politique.

Comme ils n'étaient pas liés à un parti de masse (à l'exception de l'ETA et de l'IRA qui avaient des liens avec un front légal défendant une ligne démocratique-bourgeoise radicale) ils étaient coincés: soit ils devaient attaquer des banques et/ou enlever des gens très riches (et l'organisation risquait de rapidement se transformer en un groupe criminel apolitique, ou en tout cas entièrement dominé par sa direction militaire); soit ils devaient accepter d'entretenir des liens financiers et politiques étroits avec l'impérialisme russe jusqu'à la fin des années 80; désormais ils n'ont plus comme alliés potentiels que les «Etats voyous» ou, de façon plus improbable encore, les groupes djihadistes-terroristes, mais l'aide de la Libye ou de la Syrie n'atteindra sans doute jamais le montant et l'expansion de celle fournie par l'impérialisme russe – sans compter que ces Etats peuvent à tout moment rejoindre le camp «occidental». Certains coopèrent avec les services secrets du bloc de l'Est, d'autres travaillèrent comme mercenaires pour des Etats du Moyen-Orient. La coopération avec les Etats libyen, yéménite ou syrien était d'une certaine façon logique: si vous cherchez un Etat où vous entraîner à la guérilla et où vous pouvez acheter librement des armes sophistiquées, vous finirez par coopérer ponctuellement avec des régimes dictatoriaux sanguinaires voire à travailler comme mercenaires pour des services secrets étrangers.

Le fait qu'une des personnes interviewées par Quadrelli compare sa propre situation à celle des «Etats voyous», sans que l'auteur ne fasse la moindre remarque, illustre les limites de sa compréhension politique (**«Au sein de la métropole, nous sommes l'équivalent des Etats voyous»**, déclare sans complexes J.B. !) – mais aussi celle de Quadrelli. Le gouvernement syrien bombardait et tua au moins 10 000 civils dans la ville de Hama en 1982 pour écraser les Frères musulmans. Saddam Hussein utilisa du gaz toxique pour tuer 5 000 civils kurdes en 1988, et il tua probablement encore 100 000 Kurdes lors de différents massacres; son régime massacra 200 000 chiites du sud de l'Irak et encore 100 000 Arabes des Marais au début des années 90. Si les «guérilleras» interviewées par Quadrelli connaissent ces événements (et il est difficile d'imaginer qu'elles les ignorent, étant donné leur discours tiers-mondiste), cela signifie-t-il qu'elles sont suffisamment cyniques pour accepter l'argent et la protection de ce genre d'Etats, comme ce fut le cas de la RAF allemande dont les membres furent aidés par la Stasi, en Allemagne de l'Est, ou comme le firent d'autres groupes de lutte armée d'extrême gauche qui allaient s'entraîner dans des camps libanais ou syriens dans lesquels venaient aussi s'entraîner des groupes néofascistes ou néonazis européens ?

Un bilan nécessaire

Tous les groupes qui ont essayé la tactique de la guérilla urbaine dans les Etats impérialistes occidentaux, durant les années 60 et 70, ont échoué. Non seulement parce qu'ils ont sous-estimé les capacités

militaires et politiques de l'ennemi de classe, mais parce qu'ils pensaient que la répression de l'appareil d'Etat pousserait magiquement les masses à se révolter. En Italie et en France, parmi ceux qui ont écrit des témoignages sur les activités guérilléristes, très peu, à ma connaissance, se sont livrés à un bilan critique détaillé de ce qui n'avait pas marché il y a trente ans.

Certains livres peuvent être utiles pour avoir une petite idée de la lutte armée: Renato Curcio (*A visage découvert*), Anna Laura Braghetti (*Le Prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro*), Valerio Morucci (*La peggio gioventù*), Vincenzo Guagliardo (*Di sconfitta in sconfitta*) et Alberto Franceschini (*Les Brigades Rouges. L'histoire secrète des BR racontée par leur fondateur* – la première partie du livre, la seconde est du mauvais polar, genre Gérard de Villiers), tous les cinq membres des Brigades rouges à différents moments et à divers niveaux de responsabilités; Hans Joachim Klein qui coopéra avec Carlos (*Les années Carlos: Hans Joachim Klein, un cas allemand*); et Sergio Segio (*Miccia Corta*) de Prima Linea. Il existe aussi plusieurs documentaires intéressants dont *Do you remember revolution* de Loredana Bianconi, où la réalisatrice interviewe des femmes qui décrivent leur engagement au sein des groupes terroristes d'extrême gauche; l'intérêt de ce film est que ces militantes réfléchissent sur les raisons et la façon dont elles ont pris la décision de tuer des «ennemis de classe» que, le plus souvent, elles ne connaissaient pas et pour lesquels elles n'avaient aucune haine personnelle.

Généralement, le problème avec les témoignages d'anciens guérilleros c'est qu'ils continuent souvent à défendre leurs vieilles analyses et affirment qu'ils avaient raison sur l'essentiel; ou alors ils estiment qu'ils étaient obligés de prendre les armes pour empêcher les fascistes de prendre le pouvoir ou de gagner plus d'influence au sein de la société, explication qui les ramène vers le vieil antifascisme bourgeois de la Résistance stalinienne; ou bien ils considèrent qu'il est impossible, pour le moment, de dresser un bilan, parce que cela mettrait en danger des gens qui n'ont jamais été arrêtés; ou encore ils pensent qu'ils ont été manipulés par telle puissance étrangère ou tel service secret; ou ils jugent avoir été le jouet de dirigeants sans scrupules, stupides et paranoïaques; ou ils croient que leur révolte aveugle de jeunesse les a transformés en monstres et en tueurs inhumains; ou enfin ce sont des individus totalement brisés qui regardent vers leur passé comme un moment de folie criminelle temporaire.

Dans de telles conditions, pas étonnant qu'il soit difficile de faire un bilan de la lutte armée dans les pays impérialistes européens! Mais tant que ce bilan n'est pas fait, il est suicidaire de vanter le bon vieux temps du «terrorisme de gauche», ou d'admirer le courage physique de ces militants sans s'interroger sur leurs erreurs politiques.

Tout jeune révolutionnaire qui admire aveuglément la violence armée des années 70, et le meurtre d'«ennemis de classe» (Moro, Besse, Schleyer, etc.) devrait méditer les quelques lignes écrites en prison par un ouvrier des Brigades rouges, Vincenzo Guagliardo, et qui figurent en exergue de ce dossier. Et Guagliardo illustre très concrètement son point de vue en citant un slogan très populaire dans les années 60 et 70

en Italie: «En frapper un, c'est en éduquer cent», slogan utilisé pour justifier, le meurtre ou la «jambisation» (5) de contremaîtres, de juges, d'économistes, de flics, etc. Comme le note Guagliardo, la «dissuasion terroriste» repose sur le même principe que la justice bourgeoise.

Les «guérilleras» invisibles citées par Quadrelli ne nous offrent aucune analyse des rapports de force politico-militaires en France, même si elles sont obsédées par la présence d'«espions», et la prétendue influence fasciste au sein des forces de police; elles croient représenter les masses «noires» comme si elles défendaient les intérêts d'une nation «noire» opprimée par une armée «blanche» occupant leur territoire; elles semblent penser qu'une émeute peut être magiquement transformée en une guerre civile et une révolution sociale (apparemment elles n'ont guère étudié les émeutes et les guerres civiles antérieures, et leurs conséquences politiques); elles confondent des insurrections soigneusement planifiées d'un point de vue militaire par des groupes militaro-bureaucratiques avec des émeutes spontanées; elles prétendent s'opposer à des structures militaires permanentes et centralisées mais leurs références historiques montrent le contraire.

Y.C.

Notes

1. Un camarade italien m'a fait remarquer que cette observation excluait le cas des Résistances en Europe, durant la Seconde Guerre mondiale, et notamment en Italie. Selon lui, mon affirmation empêche de comprendre l'héritage lointain des Brigades rouges et les raisons spécifiques pour lesquelles la lutte armée a pu avoir une certaine légitimité, du moins au départ, chez pas mal de gens d'extrême gauche et même de gauche. Il a raison, mais en même temps je ne sais pas si on peut dire que la nouvelle République italienne a été entièrement façonnée par les militants issus de la Résistance armée, à l'égal des Etats issus des guérillas du tiers monde. Une question à creuser. En tout cas, pour le cas de la France, il est assez évident que l'appareil d'État n'a connu qu'un lifting très superficiel. Quant à la Grèce, l'autre pays d'Europe où il y a eu une véritable Résistance de masse, ce mouvement n'a pas pris le pouvoir et a été au contraire sauvagement écrasé.

2. Sur la guérilla urbaine au Brésil, on pourra lire l'ouvrage de Fernando Gabeira, *Les Guérilleros sont fatigués*, traduit par Anne Rumeau, Métailié.

3. Pour le fondateur du nationalisme basque, Sabino de Arana, la «race basque» était supérieure à celle des *monos*, des singes, c'est-à-dire des prolétaires non basques. Même si l'ETA a pris ses distances avec le violent racisme et l'antisocialisme d'Arana, elle continue à promouvoir l'unité nationale avec la bourgeoisie basque «patriotique». Durant les élections de 2001, le programme électoral d'Herri Batasuna vantait la «défense d'un modèle productif fondé sur les coopératives» (celles-ci représentent moins de 10% de la production au pays Basque et exploitent les travailleurs exactement comme les entreprises capitalistes

traditionnelles), «un pacte social qui régulerait les relations syndicales entre Basques» (c'est-à-dire entre les bureaucrates syndicaux et les associations patronales), et la «formation d'une Assemblée nationale constituante» !

4. Che Guevara préconisait la création de foyers (*focos*) de guérilla qui, basés dans les campagnes et dirigés par une avant-garde de révolutionnaires professionnels issus des classes moyennes, devaient progressivement, grâce à leurs succès militaires, gagner l'appui des paysans puis des travailleurs des villes, et vaincre l'armée régulière locale.

5. Jambisation (*gambizzazione*): pratique consistant à tirer dans les jambes d'un «ennemi de classe» (contremaître, homme politique, journaliste, etc.), avec souvent des résultats bien plus graves que de «simples» blessures: paralysie, voire décès du «jambisé» quand il y avait une «erreur de tir».

La racialisation des questions sociales mène à une impasse

Du paternalisme de la gauche radicale «blanche» multiculturaliste

Certains radicaux «blancs», dont Emilio Quadrelli et l'une de ses interlocutrices, se permettent de dicter aux révolutionnaires «non blancs» à quelles prétendues catégories «sociales» (en fait raciales ou pseudo-ethniques) ils devraient appartenir sous peine d'être ostracisés. Ils distribuent de bonnes et de mauvaises notes à ceux qui seraient d'après eux, les bons et les mauvais «Blancs», les bons et les mauvais «Noirs» (surnommés «Oreos» aux Etats-Unis, «Bounties» en France, «Coconuts» au Canada, etc.), les bons et les mauvais «Arabes», *ad nauseam*.

Cette stratégie de disqualification utilisée par la gauche multiculturaliste «blanche», l'accusation de «trahir» sa prétendue «race» ou son prétendu groupe ethnique, ou d'être «raciste» parce que l'on refuse de diviser l'humanité en races imaginaires, fait bon ménage avec un opportunisme politique aux effets dévastateurs.

Face aux groupes identitaires «noirs» et racistes anti-Blancs (comme la Tribu Ka dissoute et reconstituée sous le nom de Génération Kemi Seba) ou aux lobbies ethniques avoués (comme le CRAN) qui veulent avoir le monopole de la représentation politique de leurs «frères et sœurs de couleur», la gauche multiculturaliste «blanche» ne trouve rien de mieux à faire que de se livrer à une surenchère raciale. Cela lui évite de prendre à bras-le-corps les questions sociales qui concernent tous les prolétaires victimes de discriminations racistes en les noyant sous un verbiage nationaliste et «post-colonial» chic.

On peut comprendre qu'un groupe raciste et antisémite comme la Génération Kemi Seba en France (ou la Nation de l'islam aux Etats-Unis) ait intérêt à dénoncer les «Leucodermes» (les «Blancs»). Ou que le CRAN, dans un autre registre (républicain et citoyeniste), veuille plus de patrons, d'officiers et de journalistes «noirs». En effet, ces groupes n'ont aucune intention de renverser l'Etat ni d'attaquer la domination capitaliste. Ils souhaitent juste une plus grosse part du gâteau et pouvoir exploiter leurs «frères» qui ont la même couleur de peau – ou tout simplement se constituer une petite niche politique.

Mais on ne voit pas bien l'intérêt de la racialisation hypocrite que nous proposent Quadrelli et ses interlocutrices «noires». D'un côté, ils veulent absolument présenter les «banlieusards» et donc les émeutiers comme tous «Noirs»; Quadrelli parle de «militants politiques noirs» et de «quartiers noirs»; un peu gêné sans doute par l'usage systématique

d'un mot aux connotations douteuses, notre anthropologue radical renvoie le lecteur à un livre d'un certain Alessandro Portelli, sans nous en expliquer son contenu (1). Il se contente d'une explication obscure: «Le mot "Noir" n'est pas utilisé pour désigner une couleur de peau objective, il désigne ceux qui deviennent noirs en raison de la catégorie politique et sociale dans laquelle ils sont placés». Ce charabia ressemble comme deux gouttes de vase à la prose indigente des Indigènes de la République.

Et cette impression ne peut qu'être renforcée par les références de Quadrelli à Frantz Fanon et à une prétendue relation post-coloniale entre les centres-villes et les banlieues françaises.

O.S. déclare, en effet, dans son interview à Quadrelli: «le mot "Noirs" fait référence à tous ceux qui sont exclus de l'exercice de la domination, quelles que soient les gradations de la couleur de peau», ce qui correspond assez exactement à la définition du terme «indigènes» selon le mouvement des Indigènes de la République.

Quadrelli et ses interlocuteurs ont peur de dire que les banlieues (plus précisément, les quartiers ouvriers au sein des banlieues) sont d'abord et avant tout des quartiers de prolétaires. Ils ont peur d'utiliser des mots comme «ouvriers» ou «prolétaires», comme si le fait de les remplacer par «non-Blancs» ou «mauvais Blancs» (selon l'un des interlocuteurs de notre distingué anthropologue, en dehors des «Noirs» et des «Arabes», **«beaucoup de Blancs dans les banlieues ont été actifs durant les émeutes»**) pouvait résoudre le problème principal auquel nous devons faire face: une révolution est-elle possible aujourd'hui dans les grands pays impérialistes européens? et quelles sont les classes et les couches sociales qui ont un intérêt primordial à renverser par la violence le régime d'exploitation capitaliste et à le remplacer par une société socialiste?

Des Panthères noires aux Indigènes de la République

Quadrelli et ses «guérilleras» ne se contentent pas de nous emmener dans les sables mouvants de vieux concepts raciaux recyclés en pseudo-«concepts sociaux» par un tour de passe-passe. Ils font aussi l'apologie des Black Panthers, selon une mode aujourd'hui très répandue.

Il est étrange que, après l'échec des groupes nationalistes noirs aux Etats-Unis, certains radicaux pensent encore que l'on sortira de l'impasse actuelle en répétant simplement les erreurs des années 60. Le programme fondateur, en dix points, des Black Panthers faisait référence à «Dieu», au «Créateur» et à la «Constitution américaine», et il mentionnait explicitement la «séparation» d'une nation noire. Il prônait un bon gouvernement noir, de bonnes coopératives noires, c'est-à-dire un bon capitalisme noir: «les moyens de production devraient être enlevés aux capitalistes et placés dans la communauté afin que celle-ci puisse s'organiser et employer tous ses membres afin de leur offrir un niveau de vie élevé» (point 2). Ceux qui ont encore des illusions sur les Black Panthers devraient lire les ouvrages d'Elaine Brown (*A Taste of Power*) et de David Hilliard (*The Side of Glory*), deux témoignages écrits par d'anciens dirigeants des Black Panthers. Il est difficile, après avoir

refermé ces deux livres, de croire encore que le BPP était une organisation féministe ou révolutionnaire socialiste.

En dehors du droit à défendre sa liberté avec une arme (droit garanti en théorie par la Constitution américaine), les idées du BPP n'étaient pas si différentes de celles des artistes français de rap actuels qui incitent les victimes du racisme à créer... leurs propres entreprises. En fait, c'est déjà ce que font beaucoup de Franco-Africains et de Franco-Maghrébins, parce qu'ils n'ont pas envie d'attendre dix ans avant d'obtenir un boulot mal payé dans le secteur privé. La «bourgeoisie noire» a déjà son lobby (le CRAN, le Conseil représentatif des associations noires).

La «Beurgoisie» est un peu en retard en termes d'organisation mais, grâce au Président Sarkozy et à l'UMP, elle a déjà deux icônes: Fadela Amara (secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville – donc des banlieues) et Rachida Dati, ministre de la Justice, toutes deux filles de travailleurs maghrébins. Rachida Dati, après sa nomination, a d'ailleurs été accueillie par une émeute... chaleureuse de Franco-Maghrébins quand elle a visité la cité des Minguettes où elle a vécu durant son enfance et sa jeunesse et où de véritables émeutes se produisirent en 1981 et 1983.

À «gauche», un seul groupe significatif essaie d'ethniciser les questions politiques d'une façon radicale, du moins sur le plan purement verbal: les «Indigènes de la République». Mais la plupart de leurs exigences sont en fait très modérées et pourraient être facilement intégrées dans les programmes officiels des partis bourgeois. Pour le moment, étant donné sa composition sociale, et si l'on en croit les professions des 300 fondateurs qui ont signé l'appel, ce mouvement ressemble beaucoup plus à un lobby d'enseignants, de travailleurs sociaux, et de cadres ou politiciens du PCF, qu'à une organisation de masse «noire» ou «non blanche».

Si la «fierté ethnique» peut être une arme puissante pour les minorités, elle n'est politiquement intéressante, pour les révolutionnaires, que si elle conduit à une perspective de changement social radical. Quand Malcolm X fut emprisonné pour proxénétisme, et qu'il comprit qu'il pouvait être fier de sa couleur de peau, de ses racines africaines, quand il appartenait à la Nation de l'Islam, groupe aux théories séparatistes, racistes et antisémites, il ne constituait pas une menace pour le capitalisme américain. Il ne commença à devenir dangereux que lorsqu'il élargit lentement sa vision du monde, même s'il garda ses convictions religieuses.

La référence à la «négritude» des opprimés ne résout rien: cela n'empêche pas les «Noirs» de rêver ou de chercher à grimper l'échelle sociale par tous les moyens, y compris sur le dos de leurs «frères de couleur», comme les interviews de Quadrelli le dénoncent avec raison.

Promouvoir la «négritude», ou dénoncer le caractère «post-colonial» de la situation des habitants des banlieues ne facilitera pas une alliance de tous les opprimés; cette position repose sur l'idée (absurde et fondamentalement religieuse) que tous les «Blancs» opprimés devraient s'identifier avec les opprimés «non blancs»; qu'ils devraient se sentir

coupables, voire s'identifier aux descendants des esclaves et des peuples colonisés (c'est clairement la «théorie» des Indigènes de la République, position proche des conceptions de Quadrelli et de ses amis «guérilléristes»). Comme si le servage hier et l'esclavage salarié aujourd'hui étaient une sinécure pour les opprimés et les prolétaires «blancs» !

Une telle idée est totalement baroque, comme le montre ce qui est arrivé, dans les ex-pays coloniaux, aux quelques «Blancs» qui ont activement soutenu les mouvements de guérilla «noirs»; dans la plupart des cas (l'Afrique du Sud étant pour le moment une exception, mais pour combien de temps ?) ils sont partis quelques années après l'indépendance, si ce n'est pas avant. Quand on place la dimension nationale, et la dimension «raciale» au-dessus de la lutte des classes, les opprimés appartenant à l'ex-groupe ethnique dominant (les «Blancs») deviennent la cible d'une forte suspicion. Et quand le nouveau pouvoir «non blanc» est incapable de remplir ses promesses, ils constituent un bouc émissaire parfait pour la haine nationale et raciale.

Ces contradictions national-ethniques sont aussi évidentes dans les mouvements de guérilla islamistes au Liban ou en Irak. Même à l'intérieur de l'Oumma musulmane, les éléments nationaux et ethniques (imaginaires) sont plus puissants que l'unité religieuse musulmane supposée. Mettre toujours l'accent sur la «race» (les concepts de «Blancs» et de «Noirs» ont une longue histoire négative, que personne ne peut ni cacher ni nier) dans les conflits sociaux, même si une telle démarche est conçue comme une étape provisoire préparant plus tard une unité plus vaste, ne peut conduire qu'à une impasse.

Le fait de promouvoir la «négritude» comme un moyen de changer radicalement la société est absurde dans un pays où la majorité de la population est et sera «blanche». Si une organisation défendant cette position veut efficacement promouvoir la «fierté noire» et obtenir plus de pouvoir au sein de la société bourgeoise, il n'y a que deux solutions réalistes pour elle :

- soit elle appelle au développement de communautés séparées (une mesure qui ne gêne pas du tout la classe capitaliste): c'est la position du groupuscule de la Tribu Ka,

- soit elle combat cyniquement pour intégrer une fraction plus importante de la «bourgeoisie noire» au sein des couches dirigeantes blanches (c'est la position du CRAN).

Il n'existe pas de statistiques ethniques détaillées en France mais même s'il y a, disons, 3 millions de Français «noirs» (qui ont au moins un parent africain ou antillais) et 3 millions de Français «arabes» (qui ont un parent arabe, turc, berbère, iranien, etc.), les «non-Blancs» (toutes classes mélangées) représentent moins de 10% de la population française. Défendre une stratégie opposant les «Blancs» et les «non-Blancs» n'amènera rien de bon aux exploités «de couleur» (comme si les «Blancs» n'avaient pas de couleur !), en France ni dans aucun Etat européen.

Il n'y a aucune chance que les populations «noires» deviennent un jour une majorité démographique dans les métropoles impérialistes. (Ainsi la

citation «Retourne dans ton pays, homme blanc, nous n'avons pas besoin de toi» qui ouvre l'article de Quadrelli, est particulièrement inadéquate, pour ne pas dire ridicule, dans un article traitant des réalités sociales en France.) C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles la classe ouvrière – quelle que soit la couleur ou la nationalité de ses membres est la seule force libératrice, si tant est qu'une révolution socialiste soit possible.

Y.C.

Remerciements

Merci à Wil Barnes, Ben Seymour, J.P., B., H., C., les trois N. et R. pour leurs critiques pertinentes d'une première version de cet article. Même s'ils ne partagent pas toutes mes opinions et ne sont absolument pas responsables de mes éventuelles erreurs, et même si je n'ai pas toujours su répondre à leurs questions, ce texte doit beaucoup à leurs remarques fraternelles.

Notes

1. Apparemment, selon la présentation du livre disponible sur Internet, il s'agirait d'un partisan de l' «histoire orale», technique très à la mode dans les années post-68. L'histoire orale consistait, de façon assez naïve, à croire que le travail d'un historien était de «donner la parole» à ceux qui ne l'ont pas habituellement, donc bien sûr plutôt aux exploités, hommes et femmes, et aux minorités qu'aux exploités. Cela pouvait avoir des résultats très utiles, mais en même temps cela réduisait l'Histoire à des millions d'histoires individuelles, séparées les unes des autres (ou alors inscrites dans des continuités éternelles, pseudo-naturelles et terriblement déterministes: la lignée familiale, le genre, la «race», la relation des hommes avec la Terre Mère nourricière, les corporations de métiers artisanaux), toutes présentées comme étant du même intérêt, par souci de ne pas hiérarchiser les individus. En somme, on remplaçait l'histoire traditionnelle, superficielle et mystificatrice des «grands hommes» par celle des sans-grade, des anonymes. Le problème est que cela permettait tout autant, sous couvert de neutralité, de faire passer en contrebande des idéologies conservatrices:

– l'apologie des vertus de la ruralité (très présente chez les historiens conservateurs en France, et prisée aussi par les partisans du retour à la terre, membres des communautés, etc.) ou de l'artisanat,

– la nostalgie de la simplicité et de l'authenticité présumées des peuples primitifs (cf. la vogue des Indiens d'Amérique dans des ouvrages où les mœurs patriarcales de ces sociétés ne sont jamais critiquées, pas plus que l'autorité des chefs ou des anciens sur la tribu),

– ou le pathos de la «sororité» féministe (traduction politique de cette sororité: Ségolène Royal rend visite à la future présidente Cristina Kirchner, juste avant son élection, mais pas au PS argentin!) et la solidarité supposée de tous les membres d'une minorité dite «raciale» (ce type d'ouvrages évacue les contradictions de classe au sein de ces

communautés imaginaires de «race» et de «genre» et vante la nature «féminine» ou l'essence plus conviviale, festive, désaliénée, que sais-je, de tel ou tel groupe «ethnique»).

On retrouve cette démarche en filigrane dans l'article d'Emilio Quadrelli. C'est probablement ce qui explique pourquoi il préfère s'en tenir aux émotions et aux impressions subjectives de ses interlocuteurs et interlocutrices plutôt que de s'intéresser à des faits et à des statistiques solides, même s'il utilise le langage actuel des spécialistes des sciences sociales, friands de la «déconstruction», et qui essaient de nous faire croire que la critique de l'idéologie dominante existerait seulement depuis la fin du XX^e siècle !

Quelques réflexions sur le texte de Quadrelli

Ce qui m'intéresse, c'est comment des gens ont pu prendre au sérieux Quadrelli et les «militants des banlieues» qu'il cite abondamment. Pour répondre à cette question, je crois qu'il nous faut regarder en arrière et examiner notre propre histoire.

Il existe une ligne de démarcation historique que bon nombre d'entre nous n'ont pas encore totalement assimilée intellectuellement.

D'un côté de cette ligne, fondée sur le mouvement réel, les années de l'entre-deux guerres ont façonné, en perspective et en pratique, pour les deux camps, une lutte qui elle-même était un combat à la vie à la mort, pour et contre le communisme, même si, pour nous, la libération que les révolutionnaires et les ouvriers cherchaient à atteindre trouvait son fondement dans la production. (Je pense ici principalement à l'Allemagne et à l'Italie des années 20.)

De l'autre côté de cette ligne de démarcation historique, aujourd'hui, la religion et particulièrement le fondamentalisme religieux, mais également, il me semble, le nationalisme ne sont devenus des forces sociales notables et puissantes qu'à cause du contexte historique, en raison de l'échec d'une solution alternative émancipatrice et prolétarienne.

Je place cette ligne de démarcation historique en 1978, au moment de la grève des mineurs aux Etats-Unis. Cette grève se termina par une sorte de «pat», comme aux échecs: les ouvriers ne réussirent pas à faire valoir leurs intérêts; et les patrons ne purent imposer leur volonté. Mais cette grève concluait une longue série de luttes souvent «spontanées» à travers le monde capitaliste, un cycle qui avait commencé grosso modo en 1965, et qui culmina dans les événements de mai 1968 en France. Selon moi, il s'agit du dernier cycle international de la lutte de classe.

Après cette grève des mineurs américains «bloquée» en 1978, nous avons souffert une série de grandes défaites dans les luttes de classe (qui, prises toutes ensemble, constituent une défaite aux proportions historiques pour la classe ouvrière mondiale). Dans certains des centres les plus anciens du capitalisme, nous avons assisté depuis lors à l'ascension de fractions de la classe dirigeante menées par une nouvelle droite, celle de Thatcher, puis de Reagan; nous avons subi une série de défaites marquées, en Grande-Bretagne, par la défaite de la grève des mineurs en 1984 et, aux Etats-Unis, par une série d'échecs, de la grève des aiguilleurs du ciel en 1981 à la grève des ouvriers de Caterpillar en 1992; pour certains, l'effondrement de l'Union soviétique a constitué aussi une défaite. Cet État, pour nous, incarnait, de la façon la plus

perverse, bureaucratique et déformée possible, une idée très limitée d'un autre monde. Pour nous et pour d'autres, il incarnait surtout les réalités du stalinisme.

Tous ces événements ont discrédité les idées et les idéaux du communisme comme seule et véritable solution alternative face au capitalisme réellement existant. De plus, depuis presque 30 ans maintenant, nos luttes ont été strictement défensives, qu'il s'agisse des tentatives de protéger le niveau de vie existant ou des combats contre les licenciements. Toute personne vivant dans les marges de la société et de l'ordre du capital (dans les banlieues françaises ou dans une madrasah pakistanaise) ne peut qu'éclater de rire (et ce de façon tout à fait légitime) face à celui qui lui affirmerait que le prolétariat, tel qu'il existe ici et maintenant, est l'axe, le pivot social, autour duquel on peut construire une solution alternative au capital...

Alors que se passe-t-il ? Eh bien, d'un côté, les «gauchistes» qui n'ont pas encore compris cette ligne de démarcation historique, ressortent de vieilles catégories et les appliquent de façon aléatoire à de nouvelles réalités (par exemple, les fondamentalistes islamiques seraient des «fascistes», les banlieusards des «lumpen»). Et de l'autre côté, ceux qui sont aux marges du monde capitaliste contemporain ont traversé cette ligne de démarcation car ils vivent loin de son épiceutre. Ils cherchent dans le passé des formes de pensée qui puissent les aider à comprendre et expliquer leurs situations (ces structures de pensée leur permettent de se considérer eux-mêmes comme des «militants», des «chefs», des «théoriciens», etc.). C'est pourquoi nous assistons à la résurgence d'une ancienne façon de penser le capitalisme, une forme morte, à savoir la pensée anti-colonialiste. Relookée et modernisée, elle se sert des catégories non réfléchies de l'expérience directe:

- l'appréhension immédiate de deux mondes dans la vie quotidienne, appréhension élevée au niveau de la réalité fondamentale de notre monde historique,
- l'affirmation radicale de la primauté des catégories de «Noirs» et de «Blancs» par rapport à celles de classe, etc.

Je pense que ceux qui vivent relativement loin de la zone où est apparue la ligne de démarcation historique et qui ont abandonné la perspective d'une lutte révolutionnaire contre le capital, lutte fondée sur le rôle de la classe ouvrière, y compris sous sa forme contemporaine, sont des individus désespérés, romantiques. Le désespoir qui s'exprime dans les conceptions de leur lutte les amènera fatalement à être écrasés.

Telle est ma perspective en ce qui concerne Quadrelli, et les militants des banlieues et mes critiques se situent dans ce cadre. Elles sont brièvement les suivantes:

Si je me fonde sur ce que Quadrelli écrit et sur les déclarations des militant(e)s qu'il cite, les jeunes des banlieues françaises visaient la structure répressive qui les opprime, pas simplement certains aspects partiels comme les flics, certains patrons, ou certains «Blancs». Dans ce sens, leurs actions ont constitué une critique pratique complète de la relation quotidienne de ces jeunes avec la société française dans sa totalité. Apparemment (mais je peux me tromper) cette critique

pratique n'a pas réussi à être pleinement consciente d'elle-même et de ses potentialités. Et les militants cités par Quadrelli ont cherché à canaliser et détourner cette critique «à l'état brut» vers une lutte sans espoir et inspirée, pour ne pas dire copiée, de celle des héros des anciennes luttes anti-coloniales du passé (par exemple, Fanon).

Les catégories de Quadrelli et des militants des banlieues (celles inspirées par les aspirations nationalistes des anti-colonialistes) ne mènent nulle part...

Enfin, ce n'est pas tout à fait exact: les militants des banlieues sont historiquement l'équivalent des islamistes aisés, de cette intelligentsia des classes moyennes des pays arabes, par exemple. Aucun de ces deux groupes n'incarne une solution alternative face au capital, tous deux sont en fait inconcevables indépendamment du capitalisme contemporain; et, si l'un ou l'autre (ou les deux) gagnent un certain pouvoir au sein de leur communauté ou de leur société, leur pouvoir s'exercera dans le cadre global des relations sociales capitalistes.

Ils défendent des relations de pouvoir, des relations hiérarchiques fondées sur l'autorité et l'obéissance dans le cadre de l'exploitation et de la domination capitaliste – peut-être sous une nouvelle forme, ou peut-être pas. Quadrelli et les militants des banlieues (qu'il identifie de manière erronée avec la jeunesse des banlieues dans son ensemble) sont fascinés par le pouvoir, l'excitation et l'euphorie que provoque son exercice, toutes choses que les communistes révolutionnaires rejettent. Nous ne défendons pas une nouvelle forme de domination, mais la fin de la domination. Nous luttons pour un monde sans injustice, ni oppression, ni exploitation, ni xénophobie, et sans la division sociale et matérielle qui sous-tend tous ces phénomènes.

Les réflexions exprimées par ces militants, leurs présupposés anti-colonialistes (même s'ils sont enveloppés dans un discours selon lequel leur monde existerait tout à fait en dehors du monde du capital) reposent sur ses fondements. Il suffit de rappeler que Quadrelli cite le concept du politique exposé par Carl Schmidt: sa distinction entre amis et ennemis ne repose pas sur l'idée qu'il existe des antagonismes de classes ou de groupes historiquement et socialement déterminés, mais deux mondes qui ne peuvent être dépassés dans la réalité.

Toute la vision des relations sociales que les militants interviewés par Quadrelli cherchent à comprendre et à expliquer est orientée de cette façon.

Et ce mode de pensée n'est pas très éloigné de celui de l'extrême droite pour qui les groupes socialement et historiquement constitués apparaissent comme des assemblages d'êtres humains, unis par des liens héréditaires, moraux et sociaux invariables – ce qu'elle appelle des «races». C'est pourquoi les militants des banlieues (et Quadrelli qui les suit) racialisent toute la réalité.

La ligne de séparation entre les races a été instaurée parmi les exploités, en suivant une ligne de démarcation erronée, et pour cause: historiquement, la création d'une ligne de séparation raciale a toujours été fondamentalement une politique consciente des propriétaires d'esclaves, des exploités en général, pour contraindre, commander et

discipliner, et ensuite diviser les travailleurs non libres.

Tandis que pour nous, la race (et particulièrement, sous sa forme de conscience dominante parmi les exploités, parmi des ouvriers) est un produit historique qui est devenu central dans des sociétés où c'est la classe qui est fondamentale, parce que la race est une illusion objectivement nécessaire. Elle représente à la fois un élément déterminant du comportement et une mystification des relations sociales; c'est pourquoi, pour ces militants, le monde est et sera fondamentalement et éternellement bipolaire, «noir» et «blanc».

Wil Barnes

Trotskyistes et obsessions électorales

Dans les «Thèses sur le parlementarisme» adoptées par le deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920, le raisonnement des communistes était limpide et précis:

- «les réformes parlementaires (...) ont perdu toute importance pratique pour les masses laborieuses» (nous étions donc entrés, selon la Troisième Internationale, dans une période historique où il ne s'agissait plus de proposer un catalogue de revendications minimales, comme le font invariablement les trotskystes à toutes les élections);

- si les communistes participent aux élections municipales ou législatives, c'est en vue de hâter la destruction de l'État: il s'agit de «détruire le parlementarisme en général», de «faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, y compris les institutions parlementaires» (discours que ne tiennent plus ni LO et le PT puisque ces organisations se réclament, de façon certes différente, de la démocratie communale, ni la LCR qui souhaite une «Assemblée constituante» et un «gouvernement anticapitaliste»);

- il est «théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux» les «institutions municipales ou communales de la bourgeoisie» (ce que font régulièrement Lutte Ouvrière et le Parti des travailleurs);

- la participation à l'action parlementaire «consiste surtout à user de la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire» et elle doit être subordonnée «aux buts et aux tâches de lutte extraparlamentaire des masses» (on a vu que les 5 députés LO et LCR n'ont pas du tout eu cette attitude au Parlement européen; de toute façon leur temps de parole était limité à 90 secondes quelques fois par an, et ils devaient voter des dizaines de textes par jour en appuyant sur des petits boutons de couleur différente; la cadence était telle que chaque chef de groupe parlementaire se plaçait devant ses députés pour indiquer par des signes ce qu'il fallait voter, afin d'éviter les erreurs !);

- l'objectif est de «remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des soviets de députés ouvriers» (les trotskystes français ne parlent jamais des soviets ou des conseils ouvriers pendant leurs campagnes électorales);

- si des députés communistes sont élus, ce sera en vue de déposer régulièrement des «projets de loi purement démonstratifs conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande, l'agitation et l'organisation». On est loin des polémiques grotesques autour de la taxe Tobin au Parlement européen. Ou des souhaits de LO, en 1978, d'avoir des députés pour voter les meilleurs projets de la gauche;

- le député communiste doit «se rappeler qu'il n'est pas un législateur, cherchant un langage commun avec d'autres législateurs, mais un agitateur du Parti envoyé chez l'ennemi».

Ces thèses ont formé des générations de trotskystes depuis 70 ans (enfin, en principe...), et elles n'ont jamais été critiquées frontalement par les descendants actuels, ternes et mollassons, de la Troisième Internationale, les Besancenot, Krivine, Laguiller ou Gluckstein. En lisant les thèses de l'Internationale communiste, on se rend cependant

compte qu'elles ont été conçues pour une période pré-révolutionnaire, où il s'agit de préparer l'armement immédiat du prolétariat et le renversement (ou la destruction) de l'État. En même temps, période pré-révolutionnaire ou pas, on y sent une détermination révolutionnaire qui n'a rien à voir avec la bouillie «antilibérale» (LCR), «national-républicaine» (PT) ou populiste (LO) que nous sert la «gauche radicale» actuelle.

Etant donné que les campagnes électorales des trotskystes français depuis presque 40 ans ne se déroulent pas dans une conjoncture pré-révolutionnaire, et que, de plus, ils ne peuvent même pas s'appuyer sur des luttes de masse dans lesquelles ils auraient un rôle déterminant, quels choix ont-ils faits ? Ont-ils osé s'attaquer de front au contenu de leurs textes sacrés ? Ont-ils expliqué l'utilité, ou l'inutilité, de leurs références politiques et historiques dans la situation actuelle ? Ont-ils su trouver de nouvelles réponses à des situations finalement assez classiques, tout en restant fidèles à leurs principes «communistes», «révolutionnaires» et «internationalistes», puisque ces adjectifs se retrouvent dans les sigles de leurs organisations encore aujourd'hui ?

Certes, quelques révisions théoriques ont eu lieu à la LCR, mais de façon pas très claire, pour un observateur extérieur du moins. Des débats se sont déroulés dans ses revues confidentielles (*Critique communiste*, *Contretemps*) plus que dans son journal. De plus, comme les textes sont signés individuellement, il est difficile de savoir s'ils reflètent un point de vue collectivement débattu et adopté par une majorité, ou la position personnelle de tel intellectuel ou de tel cadre dirigeant.

Les articles qui suivent tentent d'explorer, chacun à leur manière, le discours trotskyste :

– ceux de Combat communiste concernent principalement Lutte ouvrière (LO), un peu la Ligue communiste révolutionnaire et accessoirement le Parti des travailleurs (qui s'est appelé successivement l'OCI, le PCI puis le MPPT avant de devenir le PT – accrochez-vous, il envisage de changer encore une fois d'appellation et de prendre le nom de POI !). Ces textes contiennent inévitablement des répétitions, mais aussi des idées que nous ne partageons pas (ou plus), mais nous les avons reproduits presque tous intégralement. Ils tentaient de s'adresser aux militants d'extrême gauche en dévoilant les contradictions au sein de leurs discours, mais aussi entre leurs discours et leur pratique, le trait le plus permanent et le plus grave depuis 40 ans étant l'ignorance totale des travailleurs immigrés pendant les périodes électorales comme en dehors de ces périodes. Cette ignorance délibérée explique en partie l'apparition de mouvements identitaires comme le MIB et les Indigènes de la République, créés par des hommes et des femmes qui en avaient marre d'être ignorés par l'extrême gauche franco-gauloise ;

– celui de Karim Landais est consacré exclusivement au Parti des travailleurs (PT). Il s'agit d'un texte à la tonalité plus universitaire, moins strictement militante que les précédents, mais qui a l'avantage de prendre de la distance par rapport à son sujet d'étude et de poser des questions clés sur le fonctionnement bureaucratique des organisations

d'extrême gauche. Une réserve, cependant: l'auteur prend un peu trop au sérieux, au pied de la lettre, les références politiques générales des dirigeants du PT (notamment celles concernant le Front unique tel que le concevait, selon eux, la Troisième Internationale), même s'il sait parfaitement (et d'ailleurs il l'écrit lui-même) que ces références servent surtout à manipuler la révolte et les pulsions révolutionnaires de jeunes militants qui ont envie d'en découdre avec la société capitaliste.

De l'Union communiste (alias Voix ouvrière, puis Lutte ouvrière) qui proposa à tous les groupes d'extrême gauche de se présenter ensemble aux élections de juin 1968, aux candidatures Laguiller, Schivardi et Besancenot de 2007, on constate un sacré acharnement de l'extrême gauche à profiter de la tribune électorale. Pour quoi faire ? telle est la question à laquelle essaient de répondre les articles rassemblés dans cette partie concernant les «obsessions électorales» des trotskystes hexagonaux.

Si la situation politique française a considérablement évolué depuis la première campagne présidentielle d'Alain Krivine en 1969, campagne soutenue à l'époque par Lutte ouvrière, un facteur, lui, n'a guère changé: l'opportunisme de ces deux organisations, qu'elles se présentent ensemble, séparément, ou que l'une d'elles (la LCR) appuie au premier tour un candidat indépendant, comme ce fut le cas avec Pierre Juquin en 1988.

Les articles parus dans *Combat communiste* entre 1976 et 1988 et reproduits dans ce numéro illustrent bien l'incapacité pour les groupes trotskystes de défendre un programme révolutionnaire durant les périodes électorales... comme durant le reste de l'année, d'ailleurs.

Et les textes écrits durant les années précédant l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 sont particulièrement instructifs pour la période actuelle, notamment en France. En effet, la gauche parlementaire se trouve aujourd'hui de nouveau dans «l'opposition». Il est donc fort tentant pour l'extrême gauche de servir à nouveau de caution et de marchepied aux partis communiste et socialiste, à l'instar de ce qu'a fait Rifondazione comunista en Italie: après avoir fait tomber le premier gouvernement de coalition de la gauche et du centre, le PRC les a remis en selle avec le grand révolutionnaire Romano Prodi à leur tête. Et que peuvent y faire tous les militants d'extrême gauche italiens (notamment l'organisation sœur de la LCR) qui se sont réfugiés au sein du PRC, notamment pour bénéficier des prébendes parlementaires ?

Avaler et faire avaler des couleuvres aux travailleurs qui ont des illusions sur le PRC ou créer une scission pour de nouveau contribuer à fabriquer un «machin» social-démocrate de gauche, dont le destin politique ne nous réservera aucune surprise ? Après avoir aidé à construire Rifondazione, voilà que les trotskystes italiens appellent à une «*altra Rifondazione*» au sein d'une tendance «*Sinistra critica*» ! Les trotskystes cherchent des raccourcis tout en édulcorant de plus en plus leur programme politique qui se réduit en fait à un très vague et très confus «antilibéralisme». Et en bons opportunistes, les camarades italiens de LCR veulent continuer à profiter de la mangeoire du PRC. Ce qu'ils expriment dans un charabia aux intentions néanmoins

transparentes: «la réorganisation doit d'abord se produire sur les mots d'ordre centraux et sur les contenus, avant de se doter de formes organisationnelles». (Pour plus de détails on se rapportera à un article intitulé – sans rire – «Une nouvelle phase de la gauche» <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article6870>)

Notons aussi qu'en Allemagne les trotskystes se sont intégrés au parti Die Linke, qui agglomère des sociaux-démocrates comme Oskar Lafontaine et des néostalinieniens comme Georg Gysi. Les trotskystes allemands militent donc mano dans la mano avec une partie des ex-partisans du régime stalinien est-allemand !

Au fil du temps, plus le nombre de voix des trotskystes français, ou en tout cas plus leur couverture médiatique augmente, plus leurs discours à la télévision ou dans leurs meetings deviennent insipides: collection de bons mots, de références branchées ou de petites phrases assassines pour Olivier Besancenot; rappel de quelques cruelles réalités de l'exploitation ou des différences de classe, pour Arlette Laguiller, mais aucune référence au fonctionnement concret du socialisme, ni à ce qu'une révolution sociale changerait dans notre vie quotidienne. Ne parlons même pas de Gérard Schivardi, le candidat du PT... Si la révolte perdure toujours chez le sémillant facteur et la retraitée du Crédit Lyonnais, ils sont totalement incapables de nous faire rêver d'un autre monde dès qu'ils ouvrent la bouche.

L'extrême gauche trotskyste a certes franchi un cap électoral depuis 1995 et les médias lui font une place un peu plus grande.

Mais le bilan d'activité des cinq députés européens LO-LCR et des quelques conseillers municipaux ou généraux trotskystes (PT inclus) est extrêmement maigre, pour ne pas dire inexistant – du point de vue de la classe ouvrière, bien sûr, pas des micro-appareils concernés, qui, eux, touchent de l'argent public pour chaque voix obtenue.

Non seulement ces militants ne se sont pas servis de leurs postes électifs comme d'une véritable tribune pour le communisme, mais leur présence au sein des institutions n'a rien changé au sort des travailleurs. LO et la LCR réussissent à toucher un public plus large en période électorale tant à la télévision que dans leurs meetings locaux, mais ils n'en profitent absolument pas pour expliquer en quoi la société qu'ils souhaitent serait fondamentalement différente de la société capitaliste actuelle; les postes que ces groupes ont obtenus leur ont permis d'attirer l'attention de la presse locale sur tel ou tel événement, mais les gains pour la masse de la population laborieuse auront été nuls.

Les articles du journal *Combat communiste* et de la revue *Contre le courant* (éditée par le même groupe) permettent de comprendre quelles sont les raisons politiques fondamentales de cette incapacité et pourquoi il est vain d'attendre quoi que ce soit des scores électoraux de ces organisations et de leur présence au Parlement ou dans d'autres institutions. Le ton relativement fraternel et «pédago» de ces articles constitue un gage de lisibilité, même s'il exprimait aussi, chez les militants de ce groupe aujourd'hui disparu (mais dont la plupart sont soit retournés à LO soit allés à la LCR), de profondes illusions sur la

capacité de l'extrême gauche trotskyste à se réformer et à apporter une contribution nouvelle à la lutte pour le socialisme.

Les articles intitulés «LO et la crise», «Ouvriers contre capitalistes ou petits contre gros ?» et «LO face aux mesures Stoléru» ont été inclus ici parce que ces trois thèmes ont des liens étroits avec les activités électorales. En effet, en ce qui concerne l'analyse de la crise et les conceptions erronées du capitalisme et des classes sociales que propagent les trotskystes, on en voit encore les traces indélébiles dans les récentes affiches électorales de la LCR ou de LO, et leur antilibéralisme creux (LCR) ou leur populisme (LO), tous deux calqués sur les conceptions du PCF.

Pour ce qui concerne les travailleurs immigrés, dans la mesure où ils ne votent pas et où, en plus, la dénonciation de leur présence en France sert d'argument électoral permanent au FN (et indirectement à Sarkozy, quand il était ministre de l'Intérieur, avec ses opérations coups de poing contre les squats ou les immeubles insalubres loués aux travailleurs africains, ou, aujourd'hui qu'il est président, avec ses rafles et l'augmentation annuelle des quotas d'expulsés), il est tristement «évident» qu'il n'est pas de l'intérêt immédiat d'une organisation qui vise à conquérir les voix des travailleurs franco-sgaulois d'évoquer trop bruyamment ce type de questions lors des périodes électorales, au risque d'en payer lourdement le prix.

Et ni LO ni la LCR ni le PT n'ont failli à cette règle électoraliste élémentaire depuis près de quarante ans.

Une telle lâcheté en dit plus long sur la nature de ces organisations que bien des commentaires.

Y.C.

(octobre 2007)

La longue marche ...vers l'électoralisme (1968-1978)

Publié dans la revue *Contre le courant* n° 2 (1978), cet article reprenait, dans sa partie centrale, trois articles parus antérieurement dans le mensuel *Combat communiste*, avec une introduction consistante et une longue conclusion. Les trois articles s'intitulaient: «Plate-forme électorale LCR-OCT. Une gestion révolutionnaire des municipalités est-elle possible?». (l'OCT, Organisation communiste des travailleurs, était un groupe maoïste aujourd'hui disparu), *Combat communiste* n° 23, 15 février 1977; «Lutte ouvrière. "Changer la vie..." ou faire la révolution?», *Combat communiste* n° 30, 15 octobre 1977; et «Un échec» *Combat communiste* n° 35, 25 mars 1978.

Ni patrie ni frontières

Alors qu'avant 1968 Lutte ouvrière bornait son intervention au terrain des entreprises, depuis 1968 LO s'est mise à faire de la «politique» et à intervenir sur toute une série de terrains qui débordent le cadre de l'intervention syndicale: campagne sur les transports en commun; participation à quelques manifestations internationales (Vietnam, Espagne, etc.); adhésion (plutôt symbolique) au MLAC; travail en direction des CET; soutien (sur le papier) des revendications des soldats, des écologistes et de certaines revendications ou luttes des femmes; organisation de fêtes, de caravanes pendant les vacances, et enfin campagnes électorales.

Autant on peut dire que toutes les autres activités ont peu changé les habitudes, la mentalité et la routine de Lutte ouvrière, autant les campagnes électorales ont amené des changements très importants dans les activités et surtout la politique de LO.

1968-1978: zigzags

Lutte ouvrière s'est préoccupée pour la première fois de participer aux élections en mai 1968 (eh oui!). C'est ainsi que pendant plusieurs jours, notamment à la Sorbonne occupée, LO collecta de l'argent pour présenter des candidatures révolutionnaires. Ce projet fut vite abandonné et finalement LO appela à voter pour le PSU – parti que LO considère aujourd'hui, à juste titre mais un peu tard, comme une branche de la social-démocratie depuis sa fondation.

En 1969, Lutte ouvrière, en plein dans ses pourparlers unitaires avec la LCR, soutint la campagne unitaire de Krivine, «candidature trotskyste» sans que la LCR laisse à LO la moindre opportunité de discuter du contenu de sa campagne.

En 1971, retour aux amours de 1968: LO se présente aux élections législatives partielles du XII^e arrondissement avec le PSU.

En **1973**, nouveau retournement d'alliance: LO se déclare en faveur d'une apparition unitaire des trotskystes lors des élections législatives et négocie un partage des circonscriptions électorales avec la LCR (l'OCI se retirant à la dernière minute des négociations). La façon dont LO justifie une apparition unitaire AVANT les élections est intéressante:

LO considère que les organisations trotskystes se réclament «d'une même tradition politique et d'un même terrain de classe», que leurs divergences «importantes sont finalement de peu de poids, en regard de ce qui nous est commun, lorsqu'il s'agit d'affronter devant les travailleurs nos ennemis bourgeois, qu'elles «représentent, qu'elles le veuillent ou non, un même courant politique (...) face à l'ennemi de classe, d'une part, aux yeux des travailleurs, d'autre part» (*Lutte de classe* n° 6, janvier 1973). «Le mouvement révolutionnaire, écrit LO dans le même article, a encore fort à faire pour se débarrasser d'une de ses tares majeures: le sectarisme qui mène à la démission devant les tâches politiques. Pour notre part, nous en sommes très conscients et nous continuerons à le combattre sous toutes ses formes.»

Nous sommes loin, alors que ni la LCR ni l'OCI n'ont fondamentalement changé depuis 5 ans, des positions défendues par LO pour justifier sa campagne menée seule en 1978. Mais nous y reviendrons.

1974: nouveau changement de ligne. LO décide, tout comme la LCR en 1969, de mettre les autres organisations devant le fait accompli et de présenter Arlette Laguiller.

1977: nouveau virage. LO signe une plate-forme au contenu très ambigu avec la LCR et l'OCT (cf. plus loin).

1978: LO se présente seule dans 470 circonscriptions, refusant tout accord avec les autres organisations, y compris la LCR et l'OCI «trotskyste».

On voit donc que de 1968 à 1978, LO a eu, vis-à-vis de ce qu'elle considère comme l'extrême gauche et particulièrement le mouvement trotskyste, des attitudes opposées et contradictoires, présentant à chaque fois sa position tactique comme une position de principe, pure, révolutionnaire et immuable.

Il est inutile de chercher la cohérence entre toutes ces positions: il n'y en a pas, ou plutôt si, ce sont les intérêts de boutique qui dictent à LO telle ou telle position, et non les intérêts du «mouvement trotskyste», ou de la classe ouvrière dont elle parle si bruyamment.

«Mais après tout, nous diront les camarades de LO, c'est notre droit de changer d'alliances suivant les différentes conjonctures politiques, et ce n'est tout de même pas un problème très important. Ce qui compte, c'est le contenu de notre campagne.» Nous sommes d'accord et nous allons y venir. Mais il nous semblait important de souligner que la direction de LO a justifié des campagnes, unitaires ou pas, avec des arguments complètement contradictoires. En clair, LO met l'accent sur ce qui la sépare des autres organisations trotskystes, quand elle se sent capable matériellement de mener campagne seule (présidentielles 1974, législatives 1978), et présente de fait comme secondaires ses divergences quand elle a besoin de l'aide des autres groupes (1969, 1971, 1973, 1977).

Cet opportunisme est bien significatif du mépris total de la direction de LO pour ses militants auxquels elle fait adopter des positions opposées sur des questions tactiques sans les justifier politiquement d'une façon sérieuse.

Campagne révolutionnaire et vote de défiance

Le tournant opportuniste pris par LO date de la campagne présidentielle de 1974. Entre 1969 et 1974, LO a certes défendu des positions «antimonopolistes» sur les petits commerçants, et émis des critiques peu claires vis-à-vis du PC et du PS (se bornant à attaquer surtout la personnalité des grands leaders de la gauche), mais elle maintenait, du moins sur le papier, des positions révolutionnaires sur les élections.

Ainsi, elle expliquait dans la *Lutte de classe* n° 6 de janvier 1973: «La LCR et LO appellent les travailleurs à voter pour leurs candidats afin d'exprimer ainsi leur volonté d'en finir avec l'exploitation capitaliste, de ne pas se fourvoyer dans les impasses réformistes – stalinienne ou social-démocrate – et de s'engager ensemble sur la seule voie qui puisse mener à leur libération: la révolution socialiste.»

Et dans le n° 7 de février 1973: «Il ne s'agit évidemment pas de faire croire ou de laisser croire, qu'il suffirait d'une majorité de députés ouvriers (si même cela était mathématiquement possible) au Parlement des bourgeois, pour transformer celui-ci en instrument du pouvoir ouvrier. Il s'agit au contraire, là aussi, de lutter contre toutes les illusions électoralistes et de démontrer le caractère de classe du pouvoir en place, et la nécessité pour le prolétariat de le détruire. Les révolutionnaires luttent pour le pouvoir des travailleurs, pour un pouvoir exercé non par quelques poignées de députés incontrôlables ou incontrôlés (même révolutionnaires), mais par les travailleurs eux-mêmes, à tous les échelons de la vie sociale. Pour un pouvoir où les organismes centraux de contrôle ou de décision seront l'émanation de la classe ouvrière organisée dans ses conseils d'usine ou de quartier.»

LO, à cette époque, menait campagne sur deux plans:

- elle faisait de la propagande révolutionnaire, anti-électorale, montrant les limites de députés révolutionnaires et s'affirmait ouvertement pour le pouvoir des conseils ouvriers,

- elle s'adressait aux travailleurs hostiles à la droite et méfiants vis-à-vis de la gauche en leur disant en substance: «Peu importe que vous ne soyez pas d'accord avec nous sur tous les points de notre programme, en votant LO (et LCR) vous exprimerez votre méfiance vis-à-vis de l'Union de la gauche, en même temps que votre refus de la droite.»

Pour simplifier, LO voulait s'adresser donc à la fois à l'électorat «gauchiste» et aux travailleurs critiques du rang. «Les révolutionnaires ne se présentent pas dans le simple but de se compter ou de faire de la propagande pour leurs idées, mais pour permettre aux travailleurs de faire un geste politique pour eux-mêmes» (*Lutte de classe* n° 9, avril 1973). On pouvait déjà trouver d'ailleurs un germe de la campagne réformiste de 1978, puisque LO expliquait que, si la défense du programme révolutionnaire à la radio, à la télévision, dans la presse, constitue une «raison pour les militants révolutionnaires de se présenter, ce n'en est

pas une, pour les travailleurs auxquels ils s'adressent, de voter pour eux» (*Lutte de classe*, n° 8, de mars 1973). Considérant qu'il n'est pas intéressant de se présenter aux élections pour avoir les voix des travailleurs révolutionnaires (puisque'il n'y en a pas ou si peu), LO finira par en tirer, cinq ans plus tard, une conclusion «logique»: puisque les travailleurs ne sont pas révolutionnaires, pour avoir leurs voix, une seule solution: ne pas faire de campagne révolutionnaire.

Nous pensons, pour notre part, qu'il est possible de s'adresser à de larges fractions de travailleurs, révolutionnaires ou pas, sans mettre pour autant son programme dans sa poche.

Notons aussi qu'à l'époque (un an avant les présidentielles), LO se vantait de tourner «le dos à tout "vedettariat", à l'encontre de ce qu'ont fait dans le passé, et de ce que font encore aujourd'hui, maints groupes révolutionnaires» (*Lutte de classe*, n° 7, février 1973), alors qu'elle justifia la mise en vedette d'Arlette, lors des présidentielles de 1973, en ces termes: «Quant à la "personnalisation" ou à la "dépersonnalisation" de la campagne (présidentielle, NDLR), c'est évidemment un faux problème. Il est évident que, par leur nature même, les élections présidentielles sont personnalisées. Mais le problème des révolutionnaires n'est pas de les "dépersonnaliser", au nom d'on ne sait trop quelle morale abstraite» (*Lutte de classe* n° 19, mai 1974).

Comme quoi la morale devient «abstraite» quand il ne s'agit plus de critiquer Krivine. C'est ainsi que LO, après 1974, commença à faire signer tous ses éditoriaux par Arlette, fit une campagne de publicité pour LO présentée comme le «journal d'Arlette», fit figurer systématiquement la photo et la signature d'Arlette sur les affiches et les tracts électoraux. On vit aussi les militants de LO écrire sur les murs du métro parisien le slogan éminemment communiste: «Arlette c'est chouette.» Mais sans doute n'avons-nous pas compris que la fin (le nombre des voix) justifie les moyens (la démagogie).

Notons enfin que LO ne donnait, contrairement à 1978, aucune illusion sur la possibilité d'avoir un député élu: «Dans la situation actuelle, aucun travailleur ne peut voter dans le but d'envoyer un député trotskyste au Parlement, car il est évident qu'il ne peut pas y avoir d'élu trotskyste à l'Assemblée nationale française (...). Avec le mode de scrutin actuel, uninominal à deux tours, ils (les trotskystes, NDLR) pourraient en recueillir dix fois plus, deux millions (de voix, NDLR), qu'ils n'auraient probablement aucun élu» (*Lutte de classe* n° 8, mars 1973).

A cette époque, LO disait la vérité à ses militants – ce qui est tout à son honneur – et n'avait nul besoin de faire naître de vains espoirs. Les temps changent.

1974: premier glissement

En 1974, LO fit une campagne présidentielle en retrait par rapport aux élections de 1973 et cela apparaissait aussi bien dans la présentation de l'axe de la campagne que dans le contenu de la campagne elle-même.

«Si les révolutionnaires se présentent aux élections qu'organise la bourgeoisie, ce n'est pas seulement pour faire connaître leur existence, ou celle de leur organisation, ni même seulement pour y défendre leurs idées. **C'est aussi et surtout** (c'est nous qui soulignons, NDLR) pour

permettre aux travailleurs d'utiliser le bulletin de vote que leur donne la bourgeoisie pour faire un geste positif et utile» (*Lutte de classe* n° 19, mai 1974).

Le thème «Votez utile» (!?) de 1973 devient le thème le plus important en 1974. Et la démagogie «féministe» de LO commence, Arlette expliquant aux femmes de la bourgeoisie qu'elles ont tort de préférer un choix dicté par «leur conscience de classe» à un choix dicté par leur «conscience d'être humain», et que LO veut parler «pour toutes les femmes». La propagande «socialiste» de LO se réduisant à dire que LO lutte pour «construire un État infiniment plus démocratique que l'État actuel, car la quasi-totalité de ses fonctions seront exercées par la population elle-même, ou sous son contrôle direct, exactement comme une municipalité gère démocratiquement une petite commune sous le contrôle direct des habitants» (*Une travailleuse révolutionnaire dans la campagne présidentielle*, p. 37). Des soviets à la «petite commune», quelle évolution !!!

LO profitait de la tribune de la télé pour lancer son idée du contrôle de la police: «Sans ce contrôle, la police n'est pas et ne sera jamais la protectrice, mais l'ennemie, non seulement des travailleurs, mais de toute la population» (*Une travailleuse...*, p. 78).

Sous prétexte de «pédagogie», LO cultive de grossières illusions sur la possibilité de réformer l'État et l'économie en régime capitaliste. Et ce glissement à droite allait se poursuivre et s'accélérer à grande vitesse les années suivantes.

La plate-forme municipale

Pour les élections municipales de 1977, LO signe une plate-forme extrêmement ambiguë qu'elle ne diffusa pratiquement pas, mais dont elle ne critiqua pas le contenu opportuniste.

Des positions contradictoires et inconciliables

La présentation de la plate-forme sous le titre déjà équivoque de «Défendre dans les municipalités les intérêts des travailleurs» juxtapose deux positions politiques opposées. (...) D'une part, elle affirme qu'il faut lutter pour la destruction de l'État bourgeois, que des révolutionnaires à la tête de municipalités ne pourraient pas «changer en profondeur la situation des travailleurs» et qu'ils refusent de s'inscrire dans «une logique gestionnaire», même dite «démocratique»; d'autre part, cette même plate-forme prétend lutter pour la «démocratie communale», proteste contre la «faible autonomie politique» dont disposent les communes et réclame:

- «l'accroissement des moyens budgétaires de la commune»,
- «la suppression de la TVA»,
- «une fiscalité imposant essentiellement les capitalistes et les détenteurs de gros revenus»,
- «l'extension du domaine des conseils municipaux contre la tutelle du préfet et de l'administration centrale et contre la double fonction du maire, agent de l'État et de la commune»: «ses pouvoirs doivent se réduire à ceux d'un simple exécutant du conseil municipal».

En fait, les rédacteurs de la plate-forme se refusent à définir clairement la municipalité comme un **organe de l'État bourgeois**. Et

ils ne voient pas qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale dans la fonction du maire; même si les intérêts essentiellement locaux qu'il défend s'opposent souvent à ceux de l'État central, il demeure un rouage indispensable de l'État bourgeois.

La mise des municipalités sous la tutelle de l'État central, la création d'organismes qui permettent de passer par-dessus la tête des maires pour prendre des décisions concernant l'aménagement du territoire, l'urbanisme, les équipements collectifs, etc., ont certes des conséquences néfastes pour la population laborieuse, dans la mesure où l'existence d'un conseil municipal élu ou plus proche de la population (il dépend de ses suffrages) est parfois un obstacle à la réalisation de projets lésant gravement cette population locale.

Toutefois, il s'agit là d'une tendance générale à la centralisation de l'État bourgeois, et il est aussi vain de rêver de revenir à la «démocratie (bourgeoise) communale» d'antan où les maires étaient maîtres chez eux, que de vouloir revenir au parlementarisme de la Quatrième République.

Ces formes correspondaient à des formes surannées du capitalisme: le capitalisme de libre concurrence où les différents bourgeois réglent plus ou moins démocratiquement leurs problèmes entre eux.

Quant à établir une fiscalité frappant essentiellement les capitalistes et les gros revenus (pourquoi essentiellement et pas uniquement d'ailleurs ?), il s'agit tout bonnement d'une niaiserie réformiste: un tel système fiscal est tout à fait impossible dans le cadre du capitalisme ! Il est d'ailleurs indispensable de souligner que tenter d'établir une telle fiscalité au niveau des impôts locaux dans les limites tracées par la législation fiscale se heurterait à des contradictions insurmontables: imposer de façon draconienne les grosses entreprises aboutirait, par exemple, à en faire fuir certaines; à dissuader les patrons d'installer des usines sur le territoire, donc en définitive... à priver la commune de revenus et également à en diminuer les emplois, donc à mécontenter les électeurs. La boucle est bouclée: il n'existe aucune possibilité de gestion révolutionnaire du capitalisme, même au niveau national...

Un, deux trois Louviers ?

Mais le premier point de cette plate-forme tente également d'expliquer qu'une municipalité révolutionnaire mettrait le «conseil municipal et toutes les décisions communales importantes sous le contrôle direct des travailleurs» et de «leurs organes de lutte» (syndicats, associations de locataires, comités de quartier, comités de lutte sur tel ou tel problème, etc.).

Si l'on en croit les écrits du PSU, il existerait en France une commune qui fonctionnerait de cette façon: Louviers. Nous ignorons si la description idyllique que le PSU trace de la vie municipale de Louviers correspond à la réalité, ce qui nous surprendrait, mais il n'est pas besoin de réfléchir beaucoup pour comprendre qu'il est absolument impossible que toutes les communes de France, ou même une partie significative d'entre elles, puissent rendre gratuits piscine, spectacles, transports, ateliers récréatifs d'artisanat, comme on nous affirme que c'est le cas à

Louviens. La meilleure volonté municipale ne pourrait que se heurter à d'évidents problèmes de rentabilité.

Prenons, par exemple, le problème du logement. Ou bien la municipalité et l'office HLM qui dépend d'elle procèdent à une gestion saine des crédits HLM et ne louent qu'à ceux qui peuvent payer, c'est-à-dire excluent les économiquement faibles, les vieux, etc., et doivent exiger la rentrée des loyers des chômeurs ou les faire expulser. Ou bien la municipalité distribue gratuitement les logements et elle se retrouvera en faillite au bout de six mois.

Auquel cas voilà le langage que devrait tenir honnêtement le candidat révolutionnaire: «J'appellerai les travailleurs à occuper gratuitement les logements, à utiliser gratuitement les piscines, terrains de sport, etc., mais je vous préviens honnêtement qu'il en découlera inévitablement une faillite des finances locales, et cela démontrera qu'aucun changement n'est possible au niveau local, sans un changement global de société.»

Sinon, on voit mal ce que pourraient réellement contrôler ces fameux «organes de lutte» des travailleurs. En dehors d'une période révolutionnaire où le «contrôle» ne constituerait qu'une brève étape préparant immédiatement la **destruction des municipalités**, leur remplacement par des conseils ouvriers (et non par de vagues comités de lutte regroupant indistinctement diverses couches de la population), comme autorité locale, l'armement des travailleurs au niveau local et la préparation de l'insurrection, les «contrôleurs» ne pourraient que se transformer en bureaucrates et se couper des travailleurs. On retombe alors dans l'autogestion version PS.

Il faut ajouter que, de toute façon, de tels organes n'existent actuellement nulle part.

Mais peut-être les signataires de la plate-forme escomptent-ils que la présence de révolutionnaires dans les municipalités favoriserait la naissance de ces organisations, voire une situation révolutionnaire? C'est tout simplement poser les problèmes à l'envers: le jour où se développerait un puissant mouvement de comités ouvriers locaux, nous verrons éventuellement si, tactiquement, le parti révolutionnaire devra briguer le poste de maire ou balancer tout simplement le conseil municipal. Mais, dans une telle situation, il est peu probable que la bourgeoisie laisse sans réagir le pouvoir local aux révolutionnaires, dans le cadre municipal ou non, car ce sera le problème du pouvoir qui sera posé.

Un autre point de l'accord (le troisième) concerne la «défense des libertés». Il se propose non seulement de mettre en permanence les salles de réunion, locaux, journaux municipaux, etc., à la disposition des travailleurs, mais d'établir un véritable contrôle sur la police en rendant «la plus publique possible l'activité des organes répressifs locaux (commissariats, postes de police)». On atteint là le summum de la naïveté et du ridicule.

Pour mettre hors d'état de nuire les forces de répression locales, il ne suffit pas que des comités les contrôlent, mais il faut que les travailleurs les désarment. Tout au plus est-il possible d'imaginer une brève période

d'équilibre des forces, de «double pouvoir» au niveau local, où les bandes armées du Capital ne peuvent plus faire la loi, mais où les travailleurs ne les ont pas encore dispersées... Mais ce n'est que dans une période révolutionnaire que pourra se présenter une telle situation. D'ici là, un maire peut certes user de son titre et de ses prérogatives pour mettre des bâtons dans les roues de la flicaille, mais l'expérience montre que ça ne peut pas aller bien loin !

D'ailleurs, pour dénoncer les exactions policières, il n'est pas nécessaire d'être maire ou conseiller municipal, et l'attitude des flics envers la population dépend essentiellement du rapport des forces avec les organisations ouvrières, pas de la présence d'édiles de gauche ! Les flics ne se gênent nullement pour tabasser jeunes et immigrés dans les municipalités de la banlieue ouvrière dirigées par le PCF, en dépit des protestations régulières de ses élus. C'est sans égard pour les innombrables questions écrites déposées sur le bureau de l'Hôtel de Ville que les flics au service des promoteurs jettent régulièrement à la rue des mal-logés ! Pire: en attribuant un tel rôle aux élus, les révolutionnaires risquent d'encourager la tendance générale qui consiste à compter sur des personnalités jouant le rôle d'avocats.

Par ses contradictions, par l'importance tout à fait exagérée qu'elle attribue à la possibilité d'utiliser les municipalités comme «leviers» des luttes, cette plate-forme est plus qu'équivoque: elle repose sur une grave confusion de principe. Il faut ajouter que si son titre est «Pour le pouvoir des travailleurs» ... le texte ne parle en aucun point de ce dit pouvoir.

Notons enfin que le paragraphe accordé aux travailleurs immigrés est ridiculement réduit, quand on pense que ces travailleurs représentent 20% de la classe ouvrière française et plus de 50% de la population dans certaines communes ouvrières de banlieue comme Gennevilliers. Nous ne ferons pas l'injure de soupçonner les signataires de la plate-forme d'avoir négligé la fraction la plus exploitée du prolétariat de ce pays, parce qu'elle ne dispose pas du droit de vote, mais on ne peut s'empêcher d'y voir un lapsus inquiétant.

L'épisode de la brochure «Changer la vie»

La signature de la plate-forme municipale par LO soulignait déjà les positions très ambiguës vis-à-vis de l'État bourgeois que partageait LO avec la LCR et l'OCT. La brochure «Changer la vie», publiée par LO en septembre 1977, allait montrer que le virage droitier de LO prenait des proportions inquiétantes.

Dans cette petite brochure d'une trentaine de pages, LO explique de façon simple «ce que les travailleurs peuvent attendre de la gauche au pouvoir» et «le programme des révolutionnaires».

La critique de cette brochure nous donne l'occasion de préciser certaines de nos divergences fondamentales avec Lutte ouvrière sur le langage à tenir aux travailleurs face à un gouvernement de gauche.

Précisons d'abord en quoi nous sommes d'accord avec LO: le Programme commun est un programme bourgeois, un gouvernement de gauche sera un gouvernement bourgeois, et les travailleurs doivent s'organiser face à un tel gouvernement pour défendre leurs intérêts. Une

fois que l'on dépasse ces quelques généralités, commencent bien vite les désaccords.

Les révolutionnaires ne peuvent faire pression sur la gauche au pouvoir et changer la nature de la politique suivie par le PCF et le PS

Toute la première partie de cette brochure est centrée sur «ce que les travailleurs peuvent attendre de la gauche au pouvoir» – comme si la gauche pouvait donc ne pas mener une politique bourgeoise.

C'est ainsi que LO, dans un premier temps, présente la politique du PCF et du PS comme dépendant de la «pression» que pourraient exercer les travailleurs sur ces partis. Il faut contrôler et surveiller la gauche au pouvoir, nous dit LO, pour qu'elle applique en gros le Programme commun: augmentation des salaires et du SMIC, échelle mobile, retour aux 40 heures, retraite à 60 et 55 ans, abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, etc.

Dans cette première partie, le Programme commun n'est soumis à aucune critique radicale, à part la question de l'emploi où LO préconise «les 35 heures tout de suite, avec partage du travail entre tous et maintien intégral du salaire». Pourtant, plutôt que d'expliquer que chacune de ces mesures constituerait «un progrès», LO aurait mieux fait d'expliquer que la gauche (si elle était venue au pouvoir en 1978) n'aurait sans doute même pas appliqué toutes ces mesures, sauf si la lutte de classe l'y avait contrainte.

Elles étaient en effet évoquées en termes suffisamment vagues dans le Programme commun pour que la gauche revienne sur ses promesses. La polémique PC-PS a d'ailleurs bien montré qu'au moins les Radicaux de gauche et le PS ne voulaient prendre aucun engagement ferme et que le PCF céderait facilement à leurs exigences au nom de l'unité, même s'il a continué à faire une certaine démagogie.

De plus, à notre avis, dans le cadre même de la discussion des revendications immédiates du Programme commun, il aurait fallu expliquer:

- que la gauche aurait respecté la hiérarchie et que donc les augmentations de salaires qui auraient pu intervenir n'auraient même pas amené à un tassement des privilèges des hauts salariés;

- que les travailleurs n'avaient vraiment rien à attendre d'un accord d'échelle mobile qui n'aurait abouti qu'à des bagarres d'indices entre bureaucrates et statisticiens bourgeois (et que cela aurait constitué donc une illusion et non «un progrès»).

Certes, LO termine la première partie de sa brochure en expliquant que le Programme commun rendrait plus douce l'exploitation des travailleurs, mais ne la supprimerait pas et que les quelques «avantages acquis» seraient repris à cause de la crise. Mais le travailleur réformiste à qui l'on a expliqué pendant six pages que le Programme commun constitue malgré tout «un progrès» ne peut guère être convaincu par une conclusion où tout à coup on lui explique, sans prononcer d'ailleurs une seule fois les mots de socialisme et de révolution, qu'on ne pourra «changer la vie» qu'en expropriant «les plus grandes entreprises du pays».

La planification n'a aucun intérêt pour les travailleurs dans le cadre de l'État bourgeois

Dans la deuxième partie de la brochure, LO essaie de prendre le problème de plus haut: les nationalisations, la planification et le protectionnisme permettront-ils à la gauche de «dominer les mécanismes économiques»? LO répond que non, bien sûr, et prédit un virage à droite des classes moyennes, un temps attirées par la gauche, et un retour au pouvoir d'une droite plus musclée.

Dans cette partie, LO essaie de démontrer aux réformistes qu'ils n'auront pas une politique économique efficace, mais elle le fait bien maladroitement et en semant bien des illusions.

En ce qui concerne les nationalisations, par exemple, comment LO peut-elle expliquer qu'elles ne changeraient rien au fonctionnement du capitalisme français actuel? LO commet une énorme bourde en écrivant que 15% de la production seulement seraient nationalisés après l'application du Programme commun. De plus, LO explique que le secteur privé resterait encore régi par les lois du profit capitaliste «et de la concurrence capitaliste sauvage» (trusts, monopoles où êtes-vous?) comme si le secteur d'État nationalisé ne fonctionnait pas suivant «les lois du profit» !!!

De même pour le plan: LO critique le Programme commun comme si la France se trouvait encore au stade du capitalisme de libre concurrence du XIX^e siècle; dire que le plan, sous la gauche, jouera un rôle purement indicatif, c'est faire croire qu'un «plan obligatoire» pour les capitalistes serait par nature plus favorable aux travailleurs. D'une part, les plans dans tous les pays capitalistes d'Europe de l'Ouest sont beaucoup plus qu'«indicatifs». D'autre part, dans les pays d'Europe de l'Est, où la planification règne en maître, le chômage, l'inflation et la surproduction existent non à cause de l'absence de «plan obligatoire» mais... tout simplement parce que les travailleurs n'ont pas le pouvoir. On peut noter que le régime hitlérien fut également un des plus autoritaires sur le plan économique. La planification par l'État bourgeois n'est que la planification de l'exploitation!

Bien que LO termine cette deuxième partie en écrivant qu'«il n'y a pas de solution réformiste valable», en fait, sa critique de la politique économique de la gauche est si faible que l'on peut se demander ce que LO aurait fait si la gauche était parvenue au pouvoir et avait nationalisé un peu plus et mis en application un plan plus «obligatoire» ...

Et nos craintes sont d'autant plus justifiées que le «clou» de la brochure, la troisième partie consacrée «au programme des révolutionnaires», contient en fait l'exposé d'un programme... de réformes du capitalisme, ni plus ni moins.

Un «État bon marché», ni bourgeois ni ouvrier

Reprenant des propositions qu'elle avait déjà évoquées tout au long de la brochure et lors de ses campagnes électorales précédentes, LO propose en fait un programme de gouvernement réformiste alternatif à celui de l'Union de la gauche.

Si LO ne propose pas un gouvernement PC-PS comme l'OCI et parfois la LCR, elle parle d'un «État à bon marché» (dans le cadre du

capitalisme !), d'un «gouvernement qui voudrait vraiment réduire la charge fiscale qui pèse sur toutes les couches de la population laborieuse», etc. Cet État à bon marché, ce gouvernement seraient-ils formés par les travailleurs organisés en conseils ouvriers ?

Non. LO précise que les travailleurs devraient contrôler l'armée, la police bourgeoises, exiger leur désarmement, «savoir ce qui se passe dans les municipalités, les quartiers, les écoles, les commissariats». Il s'agit donc bien de l'État bourgeois démocratisé **et de rien de plus.**

Nous supposons que les camarades de LO savent comme nous qu'il n'est pas possible de désarmer l'armée et la police en France sans former des milices ouvrières armées qui détruiront – et par la violence – les corps de répression de l'État.

Alors pourquoi essaient-ils de jouer les naïfs et de faire croire aux travailleurs qu'il serait possible de contrôler les commissariats ? Pourquoi font-ils semblant de croire qu'il serait possible de réduire de façon radicale «les charges de l'État» bourgeois, de «s'attaquer aux dépenses de l'armée, de la police» sans que la bourgeoisie réagisse violemment ?

Pourquoi font-ils semblant de croire qu'en période de crise le capital pourrait être «mis à la disposition de tous» (?!!!), le chômage supprimé, le secret commercial et bancaire levé, les mouvements de capitaux contrôlés par les travailleurs, TOUT CELA DANS UN REGIME QUI RESTERAIT CAPITALISTE ?

L'impassé du trotskysme

En cherchant à se mettre à la portée (croit-elle) des travailleurs réformistes, LO reste dans la tradition du mouvement trotskyste qui, depuis des dizaines d'années, se livre sans succès à de véritables acrobaties pour proposer des formules de gouvernements bourgeois intermédiaires susceptibles de mobiliser les travailleurs et d'accélérer le cours de l'histoire. La politique de LO n'est ainsi pas fondamentalement différente de celle de la LCR et de l'OCI qui réclament à cor et à cri un gouvernement PC-PS. Ne lisons-nous pas d'ailleurs dans la brochure de LO:

«Nous militons pour que la victoire électorale de la gauche se fasse sans illusions sur la base d'une méfiance légitime et argumentée. Nous militons pour que la classe ouvrière envoie ses représentants au gouvernement, sans leur donner un chèque en blanc, et pour qu'elle se mobilise afin d'exercer un contrôle et une surveillance indispensables.»

Il ne s'agit pas là d'un seul écart de langage ou d'une maladresse de rédaction. Par souci pédagogique, LO tient véritablement un double langage. Côté cour, LO affirme «les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils imposeront». Côté jardin, LO affirme lutter pour un gouvernement de gauche.

C'est en fait une façon honteuse de défendre le même programme que la LCR. Celle-ci lui reproche d'ailleurs à bon droit ce double langage (la LCR n'en tient pour sa part qu'un seul: celui du partisan le plus conséquent de la venue de la gauche au gouvernement...). A la fin de la brochure de LO, on a la surprise d'entendre LO parler de la «fonction

utile de la police (protection des biens, des libertés publiques et des personnes)». Si... vous avez bien lu: «protection des libertés publiques».

LO s'aligne ainsi sur les illusions des travailleurs qui considèrent que la police est indispensable et qu'il y aura toujours une police. Par souci pédagogique, LO ne fait que noyer le programme révolutionnaire dans un fatras confus qui ne peut qu'embrouiller les idées du lecteur et renforcer ses illusions. LO veut s'adresser au travailleur réformiste qui désire obtenir plus que le Programme commun, mais ne souhaite pas la révolution. C'est ce qui explique sans doute l'édition d'une brochure au ton aussi modéré et ambigu.

Les travailleurs qui peuvent être sensibles à ce langage ne seront pas pour autant en contradiction avec les dirigeants réformistes, ceux-ci seront toujours prêts à adopter leur langage. C'est pourquoi cette tactique est tout à fait inefficace.

L'idée qu'une portion des travailleurs – même si elle n'est pas prête à s'engager sur la voie révolutionnaire aujourd'hui – puisse se poser les problèmes à un autre niveau ne semble pas effleurer LO.

Parler un langage clair

Le rôle des révolutionnaires est avant tout de parler un langage clair aux travailleurs. À chaque étape des luttes ouvrières, les révolutionnaires doivent proposer des objectifs permettant à l'organisation et aux positions des travailleurs de se renforcer face à la bourgeoisie. Mais ces objectifs et leurs limites doivent toujours être exposés sans équivoque et non être camouflés et vidés de leur contenu par souci de réalisme politique, pour gagner plus facilement la sympathie des travailleurs réformistes.

Sinon, ces objectifs dénaturés et vidés de tout contenu de classe peuvent aisément être repris par les partis comme le PCF qui ne sont pas avares de démagogie. Il suffit de voir le PCF reprendre le gadget de la CFDT sur les «conseils d'atelier» pour comprendre l'extrême souplesse tactique des bureaucraties syndicales et des partis de gauche, leurs capacités de récupération. En avançant des formules floues de gouvernement intermédiaire, ni bourgeois ni ouvrier, en préconisant, plus ou moins sans l'avouer, un programme pour un tel gouvernement, en réclamant l'expropriation des capitalistes qui procèdent à des licenciements, sans dire clairement quel pouvoir pourrait accomplir de telles expropriations, ou en préconisant le contrôle de la police (on n'est pas si loin que ça de la démocratisation de la police), LO engendre les pires confusions sur le rôle de l'État bourgeois: **cette brochure ne parle pas une seule fois de la nécessité de le détruire !**

La préparation de la révolution socialiste, même dans une période de relative paix sociale comme celle que nous vivons aujourd'hui, nécessite une inlassable et intransigeante propagande communiste qui ne mette pas entre parenthèses, comme le fait LO, les tâches majeures auxquelles le prolétariat devra faire face: la formation de conseils ouvriers, l'insurrection armée, la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. Car, contrairement à ce que prêche souvent LO – toujours par souci pédagogique – le socialisme n'a rigoureusement rien à voir avec l'administration d'une petite commune !

LO diffusa cette brochure quelques mois, puis elle disparut mystérieusement de la circulation. Les naïfs auraient pu croire que LO allait adopter un langage plus radical jusqu'en 1978. En fait, il n'en fut rien, car LO trouva un nouvel axe, encore plus opportuniste que lors des précédentes campagnes électorales: il fallait envoyer au Parlement un ou plusieurs députés de... LO !!!!

Comme l'expliqua LO dans un des éditoriaux des bulletins d'entreprise: «Il faut que les travailleurs remplacent quelques députés socialistes ou communistes par des députés de Lutte ouvrière. Les députés de Lutte ouvrière seraient des députés de gauche qui soutiendraient tout ce qu'un gouvernement de gauche ferait en faveur des travailleurs, mais des députés de gauche pas dans la ligne, qui se mettront en travers et alerteront les travailleurs dès que Mitterrand ou Marchais trahiraient les intérêts de la classe ouvrière.»

Le ou les députés de LO auraient été les seuls à ne pas tremper dans les combinaisons ministérielles; ils auraient pu ainsi utiliser la tribune parlementaire pour défendre les masses populaires et dénoncer les manœuvres des politiciens bourgeois.

C'est ainsi la première fois en France qu'un groupe d'extrême gauche faisait de l'élection de ses candidats l'axe principal de sa campagne électorale.

Elire des députés révolutionnaires, oui mais comment ?

Notons d'abord que LO ne répond pas à cette question pratique (et qu'elle jugeait cela impossible il y a quelques années). Dans l'état actuel de la loi électorale, il ne s'agissait pas d'une question mineure. Etre présent au second tour (l'hypothèse d'une élection au premier tour paraissant tout de même hasardeuse...) nécessitait d'avoir obtenu les voix d'au moins 12,5% des électeurs inscrits (soit environ 15% des suffrages exprimés) au premier tour. Ce n'était déjà pas une mince affaire et on voit mal dans quelle circonscription LO aurait pu réaliser un pareil score.

Quant à l'emporter au second tour, il aurait fallu rien moins que LO soit, face au représentant de la droite, l'unique représentant de la gauche... ce qui aurait supposé le désistement du PCF et du PS. Comment l'Union de la gauche en serait-elle venue, le 12 mars au soir, à faire une petite place à LO, élevée ainsi au rang de cinquième composante de l'Union de la gauche, LO ne se donna pas la peine de l'expliquer. Mais on peut supposer que le silence observé par LO sur son attitude au deuxième tour était destiné à rendre possible un marchandage électoral avec les partis de gauche entre les deux tours.

Un tel marchandage, à supposer qu'il ait été accepté par les «partenaires» – ce qui est rien moins qu'évident – aurait été lourd de conséquences. Il aurait supposé que LO accorde son soutien (conditionnel et critique, mais tout de même) aux partis de l'Union de la gauche. Un tel marchandage aurait amené LO au niveau du PSU dont la seule préoccupation est d'obtenir par tous les moyens quelques strapontins. Les camarades de LO pensaient-ils que les avantages de disposer d'une tribune au Parlement justifiaient une telle

compromission qui aurait fait des candidats de LO des politiciens parmi les autres ?

Si la loi électorale prévoyait une représentation proportionnelle, la question de l'élection de députés révolutionnaires se poserait autrement: ceux-ci pourraient en effet être élus sur la base de leur programme et indépendamment d'un accord et d'un soutien tactique aux partis de gauche.

Mais, même avec une bonne loi, les révolutionnaires devaient-ils axer leur campagne sur la nécessité de faire élire leurs candidats ? Nous ne le pensons pas.

Et pour quoi faire ?

Pour nous, le travail essentiel d'un député révolutionnaire ne serait pas de voter les «bonnes» mesures d'un gouvernement de gauche. Ce serait d'utiliser son poste comme tribune, autant et même plus à l'extérieur du Parlement que dans l'hémicycle dont les débats ne passionnent plus grand-monde.

En admettant même que l'élection d'un des leurs soit un succès publicitaire pour l'extrême gauche, que son mandat lui permette de se faire entendre plus facilement à la télévision et à la radio, etc., les révolutionnaires n'en doivent pas moins dénoncer inlassablement le parlementarisme et la démocratie bourgeoise.

L'utilisation de cette tribune parlementaire ne peut avoir d'intérêt que si les révolutionnaires, avant et pendant les élections, ont dénoncé sans compromis le crétinisme parlementaire, l'illusion du bulletin de vote et ont été élus sur cette base. Or, comment peut-on expliquer à la fois que les travailleurs n'ont rien à attendre du Parlement et qu'il est vital qu'ils y fassent entrer de «bons députés» ? Devons-nous «oublier» de dire que les députés – même révolutionnaires – sont des gens incontrôlables et incontrôlés par les travailleurs (ce que LO expliquait d'ailleurs en 1973) ?

Sans cette propagande antiparlementaire, les députés révolutionnaires ne seraient au mieux que la mouche du coche, la caution gauchiste de la démocratie, qui en sortirait renforcée, et les illusions des travailleurs également.

Une propagande populiste

LO a résolu cette contradiction en renonçant délibérément à toute propagande communiste.

Faisant flèche de tout bois, LO partit en quête de toutes les voix des mécontents, de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, avaient des rancœurs et ne se reconnaissaient pas pleinement dans les grands partis de droite ou de gauche.

Aux travailleurs communistes, LO rappelait que Marchais avait abandonné la dictature du prolétariat (à laquelle LO se contentait de faire une référence polie, sans se donner la peine d'en expliquer le contenu) et la lutte contre la bombe atomique.

En direction des socialistes, on mettait l'accent sur le fait que Mitterrand était un «socialiste de fraîche date», ce qui évitait de poser le problème de la nature du PS.

Aux petits commerçants et paysans, on vantait la lutte des «petits» contre les «gros», on dénonçait les grandes surfaces. On ne disait pas le moindre mot sur la différence entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie qui fonde toute politique d'alliance ni sur l'exploitation féroce que subissent les salariés du petit commerce. On oubliait d'expliquer que le socialisme verra la disparition de la petite propriété, du petit commerce et du petit artisanat.

Aux femmes bourgeoises, on expliquait qu'elles devaient voter LO, si elles voulaient des députés femmes. Comme si la solidarité de sexe passait au-dessus des classes.

Par contre, LO choisit de ne pas s'adresser aux travailleurs immigrés qui ne votent pas, et de ne pas faire campagne contre les mesures Stoléru, la vague d'expulsions et de crimes racistes.

Camarades de LO, pensez-vous vraiment que la voix d'une femme bourgeoise ou d'un commerçant comptait davantage que la possibilité de toucher nos camarades immigrés à l'occasion de cette campagne, de leur montrer que les révolutionnaires s'adressent à eux, même si la loi bourgeoise les prive du droit de donner leur avis ? Qui retrouverons-nous à nos côtés, dans les grèves et dans les luttes ? Les immigrés ou les femmes bourgeoises ?

LO préférait tenir un langage poujadiste (du genre «Un chômeur de plus, un consommateur de moins», qui vaut son pesant de voix commerçantes), ou voisin de celui de staliniens: «Ils ferment leurs usines, ils exportent leurs capitaux» (qui fait pendant au «Ils investissent à l'étranger» du PCF). Allons-nous conseiller les patrons sur l'utilisation de leurs capitaux ?

L'abandon de toute propagande communiste

Volontairement, LO n'a pas dit un mot sur la société pour laquelle luttent les révolutionnaires, n'expliqua pas ce que serait le pouvoir des travailleurs, et ne parla pas de l'internationalisme.

LO voulut également se distinguer par tous les moyens des autres organisations, tant par les thèmes de sa campagne que par le style même, ce qui la conduisit, par exemple, à refuser tout débat dans les meetings de province d'Arlette pour ne pas «donner de tribune aux gauchistes», considérant sans doute que les sympathisants et électeurs potentiels ne s'intéressaient pas aux débats politiques.

Dans ces meetings, le ton était d'ailleurs volontairement mesuré: le Programme commun n'était plus qualifié de programme bourgeois, mais on entendait fréquemment parler de ses «aspects positifs». La critique des nationalisations se réduisait à celle de la LCR, c'est-à-dire à la dénonciation de l'indemnisation des actionnaires. L'anti-électorisme était sacrifié à la dénonciation de la loi actuelle, qui prive l'extrême gauche de députés, c'est-à-dire l'insuffisance de démocratie.

LO faisait ainsi preuve d'un opportunisme qui n'a pas grand-chose à envier à celui de la LCR. Le programme communiste réservé aux jours de fête (et encore !) et aux initiés, un populisme et un économicisme plats changeant au gré des circonstances pour les masses: voilà ce que LO présentait comme de la haute tactique !

Une autre voie était possible: pour notre part, à la différence des abstentionnistes de principe, nous pensons que l'utilisation des élections comme tribune et la présentation de candidats peuvent être un fait positif. Mais à la condition que cette campagne permette à la classe ouvrière d'élever son niveau de conscience et non d'obtenir sa sympathie en cachant ce que nous sommes et le but que nous poursuivons.

Une campagne révolutionnaire devait non seulement dénoncer la duperie du suffrage universel et la fonction de la démocratie bourgeoise, mais être l'occasion d'une propagande inlassable pour la dictature du prolétariat, l'internationalisme.

Quel bilan après mars 1978 ?

L'échec de l'Union de la gauche est également celui des organisations qui misaient sur la «stratégie du débordement», en premier lieu la LCR. Pour celle-ci en effet, la venue de la gauche au gouvernement constituait la condition sine qua non pour débloquer la situation politique et permettre à l'extrême gauche – en stagnation depuis plusieurs années – de proposer des perspectives aux travailleurs.

Sans caricaturer, on peut même dire que, pour les camarades de la LCR, la victoire de la gauche devait entraîner plus ou moins automatiquement une situation comparable à celle de juin 1936.

C'est cette vision qui explique d'ailleurs l'acharnement mis par la LCR à fustiger la «division» entre le PCF et le PS: face à une situation grave (qui pour la LCR est plus ou moins pré-révolutionnaire), il faut «l'unité des travailleurs» et la LCR confond cette unité avec celle des partis qui se réclament des travailleurs. Il reste que la LCR va devoir trouver une politique de rechange dans la mesure où toutes ses perspectives étaient fondées sur la mobilisation qui devait accompagner l'arrivée de la gauche au gouvernement. La conséquence inévitable – et prévisible – de cette politique est à coup sûr une certaine démoralisation d'une partie des militants entretenus depuis plusieurs années dans l'idée que 1978 constituait une échéance décisive.

Pour LO, la situation était un peu différente: LO n'a jamais affirmé que la venue de la gauche entraînerait automatiquement une vague de luttes. Pourtant, LO avait misé des forces importantes sur une poussée à gauche qui – espérait-elle – se manifesterait sur le plan électoral au bénéfice de l'extrême gauche. LO espérait donc, grâce à sa campagne électorale, effectuer une véritable percée politique qui la ferait apparaître comme une solution alternative, non seulement à la classe ouvrière, mais aux couches de la petite bourgeoisie traditionnelle.

Le petit courant de sympathie qui entourait les camarades de LO en campagne avait même pu laisser espérer à nombre d'entre eux que des candidats franchiraient la barre des 12,5% au premier tour, permettant des négociations sur le désistement au second tour, avec le PS et le PCF.

S'il était permis d'espérer un déplacement de l'électorat vers la gauche plus important, on comprend cependant mal comment LO pouvait espérer une poussée aussi importante en sa faveur, alors qu'aucune lutte

d'envergure dans laquelle les révolutionnaires auraient joué un rôle ne le laissait présager.

Contrairement à tout ce qu'affirmaient les militants de LO, il n'y avait rigoureusement aucune chance de voir élire un député d'extrême gauche dans la situation actuelle. Avoir laissé espérer un tel succès à ses militants et sympathisants relève du bluff politique.

En fait, si LO a mis des forces aussi importantes dans une campagne électorale (sans commune mesure avec tous les efforts qu'elle a pu accomplir sur d'autres questions), c'est parce qu'elle pensait que cette campagne pouvait être un tremplin vers la construction du parti révolutionnaire... autour de LO. (Et elle ne semble pas avoir perdu cette ambition.) C'est véritablement accorder aux élections un rôle qu'elles n'ont pas: même si elles peuvent contribuer à faire connaître une organisation, ce n'est certainement pas sur la base de campagnes électorales – surtout aussi populistes que celles de LO – que les travailleurs les plus combatifs accorderont leur confiance à un groupe révolutionnaire. Il faudra pour cela de nombreuses luttes et une véritable avant-garde ne pourra se dégager que dans ces combats où les tendances révolutionnaires devront faire la démonstration pratique de leur capacité à proposer des perspectives correctes aux travailleurs.

Sous des formes différentes, les illusions de la LCR et de LO se rejoignent. Elles procèdent en effet de la même conception trotskyste erronée selon laquelle seule ferait défaut la bonne direction capable de mener le prolétariat au grand soir. Il en découle des tactiques manœuvrières et des tentatives de trouver ces raccourcis qui visent à se placer en bonne position pour jouer ce rôle: en poussant le PCF et le PS en avant pour la LCR, en obtenant des sièges de députés et en opérant une percée politique en mettant son drapeau et son programme dans sa poche pour LO. Mais le chemin à accomplir pour remonter la pente après des décennies de contre-révolution est beaucoup plus long: il faudra que des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs soient passés par l'école de luttes acharnées, qu'ils aient acquis une formation politique au cours de ces combats et par la confrontation des idées dans le mouvement révolutionnaire pour que se constitue une avant-garde qui puisse sérieusement prendre le titre de Parti révolutionnaire.

Au-delà de tous les zigzags tactiques et de l'opportunisme croissant de LO dans ses campagnes électorales, c'est cette leçon-là qu'il faut retenir: ceux qui, comme LO, croient construire le Parti, recruter des milliers de sympathisants du PCF et du PS dans la période actuelle se trompent lourdement et vont au-devant de graves désillusions.

Si LO continue à accorder une telle importance aux élections (quitte à désertier une entreprise en pleine grève, comme lors du récent conflit de la Caisse d'allocations familiales), LO grossira peut-être un peu plus, gagnera quelques postes de maires, de conseillers municipaux et même un jour de députés, mais elle deviendra une organisation complètement centriste, dont la pratique finira par rejoindre le langage modéré et populiste.

Combat communiste

Quand la LCR succombe aux sirènes de l'Union de la gauche

Deux articles de fond écrits par Roland Yvetot dans le quotidien Rouge présentent de façon assez claire la position de la LCR face à l'Union de la gauche. Le premier, publié le 6 août 1976, s'intitule *De l'Unité populaire à l'Union populaire, le PSU est en marche*. Le second, du 6 septembre: *A propos d'un article paru dans LO: Comment combattre les illusions?*

Dans ces deux articles, Roland Yvetot expose la tactique de son organisation vis-à-vis des travailleurs influencés par le PC et le PS qui «savent à la fois que les luttes isolées ne suffisent pas et que les luttes d'ensemble supposent un affrontement gouvernemental». Pour répondre à l'attente de ces travailleurs et leur offrir un «débouché politique», la LCR énumère la liste des conditions qu'elle met pour accorder son soutien à un gouvernement PC-PS (sans les Radicaux de gauche), conditions qui, remplies, permettraient à un tel gouvernement – toujours selon Roland Yvetot d'«ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs» (sic).

Le camarade Yvetot semble ainsi penser que la venue d'un gouvernement de gauche mène plus ou moins nécessairement à une situation révolutionnaire. Il fait ainsi bon marché d'un demi-siècle d'expériences de «fronts populaires» qui n'ont abouti qu'à des défaites, parfois sanglantes, et à la démoralisation des travailleurs.

La présence des Radicaux de gauche ne change pas la nature de l'Union de la gauche

La première erreur que commettent les camarades de la LCR, c'est de considérer qu'il existe un antagonisme irréductible entre la bourgeoisie et les partis «socialiste» et «communiste». Qu'il existe incontestablement un tel antagonisme entre certaines fractions de la bourgeoisie – les plus liées à la propriété individuelle du capital et à l'impérialisme américain – et le PCF (certainement pas avec le PS !) ne signifie pas que d'autres fractions de la bourgeoisie ne soient pas prêtes à s'accommoder, non seulement du Programme Commun mais de mesures d'étatisation beaucoup plus poussées si la survie du système l'exige.

Mais admettons un instant que, sous la pression des masses, le PCF et le PS rompent avec les radicaux de gauche et gouvernent sans eux. En quoi un tel gouvernement serait-il davantage «ouvrier» qu'un gouvernement PCF-PS-RDG ? Ce ne sont pas les illusions des travailleurs ni des trotskystes qui déterminent la nature de classe d'un

gouvernement mais son programme, sa politique. De toute évidence, un gouvernement PC-PS n'ambitionnerait que de gérer le système. Il ne s'appuierait pas sur une mobilisation des travailleurs pour détruire l'État bourgeois. Son rôle serait au contraire de tenter de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière au détriment de cette dernière. Quelle que puisse être son audience dans la classe ouvrière, ce serait un gouvernement bourgeois.

En réalité, la position de la LCR est maintenant rigoureusement la même que celle de l'OCI – qui le lui fait très judicieusement remarquer dans *Informations Ouvrières* N° 766 – pour qui un «Front populaire» se transforme en «Front unique ouvrier» par la seule élimination des Radicaux de gauche, car ce serait à travers ce parti que s'exercerait l'influence de la bourgeoisie. Cependant, l'influence de la bourgeoisie passe aussi bien au travers du PS et même du PCF qui est un parti «ouvrier-bourgeois», dans la mesure où il défend la politique de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Et Mitterrand ou Marchais seraient des ministres tout aussi bourgeois de l'Union de la gauche qu'Edgar Faure !

Mais contrairement à l'OCI, la LCR ne limite pas ses exigences au départ des Radicaux de gauche. Elle demande notamment «l'abolition de la Constitution de 1958» et la «sortie de la France de l'OTAN». Il s'agit visiblement d'une manœuvre tactique qui se veut habile pour «coïncider» les militants du PCF. Cette Constitution fut en effet caractérisée comme «bonapartiste» et même comme fasciste par le PCF lors de sa présentation par De Gaulle. Mais qui s'en souvient encore parmi les travailleurs du PCF ? La LCR espère-t-elle véritablement mobiliser qui que ce soit sur un tel mot d'ordre ? Quant à la sortie de l'OTAN, elle ne constitue en aucune façon une rupture avec la bourgeoisie.

Un gouvernement de gaullistes nationalistes pourrait aussi bien prendre une telle mesure. Il ne s'agit donc que d'une surenchère de la LCR, selon une habitude qui a la faveur de cette organisation.

Suit la revendication du «droit à l'autodétermination des DOM-TOM». La LCR ne précise même pas le DROIT A L'INDEPENDANCE. Il ne s'agit pas d'une nuance secondaire: De Gaulle a poursuivi par exemple, pendant un certain temps, la guerre coloniale d'Algérie tout en parlant de «droit à l'autodétermination».

L'étatisation du Capital ne change pas la nature de l'État

Viennent enfin les plats de résistance: les nationalisations et le «contrôle ouvrier». La LCR demande au PCF et au PS de «rompre avec la bourgeoisie» en expropriant et en plaçant sous contrôle ouvrier les entreprises qui ferment (...) ainsi que celles dont la nationalisation est demandée par les travailleurs». Car, pour la LCR, le «maintien de l'économie de marché» est l'un des trois axes qui scellent la politique de collaboration de classe du PC et du PS. La LCR est ainsi cohérente avec elle-même puisqu'elle caractérise comme «ouvriers» (déformés) tous les États qui ont nationalisé l'essentiel de leur industrie, de la Pologne au Cambodge, en passant par Cuba et la Tchécoslovaquie.

Des mesures d'étatisation poussées ne sont pourtant nullement hors de portée d'un État bourgeois. La LCR a la mémoire courte. Il n'y a pas si longtemps, au lendemain du coup d'État militaire du 25 avril 1974 au Portugal, le principal grief qu'elle faisait au Mouvement des Forces Armées (l'organisateur de la «révolution des œillets», NDLR) était de «respecter l'économie de marché» (brochure «Coup pour coup» n° 1). Ironie du sort: 60% de l'économie portugaise est maintenant nationalisée.

Quant au «contrôle ouvrier» (en vigueur officiellement au Portugal), on conviendra qu'il est possible de mettre derrière ce mot d'ordre beaucoup de choses différentes, surtout si Marchais et Mitterrand se chargeaient de l'instaurer avec le concours des «organisations ouvrières actuelles», c'est-à-dire des syndicats CGT et CFDT.

L'étatisation du Capital ne sort pas davantage du capitalisme et de l'«économie de marché». C'est à l'échelle mondiale que fonctionne le marché capitaliste. Et si Mitterrand et Marchais envisagent la nationalisation des secteurs clés, une limitation des lois du marché capitaliste à l'intérieur des frontières nationales, c'est dans le seul but de renforcer les positions du capital français sur le marché mondial.

L'État bourgeois ne doit pas être contrôlé mais détruit

Restent enfin les «libertés syndicales dans l'armée et le contrôle des travailleurs et des organisations ouvrières sur l'armée». S'il est tout à fait juste de mettre en avant la liberté d'organisation pour les soldats, ce n'est pas pour autant que doit être abandonné le programme communiste révolutionnaire de destruction de l'armée bourgeoise comme le fait la LCR. «Contrôler l'armée», c'est justement ce que toutes les variétés de réformistes (du CERES (1) au PSU et au PCF en passant par la gauche de la CFDT) laissent entendre qu'il est possible de faire. Bien sûr, à usage interne, la LCR conserve sans doute à son programme la destruction de l'armée bourgeoise, mais elle glisse discrètement ce programme dans sa poche pour qu'il ne vienne pas assombrir ses rapports avec les staliniens et les réformistes.

On se demande d'ailleurs quelles sont ces fameuses «organisations ouvrières» chargées de contrôler l'armée. La LCR pense-t-elle que la naissance de conseils ouvriers accompagnerait automatiquement («*sui generis*» comme elle aime le dire) l'installation de Mitterrand et Marchais à l'hôtel Matignon ? Ou bien serait-ce la CGT qui devrait se charger de ce contrôle ? Auquel cas, nous ne pouvons qu'être inquiets: la LCR ignore-t-elle que la social-démocratie allemande qui «contrôlait» effectivement certaines unités militaires les a incitées à participer à la répression contre les insurgés spartakistes... ?

Non au soutien critique à la bourgeoisie !

Quoique la LCR s'en défende, c'est bien sur les positions du «soutien critique» qui étaient celles du MIR au Chili et qui ont contribué à dissimuler la nature de classe bourgeoise du gouvernement Allende, qu'elle passe discrètement. Un soutien sur des bases minima dont la confusion ne peut mener qu'à la capitulation de l'extrême gauche. Une

fois de plus, la LCR se place en situation de «conseiller critique» des directions des partis de gauche qu'elle affecte de considérer comme des «camarades dans l'erreur».

Il y a pourtant une autre politique possible en dehors de la politique de capitulation sur la voie de laquelle s'engage la LCR et de celle de pure dénonciation verbale de la gauche qu'elle condamne. Il s'agit de proposer un programme de lutte sur des objectifs politiques et économiques, des formes de lutte et d'organisation permettant aux travailleurs réformistes et révolutionnaires de se retrouver côte à côte et de faire l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et ses valets de «gauche».

Combat communiste n° 19, 15 octobre 1976

(1) Club dirigé notamment par Jean-Pierre Chèvenement, qui intégra le PS, et ancêtre de l'actuel Mouvement des citoyens (Y.C.).

Lettre ouverte à un(e) camarade de la LCR

Jeudi 29 septembre 1977

Camarade,

La rupture survenue au sein de l'Union de la gauche – qu'elle soit momentanée ou définitive – conduit sans aucun doute de nombreux militants et travailleurs qui avaient placé leurs espérances dans cette alliance à s'interroger. Cette rupture représente donc une situation relativement favorable aux révolutionnaires pour avancer leurs explications et aider ces camarades à comprendre la nature véritable des partis de gauche qui prétendent défendre leurs intérêts.

Quelle est la politique de la LCR ?

Depuis la «victoire» de la gauche aux élections cantonales et surtout depuis les élections municipales de mars 1977, la LCR s'est engagée dans une campagne en direction du PCF et du PS. L'axe essentiel de cette campagne est d'exercer une pression sur ces partis pour qu'ils «prennent leurs responsabilités», c'est-à-dire provoquent des élections anticipées, remettent en cause la Constitution de 1958, forment un gouvernement sans les Radicaux de gauche et renvoient Giscard.

Cette politique conduit en premier lieu à tromper les travailleurs sur la nature du PCF et du PS. En mettant l'accent sur la présence des Radicaux de gauche dans l'Union de la gauche, cette politique laisse entendre que seuls les Radicaux seraient des bourgeois, alors que le PC et le PCF seraient des «partis ouvriers» susceptibles de mener une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

En réalité, l'influence de la bourgeoisie passe aussi bien par l'intermédiaire de ces deux partis que par Fabre et ses acolytes. Le PS, qui ne compte dans ses rangs que 3% d'ouvriers, ne peut être considéré comme un «parti ouvrier». Quant au PCF, s'il possède une base ouvrière, son programme n'en est pas moins un programme tout aussi bourgeois que ceux du PS et des Radicaux. Cela, il n'y a aucune raison de le cacher aux travailleurs.

Certes, les projets politiques du PS et du PCF sont différents, contrairement à ce qu'expliquent la LCR et Lutte ouvrière. Le premier envisage une gestion social-démocrate traditionnelle respectant la propriété individuelle du Capital.

Le second cherche à faire passer le maximum de capital sous le contrôle de l'État bourgeois et à obtenir des postes de gestionnaires dans l'appareil d'État, dans les entreprises nationalisées. Ces deux projets sont antagoniques et la majorité de la bourgeoisie française n'est sans doute pas prête à accepter aujourd'hui le projet du PCF.

Mais, s'il est important de comprendre ces contradictions, il ne faut pas oublier que les travailleurs n'ont rigoureusement rien à attendre de l'étatisation du Capital par l'État bourgeois, que cet État soit géré par

un personnel politique de droite ou de gauche. Le **capitalisme d'État** dont rêve le PCF n'est pas plus proche du véritable socialisme que la gongestion à la Helmut Schmidt ou le socialisme «scandinave».

La LCR, champion de l'unité PCF-PS

La désunion de la gauche semble chagriner la LCR. Ainsi *Rouge* titrait le samedi 23 septembre: «Il faut l'unité.»

Mais quelle «unité», camarades, et sur quel programme? Celle des travailleurs ou celle des bureaucrates et des politiciens bourgeois de gauche?

C'est sans doute un des aspects les plus négatifs et les plus néfastes de la politique de la LCR: la LCR laisse entendre qu'un gouvernement PCF-PS pourrait être autre chose qu'un gouvernement bourgeois – fidèle en cela à une vieille illusion trotskyste.

Elle propose tout un programme de revendications que devrait satisfaire un tel gouvernement et de mesures qu'il devrait prendre, qui feraient d'un tel gouvernement un gouvernement «en rupture avec le capitalisme».

Le but de la LCR est sans doute «pédagogique». La LCR vise à exprimer les sentiments des sympathisants du PCF et du PS qui sont unitaires et sont déçus par la rupture entre les partis de gauche. Cette politique rejoint celle de l'OCI qui faisait signer des pétitions pour que les «partis ouvriers se mettent d'accord».

Cette politique permet sans doute de recueillir une certaine sympathie. Mais en quoi le fait de répéter ce que pense une bonne partie des travailleurs («Ils feraient mieux de s'unir») **contribue-t-il à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière?**

En fait, l'unité du PCF et du PS et leur accession au gouvernement ne peuvent se faire que contre les intérêts des travailleurs (ce que la LCR reconnaît parfois dans certains textes). Alors, dans ces conditions, pourquoi apparaître comme les partisans les plus actifs de cette formule de gouvernement **bourgeois**?

Pourquoi réclamer que sociaux-démocrates et stalinien organisent des assemblées dans les entreprises pour faire arbitrer leurs divergences par les travailleurs? Si une majorité de travailleurs approuvaient leur programme bourgeois, la force de frappe, la planification de l'immigration en fonction des besoins de l'économie capitaliste, les révolutionnaires devraient-ils se plier à l'avis de la majorité?

Il y a une autre politique à mener

En fait, plus l'échéance de 1978 se rapproche, plus la LCR adopte un langage opportuniste et équivoque pour ne pas heurter les illusions et les aspirations des travailleurs (ou celles qu'elle leur prête...). Le bilan de cette campagne est clair: elle n'a eu rigoureusement aucun impact sur la situation politique. Elle n'a pas amené les militants du PCF à demander des comptes à leurs dirigeants. Elle n'a pu au contraire que renforcer leurs illusions (et celles des sympathisants de la LCR!) sur l'Union de la gauche.

Les révolutionnaires doivent lutter:

- pour **l'unité de la classe ouvrière**, pas celle des appareils bureaucratiques,
- pour refuser l'austérité, quel que soit le gouvernement.

Pour cela, la première condition est de donner un point de vue clair sur la nature de l'Union de la gauche, du Programme commun et des partis de gauche, de les dénoncer pour ce qu'ils sont sans ambiguïté, de répéter inlassablement que les travailleurs devront imposer leurs revendications par la lutte, et non en attendre la satisfaction d'un changement de personnel gouvernemental.

Les révolutionnaires doivent sans cesse mener une propagande communiste pour expliquer la nécessité absolue pour la classe ouvrière de détruire l'État bourgeois (et non mettre entre parenthèses sa nature, comme le font si souvent LO, la LCR et l'OCI par «pédagogie») et d'assurer sa dictature à travers une organisation autonome.

Ce langage est sans doute plus difficile à tenir, mais c'est le seul qui puisse aider à la constitution d'une avant-garde de travailleurs dégagés de toute illusion sur les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

(Tract distribué au meeting de la LCR du jeudi 29 septembre 1977 et reproduit dans *Combat communiste* n° 30, 15 octobre 1977)

Le score des révolutionnaires

25 mars 1978

Rarement les résultats de l'extrême gauche auront été commentés avec autant d'insistance qu'au soir du premier tour de ces élections. À droite, on en soulignait le «succès» pour mieux faire ressortir l'«échec» de la gauche qui ne doit de frôler la majorité en voix qu'à l'appoint «gauchiste». À gauche, on se garde bien de dénigrer et on multiplie les appels du pied.

En y regardant de plus près, force est pourtant de constater que les résultats électoraux de 1978 sont loin d'être les meilleurs de l'extrême gauche. Nous ne retiendrons pas ici les résultats du PSU – ou de son paravent électoral le Front autogestionnaire – qui sont à ranger dans la gauche unie; encore faut-il noter qu'une petite partie de l'électorat du PSU (guère plus de 20% sans doute) a pu voter LO ou LCR-OCT-CCA là où le Front autogestionnaire n'avait pas de candidat. Quant aux maoïstes, nouveaux venus dans l'arène électorale, la faiblesse de leurs résultats (le quart environ de ceux de LO) rend l'analyse difficile. Restent les voix obtenues par les deux groupes concurrents: Lutte ouvrière et «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs» formé du cartel LCR-OCT-CCA.

Les voix de Lutte ouvrière

Lutte ouvrière arrive de loin en tête de tous les groupes, en voix et en pourcentage. D'une part, parce qu'elle est la seule à avoir présenté des candidats partout. D'autre part, parce que ses candidats obtiennent nettement plus de voix que ceux de la LCR, de l'OCT, des CCA ou des maoïstes (il y a quelques exceptions: ainsi certains maoïstes réussissent parfois des scores plus élevés en Loire-Atlantique, dans la Meuse – l'UOPDP – ou à Lyon, ce qui peut correspondre à une certaine implantation locale). Il faut noter également que, sur Paris, la LCR fait jeu égal avec LO, ce qui s'explique sans doute par l'existence d'un public gauchiste plus important dans la capitale, dont la composition sociologique n'est pas défavorable à la LCR.

Avec 1,7% en moyenne pour LO contre 0,8% à la LCR, et beaucoup moins à l'UOPDP maoïste, la tradition est respectée. Comme en 1973 et surtout en 1974 (2,33% à Arlette Laguiller, 0,36% à Krivine) LO passe mieux que les autres. À cela on peut avancer quelques explications: le sérieux et l'étendue de ses campagnes, le «tonus» d'Arlette Laguiller, l'implantation, ou l'image de marque, plus ouvrière, du groupe, enfin un langage qui exprime mieux la rancœur d'une partie de la population.

LO ne retrouve cependant pas ses pourcentages de 1974, ni même de 1973. Il faut certes tenir compte de ce que la concurrence au sein de l'extrême gauche était plus forte (en 1973, LO faisait cause commune avec la LCR et ne présentait que 171 candidats). Mais la raison essentielle est que la poussée à gauche, que les municipales paraissaient annoncer (les révolutionnaires avaient parfois atteint 10% des voix) a été stoppée. C'est sur cette poussée que LO tablait pour réussir une

percée électorale, au moins dans certains endroits, puisque son objectif avoué était de franchir la barre des 12,5% des inscrits pour faire élire au moins un député.

À cet effet, la campagne locale d'Arlette Laguiller à Thiers a été l'objet d'un important investissement militant, qui ne suffit toutefois pas à expliquer les 8% records qui ont été atteints, lesquels doivent beaucoup à la notoriété d'Arlette Laguiller.

D'autres observations peuvent être faites:

* Les scores les plus élevés de LO sont souvent réalisés dans des circonscriptions détenues par la droite, où le PC, voire le PS, est faible. Il n'est pas rare qu'avec 3% des voix LO fasse le tiers des voix du PCF.

* Par contre, dans les bastions du PCF (et particulièrement en Seine-Saint-Denis), LO régresse par rapport à 1973. On peut en déduire que, dans les places fortes de la gauche – et notamment dans celles du PCF – la querelle PC-PS n'a pas profité aux candidats révolutionnaires, et a sans doute permis à une partie des électeurs de LO d'exprimer leur méfiance vis-à-vis de Mitterrand en «votant utile» dès le premier tour pour le PCF.

Là où la gauche n'a guère de chances de l'emporter et ne dispose pas d'une implantation et de moyens de propagande très importants, le choix est resté plus ouvert. Les points obtenus par rapport à sa moyenne nationale dans des circonscriptions nouvelles, où LO ne possède souvent aucune implantation locale, compensés par les pertes dans des villes où elle est mieux implantée, prouvent qu'une partie de son électorat ne lui appartient pas en propre, et que son assise réelle est très faible (bien que supérieure à celle des autres groupes).

Enfin, on peut penser que la campagne populiste de LO lui a fait perdre une fraction non négligeable des voix gauchistes, qui disposaient par ailleurs d'un éventail de candidats beaucoup plus vaste que lors des précédentes élections.

En revanche, il est peu probable que LO ait mordu sur les couches de «petites gens» dont elle cherchait à capter la sympathie.

Et celle du cartel LCR-OCT-CCA

Les listes «Le pouvoir aux travailleurs» obtiennent en moyenne, là où elles étaient présentes, 0,9% des voix, soit moitié moins que LO. L'«unité» des organisations révolutionnaires – assez tumultueuse il est vrai – n'a donc pas fait recette.

Néanmoins, la LCR progresse par rapport aux résultats de Krivine aux présidentielles, ce qui n'est guère remarquable, mais oblige à relativiser le rapport de 1 à 7 créé en 1974 par LO grâce à la personnalisation de la campagne d'Arlette Laguiller, et qui ne correspondait pas au «rapport de forces» réel entre LO et la LCR. Avec une campagne plus dynamique à la télévision et sur le terrain, et surtout si sa politique ne l'avait pas conduite à axer l'essentiel de sa campagne sur le deuxième tour, la LCR pouvait sans doute obtenir quelques dizaines de milliers de voix supplémentaires. (Mais dans ce cas, la Ligue serait-elle la Ligue ?...)

Combat communiste n° 35, 25 mars 1978

La LCR et le deuxième tour

25 mars 1978

Après le premier tour des élections, toute critique de fond du PCF, du PS, de l'Union de la gauche et du Programme commun a disparu de la presse de la LCR. Rouge a consacré entre un tiers et la moitié de ses pages, entre les deux tours, à des commentaires électoraux. À la télévision nous avons même pu voir Alain Krivine demander au PCF et au PS d'organiser un grand meeting commun «avec la participation de Marchais, Mitterrand, Maire, Séguy, etc.» (sic).

Quand Mitterrand est venu se faire filmer aux portes de Renault-Billancourt, Rouge lui a reproché d'avoir mal organisé son intervention et manqué une occasion...

Ainsi la LCR est apparue comme une sorte de conseillère technique du PCF et du PS, visant à les aider à mieux faire leur travail... Le PCF ne s'en est guère montré reconnaissant, la LCR n'a pas eu droit à la moindre petite citation dans *l'Humanité*.

Il semble toutefois que, localement, certaines organisations du PCF aient accepté de recevoir des représentants de la LCR. Même s'il ne s'agit que de cas limités, cela constitue néanmoins un fait important. (Aux municipales, un représentant de la LCR avait déjà été autorisé à lire un communiqué dans un meeting de la gauche, en province.)

L'évolution pourrait se confirmer: face à l'existence durable d'une extrême gauche bénéficiant d'une petite audience, le PCF aura sans aucun doute tout intérêt dans l'avenir à utiliser les tendances les plus suivistes à son égard comme force d'appoint. C'est déjà une tactique qu'ont largement utilisée les PC italien et portugais.

Conclure des accords, et même des compromis avec le PCF n'est, certes, nullement à rejeter par les révolutionnaires. Mais à condition qu'un tel compromis se fasse dans la clarté et qu'il serve à renforcer la lutte, l'unité et l'organisation des travailleurs.

Ramper devant le PCF et le PS, et faire leur travail électoral, n'a rien à voir avec un tel accord de front unique. Derrière la position de la LCR, il y a évidemment l'illusion qu'un accord PC-PS peut entraîner une «dynamique unitaire» susceptible de déboucher sur une mobilisation des travailleurs. Encore une fois, la LCR confond l'unité des travailleurs avec celle des bureaucrates et des politiciens de gauche.

Combat communiste n° 35, 25 mars 1978

Lutte ouvrière face aux mesures Stoléru

Né en 1937, Lionel Stoléru est un représentant typique de la haute technocratie française. Polytechnicien, il appartient à la direction des affaires financières du Crédit Lyonnais, avant de devenir conseiller du très réactionnaire Giscard d'Estaing jusqu'en 1974. Il tourne ensuite sa veste plusieurs fois puisqu'il sera soutenu aux législatives de 1988 et aux municipales de 2001 par le PS, mais fera partie successivement du Parti radical-valoisien, de Génération Ecologie et du Parti radical de gauche avant de tomber dans les bras de Nicolas Sarkozy en février 2007 ! Il est l'inventeur de la scandaleuse aumône dite «prime de retour» aux travailleurs immigrés lancée en 1977 et sera secrétaire d'État aux travailleurs manuels et aux travailleurs immigrés dans divers ministères sous des gouvernements de droite (Chirac, Barre) comme sous la gauche (Rocard).

Ni patrie ni frontières

(*Contre le courant* n° 2, 1978)

Le développement de la crise économique et du chômage fait des travailleurs immigrés une cible privilégiée pour la bourgeoisie. Privés de droits politiques, à la merci de l'administration et risquant à tout moment l'expulsion, ces travailleurs sont particulièrement vulnérables. Depuis plusieurs années, les travailleurs immigrés ont relevé la tête et mené des luttes déterminées pour défendre leurs conditions de vie. C'est une des raisons pour lesquelles le patronat et son Etat entendent bien utiliser la crise pour leur faire à nouveau courber l'échine. L'attaque contre l'immigration est aussi, pour la bourgeoisie, une excellente arme de division, pour faire oublier aux travailleurs français la véritable source du chômage: le capitalisme. On peut remarquer que ce ne sont pas seulement l'extrême droite et les groupes fascistes qui mènent campagne contre les immigrés: des politiciens comme Chirac ne répugnent pas d'utiliser la démagogie raciste.

Répondre dans la mesure de leurs forces aux attaques dirigées contre les travailleurs immigrés doit donc être une préoccupation de premier plan des révolutionnaires. En cas d'approfondissement de la crise, le problème de l'unité de la classe ouvrière serait déterminant dans le rapport de forces entre les travailleurs et la bourgeoisie.

Les mesures Stoléru représentent un des aspects de l'attaque que la bourgeoisie mène contre les travailleurs immigrés; les dénoncer et les combattre est une tâche importante pour les révolutionnaires: même s'ils n'ont pas à eux seuls les moyens de faire reculer la bourgeoisie (seule une mobilisation importante des travailleurs peut y parvenir), leur rôle dans cette lutte n'est nullement secondaire. Face à la capitulation

complète des syndicats et des partis de gauche (qui revendiquent la planification de l'immigration en fonction des besoins de l'économie), les révolutionnaires doivent faire entendre leur voix et lutter pour l'unité de tous les travailleurs. Dans la limite de nos moyens, c'est ce qu'a essayé de faire notre tendance là où nous avons la possibilité d'intervenir.

Sur ce terrain, l'extrême gauche (et en particulier les groupes trotskystes) sont bien loin d'avoir été à la hauteur de leurs responsabilités (1).

L'initiative la plus importante contre les mesures Stoléru a été la manifestation du 19 novembre 1977 organisée à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Il est bien évident qu'une manifestation ne constitue pas une recette miraculeuse et que celle-ci n'avait pas la possibilité de revêtir l'ampleur suffisante pour faire reculer l'Etat. Y participer et faire en sorte qu'elle rassemble le plus grand nombre de travailleurs français et immigrés était cependant une question de solidarité de classe élémentaire. (D'autant plus qu'aucun autre axe de mobilisation «prioritaire» ne pouvait être avancé à l'époque.)

Face à cette manifestation, LO a véritablement mené «double jeu»: d'un côté, elle a refusé de participer à sa préparation, elle n'a rien fait pour assurer son succès et ses militants n'y étaient présents qu'en nombre très réduit, sans leurs banderoles d'organisation (2). Par contre, sur les entreprises où elle intervient régulièrement, LO a appelé sur ses bulletins à participer à cette manifestation, ce qui lui permettait de donner l'impression qu'elle était «dans le coup» ... alors qu'elle jugeait visiblement cette manifestation sans intérêt.

Théorisation de la démission

Cette attitude, qui n'est qu'un aspect de la démission de LO sur le problème de l'immigration, a été théorisée dans la *Lutte de classe* n° 49. Le raisonnement de LO est le suivant: la bourgeoisie ne peut pas se passer des travailleurs immigrés. Les travailleurs français ne sont pas prêts à accomplir les travaux les plus durs qui sont actuellement réservés aux immigrés. Par conséquent, la bourgeoisie ne peut pas expulser les immigrés. Dans ces conditions, des mesures comme celles de Stoléru sont purement démagogiques. LO affirme qu'il faut les combattre, même si elles restent «non suivies d'actes» (*sic*); mais il ne s'agit de toute évidence que d'une clause de style. Pourquoi en effet se mobiliser contre des mesures qui n'ont pas d'effets concrets ?

L'argumentation de LO laisse cependant de côté le fait que, s'il est évidemment impossible à la bourgeoisie de chasser tous les immigrés, elle peut cependant en renvoyer une partie importante, suffisante pour démoraliser ceux qui pourraient rester, entretenir la division dans la classe ouvrière. Et, si les travailleurs français ne peuvent pas remplacer tous les travailleurs immigrés, une partie peut cependant, face à la crise et au chômage, être amenée à accepter des conditions de travail plus difficiles.

Les affirmations optimistes de LO ont d'ailleurs reçu rapidement de premiers démentis. Les mesures Stoléru s'accompagnaient d'une recrudescence des brimades, rafles racistes des flics, expulsions arbitraires. Quelques semaines plus tard, le CNPF déclarait qu'il fallait expulser un à deux millions de travailleurs immigrés d'ici 1985. Même s'il faut faire la part de la démagogie et de l'exagération patronales, les patrons ont commencé à les faire entrer dans les faits: ce sont, par exemple, les ouvriers immigrés de Sacilor qui ont été les premiers renvoyés et qui ont vu les loyers de leurs foyers doubler pour les contraindre au départ.

La campagne électorale a vu une nouvelle démission de LO sur ce terrain. Disposer de quelques minutes d'antenne pouvait permettre de dénoncer les mesures Stoléru, d'affirmer la solidarité de classe des révolutionnaires avec les travailleurs immigrés (même si d'autres axes d'intervention étaient bien sûr indispensables). Mais LO a préféré délaisser complètement les catégories de travailleurs les plus défavorisées qui sont privées du droit de vote.

De même, si LO a consacré plusieurs modèles d'affiches aux petits commerçants en termes généralement démagogiques, elle n'a pas jugé bon d'en éditorialiser sur la question des travailleurs immigrés.

Cette absence de travail en direction de l'immigration qui caractérise l'ensemble du mouvement trotskyste en France (LO-LCR-OCI) est liée en grande partie à l'attitude des trotskystes qui, traditionnellement, s'adressent aux ouvriers proches des syndicats et des partis de gauche, quand ce n'est pas aux militants, aux cadres et aux dirigeants de ces organisations (ce qui est beaucoup moins vrai pour LO que pour la LCR et l'OCI). En ce qui concerne LO, à cette tradition trotskyste s'ajoute sans aucun doute une volonté de ne pas heurter les préjugés des diverses couches de la population dont elle espérait recueillir les suffrages au cours des dernières législatives, un électoralisme débridé et un désir de respectabilité confirmé par son attitude face au problème de la violence et du terrorisme.

La critique de la campagne antiraciste du SWP (Socialist Workers Party)

Si LO n'a organisé aucun travail concret, aucune campagne contre les attaques dont sont victimes les travailleurs immigrés (et on est en droit de penser que, si elle déployait sur ces questions une énergie comparable à celle qu'elle déploie pour les fêtes et les campagnes électorales, elle recueillerait tout de même certains résultats...), LO ne se prive pas pour autant de donner des leçons à ceux qui s'efforcent d'intervenir pratiquement.

Ainsi dans le même numéro de la *Lutte de classe* (n° 49) déjà cité, LO critique la politique du SWP en Grande-Bretagne contre les manifestations fascistes du National Front. Tout en affirmant ne pas connaître la situation locale, LO donne des leçons aux militants britanniques, y compris sur des points relativement précis. (Cette sorte d'hypocrisie où la fausse modestie côtoie le ton professoral et condescendant est d'ailleurs caractéristique de LO.)

Le SWP a organisé des contre-manifestations pour interdire les démonstrations fascistes dans des quartiers ouvriers à forte proportion d'habitants d'origine antillaise et indienne, manifestations qui ont entraîné de violentes bagarres avec la police.

Sur de nombreux points, la politique du SWP est certainement critiquable: par exemple, un dilettantisme organisationnel qui s'est traduit à l'occasion de ces manifestations par l'absence de service d'ordre (3). Mais on ne peut nier que ces manifestations ont rencontré un certain succès dans les quartiers immigrés, en particulier à Lewisham où un millier de jeunes immigrés concernés par la provocation fasciste sont descendus dans la rue aux côtés des manifestants d'extrême gauche, et à Liverpool où plusieurs centaines d'immigrés se sont également mobilisés. Différentes organisations locales (sections syndicales, etc.) ont également été amenées à soutenir ces manifestations.

Mais LO fait feu de tout bois pour minimiser ce succès et va même chercher ses sources dans la presse réactionnaire et celle du PC britannique (tout à fait passif face aux fascistes). Par exemple, LO utilise les déclarations d'un jeune Noir au *Guardian* selon lesquelles il aurait été manipulé par les gauchistes (*Lutte de classe* n° 49, p. 25) pour critiquer le SWP. Cette attitude est tout à fait indigne d'une polémique correcte entre révolutionnaires! LO aurait sans doute bien du mal à l'utiliser sur le sol britannique... Imagine-t-on LO citer une interview d'un lycéen à *France-Soir* ou au *Figaro* pour démontrer que la LCR manipule le mouvement étudiant ?!

On peut également demander: A quelle occasion LO a-t-elle mobilisé plusieurs centaines de jeunes d'un quartier, puisqu'elle accuse le SWP de n'avoir mobilisé que quelques centaines de jeunes? La seule action de LO en matière de lutte antiraciste a été la campagne sur la «vérité de l'assassinat de Béchir» à la suite du meurtre d'un travailleur immigré par un groupe de racistes. Dans un autre numéro de la *Lutte de classe*, LO a présenté cette campagne comme le modèle à suivre. Ladite campagne n'avait mobilisé que les militants de LO, ceux de quelques autres organisations (dont notre groupe) et les participants actuels des comités locaux: curés, chrétiens et intellectuels de gauche. Il ne s'agit pas de le reprocher à LO, mais son expérience n'est guère suffisante pour faire autorité internationale en la matière.

Un autre argument employé par LO contre le SWP rejoint son attitude générale sur le problème de la violence. Cette manifestation aurait abouti à accentuer la répression contre les travailleurs immigrés du quartier. Il s'agit là d'un vieil argument pacifiste et réformiste: la lutte entraîne une riposte de l'ennemi de classe... donc mieux vaut baisser la tête. En attendant que les immigrés soient massivement auto-organisés et capables de faire face à la répression, LO propose donc la passivité. On peut se demander ce que LO ferait si, par exemple, de manifester à Barbès ou à Gennevilliers contre «l'immigration sauvage» ...

LO et les groupes trotskystes laissent ainsi la place aux maoïstes qui déploient en milieu immigré leur démagogie populiste et nationaliste habituelle.

Notes

1. Nous n'examinons ici que les positions de LO sur ce problème, mais il faut néanmoins signaler que l'OCI n'a pas glissé un seul mot sur les mesures Stoléru dans son hebdomadaire *Informations Ouvrières* et que la LCR n'a pas non plus fait le moindre effort sur cette question, en dehors d'une série d'articles dans *Rouge*.

2. Cette critique s'adresse tout autant à la LCR qui avait, elle, appelé à cette manifestation. On peut remarquer d'ailleurs que le contraste était frappant avec la manifestation de la veille contre l'expulsion de Klaus Croissant qui avait attiré massivement sympathisants et militants d'extrême gauche...

3. Une autre question est celle du Front antifasciste large que constitue actuellement le SWP, problème que nous ne traiterons pas ici.

Contre le courant n° 2, 1978

Ouvriers contre capitalistes ou «petits contre gros» ?

Contre le courant n° 2, 1978

Sur la question des classes sociales, les révolutionnaires communistes doivent avoir des positions de principe particulièrement claires et tranchées: pour les marxistes, la seule classe révolutionnaire «jusqu'au bout» est la classe ouvrière. Les révolutionnaires doivent donc toujours mettre en avant l'organisation du prolétariat indépendamment des autres classes, montrer les intérêts qui séparent les prolétaires de ces autres classes.

Avec certaines couches sociales, la classe ouvrière peut certes envisager des alliances, à condition qu'elles se fassent sur des bases nettes et sur son propre programme. Mais la première condition est de délimiter clairement les différences de classes. Cela est d'autant plus important dans les pays de vieille tradition démocratique où tout est fait pour noyer les travailleurs dans la masse des «citoyens» et des «électeurs», où règnent comme en France de vieilles traditions guesdistes et jaurésiennes, elles-mêmes héritées du jacobinisme de la révolution française.

La révolution socialiste sera l'affaire de la classe ouvrière, pas celle du «peuple».

Or, que lisons-nous dans un tract de Lutte ouvrière durant la campagne électorale ? «Lutte ouvrière proclame que tous les travailleurs – et par travailleurs, nous entendons les ouvriers, les employés, les artisans, les petits commerçants, les petits paysans et les femmes, dont on oublie toujours de compter le travail – doivent voter massivement contre la droite pour condamner la politique qu'elle mène depuis vingt ans.»

Toute la propagande qui a accompagné la préparation des élections permet d'être certain qu'il ne s'agit pas d'un glissement accidentel de vocabulaire. Ainsi, LO a consacré un dossier aux cadres que nous allons examiner plus en détails. Il ne s'agit plus là d'une phrase, mais de toute une étude qui doit nous donner la position «de fond» de LO sur la question.

Les révolutionnaires et les cadres

Remarquons en premier lieu que ce dossier ne comprend aucune analyse sur le rôle des cadres dans le système capitaliste et aucune analyse véritable de leur appartenance de classe, mais se contente d'affirmations générales. Essayons donc de suppléer à cette carence.

Pour les marxistes, la division du travail est le fondement de la société en classes. Seules les conceptions les plus grossières du «marxisme»

stalinien et social-démocrate se limitent à opposer les «capitalistes qui possèdent les moyens de production» à tous les salariés. Si bourgeois et prolétaires sont les deux classes fondamentales de la société, autour desquelles se polarisent les autres couches au cours des affrontements de classes, de nombreuses couches intermédiaires n'en ont pas moins une existence très réelle.

Depuis bien longtemps, dans les grandes entreprises, les capitalistes ne peuvent plus exercer toutes les fonctions et attributions qui étaient les leurs au début du capitalisme quand le patron travaillait au milieu de ses ouvriers. Marx a expliqué que le capitaliste doit déléguer ses fonctions de surveillance, de direction, d'organisation du travail à des catégories particulières de salariés.

Plus le capitalisme s'est développé, plus la production s'est concentrée, plus ces couches ont augmenté numériquement. Le fait que ces catégories touchent une rémunération sous forme de salaire, qu'elles doivent, elles aussi, vendre leur force de travail, ne doit pas dissimuler leur fonction particulière.

Que lisons-nous dans le dossier de LO (p. 11) ? «Pour notre part, nous affirmons haut et clair que les cadres, ça n'existe pas.»

Pour étayer cette affirmation curieuse, LO nous explique que la notion de «cadre» est une catégorie fourre-tout créée par la sociologie bourgeoise. Certes, les sociologues bourgeois classent volontiers pêle-mêle professeurs, techniciens, etc. Mais cela ne change rien au fait qu'il existe une catégorie particulière de salariés dont la fonction est d'organiser, de surveiller, de diriger le travail des ouvriers. Cette catégorie ne peut pas être assimilée aux diverses catégories de travailleurs qui exercent des travaux distincts, plus ou moins pénibles, plus ou moins qualifiés, mais n'exercent aucune fonction d'organisation, de direction, de répression.

Pour LO (toujours p. 11): «Ils n'ont pas d'intérêts distincts des autres et ils auraient, eux aussi, tout à gagner à l'émancipation de la classe ouvrière.»

D'une manière générale, tous les hommes – du CRS à l'homme d'affaires et au curé – auraient intérêt à l'émancipation de la classe ouvrière, car celle-ci est porteuse des intérêts généraux de l'humanité... Le problème c'est qu'ils s'y opposent parce qu'ils ont des intérêts immédiats antagonistes à ceux des travailleurs ! C'est le cas également des cadres: leurs privilèges ne reposent pas sur une division entretenue artificiellement par le patron, comme par exemple celle entretenue entre deux ouvriers qui exécutent le même travail et touchent un salaire différent. Les privilèges des cadres reposent sur leur place spécifique dans la division du travail et ils ont intérêt à lutter pour maintenir cette division. Le pouvoir des travailleurs signifierait en effet la remise en cause de leur fonction (et par conséquent des privilèges de toutes sortes qui y sont attachés). Le but de la révolution socialiste est en effet de faire disparaître la division du travail. Cette suppression ne pourra certes se faire du jour au lendemain. Mais pour tous les cadres qui n'ont aucune formation technique utilisable dans une autre société, la révolution signifie être ramenés au niveau du travailleur du rang. Pour

les véritables spécialistes qui conserveront inévitablement certains privilèges de savoir dans la division du travail, cela signifiera néanmoins qu'ils devront accepter le contrôle des travailleurs et la perte d'une bonne partie de leurs prérogatives ainsi qu'une baisse du niveau de vie pour une partie importante d'entre eux, qui touchent des salaires élevés.

L'élévation rapide du niveau de connaissance technique des travailleurs entraînera même, à terme, la disparition d'un des fondements de leurs privilèges: le monopole de la possession de certaines connaissances et compétences. Tous les cadres qui ne jouent qu'une fonction de direction, de surveillance et de répression perdront naturellement du jour au lendemain toutes leurs prérogatives...

Les camarades de LO ne pensent-ils pas que cette situation crée pour les cadres des intérêts distincts de ceux des travailleurs qui n'ont, eux, rigoureusement rien à perdre ?

Cela ne rend pas impossible que certains cadres rejoignent individuellement le combat de la classe ouvrière et remettent en cause leur fonction. Mais on ne peut pas espérer gagner massivement ceux qui sont chargés d'organiser l'exploitation de la classe ouvrière.

Comment devons-nous nous adresser aux cadres ? Les travailleurs doivent les inviter à choisir leur camp, mais ils ne doivent pas leur faire de démagogie et se mettre à leur remorque.

LO fait exactement le contraire en écrivant: «Les travailleurs ne doivent pas tomber dans un certain racisme anti-cadres» (*sic*, même dossier, p. 11). L'hostilité des travailleurs à l'égard des cadres a pour base l'expérience quotidienne des travailleurs: elle s'adresse aux agents directs de leur exploitation. LO le sait parfaitement: ses bulletins d'entreprises n'ont pas pour habitude d'être particulièrement tendres avec les cadres.

Mais LO va encore plus loin en écrivant (à propos du problème de la hiérarchie des salaires): «Le problème n'est pas de déshabiller Pierre pour habiller Paul.» C'est là l'argument traditionnel des staliniens pour s'opposer aux augmentations égales pour tous, qui aboutiraient à diminuer le salaire réel des cadres du fait de l'inflation.

Derrière ces positions, il y a l'idée qu'il faut s'en prendre au seul véritable responsable, au seul véritable ennemi: le patron-propriétaire-privé-capitaliste actionnaire et, à la rigueur, à quelques très hauts cadres (qui ont, eux aussi, généralement en poche leur petit paquet d'actions). Cette conception ressortait encore nettement dans la campagne électorale de LO avec l'accent mis sur la dénonciation des «gros comme le baron Empain».

Mais le capitalisme ne se limite pas à un peuple de travailleurs et quelques sangsues capitalistes: c'est tout un système, et c'est ce système qu'il faut abattre. Ce qui sera d'ailleurs beaucoup plus difficile que d'exproprier Empain ou Dassault! Pour LO, le capitalisme se limite à la propriété privée individuelle: LO refuse de voir qu'aujourd'hui le capitalisme secrète de très nombreuses couches de salariés qui appartiennent à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie. S'ils sont rémunérés sous forme de salaire, ils n'en vivent pas moins de la plus-

value extorquée sur le dos des travailleurs et ont intérêt à l'accentuation de l'exploitation des travailleurs qui les font vivre.

Mais de telles positions sont également à rapprocher d'un certain mythe du spécialiste qui règne à LO, et des conditions dans lesquelles sont éduqués les militants de LO. A force de vanter la compétence de ses propres cadres, d'inciter ses militants et sympathisants au respect de ses dirigeants, de pousser en son sein la division entre spécialistes qui dirigent et exécutants qui font confiance, comment LO ne finirait-elle pas par vanter les mérites de certains aspects de la division du travail capitaliste sur laquelle elle prend modèle et par justifier la fonction des cadres en général?...

Contre le courant n° 2, 1978

Les révolutionnaires et les élections européennes

Combat communiste, 20 mai 1979

Une fois de plus, on nous appelle à mettre un bulletin dans l'urne. Cette fois-ci, il s'agit de désigner les politiciens qui siégeront sur les bancs du Parlement européen. D'une manière générale, les travailleurs ne peuvent pas espérer le changement de leur sort, ni même une amélioration véritable de leurs conditions de vie par le bulletin de vote, et les élections ont pour but de nous mystifier, de nous faire croire que nous sommes maîtres de notre sort, alors que les véritables leviers du pouvoir sont aux mains non du Parlement mais des dirigeants des grandes entreprises capitalistes, des technocrates d'État, des chefs de l'armée et de la police qui demeurent en place, quelle que soit la couleur du gouvernement. Quant au Parlement européen, sa fonction essentielle, en dehors de son rôle mystificateur, sera de permettre des marchandages entre les capitalistes européens.

Les grands partis de droite et de gauche qui se présentent aux suffrages des électeurs essaient d'utiliser ces nouvelles joutes électorales pour renforcer leurs positions par rapport à leurs concurrents et se lancent réciproquement les pires accusations. Mais ce qui les caractérise tous, au-delà de leurs polémiques, c'est que tous entendent gérer le système capitaliste en crise, tous proposent une politique à la bourgeoisie pour essayer de surmonter cette crise. Les uns en préconisant la collaboration des trusts européens, les autres en revendiquant des mesures nationalistes et protectionnistes pour sauvegarder les intérêts de ceux des capitalistes qui seraient lésés par la concurrence internationale.

Entre ces deux politiques, entre ces deux façons de gérer le système – et inévitablement de nous en faire supporter les frais, car il n'existe aucun moyen d'éviter les conséquences de la crise, c'est-à-dire la misère et le chômage dans le cadre du système capitaliste – les travailleurs n'ont pas à choisir.

Ces deux politiques sont aussi néfastes l'une que l'autre aux intérêts des travailleurs qui consistent à s'unir par-delà les frontières nationales aussi bien contre les coalitions internationales que peuvent conclure leurs exploités, que contre les tentatives de leurs États nationaux de les embrigader dans la guerre économique aujourd'hui, dans la guerre tout court demain, en essayant de leur faire croire qu'ils ont des intérêts communs avec les capitalistes. Nous n'avons donc à cautionner, même par un bulletin de vote sans portée, ni les partisans de l'Europe des trusts, ni ceux du chauvinisme tricolore.

Le cartel LO-LCR

A côté des grands partis, deux organisations trotskystes – la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière – ont décidé de présenter des candidats et de mener une campagne qu'ils affirment internationaliste.

On peut constater en premier lieu que c'est à l'occasion d'élections que ces organisations qui, sur le terrain des luttes, ne parviennent pas à se mettre d'accord pour mener la moindre action ou campagne commune (soutien aux travailleurs immigrés, aux manifestants emprisonnés, ou aux révoltes des ouvriers de Denain et de Longwy) sont parvenues à réaliser l'unité ! Cela est déjà significatif d'une certaine dose d'électorisme...

Les aspects internationalistes de leur plate-forme commune ne peuvent masquer par ailleurs les autres faces de la politique de ces groupes.

D'une part – et c'est pour nous une question fondamentale –, ces organisations, dans la mesure où elles accordent un soutien, même critique, à l'impérialisme russe (qualifié par elles d'«Etat ouvrier dégénéré») ne peuvent être pleinement considérées comme internationalistes. Ce soutien à l'État capitaliste russe s'est clairement affirmé au cours de la Seconde Guerre mondiale. Dans la mesure où les trotskystes n'ont pas renoncé à la «défense de l'URSS», cela signifierait qu'en cas de nouvelle guerre mondiale, ils se rangeraient derrière un des camps impérialistes en présence, au mépris de l'internationalisme.

Ce soutien à des États bourgeois contre d'autres s'est d'ailleurs largement confirmé depuis: soutien de la LCR à divers États nationalistes bourgeois du tiers monde (Cuba, Chine, Vietnam, etc.), qualifiés par elle d'«ouvriers»; soutien de l'Égypte contre Israël lors des guerres du Moyen-Orient (position partagée par LO), et plus récemment soutien au Vietnam contre la Chine (position également partagée par LO).

Sur un autre plan, la LCR a, de son côté, déjà nettement annoncé qu'elle ferait campagne sur ses propres positions et en particulier (même si elle affirme ne pas en faire l'axe fondamental de sa campagne) contre l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun (1).

La LCR affirme également qu'elle fera campagne pour un «gouvernement du PCF et du PS» – ce qui n'a pas grand-chose à voir avec la présente campagne pour les élections européennes, mais conduit à renforcer les illusions des travailleurs dans ces deux partis, en dépit de la dénonciation de leur politique que fait par ailleurs la LCR dans la plate-forme commune.

Quant à LO, en admettant qu'elle ne mette pas son drapeau dans sa poche, dans un but électoraliste, comme elle l'a fait aux élections législatives, cette attitude aujourd'hui ne pourrait pas nous faire oublier la campagne électoraliste, populiste et opportuniste d'hier. Une telle campagne indiquerait seulement que LO se permet de mener une campagne plus «rigoureuse» quand personne ne s'intéresse aux élections

que lorsqu'elle peut espérer bénéficier d'une petite audience voire grappiller un siège de député...

De plus – et en laissant de côté les points fondamentaux de programme exposés plus haut qui nous séparent des trotskystes – c'est là une question déterminante: il ne suffit pas de proclamer, le temps d'une campagne électorale, que «les travailleurs n'ont pas de patrie» pour être véritablement internationaliste !

Lutte ouvrière comme la LCR consacrent aujourd'hui des moyens militants et financiers considérables pour une campagne électorale, alors que ces organisations n'ont pas fait le moindre effort pour mobiliser sérieusement – ne serait-ce que leurs propres militants et sympathisants – pour mener campagne commune contre les mesures Stoléru ou pour essayer de développer la solidarité à l'égard du plus important mouvement autonome d'une fraction d'ouvriers immigrés, qui se soit développé depuis longtemps dans ce pays: la grève des foyers Sonacotra, et elles ont ainsi failli au devoir internationaliste le plus élémentaire.

La participation des révolutionnaires aux élections peut parfaitement se justifier dans certaines circonstances, mais, face à la crise actuelle, à la montée du chômage, aux révoltes des ouvriers de Denain, de Longwy, et celles moins connues et moins spectaculaires de nombreux autres secteurs de la classe ouvrière acculés au désespoir et laissés sans perspective, il nous semble que les importants moyens que requiert une telle participation pourraient être mieux employés; force est de constater que la réservation d'un tel effort pour des élections, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne passionnent guère – et à juste titre ! – les travailleurs, n'est pas seulement une erreur tactique, mais la poursuite d'une ligne politique fondamentalement erronée. Même si ces organisations peuvent, au cours de cette campagne, affirmer certains principes avec lesquels nous pouvons être en accord complet ou partiel (il n'est même pas certain que ces principes seront affirmés de façon intransigeante), il ne nous semble donc nullement utile de prendre position en faveur des candidats de LO et de la LCR, quelles que soient les différences profondes qui existent entre la gauche réformiste et la coalition LO-LCR qui la dénonce sans pour autant offrir une véritable alternative internationaliste.

1. Les sections de la Quatrième Internationale en Grèce, en Espagne et au Portugal prétendent que le Marché commun et le Parlement européen renforceront la répression patronale et policière contre les travailleurs. Nous ne croyons pas que les institutions prétendument supranationales donnent à la bourgeoisie des moyens qualitativement supérieurs de s'attaquer à la classe ouvrière. Nous, révolutionnaires, n'avons de toute façon pas à prendre position sur le choix entre adhésion et non-adhésion au Marché commun. A la bourgeoisie de décider quelle est sa meilleure forme d'organisation, à la classe ouvrière de combattre tous ces plans. Les sections de la Quatrième Internationale en Espagne, au Portugal, en Grèce cherchent peut-être à gagner la sympathie de certains secteurs des PC ou des PS de ces pays hostiles au Marché commun. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que le principal résultat de cette tactique sera de laisser intacts les préjugés chauvins entretenus par les réformistes et les staliniens dans la classe ouvrière.

LO, le PCF et les immigrés: Autopsie d'un virage

15 février 1981

Nous avons déjà, à deux reprises, critiqué dans *Combat communiste* l'attitude du groupe trotskiste Lutte ouvrière, face à la campagne du PCF contre l'immigration dans les municipalités qu'il dirige. Le récent virage de cette organisation nous incite à revenir sur cette question.

Le 8 novembre 1980, l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* publiait un article intitulé «Suffit-il d'être un ennemi du PCF pour être un ami des immigrés ?» Cet article apportait une véritable caution au PCF, créditée de «mettre les municipalités de droite au pied du mur». Le journal *Libération* était violemment attaqué pour avoir dénoncé la politique du PCF visant à limiter l'installation d'immigrés dans «ses» communes.

Il ne s'agissait pas d'une «bavure» du rédacteur de LO. Dans *Lutte de classe* – mensuel théorique de LO – du 22 décembre 1980, paraissait une mise au point consécutive au congrès de LO affirmant: «sur le fond, nous ne pouvons pas le critiquer [le PCF] car ce qu'il dénonce est valable et fondé». (...) «Nous ne nous associerons pas aux critiques.» (...) «Le pire c'est lorsque ces critiques viennent des milieux gauchistes qui participent ainsi, volontairement ou non, à des attaques électoralistes contre le PCF au profit du Parti socialiste.»

Manque de chance pour LO, deux jours après la parution de *Lutte de classe*, survenait l'affaire de Vitry, le maire Mercieca (PCF) de la ville organisait son commando au bulldozer contre un foyer de Maliens.

La semaine suivante, le 5 janvier 1981, Lutte ouvrière sortait un éditorial de ses bulletins d'entreprise attaquant violemment le PCF mais où on pouvait tout de même lire: «le PCF n'a peut-être pas tort sur le fond». «Peut-être» seulement... Visiblement, le rédacteur de LO ne se sentait pas très à l'aise et cette réserve semble avoir eu pour but de ne pas avoir l'air d'effectuer un virage trop brusque... Mais la dénonciation du PCF par LO permet de s'interroger: LO roulerait-elle pour le PS, comme elle en accusait si fort les «gauchistes» qui l'avaient devancée ?

Le 20 janvier 1981, paraissait le numéro suivant de *Lutte de classe*, voulant présenter une analyse complète de la politique du PCF par rapport à l'immigration. LO reconnaît dans cet article que le PCF fait du «poujadisme ouvrier» et que «des manifestations comme celle organisée à Vitry ne peuvent être que des gestes d'encouragement à des gestes de brutalité contre les immigrés». LO y explique que le PCF cherche à gagner des voix en jouant sur les préjugés d'une partie des travailleurs et «désigne l'immigration comme responsable du chômage». (Quelques jours plus tôt encore, les militants de LO expliquaient comme un seul homme que dire cela était tout à fait faux...).

Toutefois, pour avoir effectué un virage à 180°, LO n'a pas pour autant adopté une politique claire et correcte. Ainsi, on peut lire, dans le

même numéro de *Lutte de classe* des félicitations à Lucien Lanternier, maire PCF de Gennevilliers, qui a demandé le report de la vente d'un groupe d'immeubles à Neuilly pour y reloger des immigrés de Gennevilliers.

«Ce n'est pas la pire des initiatives prises par un maire PCF, bien au contraire. La seule chose qu'on puisse regretter est que ce type d'initiative soit resté isolé.»

Autrement dit, LO s'efforce d'opposer les «bons maires» du PCF comme Lanternier aux «mauvais» comme Mercieca. Lanternier (qui a approuvé son collègue Mercieca de Vitry au cours d'une réunion générale des maires du PCF) riait bien s'il tombait sur l'article de LO ! Sa politique et celle des autres maires constituent une seule et même politique: la démarche à l'égard de Neuilly ne constituait qu'un geste démagogique sans suite, un alibi.

C'est ce que LO ne comprend pas, à moins qu'elle fasse semblant de ne pas le comprendre pour tenter de justifier sa propre attitude et sa caution apportée dans un premier temps à la politique du PCF. Mais en réalité, entre la démarche de Lanternier et l'attaque de Mercieca, il n'y a pas eu de modification de la politique du PCF: il suffisait de se tenir au courant pour savoir que, dans de nombreuses municipalités du PCF, une discrimination était déjà pratiquée depuis un certain temps. La seule chose nouvelle est l'ampleur donnée par le PCF à cette campagne. Cette ampleur a visiblement surpris LO qui sous-estimait sans doute les possibilités du PCF de se lancer dans une telle campagne en flattant aussi ouvertement le racisme. LO était en tout cas plus soucieuse de se démarquer des autres «gauchistes» et de flatter les sentiments anti-PS des militants du PCF que de se préoccuper du sort des travailleurs immigrés et de l'attitude réelle du PCF à leur égard.

Non seulement LO continue à cautionner en partie le PCF tout en le dénonçant, mais LO, pour la première fois, tente d'exposer ses propres positions de principe sur l'immigration, affirmant qu'elle se refuse à revendiquer la liberté de l'immigration.

LO ne revendique que «l'égalité des droits» comme le PCF d'ailleurs... Il s'agit là visiblement d'une nouvelle concession de LO aux réformistes et au PCF pour se placer sur son terrain. LO se trouve bien loin des positions internationalistes qui étaient celles des militants communistes en France, avant la contre-révolution stalinienne.

Ainsi, la CGTU, dirigée essentiellement par des militants communistes, écrivait en 1922:

«Nul ouvrier révolutionnaire ne saurait s'élever contre les mouvements migratoires. Les migrations constituent un phénomène naturel et nul ne peut nier le droit à l'émigration pour les hommes chassés du sol natal par le chômage, la misère ou les convulsions politiques.»

En 1919, avant la scission entre la CGT et la CGTU, la CGT (qui n'était pourtant pas majoritairement «révolutionnaire») avait proposé une charte internationale en 1919 demandant que «les interdictions soient abrogées. Les interdictions d'immigration seront abrogées en règle générale.»

LO est donc en retrait sur les syndicalistes internationalistes de 1919 et 1922... Cette attitude de LO, au-delà de son erreur d'appréciation sur l'importance de la campagne du PCF, est significative:

- de l'indifférence de LO vis-à-vis de la fraction immigrée de la classe ouvrière,

- du caractère opportuniste de cette organisation qui change de positions sans s'en expliquer et procéder à une autocritique publique,

- du suivisme qui y règne: comment expliquer que les militants de LO aient accepté sans broncher la caution apportée au PCF et puis sa dénonciation le lendemain ?

- de l'opportunisme de LO vis-à-vis du PCF et de son abandon des positions internationalistes élémentaires de principe vis-à-vis de l'immigration.

Combat communiste n°65, 15 février 1981

L'extrême gauche et les présidentielles

20 avril 1981

Au-delà de leurs consignes de vote, le contenu de la campagne électorale menée par les différentes organisations d'extrême gauche est significatif de la politique de ces organisations qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme. Nous n'examinons ici que les positions des trois principales organisations trotskystes: l'OCI, la LCR et Lutte ouvrière.

Battre Giscard ce n'est pas battre la bourgeoisie

Un thème essentiel est commun à l'OCI et à la LCR: «Il faut battre Giscard», disent-elles, bien que les conclusions pratiques diffèrent. Ces deux organisations réclament «un gouvernement PC-PS», qu'elles qualifient de «gouvernement ouvrier». Pour ces deux organisations, la défaite électorale de la gauche serait un préalable indispensable à une riposte ouvrière à la crise. «Battre Giscard, c'est déblayer la voie à l'action indépendante de la classe ouvrière et de la jeunesse», écrit le journal de l'OCI, *Informations Ouvrières* n° 994, citant un discours de Pierre Lambert. «Le maintien de Giscard au pouvoir aurait comme conséquences immédiates l'impossibilité de se faire soigner pour les personnes âgées sans ressources, pour les chômeurs. Giscard ce sont plus de deux millions de chômeurs, c'est la baisse du pouvoir d'achat, ce sont les régions dévastées, les scandales, etc.», écrit encore *Informations Ouvrières*.

En personnalisant ainsi cette dénonciation, l'OCI dissimule le fait qu'il s'agit là de conséquences de la crise du capitalisme et non seulement d'une «mauvaise politique» de l'équipe Giscard. L'OCI, comme la LCR, identifie la bourgeoisie et les politiciens de droite. Giscard, Barre, Chirac et Cie sont sans aucun doute des représentants du patronat et des bourgeois eux-mêmes, mais les hommes de gauche comme Mitterrand que l'OCI et la LCR veulent envoyer les relayer sont tout autant des politiciens bourgeois. Mitterrand l'a d'ailleurs largement prouvé par son passé, en participant à plusieurs gouvernements de la Quatrième République. Battre Giscard apporterait peut-être une certaine satisfaction aux travailleurs qui en ont assez de le subir, mais cela ne représenterait en aucune façon une défaite de la bourgeoisie. Celle-ci serait tout aussi bien représentée par un Mitterrand que par un Giscard. Le principe de la démocratie bourgeoise consiste d'ailleurs justement, pour la classe dominante, à disposer en permanence d'équipes de rechange susceptibles de prendre la relève quand celles qui gouvernent sont usées et ne sont plus crédibles. En dissimulant cela, l'OCI comme la LCR contribuent à entretenir les illusions des travailleurs sur les politiciens de gauche.

La victoire de la gauche: un préalable à l'action ouvrière ?

Bien entendu, ces organisations, même si elles le dissimulent, savent parfaitement que Mitterrand est un politicien bourgeois au même titre que Giscard. Mais leur «tactique» consiste à tabler sur le fait qu'une arrivée de la gauche au pouvoir débloquerait la situation en encourageant les travailleurs à imposer leurs revendications, qu'un pouvoir de gauche ne serait pas en mesure de s'opposer de la même façon que la droite à ces revendications. L'exemple le plus fréquemment mis en avant pour justifier ce raisonnement est celui des grandes grèves de 1936 et de la victoire électorale du Front populaire. Il dissimule le fait que les luttes ont largement précédé la victoire électorale, que la fonction du gouvernement Blum a justement été d'endiguer les grèves et qu'il y est parvenu avec succès, au prix de concessions, grâce à son audience dans la classe ouvrière. Etre capable, si besoin est, de jouer un rôle un peu comparable est d'ailleurs un des thèmes de campagne de Mitterrand qui se présente comme le seul capable d'éviter une «explosion sociale» et (mais cela, il ne le dit pas ouvertement et publiquement) de faire accepter la crise et ses conséquences aux travailleurs.

Mais, de toute façon, l'expérience montre qu'une victoire de la gauche n'entraîne pas nécessairement une remontée des luttes. En 1956, par exemple, une majorité de gauche a été élue au Parlement après avoir fait campagne sur le thème de la paix en Algérie. Cela n'a pas empêché le gouvernement «socialiste» de Guy Mollet d'intensifier la guerre et d'envoyer le contingent en Algérie sans pour autant que la classe ouvrière se dresse pour s'y opposer. Inversement, de grands mouvements de grève ont été menés contre des gouvernements de droite: la grève de 1953 et surtout celle de mai 1968 !

Une victoire de la gauche peut même, dans certaines circonstances, aboutir à des effets inverses de ceux escomptés par l'OCI et la LCR: démoréaliser les travailleurs quand ils voient leurs espoirs déçus une fois de plus.

Une victoire électorale n'est donc ni une condition suffisante, ni même une condition nécessaire pour que s'engage une riposte ouvrière à la crise. Les élections, quels que soient leurs résultats, ne sont toujours que des péripéties secondaires qui comptent moins qu'une grève victorieuse. Tout miser sur les élections présidentielles, comme le font la LCR et l'OCI, c'est cacher aux travailleurs que leur sort dépend d'eux et uniquement d'eux, et non du bulletin de vote, des accords que peuvent passer entre eux les politiciens de gauche ou du remplacement d'un président de la République par un autre.

Les critiques de la LCR et de l'OCI à l'égard des partis de gauche se limitent d'ailleurs à leur reprocher de ne pas faire assez pour remporter une victoire électorale. C'est ici que leurs tactiques divergent: l'OCI, après avoir fait campagne pour un «candidat unique» PCF-PS au premier tour, appelle maintenant à voter dès le premier tour pour Mitterrand qu'elle présente comme le «candidat ouvrier le mieux placé», alors que la LCR se veut l'arbitre impartial entre le PCF et le PS, et axe

sa campagne pour le désistement en faveur du mieux placé mais... seulement au second tour.

L'OCI est ainsi fidèle à sa politique de suivisme sans nuance à l'égard de la social-démocratie, politique qu'elle mène depuis des années aussi bien en France que dans d'autres pays. Cette politique relève beaucoup moins d'une analyse erronée que des liens concrets que l'OCI a pu nouer avec l'appareil social-démocrate (en France, au travers du syndicat Force ouvrière, où les militants de l'OCI votent, par exemple, régulièrement le rapport de Bergeron, au travers de syndicats d'enseignants, etc.). Elle est également liée à l'influence et à l'intervention de l'OCI dans certains milieux enseignants et étudiants, par exemple, où l'influence de la sociale-démocratie est particulièrement forte.

La LCR s'est faite, elle, un des principaux promoteurs du mouvement «d'Union dans les luttes» qui table sur la nostalgie de certaines franges de militants du PCF, du PS et des syndicats par rapport à l'Union de la gauche.

Ajoutons que, ni dans la campagne de la LCR, ni dans celle de l'OCI, on ne trouve la moindre trace de dénonciation de la farce électorale, pas plus que ces organisations ne parlent du socialisme, de la révolution et du pouvoir de la classe ouvrière.

Lutte ouvrière à la pêche aux voix.

Par rapport aux autres organisations trotskystes, Lutte ouvrière ne laisse certes pas planer d'illusions sur le rôle que joueraient un gouvernement de gauche et Mitterrand s'il accédait à la présidence de la République. Pourtant, au cours des dernières semaines, une évolution de l'attitude de LO peut être notée. Alors que, pendant une période, cette organisation a suivi l'évolution du PCF et s'est même alignée sur lui (par exemple à propos de sa campagne contre les immigrés, du moins au début [pour plus de détails, on lira les deux articles «LO face aux mesures Stoléru» et «LO, le PCF et les immigrés: autopsie d'un virage» dans ce numéro, *Ni patrie ni frontières*], elle semble, bien que plus hypocritement, vouloir, comme la LCR, jouer sur les illusions des militants et des travailleurs qui reprochent au PCF de nuire à la victoire de Mitterrand.

Arlette Laguiller devait déclarer à TF1, dans l'émission «Face au public», que, «contrairement à celle de Marchais, sa candidature n'avait pas pour but de faire obstacle à celle de Mitterrand», tout en refusant par ailleurs de se prononcer sur son attitude au second tour.

Mais, c'est essentiellement sur un autre terrain que se manifeste l'opportunisme de Lutte ouvrière. Une fois de plus, cette organisation a décidé de partir à la pêche aux voix et de récolter le plus de suffrages possible, quitte à dissimuler une grande partie de son programme et faire des concessions inacceptables aux préjugés de la population.

La candidature d'Arlette n'est pas présentée comme une candidature révolutionnaire, mais simplement comme celle d'une travailleuse révoltée contre les «injustices» (même pas contre l'exploitation...), qui «dit la vérité», emploie «le franc-parler d'une femme du peuple» et «défend toutes les femmes» (de la bourgeoise à l'ouvrière ?). Il s'agit pour

LO de promouvoir le produit Arlette en employant les techniques de marketing électoral des «grands candidats», en accentuant son image de marque de petite femme courageuse qui leur dit «leurs quatre vérités». Pas plus que les deux autres organisations trotskystes, LO ne parle de socialisme, de révolution, de pouvoir des travailleurs (principes qu'elle conserve sans doute pour ses brochures théoriques et les discours de la fête de LO...). Il fallait entendre Arlette à TFi observer un silence prudent et détourner la discussion, quand son interlocuteur lui demandait si, justement, il ne serait pas plus franc de reconnaître que sa candidature était une «candidature révolutionnaire».

Sur d'autres points, Lutte ouvrière s'aligne également sur les préjugés de la population:

- Sur la question de la police, LO s'aligne de plus en plus ouvertement sur les positions du PCF qui consistent à revendiquer une «bonne police» et des «lotiers» dans les cités ouvrières pour protéger les honnêtes travailleurs contre les voyous. A une question de TFi, Arlette Laguiller ne répondait-elle pas qu'elle était partisane d'une augmentation des effectifs de la police, à condition qu'ils soient utiles à protéger les travailleurs: «Je vais étonner, eh bien, je suis pour l'augmentation du nombre des policiers. Mais il faut qu'ils soient plus prêts de la population» (cité par *Rouge*, l'organe de la LCR, et non démenti par LO).

- Sur la question de l'armée, l'attitude d'Arlette Laguiller n'a pas été moins équivoque. Elle a certes affirmé que «l'armée est prête à lutter contre le peuple français», mais en multipliant les expressions équivoques et ambiguës du genre: «En 1940, ça ne nous a pas servi à grand-chose d'avoir payé des généraux»; ou [en déclarant que], face à un «envahisseur étranger», ce serait le peuple qui se battrait, elle s'est gardée en fait de heurter de front les préjugés nationalistes sur la défense nationale, la Résistance, la guerre impérialiste (alors que LO est justement une des rares organisations trotskystes à avoir dénoncé le rôle de la «Résistance» au service de la bourgeoisie et de la guerre impérialiste).

Sur tous les sujets délicats, Arlette Laguiller évite de se prononcer clairement: par exemple, pour juguler le chômage, elle se contente de déclarer que le budget militaire suffirait à donner du travail aux chômeurs (comme si une telle «solution» était possible dans le cadre du système capitaliste!), sans expliquer que seule la révolution et le renversement du capitalisme peuvent mettre fin au chômage. La suppression du budget militaire présentée de cette façon ne peut apparaître que comme une proposition complètement utopique et relevant de l'idéalisme pacifiste.

De toute évidence, Lutte ouvrière a choisi d'essayer de récolter le maximum de voix d'électeurs mécontents du PCF ou du PS (ou de mécontents tout court) en évitant de heurter leurs préjugés.

Elle s'affirme d'ailleurs comme la «candidate des travailleurs, des petits commerçants, des petits paysans, de tous les gens du peuple».

Un tel choix tourne le dos aux principes révolutionnaires qui font de l'élévation du niveau de conscience des travailleurs un objectif

prioritaire sans considération des résultats électoraux. Ces résultats électoraux seront d'ailleurs d'autant moins significatifs que les suffrages d'Arlette Laguiller se seront portés sur une contestataire qui n'a pas sa langue dans sa poche et non sur une révolutionnaire qui propose à la classe ouvrière de s'organiser pour abattre le capitalisme.

Le mythe réformiste de la relance par la consommation

«Mitterrand ne veut pas toucher aux 100 milliards du budget militaire pour avoir de quoi financer un plan valable contre le chômage, c'est-à-dire augmenter la consommation pour arriver enfin à vendre tout ce qu'on produit» (tract de LO)

Comme s'il suffisait de répartir autrement le budget de l'État pour mettre fin à la crise du capitalisme !

Combat communiste n° 67, 20 avril 1981

Les listes LO-LCR: une coalition électoraliste et opportuniste

Pour les lecteurs d'aujourd'hui, précisons que le Parti des travailleurs, celui dont les candidats aux présidentielles ont été successivement Pierre Boussel (alias Pierre Lambert), Daniel Gluckstein et Gérard Schivardi, s'est appelé l'OCI, le PCI, puis le MPPT avant de prendre le nom actuel de PT. Pour plus de précisions, on se reportera à l'article de Karim Landais dans ce numéro. *Ni patrie ni frontières.*

20 février 1983

Deux organisations trotskystes, la LCR et LO, se sont alliées pour présenter des listes communes aux élections municipales. Se présenter aux élections est une tactique traditionnelle des révolutionnaires – préconisée par la Troisième Internationale et Lénine – pour faire pénétrer leurs idées dans la population, se servir de la tribune électorale dans une période où l'on s'intéresse parfois un peu plus à la politique que d'habitude. Nous ne reprochons donc pas à ces organisations le fait, en soi, de se présenter. Le tout est de savoir pour défendre quel programme, quelle politique ?

Dénoncer clairement le gouvernement comme un gouvernement bourgeois !

Dans la situation actuelle, où un gouvernement des partis de gauche a la charge de gérer le système capitaliste, un des points essentiels pour juger des organisations qui se disent révolutionnaires est l'attitude par rapport à ce gouvernement. L'avantage d'un gouvernement de gauche, pour la bourgeoisie, est en effet qu'il bénéficie d'une crédibilité parmi les travailleurs, de liens avec les syndicats qui lui permettent de faire accepter sans riposte des mesures qui passeraient beaucoup plus difficilement avec un gouvernement de droite. On l'a vu, par exemple, avec les mesures contre les chômeurs: Giscard n'avait jamais été aussi loin.

Il est donc extrêmement important de se montrer très clair sur la nature bourgeoise d'un tel gouvernement, d'expliquer qu'on doit le combattre et revendiquer face à lui de la même façon qu'avec un gouvernement de droite, de répéter qu'un gouvernement bourgeois de gauche est capable d'attaques anti-ouvrières tout aussi dures. Il faut souligner que tout gouvernement, dans le cadre des institutions et de l'État bourgeois, est amené à s'attaquer aux travailleurs, qu'il ne peut exister de «bon» gouvernement dans le cadre de l'État bourgeois, qu'un «gouvernement ouvrier» ne peut naître que sur la base d'une révolution

socialiste qui implique la destruction de l'État bourgeois, la naissance d'organismes de pouvoir ouvrier: conseils d'usine, de quartier ou soviets (nom de ces comités pendant la révolution russe de 1917).

**Le programme trotskyste,
source de l'opportunisme de LO et de la LCR**

Or, le programme trotskyste dont se réclament la LCR et LO n'est pas du tout clair sur cette question, au contraire ! Le *Programme de transition*, écrit par Trotsky en 1939, met en avant le mot d'ordre de «gouvernement ouvrier» dans le cadre des institutions bourgeoises. Il s'agirait de pousser, selon Trotsky, les grands partis de gauche à constituer un gouvernement qui ne serait plus capitaliste, mais pas encore socialiste (cf. notre brochure *Critique du programme de transition*).

C'est de cette politique que s'inspirent systématiquement la LCR et le PCI (ex-OCI) qui, avant les élections, réclamaient un gouvernement PC-PS, et, après les élections, pratiquent une politique de soutien critique au gouvernement en lui demandant de prendre un certain nombre de mesures favorables aux travailleurs, par exemple les nationalisations sans indemnités, les 35 heures sans réduction de salaire, etc. LO a suivi jusqu'ici une politique un peu différente, mais a toujours souligné qu'il s'agissait d'une divergence tactique avec la LCR. Dans d'autres circonstances, LO envisagerait de soutenir le mot d'ordre de «gouvernement ouvrier» dans le cadre de l'État bourgeois (LO l'a précisé dans la *Lutte de classe*, son mensuel théorique).

Dans ses critiques du gouvernement, LO a par exemple exposé (dans un discours d'Arlette Laguiller) ce que ferait un «bon» gouvernement de gauche: réduction des dépenses d'armement au profit des dépenses de logement et de santé, etc. Cela sous-entend qu'il puisse exister un tel gouvernement, ce qui est démenti par toute l'expérience historique. Cette position est grave: elle induit les travailleurs en erreur en leur laissant croire qu'un tel «bon gouvernement de gauche» est possible. Dès lors, on débouche ici logiquement sur les positions actuelles de la LCR et du PCI (ex-OCI). Il suffirait peut-être d'améliorer le gouvernement de gauche, de l'épurer de ses éléments les plus marqués à droite (Delors, par exemple, cible privilégiée du PCI), de le conseiller, de le pousser à gauche. En l'absence de positions théoriques claires et correctes sur cette question, il est donc compréhensible que LO – qui se veut plus radical par rapport au gouvernement – n'ait pas été gênée par un compromis avec la LCR qui ne définit pas clairement la nature du gouvernement actuel comme un gouvernement bourgeois.

Mauroy, moins bourgeois que Barre ?

Qu'on en juge: le texte commun LO-LCR reconnaît certes que le gouvernement sert actuellement les intérêts de la bourgeoisie (ce qu'il est difficile de ne pas voir, même pour un aveugle !), mais il précise: «les capitalistes se réjouissent (...) des concessions qu'on leur fait pour en demander plus et préparer les conditions de retour au gouvernement de leurs fondés de pouvoir» (la droite, note de *Combat communiste*).

On croit rêver ! Ne s'agirait-il que de simples «concessions» et non d'une politique logique et cohérente de défense des intérêts capitalistes et surtout Mitterrand, Delors, Mauroy et Fiterman ne seraient-ils pas

autant aujourd'hui les «fondés de pouvoir» de la bourgeoisie que Barre et Giscard et Chirac hier ?

Un autre passage du texte souligne que le PC et le PS ont entre les mains «la majorité du Parlement et des pouvoirs considérables». Cela est une constatation favorite de la LCR qui en tire argument pour demander à cette majorité de gauche de voter des lois favorables aux travailleurs, ce que n'a pas fait LO. En filigrane, c'est bien cette position qui est défendue dans ce texte commun. Sinon, pourquoi mentionner ce fait ?

En réalité, ce texte établit bien une différence qualitative entre le gouvernement actuel de gauche et les gouvernements de droite. Même s'il semble que la LCR ait un peu élevé le ton par rapport au gouvernement – depuis les dernières mesures –, sur le fond, sa politique est toujours la même et, en se rapprochant de la LCR, LO a infléchi ses positions dans ce sens.

Un accord électoraliste

Au-delà des bases programmatiques communes entre LO et la LCR, cet accord est d'ailleurs un compromis de type opportuniste et électoraliste. LO critiquait jusqu'ici de façon virulente la politique de soutien critique de la LCR au gouvernement (même si cet opportunisme a des bases dans le programme trotskyste dont LO se revendique); et voilà que LO s'allie à la LCR, que le texte ne mentionne même pas leurs divergences et le fait que la LCR considère le vote pour la gauche au second tour comme un «vote de classe», alors que LO va s'abstenir ! Tout cela, dans le but de présenter davantage de listes et d'avoir plus de suffrages. Qu'on allie ses forces dans l'action, entre organisations ayant des divergences, est légitime quand il s'agit de faire triompher des revendications ouvrières, d'avancer sur un terrain de classe, de renforcer les positions des travailleurs. Mais sur le terrain électoral, il ne s'agit pas d'une lutte: le seul intérêt de la participation aux élections est de défendre des idées claires. Or, on retrouve ici la préoccupation électoraliste de LO: noyer son programme, diluer ses idées pour obtenir plus de voix, pour se donner un semblant d'existence officielle à l'échelle nationale, qui ne correspond à aucune lutte.

On peut d'ailleurs se demander quel sera le contenu de la campagne des colistiers LO-LCR: on sait qu'au cours des campagnes précédentes LO avait par exemple préféré s'adresser à «toutes les femmes» ou aux petits commerçants plutôt qu'aux travailleurs immigrés qui ne votent pas, toujours dans l'espoir, vain, d'obtenir des succès électoraux.

Aujourd'hui, il s'agit de recueillir le maximum de voix sur des listes dénonçant l'austérité. Les travailleurs qui se prononceront pour ces listes pourront en effet se démarquer par rapport à la gauche officielle, mais ils pourront le faire sans voter pour des organisations qui dénoncent clairement la nature bourgeoise du gouvernement et des partis de gauche. Le pas sera plus facile à franchir mais l'équivoque entretenue pourra être lourde de confusions et de nouvelles illusions dans l'avenir.

Combat communiste, 20 février 1983

Aux élections municipales l'extrême gauche n'a pas mordu sur le PCF

20 mars 1983

Là où les listes étaient en concurrence, les résultats globaux de l'extrême gauche sont plus élevés, et l'on remarque que LO-LCR font presque toujours des scores plus élevés que le PCI [le PT actuel, NPNF].

En analysant les résultats par circonscription, on constate des fourchettes de 1 à 6% pour les listes «Voix des travailleurs», et l'on remarque surtout que c'est dans les villes et quartiers ouvriers que l'extrême gauche réalise ses meilleurs résultats: 3,40% à Saint-Denis, 3,5% à Saint-Ouen, 4,70% à Bobigny contre 1% en moyenne à Paris, 6% dans les quartiers ouvriers de Lille (selon *Rouge* du 11 mars) et 6,8% à Cenon, dans la banlieue de Bordeaux.

On est loin cependant des pourcentages obtenus aux municipales de 1977 où les listes LO-LCR-OCI avaient recueilli 3,78% des voix en moyenne et atteignirent des scores miracles de 9,50% à Saint-Ouen et 12% à Orléans.

Un maintien relatif de l'extrême gauche

Ces résultats ne signifiaient nullement que l'extrême gauche avait réussi une percée, et on ne saurait donc tirer la conclusion, du moins en analysant les élections, qu'elle serait aujourd'hui en perte de vitesse.

Les quatre scrutins qui ont eu lieu de 1978 à 1981 le montrent bien: l'extrême gauche a fait 1,70% aux législatives de 1978, 3,08% aux européennes de 1979, 2,30% aux présidentielles de 1981, et seulement 1,11% aux législatives qui ont suivi.

Les chiffres suffisent à montrer que, s'il existe un électorat d'extrême gauche, celui-ci, depuis 10 ans, reste très minoritaire et que sa fidélité n'est pas absolue.

L'extrême gauche s'est donc maintenue et c'est déjà un point notable, compte tenu du recul général de la gauche qui atteste que des dizaines de milliers de travailleurs ont ainsi voulu exprimer leur défiance à l'égard du gouvernement et des partis de gauche. Cela vaut aussi bien pour le PCI, en dépit de sa campagne racoleuse «Respectez le mandat» que pour les listes LO-LCR.

Mais cette défiance, ce mécontentement, il est clair qu'une bien plus grande partie des travailleurs les ont exprimés par l'abstention au premier tour, en particulier dans les villes de gauche, et dans les quartiers ouvriers.

L'extrême gauche englobée dans le discrédit de la gauche

Une bonne partie des abstentionnistes ne donnaient sans doute pas une grande signification politique à leur grève du vote, et beaucoup n'y voyaient pas le sens d'un avertissement. Ils exprimaient ainsi, simplement, leur déception, leur écœurement, devant la politique de la gauche. Et l'on peut penser que nombre de ces abstentionnistes ouvriers n'ont pas fait la différence, n'ont pas fait le détail, entre la gauche et l'extrême gauche.

D'une part, parce que leur démoralisation les a conduits à rejeter temporairement les élections, desquelles ils n'espéraient plus aucun changement. D'autre part, pour une minorité d'entre eux, parce que l'extrême gauche ne leur apparaissait pas si différente des partis de gauche. Au meeting du vendredi 11 mars, Arlette Laguiller reconnaissait que, dans les entreprises, les militants de Lutte ouvrière entendaient souvent cette réflexion: «Oui, mais vous aussi, vous avez fait voter Mitterrand.» En effet, mais cela n'est encore rien. Depuis des années, l'extrême gauche, avec des nuances selon les groupes, a expliqué aux travailleurs que la gauche au pouvoir représentait un progrès, voire une étape obligée, pour la lutte ouvrière, le succès des revendications. Pendant des mois après l'installation du gouvernement Mitterrand, ils lui ont apporté un soutien critique, fait croire que c'étaient le patronat et la droite qui empêchaient la gauche de mener sa politique.

Durant cette dernière campagne, on a pu voir le PCI retirer ses listes dès que la gauche s'engagea à défendre l'École laïque, et oublier, entre les deux tours, sa campagne gadget contre les candidats bourgeois de la gauche.

On a pu voir la LCR se mobiliser une fois de plus pour «battre la droite». Quant à LO, si elle a justement prôné l'abstention, elle s'est gardée de trop en parler, et elle a d'ailleurs montré l'importance secondaire qu'elle y attachait en s'alliant malgré tout à la LCR. Cette insuffisante démarcation entre l'extrême gauche trotskyste et la gauche lui a sans doute fait perdre le bénéfice de dizaines de milliers de voix de travailleurs. Mais ce n'est pas le plus important, parce que ce n'est pas sur le terrain électoral que se gagnent ou se perdent les combats.

Ce qui permettra aux révolutionnaires de proposer une véritable solution alternative et de gagner à eux une fraction de la classe ouvrière, c'est de mettre en avant une politique de classe indépendante et la nécessité d'une lutte intransigeante contre le gouvernement et le patronat, sans compromis sur les partis de gauche.

Combat communiste, 20 mars 1983

Lutte ouvrière et la crise

Janvier 1986

Le dernier Cercle Léon Trotsky, organisé par Lutte ouvrière, était consacré à la crise du capitalisme. L'exposé présenté par l'orateur de LO, comme le court «débat» qui a suivi, a confirmé les glissements de plus en plus nets de cette organisation vers des positions réformistes plus ou moins honteuses qui ressortent plus nettement encore dans la campagne d'affiches lancée par LO, et dans la presse de cette organisation.

La spéculation est-elle la cause et l'aspect principal de la crise ?

Ce qui ressortait avant tout de l'exposé du cercle Léon Trotsky, c'est que les capitalistes préfèrent de plus en plus faire fructifier leurs capitaux par la spéculation, plutôt que de les investir dans la production et créer ainsi des emplois, que le capitalisme devient de plus en plus parasitaire, et qu'il s'agit là de l'aspect fondamental, ou au moins d'un des aspects fondamentaux, de la crise que nous vivons actuellement.

Au cas où les camarades de LO nous reprocheraient de mal interpréter l'exposé – fort long – de leur réunion, ils peuvent se reporter, par exemple, aux numéros 914 et 916 de leur hebdo, et surtout aux slogans de leurs affiches.

«Quand les capitalistes spéculent au lieu d'investir, c'est la belle vie pour les capitalistes», dit par exemple un de ces slogans.

Que des capitalistes, par un simple coup de télex, puissent gagner des sommes fabuleuses en spéculant par exemple sur les cours des monnaies, notamment parce qu'ils sont bien placés pour être au courant à l'avance d'une dévaluation ou d'une réévaluation, est certes caractéristique de l'aberration du système dans lequel nous vivons; et les révolutionnaires n'ont pas à se priver de faire de l'agitation sur ce thème, pour montrer comment se comportent ces possédants qui nous demandent de nous serrer la ceinture. Mais, d'une part, ce phénomène n'a rien de nouveau: la spéculation sur les «eurodollars» a défrayé la chronique pendant les années 60-70; d'autre part, mettre l'accent sur la spéculation, c'est voir la crise économique du capitalisme par le petit bout de la lorgnette.

Les investissements des capitalistes et de leurs États pour restructurer leurs industries sont gigantesques – et cela n'a strictement aucun sens d'opposer, comme le fait LO, les investissements des États à ceux des capitalistes privés individuels. Les États ne sont eux-mêmes que les plus grosses entreprises capitalistes, et les gérants des capitaux appartiennent collectivement à la classe dominante, que celle-ci soit composée de capitalistes privés ou de bureaucrates.

En période de crise, il est parfaitement naturel que l'investissement d'État prenne le relais de l'investissement privé, car chaque capitaliste

individuel ne voit que son intérêt particulier, alors que l'État agit dans l'intérêt de l'ensemble de la classe capitaliste, ou du moins dans celui de ses fractions déterminantes.

Le problème est que le plus souvent ces investissements productifs, d'État ou privés, ne créent pas d'emplois, mais visent au contraire à en supprimer ! C'est le cas par exemple des énormes investissements qui ont été faits pour robotiser l'industrie automobile, et dont Ford et General Motors ont donné le signal du départ aux États-Unis, bientôt suivis par Fiat, puis par Peugeot, Renault et Cie.

Les investissements stagnent mais c'est leur effet sur l'économie qui diminue

Si nous prenons les chiffres fournis par l'OCDE (1), ils montrent que l'investissement se maintient, contrairement à ce qu'affirme LO: pour les sept grands États de l'OCDE, les investissements ont représenté 19,9% du PIB (Produit intérieur brut) en 1984, contre 19,5% en 1983, 22,4% en 1974, 21,3% en 1970, et 20,9% en 1965.

Par contre, l'efficacité de l'investissement, c'est-à-dire la croissance de la production par rapport à l'investissement, s'est véritablement effondrée.

Cette efficacité mesurée par un nombre (1), est passé aux États-Unis de 20,9% en 1961-1973 à 10,2% en 1980-84, et en France de 24,9% en 1961-73 à 5,4% en 1980-84 !

Selon d'autres chiffres de la même source, l'investissement en Europe, en valeur réelle, représente en 1986 20% de plus qu'en 1970, alors que l'emploi stagne au même niveau.

Un autre exemple est significatif (2). Grâce aux multiples cadeaux fiscaux accordés aux patrons et autres incitations à investir, décidés par le gouvernement à la mi-1983, les investissements des entreprises ont augmenté de 2,5% dans la période qui a suivi ces mesures, et les investissements industriels de 10% en France ! Ce qui n'a pas empêché, au cours de la même période, le chômage d'augmenter d'environ deux cent cinquante mille personnes.

Les investissements industriels ont tout simplement accéléré les restructurations et les licenciements !

À la limite, en raisonnant superficiellement comme LO, il vaudrait encore mieux que les capitalistes s'amuse avec leurs coupons, leurs télex, accumulent des capitaux gigantesques par la spéculation, plutôt que d'investir car, lorsqu'ils spéculent, ils ne restructurent pas l'industrie et ne suppriment pas d'emplois ! L'absurdité de cette conclusion montre bien que le mode de raisonnement de LO est erroné !

En fait, l'accélération de la spéculation n'est qu'un symptôme de la crise. Quand l'économie s'effondre, les détenteurs de capitaux spéculent, cherchent des valeurs refuges: or, biens immobiliers, terres, œuvres d'art, etc., pour protéger leur «patrimoine» accumulé grâce à l'exploitation des travailleurs. Ce sont des phénomènes qu'on observe couramment lorsqu'un État, un régime, s'effondre, à l'échelle d'un pays, comme au Vietnam après le départ des Américains, au moment de la chute de Tchong Kaï Chek, etc. Mais il serait tout à fait faux de croire

qu'aujourd'hui la classe capitaliste mondiale en est réduite à ces extrémités !

Cette fuite, cette renonciation à continuer à investir dans la production contribuent à aggraver la crise; dans certaines circonstances, comme le fameux krach de 1929, la spéculation peut être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais elle n'est jamais la cause fondamentale d'une crise économique. La façon de LO de considérer la crise équivaut à la méthode d'un historien qui prétendrait que l'assassinat de l'archiduc d'Autriche par un terroriste serbe à Sarajevo est la cause de 1914-18 ! Pour comprendre véritablement un phénomène, il est nécessaire de distinguer ses causes profondes, fondamentales, de ses causes apparentes, immédiates, superficielles.

Une conception superficielle et fausse du capitalisme

À en croire donc la propagande de LO, la cause fondamentale de la crise serait à rechercher dans la rapacité, l'âpreté au gain de ces capitalistes individuels, qui préfèrent remplir leurs coffres en spéculant et en vidant les usines de leurs travailleurs. Et, par conséquent, on pourrait en venir à bout... en obligeant ces capitalistes parasites à jouer leur rôle de capitalistes productifs. Ainsi, un autre slogan de LO dit: «Si l'État contrôlait aussi bien les revenus des riches que ceux des pauvres, on trouverait de l'argent pour investir et créer des emplois.» Et un autre encore: «Des capitaux, il y en a, puisque la Bourse fait des profits.»

Il suffirait donc d'un «État fort» pour utiliser les capitaux dans l'intérêt général. Ainsi pourrait se réaliser ce que LO revendique également sur ses affiches: «Les entreprises doivent vivre, mais les travailleurs aussi.» Et: «Les entreprises doivent vivre, mais réduisons la part des patrons.»

Ce que LO propose là, c'est tout simplement un capitalisme bien géré, sous le contrôle de l'État, avec une sorte de partage des sacrifices entre toutes les classes. Quel autre sens peut avoir le «réduisons la part des patrons» ?

C'est tout simplement une utopie réformiste vieille comme le capitalisme. Et cette utopie est étroitement liée à la conception trotskyste du capitalisme, qui se limite à la propriété individuelle des moyens de production, source de tous les maux. Il suffirait donc de domestiquer, de discipliner, cette propriété individuelle, en l'obligeant à investir dans l'intérêt général, pour mettre fin à la crise. On notera au passage que LO évoque relativement rarement la crise qui frappe les pays de capitalisme d'État – URSS, États de l'Est, etc. –, et, quand elle le fait, c'est généralement pour ne voir dans la crise qu'une contagion de la crise qui touche les pays de capitalisme privé traditionnel, et une conséquence de la «mauvaise gestion bureaucratique», du «gaspillage» des bureaucrates au pouvoir.

Les causes profondes de la crise: la nature même du capitalisme

Si la spéculation n'est pas, selon vous, la cause profonde de la crise, diront les camarades de LO, quelle est donc cette cause ?

Les causes de la crise sont à rechercher dans la nature même du système capitaliste, dans ses contradictions fondamentales, insolubles: contradiction entre le capital (privé ou d'État) et le salariat, entre la valeur d'échange et la valeur d'usage des marchandises produites, qui aboutit à la contradiction entre les capacités de production de la société et les capacités du marché d'absorber cette production, c'est-à-dire à la surproduction, etc.

Ces contradictions, certes, ne suffisent pas à expliquer pourquoi le capitalisme est prospère à tel moment, et entre en crise à tel autre. Chaque crise a, bien entendu, son histoire particulière. Il est important pour les marxistes révolutionnaires de comprendre l'histoire particulière de la crise actuelle, ses particularités par rapport aux crises précédentes (ce que n'essaie pas du tout de faire LO), mais la méthode qui consiste à chercher une [seule] cause, ou à privilégier une [seule] cause, est tout à fait erronée.

Les différentes causes de chaque crise particulière s'enchevêtrent de façon très complexe: aux causes économiques proprement dites se mêlent les causes politiques, historiques, psychologiques. La cause immédiate qui va faire déborder le vase n'a qu'un intérêt très secondaire, et elle peut même détourner l'attention des révolutionnaires et des travailleurs des causes fondamentales.

Ici, les camarades de LO vont nous dire: «Nous savons tout ça, toutes vos remarques ne sont que de la criticaillerie.». Peut-être les camarades de LO savent-ils tout cela en effet, quoiqu'on puisse se demander s'ils n'ont pas tendance à l'oublier quand ils collent des affiches telles que celles citées plus haut ! Mais, comme l'a souligné un militant de Combat communiste au cercle Léon Trotsky, ce qui compte, lorsqu'on fait de la propagande, ce n'est pas ce qu'on a soi-même dans la tête, mais ce que comprennent les travailleurs auxquels s'adresse cette propagande.

Et ce que les révolutionnaires doivent faire passer dans leur propagande, c'est qu'il n'existe pas de moyens de replâtrer le capitalisme, que le problème n'est pas de savoir comment doivent être investis les capitaux, mais de détruire le capitalisme, de produire des valeurs d'usage en fonction des besoins humains, et non des marchandises en fonction du profit et de la santé des entreprises qui, selon LO, «doivent vivre».

Ce qui doit ressortir, ce n'est pas tant le fait que les capitalistes s'engraissent en spéculant, ce que tout le monde sait aujourd'hui, mais que ces capitalistes et leurs États, même lorsqu'ils investissent de cette façon «productive» chère à LO, sont dans l'impossibilité de résoudre la crise; et que, par conséquent, il ne suffirait pas du tout de «contrôler leurs revenus pour trouver du capital et créer des emplois», comme le propose aussi LO.

La propagande révolutionnaire ne doit faire aucune concession aux idéologies bourgeoises, et l'idéologie de l'entreprise «qui doit vivre» en est une. Les entreprises qui produisent des Mirage 2000, des bombes à billes ou nucléaires, du Zyklon B, des Rolls-Royce, etc., doivent-elles vivre, camarades ?

À ces critiques, les camarades de LO opposent généralement un souverain mépris, considérant qu'il ne s'agit que d'une pure exégèse de texte, de procès d'intention. L'essentiel est pour eux de parler un langage simple, accessible aux travailleurs, peu importe à la limite que ce qu'on raconte soit tout à fait juste ou non...

Alors, parler de la crise en langage simple, sans employer de clichés, en rompant avec la «langue de bois», entièrement d'accord. Mais s'incliner devant les préjugés et les illusions réformistes, réelles ou supposées, des travailleurs et des militants de gauche, dans l'espoir de gagner plus vite davantage d'audience, NON !

Notes

1. *Perspectives économiques*, 1985.
2. «Les politiques économiques», Cahiers de la Documentation française.

QUAND **LUTTE OUVRIERE** ET **L'HUMANITE** TIENNENT LE MEME LANGAGE...

Il est significatif de noter que les arguments de LO sont rigoureusement les mêmes que ceux du PCF. Ainsi, *L'Humanité* du 21/12/1985 écrit: «Les ressources pour investir sont là, mais elles sont largement gâchées. Placements financiers, rachats, sorties de capitaux détournent ces richesses vers l'accumulation financière. (...) L'argent qui devrait servir à moderniser l'appareil productif est détourné par le marché financier au bénéfice des fortunes.» Et le rédacteur de *L'Humanité* de déplorer les prévisions par l'INSEE d'une légère baisse des investissements en 1986...

Même conception d'une «bonne» et d'une mauvaise utilisation de «l'argent», d'une bonne ou d'une mauvaise gestion du capital.

Combat communiste n° 109, janvier 1986

La campagne de l'extrême gauche

Où sont passées les idées révolutionnaires ?

Trois mouvements trotskystes ont présenté des listes à ces élections:

- **Le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT),**
- **La Ligue communiste révolutionnaire,**
- **et Lutte ouvrière.**

Le MPPT: démocratie et laïcité

Le MPPT est la dernière organisation large inspirée par le Parti communiste internationaliste – PCI, ex-OCI. Le journal du PCI, *Informations Ouvrières*, est d'ailleurs devenu l'organe du MPPT. Les affirmations d'indépendance du MPPT par rapport au PCI ne peuvent donc guère être prises au sérieux.

Grâce au MPPT, le PCI a réussi à récupérer quelques responsables et notabilités locales de gauche, du PCF et du PS, surtout du PS, car l'essentiel de la campagne du PCI est faite en direction du PS.

Les points de référence du MPPT, publiés dans *Informations Ouvrières*, suffisent pour se faire une idée de sa nature, et de la nature de la campagne électorale du PCI qui est derrière. Ils se résument ainsi:

- «Reconnaissance de la lutte de classe.» (Mais pas de la nécessité de renverser la classe bourgeoise et son Etat pour instituer le pouvoir de la classe ouvrière.)

- «Laïcité.» (C'est le grand cheval de bataille du PCI qui a été jusqu'à s'allier dans certaines circonstances à des notables laïcs notoirement anticommunistes.)

- «Abrogation de la Constitution gaulliste de 1958, et instauration d'une démocratie contrôlée par le peuple.» (Ce sont là des positions purement démocratiques, sans aucun caractère de classe.)

On chercherait donc vainement dans le programme du MPPT la moindre référence à la classe ouvrière, à la révolution socialiste, au communisme, à l'internationalisme...

La LCR: alliance floue tous azimuts et suivisme par rapport à la gauche

La LCR s'est efforcée de mettre sur pieds une alliance large, avec des forces allant des «Verts» – dénomination des écologistes – au PSU. Elle contribue donc à redorer le blason de gens qui ne défendent en aucune façon les intérêts des travailleurs, et qui ne représentent plus grand-chose aujourd'hui.

Le PSU, par exemple, aujourd'hui exsangue, n'a servi que de tremplin à toutes sortes d'arrivistes, dont le plus fameux est Michel Rocard, et la dernière en date Huguette Bouchardeau. Il n'a jamais dénoncé clairement la participation de Bouchardeau au gouvernement. Au point que c'est cette dernière qui a fini par le quitter, pour obtenir un ministrapontin au PS. La LCR ne fera donc qu'aider les successeurs de Bouchardeau à obtenir, eux aussi, un jour une petite place, à supposer qu'il en reste pour eux.

La LCR n'a pas hésité à faire le charme le plus éhonté à toutes sortes de groupes, des autonomistes bretons ou occitans aux viticulteurs hostiles au Marché commun, etc.

Bien sûr, c'est par tactique que la LCR s'est lancée dans cette alliance. Mais quel sens a une tactique en direction de gens qui ne représentent rien, n'ont aucune influence parmi les travailleurs ? Qui la LCR espère-t-elle récupérer ainsi ?

Le second volet de la politique de la LCR est son appel à voter pour la gauche – PS comme PCF – là où elle n'est pas présente. Et elle accorde ainsi sa caution à un parti bourgeois au pouvoir, au moment où celui-ci vient de se déconsidérer parmi les travailleurs, au moment où le PS met à profit ses derniers jours au gouvernement pour faire passer une loi anti-ouvrière, la loi sur la flexibilité...

Enfin, la LCR continue à demander à la gauche de mener une autre politique, et affirme que ce qui manque, «c'est une volonté politique de répondre aux espoirs du 10 mai en s'attaquant au pouvoir du Capital», comme si un gouvernement de gauche, élu dans le cadre des institutions bourgeoises, pouvait avoir cette volonté et la possibilité de la mettre en pratique dans le cadre du système... La LCR, dans un tract national, donne aux électeurs une raison de voter pour elle: «Dire aux dirigeants du PS et du PCF (...) ce que nous voulons, c'est une politique qui satisfasse nos revendications et nos aspirations, et qui s'appuie sur la mobilisation unitaire de tous les travailleurs». Autrement dit, votez pour nous afin de faire pression sur la gauche.

L'opportunisme et le suivisme indécrottables de la LCR par rapport à la gauche se vérifient une fois de plus.

Lutte ouvrière: opportunisme et électoralisme

Dans le précédent numéro de *Combat communiste*, nous avons déjà largement critiqué la campagne d'affiches de Lutte ouvrière, nous ne reviendrons pas en détail sur cette question.

Notons que, depuis, la pression du «vote utile» sur LO s'est fait sentir. Ainsi, cette organisation s'est sentie obligée de répéter qu'un «député d'extrême gauche serait aussi utile qu'un député de gauche» et de parler (en titre de son journal) du «peu de bien du gouvernement de gauche».

Bien que le système électoral, qui défavorise les petites formations, ne lui laisse strictement aucune chance d'avoir un élu, LO ne renonce donc pas à faire campagne pour se faire élire – on se souvient de la fameuse campagne «Il faut un député LO» – au cours de laquelle LO expliquait

en long et en large combien la présence d'un de ses militants à l'Assemblée nationale serait utile pour les travailleurs. Beaucoup de camarades de LO y croyaient d'ailleurs dur comme fer...

LO, au lieu de mettre la campagne électorale à profit pour défendre les idées révolutionnaires, internationalistes, continue donc à délayer son programme dans l'espoir d'avoir des voix.

D'ordinaire, LO souligne la nécessité de définir des axes dans une campagne électorale, de donner aux électeurs des raisons de voter pour elle. Cette fois, ces axes n'apparaissent pas clairement, pas davantage que les raisons de voter LO. Ce n'est pas pour autant que la campagne de propagande est plus claire: sur beaucoup de points elle se distingue à peine de celle du PCF.

Au cours du meeting parisien de LO, on a pu ainsi encore entendre Arlette Laguiller déclarer: «une autre idée de gauche que le gouvernement a complètement vidée de sens est celle des nationalisations». «La seule nationalisation qui vaille la peine, c'est la nationalisation sans indemnités ni rachat», ajoute Arlette Laguiller (Discours reproduit dans *Lutte ouvrière* n° 926.)

A aucun moment, LO n'explique que la nature d'une nationalisation dépend de la nature de l'État qui la réalise, que même sans indemnités, une nationalisation réalisée par un État bourgeois n'a aucun caractère «socialiste» en elle-même. Quand les travailleurs ne sont pas au pouvoir, peu leur importe que le capital soit aux mains de bourgeois privés ou de l'État! LO capitule donc ainsi elle-même devant une vieille idée «de gauche». «De gauche» peut-être, mais pas révolutionnaire ni communiste! L'ambiguïté de ces fameuses idées «de gauche», c'est justement de toujours rester floues sur la nécessité de la révolution socialiste, de la destruction de l'État bourgeois, de la mise en place du pouvoir ouvrier comme préalable à toute transformation à caractère socialiste. LO se place ainsi sur le même terrain que la LCR en réclamant à l'État bourgeois et aux partis de gauche de prendre des mesures anticapitalistes, ou en leur reprochant de ne pas les avoir prises, ce qui revient à peu de chose près au même.

Visiblement, le désir de LO est de ratisser large, en tenant un langage qui ne heurte pas trop les électeurs et militants des partis de gauche. En agissant ainsi, elle commet une double erreur: d'une part, elle ne récoltera pas davantage de voix pour autant, car les électeurs de gauche préfèrent voter «utile» ou plus exactement ce qui leur semble utile. D'autre part, elle se prive de la possibilité de faire réfléchir ces mêmes militants et sympathisants de gauche, et surtout d'attirer vers elle les plus révoltés par la politique de la gauche.

Dans les conditions actuelles, l'abstention ne peut certes pas être considérée comme une preuve de conscience de classe parmi les travailleurs, mais ce n'est sans doute pas un hasard si les plus écoeurés, les plus révoltés, ne se reconnaissent pas du tout dans l'extrême gauche, et préfèrent se réfugier dans l'abstention.

Ce qui pourrait en effet toucher les travailleurs dégoûtés par la politique de la gauche, c'est un langage complètement différent. Ce langage, aucune organisation d'extrême gauche ne l'a tenu.

Le rôle d'une véritable organisation révolutionnaire aurait été de mener une campagne révolutionnaire, une campagne de propagande communiste internationaliste:

- En expliquant le caractère de duperie des élections et de la démocratie bourgeoise, et non en recherchant une façon originale de proposer un «vote utile».

- En expliquant le caractère inéluctable de la crise du capitalisme, et non en la présentant comme le résultat d'une «mauvaise politique», d'un gouvernement «faible», «capitulant devant le patronat», etc.

- En tenant un langage internationaliste sans compromis, en insistant sur le caractère international de la crise, en dénonçant toute la propagande bourgeoise nationaliste sur la «compétitivité», la guerre économique, en attaquant l'idéologie de l'entreprise – et non en se plaçant sur son terrain comme LO avec ses slogans sur les «entreprises prospères».

- En insistant sur la nécessité de l'unité des travailleurs français et immigrés, en n'hésitant pas à s'adresser aux travailleurs immigrés qui ne votent pas, en menant campagne pour le droit de vote des immigrés, contre le contrôle de l'immigration, pour l'égalité complète des droits politiques et syndicaux de tous les travailleurs.

- En expliquant la nécessité de la lutte et de l'organisation, même s'il ne s'agit aujourd'hui que d'une pure propagande.

- La nécessité de la révolution socialiste, comme seule alternative à la crise – et la révolution, même si elle n'est pas à l'ordre du jour immédiat, les groupes d'extrême gauche n'en parlent plus que... les jours de fête, et encore !

Il est clair que l'ensemble de l'extrême gauche subit la pression du recul actuel des luttes, la pression du retour en force de l'idéologie bourgeoise; de sorte que le langage tenu par ces diverses organisations, malgré leurs différences – et nous ne les mettons pas toutes dans le même panier – apparaît davantage comme celui de démocrates radicaux et populistes, faisant de la surenchère avec la gauche officielle, que comme celui de révolutionnaires proposant une solution alternative globale à la société capitaliste et visant à abattre celle-ci.

Combat communiste n° 110, mars 1986

Lutte ouvrière et les élections

Juin-juillet 1988

Avec 1,99% des suffrages exprimés, la candidature d'Arlette Laguiller présentée par Lutte ouvrière n'a pas réussi à faire davantage que lors des précédentes élections. Elle perd même 0,3% par rapport à 1981 et 1974. Et ceci alors que le Parti communiste a, lui, perdu les deux tiers de ses électeurs depuis dix ans. C'est dire si la candidature d'Arlette Laguiller n'a pas réussi à regrouper sur son nom une petite fraction significative de l'électorat ouvrier du Parti communiste. Lutte ouvrière souhaitait faire effectuer un geste aux travailleurs. Ceux-ci ne l'ont pas fait.

Il faut reconnaître que, si le Parti communiste est passé de plus de 20% à 6,8%, c'est sur sa droite, au profit du Parti socialiste et de Mitterrand. Et c'est d'ailleurs ce mouvement de toute la société vers la droite auquel nous assistons depuis plusieurs années. La montée électorale du Front national de Le Pen en est une autre illustration.

Mais, ou bien l'électorat d'Arlette Laguiller lui est fidèle d'une élection à l'autre, ou bien, malgré un déplacement d'une partie de son électorat vers la droite, elle a tout de même eu des voix d'électeurs communistes. Dans les entreprises, sa candidature n'est pas passée inaperçue; bon nombre de travailleurs en parlaient, et bien des ouvriers proches du Parti communiste. Il est difficile de savoir pour qui ces travailleurs ont voté, une fois dans l'isoloir. Il reste que, contrairement au Parti communiste, Arlette Laguiller a globalement réussi à maintenir son audience, si faible soit-elle.

Dans son adresse, après le premier tour, Lutte ouvrière explique que le maintien de son audience électorale montre peut-être quelle politique aurait dû avoir le Parti communiste pour ne pas voir chuter son nombre de suffrages: «une politique plus proche de la nôtre». Ainsi, Lutte ouvrière explique son influence dans les urnes par sa politique, et le maintien de son audience par celle-ci. Cette analyse est contestable, et on peut légitimement poser la question de cette politique. Dans sa revue *Lutte de classe*, Lutte ouvrière montre qu'elle base sa campagne sur une radicalisation de la classe ouvrière, et ce même si celle-ci a lieu après les élections. Elle demande aux travailleurs de faire un geste qui leur soit propre.

De ce point de vue, on ne peut parler de succès. Les travailleurs ne l'ont pas suivie. Un sondage repris par Lutte ouvrière ne lui attribue que 4% du vote ouvrier dans ces élections.

Permettre aux travailleurs de faire un geste ?

Les campagnes électorales de Lutte ouvrière ont toujours eu pour justification le «geste» des travailleurs. Mais, depuis 1974, voici 14 ans, une fraction notable de la classe ouvrière n'y est jamais venue. Par contre, Lutte ouvrière, en période électorale, n'a jamais voulu faire le

choix d'une propagande révolutionnaire pour un changement de société.

Dans la campagne qui vient de se dérouler, Lutte ouvrière s'est contentée de choisir l'axe de la lutte pour un SMIC à 6000 francs, l'augmentation des salaires grâce à une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Les travailleurs savent que leur salaire baisse, que les profits des entreprises se rétablissent, et il n'est nul besoin d'être révolutionnaire pour le dire. Le PCF, lui aussi, ne parlait que de la lutte pour le SMIC à 6000 francs, que la CGT a d'ailleurs proposée la première.

Bien sûr, le PCF ne tenait pas ce langage de 1981 à 1984 quand il était au gouvernement. Bien sûr, les dirigeants du Parti communiste ne veulent pas parler d'un troisième tour social, et Marchais n'a pas manqué de s'en démarquer au soir du premier tour. En réalité, ce qui retient la classe ouvrière d'entrer en lutte ce n'est pas principalement que le PCF ne veuille pas d'une grève générale. Les travailleurs pourraient très bien engager une telle lutte sans, et compris contre, le PCF, s'ils le voulaient vraiment. Non ce qui retient les travailleurs d'entrer massivement en lutte, c'est la peur du chômage; ils pensent aussi, que par la lutte pour les salaires ils risquent de mettre en difficulté leur entreprise, voire l'économie tout entière. De ce point de vue, on peut dire que la classe ouvrière a largement accepté l'idée selon laquelle il valait mieux se serrer la ceinture que de se retrouver au chômage parce que l'entreprise ne fait plus de profit, ou pas suffisamment au goût des patrons qui préfèrent alors placer leur argent ailleurs. C'est ce que peut traduire le vote pour Mitterrand. Les travailleurs n'en espèrent même pas un changement, ils craignent seulement que la droite soit pire.

L'état d'esprit dans la classe ouvrière

La grève à la SNCF est due en partie au fait que cette entreprise est relativement protégée du chômage. Aujourd'hui, des mouvements de grève se sont déclenchés à Chausson, à la SNECMA, à Michelin. Mais si des entreprises font de gros profits, combien en font beaucoup moins? Et en disant, comme le fait Lutte ouvrière, qu'il faut lutter parce que les entreprises font des bénéfices, que pourra-t-on expliquer si, d'ici quelques mois, l'économie s'effondre, et que les faillites s'enchaînent...?

Malgré un mécontentement certain dans la classe ouvrière, celle-ci accepte le discours tenu par la bourgeoisie et que le PS a fait sien, en mettant sa démagogie sur le «changement» dans sa poche. Selon le credo actuellement à la mode, il n'y aurait pas d'autres choix que d'accepter les baisses de salaires pour que les entreprises soient compétitives. C'est ce langage que tient aussi le PCF d'une certaine façon avec «Produisons français»; c'est cette politique qu'il a cautionnée par sa participation au gouvernement jusqu'en 1984. Et si les patrons peuvent remercier la gauche, c'est bien de ce point de vue.

La conséquence de cette politique, de ce matraquage idéologique – conjugué au chômage – est le recul du sentiment chez les ouvriers

d'appartenir à une classe. Et ceci ne disparaîtra pas si les révolutionnaires ne répètent pas inlassablement qu'il ne peut y avoir de bonne gestion du capitalisme pour les travailleurs, c'est-à-dire s'ils n'essayent pas de s'attaquer aux illusions réformistes de la classe ouvrière. LO répond qu'un tel discours n'est pas crédible aux yeux des travailleurs. Ce langage n'est peut-être pas crédible pour la majeure partie des travailleurs. Mais pas plus que le «vote LO» ! LO semble oublier que les révolutionnaires ne seront crédibles pour la majorité des travailleurs que lors d'une situation révolutionnaire, et seulement peu de temps avant que la révolution ouvrière ne soit possible.

Pour avoir aujourd'hui l'oreille des travailleurs, ne faut-il pas se placer sur le terrain d'une gestion du capitalisme ? Et quand LO dénonce le fait que les patrons ne veulent pas investir pour créer des emplois, et élargir la production, les travailleurs doivent-ils comprendre que le programme de Lutte ouvrière est celui-là ? LO ne parle même pas d'un changement quelconque.

Combattre les illusions

Les illusions des travailleurs sur une bonne gestion du capitalisme, ou même sur son bon fonctionnement, doivent être combattues. Car ce sont non seulement les besoins des travailleurs qui les font entrer en lutte pour leurs intérêts, mais aussi la compréhension du fait qu'il ne faut rien attendre du bon fonctionnement du système lui-même. Participer à établir ce point de vue, mais aussi se démarquer de ceux, nombreux, qui veulent gérer le système. Dire, comme LO, que le PCF aurait dû mener une politique proche de la sienne, c'est laisser croire que les dirigeants de ce parti pourraient changer de politique; il est vrai que, sur cette campagne, il était parfois difficile de distinguer l'une et l'autre.

Il y a bien sûr d'autres aspects critiquables dans la campagne de LO, l'électorisme, le fait de ne pas s'adresser aux travailleurs immigrés (ils ne votent pas), de ne pas réclamer l'égalité des droits. LO a même expliqué que le problème du droit de vote aux immigrés ne valait pas la peine d'être abordé !

Combat communiste n° 121, juin-juillet 1988

Elections: on prend les mêmes, et on recommence (extraits)

Juin-juillet 1988

Quel bilan les révolutionnaires peuvent-ils tirer des élections présidentielles? Les élections ne sont qu'une sorte de baromètre de la situation politique. Elles ne nous donnent que des indications sur l'état d'esprit de la population des diverses classes sociales qui la composent, et des indications seulement – il ne s'agit pas d'un tableau exact, car toutes sortes d'éléments entrent en jeu et contribuent à déformer l'image que les élections nous donnent de la société. Par exemple, il serait erroné de penser que la majorité des travailleurs et des couches modestes de la population est acquise à la politique d'austérité, parce que ses voix se sont portées sur Mitterrand.

L'extrême médiatisation des élections, leur caractère de spectacle, de «match» entre des personnalités plutôt que de lutte d'idées et de programmes contribuent à déformer leurs résultats: les «grands» candidats bénéficient d'une prime considérable. Rappelons également qu'une des fractions les plus exploitées de la classe ouvrière ne bénéficie pas du droit de vote: les travailleurs immigrés.

Ces réserves faites, les points marquants de ces élections sont

- **la montée de Le Pen (...)**
- **le nouveau recul du PCF (...)**
- **le score de l'extrême gauche:**

Aucune fraction significative d'électeurs du PCF n'a choisi pour autant le vote Laguiller. Une très faible fraction a voté, semble-t-il, pour Pierre Juquin [ex-stalinien devenu réformard bon teint et soutenu par la LCR aux présidentielles de 1988, *Ni patrie ni frontières*]: celui-ci réalise souvent des scores de 4 à 5% dans les ex-fiefs du PCF. Un vote qui peut difficilement être interprété comme une critique «de gauche» du PCF, vu le caractère de la campagne de Juquin, qui a ratissé large, prenant la relève du PSU – ce qu'il reste du PSU a d'ailleurs soutenu Juquin.

Il apparaît donc que, si les électeurs de droite se sont radicalisés, ceux de gauche ont voté en majeure partie pour des candidats «modérés» et «réalistes». La campagne anti-PS du PCF et son langage social relativement dur ne lui ont pas fait retrouver son électorat [André Lajoinie, candidat du PC, obtint un peu moins de 7% des voix à ces élections, *NPNF*]. Ce glissement général à droite est évidemment un phénomène négatif. (La proportion d'électeurs votant à gauche et à droite est restée sensiblement la même.) Les électeurs de gauche ne se sont prononcés qu'en faible proportion pour des candidats mettant en avant la nécessité de lutter – Lajoinie et Laguiller. Sans doute ni le PCF, ni même Lutte ouvrière n'ont-ils mené une campagne révolutionnaire en mettant en avant la nécessité d'un changement de société. La campagne d'Arlette Laguiller, pour dynamique qu'elle ait été, est demeurée sur un terrain très voisin de celui du PCF. Il est impossible

d'affirmer qu'une campagne plus radicale lui aurait permis de rallier les suffrages de déshérités révoltés contre cette société ou de sympathisants du PCF écœurés, ni qu'une telle campagne lui aurait, au contraire, fait perdre des voix. Mais une campagne électorale, pour les révolutionnaires, doit avant tout servir à faire avancer des idées. La performance électorale n'est que secondaire.

A propos des résultats de Lutte ouvrière, on notera aussi que le pourcentage obtenu par sa candidate est presque égal sur l'ensemble du territoire. Contrairement à Juquin, Arlette ne réalise pas de score sensiblement plus élevé dans les banlieues ouvrières et les municipalités communistes que dans les campagnes reculées, ce qui semble indiquer que son électorat ne correspond pas à une influence acquise sur le terrain par l'action militante, mais à un vote diffus pour une candidate qui exprime des idées sympathiques... Tout au plus Arlette Laguiller est-elle créditée par les sondages de 4% de l'électorat ouvrier, ce qui est peu. Cela dit, l'influence de l'extrême gauche dans les luttes est supérieure à son score électoral, et le phénomène de «vote utile» joue certainement contre Laguiller, plus encore que contre Lajoinie. (...)

Combat communiste n° 121, juin-juillet 1988

Le lambertisme à la croisée des chemins

Écrit à l'origine en vue d'un numéro sur le trotskysme français que nous préparions ensemble, ce texte a d'abord été publié dans le tome 1 de *Passions révolutionnaires et rigueur historique*, qui rassemble la quasi-totalité de ses écrits, après son décès brutal survenu en juin 2005.

Nous le reproduisons ici parce qu'il apporte un éclairage important sur l'une des «trois sœurs» du trotskysme français, notamment sur sa politique en matière électorale, qui nous intéresse plus particulièrement dans ce numéro.

Nous ne partageons pas son point de vue sur la «rigueur» des lambertistes dans leur presse (citer abondamment la presse patronale ou les documents des organisations internationales – FMI, OCDE, ONU, UE, Banque mondiale – pour les critiquer ne suffit pas, même si cela peut sembler superficiellement plus riche que l'argumentaire du «gauchiste» moyen; il faut encore disposer d'une analyse du capitalisme qui ne se réduise pas à la vulgate sociale-démocrate ou syndicaliste); ni sa critique trop modérée du chauvinisme du PT; ni ses craintes concernant les tendances «totalitaires» ou «corporatistes» de l'UE, mais l'essentiel est ailleurs: Karim avait fait l'effort de décortiquer le plus systématiquement et le plus honnêtement possible les textes du PT pour en faire ressortir la cohérence ou les contradictions. Travail que personne ne s'est avisé d'effectuer avec autant de soin et de rigueur, et en situant les positions du PT dans le cadre de son évolution sur le long terme. La revue a déjà publié un article, plus court, de Karim Landais sur «Le Parti des travailleurs et l'Europe» dans le n° 13-14, en 2005.

Ni patrie ni frontières

Le mythe des origines

Il n'est pas aisé d'identifier les raisons exactes de la fondation du Parti des travailleurs (PT) par le PCI (Parti communiste internationaliste, trotskyste) en 1991. Le contrôle de la mémoire, même chez les anciens militants, a à ce point affûté les subjectivités qu'il est difficile de savoir si l'on pourra véritablement un jour relater l'histoire du mouvement lambertiste, ce courant politique né de la scission du principal parti trotskyste français en 1952 et animé essentiellement depuis 1955, et sous différentes appellations, par le dénommé Pierre Lambert.

Il semble que le PCI ait cherché à concrétiser une déviation opportuniste dont l'objet était d'associer de la manière la plus étroite possible le parti à ses contacts militants au sein du syndicat Force Ouvrière, en définitive de s'adapter à celui-ci, ou au sein d'autres structures larges. En 1985, il fonde le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), puis le Parti des travailleurs, parti fondé sur une charte minimaliste qui stipule: «Il combat pour la reconnaissance de la lutte des classes, pour la laïcité de l'École et de l'État, pour l'abrogation des institutions antidémocratiques de la Cinquième République, et pour l'indépendance réciproque des partis et des syndicats.» Il combat enfin pour la convocation d'une Assemblée nationale constituante et souveraine qui «décidera des formes de la démocratie voulue par le peuple». Il comporte quatre courants: un courant communiste, un courant socialiste, un courant anarcho-syndicaliste et un courant communiste internationaliste (CCI, trotskyste).

Du point de vue théorique, l'initiative peut sembler liée à deux principes: la formulation, au début des années 80, de la «ligne de la démocratie» et la continuation de la tactique trotskyste de «front unique».

[Il faut ici donner quelques précisions. Dans ses statuts, le PCI reconnaissait le droit de tendance, «c'est-à-dire le droit pour des militants du parti de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement défendue au sein du parti, droit qui se situe dans le cadre de l'action centralisée du parti». «La fraction se distingue de la tendance en ce qu'elle tend à instaurer une discipline en son sein, par exemple une discipline générale de vote». Le courant, lui, est une entité plus floue, proche de la tendance.]

En apparence, en effet, le MPPT peut sembler prolonger l'initiative des Comités d'alliance ouvrière (CAO), lancée en 1968 par l'Organisation communiste internationaliste (OCI) pour associer des non-trotskystes aux militants de l'OCI sur une base d'action commune. En réalité, l'opération en est une caricature.

«Défini en 1921 par le III^e congrès de l'Internationale communiste, le front unique consiste en une unité des militants et des organisations ouvrières (en particulier communistes et social-démocrates) sur des revendications précises et limitées» [Jean-Jacques Marie, *Le trotskysme et les trotskystes*, A. Colin, 2002, p. 211]. «Les principes qui le gouvernement peuvent être résumés par la métaphore militaire: "Marcher séparément, frapper ensemble." Cela veut dire tout à la fois l'indépendance politique

et organisationnelle des forces révolutionnaires prolétariennes, et l'unité d'action contre un ennemi commun.» («Le front unique», in Théorie marxiste, sur le site de Pouvoir Ouvrier, 4 octobre 2000.)

Le Front unique ouvrier en est théoriquement une version radicalisée: il s'agit «de créer le maximum d'unité d'action pour le prolétariat contre la bourgeoisie. Au cœur de cette tactique se trouve le besoin de l'indépendance de classe. Son principe fondamental est le défi lancé par l'organisation révolutionnaire aux dirigeants réformistes ou centristes des organisations ouvrières de masse ou d'une certaine taille: "Rompez avec la bourgeoisie!"» (*ibidem*) Mais si le front unique ouvrier a été le mot d'ordre principal de l'OCI-PCI dans les années 70 et 80, il faut noter que ces principes peuvent être interprétés de diverses manières. (Ainsi du «Front unique à la base», prôné par le Parti communiste en direction des militants communistes et socialistes mais contre la direction de la SFIO. Plus récemment, des dirigeants socialistes, ex-trotskyistes, ont prétendu rappeler à leurs anciennes formations quel était le sens du front unique: toujours voter pour la gauche contre la droite. Voir I.M., «Au Parti socialiste, l'extrême gauche décryptée par ses ex», in *Le Monde*, 6 décembre 2003.)

Il semble que l'interprétation lambertiste appliquée à partir du début des années 80 en soit un véritable travestissement opportuniste, oubliant que le front unique consiste en une unité conditionnée, visant sur le long terme à amener les autres militants et organisations sur ses propres positions. De ce fait, l'initiative de 1984-1991 ne ressemble ni à celle des CAO, ni à la stratégie dite de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), qui était promulguée par l'OCI dans les années 60-70. Il se trouve que l'année de création du MPPT par le Parti communiste internationaliste, 1985, suit l'année d'exclusion de Stéphane Just, dirigeant historique du courant lambertiste.

En effet, les conceptions de ce dernier, ainsi que celles des quelques militants qui l'entourent, posent un problème à l'application en interne de la nouvelle ligne, dite «de la démocratie». Car il semble que ce qui était une préconisation strictement tactique devienne, pour Lambert, et selon Stéphane Just, une «ligne politique fondamentale» (Stéphane Just, «De l'utilisation tactique à la ligne de la démocratie», in *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du Parti communiste internationaliste*). Il se serait agi, pour le Parti communiste internationaliste, d'utiliser d'une part les illusions des masses envers la démocratie (bourgeoise), et de s'insérer d'autre part dans la crise du Parti socialiste (qualifié par Lambert de parti ouvrier parlementaire), afin de faire éclater la contradiction entre l'existence d'un parlement à majorité PS-PC et le régime de la Cinquième République, dans lequel ce parlement est marginalisé [...]. L'objectif avoué de cette orientation est d'ouvrir une crise institutionnelle permettant de substituer à la Cinquième République une véritable démocratie parlementaire, dans laquelle la majorité PS-PCF de l'Assemblée pourrait gouverner au compte des masses laborieuses» [Daniel Assouline, *Crise du PCI lambertiste, Eléments de bilan* (pour un congrès trotskyste), *La Vérité* (LOR), 1986, p. 8].

Il s'agit donc d'un projet bien en deçà du réformisme. Or, il se pourrait que cette conception soit à l'origine des positions politiques du Parti des travailleurs: en projetant d'instrumentaliser les illusions démocratiques des masses pour les jeter à l'assaut de la Cinquième République, le PCI renforce plus la foi en la République qu'en la Révolution.

Après s'être enchaîné au Parti socialiste en appelant en 1981 à voter Mitterrand dès le premier tour, après avoir demandé à la majorité PS-PCF qu'elle marque une rupture en décrétant qu'elle s'appuie sur le pouvoir qui lui a été conféré par les urnes pour appliquer son programme, le PCI subit le tournant de la rigueur et la dérive du Parti socialiste. Celle-ci est si importante qu'elle remet en cause la conception traditionnelle du PCI qui veut que, en cas de crise, les travailleurs se tournent vers les organisations traditionnelles de leur classe, ce qui justifie le front unique. Il est vrai que le Parti socialiste et le Parti communiste ne peuvent plus prétendre à ce statut: pour pallier cette situation, pour représenter «la majorité de 1981», le PCI impulse le MPPT, puis le Parti des travailleurs, qui pourrait se présenter, au terme de quelques contorsions idéologiques, comme une organisation de front unique permanent (Résolution adoptée par le 29^e congrès du Parti communiste internationaliste, *Informations Ouvrières* n° 1191, janvier 1985, p. 6).

En effet, en étant constitué de différents courants (trotskyste, communiste, socialiste, anarcho-syndicaliste), celui-ci aspire à devenir la seule véritable organisation de la classe ouvrière, notamment en récupérant les militants sincères qui ne manqueront pas d'être déçus par la «nouvelle» politique des partis socialiste et communiste. Pour ce faire, le PCI déclare se dissoudre, en 1992, en simple Courant communiste internationaliste (CCI) du Parti des travailleurs, à égalité avec les trois autres. Or, s'il semblait auparavant entendu en interne, suivant les conceptions traditionnelles du parti, qu'il s'agissait là de considérations tactiques destinées à former un cadre de réception des militants déçus en attendant leur conversion au trotskysme, la réalité doit nuancer ce schéma préconçu, auquel les «justiens» étaient notamment attachés.

(Le terme de «justiens» est employé pour désigner les militants ayant quitté le PCI avec Stéphane Just ou à la suite de l'action de son Comité au sein du Parti communiste internationaliste. Il peut également désigner les militants du Comité une fois celui-ci transformé en organisation ainsi que, après la mort de Stéphane Just en 1997, les militants répartis dans les cinq structures concurrentes nées de la scission de l'organisation...)

Toutefois, cela ne veut pas dire, loin de là, que le lambertisme en a enfin fini avec ses pratiques de noyautage. Cela dit, le nouveau parti n'est ni une nouvelle SFIO, ni tout à fait un instrument entre les mains des trotskystes. Car s'il est vrai que le CCI semble aujourd'hui rassembler la moitié des cotisants et la majorité des militants, si les dirigeants du Parti des travailleurs y appartiennent également, si les courants autres que le courant trotskyste semblent n'avoir guère d'existence réelle, il semble que le Parti des travailleurs ait outrepassé sa

vocation initiale de simple parti-croupion. Il apparaît que la volonté de contrôle, qu'il s'agisse de celle du parti ou de ses chefs, a émoussé la doctrine au point de faire en sorte qu'être trotskyste n'est plus le but ultime: le lambertisme est au-delà du trotskysme, et ses positions électorales, notamment, illustrent le chemin parcouru par un courant politique qui est passé du trotskysme, avec ses erreurs, au commencement du social-chauvinisme le plus dangereux. En effet, c'est bien à partir du Parti des travailleurs que le noyautage s'exerce.

Or, ce parti, à bien des égards, reste un vrai mystère. Dénoncé comme l'initiateur de nombreuses pratiques d'infiltration, il répond qu'il s'agit là de propagande bourgeoise. Pointé du doigt par ses ex-militants pour ce qui concerne l'absence de démocratie interne, il s'écrie qu'il s'agit là de calomnies de «renégats». Quasiment absent des médias pour ce qui est de ses positions politiques quotidiennes, le Parti des travailleurs affirme qu'il s'agit là d'un complot qui prouve que son activité dérange. Pourtant, il est clair que, si le grand public peut ignorer jusqu'à l'existence du PT, et que ce parti ne fait par ailleurs aucun effort pour arranger cette situation, son programme et sa culture politique sont également mal connus de l'étroit milieu des militants ouvriers et révolutionnaires. Il est vrai que lui-même tend à s'en écarter, rejetant le qualificatif d'«extrême gauche», pour privilégier une image et une situation de citadelle ouvrière assiégée par des forces réactionnaires coalisées. Dès lors, il faut avouer que bien des idées circulent sur son compte et que, du fait que celles-ci manquent d'argumentation ou de précision, elles sont conduites à en rester au statut de rumeurs, emprisonnant public et militants dans le cadre d'une seule alternative: adhérer au discours que l'organisation produit sur elle-même ou participer à sa diabolisation sans se soucier du flou ambiant.

Cet article n'a pas la prétention de combler ce vide; mais il pouvait apparaître comme utile, alors que le trotskysme, «spécialité française», représenté dans l'Hexagone par au moins 18 entités, y a réalisé en 2002 un score électoral de 10%, d'éclairer la nature exacte du Parti des travailleurs et de proposer un panorama de ses positions électorales. Les élections, en effet, semblent être à même de susciter la cristallisation des traits caractéristiques de son programme et de sa culture politique, en particulier sur un point prédominant: le rejet de l'Europe.

Une originalité bienvenue: le problème européen

La réflexion sur la question européenne n'est pas absente au sein des autres formations d'extrême gauche, et à plus forte raison de Lutte ouvrière (LO) et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui possèdent des députés européens. Or, nulle part ailleurs qu'au Parti des travailleurs, si l'on excepte l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS), elle n'acquiert cette dimension rien moins que structurante. Et s'il est clair qu'il s'agit d'une évolution politique non décelable au temps de l'OCI, il est difficile de définir s'il s'agit aussi d'une réactualisation de conceptions antérieures ou seulement d'une simple adaptation opportuniste à une situation qui a le mérite, du fait de la casse du régime républicain, de donner une base plus concrète à la «ligne de la

démocratie».

Quoi qu'il en soit, il s'agit bel et bien d'une relecture de la situation nationale à l'aune de nouveaux repères, ceux-ci présentant l'avantage, toujours par rapport aux autres formations, de pousser vers une théorisation et une caractérisation de la construction européenne. Or, pour comprendre quelle conception prévaut au sein du Parti des travailleurs, le plus simple est de lire *Informations Ouvrières* en période d'élections. Par exemple, pour le Parti des travailleurs, la décision à prendre quant à la présentation ou non d'un candidat aux élections présidentielles de 2002 doit s'examiner à la lumière de quatre constatations:

- «la situation qui est faite aux travailleurs et à la jeunesse est marquée par les plus graves attaques qu'on ait connues depuis longtemps»;

- «la politique qui est dictée par l'Europe de Maastricht est porteuse des plus grandes remises en cause de la démocratie et des conquêtes sociales»;

- «cette offensive contre la démocratie et les droits ouvriers provoque dans ce pays un rejet grandissant, rejet qui s'exprime d'abord et avant tout sur le terrain social»;

- «Cet immense mouvement de rejet va également s'exprimer dans le cadre des élections par un mouvement d'abstention ouvrière et populaire, qui, sans aucun doute, va atteindre des proportions sans précédent» (Daniel Gluckstein, «Le Parti des travailleurs sera présent à l'élection présidentielle», conférence de presse à l'issue du conseil national du PT, les 12 et 13 janvier 2002, *Informations Ouvrières*, n° 521, 16 janvier 2002).

L'Union européenne est en effet accusée de mener une politique «anti-ouvrière et antidémocratique» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002). Et sa construction est un phénomène capital aux yeux du Parti des travailleurs: «Le traité de Maastricht, adopté par 51% des voix lors d'un référendum en 1992, donne aux institutions européennes un grand nombre de pouvoirs dans les domaines économique, financier et social. Le Parti des travailleurs a mené campagne pour le non; à ses yeux, Maastricht a pour fonction d'organiser, au nom de la liberté de la concurrence, la privatisation des services publics, la réduction des droits sociaux et des retraites, le démantèlement des mutuelles alignées sur les assurances privées» (Jean-Jacques Marie, *Le trotskysme et les trotskystes*, p. 165).

Plus encore, «dans le cadre des institutions de Maastricht, il n'y a plus d'espace pour la démocratie» (Daniel Gluckstein, «Le temps du mépris», éditorial d'*Informations Ouvrières*, n° 515, 28 novembre 2001, p. 1). Le Parti des travailleurs partage avec l'Union des anarcho-syndicalistes l'idée d'une véritable «contre-révolution» («Déclaration de l'Union anarcho-syndicaliste», décembre 2002, in *L'Anarcho-Syndicaliste* [Des anarchistes dans la lutte des classes: de 1960 à aujourd'hui], Groupes Fernand Pelloutier, 2003, p. 199). La «ligne de la démocratie», autrefois dénoncée par Stéphane Just comme bancale, se révèle être tout à coup d'une criante actualité.

En effet, cette Europe serait porteuse d'un projet de société corporatiste, basé notamment sur l'intégration des syndicats à l'Etat, comme dans l'Italie fasciste et la France de Pétain, et ce par le biais notable de la Confédération européenne des syndicats (CES), organisatrice du dialogue social, donc de la collaboration entre les classes. Cette nouvelle société serait chapeautée par le principe de subsidiarité, issu de la doctrine sociale de l'Eglise, qui, comme le précise l'article I du traité de Maastricht, est le principe de fonctionnement de l'Union européenne.

Il s'agirait donc d'un type particulier de totalitarisme et de collaboration/intégration, directement inspiré de *Rerum Novarum*, notamment du fait de l'influence cléricale et vaticane (il est vrai que, selon *L'Anarcho-Syndicaliste*, au début des années 80, un tiers des députés socialistes étaient passés par des organisations, notamment de jeunesse, catholiques), par les biais notables du Parti socialiste (Jacques Delors, par exemple) et de la CFDT, cette dernière étant perçue comme non décléricalisée (Voir Denis Parigaux, *L'Eglise et la classe ouvrière: l'Action catholique et la CFDT. Le sens d'un engagement politique*, Les tribunes libres d'Informations Ouvrières, Selio, 1987).

Or, voici comment l'Eglise définit le principe de subsidiarité: «Que l'autorité publique abandonne aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort; elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement, les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir: diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportement, les circonstances ou la nécessité l'exigent. Que les gouvernements en soient donc bien persuadés: plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction de subsidiarité de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques» (Encyclique *Quadragesimo Anno*).

Ce principe, en garantissant la subordination au sein d'une hiérarchie savamment ordonnée, explique le rôle directeur joué par les institutions de Bruxelles, et notamment par la Commission européenne, en matière de droit social. Le Parti des travailleurs dénonce une démocratie et des élections vidées de leur sens: le Parlement européen ne serait qu'un parlement croupion, avec une simple vocation consultative; le principe des ordonnances permettrait à l'Europe de généraliser une harmonisation par le bas des droits sociaux en rendant incontestables dans chaque Etat membre les directives européennes déréglementatrices; l'Europe des régions, l'intercommunalité permettraient de vider de leur contenu démocratique les instances départementales et municipales, les élus mandatés étant remplacés par de simples relais aux ordres, chargés d'appliquer des décisions issues du sommet.

La région, notamment, est pointée du doigt comme le nouvel échelon majeur de l'organisation territoriale de l'Etat, car il semble que les exécutifs régionaux pourront bientôt déroger à la législation nationale. «Le préfet de région acquiert un pouvoir supérieur à celui des ministres

de l'actuel gouvernement national», affirme en tout cas Daniel Gluckstein (*Informations Ouvrières*, n° 626). Depuis quelques années déjà, le Parti des travailleurs s'est fait une spécialité de dénoncer ce dessaisissement de la démocratie. Quoi qu'il en soit, il bénéficie de l'engagement syndical d'une grande partie de ses militants: moins intellectuel, plus ouvrier, plus rigoureux, plus «politique» à de multiples points de vue que la LCR, il centralise et diffuse des informations précises et se veut plus engagé sur le terrain social. Son programme minimum se veut au cœur des aspirations populaires:

- interdiction de tous les licenciements;
- arrêt de toutes les privatisations et renationalisation de tous les services publics;
- retour aux 37,5 annuités pour tous, et maintien de la retraite par répartition à taux plein à 60 ans;
- refus de toutes les formes de fonds de pension et maintien des régimes spéciaux;
- rétablissement et garantie de l'unité de la Sécurité sociale, abrogation des décrets de régionalisation, réouverture des centres de paiement;
- libération du budget de la nation du carcan de Maastricht, qui permettra de créer les milliers de classes et de postes d'enseignants nécessaires; et qui permettra, plus généralement, d'affecter les sommes nécessaires à la création des 80 000 postes qui font toujours défaut dans les hôpitaux, à l'ouverture des crèches et des PMI, et au bon fonctionnement du service public de la Poste;
- abrogation des contrats de travail précaire;
- maintien des prérogatives des 36 000 communes (Bureau national du Parti des travailleurs, 10 juin 2002).

Dénonçant les directives européennes, le Parti des travailleurs a beaucoup insisté sur la réintroduction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, la remise en cause de l'interdiction du travail des enfants de moins de 16 ans, les attaques contre les droits des femmes au travail et les congés de maternité.

Informations Ouvrières a publié des analyses détaillées sur les lois Aubry, le prétendu «trou de la Sécu», les attaques contre les retraites, les privatisations. «La démocratie, la justice sociale exigent que soit reconquise dans ce pays l'interdiction absolue du travail des enfants, que la loi d'obligation scolaire jusqu'à 16 ans soit intégralement respectée, que le Code du travail soit restauré dans ses fonctions et l'ordonnance du 22 février 2001 abrogée» (Daniel Gluckstein, «Faisons de ce 8 mars, journée internationale des femmes, une mobilisation pour la reconquête des droits», *Informations Ouvrières*, n° 528, 6 mars 2002).

De même, en avril/mai 2002, le Parti des travailleurs prend une position courageuse: après avoir présenté son secrétaire national au premier tour, il boycotte le second... quoique sous le jour original d'une égale soumission des candidats aux institutions européennes: «Un deuxième tour opposant Chirac à Le Pen, n'est-ce pas la poursuite de cette impasse dans laquelle la soumission à Maastricht et la politique de cohabitation ont conduit le pays? D'un côté, Chirac voulant poursuivre

dans tous les domaines la politique anti-ouvrière et antidémocratique de l'Union européenne. De l'autre côté, Le Pen – l'ultra-réaction –, qui parle de "changement", mais qui, dans tous les domaines – et son programme l'atteste –, est prêt à réaliser plus rapidement encore, et jusqu'au bout, la même politique: réduction drastique des dépenses publiques, privatisations, remise en cause des régimes de retraite et de la Sécurité sociale, instauration des fonds de pension, remise en cause du Code du travail et des droits ouvriers, mesures discriminatoires contre les travailleurs et les jeunes d'origine immigrée, régionalisation... Bref, tout ce que demande l'Europe de Maastricht» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002).

Le Parti des travailleurs est également à l'origine d'une critique cinglante de la «démocratie participative», dont ATTAC et la LCR font grand cas, en mettant en évidence qu'il s'agit seulement d'un système associant les opprimés à leur propre exploitation.

Chaque élection, quelle qu'elle soit, est pour le Parti des travailleurs l'occasion de parler de l'Europe. Il critique la participation irraisonnée des militants d'extrême gauche aux élections européennes: «Comment se fait-il que, de 1999 à 2004, aucun député français siégeant au Parlement européen, et en particulier aucun des députés qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche, n'ait publiquement mis en cause le fait que le Parlement européen n'ait pas d'autre fonction que d'enrober les directives européennes d'un joli vernis démocratique?» (Daniel Gluckstein, «Tous légitiment le Parlement européen», éditorial d'*Informations Ouvrières*, n° 636, 14 avril 2004, p. 2).

Le Parti des travailleurs n'a de cesse de flétrir ces comportements indignes, preuves, selon lui, que Lutte ouvrière et la LCR ont changé de camp et qu'il se retrouve seul en course, seul véritable parti ouvrier. Mais si certaines de ses analyses politiques sont tout à son honneur, on ne peut que regretter que le Parti des travailleurs n'ait pas cultivé une tradition d'autocritique, qui lui eût sans doute évité bien des pièges, et notamment celui d'avoir cristallisé jusqu'à la caricature tous les défauts des organisations politiques.

Simplification et alarmisme: obstacles à la construction d'une organisation révolutionnaire

Première constatation: les simplifications et les raccourcis, peu dignes d'une organisation révolutionnaire, sont deux traits inhérents à la culture politique du Parti des travailleurs. Cela se manifeste notamment par des interprétations douteuses, par exemple à propos des élections présidentielles de 2002: «Le rejet: si l'on considère l'ensemble du corps électoral, il apparaît que six électeurs sur sept ont refusé de voter pour Jacques Chirac, que 7 électeurs sur 8, ont refusé de voter pour Lionel Jospin, 7 sur 8 aussi, ont refusé de voter pour Jean-Marie Le Pen» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002).

Autre exemple caricatural: la virulente protestation du Parti des travailleurs contre l'injonction qui lui est faite de s'intégrer, sur les listes

électorales, à la catégorie «extrême gauche», et la conclusion qu'il en tire: «Chaque candidat est suivi de la mention de son appartenance politique... sauf ceux présentés par le Parti des travailleurs, qui ne comportent aucune mention. Plus généralement, comme le dit le point 3 du texte soumis à la signature des candidats, cette grille signifie que le Parti des travailleurs n'existera pas dans la centralisation des résultats... ni, d'ailleurs, dans l'annonce de ses 200 candidats, dissous qu'il est dans la mouvance "extrême gauche" avec laquelle il n'a rien à voir. Une telle décision nationale scandaleuse ne constitue-t-elle pas un premier pas dans l'interdiction du Parti des travailleurs?» (D.S., «Le Parti des travailleurs nié dans son existence?», *Informations Ouvrières*, n° 538, 15 mai 2002.)

Peut-être plus caricatural encore, le rejet par l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), organisation de jeunesse officieuse du Parti des travailleurs, des projets de certains hommes politiques de dépénaliser les drogues douces: il s'agirait en effet de rien moins que d'un... instrument d'endormissement de la jeunesse, un «moyen de destruction» au service du gouvernement! (M.B., «Cannabis, état de faits ou fait exprès?», in *Jeunesse Révolution*, n° 6, mars 2001, p. 6.) Que les drogues, en poussant les individus vers des paradis artificiels, participent à les détourner de la réalité, donc des luttes, cela est indéniable; mais de là à dire que les appels de certains partis en faveur de leur dépénalisation ne sont qu'une manœuvre démagogique en direction de la jeunesse, il y avait un pas difficile à franchir. Or, plus encore, la simplification se manifeste dans l'interprétation par le parti des résultats électoraux. Ainsi de cette déclaration, qui n'est pas un simple effet de style mais bel et bien la manifestation d'une constante: «Ce 21 avril, les travailleurs et les jeunes de notre pays ont clairement signifié: il faut en finir avec la politique imposée par l'Union européenne. Il faut en finir avec les plans de licenciements-restructurations, qui plongent le pays dans une désolation grandissante, chômage, précarité et pauvreté frappant chaque jour davantage de larges secteurs de la population. Il faut en finir avec les politiques de privatisation et de déréglementation. Il faut en finir avec l'étranglement des services publics soumis aux contraintes budgétaires de Maastricht. Il faut en finir avec les contre-réformes destructrices de la Sécurité sociale et des retraites, et défendre le droit au départ à taux plein après 37,5 annuités de cotisation pour tous, public et privé. Il faut défendre l'existence des 36 000 communes menacées. Il faut en finir avec la politique de démantèlement des hôpitaux et de l'instruction publique.» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002.)

Il est vrai que, à lire *Informations Ouvrières*, on constate, comme chez d'autres organisations, une identification constante de l'organisation à la classe ouvrière: elle en est bien sûr l'avant-garde, mais elle a tendance à considérer sa pensée propre comme celle de la classe ouvrière et à exercer un monopole d'interprétation des désirs des travailleurs. Cela est notamment le cas en période d'élection, où l'abstention semble être généralement considérée comme un «rejet grandissant» de la politique

du gouvernement, mais aussi plus généralement, et parfois de façon caricaturale, comme l'expression collective d'une pensée conforme à celle du parti, indépendamment des diverses causalités du phénomène abstentionniste.

Ainsi à propos des élections régionales de mars 2004: «Le 28 mars, le peuple a rejeté l'Union européenne. Il exige: le maintien de la Sécurité sociale de 1945, le maintien du Code du travail, l'abandon de la régionalisation» (*Informations Ouvrières*, n° 634, 31 mars 2004). Cette substitution se traduit aussi par un mode d'action quotidien: la présentation des militants de l'organisation ou du Parti des travailleurs, non comme tels, mais comme d'anonymes représentants des travailleurs. Sur une pétition, dans un article, dans un meeting, des militants s'introduisent à des titres divers, comme responsables syndicaux, comme simples travailleurs, sans mention de leur affiliation, donnant ainsi à la pensée de l'organisation, à laquelle ils disent souscrire, une dimension universelle, donnant également aux militants eux-mêmes l'illusion que le Parti est soutenu par la grande masse des anonymes.

C'est sans doute pour la même raison que les publications du parti rapportent à leur tour des citations de travailleurs anonymes, souvent très simples, mais mises en exergue: «Un lecteur nous écrit: «Je n'irai pas voter aux régionales et je ne serai pas seul!» (*Informations Ouvrières*, n° 631, 10 mars 2004). «Si la situation est si brillante, on se demande bien pourquoi les infirmières, les cheminots et les fonctionnaires sont dans la rue (un cheminot retraité d'Abbeville)» (*Informations Ouvrières*, n° 483, 18 avril 2001). «Un emploi jeune: Si on se retrouve sans rien dans cinq ans, ça pourrait en énerver quelques-uns et moi le premier» (*Jeunesse Révolution*, n° 2, juin 2000).

Ainsi Daniel Gluckstein peut-il également écrire: «Nous vous informons que le 21 février 2002, lors d'une conférence internationale tenue à Berlin, des femmes de 27 pays se sont constituées en comité international et ont lancé un appel pour la défense de leurs droits»; cette déclaration, sans autre mention, passe sous silence le fait que ce comité, organisé sous les auspices d'une conférence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (l'Internationale animée par le Parti des travailleurs), est bien loin d'être une rencontre fortuite de simples militantes anonymes et féministes, d'autant qu'il est signé de la plupart des responsables hommes du Parti des travailleurs. Cette substitution, en effet, est à lier avec une pratique assidue du noyautage.

Ainsi, l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), créée par des jeunes trotskystes, présente l'apparence d'une création spontanée, et se présente comme le fruit du regroupement en 1998 de «80 jeunes d'Algérie, d'Allemagne, de Suisse et de 25 départements de France» («Qui sommes nous?», in *Jeunesse Révolution*, supplément départemental (13) à *Paroles de jeunes*, bulletin de préparation de la CMJR (France), n° 2, octobre-novembre 1999, p. 1) sans mention aucune des conditions de rencontre de tous ces jeunes... au sein d'un camp d'été de la Quatrième Internationale.

(Puisqu'il existe presque autant d'Internationales que d'organisations trotskystes, il faut préciser qu'il s'agit de l'Internationale à laquelle

appartient le Courant communiste internationaliste, et non le Parti des travailleurs, même si l'Entente Internationale est essentiellement constituée des organisations adhérentes à la Quatrième Internationale, à l'exception de quelques organisations comme l'Union des anarcho-syndicalistes en France.)

Se présentant comme révolutionnaire, l'IRJ n'a pas de programme, pas même de définition de la révolution. Il est vrai que l'absence de liens officiels avec l'organisation «lambertiste» est censée garantir l'indépendance de ces structures: or, en organisant l'implication des militants trotskystes comme une fraction cachée, elle affirme de fait leur inféodation et leur qualité de cheval de Troie du Courant communiste internationaliste. En réalité, il s'agit là d'un trait essentiel de la pratique politique du courant lambertiste.

Il en était en effet de même pour l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS), organisation de jeunesse puissante fondée en 1968. Il faut ainsi, par exemple, attendre le numéro 4 de *Jeune Révolutionnaire*, son organe, pour que le simple nom OCI (Organisation communiste internationaliste) soit cité: l'article fait alors mention d'une lettre envoyée par le Comité central de ce parti, présenté comme une organisation ayant la même ligne politique (Comité central de l'OCI, «Lettre reçue par la rédaction de JR», *Jeune Révolutionnaire* n° 4, 20 janvier 1968, p. 15).

De manière plus claire, l'AJS dit s'être proclamée «comme organisation des jeunes luttant avec leurs aînés de l'avant-garde ouvrière pour la réalisation des tâches grandioses de la révolution socialiste mondiale» et comme «école du communisme» fondant son activité sur «les principes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky» (AJS, «Projet de manifeste», *Jeune Révolutionnaire*, n° 4, 20 janvier 1968, p. 11). Toutefois, l'«avant-garde ouvrière» est présentée comme étant les Comités d'alliance ouvrière (CAO), un autre satellite, et c'est en ce nom que Stéphane Just intervient à la «journée d'études parisiennes de l'AJS», le 29 septembre 1968.

Les liens avec l'OCI ne sont donc pas clairs, et ils ne sont expliqués, de 1968 à 1978, dans aucun numéro de *Jeune Révolutionnaire*. Cela ne veut pas dire que tout le monde soit dupe: les militants savent bien ce qu'il en est, autant ceux de l'OCI que leurs adversaires, mais les récits d'ex-militants montrent également que certains jeunes pouvaient croire en l'indépendance de l'AJS et... ignorer la supercherie, même après avoir adhéré à cette dernière.

L'organisation apparaît donc implicitement comme une création spontanée de jeunes sans principes théoriques définis, et la confusion est telle que le secrétaire de l'AJS de Loire-Atlantique en personne s'y perd: «Nous avons commis au départ l'erreur de penser que l'AJS était la branche jeune des CAO», dit-il dans *Jeune Révolutionnaire* («Interview du secrétaire de la fédération AJS de Loire-Atlantique», *Jeune Révolutionnaire*, n° 4, *op. cit.*, p. 14). En réalité, même réduite à une indépendance organisationnelle, l'indépendance de l'AJS ne saurait être défendue: non seulement les trotskystes y forment une fraction, c'est-à-dire peuvent manipuler certains jeunes un peu naïfs, mais les documents

internes de l'OCI (Archives Just., F°delta res 777/III/12: 44, «Bilan travail jeunes») détaillent clairement les finances de l'AJS, révélant une circulation d'argent et sa qualité certaine de structure neutre permettant d'attirer des individus sur des bases politiques et pratiques simples, pour ensuite orienter les plus déterminés vers l'OCI. Or, il s'agit d'une pratique typique du lambertisme... et le plus déconcertant est que les militants lambertistes semblent croire à leur propre discours.

Les élections peuvent également apparaître comme un élément au service de cette politique. Ainsi, au-delà des municipales, la récolte des signatures de maires aux présidentielles est l'occasion pour le Parti des travailleurs de prendre contact avec des élus attachés à la défense de la démocratie communale. Ce lien tient une place prépondérante dans le «Carnet de route» d'*Informations Ouvrières* (n° 523). Il s'agit surtout de fidéliser et d'affermir leur éventuel soutien par «la possibilité de constituer ensemble des comités pour la reconquête de la démocratie et pour la défense des services publics», qui ne seraient pas seulement «une simple projection du Parti des travailleurs» mais «un point d'appui» (Daniel Gluckstein, «Le Parti des travailleurs sera présent à l'élection présidentielle», conférence de presse à l'issue du conseil national du PT, les 12 et 13 janvier 2002, *Informations Ouvrières*, n° 521, 16 janvier 2002).

Toutefois, ce ne sont pas eux qui sont destinés à servir de points d'appui à l'élection présidentielle, mais l'élection présidentielle qui est destinée à leur servir de piédestal: «La présentation d'une candidature à l'élection présidentielle est un moment de ce combat, un point d'appui» (*ibidem*). Il y a donc peut-être des raisons strictement tactiques à la lutte contre l'intégration des 36 000 communes de France à des communautés de communes, celle-ci étant perçue comme un outil de destruction de la République, soit le second «aspect essentiel» (*ibidem*) de la campagne pour les élections présidentielles d'avril-mai 2002.

Ce substitutisme quotidien, malgré des prétentions inverses, sert de palliatif à la médiatisation du parti: il donne l'illusion aux militants que le parti se développe, renforçant ainsi les liens de la communauté organisationnelle. Il permet de créer des structures neutres et anonymes d'accueil d'éventuels nouveaux adhérents, que ceux-ci ignorent ou soient prévenus contre le Parti des travailleurs, dont l'existence va leur être introduite petit à petit. L'Association de défense de la démocratie communale, le Comité pour l'abrogation du Traité de Maastricht, le Comité international «Vie sauve pour Mumia Abu-Jamal», le Comité pour un vrai syndicat étudiant ou encore celui pour la défense de la gynécologie médicale – la liste en serait longue – attirent ainsi des militants, des élus, des professionnels, que le parti va tenter d'intégrer de plus en plus à sa vie et à son action. À dire vrai, la pratique électorale du Parti des travailleurs ne peut cacher que le recrutement et la collecte d'argent sont deux traits essentiels de sa culture politique.

Recrutement et argent:

les deux mannes d'une entreprise politique

Le recrutement, en soi, ne saurait être considéré comme un mal. Se développer est l'objectif premier d'une organisation, et seule la CNT-

AIT, peut-être, peut témoigner d'une certaine défiance à l'égard de l'accroissement du nombre de militants: «Vouloir construire une organisation numériquement importante, en singeant les “grandes organisations” du paysage politique ou syndical actuel conduit à tout, sauf à la rupture» (Jean Picard, «Réflexions militantes», http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=902). Pour le Parti des travailleurs, en revanche, la quête de nouvelles adhésions semble être un objectif primordial.

Un tract connu et attribué à l'OJTR ne donne pas que dans la provocation lorsqu'il écrit: «Pour certains du genre AJS, se montrer et se compter devient même le summum de l'action!»

Depuis les années 70 et 80, l'organisation lambertiste a accru l'importance du développement numérique et financier, armature de la «méthode objectifs/résultats» caractérisée par la fixation par l'organisation, à échéances régulières, de nouveaux objectifs très précisément définis à atteindre par les militants. L'ouvrage de Benjamin Stora, *La dernière génération d'Octobre*, témoigne ainsi, par leur intégration dans des chronologies où ils interviennent à égalité avec les grands événements internationaux, de l'importance des objectifs financiers définis par le parti. (Ce livre, l'avant-dernier-né des souvenirs d'ex-militants lambertistes, présente l'étrange paradoxe de figurer parmi les plus honnêtes, tout en évacuant un certain nombre de réalités dérangeantes: on y remarque notamment l'absence de distance critique de Benjamin Stora ainsi que son silence sur son activité au Comité central de l'organisation.)

A cette époque, la formation des militants se raccourcit: de plus en plus de militants, extraits notamment des organisations de jeunesse et des structures satellites, doivent être intégrés à l'organisation. Cette course folle atteint de tels sommets qu'elle inquiète une partie des cadres, notamment Stéphane Just et ses camarades. Toutefois, s'il s'est un peu assoupli, ce trait est devenu constitutif de la culture politique du Parti des travailleurs. Chaque couverture d'*Informations Ouvrières* est l'occasion de rappeler le nombre d'abonnés, celui des adhérents, le montant des sommes récoltées pour telle ou telle campagne, l'objectif à accomplir. Comme un clin d'œil au «parti des 10 000» des années 60 et 70, le Parti des travailleurs organise ainsi chaque année, en grande pompe, une «campagne pour les abonnements d'été».

Les élections, notamment, cristallisent les déclarations auto-célébratoires, par exemple autour des présidentielles et législatives de 2002: «A travers les 59 meetings et réunions publiques tenus par le candidat du Parti des travailleurs, et les dizaines d'autres tenus dans toute la France, près de 400 nouveaux adhérents ont d'ores et déjà rejoint notre parti, et la diffusion de notre hebdomadaire *Informations Ouvrières* a connu une progression significative, passant le cap de 6200 abonnements permanents» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002).

Informations Ouvrières est, à ma connaissance, le seul journal où l'on peut lire pendant des pages et des pages le récit par les militants, euro

après euro, numéro après numéro, adhérent après adhérent, de leurs gains comme de leurs ventes.

Il faut dès lors constater que ce trait provoque quelques conséquences malheureuses. L'autocélébration occasionne la perte du sens des réalités. Elle accroît le phénomène de «bulle», de contre-communauté, qui isole les militants du monde extérieur et les lie affectivement à l'organisation. L'alarmisme du parti quant à une situation sociale toujours plus dégradée, des ennemis politiques toujours plus agressifs, l'absence de toute solution alternative en dehors du Parti des travailleurs, légitiment l'emploi du terme de secte. En faisant du développement de l'organisation un but en soi, et non plus un moyen d'atteindre des objectifs, les militants sont amenés à perdre le sens de l'engagement, à n'avoir plus de lien politique avec le parti, voire à lui être aliénés, ce qui accroît encore l'emprise de la bureaucratie partidariaire. Plus que d'autres, le Parti des travailleurs a fait de son autoperpétuation une fin en soi, ce qui facilite toutes les évolutions politiques.

Par exemple, le Parti des travailleurs, qui a de bon droit dénoncé la loi sur la parité comme une atteinte à l'égalité, et qui se targue de ne pas bénéficier de financements de l'Etat et de garantir son indépendance en reversant ceux-ci à «un fonds d'aide ouvrière international», peut, sans créer de remous internes, annoncer dans *Informations Ouvrières* qu'il va accepter de se plier à la loi sur la parité sous peine de... perdre les financements qu'il dit rejeter. On voit bien, alors, que ce n'est pas la mentalité en soi qui est à mettre en cause: les moyens seront toujours reliés aux fins.

Des ambiguïtés de la «reconquête de la démocratie»

Les élections peuvent illustrer d'autres hésitations, d'autres volte-face, qui ne se limitent pas à des considérations tactiques, même s'il s'agit toujours officiellement de cela. Ainsi, alors qu'en 1994 Daniel Gluckstein est à la tête d'une liste pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie, qui ne récolte que 0,43% des suffrages, le Parti des travailleurs décide, en 1999, de ne plus se présenter aux élections européennes. Après avoir dressé la liste de tous les reculs sociaux imputables à la construction européenne, *Informations Ouvrières* s'exclame: «Voilà le programme de l'après-13 juin. Aucun mandat aux institutions européennes! Ne votez pas!» («L'Europe dont personne ne parle», *Informations Ouvrières*, n° 388, 9 juin 1999, p. 2). Il s'agit en effet d'exprimer son rejet «des politiques de déréglementation et de privatisation, de licenciements et de flexibilité découlant des traités de Maastricht et d'Amsterdam», dont les différents gouvernements nationaux, de droite ou de gauche, seraient tous des «relais». Il s'agit aussi de rejeter le «prétendu «Parlement» européen» («Le rejet», *Informations Ouvrières*, n° 389, 16 juin 1999, p. 2).

Il est alors curieux de noter que la prise de position «travailleuse» semble à la fois relever d'un calcul démagogique et d'une position de principe, et non d'une analyse politique. En effet, Marie-Claude Schidlower, tentant de répondre à la question «Avons-nous eu raison?»,

le fait par un article dont la moitié est consacrée à l'énumération des chiffres de l'abstention. (Marie-Claude Schidlower, «Avons-nous eu raison?», *Informations Ouvrières*, ibidem, p. 7). Cela veut-il dire, alors, que c'est l'attitude de la majorité qui détermine la légitimité d'une position politique, ou, en d'autres termes, qu'il faut tâcher de prévoir et de s'adapter aux fluctuations des masses? Comme si les travailleurs n'étaient pas suspects de réactions souverainistes et d'opinions réactionnaires, ou simplement d'une attitude passive aux multiples causalités!

D'autre part, si le Parlement est présenté, à bon droit, comme une assemblée fantoche et sans marge de manœuvre, la perspective d'un usage tribunicien de cette élection n'est absolument pas envisagée dans *Informations Ouvrières*, comme si l'Europe devait signifier «le Mal», comme s'il y avait un abîme de nature entre Europe et Cinquième République, que les lambertistes ont pourtant toujours dénoncée. Car il est vrai qu'identifier la participation à des élections à une acceptation du régime qui les organise est une position lourde de sous-entendus: le Parti des travailleurs ne se retrouverait-il pas à légitimer la Cinquième République et ses différents rouages, puisqu'il se présente aux autres élections? Toutefois, la position adoptée par le Parti des travailleurs en juin 2004, à partir des mêmes constatations sur la politique de l'Union européenne, est tout autre. En 2004, il s'agit d'axer la campagne sur la défense de la Sécurité sociale et... la dénonciation de l'Europe.

D'une part, il est vrai, le parti dénonce à nouveau la fonction du Parlement européen ainsi que le rôle que les élus y jouent. Mais il part de ce même constat pour aboutir à la conclusion: «Il y aura donc des listes du Parti des travailleurs à ces élections européennes» (*Informations Ouvrières*, n° 637, 21 avril 2004, p. 3). Daniel Gluckstein change donc complètement d'optique: «Pour nous [...] se présenter ou non à des élections n'est pas une question de principe. Et je dirais, même s'agissant d'institutions aussi frelatées et antidémocratiques que le "Parlement" européen, ce n'est pas une question de principe».

Dès lors, le Parti des travailleurs semble adopter une position moins idéologique en se déclarant déterminé à utiliser l'élection pour que son message, celui du rejet de la Constitution européenne, de Maastricht, de l'Europe, «puisse être entendu», «précisément [...] dans ce cadre où les uns et les autres, à part nous, sont sur le terrain de l'acceptation des institutions de l'Europe» (ibidem). Il s'agirait encore de témoigner la volonté de résistance du parti. A en croire Daniel Gluckstein, cette nouvelle orientation fut adoptée à la majorité du Conseil national et validée par 85% des délégués, contre 15% soutenant la position traditionnelle voulant qu'il serait contradictoire de se présenter aux élections d'un régime qu'on dénonce. Tout en ne rejetant pas a priori ces statistiques, il faut aussi préciser ce que tout ancien militant sait: le contrôle social, à l'intérieur du parti, est si fort que l'accroissement du nombre de consultations (bien réduit) n'empêcherait pas les militants de continuer à avaliser des revirements pourtant contraires à leur formation et à leur culture politique.

Quoi qu'il en soit, en cessant de considérer que le fait de se présenter

ou non à des élections relève d'une question de principe, une idée que certains anarchistes primaires défendent, le Parti des travailleurs semble avoir fait peau neuve. Réflexion sur l'usage des élections mise à part, une organisation révolutionnaire doit pouvoir saisir tous les moyens de se faire connaître et surtout de faire connaître ses idées. L'élévation du niveau de conscience paraît devoir être une tâche de tous les instants. Toutefois, le Parti des travailleurs est-il une organisation révolutionnaire ? Et son Courant communiste internationaliste en est-il une ?

La question mérite d'autant plus d'être posée que le Parti des travailleurs n'a de cesse de rejeter, pour le désigner, le qualificatif d'«extrême gauche», qui équivaldrait, selon lui, à la «gauche de la gauche», c'est-à-dire à une fraction combative mais partie prenante d'une identité de gauche, au même titre que le Parti socialiste ou les Verts. Il entend ainsi insister sur sa filiation vis-à-vis de la «gauche» historique, dont il serait le dernier représentant.

D'une part, il est vrai qu'il oublie un temps pas si lointain où le PCI servait de garde rapprochée au Parti socialiste méditerranéen, un temps où il modérait ses critiques à l'encontre du gouvernement. D'autre part, il faut noter que le programme du Parti des travailleurs est toujours un programme minimum, l'ultime aboutissement étant toujours enfermé dans la vague et démagogique formule de la «convocation d'une Assemblée constituante qui décidera des formes de la démocratie voulue par le peuple».

Dès lors, il s'agit surtout pour nous de mesurer les conséquences de son insistance sur le rôle de l'Europe. En effet, s'il est vrai que, pour le Parti des travailleurs, l'horizon est la «reconquête de la démocratie», c'est bel et bien la République, autrefois honnie, qui est proposée comme un contre-modèle, positif, à celui, néo-totalitaire, de l'Union européenne (Daniel Gluckstein, «L'actualité confirme la nécessité de mettre à l'ordre du jour la reconquête de la démocratie», *Informations Ouvrières*, n° 522, 23 janvier 2002). En réalité, le Parti des travailleurs semble confondre la défense des acquis avec celle des cadres dans lesquels (mais aussi contre lesquels) ils ont aussi été conquis: la République et la nation, implicitement liées à l'idée de démocratie.

«Au nom de l'Union européenne, sont remises en cause, avec la régionalisation, l'unité de la République et de la nation, les conquêtes de la Révolution française. [...] Ces atteintes sont portées à un tel niveau, remettant en cause les acquis de la démocratie politique, que la Quatrième Internationale considère devoir inscrire dans son combat la défense de toutes les conquêtes qui ont précisément fondé la démocratie politique.» (Pierre Lambert, «La Quatrième Internationale et la démocratie», conférence donnée en décembre 2000, in Daniel Gluckstein et Pierre Lambert, *Itinéraires*, Rocher, 2002, p. 208.)

Il ne s'agit pas de dire que le Parti des travailleurs a pris le parti de l'impérialisme français mais, à trop diaboliser l'Union européenne, il en arrive à certaines extrémités. S'il s'agit toujours de lutter contre la Cinquième République, on ne peut que constater un accroissement de la confiance en l'Etat et en la nation.

En premier lieu, en expliquant que l'Europe est le valet de l'impérialisme américain, le Parti des travailleurs en arrive à présenter comme des victimes ceux-là mêmes qui sont les artisans d'une politique capitaliste. Daniel Gluckstein, en insistant sur le rôle de l'Europe - «l'Europe, c'est les privatisations, l'Europe, c'est l'éclatement de la République une et indivisible, c'est les décentralisations, c'est les délocalisations» -, développe une position très confuse qui ne désigne pas la véritable cause du problème: le capitalisme. Ainsi, à force d'insister sur l'étendue de la remise en cause, de multiplier les comparaisons audacieuses entre la France de 2004 et l'Italie de 1926, d'opposer Jules Ferry (véritablement glorifié dans *Itinéraires*) aux différents ministres de l'Éducation nationale, le Parti des travailleurs ne procède à rien de moins qu'à une réhabilitation de la Troisième République.

Un maire d'une petite commune, Gérard Schivardi, porte-parole de la révolte de 2 000 de ses collègues, a ensuite dénoncé la casse méthodique de la République et des services publics par la régionalisation et les directives de Bruxelles, et a invité à se saisir des élections cantonales de mars prochain comme point d'appui et de ralliement. «[...] Oui, sans autre appui que celui de milliers de travailleurs, de citoyens réunis dans les centaines de petites réunions, dans les meetings pour organiser dans chaque ville cette bataille, une force indépendante se rassemble, fidèle à la République de la Révolution française, contre la régionalisation, pour la rupture avec l'Union européenne, pour la reconquête de la démocratie, des services publics et des droits fondamentaux des travailleurs» (Yann Legoff, «Un appel entendu», *Informations Ouvrières*, n° 626, 4 au 10 février 2004, p. 2).

La République serait-elle l'égal du socialisme? La notion de démocratie, au cœur de ce projet de reconquête, n'est, semble-t-il, conçue ni tout à fait comme la démocratie bourgeoise, ni comme le socialisme. Mais est-elle un programme minimum ou un programme maximum? A en croire le Parti des travailleurs, l'abrogation du traité de Maastricht, programme le plus minimum et le plus réformiste qui soit, constituerait une sorte de panacée, un coup de baguette magique pouvant tout résoudre. Le parti, pour autant, ne se penche aucunement sur les conditions et les conséquences de la réalisation de cette mesure. De plus, à force d'insister sur l'«exception française» et de donner au terme de nation, même opposé à l'Europe des régions, un contenu positif, le Parti des travailleurs risque d'intégrer à sa culture de nouveaux éléments douteux susceptibles de l'entraîner sur une position bien savonneuse.

D'ores et déjà, le glissement s'opère. La lutte contre l'intercommunalité s'accompagne ainsi d'un éloge de la démocratie communale. Le Parti des travailleurs refuse de se présenter aux élections régionales de mars 2004, mais valorise sa présence aux cantonales du même mois. Il met en évidence le taux d'abstention aux premières, mais se garde de s'attarder sur celui des secondes. Le Parti des travailleurs qui, depuis 1984, continue malgré tout d'espérer la désaffection du Parti socialiste et du Parti communiste, fait grand cas

des discussions avec les anciens staliniens, qui sont régulièrement extrapolées dans *Informations Ouvrières*. Il en fut ainsi pour Jean-Jacques Karman, ou pour Rémy Auchédé, qui, pourtant, après avoir fait liste commune avec le MDC aux régionales de 1998, soutient encore Chevènement aux dernières présidentielles.

Mais, plus encore, le Parti des travailleurs ne craint pas de présenter directement des listes communes avec le MDC, l'odieux parti partitocrate de Jean-Pierre Chevènement, auteur des circulaires du même nom. Il ne craint rien, enfin, lorsqu'il affirme qu'il appartient au projet d'Assemblée constituante, non de servir d'introduction à un changement révolutionnaire, mais de «refonder une authentique République» («La démocratie, c'est le peuple souverain», déclaration du Bureau national du PT, 29 mars, *Informations Ouvrières*, n° 634, 31 mars 2004, p. 3). En résumé, il semble bien que le Parti des travailleurs surfe sur une vague populiste afin d'agréger à son organisation tous les déçus de l'Europe, tous ceux qui vénèrent la République, quitte pour cela à faire des concessions au souverainisme.

En guise de conclusion

Le Parti des travailleurs développe quelques analyses intéressantes: l'Europe est bel et bien une étape qualitative dans le cadre de l'association capital/travail, la démocratie participative est bel et bien une fumisterie, les étudiants ont bel et bien besoin d'un véritable syndicat. On ne peut que constater le caractère souvent concis de ses informations et prises de position, la précision et la lisibilité de ses revendications. Le Parti des travailleurs a très tôt décrypté les mécanismes de constitution de l'Europe de Maastricht, l'intégration approfondie des organisations syndicales et politiques par le biais de la subsidiarité. Sa forte implantation syndicale lui permet de détailler les projets de loi et les mesures gouvernementales avec rigueur et d'en livrer parfois des analyses pertinentes, bien loin de l'empirisme sentimental de certains anarchistes. Toutefois, une fois enlevée ce qui se révèle être une armature para-syndicale, le consommateur politique et le militant se heurtent au flou de son programme de plus long terme. Or, c'est précisément son projet de société, et non pas ses revendications – qui, si elles sont bienvenues, ne constituent pas la raison d'être d'une organisation politique –, qui éclaire la nature du Parti des travailleurs et conditionne les réactions que nous devons avoir à son égard.

En effet, la plupart des revendications du Parti des travailleurs sont des exigences de court terme, auxquelles il est difficile de ne pas donner son adhésion. Et c'est sur de semblables chartes minimalistes (défense de la Sécu, abrogation du traité de Maastricht, etc.) que le parti se présente aux élections, crée des comités, des associations, pour recruter des militants sur des bases très concrètes, très précises, mais aux implications non moins floues. Se cantonner à cela serait mésestimer la véritable nature du lambertisme.

Ainsi, il serait vain de rechercher dans *Informations Ouvrières* une quelconque dimension théorique; de même, dans les années 60 et 70, l'OCI aurait pu se targuer d'être la seule organisation d'extrême gauche

à n'avoir pas intégré à sa culture les perspectives relativement nouvelles du féminisme. Pour le lambertisme, la réflexion théorique s'est arrêtée avec la mort de Trotsky en 1940: dès lors, tout a été dit, et l'unique référence devient le parcours même de l'OCI-PCI.

La théorie lambertiste manque singulièrement d'actualité, ce qui peut encore accroître l'incommunicabilité entre ceux qui l'ont assimilée et les «autres» militants révolutionnaires. Dans *La Vérité*, organe du CCI, les seules réflexions sont économiques... et d'ailleurs parfois quelque peu vaseuses. Malgré tout, un jeune qui adhère au Parti des travailleurs, confronté à l'absence totale de formation et en quête de réflexions plus théoriques, est presque nécessairement voué à adhérer au CCI, qui présente l'avantage de dispenser une formation à ses adhérents, qui plus est relativement cohérente. Toutefois, même au CCI, où l'on se réfère à la révolution bolchevik, le long terme est flou, notamment en ce qui concerne le Parti des travailleurs, car on oscille entre prôner une instrumentalisation au service d'une révolution trotskyste et se limiter à une «Assemblée constituante». Surtout, on sent bien qu'il y a un décalage entre la référence à Trotsky et la défense de la République.

Dès lors, étant donné l'absence de démocratie interne, le long terme dépend des fluctuations de la lutte entre les différents clans de la bureaucratie et des choix de celle-ci. De fait, c'est uniquement en décortiquant les différents aspects de sa culture politique que l'on peut être à même de se faire une idée des évolutions possibles du Parti des travailleurs et de caractériser sa nature de parti néostalinien. Sachant que la multiplicité des niveaux de cloisonnement, notamment dans le cadre des relations brumeuses avec Force Ouvrière, accroît le manque de lisibilité. Avoir milité au Parti des travailleurs, comme Daniel Erouville (*Qui sont les trotskystes?*, L'Harmattan, 2004), sans avoir pris conscience du problème fondamental que représente le phénomène bureaucratique, c'est avoir perdu son temps. Tant que le lambertisme n'aura pas pris conscience de la nécessité d'une réflexion profonde sur le phénomène organisationnel, et il est illusoire qu'il s'y attelle, l'on ne pourra que craindre les dangers d'une évolution politique vers des positions bien moins révolutionnaires, bien plus nationalistes, et surtout prévoir son évolution vers des positions véritablement réactionnaires. (Ainsi, le Comité pour la réintégration des exclus du Parti communiste internationaliste, fondé par Stéphane Just après son exclusion, avait progressé en tant qu'organisation en prenant quelques mesures formelles pour le retour à une véritable démocratie interne. Toutefois, en évoquant le «révisionnisme» comme principal problème du Parti communiste internationaliste, en se cantonnant à l'analyse marxiste traditionnelle qui fait de toute organisation politique le strict reflet de la lutte des classes, en refusant de réfléchir au poids très important de la culture politique et des comportements individuels, cette organisation ne pouvait qu'imiter la maison mère.)

Où va le Parti des travailleurs ? Bien malin qui saurait répondre à cette question. Toutefois, son rapport aux élections entre dans le cadre de son rapport au monde. Il renforce parfaitement son visage de secte politique isolée du monde réel et se complaisant dans un millénarisme

d'autant plus effrayant qu'il émane d'un groupe bureaucratique, d'une entreprise politique se contentant d'engranger des bénéfiques et ne se souciant que de son auto-perpétuation sans aucune considération pour sa raison d'être et sa finalité, d'une armée en marche au sein de laquelle les individus, s'ils ne sont pas aux commandes, n'ont aucune autonomie de pensée.

Tout cela ne peut que conduire à considérer que le Parti des travailleurs, qui n'est, pour reprendre l'expression de Georges Petit, que «subjectivement antistalinien» (Petro (Georges Petit), «Trotskysme et stalinisme», in *Socialisme ou Barbarie*, n° 10, juillet-août 1952, p. 40), est un regroupement malfaisant pour lequel il ne saurait être question de voter – pour ceux qui gardent des illusions sur le vote contestataire – et avec lequel il ne saurait être question de s'acoquiner durablement. Il me semble en effet, et c'est là pour moi la première leçon à tirer de la révolution russe, comme la première leçon de mon engagement lambertiste (tout jeune militant, j'ai appartenu au Parti des travailleurs, et non à son Courant communiste internationaliste, de 1999 à 2001), qu'il existe un rapport intrinsèque entre démocratie interne et externe, entre fonctionnement/culture organisationnels et projet de société. Ainsi, s'il est vrai que le Parti des travailleurs peut encore donner, à ceux qui ont oublié ce qu'il peut être, quelques leçons de militantisme; s'il n'est pas exclu que nous menions certains combats aux côtés de ses militants, il ne faut pas oublier que ceux-ci, issus du trotskysme, nés en tant que secte de son incapacité à comprendre l'origine de la bureaucratisation, n'ont plus avec lui aujourd'hui qu'un rapport idéologique et ne sont même pas dignes de figurer au sein de ce que Paul Mattick appelait le «vieux mouvement ouvrier». De tous ceux qui se réclament de ce mouvement et de son histoire, les militants du Parti des travailleurs sont en effet et sans conteste ceux qui ont le moins appris de ce siècle.

Karim Landais (2005)

Quelques pistes pour un bilan du «trotskysme»

Dans la mesure où ce numéro aborde la politique, principalement électorale, des trotskystes français, il est utile de rappeler rapidement les grandes lignes de ce qu'a été le «trotskysme» à ses débuts (cf. le second texte «*Faillite du trotskysme*» publié en 1977 par le groupe Combat communiste) et de préciser comment une discussion fructueuse pourrait s'engager sur un bilan des groupes qui se réclament de cette idéologie.

Quatre conditions préalables pour engager une discussion approfondie

- Il est stérile de discuter du trotskysme comme les trotskystes eux-mêmes (et la plupart de leurs adversaires) le font. C'est-à-dire comme s'il s'agissait d'une idéologie cohérente et unifiée: continuation du «léninisme» (pour ses partisans) ou du «stalinisme (pour ses adversaires anarchistes); «marxisme révolutionnaire du XXI^e siècle», etc.

Traiter le trotskysme comme un tout cohérent peut servir dans le cadre d'une polémique expéditive, mais il s'agit d'un procédé paresseux pour aborder les idées et les pratiques hétérogènes des trotskystes.

- Il faut différencier les idées de Trotsky (particulièrement entre son exil d'URSS en 1927 et son assassinat en 1940), de ce qu'elles sont devenues entre les mains de ses partisans. Aujourd'hui, les différentes formes de «trotskysme» n'ont plus grand-chose de commun, en théorie et en pratique, avec leurs origines, même si quelques tics de langage, quelques idées dépareillées et quelques formes de raisonnement ont survécu. Ce qui reste surtout c'est le culte de la personnalité de Trotsky... et l'incapacité à faire le bilan de son œuvre théorique et de ses actions au pouvoir comme en exil.

- Réduire le(s) trotskysme(s) à une forme de «centrisme» (une idéologie qui balance sans cesse entre la réforme et la révolution) n'est qu'une preuve de dogmatisme sectaire et autosatisfait (travers dans lequel l'auteur de ces lignes est autrefois tombé...).

Ce procédé permet de réduire systématiquement l'évolution complexe des différents courants politiques du mouvement ouvrier à trois forces fondamentales: les révolutionnaires (nous-mêmes bien sûr),

les contre-révolutionnaires (staliniens et réformistes) et ceux qui se trouvent entre les deux: les centristes. Cette vision ne fait que copier bêtement ce que Lénine écrit durant la Première Guerre mondiale, quand il analysa les tendances au sein de la social-démocratie, et ne peut être appliqué sérieusement à tous les groupes qui se disent révolutionnaires depuis presque un siècle. De même que sont inopérantes toutes les comparaisons qui se fondent sur les courants politiques russes avant 1917 (bolcheviks, mencheviks, narodniks) et tentent désespérément d'en retrouver les équivalents actuels, dans des rôles répartis à l'avance.

- Aujourd'hui il est plus important de souligner ce que font les trotskystes, que ce qu'ils écrivent. Ou plutôt d'étudier la relation entre ce qu'ils écrivent et ce qu'ils font dans la pratique, du moins dans les pays où ils ont une petite influence sur la réalité. Et cette démarche peut s'appliquer à tous les courants politiques qui se prétendent anticapitalistes. Un groupe comme Alternative libertaire est, dans sa pratique, plus proche de la LCR que de la FA. Le SWP britannique ressemble plus aux groupes mao-populistes des années 1970 qu'aux International Socialists marxistes-luxembourgistes des années 50 ou même au SWP (britannique) trotskyste des années 70. La CNT-AIT est autant influencée par l'ultra-gauche marxiste que par la CNT espagnole, etc.

Il n'existe plus de frontières étanches entre les tendances «révolutionnaires» les plus actives. Ou, si elles existent, elles sont plus subtiles, ou plutôt beaucoup plus confuses, que les différences politiques ou pratiques, affichées publiquement.

Ces considérations préalables sont essentielles, parce que si nous ne tombons pas d'accord sur ces points d'accord minimaux, discuter du trotskysme se réduit à une discussion généalogique: on remonte aussi loin que possible dans le passé (pour les révolutionnaires, généralement, à la moitié du XIX^e siècle) et ensuite on établit une liste apparemment cohérente d'ancêtres politiques (ce que les marxistes appellent le «fil rouge» ou la «continuité historique»). Puis le jeu (et la réflexion politique) est déjà terminé: le groupe auquel vous appartenez aujourd'hui appartient à une longue tradition, apparemment cohérente, qui a toujours eu raison sur les questions essentielles depuis 150 ans, donc évidemment tout ce que vous faites et dites aujourd'hui est juste (voire «scientifique») puisque vous agissez dans la continuité de vos ancêtres omniscients.

Les échecs de Trotsky

Ils sont a posteriori faciles à repérer, du moins en ce qui concerne l'analyse de l'Union soviétique et la volonté de défendre bec et ongles les idées de Lénine et les thèses politiques des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Ce travail de critique des idées de l'Opposition de Gauche et de Trotsky a été partiellement effectué par les différentes tendances «capitalistes d'Etat» (*Socialisme ou Barbarie* de Claude Lefort et Cornélius Castoriadis; Tony Cliff et les International Socialists, dans les années 50 et 60; CLR James et Raya Dunayevskaïa

aux Etats-Unis), mais aussi par les communistes de gauche (Amadeo Bordiga, Anton Pannekoek, Grandizio Munis, Otto Rühle, Paul Mattick) et les anarchistes (pour ceux-ci dès les années 20 de Luigi Fabbri à Makhno en passant par Alexandre Berkman, Emma Goldman et Rudolf Rocker). Ce travail a été utile parce qu'il a montré que la conception du marxisme de Trotsky a eu des conséquences politiques désastreuses quand il a analysé le stalinisme, à la fois en URSS et dans d'autres pays. Et aussi qu'il a proposé des tactiques erronées face au réformisme et à la crise générale du capitalisme des années 30.

Mais les critiques de Trotsky élaborées pendant les années 20 et 30 (et celles reprises ensuite par les «gauches communistes» jusqu'à aujourd'hui) partageaient toutes l'idée qu'une révolution internationale était possible entre les deux guerres. Cette hypothèse devrait être aujourd'hui réexaminée en détail, si l'on veut comprendre ce qui s'est passé entre les deux guerres mondiales mais aussi après la Seconde Guerre mondiale.

En d'autres termes, l'explication par une longue «contre-révolution» et par l'absence d'un Parti révolutionnaire ne suffit pas à expliquer le poids et la persistance du réformisme social-démocrate et les raisons pour lesquelles le stalinisme a pu si facilement contrôler les jeunes partis communistes.

Dernier point important: les analyses des «capitalistes d'Etat» et des communistes de gauche partaient de l'hypothèse que les catégories marxistes pouvaient être appliquées à l'économie et la politique de la Russie soviétique. Bien que l'Union soviétique n'existe plus aujourd'hui, il est consternant et inquiétant que, depuis la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'URSS, aucun groupe révolutionnaire n'ait essayé de réévaluer le stalinisme maintenant que l'accès à ce pays, ses archives et ses habitants est beaucoup plus facile. On pourrait établir le même constat à propos des anciens Etats staliniens d'Europe de l'Est. Personne n'a tenté de comparer et confronter, d'un côté, les expériences et les théories du stalinisme dans les pays d'Europe de l'Est élaborées par les rares révolutionnaires locaux, et, de l'autre, les analyses produites en Occident. Au moins pour un dernier bilan des points forts et des points faibles des analyses du stalinisme.

Cette faiblesse théorique et cette lâcheté politique ont des conséquences très dangereuses parce que cette suffisance intellectuelle signifie que le problème bureaucratique au sein du mouvement ouvrier est aujourd'hui encore sous-estimé, y compris par ceux qui ont toujours dénoncé la bureaucratie comme une classe ou une «couche sociale parasitaire» (?) dans les Etats staliniens.

Qu'est-il arrivé aux idées de Trotsky ?

La plupart des groupes trotskystes ont en fait rejeté les intuitions les plus révolutionnaires de leur mentor politique. Ils ont conservé le pire (les recettes tactiques comme l'entrisme dans les partis réformistes, la croyance dans l'effet magique de slogans politiques comme l'Assemblée constituante, le Front unique ou le gouvernement «ouvrier») et rejeté le meilleur (sa haine révolutionnaire du stalinisme et du réformisme).

Au moins une chose positive est resté du volontarisme de Trotsky, si on compare le destin des groupes trotskystes avec celui des groupes influencés par les tendances «ultragauches» marxistes: les groupes trotskystes ont attiré des gens (des intellectuels de toute sorte, mais aussi des travailleurs) qui voulaient faire quelque chose de concret contre le capitalisme et l'oppression, tandis que les «gauches communistes» ont souvent attiré des hommes et des femmes qui méprisaient ce qu'ils appelaient l'«activisme», ou avaient une analyse tellement défaitiste et négative de la réalité qu'ils se réfugiaient dans l'étude ou le simple commentaire de l'actualité. Ainsi aujourd'hui en France, par exemple, les militants trotskystes sont connus sur leur lieu de travail, ils dirigent des grèves ou du moins ils défendent publiquement leurs idées dans les mouvements sociaux, tandis que rarissimes sont les militants «ultragauches» massivement connus par leurs collègues et qui aient joué un rôle déterminant dans des grèves récentes. En d'autres termes, il existe une étrange division du travail: les trotskystes agissent (avec des tactiques politiques et des stratégies totalement erronées) et les «ultragauches» les critiquent dans leurs publications théoriques confidentielles.

Si l'on revient aux aspects négatifs des différentes formes de trotskysme depuis 60 ans, on peut en ébaucher une première liste, sans doute incomplète:

- suivisme vis-à-vis des mouvements de libération nationale,
- suivisme vis-à-vis des Etats nés après le succès de ces mouvements de libération,
- suivisme vis-à-vis des prétendues tendances de gauche apparues dans les partis socialiste et communiste ou dans les syndicats,
- incapacité d'analyser les tendances fondamentales du capitalisme après-guerre:

a) jusqu'à la fin des années 50 les trotskystes pensaient qu'une Troisième Guerre mondiale allait se produire, et par la suite ils ne sont jamais demandé pourquoi ils s'étaient trompés;

b) et ensuite ils ont été incapables de prévoir les tendances fondamentales du capitalisme mondial: crise du pétrole, crises écologiques, rôle social des femmes et ses conséquences sur la société capitaliste, modifications du rôle international et de la place de puissances capitalistes comme la Chine et l'Inde, disparition de l'URSS et des Etats staliniens d'Europe de l'Est, changements fondamentaux au sein de la classe ouvrière occidentale et mondiale, etc.

- incapacité de renouveler, moderniser le programme socialiste à la fois en fonction des échecs des révolutions entre deux guerres et les changements qui se sont produits au sein du capitalisme mondial.

Y.C.

Faillite du trotskysme

Le groupe Combat communiste publia un article sous ce même titre en 1978 dans sa revue *Contre le courant* n° 2 en 1977. Plutôt que d'écrire un texte entièrement nouveau sur le même sujet, et puis que j'en étais en grande partie l'auteur, j'ai préféré reprendre entre guillemets les passages qui me semblaient encore pertinents et plus ou moins actuels. Les passages en gras ont été écrits en 2007.

«Si le mot trotskysme a été utilisé par les stalinien pour désigner les idées défendues par Trotsky et ses partisans dans les années 1924-1940, pour les militants de l'Opposition de Gauche puis de la Quatrième Internationale, le mot «trotskysme» est devenu synonyme de «marxisme de l'époque de l'internationalisme et du stalinisme». Pour les groupes trotskystes aujourd'hui, le travail politique et théorique de Trotsky se situe dans la continuité et même au même niveau que celui mené par les militants et théoriciens révolutionnaires de la Première, de la Deuxième et de la Troisième Internationales. Considérer le trotskysme comme le «léninisme de notre époque» est tout aussi erroné que de considérer le léninisme comme le «marxisme» de l'époque de l'impérialisme.

«En fait les mots de trotskysme, de léninisme et de marxisme n'ont pas grand sens en eux-mêmes. Ils ont tous été inventés par des épigones ou par des adversaires de Marx, Lénine et Trotsky, et entretiennent l'idée fausse que ces différents «ismes» seraient des théories produites par des individus géniaux, exceptionnels, dont la classe ouvrière ne pourrait se passer et seraient des théories closes, fermées, sans contradictions.

«Les écrits de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sont souvent présentés comme 4 Evangiles qu'il suffirait d'apprendre par cœur et de réciter pour pouvoir comprendre et agir aujourd'hui.

«Aussi bien Marx, que Lénine et Trotsky ont, de leur vivant, refusé la canonication de leur pensée individuelle, car ils savaient très bien que leur pensée avait évolué de façon contradictoire, qu'ils avaient buté (sans les résoudre) sur des problèmes théoriques fondamentaux, et que leur travail théorique faisait partie de tout un mouvement d'action et de réflexion collective.

«De plus, autant à l'époque de Marx et de Lénine, il y eut des dizaines de théoriciens révolutionnaires qui ont enrichi, développé ce qu'il est convenu d'appeler (à tort) le «marxisme», le «léninisme» et leurs théories étaient confrontées à l'épreuve quotidienne des faits, autant à l'époque où Trotsky a mené son combat contre la bureaucratie stalinienne, les théoriciens révolutionnaires» **étaient en nombre beaucoup plus réduit.**

La période de reflux qui a commencé en Europe au milieu des années 20 a frappé tous les groupes communistes de gauche (conseillistes, luxembourgistes, «capitalistes d'Etat», «bordiguistes», etc.) qui ont tenté, à contre le courant, de maintenir des positions révolutionnaires. Si le trotskysme a été et est le courant «révolutionnaire» le plus important numériquement à l'échelle mondiale, il a été victime de cette situation tout comme les autres.

«L'apport original de Trotsky» par rapport aux positions définies dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (nécessité d'un Parti communiste et de la dictature du prolétariat – réduite malheureusement à la dictature du Parti sur les conseils ouvriers ou les soviets; soutien aux luttes de libération nationale contre l'impérialisme; travail dans les syndicats et les organisations de masse; participation aux élections bourgeoises) «se résume à 5 points essentiels:

*** l'analyse de l'URSS et du stalinisme,**

*** la systématisation de la théorie de la révolution permanente déjà ébauchée en 1905,**

*** le *Programme de transition*,**

*** l'analyse du fascisme,**

*** la critique des fronts populaires.»**

Comme on le voit, l'originalité de Trotsky (à part la théorie de la révolution permanente déjà esquissée après 1905) a consisté surtout à essayer de définir des positions révolutionnaires sur des événements et des phénomènes apparus après la révolution de 1917. Ce qu'il a écrit sur l'URSS est certainement ce qui a le plus vieilli: parce que l'Etat soviétique a aujourd'hui disparu, mais surtout parce qu'il s'est trompé à la fois sur ses pronostics et, plus grave encore, sur la nature même de l'Etat russe, ce qui a conduit ses partisans, après sa mort, dans une direction encore plus droitière que leur maître spirituel. Néanmoins, lorsqu'on lit, malgré toutes ses illusions sur les «conquêtes d'Octobre» (la planification et la propriété collective des moyens de production), les textes de Trotsky sur l'URSS, on est à des années-lumière de ce que beaucoup de trotskystes écriront, et écrivent encore sur les Etats staliniens après la Seconde Guerre mondiale.

Nous ne parlons même pas ici des micro-sectes qui défendent les dictatures anti-ouvrières de la Corée du Nord ou de Cuba comme des «avant-postes» du socialisme. Nous espérons seulement, pour ces gens-là, qu'ils sont grassement rétribués par les ambassades de ces pays pour leurs bons et loyaux services. Sinon nous ne pouvons que les plaindre. Mais nous voulons évoquer ici le cas d'un dirigeant qui fait partie du trotskysme mainstream, du trotskysme considéré comme à peu près respectable par les médias bourgeois. Que nous raconte Alain Krivine dans son dernier livre *Ça te passera avec l'âge?*

Qu'il est régulièrement invité à Cuba, Etat «ouvrier» selon lui, dans des villas de luxe où il fait de plantureux repas pendant que le peuple cubain se serre la ceinture ! Il ne lui vient même pas à l'idée de refuser de telles invitations et de payer de sa poche une chambre d'hôtel, tant il croit encore que les staliniens cubains seraient seulement des «camarades dans l'erreur» avec lesquels on pourrait discuter !

Force est de constater aujourd'hui la faillite quasi générale des pronostics liés aux analyses de Trotsky sur l'URSS, le stalinisme, la révolution permanente et l'imminence de l'effondrement du capitalisme.

URSS et démocraties populaires

– Contrairement à ses prévisions maintes et maintes fois répétées la bureaucratie ne s'est pas effondrée pour laisser la place au prolétariat, et la propriété privée traditionnelle n'a pas été rétablie à la suite d'une contre-révolution violente.

– L'analyse de l'URSS faite par Trotsky a joué un rôle négatif dès les années 20: en luttant pour la réforme du Parti et de l'Etat dans les années 1924-1933 le mouvement trotskyste n'a pas offert de perspective claire aux travailleurs qui vivaient sous le joug de la bureaucratie bourgeoise russe. Après la mort de Trotsky, les groupes trotskystes ont continué à défendre d'imaginaires «conquêtes d'Octobre» (planification, nationalisation des grands moyens de production), ce qui les a amenés à prendre d'innombrables positions ambiguës voire criminelles face aux interventions soviétiques dans d'autres pays et à considérer que des pays comme les démocraties populaires, la Chine ou Cuba pouvaient devenir des «Etats ouvriers déformés» alors que la classe ouvrière n'avait joué aucun rôle dans leur création. De Tito à Castro, les trotskystes n'ont cessé d'espérer qu'une fraction de la bureaucratie stalinienne capitaliste se convertirait magiquement aux idées «trotskystes» et ouvrirait la voie à une «révolution politique» dans les «pays socialistes» (qu'ils appelaient des Etats ouvriers «dégénérés» ou «déformés»).

Mouvements de libération nationale

«Contrairement aux prévisions de la théorie de la «révolution permanente» les révolutions nationales, démocratiques-bourgeoises se sont multipliées dans les pays sous-développés après la Seconde Guerre mondiale. Alors que Trotsky affirmait que la bourgeoisie des Etats coloniaux était incapable de mener à bien les tâches démocratiques bourgeoises, aucune révolution bourgeoise dans l'histoire ne les a accomplies aussi radicalement que la révolution chinoise ou la révolution vietnamienne pour ne citer que deux exemples.

«Et si Trotsky a toujours défendu le rôle dirigeant du prolétariat dans les luttes de libération nationale, les trotskystes, eux, par contre, à part LO et quelques rares autres groupes, se sont placés à la remorque des mouvements de libération nationale dirigés par les staliniens.

Le Programme de transition et la compréhension du capitalisme

«Enfin la tentative des organisations trotskystes d'utiliser le *Programme de transition* s'est soldée par une véritable débâcle. Le *Programme de transition* est non seulement erroné mais il n'offre aucune indication pratique, aucune aide à des militants qui, comme nous, aujourd'hui, ne se trouvent pas dans une situation prérévolutionnaire et qui ont affaire à une classe ouvrière réformiste.

«Les trois principaux groupes trotskystes de France, qui se réclament tous les trois du *Programme de transition*, ont à l'occasion de chaque élection municipale, législative, présidentielle ou européenne, montré leur opportunisme. Tantôt en appelant au désistement réciproque des «partis ouvriers» au second tour, tantôt en appelant à voter plus hypocritement pour le PS et le PCF, tantôt en surenchérissant sur la propagande du PCF à propos des nationalisations en axant la sienne sur le thème «Il faut planifier l'économie».

«A la faillite des principales analyses théoriques originelles de Trotsky devait donc nécessairement correspondre la faillite du courant trotskyste, dans la mesure où celui-ci s'est avéré absolument incapable de comprendre les erreurs et les limites du fondateur de la Quatrième Internationale.

«Un des aspects fondamentaux de cette faillite est l'incapacité à comprendre la nature et l'évolution du capitalisme – ainsi que les différences de base entre le mode de production capitaliste et le socialisme. Cette incompréhension a certes été rendue possible par les faiblesses de la Troisième Internationale qui a elle-même été largement marquée par les conceptions dominantes dans la Seconde Internationale: le kautskysme qui consiste à ne concevoir le socialisme que comme une rationalisation, une planification et une étatisation du capitalisme. Cette conception est clairement exposée dans *Le Programme socialiste* de Kautsky qui sert encore aujourd'hui de livre de formation de base aux militants de LO, sans qu'il ait fait l'objet de la moindre critique écrite. Dans *Le Chemin du pouvoir*, où Kautsky défendait pourtant (mais sans se poser concrètement le problème de l'insurrection armée et de la destruction de l'Etat), encore le principe d'une «révolution», celle-ci n'apparaissait que comme le couronnement final d'un mouvement naturel de concentration du capitalisme. Seuls restaient à éliminer les propriétaires et les actionnaires de trusts devenus parasites, mais tout l'édifice semblait devoir rester en place: division du travail, hiérarchie, etc.»

Cette conception se trouve également dans de nombreux textes de Lénine et n'a jamais été sérieusement critiquée par les différents groupes trotskystes. On peut avancer l'excuse faiblarde que la Troisième Internationale, avant de tomber sous la coupe du stalinisme, n'aurait guère eu le temps de faire un bilan complet des malversations que la Seconde Internationale a fait subir au «marxisme». Mais cet argument du manque de temps et de l'histoire qui «mordait la nuque» des révolutionnaires, ne vaut pas pour les trotskystes qui ont eu 80 ans pour effectuer ce travail.

«Ces conceptions [**sociales-démocrates**], la Quatrième Internationale, les trotskystes les ont très largement conservées et l'analyse de Trotsky sur l'URSS confondant étatisation du capital et société de transition vers le socialisme a joué un rôle considérable dans la poursuite de cette mystification.»

Sans compter que Trotsky s'est complètement trompé sur les possibilités d'évolution du capitalisme dans l'entre-deux-guerres – puisqu'il considérait que les forces productives avaient cessé de croître et que le capitalisme était entré dans une période de décadence et de déclin définitifs – et qu'il n'a pas su reconnaître vraiment dans le fascisme en Allemagne et en Italie, le stalinisme en Russie et le New Deal aux Etats-Unis, des signes du rôle de plus en plus important de l'Etat dans l'économie – rôle qui allait apparaître de façon éclatante pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Il a fallu attendre le début des années 60 pour voir les trotskystes – du moins la majorité d'entre eux – reconnaître que le capitalisme continuait à développer les forces productives.

«Les conceptions sociales-démocrates du socialisme étatique imprègnent donc largement le courant trotskyste.

«On les retrouve dans tous les écrits d'Ernest Mandel, le seul théoricien trotskyste qui se soit efforcé de rendre compte de l'évolution du capitalisme et de ses tendances contemporaines – et ses positions n'ont pas été critiquées par les autres branches du courant trotskyste, du moins sur ce point. Ces positions fondent théoriquement la surenchère menée par la LCR par rapport au PCF sur le problème des nationalisations [**dans les années 70**]: pour les trotskystes, la nationalisation de secteurs clés de l'économie sort du cadre du capitalisme. Lutte Ouvrière qui analysait les Etats de l'Est, la Chine et Cuba comme des Etats bourgeois, n'a pas su partir de cette analyse pour remettre en question l'analyse trotskyste de l'URSS et les conceptions sociales-démocrates du capitalisme. Elle a préféré l'incohérence théorique à l'aventure de la remise en question du patrimoine trotskyste. Cette incohérence explique en partie le blocage complet de cette organisation sur les questions théoriques et son refus d'y répondre et d'en débattre au profit d'une fuite en avant activiste.

«Si LO a critiqué certaines interprétations particulièrement opportunistes des textes de Trotsky par les autres trotskystes, elle n'a pas fondamentalement rompu avec Trotsky et commet donc les mêmes erreurs d'analyse et de méthode que les autres organisations trotskystes. En l'absence de prise de positions claires, le «naturel» trotskyste et ses déformations sociales-démocrates ont rapidement pris le dessus. Ainsi la propagande électorale de LO tournée contre «les gros» qui «volent l'argent dans les poches des petites gens» relevait [**dans les années 70**] des pires traditions transmises par le guesdisme, la social-démocratie et le PCF, mais certainement pas du marxisme révolutionnaire et ne pouvait en aucune façon aider les militants et sympathisants de cette organisation à dépasser les conceptions vulgaires du capitalisme qui dominant dans le mouvement ouvrier depuis des décennies. Cette

dénonciation populiste des «gros» ne pouvait même pas répondre aux interrogations qui agitent les militants du PCF. (...)

«Le fonctionnement bureaucratique et activiste de LO, l'absence complète de vie politique et intellectuelle dans ce groupe, le mépris pour les questions théoriques que la direction tente d'inculquer aux militants sont étroitement liés à ce refus de réflexion, à cette propagande populiste flattant le gros bon sens populaire dans le sens du poil.

«Quand une organisation répand l'idée que le capitalisme se réduit à quelques barons Empain, des industriels comme Dassault et à la force de frappe, et que la dictature du prolétariat, ce sera les nationalisations sans indemnités plus des écoles et des hôpitaux avec en prime la liberté d'expression pour... les bourgeois, alors elle est incapable d'offrir une alternative révolutionnaire face au réformisme et au stalinisme.

Une conception manœuvrière du Parti

«A ce refus de comprendre ce qu'est véritablement le capitalisme (un mode de production qui engendre une division du travail, une hiérarchie, une organisation et des buts de production, et non la simple propriété privée d'une poignée de gros capitalistes qui mettent la main sur l'Etat et se remplissent les poches) s'ajoute une incompréhension complète de la période historique que nous avons déjà exposée en détail dans notre *Critique du programme de transition*.

«Pour les trotskystes qui n'ont jamais remis en question la période historique définie par Trotsky dans l'introduction du *Programme de transition*, la révolution est en permanence à l'ordre du jour et seule manque la bonne direction révolutionnaire, seule la trahison des dirigeants staliniens et réformistes bloque l'ardeur révolutionnaire des travailleurs. Il en découle une conception manœuvrière et manipulatoire de l'intervention politique: si les échéances sont proches, il faut absolument se faire reconnaître comme pôle révolutionnaire, y compris en mettant son drapeau dans sa poche. Il sera toujours temps d'annoncer la couleur plus tard. Cette attitude se retrouve de façon différente dans la politique de la LCR et de LO.

«La LCR cherche à débloquent la situation par des manœuvres tactiques subtiles, en réclamant un gouvernement PC-PS pour mettre les staliniens et les réformistes «au pied du mur».»

Aujourd'hui la LCR parle d'un «gouvernement anticapitaliste», dont la définition est d'autant plus vague que l'on sait que ses camarades brésiliens ont participé aux gouvernements de Lula, le caniche du Fonds monétaire international, et ses camarades italiens se trouvent dans le PRC qui participe à un gouvernement d'alliance avec le centre gauche. Mais la démarche n'a guère varié. Elle est même aggravée par le fait qu'avec le temps, et le renouvellement des militants depuis 40 ans, une bonne partie des adhérents et des dirigeants de la LCR ont renoncé à la révolution, malgré leurs discours du dimanche. Il n'est que de voir toutes les manœuvres de certains courants de la LCR pour participer à la campagne présidentielle unitaire de la «gauche de la gauche» en

2007 (y compris la communication de lettres privées de LO à la LCR au quotidien *Libération*) pour comprendre qu'une bonne partie de ces gens-là ont la même fringale de pouvoir que Jean-Luc Mélenchon, Clémentine Autain ou Marie-Georges Buffet. Ils piaffent d'impatience de cogérer l'Etat avec leurs discours «antilibéraux».

Quant à LO, cela fait belle lurette qu'elle ne s'inspire plus des consignes de l'Internationale communiste pour mettre en faillite les municipalités, comme elle l'avait croie à ses militants lors de ses premières campagnes électorales dans les années 70.

En 1978, mais cela s'est aussi répété par la suite, «elle a cherché à l'occasion des élections à apparaître par tous les moyens comme un pôle en regroupant le maximum de voix sur ses candidats. Elle n'a pas reculé devant la pire démagogie allant jusqu'à bannir systématiquement les expressions de «communiste», «socialiste», «révolution» de ses proclamations de foi. Elle a cherché à racoler les voix des femmes de toutes catégories sociales, des petits commerçants définis pêle-mêle en l'occurrence comme travailleurs. Elle a pris la défense des cadres dans plusieurs dossiers de son hebdomadaire dans des termes que le PCF n'aurait pas désavoués (du moins avant son virage sur la hiérarchie de un à cinq et sa campagne «faire payer les riches»). Elle n'a pas cherché à élever le niveau de conscience des travailleurs en expliquant clairement son programme et ses buts.

«Ce racolage éhonté avait pour but d'obtenir par tous les moyens un strapontin à la Chambre, ce qui apparaissait à LO comme un moyen d'intervention très important en cas d'approfondissement de la crise. Finalement, pour LO, «faire du scandale à la Chambre» semblait plus important que de faire une propagande communiste vers les travailleurs les plus avancés qui se posent des questions sur l'Union de la gauche, les pays de l'Est, etc.»

Depuis, LO et la LCR ont eu des députés au Parlement européen pendant une législature. On a vu que non seulement ils ne faisaient pas «de scandale», qu'ils n'utilisaient pas le Parlement comme une tribune révolutionnaire, mais qu'en plus ils étaient obligés de collaborer avec les staliniens et les néo-staliniens dans le même groupe parlementaire pour, deux ou trois fois par an, prononcer un discours de 90 secondes ! La situation des travailleurs français et européens ne s'est pas améliorée d'un iota pendant leur mandat. Ces organisations n'ont même pas recruté massivement grâce à leur présence au Parlement européen ou dans les conseils régionaux. Le seul avantage pour LO et la LCR a été d'empocher les indemnités de leurs députés, et de passer un peu plus fréquemment à la télé (le plus souvent dans des émissions à scandale ou de divertissement) ou dans les médias. Un bilan ridicule...

«Toutes ces manœuvres et contorsions [des trotskystes] ont pour même origine l'incompréhension de la période et des tâches des révolutionnaires»; **il ne s'agit pas** «de regrouper des mécontents et de

rechercher des raccourcis pour tenter de construire le parti à travers une campagne électorale. La révolution en France – ou dans n'importe quel autre pays – ce ne sera pas une émeute de la faim dirigée par le Comité Central de LO, ou de la LCR, qui seul saura ce qu'est le socialisme. La révolution, si elle se produit un jour, sera le fait de centaines de milliers de travailleurs, organisés ou pas, dont le niveau de conscience et le niveau de compréhension seront cent fois plus élevés qu'ils le sont aujourd'hui et qu'ils l'étaient pendant la révolution d'Octobre.»

Combat communiste et Y.C

Karim Landais

Passions militantes et rigueur historique

(tome 2)

À propos du terrorisme – Anarchisme, identité et culture – **Chefs et liberté** – ATTAC, «gauche de la gauche» et altermondialisme – **L’Affaire Dreyfus et l’antisémitisme dans le Rhône** – Idées reçues sur l’anarchisme – **Quel socialisme ?** – Maastricht et l’Europe – **Marxisme libertaire ?** – L’Education nationale

752 pages, 20 € (frais de port compris)

Elections

2007

Quand la «gauche roquefort» flirte avec la «gauche pourrielle»

«La gauche a besoin de toutes ses voix au premier tour pour gagner au second», a déclaré José Bové dans une interview à *Libération* du 23 février 2007.

Ainsi, il est évident que, avant même d'avoir recueilli leurs 500 signatures, Bové et ses amis appelleront à voter pour ce que ce monsieur appelle «la gauche» au second tour, donc pour Ségolène Royal si elle arrive en première ou en seconde position.

Si telle est leur position, pourquoi dans le même temps faire semblant de dénoncer depuis des années les méfaits de la «gauche sociale-libérale» au pouvoir ou dans l'opposition ? Ces dénonciations vigoureuses du «social-libéralisme», qui se sont faites plus bruyantes depuis le référendum contre le Traité constitutionnel européen et la prétendue «victoire» du Non, ne seraient-elles que du vent, de la poudre aux yeux ?

L'explication de ces rodomontades est assez simple. Les Verts et le PCF se sont divisé le travail avec le PS: «Au premier tour, vous, Ségolène, ratissez à droite et au centre, nous “gauche de la gauche” nous ratissons à gauche, voire à l'extrême gauche. Et au deuxième tour... on vous donnera nos voix.» Et le PCF d'ajouter, tout comme les Verts: «On vous donnera nos voix, bien sûr, mais...en échange d'un certain nombre de circonscriptions aux prochaines législatives, voire de postes ministériels dans le futur gouvernement de la gauche.»

Qu'exigeront en échange Bové et ses copains du PCF (†), de la LCR, des Indigènes de la République, du Collectif des Musulmans de France ou du MIB ?

L'avenir nous dira si les appétits de pouvoir réel (politique) et symbolique (médiatique) de ces gens-là les pousseront à se démasquer rapidement ou à continuer à tromper un peu plus longtemps leurs partisans sincères.

En tout cas, à en croire les volte-face et les coquetteries de l'idole de la gauche roquefort depuis des mois (le summum du ridicule ayant été le Bovéthon) et sa langue de bois actuelle, il est clair qu'on ne peut lui accorder aucune confiance, même pour répondre par oui ou non à une simple question sur ses démarches auprès du PS.

Patrick Braouzec, député stalinien et porte-parole de l'équipe Bové, prétendait dans *Le Monde* du 22 février que jamais, au grand jamais, les comités Bové n'avaient contacté la direction du PS pour obtenir des signatures d'élus «socialistes». Et quand *Libération* demande à Bové le lendemain «Avez-vous contacté la direction du PS», que dit-il ?

1) Il ne répond pas à la question (c'est sans doute ce qu'il appelle «faire de la politique autrement» ? !)

et 2) il affirme que «des élus qui parrainent notre candidature ont demandé à leurs responsables de parti de lever la consigne de blocage».

Si l'on décrypte ce charabia, cela signifie: «Nous n'avons rien demandé directement, mais les élus que nous avons contactés l'ont demandé pour nous.»

Toutes ces pitoyables cachotteries cachent la fonction de la candidature Bové: récupérer, au bénéfice de la «gauche sociale-libérale», les voix des abstentionnistes ou de tous ceux qui – écœurés par les trahisons du PS, du PCF et des Verts quand ils étaient au pouvoir, ou dans l'opposition – ne savent pas quoi faire de leur bulletin de vote.

Libre à chaque individu conscient de voter pour la gauche, ou la «gauche de la gauche». C'est certainement plus sympathique et plus honorable que de voter pour la droite ou l'extrême droite. Mais on peut aussi s'abstenir, en refusant de cautionner cette «démocratie» truquée. De toute façon, cela ne changera rien de fondamental aux rapports de force entre les exploités et les exploités. Ce n'est pas sur le terrain électoral que nous pourrions infliger des défaites à l'Etat et aux patrons. Mais au moins, que ceux qui veulent utiliser «l'arme» de leur bulletin de vote sachent qu'ils votent consciemment pour des pantins, des carriéristes et des hypocrites.

Y.C.

(23/02/2007)

PS.: Quant à Olivier Besancenot (LCR), Gérard Schivardi (PT) et Arlette Laguiller (LO), nous sommes prêts à parier qu'ils n'appelleront pas à l'abstention au second tour si Mme Royal est présente... La principale différence avec les organisateurs de la campagne Bové, c'est qu'ils roulent plus franchement pour leur petite boutique et les subventions électorales qu'ils récolteront.

1. Jacques Perreux, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne est le directeur de son équipe de campagne, Patrick Braouzec, député de Seine-Saint-Denis, un de ses principaux porte-parole. Sans compter Fernanda Marruchielli (élue du 20^e arrondissement), Daniel Fontaine (maire d'Aubagne), Robert Bret (sénateur des Bouches-du-Rhône), Christophe Cavard (vice-président du conseil général du Gard), Patricia Latour (élue d'Aubervilliers), Alain Bertho (ancien membre du Comité national du PCF) et bien d'autres staliniens et néostaliniens.

Le stalinisme existe-t-il encore ?

Il peut sembler bizarre, sectaire ou «ringard», de continuer à appeler aujourd'hui les dirigeants ou les militants du Parti communiste français des «staliniens» ou «néostaliniens», alors qu'ils organisent des débats et des meetings communs avec leurs ex-adversaires trotskystes et que le bloc soviétique a aujourd'hui disparu. Suite à la lettre d'un lecteur, voici quelques précisions rapides.

Tout d'abord deux brèves définitions.

Stalinien: personne ou groupe qui identifie le «socialisme» aux sociétés mises en place en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, au Vietnam, au Cambodge, en Corée du Nord, qui regrette leur disparition et leur prétendu «rôle positif» à l'échelle nationale comme internationale.

Néostalinien: individu ou groupe qui prétend avoir pris certaines distances avec le modèle précédent, mais se garde bien d'effectuer un bilan complet des responsabilités de son propre parti dans la perpétuation de ce modèle idéologique et pratique, et des responsabilités criminelles des partis communistes au pouvoir dans l'avènement de sociétés totalitaires et de régimes «capitalistes d'Etat» (1).

Dans les pays d'Europe occidentale où il n'a pas pris le pouvoir, le stalinisme se caractérise à la fois par:

- une méthode de **contrôle des syndicats**: par la violence physique pouvant aller jusqu'à l'assassinat politique (qui fut largement pratiqué contre les trotskystes, les bordiguistes et les anarchistes pendant les années 20 et 30 et durant la Seconde Guerre mondiale, notamment en Espagne, en France, en Italie, en Grèce et au Vietnam), la calomnie, toutes sortes de manipulations financières, psychologiques et matérielles (attribution de postes de permanents, attribution de boulots moins pénibles en accord avec la hiérarchie de l'entreprise, etc.),

- des **liens financiers de dépendance avec les pays du bloc soviétique** (quand celui-ci existait), à la fois à travers des entreprises qui faisaient du commerce avec les régimes staliniens et à travers des abonnements de masse, des voyages payés et des vacances offertes, etc.,

- une conception du **socialisme, considéré comme un étatsisme**, opposé à l'auto-organisation des travailleurs, aux comités de grève, aux coordinations non chapeautés par les syndicats et les partis, et bien sûr aux conseils ouvriers (ne pas oublier que l'insurrection hongroise de 1956 fut dénoncée par les PC occidentaux, les PCF et PCI en tête, comme un «complot fasciste», et, on le sait aujourd'hui, Togliatti secrétaire général du PCI donna son approbation à l'intervention russe du 23 octobre 1956),

– la **cogestion des entreprises nationalisées** comme base d'appui de l'extension du secteur d'État et base de pouvoir pour les sommets de la bureaucratie syndicale et politique,

– le **soutien aux intérêts de la technocratie d'État**, des ingénieurs et des cadres qui jouent, ou sont susceptibles de jouer un rôle décisif, dans la gestion des entreprises,

– le **soutien des intérêts du Capital national** contre les États «étrangers» et les «multinationales étrangères»,

– le **soutien aux PME nationales** contre les grandes sociétés capitalistes nationales,

– le **soutien des intérêts de l'impérialisme national** (critiques très discrètes contre l'envoi de troupes nationales à l'étranger et contre le pillage des ressources du tiers monde par l'impérialisme national; absence de soutien aux mouvements ouvriers et démocratiques dans les colonies et néo-colonies de l'impérialisme national; soutien et participation indirecte à la répression: cas des massacres de Sétif et Guelma, le 8 mai 1945; soutien à la guerre d'Indochine en 1947, silence sur les massacres à Madagascar en 1947)

– le **soutien de l'industrie d'armement et de l'industrie nucléaire**, plus généralement le **culte de la science et du progrès technique**,

– la **gestion des municipalités** de façon, entre autres, à noyauter les associations pour contrôler les réactions de contestation et encadrer politiquement la population,

– le **clientélisme municipal** (attribution d'appartements, de boulots, etc.),

– le **clientélisme culturel**: la manipulation d'intellectuels et d'artistes complaisants qui, en échange d'un soutien dans la Presse du Parti, d'invitations aux fêtes du Parti, de commandes des municipalités et du Parti (statues, tableaux, livres, etc.) défendaient hier les régimes stalinien et aujourd'hui tentent de donner un visage «non sectaire» au Parti,

– le **soutien aux associations** de travailleurs étrangers qui sont **contrôlées par les régimes du tiers monde** et infiltrées par les polices politiques de ces pays (ex. l'Algérie),

– le **soutien aux régimes populistes du tiers monde** contre leur classe ouvrière et leurs paysans pauvres (cf. le Venezuela aujourd'hui, mais aussi précédemment l'Angola et Ceylan, par exemple),

– une rhétorique anti-OTAN et anti-américaine qui ne servait hier qu'à camoufler leur **soutien aux entreprises militaires de l'URSS** et au pillage de l'Europe de l'Est par la bureaucratie soviétique; et qui aujourd'hui sert à vanter les mérites de chaque impérialisme national, de l'ONU et éventuellement encore de la Russie.

Les néostalinien ne sont guère différents des stalinien sur la plupart des points ci-dessus évoqués. A part leur prise de distance prudente vis-à-vis de certains «abus» de ce qu'ils osent appeler le «socialisme réel», pour l'essentiel leurs méthodes et leurs objectifs sont les mêmes. Seule leur phraséologie change et certains n'hésitent plus aujourd'hui à s'immerger dans le mouvement altermondialiste pour mieux le

contrôler, ou à faire alliance avec des groupes trotskystes pour gauchir leur image de marque.

Plus généralement, le stalinisme est une des expressions de la tendance du Capital à intégrer brutalement la classe ouvrière et ses organisations comme le fascisme, le nazisme ou le péronisme, contrairement aux méthodes en apparence plus «douces» comme le New Deal ou le Front Populaire qui, à la même époque, ont tenté d'accorder quelques «avantages» aux travailleurs, sans pour autant détruire les syndicats et partis prétendant défendre les intérêts des prolétaires. Ce qui distingue le stalinisme de la social-démocratie, c'est d'une part son origine, puisqu'il est issu de la défaite de la première révolution ouvrière du XX^e siècle et, d'autre part, son efficacité redoutable: en contrôlant militairement et économiquement une partie de la planète, en lançant un formidable processus d'accumulation primitive, en déportant des centaines de millions de paysans, le stalinisme a instauré un régime de terreur contre-révolutionnaire fondé sur une gigantesque entreprise de mystification idéologique. Ce régime a non seulement assassiné des millions d'exploités dans ses camps de travail, ses prisons et devant ses pelotons d'exécution, mais il a servi de repoussoir pour des dizaines de millions de travailleurs, notamment dans les pays occidentaux où ces partis n'ont pas instauré leur dictature sur le prolétariat. Il les a jetés dans les bras de la social-démocratie ou des partis de droite, voire d'extrême droite, pour une très longue période, renforçant l'idée fausse que communisme égale dictature policière, et que toute révolution mène à une catastrophe pour l'humanité. Nous payons encore aujourd'hui le prix de cet amalgame.

Y.C.

24.2.2007

(1). On remarquera à ce propos que, face à la démagogie de Sarkozy voulant manipuler la lettre de Guy Môquet au service de l'unité nationale gauloise, certains ont voulu diffuser un contre-mythe en s'appuyant sur une lettre du même Guy Môquet où celui-ci parle très vaguement du «socialisme», de la «révolution» et du «communisme», comme si les Partis communistes avaient, dans le moindre pays de cette planète, contribué à poser les premières pierres du socialisme ou le communisme (octobre 2007).

Pourquoi, nous, féministes, n'appelons pas à voter Royal, ni pour qui que ce soit d'autre

La médiatisation de la candidature de Royal à la présidence de la République révèle un fait que certain(e)s peuvent oublier: le sexisme est présent dans les médias, dans le milieu politique et dans la société en général. Déjà, l'opposition «Sarko» et «Ségo» (et non «Nico» et «Royal» par exemple...) dénote du paternalisme ordinaire que les médias (et les hommes en général) réservent aux femmes, en les appelant volontiers par leur seul prénom. De nombreuses attaques contre Royal mettent en cause ses capacités présidentielles en tant que femme. Les médias préfèrent rabâcher les erreurs qu'elle commet et passer sous silence celles de ses homologues hommes. Pour tenter de décrédibiliser les femmes, il est classique de les faire passer pour des cruches (ou sinon pour des salopes).

Le genre féminin de Royal est mis en avant par ses détracteurs, mais il est aussi brandi comme un label «qualité» par ses partisans. Les arguments selon lesquels une femme apporte du neuf, mène une politique plus «humaine», fait preuve d'attention et d'empathie... véhiculent une vision essentialiste des genres. Déjà, il n'y a rien de «naturel» ou de biologique dans les différences psychologiques entre femmes et hommes. Et puis, les politiciennes ont intégré la même culture machiste que les politiciens: elles défendent avant tout les intérêts du pouvoir. Les patrons sont-ils devenus plus doux et compréhensifs depuis qu'ils sont représentés par une femme (Laurence Parisot au MEDEF) ? L'armée est-elle plus aimable et plus pacifiste depuis qu'une femme (Michèle Alliot-Marie) est ministre de la Défense? L'élection d'une présidente de la République pourrait surtout apporter l'illusion que «Ça y est, l'égalité est acquise, on peut arrêter les luttes.»

Ceux et celles qui penseraient qu'élire une femme est une démarche féministe devraient examiner d'un peu plus près la politique de Royal. Ses positions sont en fait plus proches de la droite conservatrice que du féminisme. Elle glorifie la maternité: «Si l'égalité n'est pas encore acquise, les valeurs féminines n'ont plus honte de s'affirmer. Le désir d'enfant a remplacé l'IVG et la morale du libre choix supplante l'égalitarisme obsessionnel.» (*Le Monde*, 10 mars 1990). Lorsqu'elle était au ministère de la Famille et de l'Enfance (1998-2001), elle a appliqué une politique aux relents puritains, en censurant notamment une

campagne de prévention contre le Sida pour les ados. Encore aujourd'hui, Royal défend des idées homophobes: «La famille, c'est un père et une mère», affirmait-elle au *Parisien* (23 février 2006). La poignée de mesures destinées aux femmes dans son programme actuel ressemble bien à de l'opportunisme: le soutien d'un service public de la petite enfance (pour garder notre deuxième place dans le peloton européen des pays à forte natalité ?), une loi cadre contre les violences (c'est consensuel...), la gratuité de la contraception jusqu'à 25 ans (et après, sommes-nous obligées de tomber enceintes ? Peut-être croit-elle que l'on devient moins précaire avec le temps...).

Le marketing du «produit» Royal joue à fond la carte de la séduction féminine. Si la candidate est «belle-et-mince», elle le doit sans doute à sa coach, la directrice générale du groupe publicitaire Ogilvy & Matterns, dont la campagne pour Dove en 2005 est restée dans les mémoires féministes: celle-ci avait reçu le prix du décervelage remis par le Collectif contre le Publisexisme et par les Publicitaires. Mais la campagne de Royal s'appuie aussi en grande partie sur son image de mère. «Ce sont les femmes qui transmettent la parole, l'éducation, les valeurs, la qualité de la nourriture. Dès lors qu'on les fragilise, qu'on les humilie, qu'on les violence, qu'on les écarte, qu'on les voile, alors elles ne peuvent plus accomplir dignement leur métier de femme et leur métier de mère», a-t-elle déclaré à l'émission *Ripostes*, sur France 5, en décembre 2006.

C'est donc en tant que mère ayant élevé quatre enfants qu'elle revendique des compétences pour diriger la nation. Etre présidente, c'est s'occuper de la population comme une maman s'occupe de ses rejetons... Maman Royal est le pendant féminin de Papa Sarkozy, figure du père viril et implacable. Tous deux misent sur la séduction, l'une par le sourire perpétuel, l'autre par une attitude de cow-boy. Tous deux mettent en avant la confiance (Royal place en tête de ses propositions «la confiance retrouvée») en même temps qu'un ferme autoritarisme. Une main de fer dans un gant plus ou moins rêche... Nous nous retrouvons dans la position de l'enfant devant choisir entre papa et maman, et qui est obligé d'obéir. Comme l'enfant a intériorisé l'idée selon laquelle il n'est rien sans ses parents, nous pensons n'être rien sans nos dirigeant(e)s. Avons-nous besoin d'une maman protectrice, «toujours du côté des victimes» et gardienne de «l'ordre juste»? Nous ne voulons pas de Maman Royal ! (ni de Papa Sarkozy ni de Tonton Bayrou).

Pour venir à bout du sexisme, de l'homophobie, de la lesbophobie..., ne comptons pas sur le pouvoir, mobilisons-nous !

Pour en finir avec le patriarcat, seule la lutte paye ! Réapproprions-nous nos vies !

Collectif Contre le Publisexisme

(Tract diffusé le 24 mars 2007, lors de la manif contre les violences faites aux femmes)

Foire aux questions abstentionniste

(extraits)

16 avril 2007

S'abstenir, c'est favoriser le FN, faire le jeu du Front national; les abstentionnistes sont les alliés objectifs du Front national.

Petite question d'arithmétique. Les abstentionnistes ne sont, par définition, pas comptabilisés dans les résultats, ils n'influent pour personne. Par contre, les gens qui votent pour le FN sont manifestement plus attirés par la candidature de ce parti que par tous les autres partis en présence. Si des gens votent pour le FN, ce n'est donc pas à cause des abstentionnistes, mais bien parce que les autres partis n'ont pas réussi à les convaincre de voter pour eux !

Quand on sait qu'il y a 25 ans, le FN n'existait pas électoralement, quand on sait que des propos à caractère raciste sont régulièrement prononcés par des politiciens de tous bords (de droite ou de gauche; n'oublions pas que c'est le PCF qui, le premier, a relancé la question d'un «problème» de l'immigration, en rasant au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés en construction à Vitry, en 1981...), quand on sait que ces politiciens une fois au pouvoir font tout pour attirer à eux les électeurs frontistes en préférant s'attaquer aux sans-papiers plutôt qu'aux inégalités sociales, on peut clairement affirmer que les responsables de ce vote sont les partis qui ont perdu leurs électeurs au cours de ces dernières années ! Entre «lepénisation des esprits», non-respect des promesses électorales par la droite comme par la gauche en matière sociale, il n'y a pas de quoi s'étonner de voir les idées du Front national se banaliser et les partis traditionnels perdre tout crédit aux yeux d'une frange non négligeable d'électeurs...

Par ailleurs, si l'objectif est vraiment de bloquer le FN pour qu'il n'arrive pas au deuxième tour, il faut être réaliste: la seule solution est le «vote utile» au premier tour. Ainsi, les électeurs de gauche qui ne votent pas pour le PS (et le choix des partis de gauche est important) sont bien plus objectivement responsables de la présence du FN au second tour que les abstentionnistes ! En n'assurant pas l'union de la gauche, ils affaiblissent le candidat le mieux placé pour atteindre le second tour, et accroissent ainsi les risques de renouveler une situation identique à 2002. Les attaques anti-abstentionnistes sont particulièrement inacceptables venant de leur part !

Dire enfin que les abstentionnistes favorisent le FN, c'est tabler sur le fait que si les abstentionnistes votaient, ce ne serait pas pour le FN. Rien ne permet pourtant de l'affirmer ! Ceux qui mènent campagne pour l'inscription sur les listes électorales, de l'UMP à la LCR, eux, invitent les gens à voter EN SOI, donc prennent le risque de faire passer des gens du statut d'abstentionniste à celui d'électeur lepéniste...

Pourquoi ne votez-vous pas pour le moindre mal alors, pour barrer la route à Sarkozy et LePen ?

Comme nous l'avons dit, si on veut barrer la route à Sarkozy et à Le Pen, il faut voter pour la candidate du Parti socialiste (ou pour François Bayrou ?;-)). Il ne faudrait pourtant pas oublier que le Parti socialiste a déjà beaucoup eu le pouvoir ces 25 dernières années. L'espoir suscité par l'élection de Mitterrand en 1981 était fort; les nombreux déçus de cette élection s'en souviennent encore. «Celui qui n'est pas anticapitaliste ne peut pas être au Parti socialiste», clamait pourtant Mitterrand quelques années avant... On a vu le résultat: aggravation des problèmes sociaux, du chômage et de la précarité; diffusion des thèses de l'extrême droite, reprises pour certaines par les partis «traditionnels» de droite comme de gauche, avec pour conséquence un durcissement permanent de la répression... Voilà le bilan que l'on peut tirer de ces 25 dernières années, quelle qu'ait été la couleur du gouvernement. Nous jeter dans les bras des socialos pour éviter Sarko ne résoudra rien.

Ségolène Royal propose la création de 500 000 «emplois trempilins» pour les jeunes. On sent bien là revenir l'idée des emplois jeunes, ressortis sous un nouveau nom; ou comment rayer des listes du chômage un certain nombre de personnes en leur plaçant des emplois précaires. Royal promet également un SMIC à 1500 €, dont on ne sait pas s'il s'agit du revenu brut ou net, mais pour lequel il existe surtout une clause permettant à la candidate de ne pas respecter son engagement, avec ce «dès que possible» traduisant bien la timidité de notre socialiste... Quelle véritable différence avec la politique du quinquennat qui s'achève ? Est-ce là tout ce que la gauche a à nous proposer en réponse à la droite ?

Ces 5 dernières années nous ont montré à quel point le PS s'accordait en silence avec la droite sur l'essentiel des réformes menées, tant l'opposition s'est fait discrète. Quand cela n'a pas été le cas, comme en 2003 avec la mobilisation contre la réforme des retraites, c'est pour finalement entendre aujourd'hui, de la bouche de Jean-Marc Ayrault sur France 3, que le PS ne reviendra pas sur cette réforme car il est des sujets sur lesquels il faut savoir avancer [1]. La candidate socialiste ne dit pas un mot sur les lois sécuritaires de Sarkozy, il semble évident qu'elle ne les abrogera pas. En fait, la seule chose sur laquelle elle compte revenir, c'est le CNE. Il y a fort à parier que, sans la forte mobilisation étudiante et lycéenne du printemps 2006, le sujet serait tombé aux oubliettes: si on n'a pas beaucoup entendu les socialistes quand le CNE est passé (hors une journée de mobilisation le 4 octobre), ils ont par contre été contraints de prendre la parole lors du CPE, car les lycéens et étudiants ne les avaient pas attendus pour protester !

Le seul rôle des socialistes a alors été de réduire les revendications au seul retrait du CPE, de tenter de manipuler la lutte en en décrétant la fin, et de récupérer des voix pour 2007... On se souvient de Ségolène Royal déclarant aux lycéens qui s'offusquaient que certains de leurs camarades aient écopé de deux mois de prison ferme après les manif anti-CPE, et alors même que ce n'étaient pas des «casseurs»: «Il faut savoir prendre son risque. C'est ça, les luttes!» [2]

En fait, cela rappelle l'attitude traditionnelle de la gauche depuis le célèbre: «Il faut savoir arrêter une grève» de Maurice Thorez en 1936... Sauf que, contrairement à cette époque, le Front populaire (rebaptisé gauche plurielle de nos jours) était dans l'opposition en 2006 ! Si même dans l'opposition, la gauche plurielle fait preuve de tant de lâcheté, que peut-on en attendre une fois au pouvoir !!!?

Les dirigeants du PS, comme tous les politicards, veulent le pouvoir pour eux-mêmes. On sait, par expérience, que ce parti ne réalise pas ses promesses. En 1997, les socialistes ont mené campagne sur trois thèmes principaux: l'emploi, la santé et l'éducation. «Quelques semaines plus tard, le Premier ministre Lionel Jospin, dans son discours d'orientation générale, annonçait finalement "deux priorités: l'emploi et la sécurité"» [3]. Concernant l'emploi, la mise en place des emplois jeunes, précaires à souhait, et le passage aux 35 heures présenté comme une mesure de progrès social et qui permet en fait aux employeurs, grâce à l'annualisation du temps de travail, de bénéficier de plus de flexibilité dans l'usage de la main-d'œuvre. Concernant la sécurité, criminalisation des gens vivant en banlieue, entretien de l'amalgame entre immigration et insécurité cher à Le Pen, les premières lois sur la sécurité quotidienne (comme les 10 amendes RATP en une année qui conduisent en prison [4])... Sarkozy a un discours beaucoup plus direct, mais le «racaille» dont pas mal de monde s'est indigné est-il si différent sur le fond des «sauvageons» de Chevènement ?

En septembre 1997, l'abrogation des lois Pasqua promise trois mois plus tôt a cédé la place à la loi Chevènement, poursuivant la persécution dont les sans-papiers sont victimes. Le ministre de l'Intérieur de l'époque a également transformé en délit le fait, pour un passager, de se solidariser avec les expulsés [5]. Comment prendre au sérieux les déclarations du PS ces derniers jours à propos de la mise en garde à vue d'une directrice d'école qui s'est solidarisée avec un sans-papiers arrêté par la police ? Quand il est au pouvoir, le Parti socialiste arrête et expulse de la même manière. Qui croit franchement qu'avec la gauche au pouvoir, les flics seront moins arrogants, moins méprisants ?

À ce propos, touchons un petit mot au sujet des communistes. Ils ont beau aujourd'hui discourir sur les services publics, sur le caractère répressif de Sarkozy, ou encore sur le droit au logement (à Levallois, par exemple); il n'empêche que, tout comme pour les socialos, la réalité parle pour eux: ils ont participé au gouvernement Jospin, qui a plus privatisé que le gouvernement Jupé qui le précédait. Concernant la police, l'affiche «Pour la sécurité» de la campagne de Marie-George Buffet en 2007 est éloquente: la deuxième promesse que l'on peut y lire est l'augmentation des effectifs de police et de justice ! Enfin, si le PCF

discourt contre les expulsions, là où il est aux affaires (quand il est au gouvernement, à Montreuil...) il n'a aucun problème à en pratiquer, envoyant les flics réprimer les gens solidaires des personnes expulsées. Au PC, aux Verts comme au PS, on est donc en permanence dans le double discours et le mensonge.

Sur le plan international, la France se targue d'être un modèle de démocratie, pourtant tous ses chefs d'État, de gauche comme de droite, sont liés plus ou moins intimement avec les dictateurs qui pullulent sur terre. Mieux encore, la France fait partie des premiers pays vendeurs d'armes au monde. Et quand Ségolène Royal parle de «développement partagé», ce n'est pas parce qu'elle considère les guerres et la misère qui ravagent notre planète comme un dramatique problème qu'il convient de régler au plus vite, mais parce qu'elle veut réduire l'immigration, considérée comme un problème, voire par certains comme étant le problème à l'origine de tous nos malheurs. L'aide aux pays pauvres n'est que la solution pour régler le «problème» de l'immigration ! C'est, ni plus ni moins, ce que dit le Front national, dont tous les partis ont de moins de moins de scrupules à reprendre les propos et à les banaliser. Les partis «traditionnels» ont en effet beau feindre de se démarquer du FN, ce dernier ne leur sert pas moins d'épouvantail bien pratique pour inciter les gens à voter pour eux, et ils ne font finalement qu'atténuer et adoucir les idées du FN pour mieux se les approprier, parlant des étrangers comme des «misères du monde».

Une petite remarque historique: c'est une Assemblée majoritairement de gauche qui a donné les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Sur les 669 députés et sénateurs présents, 569 votent les pleins pouvoirs (la droite, la majorité des socialistes et des radicaux), 20 s'abstiennent et 80 votent contre (parmi eux, 36 socialistes et 13 radicaux). 170 parlementaires de la SFIO, le PS de l'époque, ont ainsi accordé les pleins pouvoirs au Maréchal. Ce qui est intéressant, c'est de lire la façon dont le PS justifie cela aujourd'hui, sur son site Internet [6]: «L'opinion des parlementaires socialistes est alors, hélas, le reflet de l'opinion générale du pays.» Si les élus socialistes, finalement, ne sont pas capables de tenir le cap qui est le leur en défendant leurs idées, et cèdent à l'air du temps quand celui-ci se fait droitier, alors à quoi bon voter pour eux ?

A l'heure qu'il est, l'Assemblée nationale vient de voter une augmentation de revenus à l'unanimité: la leur. Si ces gens, de l'UMP ou du PS, ne règlent pas les inégalités sociales, ils n'ont aucun problème à prolonger la durée pendant laquelle ils pourront toucher des indemnités parlementaires fort grassouillettes, s'ils ne sont pas réélus en juin prochain. Au lieu de percevoir des indemnités pendant 6 mois, ils les toucheront désormais pendant... 5 ans ! [7] Ces salopards de l'UMP et du PS ne sont ni de droite ni de gauche, ils sont du pouvoir. Nous n'avons rien à voir avec eux, ce n'est pas en soutenant un clan contre un autre (le PS contre l'UMP) que nous sortirons de la situation qui est la nôtre, mais par la lutte. Ne donnons pas une seule voix à ces pourris !

Mais pourquoi ne votez-vous pas alors pour l'extrême gauche ?

En effet, si l'on n'est pas satisfait des politiciens à la droite du PCF qui ont participé au gouvernement dans les années récentes, pourquoi ne pas se rallier au vote d'extrême gauche ?

Il faut d'abord partir d'un constat simple: La croyance de leur part en la «neutralité» de l'État, qui pourrait, entre leurs mains, devenir un outil de défense des travailleurs, constitue déjà en soi une incontestable frontière entre l'extrême gauche et les anarchistes dont nous sommes. De notre point de vue, la nature oppressive de l'État – qui ne défend que les intérêts d'une oligarchie en place – nous empêche clairement d'envisager qu'un changement social réel puisse intervenir en dehors de sa destruction.

Les militants d'extrême gauche, contrairement aux anarchistes, ne cherchent pas à développer l'autonomie des luttes, en s'accommodant parfaitement de rôles dirigeants. Ils estiment en effet que le problème de l'organisation des opprimés réside dans le fait qu'ils sont mal dirigés (direction qu'il convient de remplacer), et non dans l'existence même de structures hiérarchiques. Cette lutte pour le pouvoir a pour conséquences le même genre de bassesses et de manœuvres que celles auxquelles les politiciens plus traditionnels sont habitués. Cette recherche du pouvoir se traduit évidemment dans les luttes, ce que quiconque a déjà pu constater s'il a participé à un mouvement social: encadrement des manifs, manipulation des AG, tentatives de prise de direction des mouvements... Tout cela aboutit à la déresponsabilisation des gens en lutte, réduits comme dans la vie courante à «participer passivement», ce qui est à des années-lumière de l'auto-organisation que nous souhaitons promouvoir, seule garantie pour chacun de faire valoir son point de vue, à égalité avec ses compagnons de lutte; seul moyen également d'assurer une véritable force collective.

Les programmes présentés par les partis d'extrême gauche ont de toute façon abandonné toute portée révolutionnaire. On nous y parle de nationalisations (comme le PS en 1981), on prône le retour aux 37,5 annuités pour tous (ce qui correspond à ce que connaissait le secteur public il y a seulement 5 ans), on nous parle de taxer fortement le capital sans jamais remettre en cause l'existence même des firmes multinationales dont il est question, sans interroger non plus la production réalisée, ni donc remettre en question la croissance, le travail, et la finalité de celui-ci; il n'y a aucune rupture avec l'idéologie positiviste qui veut que le «progrès» technique et scientifique soit nécessairement bénéfique à l'humanité. Ainsi, Arlette Laguiller se prononce pour la poursuite du nucléaire. On critique la «police du capital» tout en demandant l'établissement d'une «police de proximité» de manière bien floue. Au détour d'une interview, on nous dit que les sans-papiers doivent être régularisés car ils sont... utiles pour les Français! [8] Par anti-américanisme primaire et de manière absolument contraire à la position de classe propre aux révolutionnaires, on condamne l'arme atomique, mais on prend position pour le droit de l'Iran à en disposer [9]. On demande enfin un SMIC à 1 500 € et une

augmentation de tous les salaires de 300 €, ne remettant ainsi aucunement en cause la hiérarchie salariale et les inégalités qui en découlent au sein de la société... Bref, de deux choses l'une: soit nos partis d'extrême gauche ont perdu toute ambition révolutionnaire (voir à ce sujet la partie «utopie» plus bas), soit ils nous prennent pour des imbéciles, incapables de comprendre et de s'approprier un discours rupturiste; dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas avec ces gens-là que nous pourrions retrouver l'espoir d'un changement radical, et ce d'autant plus lorsque ceux-ci acceptent de tomber dans la démagogie, au même titre que tous les autres candidats, tel Olivier Besancenot (LCR) déclarant sur France 2 que la fortune de Zidane ne le dérange pas car le footballeur n'a exploité personne, à part son ballon, pour en arriver là [10].

Vous ne proposez rien...

Si on entend par là «proposer un programme clés en main pour changer la société», oui, c'est vrai. Nous ne sommes candidats à rien, nous faisons simplement le constat que cette société ne nous convient pas et que nous souhaitons la combattre. Nos analyses et notre vision du monde nous conduisent à proposer des principes de base sur lesquels faire reposer nos actes: refus de la hiérarchie, solidarité, égalité, liberté. Pour le reste, c'est à chacun d'envisager l'avenir qu'il souhaite et à s'organiser pour œuvrer à sa réalisation. Nous cherchons simplement à promouvoir l'autonomie [11], seule à même de garantir, sur la base des principes éthiques sus-cités, une émancipation de l'humanité dans une égale considération pour tous et toutes.

Vous êtes utopistes de toute façon.

Certes, le rapport de force idéologique et pratique n'est pas en faveur des révolutionnaires, loin de là. Pourtant, plus nous serons nombreux à refuser l'idéologie dominante, les inégalités sociales, le nationalisme... et plus les luttes seront fortes et auront des chances d'aboutir. Il ne tient qu'à nous tous de prendre nos responsabilités et de savoir ce que nous voulons, pour agir en conséquence. En se disant que les aspirations émancipatrices sont justes mais utopistes, et donc en restant les bras croisés, on est sûr que les ambitions révolutionnaires resteront à jamais la songe de quelques personnes.

Il serait plus intéressant de se poser une autre question: l'utopie, ne serait-ce finalement pas de vouloir vivre véritablement mieux dans ce système autoritaire et capitaliste ? [12] Autrement dit, la véritable utopie ne réside-t-elle pas dans le fait de penser pouvoir changer quelque chose par le vote ? Nos dirigeants nous disent que s'abstenir, c'est laisser les autres décider pour nous... Pourtant, la réalité est exactement inverse: voter, ce n'est que choisir ceux qui vont décider pour nous. Par ailleurs, le système est tellement verrouillé dans l'intérêt des classes dirigeantes qu'il est invraisemblable de croire que des élus sincèrement anticapitalistes puissent accéder au pouvoir, rester intègres, et mener leur politique. [13] (...)

CNT-AIT

Notes

[1] France 3: «Français votez pour moi», 5 mars 2007

[2] *Le Monde*, 4 avril 2006

[3] Pierre Tevanian et Sylvie Tissot, *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, L'esprit frappeur, édition 2002, page 15.

[4] Depuis le vote de la Loi de sécurité quotidienne en novembre 2001, la fraude par habitude – 10 amendes en moins d'un an – est passible de six mois de prison et 7 500 € d'amende.

[5] Les délits de «complicité de refus d'embarquer» et «entrave à circulation d'aéronef» ne s'appliquaient pas auparavant aux passagers qui protestaient contre les expulsions.

[6][http://centenaire.parti-socialiste.fr/article.php3%03Fid_article= 301.html]

[7] [<http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/viewtopic.php?t=2271>]

[8] Journal national de France 3, mardi 27 mars 2007: «Monsieur Sarkozy dit: "Il faut une immigration choisie", c'est-à-dire qu'il reconnaît lui-même qu'il y a besoin que des immigrés vivent dans ce pays, et puis c'est vrai pour la majorité de l'Europe. C'est vrai qu'il y a un tas d'emplois que des parents français n'ont pas envie de voir faire à leurs enfants, parce qu'ils leur ont fait faire des études pour avoir d'autres emplois et qu'heureusement, bien souvent, y'a des travailleurs immigrés sur les chaînes de montage automobile, pour faire les routes aujourd'hui, pour construire nos maisons.»

[9] Arlette Laguiller (encore elle !) sur France Info, mardi 27 mars 2007.

[10] «L'arène de France», mercredi 6 septembre 2006.

[11] Pour plus de précisions, lire nos brochures *Anarchosyndicalisme et autonomie populaire* et *La FORA, organisation ouvrière anarchiste argentine*.

[12] Voir la brochure des Jeunes Libertaires de Toulouse: *L'anarchie, utopie ou nécessité?*

[13] Voir à ce sujet la brochure *Pour l'abstention*, notamment des pages 9 à 12.

Retour sur les élections présidentielles et législatives

On aurait pu penser que la situation post-électorale que nous vivons, aurait vu émerger une mobilisation importante à la «hauteur» du matraquage médiatique quotidien distillé pendant toute la campagne présidentielle. Celui-ci avait d'ailleurs commencé bien avant, avec la propagande d'incitation à s'inscrire sur les listes électorales.

Pourtant, depuis l'élection de Sarkozy, des révoltes (*) et rassemblements spontanés se sont fait jour dans plusieurs villes mais sans perspectives réelles pour le moment: l'attentisme est à l'ordre du jour.

Tandis que la droite se félicite et se pâme de toute-puissance, la gauche en pleine décomposition en est réduite à quelques gesticulations moribondes: certains quittent même ses rangs pour rejoindre le gouvernement d'un homme qu'ils estimaient «dangereux» avant le résultat du second tour des présidentielles; et l'apathie règne jusqu'à l'extrême gauche.

Les effets de rabattage aux urnes de la part de toutes les organisations de gauche et d'extrême gauche peuvent expliquer une partie de la démoralisation: en effet quelle peut être leur réponse à un scrutin «démocratique» quand une partie de leurs préoccupations se centre sur l'électoratisme ? En toute logique, la critique de la «démocratie» les prendrait à leur propre piège, les pousserait à remettre en cause leur propre fonds de commerce, le fait de chercher des strapontins électoraux, les jeux d'appareil, etc.

On peut néanmoins attaquer la «légitimité» toute relative de ce scrutin sur quelques points. Quand il ressort de la bouche d'un des chefs de l'UMP que «Ce n'est pas la rue qui gouverne», comment peut-on croire une seconde que le système de représentation actuel est démocratique ? Dans un fonctionnement démocratique, rendre des comptes de la part des élus serait la condition de base pour que ce système puisse être crédible. Or, jamais n'est posée la question de la révocabilité des mandats.

D'abord, cette accession à la «légitimité démocratique» et à la caste dirigeante est chargée de verrous, elle n'est ouverte la plupart du temps qu'à une clique d'énarques et/ou de carriéristes. Ajoutons qu'un mandat de député rapporte à celui-ci 6 952 € bruts – 5 178 € nets- par mois. A l'issue de son mandat, il touchera une allocation chômage du même

montant pendant cinq ans, puis il bénéficiera d'une rente à vie de 1 135 €, soit 20% de son traitement [1].

De plus, la manne financière liée au nombre de voix est suffisamment intéressante – 1,66 € par voix à condition de dépasser les 1% de voix dans au moins cinquante circonscriptions –, pour que certains individus prennent le risque de se lancer dans le jeu électoral. L'inflation des candidatures a été surprenante. Petits et nouveaux partis ont alors fleuri étrangement en cette période des législatives: rien que trois chapelles différentes écolos dont une qui avait fait parler d'elle avec Francis Lalanne, des partis inconnus au bataillon comme La France en Action dont certains candidats sont des membres de sectes diverses comme celle de l'Ordre du temple solaire... Cela traduit l'état de décomposition de notre société où 1% des électeurs sont prêts à accorder leurs voix à n'importe quelle secte mystique venue de nulle part (on se rappelle la candidature du Parti de la Loi naturelle, défenseur du vol yogique lors des élections européennes).

En revanche, la stratégie «pédagogue» des partis d'extrême gauche est moins évidente. Aussi A. Laguiller affirme dans le même temps lors de la dernière campagne des législatives que le vote est «un chiffon de papier» et que voter pour L.O serait un gage de faire grève dès les premières mesures contre les travailleurs.

Quant à la LCR, le discours de O. Besancenot revient à dire que le parlementarisme est compatible avec un changement de société [2].

Il faut aussi prendre en compte la part importante de l'abstention. A ces dernières législatives, la moyenne nationale a été de 40%. Certains quartiers populaires ont même totalisé largement plus de 50% d'abstentions. C'est dire le discrédit et/ou le désintéressement portés à la politique. Comment s'en étonner alors que depuis des décennies, la politique fait dans le spectacle et le show business (émissions politiques questions/réponses, politique people avec son lot de démagogie et d'artifice, etc.). Elle est devenue une offre de consommation parmi d'autres, mais se révèle à chaque fois une arnaque.

Ce qui a été frappant à cette dernière élection présidentielle a été la personnalisation [3] du vote: on culpabilise individuellement l'électeur ou l'abstentionniste, mais on déresponsabilise la population sous couvert de «démocratie», laissant place au fatalisme, à la résignation, voire au nihilisme.

D'après nos représentants, nos journalistes, nos économistes, etc., un dépassement du système économique et politique en place serait de toute façon impensable, seule resterait possible la négociation «concertée» de la régression sociale. Le moyen de s'opposer à la marchandisation globale ne peut décidément pas résider dans la morgue «démocratique». Combattre l'isolement, la vision d'un ennemi imaginaire (le voisin, l'«immigré», etc.), peut faire notre force à condition de sortir de l'individualisme quotidien et de la valorisation marchande.

CNT-AIT

(*) Commentaire de *Ni patrie ni frontières*: En fait de «révoltes» il s'est agi de protestations ultraminoritaires, limitées dans le temps et dans l'espace, et liées, pour l'essentiel, aux provocations policières (présence massive de cars de CRS dans des quartiers populaires, charges contre des rassemblements pacifiques dès le soir de l'élection, utilisation de chiens policiers, répression violente et totalement disproportionnée, notamment dans les banlieues parisiennes, mais aussi dans des villes de province) et surtout à la déception de beaucoup de jeunes que Royal n'ait pas été élue au second tour. On peut parier sans risques qu'aucun de ces «mécontents» n'aurait manifesté pour dénoncer le «social-libéralisme» de la candidate PS, le soir de son élection. Bien au contraire, on les aurait retrouvés avec des drapeaux tricolores en train de nous jouer un remake du 10 mai 1981... Les exagérations de la CNT-AIT rejoignent inconsciemment le raisonnement de ceux qui s'indignaient de l'élection de Sarkozy, jugée «illégitime», ou «fabriquée par les médias», constats qui refusent de prendre en compte l'ampleur du taux de participation aux deux tours et du score obtenu par le candidat de la droite gauloise. On ne peut mettre sagement un bulletin dans l'urne et ensuite clamer que les dés sont pipés parce que le candidat adverse a gagné. De même on ne peut refuser de voter, pour ensuite protester à cause du résultat d'une élection que l'on a boycottée...

Notes

[1] Loi votée en catimini à l'Assemblée nationale le 1/02/07 à l'unanimité (UMP, UDF, PS, PCF), voir *Le Canard Enchaîné*, 7 février 2007.

[2] Cf. premier film de campagne officiel pour les législatives
<http://www.radio-rouge.org/index.php/Legislatives-2007/p4>

[3] Pour comprendre comment la «personnalisation» est un processus à l'œuvre dans nos sociétés modernes, lire G. Lipovetsky, *L'ère du vide, essais sur l'individualisme contemporain*, Folio Essais, 1979.

Elections françaises du printemps 2007: le retour de l'Etat fort

*La France dans le sillage de l'Allemagne
(pas des Etats-Unis de Bush...)*

«Cette élection marque une véritable rupture dans la vie politique française: rupture des générations, changement de style, évolution du système des partis et du jeu des alliances, évolution des axes programmatiques» (CEVIPOF, Centre de recherche politique de Sciences Po).

Les quatre élections françaises au suffrage universel du printemps 2007, deux tours de présidentielles suivis, un mois plus tard, par deux tours de législatives, ont marqué le début de la solution de la crise politique rampante au sommet de l'Etat français qui se traînait, avec des hauts et des bas, depuis près de deux décennies, avec la première cohabitation sous le premier mandat présidentiel de François Mitterrand. Cette crise prolongée a été ponctuée par des formidables et soudaines vagues de luttes des travailleurs en France.

Il suffit de rappeler les combats des cheminots de décembre 1986, les fortes agitations étudiantes concomitantes à celles des cheminots contre la réforme Devaquet, la grève de la SNECMA au printemps 1988, les grèves des personnels paramédicaux à l'automne 1988, l'émeute d'octobre 1990 à Vaulx-en-Velin, la révolte de 1994 des jeunes travailleurs en formation des IUT contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle), le printemps ouvrier de 1995 pour les salaires avec, en pointe, l'usine Flins de Renault et celle de LU (Danone) d'Evry, la gigantesque grève des transports de novembre-décembre 1995, les agitations des chômeurs de décembre 1997 et la révolte des jeunes au printemps 2006 contre le CPE et le CNE.

La plupart de ces combats ont vu l'Etat s'engager en première ligne en défense de l'ordre établi. Quoique circonscrites dans le temps et à des secteurs de classe souvent vastes mais particuliers, il n'a pas été rare que le gouvernement soit obligé de reculer, rendant l'Etat incapable de se restructurer et de comprimer ses dépenses. A la différence d'autres pays, la crise fiscale de l'Etat (voir l'appendice) n'a affaibli ni les appareils de force du capital ni l'administration civile. C'est une spécificité française. Les fragilités du politique en France, de l'exécutif de l'Etat n'ont fondamentalement pas déteint sur l'appareil d'Etat.

Crise prolongée du sommet donc, mais pas crise de l'Etat en tant que tel. Jamais vraiment paralysé mais rongé par d'interminables querelles intestines, donc incapable de se «réformer», l'exécutif a avancé au ralenti

pendant plus de vingt ans, systématiquement à la traîne de l'action des forces opposées internes à la société civile. Mais la crise du sommet risquait d'emporter peu à peu les nombreux rouages de la machine étatique. Davantage par immobilisme qu'en raison de choix erronés des plus hauts décideurs. Les finances publiques en ont souffert en premier.

Voici comment le Crédit Agricole résume la situation:

«Le ratio dette publique/PIB, qui s'était légèrement réduit entre 1998 et 2001, de 59% à 56%, n'a cessé de se dégrader depuis et a atteint 66,6% en 2005. En 2006, il devrait être réduit à 64,6%, mais ceci est principalement lié à des mesures exceptionnelles, décidées en mai 2006 (réduction des excédents de trésorerie des administrations publiques, grâce à une meilleure efficacité de la gestion de trésorerie; cessions d'actifs de l'Etat affectés au désendettement, notamment sociétés d'autoroute, Alstom, Aéroports de Paris). Ce ratio de dette reste très élevé, supérieur au seuil de 60% fixé par le traité de Maastricht. De même, le ratio déficit public/PIB reste élevé, même s'il a été réduit: 2,6% attendus en 2006, après 2,9% en 2005 et 3,7% en 2004. Depuis le début de l'année, la France n'est plus sous le coup d'une procédure pour déficit excessif.»

Mais là où les différents exécutifs qui se sont succédé à l'Elysée et à Matignon se sont montrés les plus inefficaces aux yeux des classes dominantes, c'est sur le terrain de la gestion du marché du travail.

«Depuis le début de la décennie, l'économie française a connu une croissance moyenne de l'ordre de 2% par an. La source principale de croissance est venue de la demande intérieure (...). Le cas français est très différent de celui de l'Allemagne. Outre-Rhin, des politiques d'offre (baisse du coût du travail, réforme du marché du travail, outsourcing [mise en place d'une sous-traitance du système informatique de l'entreprise. Ou: «externalisation», *NPNF*], baisse de la taxation des profits de sociétés, etc.) ont permis une amélioration de la compétitivité, des gains de parts de marché à l'exportation, ainsi qu'une amélioration de la rentabilité et de l'investissement des entreprises. En revanche, la demande intérieure globale est restée déprimée du fait de la faiblesse des revenus d'activité, conséquence de ce choix de croissance» (*idem*).

Conséquence de cela:

«La compétitivité de l'économie française se dégrade depuis le début des années 2000. Le premier élément qui révèle l'érosion de la compétitivité extérieure de la France est la dégradation des performances à l'exportation. Le solde de la balance commerciale accuse un déficit récurrent depuis le début de la décennie (-30 milliards d'euros fin 2006, contre un excédent de 14 milliards d'euros fin 1999). En outre, les parts de marché à l'exportation, mesurées par le rapport (en valeurs et en dollars) entre les exportations françaises et les importations des partenaires commerciaux, reculent depuis le début des années 1990 (6,5% contre 4,3% en 2006)» (*idem*).

Depuis de longues années, les patrons exigent des «réformes» allant dans le sens d'accroître considérablement la flexibilité du marché du travail dans le sillage des lois successives sur la Réduction du temps de

travail (RTT) et la durée du temps de travail pour accroître la productivité du travail², «réactiver» les chômeurs de longue durée afin qu'ils pèsent plus sur les travailleurs ayant un emploi³, réduire les impôts sur les sociétés et sur les gros patrimoines⁴, augmenter la partie autofinancée par les travailleurs de la protection sociale⁵ et mettre la

² “ Les gains de productivité de l'économie française sont faibles. La productivité moyenne du travail a progressé de 1% en moyenne entre 1995-2005. Par comparaison, les gains de productivité au cours de la même période s'élevaient à 1,6% en moyenne dans les pays de l'OCDE et 2% aux Etats-Unis ” (Crédit Agricole).

³ “ Malgré une relative amélioration depuis le milieu des années 1990, la situation du marché du travail français reste préoccupante. Le taux d'utilisation du potentiel de la main-d'œuvre est en effet parmi les plus faibles des pays industrialisés ” (Crédit Agricole).

⁴ “ Le taux actuel de l'impôt sur les sociétés (IS) est de 33,33% du bénéfice imposable. Il a été abaissé graduellement ces dernières années et des allègements spécifiques sont effectués pour les PME et notamment les ‘gazelles’ (PME à fort potentiel de croissance). Mais il reste supérieur à ceux des partenaires européens (30% environ dans l'UE15, 12,5% seulement en Irlande). Et nos voisins continuent à le réduire (en Allemagne, le taux ‘fédéral’ va passer de 25 à 15% en 2008). De nouvelles baisses de l'IS paraissent donc nécessaires pour rester fiscalement compétitif et lutter contre les délocalisations ” ... “ La taxe professionnelle est la principale ressource des collectivités locales. Elle a été nettement allégée en 2006: plafonnement à 3,5% de la valeur ajoutée et dégrèvement pour les nouveaux investissements. Cette taxe est toutefois assise sur la valeur locative des immobilisations corporelles (équipements, locaux, terrains, etc.). Elle pénalise donc les secteurs à forte intensité capitalistique ” (...) “ Les contributions sociales des employeurs sont très élevées, avec un taux de cotisation d'environ 45% pour les salaires supérieurs à 1,6 SMIC. Au niveau du SMIC, les cotisations de Sécurité sociale (régimes de base) ont été très fortement réduites depuis 1993, de 30% à 4%. Ceci a été en partie destiné à compenser les effets haussiers sur les coûts horaires de la mise en place des 35 heures. Le système actuel est fortement progressif, dans le but d'inciter à l'embauche des travailleurs peu qualifiés. Mais le poids des contributions sociales reste globalement très élevé, ce qui affecte la compétitivité des entreprises et les créations d'emploi ” ... “ Les recettes de l'impôt sur le revenu (IR) sont faibles en France, 3,2% du PIB en 2006 contre environ 9% dans l'UE15. L'IR a été abaissé de 9 milliards, 17% environ, sur les cinq dernières années. Et un ‘bouclier fiscal’ est mis en place en 2007: les impôts directs des ménages (IR, ISF, impôts locaux) ne pourront plus excéder 60% de leur revenu. Ces divers allègements ont contribué à la bonne tenue des dépenses de consommation ” (idem).

⁵ “ Selon les dernières projections du Conseil d'Orientation des Retraites, le déficit des régimes de retraite atteindrait 0,7% du PIB en

recherche et l'École plus encore au service des entreprises tout en dépensant moins pour elles⁶. Le programme général fixé par les industriels et banquiers français tient du diagnostic qui prétend que, ces dernières années, l'Allemagne a fait mieux que la France.

«Les coûts salariaux unitaires (CSU) – rapport de la masse salariale sur la valeur ajoutée en volume – dans l'industrie manufacturière progressent plus vite que dans le reste de la zone euro. Cette différence tient notamment à la maîtrise des coûts salariaux en Allemagne. Pour limiter la baisse de leurs parts de marché en volume, les exportateurs français ont dû consentir des efforts sur leurs prix de vente, probablement à travers une réduction de leurs marges. Enfin, sur la compétitivité 'hors coûts' (qualité, contenu en innovation et en technologie des exportations), la France occupe une position moyenne, moins bonne que l'Allemagne» (*idem*).

Etat plus économe, plus réactif aux exigences changeantes des classes dominantes, moins «protecteur» des couches les plus faibles de la société civile et moins «garant» des acquis sociaux, voilà ainsi résumée la ligne de conduite que les classes dominantes ont demandée à leur organe général d'adopter sans traîner. Ces vœux ont rempli de sens le mot «rupture» abondamment agité par les trois candidats des partis traditionnels de gouvernement, Nicolas Sarkozy (UMP), Ségolène Royal

2020 et 1,7% du PIB en 2050. De telles projections, évidemment fragiles, surtout au-delà de 2020, montrent que de nouvelles mesures seront nécessaires. Un rendez-vous est déjà prévu en 2008 par la loi Fillon pour évaluer et adapter cette réforme” (*idem*).

⁶ “La France est caractérisée par un montant élevé de dépenses intérieures de R&D (35 milliards d'euros en 2004). Elle se situe au 4e rang de l'ensemble des pays de l'OCDE. L'intensité de l'effort de R&D (ratio des dépenses globales de R&D sur PIB) s'établissait à un niveau supérieur à la moyenne de l'UE. La part des activités de R&D en France effectuées par les entreprises est relativement faible. L'intensité de l'effort de R&D effectué par les entreprises place certes la France au-dessus de la moyenne de l'UE, mais seulement en 12^e position dans l'ensemble de l'OCDE” ... “Les dépôts de brevets constituent le principal indicateur utilisé pour évaluer la capacité d'innovation et les performances technologiques. Dans ce domaine, la position de la France est en net repli. Selon l'OCDE, la part de la France en brevets triadiques a baissé de plus d'un point entre le début des années 1990 et 2002, à 4,8%” ... “Pour la plupart des indicateurs retenus traduisant l'effort consacré à l'éducation, la France occupe une position supérieure à la moyenne. Les dépenses totales (publiques et privées) consacrées à l'éducation au sens large (primaire, secondaire et supérieur) étaient supérieures à la moyenne des pays OCDE en 2003 (6,3% du PIB contre 5,9%). Toutefois, la part des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur reste faible, à 1,4% du PIB, juste au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE. De plus, le coût annuel par étudiant de l'enseignement supérieur est inférieur de 5% à la moyenne des pays OCDE à 10 704 USD en 2003” (*idem*).

(PS) et François Bayrou (UDF), par-delà leurs querelles ponctuelles sur telle ou telle mesure ou calendrier d'application.

Avec une telle feuille de route, les trois candidats de gouvernement avaient peu à donner aux électeurs. C'est pourquoi toute la longue campagne électorale en quatre temps a été caractérisée par la grande vacuité de propositions «alléchantes» pour les travailleurs et par la référence permanente à l'autorité, au travail, à l'ordre, à la patrie et à la famille.

«Nicolas Sarkozy, en tant que principal leader de la droite, a épousé le courant de 'droitisation' de la société française, sensible particulièrement sur le terrain des valeurs où d'importants secteurs de la population sont en demande de repères forts sur le terrain de l'ordre, de l'autorité, de l'identité nationale et du travail. Une partie de cette thématique a permis à Nicolas Sarkozy de reconquérir un segment significatif de l'électorat du Front national qui suivait, depuis bientôt un quart de siècle, Jean Marie Le Pen» (CEVIPOF).

«Oui, je cherche à séduire les électeurs du FN. Qui pourrait m'en vouloir de récupérer ces gens dans le camp républicain ? J'irai même les chercher un par un, ça ne me gêne pas. Si le FN a progressé, c'est que nous n'avons pas fait à droite notre boulot», déclarait Nicolas Sarkozy quelques mois avant le scrutin. Mission accomplie.

Moins l'Etat a à offrir à ses sujets, plus il met l'accent sur les «valeurs» traditionnelles les plus odieuses comme l'identité nationale. Le grand gagnant du cirque électoral, Nicolas Sarkozy, est celui qui, en toute logique, a su incarner le mieux ce projet et cette idéologie réactionnaires.

L'irrésistible envie d'un Maître

Si l'on devait résumer en une phrase la raison de l'élection triomphale de Nicolas Sarkozy et de ses députés, on pourrait parler d'envie d'un Maître. Les électeurs ont rangé leur citoyenneté en s'exprimant en sujets. La monarchie républicaine, tant décriée depuis le coup d'Etat légal du général De Gaulle de 1958, en est sortie une nouvelle fois renforcée. L'exceptionnelle participation à l'élection présidentielle⁷ et le piètre taux de participation à l'élection législative montrent que les électeurs, dans leur très grande majorité, n'ont pas renoué avec le désir d'en être et de s'engager en politique. Ils ont en revanche librement choisi de confier leur destin à un seul homme et à son clan. La mission que les Français ont confiée à Nicolas Sarkozy est de «restaurer un leadership politique», résumant les «experts» les plus avertis.

La dernière mascarade électorale française témoigne aussi de «la fin d'un cycle d'abstentionnisme protestataire qui se développait depuis

⁷ « Presque 84% des électeurs se sont déplacés, approchant ainsi le record de participation (84,75%) atteint sous la Cinquième République en 1965 lors de la première élection du Président de la République au suffrage universel direct qui avait vu la victoire du général de Gaulle » (CEVIPOF).

plus d'une bonne dizaine d'années» (CEVIPOF)⁸. Pour les révolutionnaires, c'est une leçon importante.

L'abstentionnisme protestataire ne doit jamais être interprété, *en soi*, comme un signe de reprise de la lutte de classes. Le troisième tour dans les rues et les usines tant rêvé par les gauchistes à l'époque du triomphe de l'abstentionnisme protestataire n'a jamais eu lieu. En revanche, le troisième tour de la revanche patronale sur les travailleurs est aujourd'hui plus que probable.

Les brebis égarées (l'étaient-elles vraiment ?) rentrent au bercail: «La forte implication dans ces élections ne marque pas la fin de la défiance politique, elle veut dire simplement que les Français sont revenus à la politique telle qu'elle est faite par les trois candidats issus des grands partis (UMP, PS, UDF) et que leur confiance temporairement retrouvée n'est que prêtée à ceux-ci sous 'bénéfice d'inventaire' [...]. Les Français qui ont beaucoup utilisé, dans les années récentes, la voie de la protestation (cf. l'ampleur du Non au Traité constitutionnel européen lors du référendum de mai 2005) en ont peut-être exploré les limites dans la mesure où celle-ci, une fois le mouvement de mauvaise humeur passée, n'a pas beaucoup de 'lendemains' concrets. En revenant vers les candidats des 'partis de gouvernement', il y a la volonté de tenter de trouver un 'débouché de pouvoir' à la défiance et à la protestation.» (*Idem*)⁹.

Ainsi tout porte à croire que désormais «la crise de légitimité du monde de la représentation politique semble connaître un coup d'arrêt (...) la légitimité électorale [du Président élu, NDLR] sera plus incontestée que dans les élections présidentielles des dix dernières années (1995, 2002)» (*Idem*).

L'autonomie du politique en voie de restauration

Traduction: la crise du politique est enfin endiguée. L'ensemble des prérogatives de l'exécutif peut être restauré. Le consentement électoral explicite d'une majorité confortable de Français, toutes classes

⁸ « Depuis plus de dix ans, les protestations électorales avaient explosé au point de devenir majoritaires en 2002. En 1995 les cinq candidats de la protestation et de la dispersion (Laguiller, Voynet, de Villiers, Le Pen, Cheminade) représentaient 28,64% des suffrages. En 2002, les 12 candidats qui incarnaient ces mêmes tendances (Gluckstein, Laguiller, Besancenot, Taubira, Chevènement, Maman, Lepage, Madelin, Boutin, Le Pen, Mégret, Saint-Josse) représentaient 53,75% des suffrages. En 2007, les huit candidats de même acabit (Schivardi, Laguiller, Besancenot, Bové, Voynet, de Villiers, Le Pen, Nihous) ne totalisent plus que 22,6% des suffrages » (*idem*).

⁹ « A eux trois, les candidats de l'UMP (Nicolas Sarkozy), du PS (Ségolène Royal) et de l'UDF (François Bayrou) rassemblent 75,5% des suffrages, ils n'en attireraient que 42,9% en 2002. Si l'on ne retient que les deux candidats arrivés en tête, ils captent 56,9% des suffrages. En 2002, Chirac et Le Pen n'avaient capitalisé que 36,7%, en 1995 Chirac et Jospin 44,1%, en 1988 Chirac et Jospin 54,1% » (*idem*).

confondues, redonne de l'autonomie à l'Etat et à son sommet. Depuis plus de deux décennies, l'Etat, et en particulier les exécutifs qui se sont succédé à sa tête, ont davantage subi les influences contradictoires, voire opposées, de la société civile qu'il ne les a gouvernées ou, au mieux, suscitées. La nouvelle équipe au pouvoir poursuit en revanche l'idée que la société civile doit évoluer par l'action anticipatrice du sommet de l'Etat.

La figure du Président arbitre au-dessus de la mêlée peut enfin s'effacer au profit de celle du Président / super-ministre de l'Intérieur, chef de meute, toujours en première ligne sur le terrain interne de la guerre de classes. Cette élection se mue instantanément en son contraire: la participation massive des électeurs a signé un chèque en blanc aux élus. Grâce au suffrage universel, le comité d'affaires de la bourgeoisie s'émancipe davantage de l'impératif de représenter de façon adéquate l'intérêt général. Bien sûr, celui-ci correspond toujours à l'intérêt des classes dominantes, mais il doit être interprété et défendu par l'Etat, de telle sorte qu'il apparaisse comme la synthèse des besoins sociaux de l'ensemble de la société tout entière.

Or, le nouveau paysage institutionnel français rend moins pressant et ardu ce travail de mystification. L'incarnation de la société civile par l'Etat semble se faire avec une fluidité majeure et au moindre coût. L'organisation de la démocratie sociale ne nécessite plus la présence systématique d'instituts d'opposition de Sa Majesté, tels les syndicats œuvrant pour une intégration conflictuelle de la classe ouvrière (CGT et SUD avant tout). Ceux qui agissent dans une perspective de cogestion harmonieuse suffisent amplement (CFDT, FO, CFTC), tant que le prolétariat s'en accommode.

Le nouveau parti politique au pouvoir a acquis par les urnes la capacité de représenter en direct les classes dominées sur le terrain du maintien de l'ordre établi, au travail, en famille et dans la vie sociale. Faire travailler plus et réprimer plus sont deux des principales promesses faites durant la campagne électorale que l'exécutif nouveau tiendra à coup sûr. Le «parler vrai» et cru de Nicolas Sarkozy a payé. Des larmes et du sang certes, mais aussi une paix sociale et civile restaurée par la force de l'Etat. La marge de compromis entre les classes est à son plus bas. C'est à prendre ou à laisser. Et une portion conséquente des travailleurs a décidé de prendre, avant tout déçus par leur grande faiblesse en tant que classe, leur incapacité d'adopter une perspective politique autonome, bâtie sur leurs propres luttes contre le capital.

Dans ce sens, la grande victoire en France de la réaction enregistre l'incapacité systématique des mouvements du prolétariat de ce pays de générer un solide organe politique indépendant.

Où est-elle donc passée, la gauche ?

Le vote ouvrier a disparu, bouffé par tant d'années de racisme, d'isolement des prolétaires et de déceptions vis-à-vis des partis et des syndicats ouvriers-bourgeois.

Le candidat Sarkozy «a construit un projet politique articulé autour des valeurs d'autorité, de morale, d'identité nationale, de respect, de

travail et de mérite. Il a porté ce projet avec énergie, constance et en s'émancipant assez souvent du "politiquement correct". En cela, il a rompu avec une période "mitterrando-chiraquienne" qui avait empêché que certains thèmes qui "fâchent" (maîtrise de l'immigration, pouvoir des délinquants dans certains quartiers, délitement de l'autorité, etc.) soient mis au cœur de l'agenda politique» (CEVIPOF).

Au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, 47% des ouvriers votants se sont exprimés en faveur de candidats explicitement de droite et d'extrême droite (Sarkozy, Le Pen, de Villiers et Nihous). Le Centre de Bayrou a été gratifié de 16% du vote ouvrier, score égal à celui cumulé des staliniens, des trotskystes et des écologistes. Quant à Ségolène Royal du PS, elle a fait jeu égal avec son adversaire Sarkozy avec 21% des préférences. Aller chercher dans ces chiffres «le vote ouvrier» relève d'une mission impossible. «Bons scores de la droite chez les syndiqués», titrait le quotidien *Le Monde* le 25 avril. L'appartenance à un syndicat d'intégration conflictuelle n'est plus (et depuis bien longtemps) un gage de positionnement à gauche.

«Jean-Marie Le Pen arrive en deuxième position dans les votes parmi les sympathisants de la CGT, selon un sondage sorti des urnes réalisé par CSA pour *Liaisons sociales* (effectué le 22 avril auprès de 5 009 personnes). 12% des "proches de la CGT" disent avoir voté pour le chef de l'extrême droite, 11% pour Nicolas Sarkozy et 11% pour François Bayrou. Un résultat somme toute logique au vu du poids maintenu du FN dans l'électorat ouvrier, indique Stéphane Rozès de CSA.»

En revanche, la gauche gouvernementale fait ses meilleurs scores chez les professions libérales, cadres supérieurs et intermédiaires. Ségolène Royal a capté à elle seule 31% des suffrages de ces catégories, contre, respectivement, 29% et 26% pour Nicolas Sarkozy. Au second tour de la présidentielle, le fort ancrage des idées réactionnaires en milieu ouvrier s'est confirmé par un score de 46% de Nicolas Sarkozy parmi les ouvriers votants et de 49% parmi les employés.

Compte tenu du très faible taux d'abstention et de l'absence de motivations politiques révolutionnaires pour ceux qui n'ont pas jugé bon de se déplacer pour voter, il est probable qu'un gros tiers du prolétariat en France soit pour l'instant gagné à l'idéologie la plus réactionnaire exprimée par Nicolas Sarkozy. Si l'on intègre à cela les thématiques proches du candidat de la Droite abondamment agitées par Ségolène Royal, on en déduit que la conscience de soi ouvrière a dégringolé à un palier historique qu'elle n'avait plus jamais connu depuis la saison pré-révolutionnaire de la fin des années 60 et du début des années 70.

Ledit sursaut de la gauche au second tour des législatives ne modifie pas la donne de fond. Davantage inspiré par la crainte de nouveaux impôts (la TVA sociale), ce retour de flamme s'est fait toujours sur fond d'abstention record et de reports plus favorables des voix des centristes démocrates-chrétiens de Bayrou. Reports faits au nom du «pluralisme» et contre l'Etat-Sarkozy et non d'une adhésion politique aux thèmes traditionnels de la gauche.

Annexe; La crise fiscale de l'État

The Fiscal Crisis of the State est le titre d'un ouvrage classique des sciences des finances publiques écrit par James O'Connor en 1973. Voici le noyau de sa thèse:

«La socialisation des coûts et l'appropriation privée des profits créent une crise fiscale, à savoir une "lacune structurelle" entre les recettes et les dépenses de l'État. Il s'ensuit que les dépenses étatiques augmentent plus vite que les moyens pour les financer».

James O'Connor souligne que l'État moderne doit assurer à la fois les fonctions traditionnelles «de sécurité et de coercition» (administration, police, justice, armée, politique étrangère) et deux fonctions qui prennent une ampleur croissante: la «fonction d'accumulation» et la «fonction de légitimation».

Par la «fonction d'accumulation», l'État aide des façons les plus diverses les entreprises de son pays engagées dans la compétition internationale et préserve au mieux leur position sur le marché intérieur. L'action de l'État sur ce plan va des subventions directes et fiscales à la réalisation d'infrastructures, à la formation des personnels qualifiés, à la recherche, en passant par l'adoption de politiques douanières et autres plus ou moins protectionnistes.

Par la «fonction de légitimation», l'État finance la cohésion et la démocratie sociale. Il organise un marché du travail bien ordonné. Il alimente les organes de cogestion et s'adosse une partie importante de la facture sociale et environnementale du cycle d'accumulation du capital.

L'exercice de ces fonctions de l'État est néanmoins mis de plus en plus à mal par le renforcement du marché mondial et l'action destructrice de la concurrence. L'État est systématiquement ramené à sa dimension de capital individuel d'un type très spécial. Il est fragilisé par une compétition de plus en plus âpre entre États, sur le terrain même de l'efficacité et des dépenses consenties pour l'exercice des fonctions d'accumulation et de légitimation. De son côté, le capital social national qui lui correspond – autrement dit, les capitaux individuels du pays – est de moins en moins enclin à lui faire des concessions en termes de déficits, tout en exigeant davantage de support efficient.

Ce phénomène est amplifié dans les phases du cycle économique d'accumulation lente et, surtout, de dévalorisation du capital. Plus l'État parvient à lisser les crises périodiques du capital, plus ses déficits croissent. Toute tentative de maîtriser la crise impose à l'État des dépenses additionnelles. Et ce, alors même que les capitaux individuels de son pays prétendent payer moins d'impôts pour faire face à la dévalorisation. C'est donc dans ces deux moments particuliers du cycle économique que [les deux dimensions de] la nature contradictoire de l'État comme représentant des intérêts des classes dominantes et comme capital individuel d'un type très spécial s'entrechoquent avec la plus grande intensité. La crise fiscale latente, la crise chronique des recettes, devient alors très visible en prenant des allures réellement déchirantes.

Alors, noir c'est noir ?

Pas si sûr. La défaite de la gauche institutionnelle, qu'elle soit de gouvernement ou d'opposition, ne représente, pour les révolutionnaires, rien d'autre qu'un indicateur de la pénétration de l'idéologie bourgeoise la plus réactionnaire en milieu ouvrier. Ce n'est pas rien. Il convient, en effet, de surveiller de près les élections car elles sont un miroir déformant de l'état de la conscience de la classe ouvrière. Même si notre stratégie exclut depuis près d'un siècle toute participation défaitiste des révolutionnaires à ce moment crucial de la vie de l'Etat, l'analyse des scrutins à suffrage universel reste une tâche importante afin de mesurer la pénétration des idées de l'ennemi de classe au sein du prolétariat.

Mais, en bons matérialistes, nous savons qu'en définitive la soumission à l'idéologie dominante n'offre qu'une protection très relative au Capital contre les saines réactions que l'exploitation suscite à un rythme incessant. L'absence de tout fard parlementaire à la domination de l'exécutif peut jouer en facteur de radicalisation. A l'inverse, il ne faut pas exclure que le balayage de la gauche institutionnelle aux élections 2007 ne se solde, à terme, par son improbable résurrection dans la rue après avoir opéré une mue de façade bien nécessaire.

Autrement dit, nous ne sommes pas à la veille d'une révolte généralisée, enfin émancipée de la médiation institutionnelle de la gauche et de l'extrême gauche politique et syndicale. Mais la tournée électorale n'a pas enterré toute perspective de réaction ouvrière. Bien au contraire, dans un sens. Et ce, en raison de la mise hors service de plusieurs soupapes politiques et sociales. Un exécutif si concentré, puissant et omniprésent ne manquera pas d'attirer sur lui les foudres prolétariennes. Un Etat qui s'éloigne et s'affranchit à ce point de la société civile prend des risques énormes.

Ayons donc confiance en sa capacité de susciter la colère ouvrière.

Mouvement communiste

Bruxelles-Paris, le 12 juillet 2007

Grande-Bretagne:
Bilan de dix ans de blairisme

Pays-Bas:
Non à l'intégration forcée !

Argentine:
German Avé Lallemand
et les origines du socialisme

Etats-Unis:
Racisme institutionnel
et action affirmative

Cuba: Race et «marginalité»

Pays de l'Est:
Pillage «à la française»

Montée des profits et de la pauvreté **Un bilan de dix ans de blairisme**

Ce texte du groupe Workers Fight est paru en français dans la revue *Lutte de Classe* de l'Union communiste internationale...plus connue sous le nom de *Lutte ouvrière*.

Ni patrie ni frontières

Dans le rapport de l'Unicef sur le bien-être des enfants dans les 21 pays de l'OCDE publié en février dernier, la Grande-Bretagne arrive bonne dernière. Ainsi, ce pays, l'un des plus riches d'Europe, qui figure au cinquième rang mondial en termes de Produit intérieur brut, réserve à ses enfants le sort le moins enviable de tous les pays industrialisés !

Dans ce classement, on trouve bien en avant-dernière position les Etats-Unis. Mais, après tout, ceux-ci n'ont jamais eu l'équivalent de la protection sociale offerte par le «welfare state» britannique. En revanche, loin devant la Grande-Bretagne, en neuvième position, on trouve l'Irlande, cette ancienne colonie britannique qui exporta pendant plus de 150 ans sa population pauvre vers la Grande-Bretagne !

Comme le note le rapport de l'Unicef, la pauvreté infantile tend à se traduire par des problèmes de santé, des troubles de l'apprentissage ou du comportement et de mauvais résultats scolaires. Chez les adolescentes, elle se traduit par une fréquence plus grande des grossesses précoces. Et quand ces jeunes arrivent à l'âge adulte, elle se traduit par une incidence plus élevée du chômage et une plus grande dépendance vis-à-vis du système de protection sociale. On croirait lire une description de l'Angleterre de Blair !

En mars 2006, moins d'un an avant la publication de ce rapport de l'Unicef, Blair et John Hutton, son ministre des Affaires sociales, avaient publié un opuscule luxueux vantant la façon dont le gouvernement travailliste avait fait reculer la pauvreté. Dans son introduction, Blair écrivait: «Nous nous approchons maintenant de la moyenne européenne en matière de pauvreté infantile, au lieu d'être parmi les plus mal placés – et nous enregistrons sur ce plan les meilleurs progrès de tous les pays de l'UE.» Vraiment ? C'est pourtant l'inverse qui ressort du rapport de l'Unicef.

La réalité, c'est que les inégalités sociales se sont creusées à partir du début des années 80, sous la férule de Margaret Thatcher. Mais au cours de la dernière décennie, l'essor des catégories sociales qui s'étaient

enrichies dans les années Thatcher s'est encore accentué grâce à la politique pro-patronale des travaillistes, alors que, dans le même temps, la baisse des salaires réels a grossi les rangs des travailleurs pauvres. Ce phénomène est la conséquence d'une double politique des travaillistes: d'une part, l'encouragement donné à la précarisation du travail (le fameux «marché flexible du travail» dont se vante tant le ministre des Finances Gordon Brown); et d'autre part, sa politique de coercition contre les chômeurs, en particulier les parents célibataires, pour les contraindre à prendre le premier emploi précaire venu. Si bien qu'aujourd'hui, la Grande-Bretagne peut s'enorgueillir d'être la capitale européenne des bas salaires !

L'enfance en chiffres

La mesure de la pauvreté infantile reflète avant tout le niveau des inégalités dans un pays donné. Mais les autres mesures de «bien-être» évaluées par l'Unicef fournissent d'autres illustrations concrètes des conséquences de la politique sociale menée sous Blair: pratiquement pour chacune d'entre elles, la Grande-Bretagne arrive en dernière position.

Par exemple, 33% des jeunes Anglais de 15 ans ne s'attendent pas à obtenir mieux qu'un emploi non qualifié, contre une moyenne de 25% dans l'ensemble de l'OCDE. La Grande-Bretagne a également l'une des plus faibles proportions de jeunes de 15 à 19 ans qui poursuivent des études, même à temps partiel. Seuls les Etats-Unis, le Portugal et la Nouvelle-Zélande sont plus mal placés.

S'agissant de leurs «bonnes relations» au sein de leurs familles ou avec leurs pairs, 77% des enfants britanniques sont considérés comme en difficulté – le plus mauvais chiffre de tous les pays de l'OCDE. Sous cet indice de «bonnes relations» se cachent des choses telles que le fait de prendre un repas avec sa famille plusieurs fois par semaine, de passer régulièrement du temps à converser avec un parent, ou encore de trouver les jeunes de son âge «amicaux et serviables». Et quoi d'étonnant au score de la Grande-Bretagne quand on sait que l'une des politiques «phares» de Blair – celle consistant à contraindre les parents célibataires à trouver du travail, sous peine de perdre leurs allocations sociales – affecte directement 47% des enfants pauvres.

En ce qui concerne ce que l'on appelle les «comportements à risques», consommation d'alcool ou de cannabis, par exemple, la situation en Grande-Bretagne est, là aussi, parmi les pires. Alors que dans la majorité des pays de l'OCDE, environ 15% des enfants de 11 à 15 ans disent s'être saoulés plus de deux fois dans les douze mois précédents, ce chiffre est de 33% en Grande-Bretagne. Et plus de 30% des jeunes Britanniques affirment avoir fumé du cannabis dans les douze derniers mois, contre 5% en Grèce et en Suède.

La Grande-Bretagne a le taux de grossesses juvéniles le plus élevé d'Europe. Et malgré les millions dépensés par le gouvernement Blair en campagnes destinées à essayer de réduire ce chiffre, il a encore progressé de 4% chez les adolescentes de moins de 16 ans en 2005 (le dernier chiffre disponible), ce qui constitue la plus forte augmentation de ces dix dernières années.

Quelques millions de livres ne pourraient suffire à résoudre un problème qui est avant tout social. Comme le remarque l'Unicef, les adolescentes qui ont de bons résultats scolaires et qui peuvent aspirer à mener une vie intéressante et épanouissante, entourées par une famille et des amis qui ont des aspirations similaires, tendent à considérer qu'avoir un enfant les empêchera d'atteindre leurs objectifs. La montée de la pauvreté dans la classe ouvrière britannique a conduit à ce qu'aujourd'hui 25% des jeunes filles de 15 à 19 ans n'estiment pas avoir de telles perspectives.

Quant à l'évaluation que les enfants font eux-mêmes de leur bien-être, ce sont là aussi les enfants britanniques qui affichent les scores les plus bas. Et il est raisonnable de penser que si un indicateur est significatif, c'est bien celui-là !

Des promesses pour la galerie

Le rapport de l'Unicef constitue une dénonciation sans appel de la Grande-Bretagne de Blair. Comme le note l'introduction de ce rapport: «La véritable mesure de l'état d'une nation est donnée par la façon dont elle s'occupe de ses enfants – de leur santé et leur exposition aux dangers, de leur sécurité matérielle, de leur éducation et de leurs relations sociales, de leur sentiment d'être aimés, appréciés et d'être intégrés dans la famille et la société où ils sont nés.»

Mais bien entendu, s'il y a tant d'enfants pauvres en Grande-Bretagne aujourd'hui, cela traduit le fait qu'il y a encore plus d'adultes pauvres. Certes, cette montée de la pauvreté a commencé avant l'arrivée au pouvoir de Blair. De sorte qu'en 1997, 4,2 millions d'enfants, soit un tiers du total, vivaient dans des foyers dont le revenu se situait officiellement en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 60% du salaire médian.

Puis vint le gouvernement de Blair. Mais il faut rappeler que l'accession au pouvoir de Blair s'appuyait sur un consensus dans le monde des affaires, qui estimait que les conservateurs n'avaient plus ni l'autorité ni le crédit nécessaires dans l'électorat pour poursuivre la politique anti-ouvrière souhaitée par la bourgeoisie. Blair vint donc au pouvoir sur la base d'un «nouveau réalisme» qui ne faisait que refléter sa détermination à finir le travail entamé par ses prédécesseurs. Et c'est très précisément ce qu'il a fait.

La politique d'austérité de Blair au cours des deux premières années de son règne toucha durement les plus pauvres. Si bien qu'en 1999, face au mécontentement de ses propres électeurs, Blair se sentit obligé de faire un geste en annonçant qu'il allait s'attaquer à la pauvreté affectant un tiers des enfants du pays.

En mars 1999, Blair fit donc cette annonce grandiose: «L'objectif historique de notre génération sera d'être la première à en finir une fois pour toutes avec la pauvreté infantile, et cela prendra toute une génération. C'est une mission sur vingt ans, mais je crois qu'elle peut être remplie.»

Il prit donc l'engagement, au nom de son gouvernement, de réduire la pauvreté infantile d'un quart dans les cinq ans et de moitié dans les dix ans. Quant à «en finir» avec elle, c'était prévu pour 2020.

Néanmoins, cinq ans plus tard, il y avait encore 3,5 millions d'enfants pauvres. Autrement dit, 700 000 enfants seulement avaient été «arrachés à la pauvreté relative», soit 300 000 de moins que l'objectif fixé. Et depuis, c'est à ce niveau que les choses en sont restées: 27% des enfants vivent toujours dans des foyers dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté officiel.

Sans doute ce chiffre, aussi mauvais soit-il, est inférieur au pic de 33% atteint en 1997. Mais il ne dit rien sur la tendance générale de l'évolution. Or, si on regarde le rapport précédent de l'Unicef, on constate qu'en 2005 la Grande-Bretagne y occupait la 16^e place dans l'OCDE – devant l'Irlande, les Etats-Unis et le Mexique, qui avait été intégré à l'étude cette année-là et fut classé dernier. Autrement dit, Blair et Brown ont réussi la prouesse d'aggraver la pauvreté infantile au cours des douze mois qui séparent ces deux rapports ! Cela augure mal de la suite...

La réduction des dépenses sociales

Tout cela se passe alors que pourtant, depuis des années, Blair et Brown chantent les vertus de leur «succès économique».

Dans l'un de ses derniers discours budgétaires, en décembre 2006, Gordon Brown déclarait: «Nous traversons aujourd'hui la plus longue période de croissance continue, non seulement de notre histoire mais de celle des principales économies (Etats-Unis, France, Allemagne, Japon) depuis la Seconde Guerre mondiale. (...) Il y a dix ans, la Grande-Bretagne était au septième rang du G7 en termes de revenu national par habitant. Au cours des deux dernières années, seuls les Etats-Unis nous ont dépassés. Notre pays n'a jamais connu de décennie où la croissance de la richesse privée britannique ait été aussi rapide – près de 60%.»

Effectivement, la politique de Brown en faveur des riches a entraîné un gonflement de leurs actifs réels, d'ailleurs bien supérieur à 60% en dix ans. Il en parle comme s'il s'agissait de la richesse du «pays» – alors qu'il s'agit en fait de la fortune d'un petit groupe d'individus extrêmement riches.

Il est vrai que, grâce à l'accumulation de richesses au sommet, les salaires des managers de la City et des cadres supérieurs et moyens tirent le «salaire médian» vers le haut. C'est ainsi que l'Office britannique de la statistique (ONS) évalue ce «salaire médian» à 2 880 € par mois pour les salariés à temps plein. Mais ce chiffre relativement élevé cache en fait un creusement de l'écart entre les 10% du haut et les 10% du bas, écart qui est aujourd'hui de un à quatre. Mais surtout, ces chiffres ne tiennent compte ni des chômeurs, semi-chômeurs et autres temps partiels, ni des retraités.

Outre le creusement des inégalités sociales, le rapport de l'Unicef note que l'un des principaux facteurs d'aggravation de la pauvreté infantile réside dans la réduction des dépenses sociales de l'Etat.

Il n'est pas inutile à cet égard de citer une publication de la CIA américaine, le *CIA World Factbook*, qui décrit la Grande-Bretagne en 2006 comme «une grande puissance commerciale et financière, (...) l'une des cinq économies d'Europe occidentale dont la richesse se chiffre en milliers de milliards de dollars. Dans les deux dernières décennies, le

gouvernement a réduit de façon importante le poids de la propriété étatique et freiné la croissance des programmes sociaux. (...) L'économie britannique est l'une des plus fortes en Europe; l'inflation, les taux d'intérêt et le chômage y restent bas.»

Il n'y a bien sûr rien de surprenant à ce que les experts de la CIA mesurent la «force» de l'économie britannique sur la base des mesures de privatisation et d'austérité au détriment des budgets sociaux prises par Brown. Evidemment, ce ne sont pas les termes que celui-ci emploie. Il se targue au contraire d'avoir réalisé des progrès sans précédent sur le plan social, en mettant en place un «partenariat» entre les secteurs public et privé. Et il ajoute: «Au milieu des années 90, 75% des dépenses publiques nouvellement inscrites au budget allaient encore au service de la dette et au financement des allocations sociales. Aujourd'hui, cette proportion est tombée à moins de 20% et ces économies servent à s'assurer que les services fournis sur le terrain disposent des ressources nécessaires.»

Voire. Car, comme l'ont constaté, par exemple, les chômeurs, des services tels que ceux des ANPE ont bel et bien disparu sur le terrain. Le Child Poverty Action Group (qui lutte contre la pauvreté infantile) a dénoncé, dans un rapport de septembre 2006, les effets de la réorganisation du ministère de l'Emploi et des 15 000 suppressions d'emplois qui l'ont accompagnée. Entre autres choses, cette réorganisation a amené la mise en place de l'inscription au chômage par téléphone. Or seules un petit nombre d'ANPE disposent de numéros de téléphone gratuits. De toute façon, nombre de chômeurs n'ont pas d'autre téléphone qu'un portable et ils ne peuvent guère se permettre le coût prohibitif que les opérateurs de téléphonie mobile font payer pour de longues communications. Ce nouveau système a entraîné des retards scandaleux dans le paiement des allocations sociales, pouvant atteindre six mois ou plus – et cela, alors que l'allocation chômage n'est versée que pour un maximum de six mois !

Au lieu d'améliorer les services sur le terrain, ces économies ne font qu'aggraver la situation des plus pauvres.

La dégradation du niveau de vie des travailleurs

S'appuyant sur des études prétendument «indépendantes», dont celles d'une officine pro-gouvernementale comme l'Institut d'études fiscales (IFS), le gouvernement prétend avoir réduit la pauvreté au cours des quatre dernières années. Selon lui, les écarts entre pays de l'OCDE ne sont dus qu'à des techniques statistiques différentes ! Mais, l'IFS doit lui-même reconnaître qu'en utilisant ses propres méthodes, il a constaté que les inégalités se sont creusées entre 1997 et 2002 – année où elles ont atteint leur plus haut niveau depuis 1961. Depuis 2002, l'IFS estime que les inégalités ont diminué, mais seulement pour revenir à leur niveau de 1997 !

Mais y a-t-il là de quoi se vanter quand, dans des régions entières, le taux de chômage atteint 36% ? Ou lorsque 11,4 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté ? Et si ce chiffre est «en baisse» par rapport aux 13,8 millions de pauvres comptabilisés en 1996-1997, il n'en correspond pas moins à près de 20% de la population ! Qui plus

est, la pauvreté parmi les adultes sans enfants mais en âge de travailler a augmenté de 1% par rapport à son niveau de 1997.

Tout cela n'empêche pas Brown d'affirmer: «Aujourd'hui, la proportion des personnes en âge de travailler qui occupent un emploi est plus grande en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en France et dans l'ensemble de la zone euro.» Et il entend aller encore plus loin dans ce sens, en contraignant plus de chômeurs à prendre n'importe quel pseudo-emploi – ce qui ne fera rien pour réduire la pauvreté.

Quant au fait que les responsables syndicaux du TUC (Trade Union Congress) continuent à encenser les travaillistes pour avoir instauré le salaire minimum, cela défie l'entendement. Car à son niveau actuel de 8,77 € de l'heure, il n'assure qu'un revenu équivalent à 87% du seuil de pauvreté, sur la base d'un temps plein à 40 heures par semaine ! Et encore, seulement pour les travailleurs de 22 ans et plus. Car, sur la même base, les plus jeunes doivent se contenter de 48% du seuil de pauvreté jusqu'à 18 ans et de 63% jusqu'à 21 ans. Bien sûr, ces chiffres ne tiennent aucun compte de l'incidence du temps partiel, particulièrement répandu parmi les très bas salaires. Ce salaire minimum est si notoirement insuffisant qu'un employeur comme l'administration du Grand Londres a fixé son propre salaire minimum à 10,50 € de l'heure !

Le TUC est d'ailleurs bien obligé d'admettre que le salaire minimum est encore très loin du «seuil de décence» défini par le Conseil de l'Europe – seuil fixé aujourd'hui à 68% du salaire moyen, ce qui signifierait un taux horaire de 14 € en Grande-Bretagne !

De toute façon, faute de contrôle, le salaire minimum n'est pas toujours respecté, surtout dans le cas de salaires payés de la main à la main. C'est ainsi qu'une enquête de l'Institut national de la statistique estimait que, au printemps 2006, 360 000 emplois étaient rémunérés en dessous du salaire minimum. Cette même enquête indiquait que les travailleurs à temps partiel avaient trois fois plus de risques d'être payés en dessous du salaire minimum que ceux travaillant à plein temps. Or, aujourd'hui, 25% des emplois sont à temps partiel.

Tout en prétendant protéger les salaires, le gouvernement fait tout pour les pousser vers le bas: de l'exonération des charges sociales sur les salaires inférieurs à un certain niveau, à l'exemption du salaire minimum sous couvert de «formation», en passant par le droit qu'ont les patrons de déduire des «frais» divers dans le calcul du salaire minimum applicable.

Les emplois à temps plein étant rares, beaucoup de travailleurs sont contraints de prendre plusieurs emplois à temps partiel sous-payés pour avoir un revenu tolérable. D'autant que la seule façon pour un célibataire sans enfant de bénéficier d'une quelconque aide sociale est de travailler au moins 30 heures par semaine – ce qui nécessite pour beaucoup d'avoir au moins deux emplois, et souvent plus.

Selon le TUC, la tendance à la précarisation se ralentit et il n'y aurait aujourd'hui «que» 1,4 million d'emplois temporaires (équivalents des CDD en France) – soit 6% du total. Mais, il faut y ajouter 1%

d'intérimaires, soit environ 280 000 travailleurs qui ne bénéficient même pas des droits limités des travailleurs temporaires.

Mais encore plus bas dans l'échelle de la pauvreté, on trouve 5,5 millions de familles avec enfants qui sont tributaires de crédits d'impôts destinés aux familles à très bas revenus, ou d'allocations équivalentes destinées aux chômeurs. Or, le calcul du crédit d'impôt (baptisé ainsi par les travaillistes pour ne pas parler d'allocation sociale) est si compliqué et dépend de tant de facteurs que nombre d'ayants droit n'en font même pas la demande, alors que d'autres se voient régulièrement sommés de rembourser des trop-perçus, dès lors que leur revenu subit une augmentation, même minime.

De toute façon, ce crédit d'impôt que le gouvernement présente volontiers comme l'une de ses grandes réalisations, se monte, dans le meilleur des cas, à un maximum de 208 € par mois. Et pour qu'une famille ait droit à cette somme grandiose, encore faut-il que son revenu mensuel ne dépasse pas 645 € – à peine plus de 50% du seuil de pauvreté, c'est-à-dire tout juste de quoi crever de faim !

En fait, non seulement le système d'aides sociales introduit par les travaillistes est dérisoire, mais en plus c'est un leurre. Même l'IFS déjà cité est contraint d'admettre que, depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir, les bénéficiaires de cette aide sociale ont vu leur montant réduit, en moyenne, d'un montant équivalent à 2,5% du total de leurs revenus salariés. Cela revient à dire que, pour les catégories les plus pauvres de la classe ouvrière, le fait de travailler plus ne garantit pas un revenu plus élevé. Ce «piège de la pauvreté» contredit de façon flagrante les vantardises de Brown prétendant que son système de crédit d'impôt «tire les pauvres de leur pauvreté». Au point d'ailleurs, que l'Institut d'études fiscales, tout en recommandant la poursuite de la politique engagée, reconnaît que, pour empêcher les inégalités d'augmenter par le biais de ce «piège de la pauvreté», «il faudra de nouvelles dépenses, financées par de nouveaux emprunts, une augmentation des prélèvements fiscaux ou une redéfinition des priorités budgétaires». Taxer les riches ? Cela ne fait pas partie de la politique de Brown !

Le sort peu enviable des aînés

En fait, les seuls qui auraient un peu bénéficié de la politique de Brown seraient les plus pauvres parmi les familles ayant des enfants. Le fait que le maximum de l'allocation versée par enfant a augmenté de 137% depuis 1997 a peut-être permis de faire remonter le revenu de ces familles d'un modeste échelon. Mais cela n'a rien changé au sort de la majorité des foyers pauvres ni au poids de la pauvreté en général.

Le gouvernement se vante aussi d'avoir amélioré la situation des personnes âgées depuis 1997, année où 2,8 millions d'entre elles vivaient en dessous du seuil de pauvreté. D'après les chiffres officiels, 1 million de retraités auraient été «sortis de la pauvreté» depuis. Mais cela signifie tout de même que, du propre aveu du gouvernement, 1,8 million de personnes âgées vivent encore en dessous du seuil de pauvreté.

D'après l'IFS, les retraités seraient «la classe d'âge qui a connu la plus forte hausse de ses revenus». Et cela, exclusivement grâce aux

innovations de Brown, comme le crédit d'impôt destiné aux retraités et la prise en charge partielle de leurs dépenses de chauffage en hiver.

Mais il y a un détail dont l'Institut se garde de tenir compte: il omet de mentionner tout ce qui était jusque-là gratuit et que les retraités doivent maintenant payer, mais aussi tout ce qui a augmenté, parfois dans des proportions importantes. Par exemple, la plupart des retraités doivent maintenant payer s'ils ont besoin d'une aide à domicile, ou s'en passer (auparavant, c'était un service fourni gratuitement aux retraités pauvres par les municipalités). Les impôts locaux dont ils sont redevables ont considérablement augmenté (parfois de 40% pour la seule année écoulée), au point que, selon un sondage récent, 26% des plus de 65 ans ont dû restreindre leurs dépenses courantes ou emprunter pour les payer.

En fait, en basant le taux de pauvreté sur la consommation des ménages (et non sur leur revenu relatif, comme le fait le gouvernement), la fondation caritative Joseph Rowntree a montré qu'entre 1997 et 2003, la pauvreté a augmenté de 11% dans l'ensemble de la population et qu'elle est restée au même niveau chez les retraités. On comprend pourquoi Brown se garde bien d'utiliser un tel index, même s'il donne une mesure plus fidèle du niveau réel de la pauvreté.

D'autant que, avec ou sans aide de l'Etat pour payer leurs factures de chauffage, les retraités ont vu le montant de l'ensemble de leurs factures domestiques – fuel, électricité, gaz et eau – s'envoler (20% en moyenne pour la seule année écoulée). Tout coûte maintenant plus cher. Une fois les factures payées, on estime qu'il ne reste aux retraités les plus pauvres qu'à peine 389 € par mois pour vivre.

Les chiffres officiels cités par le gouvernement pour démontrer l'amélioration du niveau de vie des retraités sous les travaillistes relèvent donc du mensonge pur et simple. Mais n'est-ce pas là justement la fonction des statistiques officielles ?

La classe ouvrière étranglée par les dettes

Evidemment, l'aggravation de la pauvreté due à la hausse du coût de la vie ne touche pas que les retraités, mais bien l'ensemble de la classe ouvrière. Par exemple, l'organisme de régulation des industries énergétiques, Ofgem, a estimé que, suite aux récentes hausses de prix du gaz et de l'électricité, pas moins de quatre millions de ménages sont en situation de «pauvreté énergétique» – c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 10% de leur revenu à payer leurs factures, simplement pour chauffer leur logement.

Ce qui est vrai des factures d'électricité l'est aussi de bien d'autres dépenses. 15 000 foyers ont été dans l'impossibilité de rembourser le moindre penny sur leur emprunt immobilier dans les douze derniers mois. Et 8,3 millions de lettres de mise en demeure ont été envoyées à des ménages pour non-paiement de leurs factures d'eau.

Mais qu'importe pour la bourgeoisie britannique. Elle, qui regorge de liquidités, est disposée à en prêter un peu aux travailleurs en difficulté, à prix d'or bien sûr, pour que ceux-ci puissent quand même acheter et générer des profits pour les actionnaires. Et, grâce à la déréglementation du secteur financier, qui a pratiquement libéré de

toute contrainte les prêteurs, le capital financier, petit et gros, peut passer le nœud coulant de l'endettement autour du cou des travailleurs.

Et de fait, c'est cette possibilité de «vie à crédit» qui distingue surtout la «riche Grande-Bretagne» des pays les plus pauvres de l'OCDE. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne compte pour un tiers de toutes les dettes personnelles non immobilières contractées en Europe occidentale ! La dette du citoyen britannique moyen est deux fois plus élevée que la moyenne du reste de l'Europe occidentale.

Fin décembre 2006, cet endettement atteignait le montant fantastique de 1 935 milliards d'euros. Si on ajoute les dettes immobilières, le total s'alourdit de 1 500 milliards. La dette moyenne des ménages est aujourd'hui de 13 186 € hors crédits immobiliers et de 79 989 en comptant ces crédits ! Inutile de dire qu'à un tel niveau, les incidents de paiement sont fréquents: au dernier trimestre 2006, les organismes de crédit ont entamé 34 626 procédures de saisie-expropriation pour défaut de paiement sur des crédits immobiliers, soit 15% de plus qu'en 2005.

Quant à la dette relative aux cartes de crédit, elle s'élevait à 82,35 milliards d'euros en décembre 2006. Et comme le taux d'intérêt appliqué est de 16,84%, 3,4 millions de titulaires ne remboursent que les mensualités minimales, c'est-à-dire les intérêts. Mais cela n'a pas empêché les institutions de crédit d'envoyer, pour la seule année 2005, 27 courriers publicitaires pour chaque adulte britannique, afin de les inciter à contracter de nouveaux emprunts ou de prendre une nouvelle carte de crédit ! Durant cette même année, 183 millions de cartes de crédit ont été émises, soit quatre cartes pour chaque adulte !

Mais ce qui est scandaleux dans le cercle vicieux de l'endettement, c'est que ce sont bien souvent les plus pauvres qui se trouvent pris au piège, avec tous les drames personnels qui peuvent en résulter.

Criminaliser les enfants

Un indicateur qui n'est pas mentionné dans le rapport de l'Unicef sur le bien-être des enfants, et qui en dit probablement plus sur la pauvreté et la détresse sociale de la jeunesse, c'est la population carcérale.

Ces derniers mois, les médias britanniques se sont à nouveau penchés sur le scandale des prisons surpeuplées et sur le fait que la Grande-Bretagne a la population carcérale la plus nombreuse d'Europe occidentale. En outre, elle détient le record du nombre de mineurs incarcérés.

Selon le rapport comparatif le plus récent du Conseil de l'Europe à ce sujet, en 2002, 2 937 mineurs étaient emprisonnés en Grande-Bretagne (hors Irlande du Nord), soit une augmentation de 12% par rapport à 2000. Ce chiffre était de 834 en Allemagne, de 688 en France, de 13 en Norvège et de zéro en Suède.

Au cours de l'année 2006, 190 000 mineurs sont passés devant les tribunaux. Parmi eux, 7 600 ont été condamnés à des peines de prison. En février 2007, le nombre de mineurs incarcérés a atteint le niveau record de 3 350, soit une nouvelle augmentation de 14% par rapport à 2002.

Face aux problèmes croissants de surpeuplement dans les prisons, à partir de 1998, le gouvernement a multiplié les «centres d'éducation sécurisés», qui sont bien plus des prisons pour jeunes que des centres d'éducation. Un certain nombre de ces centres sont gérés par l'entreprise Rebound, une filiale du géant du transport de fonds Group4. Des enfants de 12 ans peuvent y être placés. C'est dans un de ces centres qu'un garçon de 15 ans est mort en 2004, 3 jours après avoir été condamné à une peine de 12 mois. Trois gardiens l'ont étouffé en utilisant une technique d'immobilisation qui avait alors l'agrément du ministère de l'Intérieur.

Dans le cadre de leur politique de «tolérance zéro» à l'égard des mineurs, les travaillistes ont introduit un système d'ordonnances, connues sous le nom d'ASBO, qui permettent de placer des jeunes sous contrôle policier en limitant leur liberté de mouvement sans les incarcérer. Dès la première année de leur introduction, en 2004, 2 500 ASBO furent émis contre des jeunes, dont 80 avaient moins de 12 ans. En juillet 2005, une loi est venue supprimer l'anonymat des enfants qui enfreignent les termes de leur ASBO, permettant par là même la publication de leur nom dans la presse sous prétexte de «leur faire honte».

Mais c'est sans doute en matière d'âge de responsabilité pénale que la politique de l'Etat britannique est la plus choquante, car il est, et de très loin, le plus bas d'Europe. En Ecosse, un enfant est pénalement responsable de ses actes à partir de 8 ans, et à partir de 10 ans dans le reste de la Grande-Bretagne. En 1998, le gouvernement Blair a même aggravé la situation à cet égard, par une loi qui interdit à la défense d'invoquer l'immatunité d'un inculpé de moins de 14 ans comme circonstance atténuante.

C'est ainsi que les travaillistes ont créé un climat dans lequel les jeunes des quartiers pauvres se trouvent de plus en plus traités en criminels par la société.

L'explosion des profits

Rien ne peut contraster plus avec toute cette pauvreté que l'accumulation des bénéfices colossaux annoncés par les grandes entreprises au cours du mois de février 2007. Si ces annonces montrent quelque chose, c'est bien que la situation n'a jamais été aussi favorable au capital britannique.

A en croire une estimation publiée par l'hebdomadaire d'affaires *The Business*, les entreprises du FTSE100 (les cent plus grosses entreprises par la capitalisation boursière sur le marché de Londres) auraient fait, en 2006, un bénéfice net total de 210 milliards d'euros. Comme le note ce journal, ce montant «équivalait à l'ensemble de la production nationale d'un pays comme la Suède ou l'Autriche».

Pour comparer cette somme colossale à quelque chose de plus familier, elle équivalait à 93% de l'ensemble des dépenses du budget 2006 affectées aux allocations sociales et aux retraites. Mais pour relativiser ce parallèle, il faut souligner que si ces dépenses budgétaires assurent des ressources vitales, bien que notoirement insuffisantes, à plus de dix

millions d'allocataires pauvres, les profits des entreprises du FTSE100 sont, eux, contrôlés par quelques dizaines de milliers de très riches individus. Et cela donne la mesure du parasitisme de la petite minorité de capitalistes qui contrôlent les moyens de production dans cette société.

Le même hebdomadaire fournit quelques éléments de comparaison avec les années précédentes. Tout d'abord, il note que les bénéfices de ces entreprises sont en augmentation de 28% par rapport à l'année précédente. Et pourtant, de ce point de vue, 2006 est considérée comme une année «médiocre», car au cours des trois années précédentes la progression des bénéfices de ces entreprises avait été bien supérieure: 71% en 2003, 107% en 2004 et 57% en 2005. En d'autres termes, ces bénéfices sont aujourd'hui plus de sept fois supérieurs à ce qu'ils étaient en 2002 !

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que l'index des actions des entreprises du FTSE100 ait battu un record absolu en février en dépassant son précédent record, atteint au plus haut de la bulle spéculative des valeurs technologiques en 2000 ?

Parmi ces grandes entreprises figurent en première ligne, juste derrière une poignée de géants pétroliers et miniers, les six plus grandes banques britanniques: HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, Lloyds-TSB, Halifax-Bank of Scotland et Standard Chartered. Ensemble, ces six banques affichent un bénéfice brut (avant impôt) de 58 milliards d'euros, en augmentation de 11 à 35% suivant la banque.

Cette année, toutes ces banques ont fait des provisions exceptionnelles inhabituelles pour «dettes douteuses». Même s'il s'agit d'une astuce habituelle pour réduire le montant de leurs impôts, on peut également penser que l'augmentation colossale de l'endettement des ménages – dont ces banques contrôlent une grande partie directement ou indirectement – y est également pour quelque chose. Quoi qu'il en soit, ces provisions, qui s'élèvent à 15 milliards d'euros, viennent s'ajouter à leurs bénéfices bruts. De sorte que l'on peut parler d'un bénéfice combiné de 73 milliards, soit l'équivalent des deux tiers de tout ce que l'Etat a dépensé en 2006 pour l'éducation de 15 millions de jeunes !

Inverser le cours des choses

L'explosion des profits des grandes entreprises est un phénomène qui a commencé à la fin des années 80 et qui s'est poursuivi depuis, hormis de courtes interruptions consécutives aux crises boursières de 1987, 1997 et 2000-2001. Avec les réductions d'impôts introduites d'abord par les conservateurs puis consolidées par les travaillistes, elle a alimenté l'enrichissement d'une infime couche de super-riches, en même temps qu'elle alimentait l'appauvrissement d'une fraction croissante de la classe ouvrière.

Selon le Trésor public britannique, 24 000 contribuables gagneront 750 millions d'euros et plus, dans l'année fiscale en cours. Parmi eux, la fortune des 1 000 contribuables les plus riches a augmenté de 600% au cours des quinze dernières années. Et il y a maintenant 54 milliardaires

(en livres sterling), c'est-à-dire plus qu'il n'y avait de millionnaires, il y a cinquante ans. Il faut dire que ce nombre inclut quelques magnats étrangers, venus s'installer en Grande-Bretagne pour bénéficier de son climat... de paradis fiscal. Et pour cause: sur leur fortune combinée, évaluée à près de 200 milliards d'euros, ces 54 milliardaires n'ont payé en tout et pour tout que cent millions d'impôts l'an dernier !

L'énormité des profits des grandes entreprises est bien la preuve éclatante que la dégradation actuelle des conditions de vie de la population laborieuse, et en particulier l'augmentation de la pauvreté, pourraient être inversées, en utilisant ces profits à des fins utiles à l'ensemble de la société, au lieu d'être thésaurisés, convertis en produits de luxe ou utilisés pour huiler les rouages d'une machine financière spéculative dont le parasitisme constitue une menace permanente pour l'économie et la société.

A cet égard, un exemple peut être plus parlant que bien des raisonnements. Au début février, JP Garnier, PDG du plus gros groupe pharmaceutique britannique, GlaxoSmithKline, accompagnait l'annonce des bénéfices de cette entreprise du commentaire suivant: «Nous restructurons en permanence. Cette année, nous avons consacré 300 millions d'euros à restructurer.» Effectivement, cette entreprise immensément profitable a liquidé 6 700 emplois et fermé 28 usines au cours des cinq années écoulées. Moyennant quoi, ce Mr Garnier peut se targuer d'avoir «fait» 11,2 milliards d'euros de bénéfices en 2006, soit une progression de 19%. Mais que représentent les 1,8 milliard d'euros supplémentaires encaissés pour la seule année 2006 par GlaxoSmithKline ? Pour les 6 700 salariés jetés à la rue par le groupe au cours des cinq ans écoulés, cela représente de quoi leur assurer à tous un salaire mensuel de 3 200 € pendant sept ans ! Et cela sans même réduire les bénéfices du groupe, ni écorner les dividendes des actionnaires !

C'est dire tout ce qui pourrait être fait, simplement en écrémant les super-profits des grandes entreprises pour répondre aux besoins les plus urgents de la population laborieuse, que ce soit pour créer des emplois – car les grandes entreprises ne s'en servent pas pour créer des emplois, mais tout au plus pour en supprimer sous prétexte de restructuration –, pour payer des salaires décents, en finir avec la précarisation du travail ou résoudre la crise chronique du logement que subit la classe ouvrière. Du coup, oui, il serait enfin possible de faire reculer la pauvreté. Mais cela, c'est la mobilisation du monde du travail qui le réalisera, et elle seule.

Class struggle, 4 mars 2007

Pays-Bas: Halte à l'intégration forcée !

Sur quelques conséquences de la formation obligatoire à la citoyenneté

Avez-vous un passeport d'un autre pays que les Pays-Bas ? Etes-vous citoyen(ne) d'un pays non occidental ? Et avez-vous vécu moins de huit ans aux Pays-Bas avant l'âge de 16 ans ? Dans ce cas, selon la ministre Rita Verdonk, vous devrez suivre une formation à la citoyenneté, sanctionnée par un examen final. Cette mesure fera bientôt l'objet d'une nouvelle loi: la loi sur l'intégration (Wet Inburgering). Avez-vous été naturalisé(e) néerlandais, ou êtes-vous originaire des Antilles néerlandaises ? Vous serez alors obligé de suivre une formation à la citoyenneté, si vous êtes au chômage ou si vous êtes le parent d'un enfant mineur. Les ressortissant(e)s des pays non occidentaux qui veulent venir vivre aux Pays-Bas pour rejoindre leurs familles devront passer un examen d'intégration dans leur pays d'origine, avant qu'ils (elles) soient autorisés à s'installer aux Pays-Bas.

L'intégration forcée: qu'est-ce que cela veut dire ?

Tout d'abord, vous recevrez une lettre de la mairie qui vous informera que vous êtes désormais obligé(e) de vous «intégrer» à la société néerlandaise. Ensuite vous devrez vous-même trouver une école qui vous dispensera une formation à la citoyenneté. Vous devrez payer ces cours de votre poche, soit environ 6000 €. Si vous ne disposez pas de cette somme, vous pourrez contracter un prêt à intérêt auprès de l'Informatie Beheer Groep (IB-Groep).

Une fois que vous aurez suivi cette formation, vous devrez passer un examen. Si vous le réussissez dans un délai de 3 ans, le gouvernement vous remboursera 3 000 €, mais si vous échouez au cours des 5 années suivantes, ou si vous refusez de vous y présenter, vous devrez payer une amende de 500 €. Si vous mettez plus de 5 ans à réussir cet examen, vous devrez payer une amende de 1 000 €.

Etes-vous réfugié(e) politique ? Très bientôt vous ne pourrez plus recevoir de permis de séjour permanent, tant que vous n'aurez pas réussi cet examen. Etes-vous un(e) immigré(e) non occidental(e) marié(e) à un(e) Néerlandais(e) ? Vous n'aurez plus de permis de séjour indépendant de votre conjoint tant que vous n'aurez pas réussi ce test.

Si vous acceptez cette «intégration forcée», le gouvernement intégrera, dans deux bases de données nationales, vos données personnelles (identité, diplômes, etc.) et celles concernant la progression de votre

apprentissage de la citoyenneté. Ces bases de données seront gérées par l'IB-Groep. Grâce à ces informations, les fonctionnaires pourront déterminer exactement quels sont les droits qu'ils peuvent vous refuser. De cette façon, des catégories importantes de gens seront considérées comme des citoyen(ne)s de seconde zone qui n'ont pas encore bien appris leur leçon d'«intégration».

Que devrez-vous apprendre ?

Tout d'abord vous devrez «maîtriser le néerlandais». Certes, il est important de savoir parler la langue du pays où vous vivez. Par exemple, si vous voulez lutter pour l'égalité des droits avec d'autres personnes ! Mais nous sommes totalement opposés au fait d'obliger les étrangers à apprendre le néerlandais. Nous pensons qu'il est temps que l'Etat néerlandais organise des cours gratuits de néerlandais, cours de bonne qualité que chacun sera libre de suivre, s'il le désire.

De plus, cette formation à l'intégration prétend vous obliger à maîtriser la «culture néerlandaise». Un seul problème: il existe autant de coutumes, de traditions et d'habitudes «néerlandaises» qu'il y a d'habitants aux Pays-Bas. En réalité, ce que le gouvernement veut vous enseigner, ce sont les attitudes, les opinions et les valeurs les plus conservatrices, celles de ceux qui obéissent aveuglément aux autorités !

Comment pouvons-vous stopper l'intégration forcée ?

Ce ne sera pas facile. La plupart des partis, même ceux qui sont dans l'opposition, sont favorables à cette nouvelle loi. C'est aux citoyens ordinaires, qu'ils soient Néerlandais de naissance ou pas, de construire un mouvement de protestation à la base. Notre plate-forme «Halte à l'intégration forcée» (Stop de inburgeringsplicht !) veut contribuer à construire ce mouvement.

www.stopdeinburgeringsplicht.nl

«Comme il nous plaira»

A grand renfort de films, de tests et de cérémonies, les immigrés sont forcés de s'assimiler aux Pays-Bas. La question de savoir si cette démarche fonctionne est encore en débat.

Manger du fromage de Hollande et boire de la bière néerlandaise. Chanter l'hymne national hollandais dans un karaoké. Et ramener un peu de porcelaine Blue Delft et le drapeau national à la maison. Et naturellement un passeport hollandais. Voilà tout ce qui préoccupe les inspecteurs durant le Jour de la naturalisation. Cette nouvelle fête annuelle se déroulera chaque année le 24 août: elle a été instituée en 2005 par la ministre de la Justice, la populiste de droite Rita Verdonk. Seuls environ 10% des immigrés et des réfugiés naturalisés se sont effectivement présentés ce jour-là, en 2006. Participer à une cérémonie locale de naturalisation ne sera pas obligatoire avant le mois d'octobre 2006, et, à partir de 2008, les naturalisés seront même obligés de prêter un serment de fidélité aux Pays-Bas. Depuis l'Occupation allemande, pendant la Seconde Guerre mondiale, les Pays-Bas n'avaient plus connu de tels serments obligatoires.

Madame la ministre a déclaré qu'elle avait choisi le 24 août, parce que cette date marque «l'anniversaire de la Constitution de 1815». Un choix très conservateur. Car la première Constitution remonte à avril 1798. Les libertés fondamentales (de culte, de réunion et de la presse) ont été pour la première fois inscrites dans ce document. La Constitution contre-révolutionnaire de 1815 – à laquelle fait allusion Rita Verdonk – a restreint plusieurs de ces libertés et rétabli la noblesse. Jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements néerlandais se sont toujours identifiés avec la troisième Constitution, en cours actuellement, et adoptée par les libéraux en 1848. Mme Verdonk accuse fréquemment les musulmans d'opprimer les femmes. Mais si elle se préoccupait véritablement de l'émancipation féminine, elle aurait associé la nouvelle fête à l'octroi du suffrage aux femmes en 1922, et pas au début de la monarchie en 1815.

Pour le pouvoir, une personne naturalisée doit se sentir très honorée d'être invitée à une telle cérémonie. Car, à ce jour, le gouvernement néerlandais a instauré une série de contrôles très sévères contre l'immigration, probablement les plus durs de toute l'Europe. Les réfugiés et les travailleurs immigrés ne sont pas du tout les bienvenus aux Pays-Bas. Et les futurs immigré(e)s mariés à des Néerlandais(es) doivent désormais suivre avec succès pas moins de trois cours d'éducation civique et d'intégration !

Depuis mars 2006, il faut qu'ils réussissent d'abord des tests informatiques de langue et de culture dans l'ambassade néerlandaise de leur pays d'origine. Ces tests coûtent 350 € et seuls les candidats reçus

sont autorisés à déposer une demande de permis de séjour. Pour obtenir ce document, l'impétrant doit remplir un nombre de plus en plus important de conditions. Les Pays-Bas sont le seul pays au monde qui fasse passer des tests aux candidats à l'immigration avant même qu'ils ne franchissent les frontières. Pour réussir leur test de culture, les immigrés doivent d'abord regarder un film particulièrement flippant: «Venir aux Pays-Bas» affirme ainsi que les Pays-Bas sont «froids et mornes» et que les Néerlandais font preuve de très peu de «patience envers les autres» ! Ce film montre aussi des immeubles délabrés, des scènes de violence et des trafiquants de drogue. Lorsqu'ils se présentent enfin à l'examen, les candidats à l'immigration doivent répondre à des questions à choix multiples sur la monarchie, le colonialisme et le peintre Rembrandt. Et naturellement, sur ces trois questions, leur opinion doit être positive. Ils doivent également répondre docilement que les Pays-Bas affichent «complet», slogan qui jusqu'à récemment circulait seulement dans les cercles d'extrême droite.

A partir du 1^{er} janvier, 2007, environ 500 000 immigrés et réfugiés non occidentaux seront obligés de passer avec succès les tests d'intégration civique, quelle que soit leur date d'entrée aux Pays-Bas. Les cours coûteront 6 000 €, somme dont ils récupéreront la moitié s'ils réussissent leurs examens dans un délai de 3 ans. Ceux qui ne réussiront pas pourront être condamnés à une amende montant jusqu'à 1000 €, et sont susceptibles même de perdre leur carte de séjour. En dehors de la maîtrise de la langue, les tests visent également à leur inculquer «la culture néerlandaise», c'est-à-dire, en pratique, les habitudes conservatrices des citoyens respectueux de la loi.

Pour finir, les immigrés et les réfugiés qui veulent être naturalisés doivent passer un troisième test d'intégration civique. Ce test se trouve sur Internet. Des Néerlandais se sont amusés à y répondre et nombre d'entre eux ont échoué. Lorsqu'on lit les questions, on a l'impression de remonter le temps, de revenir aux années 50, à l'époque où les conservateurs dominaient encore la société. Les Néerlandais étaient censés toujours acheter des cadeaux de mariage, ainsi que bien entretenir leurs cours et leurs rues.

«Vous avez récemment déménagé. Vos voisins vous invitent à leur rendre une petite visite. Que devez-vous faire?», telle est par exemple la question n° 8. Le futur Néerlandais peut choisir entre «apporter un petit quelque chose, offrir un présent, ou arriver les mains vides». Les questions ont aussi une tonalité fréquemment raciste. La question n° 6, par exemple, suppose que les immigrés se sentiront toujours choqués lorsqu'ils verront deux homosexuels s'embrasser en public.

Tout le battage médiatique réalisé autour du thème de l'intégration civique a été précédé par des discussions sur l'intégration entre 2002 et 2004, au Parlement. C'est le Socialistische Partij, un ex-parti maoïste en pleine croissance actuellement, qui a lancé ces débats. Cette organisation est fière d'avoir expliqué, dès 1983, que l'intégration avait échoué. Dans leur rapport raciste «Travailleurs invités et capital», ils écrivirent que les travailleurs immigrés devaient choisir entre s'adapter ou partir. À l'époque, seule l'extrême droite réagit de façon positive.

Cela changea en 1991, quand le conservateur libéral Fritz Bolkestein conçut son projet anti-immigrés. Par la suite, les médias et les politiciens lancèrent régulièrement des débats racistes sur les immigrés et les musulmans, ce qui prépara le terrain en 2001 pour l'ascension politique du populiste de droite Pim Fortuyn. Ce dernier, tout comme de nombreux politiciens et faiseurs d'opinion, décrivait les musulmans comme des gens «barbares et arriérés», des «fanatiques religieux» qui avaient besoin d'être «civilisés» par les Néerlandais «éclairés».

Les hommes politiques et les médias semblent avoir complètement oublié la lutte entre la gauche et la droite. Dans tous les courants politiques, on trouve désormais des gens qui pensent que l'«intégration» est aujourd'hui le problème politique le plus important. A la fin du débat sur l'intégration, 40 personnalités (de la Gauche Verte à la très conservatrice Burke Foundation) rédigèrent ensemble une lettre ouverte dans laquelle ils affirmaient que «nous» devons désormais nous assurer que «le nouveau consensus» se traduirait par des mesures pratiques.

En dehors des cours d'intégration civique, le gouvernement a pris une série d'autres mesures. La ministre Rita Verdonk a demandé à des sociologues de mettre au point des critères pour mesurer le taux d'intégration des immigrés. Ces critères sont fondés sur une méthode développée auparavant pour mesurer la popularité des pots de beurre de cacahuète auprès des consommateurs! Selon ce nouvel instrument «scientifique», les immigrés les plus appréciés par les Néerlandais sont aussi les mieux intégrés.

En outre, les villes ont adopté un certain nombre de règlements municipaux pour augmenter encore la pression sur les immigrés et les réfugiés et leur demander de se comporter comme des «Néerlandais». A Gouda, la principale règle est de «parler néerlandais». À Rotterdam, le conseil municipal veut même que les réfugiés et les immigrés parlent néerlandais entre eux, à la maison! «Les musulmans doivent s'adapter», déclare le conseil municipal de Rotterdam. Selon le maire de ce port international, les hommes et les femmes ne parviendront pas à survivre «s'ils n'ont pas la langue néerlandaise dans leurs gènes». Il a quand même promis de ne pas appeler immédiatement la police s'il entendait des gens parler une autre langue que le néerlandais dans la rue!

C'est seulement à l'extérieur du Parlement que s'est exprimée une certaine opposition contre ces mesures. Avec l'aide du syndicat FNV, les principales organisations d'immigrés ont rassemblé des signatures pour obtenir des cours de néerlandais meilleur marché et de qualité. Aksi, une organisation de gauche, fondée par des jeunes d'origine turque nés aux Pays-Bas, est pratiquement la seule à s'opposer radicalement à ces projets. Aksi et De Fabel organisent des actions contre l'intégration forcée. Ils veulent mettre fin à tous les tests culturels; ils exigent des cours de langue, gratuits, facultatifs et en nombre suffisant. En effet, ces militants considèrent que, pour pouvoir lutter ensemble en faveur de droits égaux, et empêcher que les exploiters nous dressent les uns contre les autres, il est important de pouvoir communiquer facilement.

Aksi et De Fabel luttent également contre le fondamentalisme et le nationalisme religieux. Mais l'intégration forcée n'entamera ni la foi ni les convictions des musulmans fanatiques et des nationalistes. Au contraire, l'humiliation engendrée par tous ces tests poussera plus de gens dans les bras de la droite. D'ailleurs, la plupart des fondamentalistes ne sont pas des «immigrés», puisqu'ils sont nés aux Pays-Bas. Aksi et De Fabel pensent donc qu'il est important d'offrir une perspective de gauche et progressiste. Ce que l'Etat est incapable de faire. L'«intégration civique» n'est pas un mot neutre, mais un concept très idéologique. Il est lié aux tentatives du gouvernement de transformer les anciens et les futurs immigrés et réfugiés en des citoyens économiquement utiles et obéissant aux lois.

De Fabel van de illegaal (Pays-Bas)

Comment les Pays-Bas font trimer les migrants d'Europe de l'Est

Cet article concerne la situation des travailleurs d'Europe de l'Est vivant aux Pays-Bas. Nous devons préciser que nos contacts avec eux se sont jusqu'ici limités à quelques réunions avec des personnes de l'éphémère Syndicat des sans-papiers, fondé par et au nom des travailleurs bulgares à La Haye, et à différentes visites individuelles d'immigrés de l'Est à notre permanence quotidienne à Leyden, qui est surtout médicale et juridique. C'est pourquoi nous ne pouvons pas parler beaucoup de leurs luttes quotidiennes pour survivre dans l'environnement plutôt hostile que sont devenus les Pays-Bas. La majeure partie du texte ci-dessous traite donc de l'organisation des contrôles migratoires, de l'exploitation, de la répression et de l'encadrement idéologique des immigrés d'Europe de l'Est mis en place par le gouvernement, les partis politiques et même certains syndicats.

L'organisation antiraciste *De Fabel van de illegaal* soutient les sans-papiers en Hollande

Depuis que dix pays de l'Est ont rejoint l'Union européenne, la migration de leurs ressortissants vers les Pays-Bas s'est développée rapidement. Ils émigrent parce qu'ils recherchent un emploi, ou qu'ils désirent se marier et avoir un avenir meilleur, et jouir d'un peu plus de bonheur et de liberté. Le gouvernement néerlandais essaye de contrôler autant que possible cette immigration. Les politiciens, toutes sortes de spécialistes des sciences sociales et de «leaders d'opinion», et même des syndicats luttent violemment contre l'immigration illégale. Les migrants, en situation légale et illégale doivent accepter des travaux précaires, des bas salaires et de longues journées de boulot. Certains d'entre eux essaient d'organiser la résistance contre cette exploitation, même si c'est très difficile.

Les Pays-Bas comptent 16,3 millions d'habitants, dont 1,7 millions d'«allochtones non occidentaux» et 1,4 million d'«allochtones occidentaux». Le gouvernement considère que toute personne née à l'étranger – ou née aux Pays-Bas, mais dont les deux parents, ou même un seul, sont nés à l'étranger – est un «allochtone». Environ 200 000 sans-papiers vivraient dans le pays, selon les évaluations gouvernementales. Tous les jours, quelque 250 immigrés légaux entrent aux Pays-Bas. Et chaque jour environ 300 personnes quittent le pays. Officiellement, il y a donc plus d'émigration que d'immigration. Dans les années 70, 80 et 90 du XX^e siècle, la plupart des immigrés venaient de Turquie, du Maroc, du Surinam et des Antilles néerlandaises. Récemment l'immigration en provenance de ces pays a diminué. Par

contre, le nombre des immigrés polonais s'est développé rapidement.

La plupart des Européens de l'Est qui émigrent aux Pays-Bas, temporairement ou pas, viennent de Pologne, de Roumanie et de Bulgarie. La Pologne et 7 autres pays de l'Est sont membres de l'Union européenne depuis 2004; quant à la Bulgarie et la Roumanie, elles l'ont rejointe en 2007. Mais les Européens de l'Est ne sont «bienvenus» que s'ils sont utiles à l'économie néerlandaise, si leur immigration est contrôlée et s'ils ont la permission du gouvernement.

Les citoyens des 15 premiers Etats de l'Union européenne n'ont nul besoin d'une autorisation du gouvernement néerlandais pour travailler aux Pays-Bas. Jusqu'en 2007, ce n'était pas le cas des Polonais et des ressortissants de sept autres nouveaux Etats membres d'Europe orientale. Leurs permis de travail devaient être sollicités par leurs employeurs. Dans quelques secteurs qui manquaient de main-d'œuvre les Polonais pouvaient rapidement obtenir de tels documents. Dans d'autres branches, les employeurs devaient d'abord prouver qu'ils ne pouvaient pas trouver de Néerlandais pour faire le boulot. Depuis mai 2007, les permis de travail pour les huit nouveaux Etats membres ne sont plus nécessaires, mais les ressortissants de deux derniers adhérents à l'Union européenne (la Bulgarie et la Roumanie) ont encore besoin de permis de travail. Les pays de l'UE ont décidé qu'ils pourraient exiger des permis de travail jusqu'en 2011. Cependant, on permet aux ressortissants d'Europe orientale, membres de l'UE, de créer leurs propres entreprises individuelles aux Pays-Bas. Beaucoup de travailleurs polonais saisissent cette occasion de travailler en devenant leur propre patron.

La discussion politique au Parlement: union nationale contre les sans-papiers

Avant que la Pologne ne devienne membre de l'Union européenne, environ 10 000 travailleurs polonais obtenaient tous les ans un permis de travail. Au printemps 2004, une discussion se déroula au sein du gouvernement et du parlement néerlandais à propos de l'augmentation éventuelle du nombre de permis de travail après l'adhésion de la Pologne. En mai 2004, une majorité parlementaire constituée par les libéraux conservateurs du VVD, les chrétiens démocrates du CDA, les fondamentalistes chrétiens du SGP, les populistes de droite du LPF et l'ex-parti maoïste, le SP (i), s'opposèrent à l'émigration de davantage de travailleurs polonais. La Hollande risquait d'en être «inondée», prétendirent-ils. Le syndicat chrétien CNV soutint cette position. Seule une minorité parlementaire composée des députés de GroenLinks (la gauche verte) et du PvdA (les sociaux démocrates) voulait permettre aux travailleurs polonais de venir, car de toute façon ils entreraient dans le pays, mais sans papiers, et seraient donc plus facilement exploitables. L'organisation patronale VNO/NCW souhaitait également laisser entrer plus de travailleurs polonais, parce que, expliqua-t-elle, aucun Néerlandais n'était plus désormais prêt à effectuer certains travaux, par exemple dans la construction.

Selon les statistiques gouvernementales, en 2004, environ 16 000

travailleurs polonais ont obtenu des permis de travail. Soit seulement 6000 de plus que l'année précédant l'adhésion. Tout cela malgré que l'Union européenne prétende défendre la «libre circulation des personnes» et qu'officiellement ce principe s'applique aussi aux Polonais. En 2004, plus de 25 000 travailleurs d'Europe orientale ont obtenu des permis de travail, particulièrement pour se faire exploiter dans l'agriculture et l'horticulture, les abattoirs et l'industrie de la viande. Ces travaux durs et souvent ennuyeux sont mal payés, raisons pour lesquelles les travailleurs néerlandais ne veulent pas les accepter. Aujourd'hui, le nombre de Polonais aux Pays-Bas dépasse largement les 16 000, cependant. Les entreprises individuelles et les Polonais ayant des passeports allemands n'avaient déjà pas besoin de permis de travail à l'époque. En 2004, entre 34 000 et 53 000 Polonais travaillaient légalement aux Pays-Bas, et un nombre inconnu d'entre eux, de façon illégale. Selon des évaluations du Service néerlandais de l'immigration en 2003, entre 25 000 et 33 000 Européens de l'Est vivaient aux Pays-Bas. La plupart des Bulgares sans papiers habitent à la Haye, et ils sont plusieurs milliers.

Diviser pour régner

Les politiciens et les «leaders d'opinion» essayent continuellement de transformer l'immigration «non contrôlée» en un problème, au lieu de considérer qu'il s'agit d'une façon pour les êtres humains d'obtenir un peu de bonheur et une meilleure vie dans un autre pays. Le gouvernement exclut les sans-papiers du reste de la société, il les traque, les enferme dans des prisons spéciales et les expulse vers des pays marqués par la pauvreté, le chômage ou la violence. La police des étrangers et l'inspection du Travail organisent des raids dans les entreprises pour en chasser les sans-papiers. Et le gouvernement fait de plus en plus pression sur les chômeurs néerlandais pour qu'ils acceptent les travaux saisonniers et sous-payés qu'effectuaient auparavant les sans-papiers. C'est également pourquoi le gouvernement ne veut pas que trop de travailleurs d'Europe orientale entrent en Hollande. «Nous devons construire une digue contre l'inondation polonaise qui menace les Pays-Bas», a déclaré le gouvernement néerlandais. En 2005, l'Etat a testé des projets pour forcer les chômeurs «autochtones» à travailler dans les serres dans trois secteurs agricoles et horticoles importants: La Haye et la région voisine du Westland; Eindhoven et la ville voisine de Venlo; et la région d'Alkmaar. Selon le gouvernement, il y aurait beaucoup trop d'«allochtones» parmi ces chômeurs peu formés qui font ce type de travaux précaires.

De cette façon les gens au pouvoir utilisent la stratégie du «diviser pour régner» en vue de garder la classe ouvrière sous leur contrôle. Les migrants, en situation «légal» ou pas, sont embauchés pour effectuer des tâches salissantes, pénibles et sous-estimées qui sont essentielles pour le fonctionnement de l'économie néerlandaise. Le gouvernement et les employeurs se servent aussi de la main d'œuvre «illégal» comme d'une sorte de pied-de-biche pour ouvrir la porte aux baisses de salaire et à la diminution des droits des salariés. Ils arrivent ainsi à supprimer

des droits qui ont été gagnés par la lutte des travailleurs. En s'attaquant d'abord aux sans-papiers – prolétaires les plus faibles et les plus isolés –, puis aux immigrés en situation légale, et enfin aux travailleurs «autochtones» qui touchent les plus bas salaires, le gouvernement essaye de maintenir la division au sein de la classe ouvrière et de limiter la solidarité entre les travailleurs.

Les serres du Westland et les «brigades d'intervention»

La plupart des sans-papiers vivent dans quatre grandes villes: Utrecht, Rotterdam, Amsterdam et La Haye. La région du Westland, près de La Haye, est l'une des plus grandes zones d'horticulture. Le gouvernement y teste de nouvelles stratégies pour réprimer encore davantage les sans-papiers. 70 000 migrants en situation légale et environ 17 000 sans-papiers travaillent dans l'horticulture. De plus en plus de Bulgares, de Polonais et d'Ukrainiens cherchent à se faire embaucher dans les serres, et ils sont forcés d'entrer en concurrence avec les Marocains et les Turcs qui travaillent dans ce secteur depuis des décennies. Les Européens de l'Est doivent accepter des salaires d'environ 3 ou 4 € par heure, tandis que les Turcs et les Marocains touchaient 6 ou 7 € de l'heure.

Les saisonniers sans-papiers dans le Westland travaillent de mars à octobre habituellement 7 jours par semaine et 12 heures par jour. Leurs patrons gagnent beaucoup d'argent sur leur dos. Chaque sans-papiers leur fait économiser environ 10 000 € de salaire. Il y a dix ans, la plupart des sans-papiers travaillaient directement pour les paysans. Maintenant ils sont tous embauchés par des agences d'intérim. Le nombre d'agences a augmenté énormément depuis 1998, depuis qu'une loi dite «d'interconnexion» a été introduite pour exclure complètement les sans-papiers de la société et les empêcher d'avoir accès au moindre service public. Pendant toute une période, les sans-papiers, tant qu'ils n'étaient pas repérés par l'administration en tant que «clandestins», pouvaient travailler «légalement» et même payer des impôts. Désormais, les patrons ne veulent plus embaucher de sans-papiers ni fermer les yeux. Ils comptent maintenant sur les agences d'intérim pour leur fournir la main-d'œuvre «illégal». Le gouvernement a même simplifié la procédure pour ouvrir une société d'intérim. Dans le Westland, leur nombre est passé de quelques dizaines à plus de 2 000 en quelques années. Ces boîtes de travail temporaire gagnent environ 5 € par heure sur le dos de chaque sans-papiers qu'elles font travailler.

Dans les années 90, le gouvernement a créé des «brigades d'intervention» pour trouver et arrêter les sans-papiers sur leurs lieux de travail. Le Westland possède une telle brigade depuis 1999, l'Equipe d'Intervention du Westland ou WIT. La WIT combat «le travail illégal» et la «fraude fiscale». Elle s'intéresse à toute la chaîne qui va des agences d'intérim aux patrons qui emploient des sans-papiers. La WIT se compose de fonctionnaires de l'inspection du Travail, du fisc, du ministère de l'Intérieur, de plusieurs services sociaux, d'organismes semi-publics de prestations sociales et de la police des étrangers. La WIT veut que les patrons contrôlent plus soigneusement les papiers de

leurs salariés. Les exploiters sont censés s'assurer que tous leurs employés ont des documents valables. Mais les patrons et les agences d'intérim, naturellement, n'ont aucune envie d'être obligés de contrôler les pièces d'identité de leur personnel. Ces mesures sont contraires à leurs objectifs, qui est d'essayer d'obtenir une armée de réserve, flexible et toujours prête à trimer, sans l'intervention d'aucune «bureaucratie». Depuis le début de 2002, l'Etat a aussi créé une nouvelle «police des chômeurs»: la Sociale Inlichtingen en Opsporingsdienst, ou SIOC (Service d'enquêtes et de renseignements sociaux). Le SIOD traque les fraudeurs et les réseaux à grande échelle qui utilisent des sans-papiers, mais aussi tous ceux qui travaillent «au noir» en touchant les allocations chômage.

Répression contre les immigrés bulgares

Selon les sans-papiers eux-mêmes, les interventions de ces services dans les entreprises sont liées à la situation sur le marché du travail et aux intérêts des patrons. «Quand il y a beaucoup de boulot, on ne subit pratiquement jamais de descentes de police. Elles augmentent quand nous avons moins de travail», nous a confié un ouvrier bulgare. La plupart des interventions ont lieu à la fin de la saison: en septembre et octobre. On soupçonne que ce sont les patrons eux-mêmes qui appellent l'inspection du Travail pour se débarrasser des travailleurs «en surplus». «Quand tu exiges ta paie, le patron porte plainte auprès des flics. Il leur raconte que des sans-papiers bossent dans son entreprise, et alors ton argent reste dans sa poche et nous sommes expulsés», nous explique un autre ouvrier bulgare.

Selon des statistiques officielles, environ 750 000 Bulgares ont émigré depuis la chute du mur de Berlin. En réalité, ce chiffre est probablement plus élevé. Il y a beaucoup de pauvreté en Bulgarie et le chômage frôle les 35% chez les jeunes. A La Haye, de nombreux Bulgares parlent turc et sont musulmans. Ils appartiennent à la minorité turque de Bulgarie, qui représente environ 10% de la population. Pour survivre aux Pays-Bas, ils se servent des réseaux turcs et musulmans traditionnels qui peuvent les aider à trouver du travail, un logement et bénéficier d'une solidarité mutuelle. Les Bulgares non turcs à La Haye, cependant, tombent la plupart du temps entre les mains des circuits mafieux où règne l'exploitation la plus brutale. Les femmes sont parfois obligées de coucher avec les intermédiaires pour obtenir un emploi. Parmi les Bulgares non turcs beaucoup de couples ont une formation universitaire: les deux membres cherchent du travail et sont venus avec leurs enfants qui sont fréquemment refusés dans les écoles. (Aux Pays-Bas, en effet, tous les enfants, qu'ils soient en situation légale ou «illégal», ont le droit et l'obligation d'aller à l'école. Mais, en pratique, certaines écoles refusent de les admettre, et les parents n'osent pas protester, par peur d'être expulsés s'ils portent plainte à la police ou se plaignent aux autorités.) Pour ces familles, les soins médicaux sont très coûteux parce qu'elles ne connaissent pas l'existence du fonds gouvernemental censé payer «les soins médicalement exigés» pour les sans-papiers.

Il y a quelques années, la police de La Haye organisait régulièrement des descentes dans les quartiers où vivaient les Bulgares «clandestins», et dont beaucoup triment dans le Westland. À La Haye, en moyenne, les Bulgares dorment à 3 ou 4 par chambre, pour laquelle chacun d'eux paie un loyer mensuel d'environ 140 €. Pendant ces interventions policières, les rues sont fermées, les portes défoncées à coups de pied, et des dizaines de gens, y compris des enfants en bas âge, sont chassés de leurs logements et expulsés en Bulgarie le soir même. Souvent les migrants n'obtiennent pas le droit de voir un avocat et n'ont pas la possibilité d'arranger leur situation ou de prendre leurs affaires avant de partir. Les Bulgares arrêtés, mais qui ont sollicité un permis de travail et attendent toujours la réponse de l'administration, sont forcés de signer une déclaration selon laquelle ils retirent leur demande. Celui qui refuse est gardé plus longtemps en garde à vue. Pendant ces rafles, la police saisit les passeports et ne les rend pas, ce qui oblige l'ambassade bulgare à leur donner des passeports provisoires.

Avant 2007, grâce à ces opérations coups de poing, le gouvernement voulait dissuader d'autres Bulgares de venir aux Pays-Bas en leur faisant peur. L'IND, le Service néerlandais de l'immigration, se servait activement des médias bulgares pour faire savoir que les Bulgares sans-papiers n'étaient pas les bienvenus aux Pays-Bas. Quant aux médias néerlandais, ils décrivaient habituellement les Bulgares et les Roumains sans-papiers comme des «criminels», des «tsiganes» et des «prostituées». Poussé par les Pays-Bas, le gouvernement bulgare présenta, il y a quelques années, une nouvelle loi déclarant que les passeports des Bulgares expulsés devaient leur être retirés pour une période plus longue afin de les empêcher de revenir. Dans la pratique, les fonctionnaires ne respectaient pas toujours rigoureusement cette loi. Parfois les policiers ne prenaient pas les passeports, et parfois les expulsés parvenaient à suborner la police des frontières à l'aéroport afin de pouvoir le conserver. Depuis que les pays de la zone Schengen et la Bulgarie ont décidé de supprimer les visas pour leurs ressortissants respectifs, des milliers de Bulgares ont été expulsés.

Pendant les rafles à Amsterdam, beaucoup de prostituées sans-papiers sont régulièrement arrêtées, y compris des Bulgares et des Roumaines. La police refuse de vérifier si elles sont victimes de trafiquants et les criminalise en prétendant qu'elles représentent «une nuisance». Ces femmes sont ainsi transformées en un problème, alors que celui-ci provient de l'existence des trafiquants, des souteneurs et des clients. Pour des raisons racistes les hommes néerlandais réclament des prostituées blanches d'Europe orientale. (Rappelons qu'au total, environ 500 000 femmes sont vendues tous les ans comme esclaves en Europe.)

Désormais les Bulgares et les Roumains ont officiellement le droit de séjourner aux Pays-Bas. Mais ils ont encore besoin d'un permis de travail. C'est pourquoi les autorités néerlandaises continuent à organiser des descentes de police dans les maisons privées et les entreprises.

Précarité des immigrés polonais

Dans le nord de la province néerlandaise du Limburg, beaucoup de Polonais travaillent dans l'horticulture. Leurs conditions de logement sont désastreuses: ils vivent la plupart du temps dans des caravanes sur des terrains de camping. Leurs conditions de travail sont également lamentables. Ces migrants sont très importants pour l'économie locale, mais cela ne semble pas être une raison suffisante pour améliorer leur situation. Désormais, le gouvernement local veut même les chasser des campings en ne distribuant plus de permis spéciaux aux propriétaires des terrains. Le gouvernement prétend que les Polonais effrayeraient les touristes, et que leur présence nuirait à l'industrie du tourisme. Les Polonais sont censés être souvent ivres, uriner dans les buissons, jeter leurs déchets n'importe où, bref: ils constitueraient «une nuisance». Les mêmes «arguments» qui ont été employés pendant des années contre les sans-papiers sont maintenant utilisés contre les Européens de l'Est.

En juin 2005, des dizaines de travailleurs polonais ont été licenciés d'une entreprise néerlandaise, parce qu'ils étaient en grève contre leur réduction en esclavage et leur exploitation par leur patron. Pour obtenir un contrat de travail, ils devaient commencer par lui payer 100 €. Ils devaient récolter des laitues, et touchaient 3 centimes d'euro par laitue. Leur revenu horaire net oscillait entre 4 et 5 € et ils ne recevaient aucun salaire quand ils tombaient malades. Ils devaient bosser 12 heures par jour, en alternant entre deux équipes, celle de jour et celle de nuit.

Un jour, après 12 heures de boulot, le patron leur a demandé de bosser 3 heures de plus. Alors ils se sont mis en grève. Puis des dissensions se sont installées entre les travailleurs eux-mêmes: les grévistes se sont mis en colère contre ceux qui voulaient travailler. Après avoir été licenciés, les grévistes ont perdu leur «logement». Avant la grève, ils campaient généralement sur un terrain de leur employeur, mais ils en ont été chassés. Un responsable du syndicat en a hébergé dix chez lui pour qu'ils ne dorment pas dehors. Puis un juge a décidé que le patron avait agi illégalement en licenciant les grévistes, et il lui a ordonné de les réembaucher. Mais le patron a ensuite porté plainte contre les ex-grévistes et a demandé à la justice le droit de les licencier une seconde fois car ils entretenaient une «atmosphère désagréable» dans l'entreprise. Pour ces travailleurs, le fait que la Pologne ait adhéré à l'Union européenne ne leur a été d'aucun secours.

La plus grande agence d'intérim pour les travailleurs étrangers aux Pays-Bas s'appelle Otto: cette société a fait un bénéfice de 50 millions d'euros par an. Elle embauche beaucoup de Polonais. Son directeur considère que c'est une bonne chose qu'ils viennent travailler aux Pays-Bas, mais seulement temporairement. Quand on n'a plus besoin d'eux, ils devraient, selon lui, quitter rapidement le pays. Les patrons, comme le gouvernement, veulent empêcher les migrants de s'installer durablement aux Pays-Bas, et de faire venir leurs familles, parce que cela les rendrait moins exploitables en tant que saisonniers ayant un emploi précaire. Le directeur d'Otto défend le principe d'un séjour temporaire

en arguant que les Polonais seraient très fidèles à leur pays. Selon lui, ils veulent toujours retourner chez eux, car, étant catholiques, ils désiraient toujours vivre avec leur famille.

Entreprises individuelles, discriminations et amendes

Il y a quelques années, de nombreux travailleurs polonais créaient des entreprises individuelles parce qu'à l'époque ils n'avaient pas besoin d'obtenir un permis de travail, [contrairement à ceux qui avaient le statut de salariés, *NdT*]. Depuis mai 2004, les Polonais ont l'autorisation de vivre aux Pays-Bas, mais il ne leur est pas facile de trouver un patron et d'obtenir un permis de travail. Il est plus simple de devenir son propre patron, par exemple dans le secteur du nettoyage ou comme sous-traitant dans la construction. Mais ces immigrés, et également les entreprises des Etats de l'Est européen membres de l'UE, doivent encore subir toutes sortes de mesures prises contre eux par le gouvernement néerlandais.

Il y a deux ans, la Commission européenne a critiqué le gouvernement néerlandais parce qu'il avait instauré des conditions «discriminatoires» pour les salariés des entreprises d'Europe orientale qui venaient travailler temporairement aux Pays-Bas. Ils devaient obtenir un permis de travail, alors que les travailleurs originaires des autres pays de l'Union européenne dans la même situation n'en avaient pas besoin. A cause de cette discrimination, les entreprises d'Europe orientale ne peuvent pas être concurrentielles, a fait remarquer la Commission européenne. Mais cette même Commission ne s'est pas indignée contre l'obligation d'obtenir un permis de travail pour les citoyens d'Europe orientale qui viennent aux Pays-Bas de leur propre initiative, sans être déjà embauchés par une société d'Europe de l'Est. La Commission européenne ne semble pas considérer cette forme de contrôle de l'immigration comme «discriminatoire».

Pour limiter l'immigration de tous les sans-papiers, le gouvernement fait payer aux patrons qui les emploient une amende de 8 000 € par personne arrêtée. Le gouvernement souhaite également commencer à infliger des amendes aux entreprises qui ne veulent pas coopérer avec la police dans sa traque aux sans-papiers. Et jusqu'à récemment les entreprises individuelles des Polonais étaient, elles aussi, visées par l'administration. Le gouvernement voulait que les Polonais aient plus de mal à démarrer leur entreprise, en les obligeant à prouver d'abord qu'ils créaient vraiment une société indépendante. Sinon, on leur collait également une amende.

Les agences d'intérim paient aussi des amendes. Il y a deux ans, une agence polonaise a versé à l'Etat une amende de 240 000 € pour avoir employé de la main-d'œuvre illégale. 30 Polonais travaillaient sans permis pour cette société. Ils touchaient 200 € par mois alors que le salaire minimum tourne autour de 1 000 €.

Les femmes d'Europe orientale: trafics et surexploitation

Il existe une énorme demande aux Pays-Bas pour des infirmières étrangères, notamment polonaises. Traditionnellement, beaucoup de

femmes travaillent dans le secteur de la santé. La plupart des Néerlandais n'apprécient guère ces emplois mal payés, précaires, stressants et sous-estimés. Randstad, l'une des plus grosses sociétés d'intérim néerlandaises, déploie tous ses efforts pour que des Polonaises, entre autres, remplissent ces tâches.

Aux Pays-Bas, il existe également un trafic des femmes originaires d'Europe orientale. Des Bulgares et des Roumaines sont attirées avec de fausses promesses: on leur fait miroiter la perspective d'un bon travail ou d'un mariage, mais on les oblige ensuite à travailler dans le secteur de la prostitution illégale. Il leur est souvent très difficile de sortir de cette situation.

Il existe également pas mal de trafics autour des mariages. Si les hommes d'Europe orientale viennent chercher un meilleur avenir aux Pays-Bas en dénichant un travail, les femmes espèrent améliorer leur vie en épousant un Néerlandais, souvent par l'intermédiaire d'une agence matrimoniale qui propose un «catalogue» de jeunes candidates au mariage. La frontière entre la traite des femmes et le libre choix d'un mariage arrangé à distance est souvent ténue. Beaucoup de paysans néerlandais épousent des Polonaises, parce que les Néerlandaises, selon eux, ne voudraient plus trimer dans les fermes. Les paysans recherchent donc des Polonaises originaires de la campagne, qui sont habituées à une existence dure et disposées à marrer pour la ferme et pour leur futur mari. Les agences matrimoniales gagnent beaucoup d'argent dans ce commerce. Les femmes ont souvent peu de choix, en raison de la mauvaise situation économique de la Pologne, particulièrement dans les campagnes. Une fois aux Pays-Bas, elles risquent de perdre leur indépendance et de tomber totalement sous la domination de leur mari.

Certaines Polonaises viennent aussi aux Pays-Bas pour échapper à l'atmosphère conservatrice et catholique qui les opprime en Pologne. Parfois elles sont enceintes et viennent interrompre leur grossesse aux Pays-Bas, car cette intervention est interdite en Pologne. Parfois, elles recherchent davantage de liberté pour elles-mêmes. Certaines ont eu des relations sexuelles sans s'être mariées, raison pour laquelle leurs parents les ont chassées de leur maison. Ou alors elles ont eu une relation avec un homme qui n'était pas le bienvenu dans leur communauté. Récemment, il faut signaler également que de nombreux gays et les lesbiennes se réfugient aux Pays-Bas en raison de la répression dont ils sont victimes en Pologne.

Syndicats et sciences sociales mobilisés contre les sans-papiers

Il y a quelques années, des Bulgares turcs ont demandé de l'aide à la SHIP (la «Plate-forme musulmane de La Haye»). La plupart de leurs problèmes étant liés à leurs mauvaises conditions de travail, la SHIP a contacté le FNV, le plus grand syndicat national. Bien que le FNV ait prononcé quelques belles paroles sur la nécessaire solidarité entre tous les travailleurs, il n'a jamais vraiment fait quoi que ce soit pour les sans-papiers. La demande exprimée par la SHIP n'a provoqué qu'une réaction très vague. Alors la SHIP a décidé de fonder son propre

syndicat de travailleurs sans-papiers qui a été immédiatement attaqué violemment par le gouvernement. Cela a momentanément attiré l'attention de quelques médias sur la situation difficile des Bulgares sans-papiers. La répression s'est intensifiée contre eux. Et le nouveau syndicat n'a pas vraiment réussi à fonctionner en raison de l'absence d'appui des syndicats officiels.

Non seulement ceux-ci ne soutiennent pas les sans-papiers, mais ils les combattent ouvertement de plus en plus. Depuis 2005, plusieurs syndicats ont ouvert une ligne téléphonique spéciale (2) où les salariés peuvent dénoncer leurs collègues «en situation illégale». Les syndicats transmettent alors cette information à l'inspection du Travail. Ils ont ainsi aidé à chasser des milliers de sans-papiers, dont beaucoup de Polonais – du moins avant 2007. Au lieu de lutter pour l'égalité des droits, les syndicats collaborent avec la police lors des descentes organisées par le gouvernement dans les entreprises pour attraper les sans-papiers et les expulser vers leurs pays d'origine. «Les travailleurs néerlandais d'abord», semble être le slogan des syndicats qui divisent les travailleurs et aident les patrons et le gouvernement.

Les sciences sociales apportent, elles aussi, leur contribution à la répression contre les sans-papiers. A travers leurs recherches sur le monde semi-légal dans lequel ceux-ci sont obligés de vivre, toutes sortes de sociologues, de spécialistes des sciences politiques et d'anthropologues rendent de plus en plus difficile la survie des sans-papiers aux Pays-Bas. De plus en plus souvent, des scientifiques sont payés, par exemple, par le ministère de la Justice pour découvrir comment les sans-papiers parviennent à vivre et travailler. A partir des résultats de leurs recherches, le gouvernement introduit de nouvelles lois répressives contre les «clandestins». L'institut RISBO de l'université Erasmus à Rotterdam, par exemple, a étudié le quartier de Schilderswijk à La Haye, où vivent beaucoup de sans-papiers, y compris de nombreux Bulgares. Dans leurs publications, les scientifiques ont étudié de façon séparée les sans-papiers, en les isolant du reste de la population, et ils ont décidé qu'il s'agissait d'une «population à problèmes». Ils les stigmatisent et les criminalisent en reliant continuellement leur situation aux «nuisances» et à la «criminalité» supposées.

Harry Westerink, *De Fabel van de illegaal*. Septembre 2007

Notes

1. Sur les positions de ce parti, on lira l'article de *De Fabel van de illegaal* «Pays-Bas: Votez pour des expulsions civilisées, votez pour le SP», traduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 13-14. Sur Internet http://www.mondialisme.org/article.php3?id_article=526.

2. Pour plus de détails, on consultera l'article de *De Fabel van de illegaal* dans *Ni patrie ni frontières* n° 13-14: «Pays-Bas: Les syndicats appellent à dénoncer les travailleurs clandestins». Sur Internet http://www.mondialisme.org/article.php3?id_article=557.

Argentine

Germán Avé Lallemand

et les origines du socialisme

Cet article d'Hernan Diaz, inédit en français, a été traduit par Ana Laval-Munoz. Il a été publié pour la première fois en espagnol dans la revue *En defensa del marxismo* n° 17 en juillet 1997. Cette publication est l'organe théorique du Partido Obrero, groupe trotskyste d'Argentine.

Le centenaire de la fondation du Parti socialiste argentin a été célébré en 1996. Dans la construction de la pensée socialiste de notre pays, qui ne commence pas avec la fondation symbolique du parti mais naît bien avant, une place de choix revient à l'ingénieur allemand Germán Avé Lallemand. Dans le cadre d'une investigation sur les idées initiales du socialisme, il nous semble intéressant d'étudier la pensée de ce solitaire, scientifique et journaliste, qui ne cessa d'œuvrer en Argentine, sa patrie d'adoption, dès son arrivée en 1868 et jusqu'à sa mort, en 1910.

Germán Avé Lallemand, vraisemblablement né à Lübeck vers 1836 (1), est issu d'une famille de naturalistes, d'intellectuels et de scientifiques. Son père est l'ami du savant allemand Alexander von Humboldt et du naturaliste Hermann Burmeister, qui travailla de nombreuses années en Argentine et grâce auquel Lallemand s'expatrie en Argentine en 1868. Jeune géomètre diplômé en industrie minière et métallurgie, il s'installe à San Luis où il épouse Enriqueta Lucio Lucero et vit jusqu'à la fin de ses jours.

Son activité scientifique est très vaste. Ingénieur minier, géomètre, météorologue, minéralogiste, recteur de l'École nationale de San Luis, il est également journaliste et statigraphe pour les autorités de la province.

Homme du XIX^e siècle, il ne s'enferme jamais dans les sciences naturelles mais cherche, avec la même passion, à étudier en détail tout ce qui a rapport à la société et à l'histoire de l'Homme. Dans ses articles de presse, on observe nettement la distance qui le sépare des écrivains argentins de l'époque: ses connaissances, ses conceptions, ses lectures, l'aisance avec laquelle il passe des sujets internationaux aux sujets nationaux, l'habileté avec laquelle il manie les statistiques européennes, états-uniennes ou du reste du monde; tout permet d'identifier facilement ses écrits même lorsqu'ils ne sont pas signés ou le sont sous un pseudonyme.

On sait peu de chose sur sa formation concrète tant en Europe qu'en Argentine. Victor García Costa soutient que «la formation idéologique marxiste de Lallemand s'est faite en Europe» (2). Fermín Chávez, pour sa part, va jusqu'à affirmer qu'il participa «à la lutte que le socialisme

allemand avait amorcée avec Bismarck». Mais tout n'est que conjecture. Il quitte l'Allemagne à 25 ans, au moment où le socialisme vient d'être fondé par Ferdinand de Lassalle. En Allemagne, le marxisme n'existe qu'à partir de 1868 et n'acquiert une réelle importance que quelques années plus tard. S'il est vrai que la Première Internationale croît très largement à travers toute l'Europe, le marxisme se limite à un petit nombre de dirigeants.

Réduits aux conjectures, nous estimons cependant que si Lallemand s'était formé dans sa jeunesse au sein du marxisme européen, nous aurions des témoignages de cette expérience: correspondance avec les dirigeants marxistes ou traces de ses idées avant 1890. Comment peut-on parler d'une précoce «formation» marxiste dans un contexte radicalement non marxiste, puis d'une "hibernation" de ses idées pendant 30 ans ?

Les hypothèses autour de la formation marxiste précoce de Lallemand servent à faire l'éloge postérieur du personnage et de ses idées. Mais nous préférons laisser là les conjectures puisque, comme nous le verrons, nous ne prétendons nullement l'idéaliser mais bien faire le bilan, dans une perspective marxiste, des zones d'ombre et de lumière de son idéologie.

Une seule certitude: Lallemand participe au Club *Vorwärts* où les émigrés allemands antimonarchistes constituent le premier noyau socialiste lié à la social-démocratie allemande. C'est de ce groupe que naît l'initiative d'unifier divers groupes de Buenos Aires et de commémorer pour la première fois le 1^{er} mai, selon une résolution du Congrès socialiste de Paris en 1889. Le Comité International ainsi formé décide de constituer une fédération ouvrière et de se pourvoir d'un organe de presse.

En décembre 1890 *El Obrero* est fondé sous la direction d'un des membres du Club *Vorwärts*, Germán Avé Lallemand, qui lui apporte vraisemblablement son soutien financier. Ses collaborateurs se nomment Augusto Kühn, Leoncio Bagés ou encore Carlos Mauli mais il en rédige la plupart des articles. Obligé de quitter Buenos Aires en février 1891, il abandonne la direction du journal à la tête duquel il ne sera resté que le temps de cinq numéros. Dès lors, c'est depuis San Luis qu'il enverra ses articles.

Plus tard ses collaborations seront publiées dans d'autres journaux socialistes, comme *El Socialista* qui paraît de mars à mai 1893 ou *La Vanguardia* créée en avril 1894.

Lallemand collabore largement à *La Agricultura*, hebdomadaire «défenseur des intérêts ruraux et industriels», fille spirituelle de *La Nación* avec laquelle elle partagera un temps ses bureaux. Il s'agit sans doute d'une des plus sérieuses publications sur l'essor de l'économie agricole. Notre scientifique allemand finit presque par en devenir le rédacteur en chef, écrivant l'éditorial et signant deux ou trois articles de fond. Mais les lecteurs de *La Agricultura*, des propriétaires fonciers ou des éleveurs, se plaignent à plusieurs reprises de la présence excessive d'idées socialistes dans une revue qui devrait être la chasse gardée des idées réformatrices. C'est certainement pour cette raison que Lallemand

et un autre collaborateur socialiste, Antonio Piñero, multiplient les pseudonymes et transforment ainsi la publication en une sorte de labyrinthe de personnalités et de styles dans lequel le chercheur d'aujourd'hui se perd facilement.

Lallemant collabore à *La Agricultura* dès 1894, année de sa création, et jusqu'en 1900. En 1896, il retourne à Buenos Aires à la demande de la revue et occupe pendant un an le poste de rédacteur en chef de cette publication. Il publie sous son vrai nom ou sous divers pseudonymes: Pirquinero, Puntano, Agrófilo, Isidro Castaño, Julián Jiménez, Marius, Demócrata, etc. Certains sont attestés, d'autres se devinent par recoupement de citations, par les connaissances exposées ou à travers le style.

Le troisième groupe de collaborations journalistiques qui nous intéresse est issu de la revue théorique de social-démocratie allemande, *Die Neue Zeit*, dirigée par Karl Kautsky. Lallemant leur envoie des collaborations dès 1894 et jusqu'à sa mort. Une douzaine de ces articles intéressants ont été traduits et publiés par Leonardo Paso, dirigeant du Parti communiste argentin.

L'activité politique de Lallemant

Il faut noter que l'activité politique de Lallemant, dans le cadre du socialisme, fut assez limitée. S'il participa au Club *Vorwärts* et s'y distingua parmi les marxistes, il ne prit part à aucune des plus importantes réunions de la décennie. Il ne participa pas au Comité international de 1890, pas plus qu'à la réunion constitutive du Groupe socialiste de Buenos Aires (le véritable acte fondateur du Parti socialiste argentin) et ne fut directeur de *El Obrero* que pendant deux mois. Il ne figure pas non plus sur la longue liste du comité central élu en avril 1895, ne participe pas à la convention du parti en octobre de la même année ni n'apparaît en tant que délégué au congrès constitutif de juin 1896 puisqu'il vit alors à Buenos Aires.

En revanche, il est candidat lors des premières élections législatives auxquelles le Parti socialiste se présente en mars 1896. Sa candidature a été validée par le vote d'une assemblée plénière du parti, un mois auparavant, sur une proposition du Club *Vorwärts*. Il est second sur la liste, après le docteur Juan B. Justo.

De toute évidence, le *Vorwärts*, dont d'autres dirigeants font partie de l'élite socialiste, présente la candidature de Lallemant comme une figure de prestige pour la classe moyenne argentine. Juan B. Justo, déjà connu depuis plusieurs années comme médecin et dirigeant radical, est sans doute lui aussi une «image» acceptable pour les secteurs non ouvriers mais reste une figure militante étroitement liée à la direction du parti. Lallemant en revanche, apparaît presque comme une figure extérieure au parti, comme un adhérent de grand prestige dans la presse et dans les cercles scientifiques du pays qui, par ses idées – et non par son activisme – concorde avec le parti ouvrier émergent. Lors des élections qui suivront, Lallemant ne sera plus candidat socialiste.

À San Luis, sa province d'adoption, il prend part au radicalisme naissant dès 1890 (c'est-à-dire avant son adhésion à la section de Buenos

Aires) et jusqu'à sa mort. En décembre 1890, il est secrétaire de l'Union civique populaire (celle-ci ne s'est pas encore éloignée de Bartolomé Mitre). L'année suivante, il participe à la campagne qui portera Teófilo Saá au pouvoir. En 1905, son nom figure sur la liste des électeurs de l'Union provinciale et en 1908, il fait partie du Bureau de l'Union civique radicale de San Luis.

En d'autres termes, militant actif du radicalisme à San Luis, Lallemand n'est qu'un adhérent enthousiaste du socialisme de Buenos Aires. Ses défenseurs, le nationaliste prochinois José Ratzler (3), le nationaliste sandiniste Rodolfo Puiggrós (4), le stalinien Leonardo Paso (5), le péroniste Fermín Chávez (6), le socialiste Víctor García Costa (7), défendent précisément cet aspect de sa carrière politique. Leurs arguments sont fondés sur l'inexistence de mouvement ouvrier à San Luis et sur l'économie archaïque de la province. Mais cet aspect, qui pourrait ne révéler qu'une simple question «tactique», prend toute son importance si l'on considère que Lallemand fut capable de voir, à son époque, quelle était la mission des révolutionnaires en soutenant une bourgeoisie qui luttait contre la corruption et le parti unique. Cette tactique «non sectaire», pro-bourgeoise et par là même acceptée par la gauche centriste des années suivantes, trouve sans doute son origine chez Marx puisque ce dernier affirmait, dans son *Manifeste communiste*, que «les communistes soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre l'état de fait social et politique existant» (8).

Mais que déclare Lallemand au sujet de la révolution de 1890 et de l'Union civique radicale ? «Obéissant à l'action civilisatrice du capital l'Union civique, brandissant le drapeau du régime pur de la société bourgeoise, s'est soulevée.» «L'ère du régime bourgeois pur implique un réel progrès (...) et nous acclamons cette nouvelle ère avec une grande satisfaction (9).» Ainsi la révolution des années 90 marque le début, à court ou à moyen terme, du régime capitaliste pur qui remplace le régime despotique (10). C'est dans ces circonstances que «l'Union Civique, championne courageuse et désintéressée de la démocratie, des garanties institutionnelles et de la liberté bourgeoise, a vu le jour» (11). En 1903, dans un article pour le *Die Neue Zeit*, il exalte de nouveau le rôle du radicalisme: «Un puissant parti d'opposition s'est déjà formé, le nombre de ses adhérents augmente rapidement et son programme radical, dirigé contre la corruption inouïe et une piètre administration, prône ouvertement la force des armes comme argument inévitable pour les prochaines élections (12).»

Plus clairement, il affirme dans *La Vanguardia* en 1894: «Le Parti Radical est aujourd'hui l'élément révolutionnaire de l'Argentine, né de la crise économique et destiné à transformer nos institutions politiques en outils parfaitement adaptés aux intérêts capitalistes (13).» Cette phrase met définitivement un point final à la défense «marxiste» de Lallemand. Puisque Marx propose de soutenir tout mouvement révolutionnaire et que Lallemand considère que le radicalisme est l'élément révolutionnaire en Argentine, militer au sein du radicalisme et devenir un acteur de la révolution à partir de cette position s'impose. La thèse développée par l'italien Ferri quinze ans plus tard risque alors de

devenir séduisante: en Argentine, le parti socialiste est une fleur exotique qu'il n'y a pas lieu de créer et qui jouera, pour ainsi dire «par défaut», le rôle du républicanisme européen.

Mais en réalité, le socialisme s'est construit, s'est développé; des syndicats ouvriers aux intérêts et programmes indépendants ont vu le jour. L'anarchisme aussi est apparu et a acquis une importance de taille dans les rangs ouvriers, précisément à partir du moment où les socialistes ont refusé de considérer la question ouvrière d'un point de vue révolutionnaire. Juan B. Justo et les fondateurs du PS ne sont ni des fous ni des «résignés idéologiques»; tout en estimant que le moment n'était pas approprié, ils fondent le parti comme une sorte d'«antécédent historique».

Le socialisme et l'anarchisme sont apparus, puis ont gagné du terrain durant toute la décennie des années 90 grâce aux centaines de radicaux déçus par la politique lâche de leur parti. La gauche s'éloigne du radicalisme précisément parce qu'elle voit qu'il ne constitue pas l'élément révolutionnaire argentin. À partir de ce moment et pendant 20 ans, le radicalisme va se transformer en un groupe éloigné des masses, plus proche des militaires que de la classe moyenne, source présumée de sa force, et son seul mot d'ordre sera: des élections sans fraude. Pendant ces années qui vont de 1890 au Centenaire de 1910, l'axe de la révolution passe par l'essor ouvrier, son organisation et ses luttes. Le radicalisme disparaîtra de la scène politique jusqu'à ce que la défaite sanglante infligée par l'État à la classe ouvrière ne permette de penser à une réforme électorale expressément faite pour que le parti radical devienne le porte-parole des illusions des masses.

Ce qui peut être vrai pour une longue période historique considérée dans l'absolu ne correspond nullement à la politique à développer concrètement. S'il est vrai que la crise des années 90 marque, pour ainsi dire, l'entrée chaotique de l'Argentine dans le capitalisme moderne international et que le radicalisme veut généralement représenter le régime politique de la démocratie bourgeoise: un siècle est passé et ce régime est toujours en place. Pire encore, il ne menace pas de s'écrouler. Même si parmi les illusions des bases du radicalisme des années 1890 se niche le désir de constituer une démocratie parlementaire moderne, les incohérences économiques du pays, la coexistence de formes capitalistes et de formes précapitalistes ne permettront jamais que cette démocratie se développe selon le modèle européen ou nord-américain. La véritable démocratie n'a aucun avenir dans un pays en retard comme l'Argentine, comme le prouve la vision à court terme du radicalisme qui peine à proposer autre chose que le suffrage universel.

Du point de vue démocratique, le socialisme argentin propose un programme plus révolutionnaire. Il prône la séparation de l'Église et de l'État, la confiscation des biens du clergé, la suppression du pouvoir exécutif, la fin de l'armée de métier, le désarmement du peuple, la révocabilité des fonctionnaires, la suppression du Sénat, etc. (14)

Enfin, Marx prônait l'appui de tout mouvement révolutionnaire, mais il ne prôna jamais l'adhésion à des partis bourgeois. La province argentine de San Luis est arriérée mais le Parti socialiste se présente

comme un parti national et non comme un parti de Buenos Aires. La permanence de Lallemand au sein de l'Union Civique de sa province ne se justifie donc pas par ces questions tactiques, mais est en lien avec sa conception surdimensionnée du radicalisme, porte-drapeau conséquent du capitalisme argentin.

Elle s'apparente également au caractère vil et pro-bourgeois des staliniens de tout poil. Dans leur aveuglement, ils revendiquent aussi bien la fondation du Parti socialiste que la militance radicale de Lallemand, comme si les deux étaient compatibles. Tous les arguments en faveur du soutien à apporter à l'UCR de San Luis valent pour le soutien de l'UCR nationale: besoin de développer la démocratie, retard économique et faible maturité du prolétariat. Ces mêmes arguments servent aujourd'hui à soutenir le radicalisme, le péronisme et la gauche centriste. Et ils servent généralement à soutenir n'importe quel groupe bourgeois de la planète. C'est ainsi que l'on s'aperçoit que les staliniens sont des défenseurs stratégiques du soutien à la bourgeoisie.

La grande propriété et l'industrie

Lallemand a beaucoup écrit sur l'économie argentine. Dans ses articles parus dans *La Agricultura*, revue pourtant destinée aux moyens et grands propriétaires terriens, il s'efforce d'expliquer patiemment la théorie de la valeur, de la plus-value, de la rente foncière, des notions d'économie politique marxiste à partir desquelles il élabore sa conception de la réalité nationale. Nous étudierons en détail quelques-unes de ses idées pour mettre en évidence le diagnostic qu'il trace de l'Argentine et la solution qu'il défend.

Lallemand part de l'idée que la division internationale du travail a voulu que l'Argentine soit un pays agricole. S'y opposer de façon fictive revient à essayer de détourner la nature même du pays. «Notre destin, à cause de la terre, de la faible population, de l'histoire, est d'être un pays agricole et d'approvisionner le reste du monde en matières premières (15).»

Il se montre clairement défavorable à une grande industrie nationale. «Il existe deux brasseries, trois ou quatre usines de phosphore, autant de chaussures, une demi-douzaine de distilleries, une filature de laine, six bonneteries, et elles ne parviennent pas à vendre le quart de ce qu'elles produisent avec leurs petites machines (*sic*), une papeterie et une usine de dynamite !» (16). Il n'y a pas de marché pour une grande industrie. Nous avons une population peu importante, aux habitudes alimentaires simplissimes et un climat très doux; c'est pourquoi les besoins alimentaires, vestimentaires et immobiliers sont minimes.

Il dénonce le fait que, depuis 1876, on protège cette petite industrie et met en évidence que ces produits destinés à la consommation nationale sont plus chers que ceux qui seraient importés. Il s'oppose à ce minuscule protectionnisme qui entretient une industrie artificielle, retardée et onéreuse pour le peuple. Il se fait le défenseur de l'agro-industrie, liée aux produits de la terre, directement destinée à la consommation de la population locale et non orientée vers le marché national, encore moins international. La grande ennemie de cette petite

industrie nationale se révélera être la grande industrie nationale et non les produits manufacturés européens. «L'industrie créée artificiellement sous le système du protectionnisme n'augmente pas le niveau de productivité de la nation; elle le ralentit au contraire car le protectionnisme est un obstacle au développement de l'agriculture qui a besoin aujourd'hui des cours les plus bas de tous les moyens de subsistance. En pouvant réduire ainsi le coût de ses produits, elle sortira victorieuse de la lutte qu'elle doit mener pour être compétitive sur le marché mondial.» (17)

Il ne se contente pas de dénoncer l'industrie nationale artificielle, il plaide également en faveur du libre-échange et condamne le protectionnisme (18). Il partage sur ce point l'opinion de Juan B. Justo comme le démontre Norberto Malaj dans son article sur les origines du socialisme argentin (19).

Ceci explique donc la position connue de Lallemand en faveur de la grande propriété. Dans une série d'articles parus dans *La Agricultura* qui donnèrent lieu à une large polémique, il se prononce en faveur de la capitalisation des grandes propriétés et contre la colonisation qui génère une masse d'affermataires, de métayers et de prolétaires ruraux autour et au sein même des grandes extensions agricoles consacrées à l'élevage.

«Sous sa forme actuelle, la colonisation représente un danger, un malheur et un opprobre pour le pays ! (20)» «De telles conditions de vie rendent la civilisation impossible (21).» «Nous avons besoin de développer l'exploitation des grandes propriétés. Non pas de la grande propriété foncière sans capital dynamique mais une exploitation capitaliste de vastes terres aux mains d'entrepreneurs solides ou de sociétés anonymes (22).»

Au sujet de l'avenir du problème agraire, il déclare: «L'époque de la colonisation est en voie de disparaître car le produit du travail du colon n'est pas suffisant pour répondre aux exigences du marché international; ceci explique le déclin de la colonisation (23).»

En toute logique, le grand propriétaire foncier est celui qui possède le capital nécessaire à l'acquisition des machines les plus modernes et à l'exploitation des terres de façon rationnelle et efficace. La petite propriété aura toujours une mécanisation moindre, de faibles rendements, se développera bien peu et subira, entre autres, l'appauvrissement des sols. Mais le grand propriétaire s'est toujours consacré à l'élevage, et les affermataires et petits propriétaires à l'agriculture. Or Lallemand veut que la grande propriété rurale se consacre à l'agriculture, sans fermage et réalise de «véritables» investissements. Mais l'élevage offre des gains importants et faciles au propriétaire et ce dernier ne «comprend» pas les arguments de l'ingénieur allemand qui le regrette profondément: «Quel dommage que l'envers de la médaille [l'élevage] soit si laid; appauvrissement toujours croissant des masses, accumulation des déficits fiscaux, moratoires et banqueroute de l'État.»

Sur ce thème précis, les idées de Lallemand sont quelque peu contradictoires. En principe, il est impossible que la grande propriété se

consacre à l'agriculture hors fermage, petite parcelle ou petite propriété; cela implique donc l'apparition d'une classe paysanne opposée au grand propriétaire terrien qui opprime et exploite le paysan par le biais du loyer, des pressions financières, du moulin, du crédit, etc. Contrairement aux dires de Lallemand, derrière l'essor de l'agriculture aux dépens de l'élevage, se cache en réalité la lutte entre petite et grande propriété.

Ainsi, pour Lallemand, le capitalisme se développera en Argentine à travers la grande propriété et non à travers l'industrie ou la petite propriété agraire. Ces deux dernières, en plein déclin, ne survivent que grâce à la protection ou à l'auto-exploitation démesurée du paysan, coûteuse et inefficace. Cela prouve que, selon Lallemand, le capital argentin doit emprunter, pour être victorieux, un chemin bien différent de ceux des modèles européen et nord-américain. Dans ces deux cas, le capitalisme urbain a eu besoin de la réforme agraire, du morcellement de la propriété foncière et de la mécanisation de la production. Cela a généré non seulement un besoin en machines auquel la ville a pu répondre, mais a alimenté également, grâce à la multiplication des cultures, un vaste marché interne. Agriculture et industrie se sont donc développées simultanément et non selon le schéma erroné de Lallemand: la possible existence d'une grande propriété agricole mécanisée, indépendante de la ville et exclusivement consacrée à l'exportation.

Le socialisme argentin n'a pas un programme très élaboré au sujet de la question agraire. Le programme de 1896 mentionne à peine le fait que, l'ensemble du territoire argentin étant désormais occupé, l'exploitation capitaliste de la terre gagne du terrain; remarque banale s'il en est. Ce n'est qu'en 1902 que le leader socialiste Juan B. Justo, après son passage dans le village de Junín, élabore des thèses approuvées par la suite lors du quatrième congrès du Parti socialiste à La Plata. C'est là qu'entre autres sont intégrées au programme minimal du parti l'abolition des impôts qui grèvent l'agriculture, l'exemption fiscale pour l'habitat ouvrier rural, les contributions directes et proportionnelles sur la rente foncière, la réglementation du travail agricole. Les socialistes se font les défenseurs du petit propriétaire, de l'agriculteur et du prolétaire rural, victimes de l'exploitation et acculés à la misère par les grands propriétaires, les banques et les impôts. Dans un article de 1914, Juan B. Justo réaffirmera cette défense du paysan et attaquera violemment les grands propriétaires; faisant ainsi écho à la révolte paysanne de Santa Fe, connue sous le nom de «Grito de Alcorta».

Dans *Théorie et pratique de l'histoire*, publié en 1907, Juan B. Justo développe un concept opposé à celui élaboré par Lallemand dix ans plus tôt: la propriété de la terre, contrairement à l'industrie qui tend à se concentrer, tend à se subdiviser jusqu'à atteindre un point d'équilibre précis. Celui d'un terrain suffisamment grand pour pouvoir y réaliser des investissements importants mais suffisamment petit pour pouvoir y contrôler le travail et économiser ainsi sur les transports.

En Europe, la dernière décennie du XIX^e siècle voit l'émergence d'un grand débat sur la question agraire au sein de la II^e Internationale.

L'aile droite de la social-démocratie allemande, sous la pression du petit paysan bavarois, plaide en faveur de l'incorporation au programme socialiste des mesures de défense fiscale du paysan. Le centre marxiste (Kautsky, Engels, Lafargue) réagit contre cette tendance, la jugeant utopique et franchement réactionnaire. De ce débat naît *La question agraire* de Kautsky qui présente certains points communs avec l'idéologie de Lallemand. Ce dernier, ou Antonino Piñero, obtient d'ailleurs la publication, en octobre et novembre 1900, d'une traduction par chapitres de cet ouvrage dans *La Agricultura*.

Il est impossible de comparer les débats sur la question agraire en Europe avec ceux menés en Argentine. En Europe, les terres non cultivées ne représentent qu'une faible proportion alors qu'en Argentine des millions d'hectares sont consacrés aux pâturages ou voués à la spéculation. Le socialisme, avant de se préoccuper de l'obtention de crédits souples et d'exemptions fiscales, doit exiger la nationalisation de la terre. L'État doit prendre en charge la plus grande richesse du pays pour la donner à tous ceux qui souhaitent la travailler au profit de la nation et non au profit d'une petite oligarchie. Cette répartition va de pair avec le peuplement rural, l'extension de l'agriculture et la destruction du pouvoir oligarchique. En tout logique, seul le socialisme est apte à mener à bien ce programme.

La lutte contre l'impérialisme

La crise des années 90 trouve aussi son origine dans la crise de la dette extérieure. Dès 1891 l'Argentine est en cessation de paiement et accepte, malgré des clauses désavantageuses, le moratoire proposé par l'impérialisme britannique. Dix années lui seront nécessaires pour retrouver un certain équilibre grâce, bien entendu, à l'éternelle recette du capitalisme: hausse du coût de la vie et surexploitation ouvrière.

«Sans conquêtes politiques, sans navires ni canons, le capital anglais exprime d'Argentine, en valeur relative, 17 fois plus que ce qu'elle extrait de son empire des Indes.» «Cinq ou six banquiers londoniens... dictent au gouvernement de Buenos Aires, par l'intermédiaire de l'ambassadeur argentin, ce qu'il doit faire ou cesser de faire.» «Le pays ne supporte plus les charges et ploie sous le joug de l'impérialisme britannique et sous l'irresponsabilité de sa propre administration.»

Il analyse ainsi la dépréciation de la monnaie argentine: «La souveraineté de la Bourse sur la Nation est indéniable. Le billet vaut autant que ce que la Bourse, représentante du capitalisme international, est prête à donner pour l'obtenir; autrement dit autant que le crédit contracté par la Nation auprès du capital, pas un centime de plus.»

Lallemand n'est cependant pas un opposant à l'action de l'impérialisme en Amérique du Sud: «Le drapeau étoilé (des États-Unis) flottera bientôt sur cette partie du continent; le destin de ces misérables républiques, totalement incapables de se gouverner, sera alors déterminé par la Maison Blanche à Washington. Que cela se réalise rapidement, car là est la seule solution pour que l'Amérique du Sud puisse un jour s'ouvrir à la culture et à la civilisation.»

«Le développement libéral bourgeois de l'Amérique du Sud, son

affranchissement du système de domination et de violence des oligarchies toutes-puissantes, ne seront possibles que lorsque le panaméricanisme aura déployé ses ailes sur ce continent. L'oligarchie est l'ennemi juré du panaméricanisme.»

La critique de l'action impérialiste s'élabore donc du point de vue de la violence et de l'usure qu'elle représente mais, malgré cela, elle représente aussi le capitalisme, la civilisation, le progrès, l'administration efficace. Nul besoin de lire l'œuvre de Lénine sur l'impérialisme, parue en 1915, pour se rendre compte que l'intervention du capital international dans les républiques arriérées d'Amérique du Sud n'entraîne aucun progrès économique réel. Au contraire, le capital agit en tant qu'usurier de l'État et investit dans les domaines qui nous condamnent au retard économique en maintenant une structure agraire fondée sur la grande propriété.

Le panaméricanisme est l'expression idéologique de la tentative nord-américaine de dominer l'ensemble du continent, concrétisée par la politique d'agression yankee en Amérique centrale, aux Caraïbes, en Bolivie, etc. Excepté en Argentine et en Uruguay où l'impérialisme britannique recueille des appuis, les oligarchies locales sont les associées les plus enthousiastes du panaméricanisme. L'opposition au panaméricanisme apparaît à cette même époque au sein de la petite bourgeoisie latino-américaine. Lallemand, au nom du progrès et de la civilisation, se positionne à droite de ce mouvement émergent.

En conclusion, sa conception de l'impérialisme comme facteur de progrès en Amérique du Sud coïncide avec l'idée que la grande propriété est l'introducteur du capitalisme dans les zones rurales. Sa pensée met en valeur les atouts d'un capital plus concentré et plus développé. Or, l'une des caractéristiques du marxisme est de considérer non seulement le développement du capital mais aussi celui de ses contradictions. Et les contradictions du capitalisme ne se résument pas à la lutte politique du prolétariat: le capital engendre des contradictions dans la reproduction même de sa domination économique. C'est en temps de crise et de guerre que s'exprime la suprême contradiction du capital avec lui-même. C'est au sein de ces contradictions que le prolétariat agit politiquement et parvient à mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

«Nous savons que tous les phénomènes économiques actuels visent un même but: l'appauvrissement des masses et la diminution de leur pouvoir d'achat, accentuant ainsi les effets de la surproduction et entraînant l'effondrement des cours, jusqu'à ce que le capital ne verse plus qu'un revenu insignifiant et que les masses désespérées en finissent avec l'ordre social en vigueur et le mode capitaliste de production.» Il est intéressant de souligner que pour Lallemand, dans ce passage, la révolution est issue du «désespoir» des masses. Ce désespoir reste cependant un facteur marginal; il ne peut prendre une forme révolutionnaire sans avoir accumulé auparavant une expérience politico-historique.

Par ailleurs, la révolution ne survient pas comme réponse à l'exploitation universelle et homogène du prolétariat: les colonies se

rebellent contre les métropoles, les classes moyennes contre les oligarchies, les paysans contre les grands propriétaires terriens, les secteurs bourgeois expropriés contre leurs concurrents qui triomphent. Lallemand conçoit la stratégie du grand capital triomphant, mais sous-estime le rôle du capital dépendant, petite propriété foncière ou capital national, face à l'impérialisme. Il est curieux de constater que malgré de telles conceptions, un national-marxiste comme José Ratzler se soit réclamé de Lallemand alors que la pensée de ce dernier était alors plus anti-nationale et pro-oligarchique que celle de Juan B. Justo.

Les critiques du réformisme

Lallemand critique à maintes reprises le socialisme réformiste et prend ses distances vis-à-vis de ce dernier. Fin 1896 il déclare que le socialisme «se réduit aux 300 membres du Club *Vorwärts* et parmi eux, combien sont de vrais socialistes convaincus?» Au sujet du Parti socialiste récemment constitué, il affirme que s'y mêlent Marx et Spencer, Lombroso et Ferri, l'accusant ainsi d'une indéniable hétérogénéité idéologique. Dans un article pour *Die Neue Zeit*, il dénonce la base idéologique instable du socialisme et met exagérément l'accent sur le rôle des Allemands du *Vorwärts*. Il dénonce la publication, par une maison d'édition fondée par des socialistes, d'une traduction d'un ouvrage de Ferri, socialiste italien évolutionniste, devenu depuis la «bible des socialistes du coin».

«Ce même éditeur a également publié le médiocre livre d'un étudiant ignorant, truffé d'absurdités [il s'agit de *Qu'est-ce que le socialisme* de José Ingenieros]... Les camarades allemands du *Vorwärts* se sont insurgés contre cet ouvrage alors que l'édition en espagnol de *La Vanguardia* socialiste refuse de débattre sur ce sujet, probablement pour ne pas faire de tort à la maison d'édition. *La Vanguardia* publie fréquemment, sans le moindre critère de sélection, des traductions d'articles de Ferri et de Lorio.»

«Sans les camarades allemands, la totalité des ouvriers serait tombée entre les mains des anarchistes.»

Dès 1908, il dénonce durement le réformisme du parti de Juan B. Justo: «Le Parti socialiste, amoindri, a sérieusement souffert, bien que ses actions soient on ne peut plus tranquilles et timorées. La quasi-totalité de ses chefs est passée dans le camp de Turati comme cela s'est clairement vu lors du Congrès d'Amsterdam. Ce changement lui a valu peu de sympathie de la part des ouvriers du secteur (...). Les éléments moteurs du parti socialiste sont des idéologues bourgeois qui ne sont pas prêts à traverser un certain Rubicon; voilà pourquoi ils s'apparentent à des disciples de Turati.»

Lallemand fait ici référence à un congrès de l'Internationale socialiste à Amsterdam, en 1904, durant lequel l'aile gauche tenta de liquider définitivement le révisionnisme à la Bernstein. L'aile droite, Turati en tête, s'y opposa; c'est à cette fraction que le socialisme argentin apporta son soutien.

On ne peut cependant pas accepter en bloc ces affirmations de Lallemand. Premièrement, croire que le groupe *Vorwärts* est un secteur

marxiste homogène n'est qu'une utopie. Dans un article paru dans *Prensa Obrera*, nous avons démontré qu'un grand éclectisme, rappelant en certains points la théorie de Lasalle, régnait au sein du Club *Vorwärts*. C'est ainsi que l'appel du 1^{er} mai 1890 lancé par le Congrès socialiste de Paris devint pour eux «fête du travail».

Une question de taille: d'où émane la critique du réformisme socialiste formulée par Lallemand? du Bureau de l'Union civique radicale de San Luis? Cette hypothèse devient plausible si l'on connaît la théorie de José Rartzer et Puiggrós sur l'existence au sein du socialisme argentin d'un «courant», dont Lallemand est le chef de file, opposé dès le début au réformisme pro-impérialiste de Juan B. Justo. Selon eux «Lallemand et son groupe», guidés par leur sens du bien national et populaire, auraient agi comme contrepoids de gauche et pourraient être considérés comme l'origine larvée, embryonnaire de ce que fut le socialisme révolutionnaire matérialisé par la fondation du Parti communiste en 1918. Mais laissons de côté ces élucubrations qui nous parlent d'un groupe qui ne se reconnaît pas en tant que tel, qui n'énonce ses positions qu'occasionnellement et loin du mouvement ouvrier local et qui, en bien des aspects, ressemble à son présumé «ennemi» réformiste.

Conclusion

Germán Avé Lallemand s'est davantage illustré comme scientifique que comme militant socialiste. Alors que le radicalisme de San Luis donna un cadre à son activité politique, sa participation au socialisme local se réduit à la publication du journal *El Obrero* pendant quelques mois, à sa candidature parlementaire en 1896 et à ses contributions à la meilleure revue du marxisme international, *Die Neue Zeit*, dirigée par Karl Kautsky.

Son activité journalistique fondamentale se développe au sein d'une publication bourgeoise visant à encourager l'agriculture, objectif qui coïncide avec le propre pronostic de Lallemand sur l'Argentine. Parallèlement il combat l'industrie nationale, glorifie le rôle de la grande propriété foncière et exalte le rôle de l'impérialisme comme facteur de civilisation des pays sud-américains.

Une partie importante de sa production journalistique (y compris ses articles parus dans des revues bourgeoises) présente un trait commun: il y explique en détail les concepts de base des conceptions économiques de Marx, citant largement ce dernier ainsi qu'Engels, publiant intégralement l'œuvre de Kautsky sur *La question agraire*, donnant des nouvelles du socialisme européen, etc. Cette défense du marxisme nous amène à reconsidérer ses idées et ses apports au socialisme argentin, car nous défendons le camp dans lequel il souhaita s'inscrire et c'est dans ce cadre précis que nous cherchons à le critiquer. Sans ce cadrage, fouiller les archives à la recherche de ses articles n'aurait aucun sens.

Cela n'enlève rien à ses efforts constants pour trouver une solution au problème de l'invasion des langoustes, pour faire la description géologique et phyto-zoologique du pays ou proposer des «aides» au fermier et au propriétaire argentins. Nous ne pouvons contester

l'activité journalistique de Lallemand, mais cela ne doit pas nous empêcher d'établir un bilan objectif de ses propositions et de leur impact.

Loin de nous l'idée d'affirmer que notre militantisme au sein du socialisme suffit à dresser un bilan positif de son œuvre. Dans cet article, nous avons étudié certains aspects de sa pensée dont la valeur est manifeste, indépendamment de leur connexion avec le mouvement ouvrier argentin. Mais une position non engagée n'aurait pu engendrer ses critiques du réformisme socialiste, car elles impliquent directement sa conception de ce qu'est ou n'est pas un parti révolutionnaire.

L'ensemble de ses postulats correspond parfaitement à son militantisme radical à San Luis. Comme nous l'avons vu, Lallemand plaide pour le triomphe du grand capital, de la grande propriété foncière, de l'impérialisme, de la grande industrie européenne. Il considère également qu'avec l'introduction de l'Argentine dans le cycle capitaliste mondial, commence l'ère du triomphe de la démocratie libérale bourgeoise dans ce qu'elle a de chimiquement pur: suffrage, libertés démocratiques, parlementarisme, etc. Le radicalisme, et non le socialisme, est l'atout que cette démocratie doit jouer. En effet, si le socialisme est le seul à pouvoir fournir un diagnostic scientifique de la réalité, son rôle politique se résume à une tâche de «maintien» idéologique jusqu'à ce que le désespoir des masses ne fasse sonner le glas du capitalisme. Ce n'est qu'une fois la démocratie consommée que le socialisme commencera à primer entre les masses. Si les nationalistes de tout acabit se revendiquent de Lallemand, c'est qu'ils partagent avec lui les mêmes idées, aujourd'hui encore. L'Amérique latine doit encore développer sa nationalité et ses institutions démocratiques; l'heure du socialisme n'a pas encore sonné. Que font donc ces militants au sein de la gauche? Soyons optimistes: certains ont déjà pris conscience que leur véritable place se trouve dans les rangs des partis bourgeois.

L'existence, autour de Lallemand, d'un groupe qui aurait conservé clandestinement un marxisme révolutionnaire au sein d'un socialisme majoritairement réformiste est une pure invention de Puiggrós et Ratzler. Un tel groupe, un tel marxisme révolutionnaire, une telle genèse n'existent pas. Les auteurs ne cherchent qu'à se raccrocher émotionnellement à un «mythe originel» qui démontrerait que les «ancêtres» de leurs idées n'avaient pas tous joué le mauvais rôle. Pour que leurs critiques de Juan B. Justo soient plus convaincantes, ils inventèrent un Lallemand rebelle, «injustement oublié».

Le véritable marxisme révolutionnaire ne croit pas aux origines pures et passe tout au crible de la critique car c'est uniquement d'elle que naîtra la compréhension objective des conditions qui forgèrent l'histoire du mouvement ouvrier.

Hernan Diaz, *En defensa del marxismo*, juillet 1997

Notes

1. Ferrari, Roberto A., Germán Avé Lallemand, ICCED, San Luis, 1993. L'article de Fermín Chávez «Un marxista alemán en San Luis», a été publié dans *Todo Es Historia* n° 310, mai 1993.
2. García Costa, Víctor O., *El Obrero: selección de textos*, CEAL, Buenos Aires, 1985.
3. Ratzler, José, *Los marxistas argentinos el 90*, Pasado y Presente, Córdoba, 1969. Voir aussi *El movimiento socialista en Argentina*, Agora, Buenos Aires, 1981.
4. Puiggrós, Rodolfo, *Historia crítica de los partidos políticos argentinos*, Argumentos, Buenos Aires, 1956, p. 151.
5. Paso, Leonardo, *La clase obrera y el nacimiento del marxismo en la Argentina*, Anteo, Buenos Aires, 1974.
6. Chávez, Fermín, *op. cit.*
7. García Costa, Víctor, *op. cit.*
8. Marx, Karl et Engels, Friedrich, *Manifeste du parti communiste*.
9. García Costa, Víctor., *op. cit.*, p. 42.
10. *Idem*, p. 46.
11. *Idem*, p. 47.
12. Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 195.
13. En *La Vanguardia*, 21 juillet 1894, cité par Emilio Corbière dans l'introduction à Bauer, Alfredo, *La Asociación Vorwärts y la lucha democrática en la Argentina*, Legasa, Buenos Aires, 1989, p. 19.
14. Oddone, Jacinto, *Historia del socialismo argentino*, Talleres Gráficos La Vanguardia, Buenos Aires, 1934, 2 tomes.
15. «La industria nacional», *La Agricultura* n° 189, 13-8-96, p. 600.
16. «La exposición proyectada. Agricultura e industria. Lo que hace falta», *La Agricultura* n° 181, 18-6-96, p. 464.
17. «La industria nacional», *La Agricultura* n° 189, 13-8-96, p. 600.
18. «La exposición proyectada. Agricultura e industria. Lo que hace falta», *La Agricultura* n° 181, 18-6-96, p. 464.
19. Malaj, Norberto, «Juan B. Justo: ¿Un Lasalle latino-americano?», *En Defensa del Marxismo* n° 12, Buenos Aires, mayo de 1996.
20. Cité dans Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 87.
21. *Idem*, p. 89.
22. *Idem*, p. 90.
23. «Colonización o latifundios», *La Agricultura* n° 132, 11-7-95, p. 534.
24. «Estancias», *La Agricultura* n° 157, 2-1-96, p. 20.
25. Oddone, Jacinto, *op. cit.*, tomo II, p. 385.
26. Justo, Juan B., *Teoría y práctica de la historia*, Líbera, Buenos Aires, 1969, p. 104.
27. Kautsky, Karl, *A questão agrária (La question agraire)* Proposta, San Pablo, 1980.
28. Cité dans Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 188.
29. *Idem*, p. 189.
30. *Idem*.
31. «La depreciación de nuestra moneda», *La Agricultura*, p. 93, article signé sous le pseudonyme de «Demócrata».

32. Cité dans Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 192.
33. *Idem*, p. 179.
34. «Fenómenos notables en el campo de la evolución económica», *La Agricultura* n° 120, 18-4-95, p. 318.
35. «La industria nacional y las huelgas», *La Agricultura* n° 201, 5-11-96, p. 796.
36. Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 167.
37. *Idem*. Voir également l'article de María Rosa Labastie de Reinhardt, «Una polémica poco conocida. Germán Avé Lallemand - José Ingenieros (1895-1896)», dans *Nuestra Historia* n° 14, Buenos Aires, avril 1975, p. 86, où la polémique est exposée en détail à partir du *Vorwärts*.
38. Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 167.
39. *Idem*, p. 205.
40. Joll, James, *La Segunda Internacional. Movimiento obrero 1889-1914*, Icaria, Barcelone, 1976.
41. «El 1° de Mayo de 1890», *Prensa Obrera*, mai 1996.

Sur le racisme institutionnel aux Etats-Unis et à Cuba

Les textes qui suivent visent à poser quelques jalons pour un débat sur la «discrimination positive» et le racisme institutionnel, afin d'extirper ces questions à la fois du moralisme de la gauche (du MRAP aux mouvements altermondialistes) et du déni et de l'absence de réflexion sérieuse de l'extrême gauche ou de l'ultragauche.

Vaste projet qui, bien sûr, ne pourra être mené dans le cadre de ce numéro et grâce à nos seuls efforts. Afreyee Balanz et Wil Barnes connaissent bien, de l'intérieur, la question du racisme aux Etats-Unis, c'est pourquoi nous avons tenu à présenter leurs points de vue différents. Ceux qui disposent d'Internet et lisent l'anglais pourront se reporter aux écrits de Wil Barnes qui aborde ces questions plus en détail sur le site: <http://www.instcssc.org>

Quant à Samuel Farber, il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages: *The Origins of the Cuban Revolution Reconsidered* (2006), *Social Decay and Transformation: A View from the Left* (2000), *Before Stalinism: The Rise and Fall of Soviet Democracy* (1990) *Revolution and Reaction in Cuba 1933-1960* (1976). Il nous a semblé d'autant plus utile de démystifier la prétendue absence de racisme sous la dictature castriste, que cette illusion est largement répandue dans les milieux altermondialistes et «anti-impérialistes», notamment grâce aux mensonges et aux omissions du *Monde diplomatique*.

La revue consacrera un prochain numéro à une comparaison entre les «questions noires» aux Etats-Unis et en France.

Ni patrie ni frontières

Racisme institutionnel et action affirmative

On ne peut nier l'existence de l'oppression fondée sur la race.

Certes, le concept pseudo-scientifique de la race est, au mieux, un mythe et, au pire, un mensonge commode, mais l'oppression sociale fondée sur ce que l'on appelle généralement la race est aussi réelle que le lever du soleil. Si vous ne croyez pas à l'existence de cette oppression, alors mieux vaut que vous cessiez tout de suite de lire cet article car l'existence du racisme est l'une des hypothèses de base de ce texte.

Le racisme existe aux Etats-Unis, en Europe, et également en France, même si l'Etat refuse officiellement d'en reconnaître l'existence. En dehors de son histoire, ou de l'analyse de ses causes sociologiques et psychologiques, la question que nous devons tous affronter, que nous soyons victimes ou bénéficiaires du racisme, est simple: que devons-nous faire pour le combattre? Du moins, si nous nous soucions de mettre fin à toutes les formes d'oppression, quelles qu'elles soient.

Un nœud gordien

Les formes d'oppression fondées sur la race, la classe, le genre, la religion et l'orientation sexuelle en Occident sont liées entre elles et forment un véritable nœud gordien. Il n'est plus possible aujourd'hui de séparer l'oppression religieuse des femmes, le développement de l'esclavage fondé sur la race et le capitalisme, du tissu global de l'oppression qui avantage une minorité au détriment d'une majorité dans tant d'aspects de la vie quotidienne et de la pensée.

L'oppression raciale joue un rôle matériel dans les sociétés où elle existe. La façon dont une personne voit l'autre à travers des lunettes raciales détermine à qui elle accorde ou refuse sa confiance, qui sera un allié ou un ennemi potentiel, et qui sera un concurrent ou un camarade. La race fait que des individus qui n'ont pas d'autre lien entre eux que la solidarité raciale, deviennent des amis, et elle transforme en concurrents des personnes qui ont toutes les raisons de lutter ensemble, sauf une.

Naturellement, la question de la race tend à être plus présente pour ses victimes que pour ses bénéficiaires. Cependant, de façon générale, la race, comme toutes les formes d'oppression, nous place dans une position périlleuse: elle instaure entre nous une concurrence illogique et improductive, alors que nous aurions besoin de l'opposé pour rejeter le manteau de l'oppression que nous portons tous sur nos épaules, soit parce que nous nous efforçons de le conserver, soit parce que nous luttons pour nous en débarrasser tous ensemble. A cette étape de l'humanité où nous sommes engagés dans une destruction mutuelle sur les plans militaire, économique, environnemental et social, la

destruction de l'oppression peut être la clef de notre survie en tant qu'espèce.

Pour en venir à la question pratique de la destruction de l'oppression, il est utile de jeter un coup d'œil plus précis aux différents fils qui composent le nœud gordien moderne que nous avons évoqué. Le but de cet article est d'analyser le racisme tout en sachant que plusieurs de mes commentaires s'appliquent à d'autres formes d'oppression, tout aussi importantes.

Racisme individuel et racisme systémique

Des types variés de racisme se manifestent dans la structure sociale de l'État. Les analyses et les résultats obtenus par les différentes approches du racisme nous suggèrent diverses manières de les combattre. Le racisme individuel, c'est-à-dire la croyance d'un individu en la supériorité ou l'infériorité d'un groupe identifiable sur la base de ses caractéristiques physiques, telles que la texture des cheveux ou la couleur de la peau, l'origine ethnique, ou la culture, est souvent considéré comme le seul type de racisme existant, particulièrement dans les cultures individualistes occidentales. Les gens qui n'aiment pas d'autres personnes, ont peur d'elles, admirent, aiment et détestent d'autres individus en raison des éléments énumérés ci-dessus, et qui sont suffisamment sûrs d'eux (ou ignorants) pour exprimer publiquement leurs sentiments racistes, sont étiquetés comme «racistes».

Souvent les racistes décomplexés nous rappellent ce que, en théorie, nous ne sommes pas, et cela nous permet de nier la nature systémique du racisme lui-même. Le racisme devient alors seulement le problème d'un individu; nous en venons à penser que, si nous pouvions obtenir que la minorité de personnes qui défendent ouvertement leurs convictions racistes changent d'opinion, alors nous pourrions nous débarrasser de l'oppression raciale. La discussion sur le racisme individuel tourne généralement autour de notions comme la «tolérance», l'«empathie» et la «haine», la «minimisation» ou la «cécité face à la couleur de la peau». Résultat: nous moralisons souvent la question du racisme. Beaucoup d'entre nous croient que si nous pouvions obtenir qu'un nombre suffisant de personnes, appartenant à différentes races, soient impliquées dans toutes les professions, à toutes les positions et tous les niveaux de la société, dans tous les organismes, etc., alors nous nous rendrions compte que nous avons bien plus points communs que de différences. Et la question de la race ne deviendrait pas plus importante que la couleur des yeux d'une personne.

S'il est vrai que le contact avec d'autres contextes culturels est nécessaire pour atteindre une vision ethno-relativiste du monde (i), cette vision est néanmoins dramatiquement insuffisante car elle ignore la puissance et le but des systèmes d'oppression fondés sur la race. Par exemple, autrefois, beaucoup de propriétaires européens d'esclaves pouvaient proclamer leur supériorité raciale absolue sur des Africains de l'Afrique sub-saharienne, même s'ils avaient «grandi avec eux» ou «vécu autour d'eux durant toute leur vie». Dans des sociétés fondées sur

l'esclavage, la structure des contacts interculturels ne fit que renforcer les notions de supériorité raciale chez les Européens. Si une communauté d'Européens ne permettait pas à des Africains d'accéder à l'éducation, il était facile aux Européens de vanter objectivement la supériorité de leur savoir sur les Africains, de les étiqueter comme stupides et incultes. Privés de droits sociaux, légaux ou économiques, les esclaves africains pouvaient facilement être considérés comme une sous-espèce bidimensionnelle (2), tout en étant craints et désirés, sans que l'on perçoive de contradictions entre ces jugements.

Le racisme systémique ou institutionnel continue à jouer un rôle double, de division et d'unification, car il justifie l'existence de l'oppression matérielle aujourd'hui, exactement comme il le faisait il y a quatre cents ans, mais d'une manière différente. C'est ainsi qu'une infime minorité (les oppresseurs, les véritables privilégiés) a convaincu la majorité (les opprimés ayant la même origine) de s'identifier à elle socialement, y compris de croire en la possibilité d'une mobilité sociale ascendante, sur la base d'une couleur de peau et d'un héritage ethnique communs. La position sociale des privilégiés est donc demeurée incontestée, tandis que les opprimés ayant la même origine que leurs oppresseurs attendaient de recevoir le billet gagnant à la loterie de la mobilité sociale ascendante et qu'ils agissaient comme les fantassins de la répression contre l'autre race. Le système économique, juridique et social, qui s'est progressivement développé et reposait sur une influence fondée sur la race, a conduit à un système qui s'est renforcé lui-même et qui distribue des avantages réels à certains et des handicaps réels à d'autres, avantages et handicaps seulement fondés sur la race, et ce avec (ou sans) la collaboration d'individus racistes.

Kwame Ture (3), dirigeant du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, a défini, le premier, le racisme institutionnel comme un ensemble de problèmes très différents de ceux posés par l'existence, bien réelle mais spécifique, du racisme individuel. Pour Ture, le racisme institutionnel «exprime l'incapacité collective d'une organisation à fournir un service professionnel adéquat à des individus en raison de leur couleur, de leur culture ou de leur origine ethnique». Si l'on élargit le sens de la notion de «service» pour y inclure les façons dont toute société s'organise pour produire et distribuer ses ressources collectives à ses membres, le champ d'application et la validité plus générale de cette définition sautent aux yeux.

Le racisme institutionnel dépasse le domaine des intentions ou des convictions individuelles, qui caractérisent le racisme individuel. C'est un processus qui a un impact sur toute la société. Il n'a pas besoin de racistes pour faire fonctionner efficacement une structure sociale qui distribue des avantages et des privilèges à certaines personnes sur la base d'une identité raciale, tout en désavantageant d'autres sur la base d'une autre identité raciale. Il se caractérise par des actions cachées ou manifestes, qui offrent à leurs bénéficiaires le pouvoir social de nier la présence d'un privilège racial immérité, malgré les preuves multiples de son existence. Lorsqu'il réussit à être parfaitement efficace, le racisme institutionnel pousse même ses victimes à se

demander si elles ne sont pas responsables de leur propre discrimination.

Le système juridique actuel aux Etats-Unis en offre un excellent exemple. Un juge n'a pas besoin de croire en la prétendue supériorité des Blancs pour faire appliquer des lois qui ont un impact désastreux sur les Noirs. Prenons les peines concernant la possession de crack (drogue consommée et vendue surtout par les Noirs) et la cocaïne (drogue consommée et vendue surtout par les Blancs). La sévérité des condamnations varie de 100 à 1 entre les deux groupes ethniques. Quand il adopta la loi dans les années 80, le Congrès prétendit qu'il prenait en compte l'impact négatif considérablement plus grand du crack que de la cocaïne. Les parlementaires ne discutèrent pas de la race des utilisateurs.

Bien que la base physiologique et sociale de ce traitement juridique discriminatoire ait été largement démontrée, le Congrès n'a pas changé la loi et n'a pas l'intention de le faire dans un futur proche. Il en résulte que les Noirs représentent presque 50% de la population carcérale alors qu'ils ne constituent que 13% de la population américaine totale. Comme l'écrit Luke Trip, «le système juridique est utilisé pour contrôler et affaiblir les Noirs» («Criminal Justice System is Used to Control and Weaken Blacks» <http://www.tcdailyplanet.net/node/7448>).

Si l'on ne trouve aucune mention de la race dans les lois qui ont instauré cette disparité de traitement juridique entre Blancs et Noirs, leur impact racial est cependant énorme.

La mystification que représente la croyance en l'existence de systèmes racialement neutres, comme la démocratie et la République, et la foi en l'égalité réelle des chances dans ces systèmes permettent de nier que le système actuel perpétue des décisions passées, ouvertement racistes, et donnent à beaucoup de gens l'impression qu'aujourd'hui tout serait, plus ou moins, équitable sur le plan racial. Une telle opinion n'est pas invraisemblable si l'on compare le racisme individuel, très répandu autrefois, ouvertement exprimé, violent, et socialement accepté, avec le racisme institutionnel, en grande partie caché, d'aujourd'hui. Puisque la plupart des «minorités visibles» en Occident ne risquent pas d'être tabassées par la foule dans les rues, à l'exception notable de quelques villes d'Allemagne de l'Est ou du Texas, il est plus facile que beaucoup de gens croient que le racisme ne joue plus un rôle dans la société actuelle. Cette croyance a pour fonction essentielle d'étouffer le besoin d'un changement radical et systémique nécessaire pour instaurer des structures sociales débarrassées de l'oppression du racisme.

Quand ceux qui sont les plus affectés par le racisme n'exigent plus de la société le respect que l'on accorde à ceux qui bénéficient d'une position racialement privilégiée, la lutte contre l'oppression globale perd une nouvelle bataille. Des facteurs sociaux, qui exercent une influence négative énorme dans des communautés racialement étiquetées, peuvent alors continuer à sévir, grâce à la cooptation (au sein de l'élite au pouvoir) de ceux qui sont les plus capables d'articuler la nécessité du changement au sein de la culture de ceux qui disposent du pouvoir social. Les exceptions raciales, qui se traduisent, par exemple,

par des réflexions comme «Vous n'êtes pas comme le reste des gens de votre culture ou qui ont vos caractéristiques» permettent, à ceux qui font partie de la majorité, de tirer profit du système de caste racial et de continuer à affecter négativement les minorités raciales. Tiger Woods, Colin Powell, Condolezza Rice, Dinesh Dsouza, et même Alan Keyes ou Michelle Malkin (4) peuvent être célébrés par l'élite blanche sans problèmes parce qu'il est possible à quelques éléments de ces minorités d'échapper aux conditions générales liées à leur race ou à leur culture. Ceux qui sont au pouvoir n'ont alors plus qu'une seule chose à faire: promouvoir bruyamment le rôle soi-disant exemplaire de ces membres des minorités raciales.

Quand ceux qui disposent d'un énorme pouvoir social, comme Bush ou Sarkozy, choisissent des membres des «minorités visibles» pour servir à des positions élevées de l'appareil d'État, ils cherchent à prouver qu'ils ne sont pas racistes, mais ils renforcent en même temps la légitimité du racisme institutionnel qu'ils continuent à perpétuer. Ils essaient également de protéger le système qu'ils représentent contre la critique en confiant la responsabilité de politiques institutionnelles racistes à des membres des «minorités visibles». Ils tentent de faire taire ceux qui doutent, mais éprouvent une solidarité raciale avec ces responsables issus des minorités, et aussi d'autres personnes (de la majorité) qui ne veulent pas être accusées de racisme si elles critiquent les aspects négatifs d'une politique appliquée par un membre d'une «minorité visible». Ces exemples illustrent clairement le fonctionnement du racisme institutionnel.

Avantages et inconvénients de l'action affirmative

Le racisme institutionnel crée des situations délicates pour ses adversaires. L'action affirmative (ou discrimination positive) en est un bon exemple. L'action affirmative est utile si elle constitue un moyen, parmi d'autres, de vérifier l'équité relative d'un système. Elle peut permettre de s'assurer que les victimes du racisme sont également représentées dans tous les secteurs de la société. Mais si on la considère comme un objectif unique, au lieu d'un simple mécanisme de vérification, elle peut mener (et elle a mené) à des situations dangereuses pour ses nouveaux bénéficiaires: de plus, elle contribue à perpétuer un système qui continue à désavantager la majorité des victimes du racisme.

On peut facilement mettre en place l'action affirmative sans changer les mécanismes structurels qui, au départ, ont produit la sous-représentation des minorités. Les gains peuvent être éphémères et dépendent fortement de l'esprit des décideurs, de leur volonté de jouer le jeu ou pas. La «gestion par objectifs», où le fait d'atteindre un objectif par tous les moyens joue un rôle clé, mène rarement à un système qui garantira en permanence l'équité recherchée, puisque l'on peut atteindre le résultat désiré d'une façon beaucoup moins coûteuse politiquement que de démanteler les mécanismes du racisme institutionnel.

Un patron qui applique un programme de discrimination positive

peut embaucher, uniquement pour ne pas avoir d'ennuis avec la justice, des membres des «minorités visibles» qui ne pouvaient travailler auparavant dans son entreprise.

Et quand la majorité croit qu'une minorité, dans un environnement raciste, obtient du travail uniquement à cause de sa race, et surtout si celle-ci était le seul facteur qui l'empêchait jusqu'ici de se faire embaucher, cette minorité est souvent mise dans une position où elle doit quotidiennement justifier l'injustifiable. Elle doit constamment prouver qu'elle appartient à un environnement hostile. Certes, il existe des exemples où les interactions sociales ont conduit à une diminution des attitudes racistes, mais généralement cela se produit sans que le système du racisme institutionnel en soit lui-même affecté.

Les bénéficiaires de la discrimination positive détournent souvent leurs yeux de l'objectif final (supprimer l'oppression du racisme institutionnel) parce qu'ils ont besoin de défendre le système afin de conserver leurs avantages personnels. Le fait que des esclaves soient devenus surveillants sur les plantations n'a fait qu'atténuer légèrement, voire pas du tout, la dureté de l'esclavage. Et ces surveillants se trouvaient également dans la détestable position de défendre un système qui les opprimait, tout en leur donnant un «avantage» relatif par rapport à d'autres esclaves.

En fait, certaines personnes n'ont aucun problème à occuper ce genre de position aujourd'hui, mais d'autres auront du mal à gérer leurs contradictions concernant la façon dont leurs propres actions affectent négativement ceux avec lesquels ils s'identifient ou dont ils se sentent solidaires. Les bénéficiaires de la discrimination positive risquent de devenir des parias dans leur propre communauté; ils risquent de ne pouvoir ni maintenir des liens avec leurs anciens congénères, ni être acceptés comme membres de plein droit de la communauté à laquelle leur nouvelle position sociale devrait leur donner accès. *The Rage of a Privileged Class* d'Ellis Cose raconte plusieurs anecdotes qui illustrent ce phénomène.

Plus important encore, les masses appartenant à ces minorités, et qui sont de fait exclues par le système de l'action affirmative, peuvent perdre le sens de leur identité collective et d'une discrimination imméritée. Les membres des minorités qui réussissent sont soutenus et présentés comme des individus «méritants», donc, corrélativement, ceux qui échouent sous le poids d'un système oppresseur «méritent», eux aussi, d'échouer. Puisque les gens connaissent toujours autour d'eux (et que les médias racistes savent toujours forger de toutes pièces) des individus «exemplaires» qui ont réussi à se sortir des pires situations tout en ignorant l'impact du racisme institutionnel sur la vaste majorité de leurs congénères, on en déduit faussement que toutes les minorités pourraient «s'en sortir», si seulement elles se «donnaient la peine» d'essayer. Une telle situation peut faire croître le doute et le scepticisme au sein d'une minorité au point que tout espoir de lutter contre la véritable source de leur oppression disparaisse.

De ce point de vue, une identification raciale et ethnique positive peut être un point de départ important dans l'assaut mené contre le

racisme institutionnel, mais ce n'est pas une étape sacro-sainte. Lorsqu'on la présente comme la seule manière, pour une minorité, d'avoir une existence réussie, la séparation raciale est une attitude creuse et naïve, car elle néglige l'impact des luttes internes provoquées par les mécanismes d'oppression à l'intérieur de la communauté minoritaire. Le sexisme, la discrimination sociale, l'homophobie, et les persécutions religieuses existent aussi dans les cultures racialement homogènes.

Chercher une identification raciale positive avec soi-même et avec d'autres victimes du racisme constitue une étape importante. Mais, en fin de compte, c'est la suppression de l'oppression en général (et de l'oppression raciale en particulier) qui doit servir de base à notre lutte, et non la fierté raciale. Une communauté qui lutte contre les racines véritables du racisme ne saurait tolérer la moindre forme d'oppression, quelle qu'elle soit. On peut juger qu'il est injuste d'avoir à porter simultanément deux fardeaux, mais c'est nécessaire si l'on souhaite participer à l'avènement d'un monde sans oppression, et que l'on ne désire pas seulement changer la couleur de peau de nos oppresseurs.

Quand les intérêts communs des opprimés qui partagent (ou ne partagent pas) une origine raciale commune se rejoindront, il sera possible de dépasser les divisions léguées par le racisme institutionnel et d'unifier nos forces au point de remettre en cause la source de l'oppression elle-même. Notre combat doit viser les mécanismes du racisme institutionnel, et pas seulement les individus racistes et les conséquences de leurs actions.

Afreeye Balanz

Notes

1. Ce concept est défini par le «Centre d'apprentissage interculturel», sur un site gouvernemental canadien (http://www.dfait-maeci.gc.ca/cfsi-icse/cil-cai/intercultural_glossary-fr.asp?lvl=3). Voir, plus loin, nos questions à l'auteur et le commentaire de Wil Barnes qui suivent ce texte. (NdT)

2. «Bidimensionnelle» parce que les Noirs dans le Sud avant la Guerre de Sécession n'étaient pas considérés légalement comme des êtres humains, à trois dimensions, tels que les Blancs (*Note de Afreeye Balanz*).

3. Il s'agit de Stokely Carmichael dirigeant du SNCC (Student Non-violent Coordinating Committee) dans les années 60. Il devint ensuite un partisan du panafricanisme et fonda en Guinée le Parti révolutionnaire de tous les peuples africains (All-African People's Revolutionary Party). Pour avoir un aperçu de ses idées à la fin de sa vie, on pourra lire un de ses discours sur <http://www.kwameture.com>, où successivement il rend hommage à

- la Nation de l'Islam, ainsi qu'à ses dirigeants Elijah Muhammad et Louis Farrakhan, racistes anti-Blancs et antisémites notoires,
- au dictateur Fidel Castro pour l'avoir protégé contre une tentative d'assassinat par le FBI,
- aux politiciens africains Sékou Touré et Kwame Nkrumah qui l'invitèrent à vivre en Guinée en 1967 où il passa le reste de sa vie,

- au dictateur Muammar Al-Khadafi et à ses «contributions pour l'humanité» (sic !) et à la Libye, ce «pays révolutionnaire» (resic !) (*NdT*).

4. Tiger Woods (joueur de golf, multimilliardaire); Colin Powell (chef d'État-major des armées de 1989 à 1993; secrétaire d'État de 2001 à 2005); Condolezza Rice (conseillère à la Sécurité nationale, de 2001 à 2005, secrétaire d'État depuis 2005); Dinesh D'Souza (intellectuel ultraréactionnaire né en Inde mais ayant fait ses études supérieures et sa carrière aux États-Unis. Il se fit connaître, au début des années 80, en rendant publics dans la presse les noms de membres de la Gay Student Alliance qui n'avaient pas encore révélé leur homosexualité. Un livre de ce sinistre individu a été traduit en français: *L'éducation contre les libertés*; après avoir pondu un opus accusant la «gauche culturelle» d'être responsable du 11 septembre, il a écrit un ouvrage vantant la grandeur du catholicisme); Alan Keyes (diplomate et journaliste afro-américain, candidat à l'investiture du parti républicain pour les présidentielles en 1996, 2000 et 2008); Michelle Malkin (journaliste réactionnaire d'origine philippine).

Définitions du racisme institutionnel

«Le racisme institutionnel, c'est ce qui ouvertement, ou de manière dissimulée, se manifeste dans les politiques, les procédures, les actions et la culture des institutions publiques ou privées, tout ce qui renforce les préjugés individuels, et est renforcé par eux, en retour.»

Sivanandan, directeur de l'Institute for Race Relations (Grande-Bretagne)

«Une organisation n'a pas besoin d'être composée d'individus racistes ou d'être dirigée par des individus racistes pour participer à la perpétuation du racisme institutionnel. Si les lois, les coutumes ou les pratiques d'une institution produisent des conséquences racistes, cette institution est raciste, quelles que soient les intentions raciales des individus qui la composent.»

Commission for Racial Equality (CORE, Grande-Bretagne)

Hypothèses

1. Le racisme institutionnel, le racisme individuel, le sexisme et les préjugés de classe font partie de la façon dont cette société distribue ses bénéfices sociaux et matériels à certains et pas à d'autres, quels que soient leurs mérites.

2. Le privilège d'une majorité raciale est un bénéfice social immérité, lié à l'appartenance au groupe majoritaire. Ce privilège se manifeste de nombreuses façons, entre autres par:

- la capacité de définir la réalité de ceux qui ne font pas partie de cette majorité,

- le luxe de ne pas avoir à se préoccuper de l'impact de la race sur les interactions quotidiennes,

- l'exclusion tacite des minorités est considérée comme normale, et non comme un problème,

- la sur-représentation des membres de la majorité dans tous les domaines est considérée comme normale, et non comme un problème,

- l'ignorance ou le rejet de l'impact du racisme institutionnel sur les minorités,

- vous ne doutez jamais d'être membre de la société à laquelle vous appartenez,

- on ne vous demande jamais de parler au nom de votre groupe majoritaire (ou de le représenter),

- on ne vous rend jamais responsable des actions des membres de votre groupe majoritaire (on vous considère toujours comme un individu responsable),

- vos échecs et vos succès ne s'appliquent pas à la totalité du groupe majoritaire auquel vous appartenez,

- vous pouvez ignorer totalement la culture des minorités sans en être jamais pénalisé,

- les gens qui détiennent les positions de pouvoir partagent vos valeurs culturelles,

- vos actes et vos paroles sont considérés en fonction de leur mérite

- vous croyez que tout le monde vit dans un monde où le mérite de chacun est reconnu,

- vous considérez qu'un traitement préférentiel est normal,

- vous ne vous sentez pas tenu de changer les attitudes ou les comportements d'autres membres de la majorité.

3. Si vous combattez le racisme institutionnel sur la base de vos propres convictions, cela signifie que vous êtes prêt à soutenir des gens avec lesquels vous n'êtes pas totalement d'accord. Vous reconnaissez que vous détenez un privilège sans que cela provienne pour autant d'un sentiment de culpabilité.

4. Vous pouvez défendre vigoureusement une position soulignant les conséquences des actions du groupe auquel vous appartenez, en partant d'une perspective ethno-relativiste, et ce dans le but de créer une culture commune.

Pièges à éviter

Les discussions sur le racisme suscitent souvent le malaise, les propos évasifs, les accusations, le sentiment de culpabilité, la honte et la mauvaise foi, même chez des personnes qui ne sont pas individuellement racistes.

Ceux qui nient l'existence du racisme institutionnel évoquent fréquemment des connaissances générales, soutenues par des preuves anecdotiques, tout en rejetant les données statistiquement significatives fournies par les autres.

Cette question est souvent traitée de façon purement émotionnelle, insatisfaisante sur le plan intellectuel, ou purement émotionnelle sans analyse rigoureuse.

Un conseil

Le principe du «bénéfice du doute» contribue généralement à entretenir un climat positif permettant d'évoluer dans la discussion. Donc si quelqu'un tient, pendant le débat, des propos qui vous mettent mal à l'aise, cela ne signifie pas forcément qu'il s'agissait d'une attaque personnelle ou délibérée.

Quelques techniques d'obstruction

Il existe de nombreuses façons d'orienter ou d'embrouiller une discussion sur le racisme. En voici une liste, bien sûr non exhaustive.

1) **Transformer une question sociale en une question personnelle:** Il est facile de transformer son expérience personnelle et l'expérience personnelle de la discrimination en une vérité sociale. C'est évidemment suspect sur le plan statistique et cela nuit à une discussion sur un problème social.

2) **La victimisation abusive:** Comparer ce qu'une communauté n'a pas avec ce que d'autres possèdent, et non l'inverse, permet de nier l'existence d'avantages fondés sur l'appartenance à la race.

3) **Noyer le poisson en élargissant le problème:** Il est évident que l'oppression sociale existe sous de nombreuses formes et que les relations et les similitudes entre ces différentes formes sont importantes pour une compréhension en profondeur. Cependant les discussions directes, gênantes, sur le racisme sont souvent diluées et évitées en élargissant la conversation et en la détournant de la question raciale.

4) **L'arme du moralisme:** Dans ce cas, on conduit généralement la discussion à partir d'une perspective ethnocentriste, ordonnée autour de vérités universelles, sans envisager le fait que la race puisse avoir un

impact matériel sur ceux qui en bénéficient ou en pâtissent dans le cadre d'une société donnée. Ce procédé empêche d'envisager les conséquences du racisme, et l'orienté vers ce qui est «bien ou mal».

5) **La tolérance:** Ce concept est, en fait, un concept ethnocentriste, malgré son apparence ethnorelativiste. Il sous-entend un jugement négatif porté à partir d'un ensemble particulier de valeurs universelles, même s'il ne fait référence à aucun comportement, aucune analyse qui puisse être perçue comme négative. Si la tolérance est certainement préférable à d'autres attitudes défensives, elle ne permet guère de créer de nouvelles réalités sociales.

6) **Le dualisme:** Les alternatives simples (soit c'est ceci, soit c'est cela) ne permettent pas à une discussion sur le racisme de se dérouler convenablement. Ceux qui veulent contrôler la conversation utilisent généralement ce genre de technique. Si l'on veut augmenter la compréhension des positions respectives et rechercher de nouveaux comportements, il vaut mieux essayer d'adopter une approche plus ouverte.

7) **L'étiquetage:** Il est facile, sur le plan intellectuel, de coller des étiquettes. Mais ce n'est pas très utile, durant une discussion où l'on expose ses expériences respectives, ses pensées et ses sentiments, d'introduire immédiatement une étiquette. Ce procédé risque de bloquer la discussion et de la dévier sur l'étiquette elle-même, plutôt que sur le contenu de ce que chacun veut dire.

Afreeye Balanz

Bref dialogue

Yves Coleman: Après avoir lu tes textes, j'ai été très intéressé par ta distinction entre racisme individuel et racisme institutionnel. Il me semble que cette distinction serait fort utile si on l'appliquait à la réalité française. Néanmoins, j'éprouve des réticences envers ton usage systématique du pseudo-concept de «race.» Et je dois dire que je suis très méfiant vis-à-vis de ceux qui veulent l'introduire dans le débat politique en France, et qui ont d'ailleurs déjà réussi à pousser ou encourager le nouveau gouvernement Sarkozy à établir des statistiques «raciales» (ou ethniques, ce qui risque de revenir au même dans la tête des gens), présentement «volontaires» et limitées à des échantillons de populations, mais pour combien de temps ? Pourrais-tu nous expliquer quel est le contenu, selon toi, du concept de race, son utilité aux États-Unis ou dans d'autres pays que tu connais ?

Afreeye Balanz: Le mot «race» n'a pas toujours eu le même sens. Selon Ivan Hannaford, «L'histoire de l'idée de race, en Occident, a commencé aux alentours de 1100, et avait au départ beaucoup plus de rapport avec la foi d'un individu ou d'un groupe qu'avec sa couleur de peau. Au fil des siècles, des mouvements sociaux importants comme la colonisation ont amené les Européens à entrer en contact avec d'autres peuples sur des continents éloignés. Leur supériorité relative, sur le plan militaire et viral, acquise à travers des siècles de guerres et de mélanges de populations, et grâce à une importante densité de peuplement, a amené certains d'entre eux à croire qu'ils étaient "mieux" que les autres, et que leur statut supérieur leur avait été accordé par Dieu, dès la naissance, et non *conquis* grâce aux génocides qu'ils entreprirent. Il est évident que la première hypothèse leur paraissait beaucoup plus acceptable que la seconde.»

Passons rapidement à la situation actuelle. J'ignore si le concept de race (généralement fondé sur la couleur de la peau, la texture des cheveux, les traits du visage) est un facteur important d'organisation sociale en France, même si je soupçonne que ce soit le cas pour beaucoup de gens. Il me semble que, lors de nos dernières conversations, nous étions tombés d'accord sur le fait que, au moins à un certain niveau, la perception de l'origine raciale ou ethnique (c'est-à-dire l'appartenance à un groupe socialement identifiable fondé sur des facteurs comme la proximité, les croyances, la famille et une culture partagée) jouait un rôle dans l'organisation de la société française.

L'utilisation de la définition de la race (que l'on définit parfois comme la «théorie d'une seule goutte de sang», la *one drop theory*, c'est-à-dire que, quelle que soit ton apparence physique, si tu as des ancêtres africains, tu es un Noir ou en tout cas un non-Blanc, etc.) pour modéliser l'organisation sociale n'est pas une théorie, **mais une réalité pratique** aux États-Unis. Tout comme c'était une réalité pratique en Afrique du Sud, dans les Caraïbes, en Amérique du Sud, et partout où les Européens ont exporté cette conception d'une domination fondée sur l'origine.

Y.C.: Dans ton texte, tu utilises le mot «ethnorelativiste». Voici la définition que j'ai trouvée sur un site du gouvernement canadien: «**Ethnorelativisme:** acceptation que les valeurs et les croyances de l'autre, ainsi que les opinions qui en découlent, sont liées de manière logique et qu'il n'y a pas de position absolue à partir de laquelle on puisse juger la moralité, les connaissances, la vérité. Cela ne veut pas dire que toutes les autres pratiques culturelles sont acceptables, mais seulement qu'il est nécessaire de tenir compte du contexte culturel lorsque l'on évalue des pratiques rencontrées dans une autre culture.» Cette définition, a priori fort sympathique, pose autant de problèmes qu'elle n'en «résout». L'approuves-tu ? Et sinon, quelle est ta propre conception?

Pour ma part, je pense que cette définition est absurde. La première phrase contredit totalement la seconde. Le gouvernement canadien commence par dire qu'«il n'y a pas de position absolue à partir de laquelle on peut juger», ce qui est clairement une façon de contester la possibilité même qu'il existe des valeurs universelles. Cette position est d'ailleurs partagée par les islamistes qui critiquent l'universalisme occidental, mais promeuvent l'universalisme... musulman. Ils montrent ainsi que ce n'est pas l'universalisme qui les gêne, mais le contenu des droits universels qui ont été proclamés (même s'ils n'ont pas été appliqués, mais c'est une autre histoire) d'abord dans le monde capitaliste occidental: la liberté de parole, la liberté de la presse, l'égalité entre les hommes et les femmes, la séparation entre les Eglises et l'État, la critique des systèmes politiques fondés sur un droit divin ou des hiérarchies héréditaires en faveur de Républiques ou au moins d'États dirigés par des représentants du peuple démocratiquement élus, etc. Et la deuxième phrase envisage l'idée que certaines «pratiques culturelles» ne seraient pas «acceptables». Alors on peut se demander comment on arrive à l'idée d'inacceptabilité si l'on ne se met pas d'accord sur certains principes universels...

A. B.: Ma définition de l'ethnorelativisme part du travail de Milton Bennett et de son modèle de sensibilité interculturelle. Cette définition va de pair avec celle de l'ethnocentrisme, puisqu'elle est son exact opposé. Sous ses différentes formes, l'ethnocentrisme consiste à juger le monde seulement à partir de son propre contexte culturel. Seul ce qui est «bien ou mal» dans ta culture convient, aucune autre définition n'est acceptable. Aucun accord, aucune négociation n'est nécessaire parce que ce qui est juste dans mon contexte culturel est juste dans tous les contextes. J'ai seulement besoin de convaincre (ou de forcer) les autres à accepter ma vérité. Les conceptions du gouvernement canadien ou des islamistes que tu cites relèvent, pour moi, de l'ethnocentrisme.

L'ethnorelativisme part du point de vue que, si ma culture fonctionne pour moi, et peut-être pour d'autres personnes comme moi, elle n'est pas à la base de toute la vérité. D'autres personnes ont d'autres moyens valables d'organiser leur existence culturelle même si leurs attitudes contredisent les miennes. Mais le fait qu'elles soient valables ne signifie pas que, dans des situations interculturelles, une culture détienne les

solutions pour toutes les autres; il faut donc négocier et se mettre d'accord pour avancer. Il faut probablement créer de nouvelles règles pour les interactions sociales, une nouvelle culture, si tu veux.

Dans un groupe interculturel, je suis censé offrir, voire même prôner, des normes culturelles qui pourraient fonctionner à l'avantage de tous, tout en écoutant les autres et en restant ouvert à leurs conceptions. C'est un travail difficile, très difficile même, et je n'ai guère d'exemples de groupes numériquement significatifs qui aient réussi à le faire.

Y.C.: Dans ton texte, tu parles de «groupes ethniques» et de «cultures»: l'ethnie est, selon moi, une façon polie, hypocrite ou politiquement correcte, pour beaucoup de gens, de dire la race. Si ce n'est pas le cas, que signifie ce mot pour toi? Comment peut-on lutter efficacement contre le racisme en utilisant sans cesse le mot d'ethnie? Même question pour la ou les «culture(s)»: qu'est-ce que cela signifie pour toi? Le problème avec ces mots, quand ils sont utilisés par la gauche ou l'extrême gauche, c'est que l'on ne comprend pas bien en quoi leur sens est véritablement différent de celui que leur attribue la droite.

Pour cette dernière, les choses sont claires (enfin..., c'est une façon de parler): les races, les groupes ethniques et les cultures sont des réalités naturelles, presque génétiques (voir à ce propos les provocations récurrentes de James Watson, Prix Nobel de médecine). Ils seraient décisifs pour définir les identités (religieuse, ethnique, raciale, etc.), ces identités seraient elles-mêmes indispensables à l'équilibre psychologique et social de chacun de nous, et enfin il existerait une échelle de valeurs entre ces identités. La droite et, plus largement, tous les conservateurs veulent construire des identités fermées, imperméables à toute critique, à tout échange, à toute transformation réelle, et évidemment à toute révolution sociale. Il s'agit donc pour eux de pousser les individus d'un groupe donné (national, culturel, religieux, ethnique, «racial») à lutter contre tous les autres, à se défendre contre leur influence, contre l'«invasion» des autres, etc. Et lorsqu'un conflit sérieux apparaît, on connaît quelle est la prochaine étape: fermer les frontières, limiter les contacts entre ces communautés imaginaires, procéder à la purification ethnique, mener des guerres ethniques pour la pureté de la race, etc. Je comprends donc parfaitement que, sur cette terre, la plupart des êtres humains aient besoin, ou plutôt aient l'habitude, d'interpréter la réalité qu'ils vivent à travers les lunettes de la tradition, de la culture, de la race et/ou de la nation. Cependant, je veux défendre la possibilité que l'on dépasse les limites de ces constructions imaginaires. Comment puis-je lutter pour un tel projet, si j'utilise sans cesse les concepts de mes adversaires et si je leur accorde une certaine valeur?

A. B.: Arriver à se débarrasser de toutes ces catégories est certainement une perspective enviable, mais, pour la plupart d'entre nous, ces catégories (y compris celles d'homme et de femme) stucturent notre personnalité dans le cadre de notre vie quotidienne. Nous devons

certainement les dépasser et, si nous y arrivions, ce serait effectivement une véritable révolution. J'utilise des mots comme race, groupe ethnique et culture dans le sens généralement accepté de ces concepts, non pas parce que cela me plaît mais parce qu'ils font partie de ma réalité. Je n'ai pas l'impression d'attacher une importance démesurée à ces trois termes, et je sais qu'il existe d'autres facteurs comme le genre et la classe qui ont un impact considérable sur nos vies.

Développer une nouvelle identité est un processus influencé par le reflet de nous-mêmes dans ce monde et par notre conception de notre propre personnalité. Nous avons besoin de démêler nos identités sociales et les problèmes qui leur sont liés pour trouver une place et nous définir tout en acceptant les influences que nous avons percées à jour. Ce processus est difficile et les gens y arrivent à partir de différents moyens. La question pour moi est: «Comment faire en sorte d'aider des masses de gens à créer leurs propres identités alors que nous subissons tellement de pressions pour maintenir de vieilles catégories et de vieilles identités ?»

Je ne crois pas que nous puissions les dépasser dès aujourd'hui. Nous devons vivre avec, pour atteindre une nouvelle réalité. Nous n'avons pas la possibilité de les ignorer.

Le débat se poursuivra dans un prochain numéro....

Bref commentaire

Même si je partage la distinction fondamentale qu'Alfred Balanz établit entre la discrimination individuelle et la discrimination institutionnelle, j'exposerai brièvement mes divergences avec l'auteur.

Tout d'abord, Balanz ne précise pas comment est né et s'est développé la forme particulière de racisme qui existe aux Etats-Unis: et s'il fait allusion à une «oppression ayant une base matérielle encore aujourd'hui», il n'indique pas comment, historiquement, cette oppression raciste était fondée sur la production, sur le travail agricole dans les plantations, et a été donc compatible avec le développement du capitalisme contemporain.

Il n'explique pas non plus comment le racisme est encore lié à la production ni comment il en est inséparable: si la tendance fondamentale du développement capitaliste est d'expulser le travail salarié de la production (tout en incorporant simultanément les petits producteurs dans le même processus de production), le racisme institutionnel (ainsi que tout l'éventail des attitudes et des comportements racistes qui légitiment cette évolution) sert à s'assurer que des communautés et des groupes sociaux entiers sont exclus de la production.

J'ajouterai que les formes d'oppression ne sont pas seulement inextricablement liées:

a) parce que sur le plan de l'analyse et de la théorie, nous pouvons effectivement séparer les différentes formes d'oppression, même si

b) ces formes peuvent sembler difficilement séparables dans la pratique de la vie quotidienne (et même cela est contestable),

c) certaines formes d'oppression façonnent des institutions spécifiques plus que d'autres formes: par exemple, aux Etats-Unis, les banques choisissent d'écarter la clientèle de certains quartiers selon des critères raciaux et ont donc des pratiques discriminatoires, ce qui rend extrêmement difficile aux Noirs d'obtenir des prêts immobiliers. Sur le plan institutionnel, ces pratiques racistes ont un rôle décisif, sans qu'il soit nécessaire de tenir compte d'une quelconque autre forme d'oppression.

d) La structure psychologique profonde des individus (dans ce domaine, il est très difficile de parler de groupes sociaux et impossible de parler de classes) exprime souvent des préférences assez bien définies par rapport aux conduites oppressives. Par exemple, un individu est d'abord et avant tout misogyne, un autre surtout raciste. Ce sont, d'habitude, des cas pathologiques, mais ils ne sont pas si rares.

Enfin, je voudrais souligner que les individus des minorités qui ne sont pas soumis à des traitements racistes ne sont pas simplement des «alibis» qui, par leur présence extrêmement visible, nous permettraient d'oublier (ou de refuser de reconnaître) que les règles du jeu social sont truquées, que des groupes entiers sont victimes du racisme institutionnel comme le dirait sans doute Balanz.

Sur ce plan, la situation a évolué, du moins aux Etats-Unis, par rapport à la situation des années 50, 60 et 70.

Certains individus, membres des «minorités raciales» ne souffrent pas en réalité des effets et des affects du racisme. Colin Powell, Condoleeza Rice, Clarence Thomas (1) ont détenu (ou détiennent) et ont exercé (ou exercent) un pouvoir socio-politique réel. Ce ne sont pas des «alibis». Leur position dans la société suggère que les communautés minoritaires sont divisées, et divisées selon une ligne de classe. Si la vie ou la trajectoire sociale de gens comme Powell, Rice ou Thomas ne sont pas représentatives du destin de la majorité des membres de leur communauté, leur ascension suggère que les questions de la race et de la classe s'entremêlent inextricablement.

Ceci est un progrès: au cours des trente dernières années, la classe est, d'une certaine façon, sortie de l'ombre projetée par la race. Un processus objectif de clarification s'est développé et il rend possible une unité de la classe contre le capital et le pouvoir, contre la domination de la classe capitaliste, d'une façon qui était impossible depuis la Reconstruction (2), du moins aux Etats-Unis.

Wil Barnes

(1) Respectivement chef d'État-major des armées, secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) et membre de la Cour suprême (*NdT*).

(2) Reconstruction (1863-1877): période suivant la fin de la Guerre de Sécession et marquée par la fin de l'esclavage et l'unification de l'Union. Pour les Afro-Américains elle sera une période très sombre puisqu'elle aboutira au rétablissement légal de la ségrégation dans le Sud (*NdT*).

Race et marginalité à Cuba

Cet article a été publié intégralement dans le numéro de la revue *New Politics* en été 2007 sous le titre «Visiting Raúl Castro's Cuba». Nous en avons seulement traduit les passages concernant le racisme et la «marginalité» à Cuba. Samuel Farber est un universitaire cubain d'extrême gauche qui vit aux Etats-Unis et est revenu plusieurs fois dans son île natale, notamment en 2006. Ce texte est intéressant parce qu'il montre comment le régime dissimule le racisme institutionnel qui sévit à Cuba et comment Castro justifie le racisme en accusant une prétendue «culture de la pauvreté». Le tout devant Ignacio Ramonet, son groupie béat du *Monde diplomatique*, qui bien sûr ne présente aucune objection aux propos condescendants de son idole sur les «marginiaux» et les «humbles». Le discours castriste rappelle celui des députés de l'UMP sur les «problèmes» des habitants des banlieues, des «marginiaux» et des «immigrés d'Afrique noire». Rien de nouveau sous le soleil tropical, à part la cécité tiers-mondiste...

Le régime castriste est en fait un régime anti-ouvrier où les travailleurs n'ont jamais eu le droit de s'organiser de façon indépendante et où les dirigeants (et les «gauchistes» qu'ils invitent dans des hôtels luxueux, comme le raconte Krivine lui-même dans son dernier livre) vivent très bien, pendant que les prolétaires doivent se «débrouiller» pour trouver à manger, une fois qu'ils ont épuisé les provisions fournies par leur carnet de rationnement qui leur dure à peine plus d'une semaine.

Ce régime a utilisé ses citoyens afro-cubains comme «chair à canon» pour combattre au service des objectifs géostratégiques de l'impérialisme russe en Afrique (selon Castro lui-même, Cuba y a envoyé 300 000 militaires et 50 000 coopérants, sur une population qui atteint aujourd'hui 11 millions d'habitants), mais qui ne les a pas pour autant promus à la direction du pays, toujours aussi majoritairement «blanche».

Tout le monde sait que, à La Havane, seuls les Afro-Cubains sont harassés par les flics («noirs» ou «blancs»). C'est une société où 68% des «Blancs» pensent qu'il n'est pas adéquat de fonder une famille avec un membre d'une autre «race», même s'ils considèrent «normal» (quand même!) d'avoir des amis «non blancs». Une société où beaucoup de gens nient leurs origines africaines, exactement comme dans le reste de l'Amérique latine. Un pays où les éléments les plus pauvres, les habitants des taudis, les prostituées et les prisonniers sont en majorité des Afro-Cubains.

Mais comme Castro a découvert (vous allez rire) «la loi de la relation inversement proportionnelle, entre le niveau de connaissance, la culture et la délinquance», qu'il a «prononcé des discours très critiques» au sujet des discriminations contre les Afro-Cubains (les discours ne coûtent rien), et qu'il se «soccie toujours de la composition ethnique» des organes dirigeants, il ne faut pas s'inquiéter puisque l'on a affaire à une «discrimination objective, liée à la pauvreté et au monopole historique des connaissances». Bref, circulez, y'a rien à voir, c'est «culturel»! Et, évidemment toute ressemblance avec le discours de Guaino-Sarkozy en juillet dernier à Dakar sur les pesanteurs culturelles de l'Afrique est à proscrire, n'est-ce pas ?

Ni patrie ni frontières

Après être arrivé à Cuba au milieu de la protestation d'artistes et d'intellectuels contre le retour possible des jours les plus sombres de la période révolutionnaire, j'ai assisté à tous les événements artistiques et intellectuels dont j'ai entendu parler et qui étaient ouverts au public. Mon but était d'entendre ce qui se disait et ce que l'on discutait et aussi d'observer, pour avoir une idée sur la nature des différents types de publics. J'ai été choqué, bien que pas surpris, de voir que la majorité écrasante des orateurs et des spectateurs était blanche. Pas plus de 5% des personnes venues à ces divers rendez-vous étaient noires ou «mulâtres» (un terme largement répandu à Cuba). Il est intéressant de noter que la plupart des non-Blancs qui assistaient à ces réunions étaient plutôt jeunes: c'était peut-être des étudiants ou des disciples des conférenciers blancs.

Comparée à mon voyage précédent, la situation raciale semblait un peu plus équilibrée dans les divers endroits touristiques que j'ai visités. Si le personnel qui est le plus en contact avec la clientèle dans ces genres de tâches était toujours principalement blanc, il y avait beaucoup plus de Noirs qu'en l'an 2000. C'est peut-être dû à un changement dans la politique de recrutement du gouvernement, en réponse à des critiques assez largement répandues. En particulier, les gens liés aux organisations étrangères de gauche et des droits civiques se sont fortement opposés à la politique ouvertement raciste qui consistait à exclure les non-Blancs des contacts avec la clientèle dans l'industrie du tourisme, sous prétexte qu'ils n'avaient pas une «bonne apparence».

Ou peut-être que l'industrie du tourisme reflète simplement les changements démographiques importants intervenus à Cuba. Historiquement, le gouvernement cubain actuel n'a jamais été très disert sur la fracture raciale au sein du pays, bien qu'il ait reconnu que le dernier recensement de 2002 a enregistré une augmentation de 24,9% du nombre de personnes classées «métisses» par rapport au recensement de 1981. Selon le recensement de 1981, 66% de la population cubaine étaient blancs, 12% étaient noirs et 22% étaient métis. Ceci, à son tour, constituait une augmentation significative de la population métisse depuis le recensement de 1953 où seulement 14,5% de la population avaient été comptés comme métis (la proportion de Noirs n'a – officiellement – pas changé sensiblement entre 1953 et 1981) (1).

Depuis la révolution de 1959, les chiffres officiels surestiment certainement la taille de la population blanche à Cuba. Tandis que le taux de natalité cubain a été très bas pendant une longue période (soulevant l'inquiétude du gouvernement en ce qui concerne les taux globaux de dépendance dans un proche avenir), l'émigration s'est poursuivie à un rythme régulier. Les Etats-Unis se sont engagés à accueillir 20 000 émigrants cubains chaque année (ce chiffre n'inclut pas les *balseros* (2) et tous ceux qui parviennent à arriver aux Etats-Unis et ont le droit de demander l'asile politique selon le Cuban Adjustment Act de 1966). Les Cubains émigrent aussi vers d'autres pays.

À diverses occasions pendant mon voyage, j'ai vu de longues files d'attente devant l'ambassade d'Espagne située près de l'entrée du port de La Havane. L'Espagne a élargi les droits à l'immigration et à la naturalisation aux nombreux descendants cubains de plus d'un million d'Espagnols qui ont émigré dans l'île, une des dernières colonies importantes dans l'hémisphère occidental, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. Comme on peut l'imaginer, la plupart des descendants de ces émigrants sont blancs, tout comme ceux qui partent aux Etats-Unis. Dans le cas des Etats-Unis, l'existence d'un lien de parenté avec quelqu'un qui a déjà émigré dans ce pays est la manière la plus facile d'obtenir un visa à La Havane. Et puisque l'écrasante majorité de la communauté cubaine aux Etats-Unis est blanche, c'est évidemment aussi le cas des nouveaux émigrants. Il y a, en outre, des critères concernant le niveau d'éducation et le niveau professionnel qui facilitent l'entrée aux Etats-Unis, critères auxquels satisfont beaucoup plus fréquemment les Cubains blancs.

Le gouvernement cubain a, depuis les premiers jours de la Révolution, soutenu une politique «indifférente à la couleur» (3) qui a permis à certains Cubains noirs et mulâtres de progresser un peu, mais qui est très éloignée de ce que l'«action affirmative» aurait accompli. Dans le cadre de cette politique «indifférente à la couleur», la ségrégation à la cubaine a été abolie. Si la ségrégation à Cuba n'a, historiquement, jamais été aussi importante qu'aux Etats-Unis avant la révolution de 1959, les Noirs n'avaient pas accès à la plupart des plages et, dans beaucoup de villes provinciales, ils étaient séparés des Blancs dans les jardins publics. Les Noirs ne pouvaient pas non plus être embauchés dans de nombreux emplois de bureau, en particulier dans le secteur privé.

Dans le cadre de la politique révolutionnaire «indifférente à la couleur», des non-Blancs, qui constituent une partie disproportionnellement importante des pauvres, ont pu tirer profit des mesures conçues pour aider les pauvres, en particulier sur le plan de la santé et de l'accès à l'Éducation. Il y a donc, proportionnellement, beaucoup plus de Noirs qui occupent des positions d'influence et de pouvoir qu'avant la révolution, mais toujours bien moins que ce qu'ils représentent dans la population globale (4). Et surtout, sous le règne du Parti unique qui sévit à Cuba, les Noirs (comme tous les autres groupes tels que les ouvriers, les femmes ou les homosexuels) n'ont pas le droit de s'organiser indépendamment pour défendre leurs intérêts. Malgré cette interdiction, et même si c'est à une petite échelle, la jeunesse noire commence à protester de plus en plus, notamment contre la brutalité de la police et elle s'exprime souvent par une version cubaine du hip hop. Un ami m'a également informé que des protestations avaient eu lieu à l'ICRT (Institut cubain pour la radio et la télévision) contre l'omniprésence des Blancs à la télévision cubaine.

Les questions de la race et de la classe sont davantage confondues à Cuba qu'aux États-Unis; par conséquent, les préoccupations et l'hostilité des Blancs à propos des Noirs se sont tellement mélangées avec la question de la marginalité sociale qu'il est très difficile de séparer ces questions (5). Cet enchevêtrement historique a été aggravé par les graves effets économiques de la «Période spéciale» après que l'effondrement de l'URSS eut provoqué la croissance disproportionnée d'une masse de chômeurs noirs ou de personnes noires sous-employées vivant dans conditions extrêmement précaires. Aussi bon nombre d'entre elles ont-elles émigré à La Havane qui est tellement surpeuplée que le gouvernement a officiellement limité les migrations vers la capitale, bien que personne ne semble savoir si cette politique a eu des effets pratiques réels. Les Cubains ont inventé de nouveaux termes, comme celui de «*Palestinos*», pour désigner un groupe marginalisé de plus en plus visible, composé surtout de Noirs qui émigraient de la province d'Oriente, la plus à l'est de l'île, vers La Havane. L'écrivain cubain Pedro Juan Gutiérrez a acquis une renommée internationale avec sa *Trilogie sale* (6) qui décrit la vie des marginaux de La Havane dans tous ses détails violents et, particulièrement sexuels. La revue communiste libérale sophistiquée *Temas* (7) a réuni pas moins de onze sociologues et intellectuels pour discuter de la question de la «marginalité» dans l'un de ses numéros. La presse étrangère s'est aussi intéressée à cette question. Par exemple, l'important quotidien mexicain *El Universal* a récemment publié un article concernant «*El Fanguito*» («La Petite Boue»), un des bidonvilles qui entourent La Havane (8).

En réaction à ce phénomène de marginalisation, j'ai entendu beaucoup plus de Blancs – y compris ceux appartenant à l'élite dirigeante – émettre ouvertement des commentaires hostiles contre les Noirs que je n'en avais entendus en 2000. Une haut fonctionnaire du ministère du Logement, formée dans le bloc soviétique, a invoqué devant moi la théorie de la «culture de la pauvreté» avancée par Oscar Lewis. Selon elle, cette théorie permettrait de comprendre le

comportement autrement inexplicable de nombreux pauvres qui avaient emménagé dans de nouveaux logements qu'elle avait contribué à faire construire. Dès qu'ils étaient entrés dans leurs nouveaux appartements les pauvres avaient démantelé et débranché les installations (robinets, plomberie, etc.) afin de les vendre sur le marché noir. Pour elle, il s'agissait d'un comportement irrationnel qui ne pouvait s'expliquer que par la transmission des valeurs d'une «culture de la pauvreté», d'une génération à la suivante. Apparemment, le «marxisme» officiel qu'elle avait appris, dans des manuels, à Cuba et en Europe de l'Est, ne l'avait jamais exposée à ce que Marx a appelé «la sempiternelle vieille merde», expression qui fait allusion à ce qu'une grave pénurie peut déclencher dans le comportement des personnes. Bien qu'il ait été malheureux, et même tragique, que ces nouveaux locataires aient détruit les équipements que l'État venait de leur fournir, leur attitude n'avait rien d'irrationnel. Ils avaient besoin d'argent, et d'une monnaie forte, pour s'alimenter et se vêtir. De toute façon, il n'est pas nécessaire de soulever la question de ces prétendues «valeurs», même si nous avançons l'hypothèse douteuse qu'elles pourraient avoir le moindre pouvoir d'explication spécifique, pour expliquer pourquoi ces pauvres, ces marginaux se sont comportés ainsi en s'installant dans leurs nouveaux logements.

En fait, Fidel Castro lui-même a récemment soutenu et développé cette théorie de la «culture de la pauvreté». Dans son livre-entretien avec Ignacio Ramonet, journaliste d'origine espagnole et directeur du *Monde diplomatique*, ouvrage publié en 2005, et qui est probablement son dernier livre important (9), Castro fait référence à cette théorie en quelques occasions. Ainsi, Fidel Castro a expliqué à Ramonet: «Au début [de la révolution] nous avons démoli quelques quartiers marginaux. Mais il y avait déjà une culture de la marginalité. On a beau construire des maisons neuves, les phénomènes qui se produisaient avant perdurent, à moins qu'une nouvelle culture ne surgisse de la connaissance (10).»

A un autre moment de l'entretien, Fidel Castro affirme: «Je m'en souviens: nous avons découvert très tôt qu'il y a une culture des riches et une culture des pauvres. Celle des riches est en tout point décente: "J'achète donc je paye." Celle des pauvres, en revanche, c'est: "Comment je me débrouille pour me procurer ce truc? Comment est-ce que je vole le riche ou qui que ce soit d'autre?" Les familles humbles, de bonnes familles très patriotes, étaient pourtant nombreuses à demander au fils qui travaillait, par exemple, dans le secteur hôtelier: "Dis, ramène donc un drap, ou un oreiller, rapporte-moi ceci ou cela." Ce comportement a son origine dans la culture de la pauvreté, et de telles habitudes perdurent bien au-delà des changements sociaux réalisés par la révolution pour y mettre un terme (11).»

Dans cette interview, Fidel Castro a ajouté sa petite griffe à la théorie de la «culture de la pauvreté» qui a une résonance spéciale dans les sociétés de type soviétique comme Cuba, qui ont des institutions très sélectives telles que la célèbre école Lénine, aux abords de La Havane. Il a indiqué à Ramonet que le système cubain d'éducation, système

sélectif et méritocratique, avait créé une situation où les enfants des ouvriers et des Afro-Cubains tendaient à se maintenir aux niveaux les plus bas de la société. Selon Castro, cela s'est produit parce que «le niveau scolaire des parents, même après la révolution, continue d'influer énormément sur la destinée des enfants. Et on voit bien que les enfants dont les parents sont issus des milieux les plus modestes, ou les moins cultivés, n'obtiennent pas de notes suffisamment bonnes pour pouvoir intégrer les meilleures écoles. Et cela se perpétue depuis des dizaines d'années. Si on laisse les choses en l'état, on peut déjà prévoir que les enfants de ces personnes marginalisées ne seront jamais directeur d'entreprise, gérant, et qu'ils n'occuperont jamais des postes à haute responsabilité, car de nos jours seul un niveau universitaire permet d'accéder à des postes de direction. En revanche ce qui les attend, à coup sûr, c'est la prison (12).»

Selon Fidel Castro, le gouvernement cubain a commencé à aborder le problème en 2001. À ce moment-là, le gouvernement a commencé à élargir sensiblement l'accès à l'éducation supérieure en créant des annexes des universités dans des municipalités éloignées, des moulins à sucre, et même des prisons. Comme Castro l'a expliqué, cette expansion a transformé en étudiants subventionnés par l'État des personnes entre 17 et 30 ans qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires et qui, pour diverses raisons, n'étaient ni des étudiants ni des travailleurs quand elles avaient été intégrées dans ce programme. D'autre part, cette extension des installations universitaires a permis de reconverter, en professeurs auxiliaires, des salariés licenciés appartenant au personnel administratif d'entreprises comme celles de l'industrie du sucre. Selon Castro, il y avait 500 000 étudiants à Cuba en 2005 et plus de 90 000 [soit approximativement 20% du total] avaient été recrutés par ces nouveaux moyens (13).

Ce que Castro fait, c'est le fait évident qu'il s'agissait, en grande partie, d'un programme conçu pour résorber le chômage. (Je dois mentionner que, lors de ma dernière visite, une ancienne universitaire m'a expliqué que la raison principale pour laquelle elle avait pris sa retraite avait été son opposition à la faible qualité éducative du nouveau programme.)

Quels que soient les mérites ou les tares intrinsèques des innovations éducatives de Fidel Castro, ce qui est certain c'est qu'il attache trop d'importance à l'éducation lorsqu'il tente d'expliquer le sort des populations marginalisées à Cuba. Cela lui permet de ne pas évoquer l'état de l'économie cubaine depuis l'effondrement de l'URSS, et en particulier les effets dévastateurs et violemment inégalitaires de l'établissement d'une économie à deux vitesses, fondée d'un côté sur le peso et, de l'autre, sur la devise forte qu'est le dollar. Les propos de Fidel Castro sur les inégalités liées à l'éducation, même si celles-ci sont réelles, lui permettent de ne pas parler des questions de race et de classe, en tant que telles, ni des inégalités économiques fondamentales mentionnées ci-dessus, et encore moins des inégalités politiques qu'entretient un parti-État fortement hiérarchisé. Il reste à voir quel impact auront ces changements dans le système universitaire d'abord,

sur le système d'éducation lui-même, puis en second lieu, sur la composition des cercles dirigeants à Cuba. Il sera intéressant de découvrir l'impact qu'un tel programme, qui n'est pas spécifiquement et explicitement destiné à éliminer l'exclusion raciale, pourra avoir sur cette exclusion.

Nous ne savons pas, en dernière analyse, quel rôle des éléments comme la race et la marginalité sont susceptibles de jouer dans la transition cubaine. Il est peu probable que la conscience raciale à Cuba se développe comme aux Etats-Unis, et nous ignorons quelles formes d'organisation politique prendra la résistance populaire à la transition capitaliste qui sera sans doute entreprise par l'État.

Samuel Farber (extrait d'un article paru dans la revue américaine *New Politics*, en été 2007)

Notes de l'auteur (S.F.) et du traducteur (Y.C.)

1. Alejandro de la Fuente, *A Nation for All. Race, Inequality and Politics in Twentieth-Century Cuba*, Chapel Hill, N.C.: The University of North Carolina Press, p. 308; et «Data from the 2002 Population and Housing Census are officially announced,» Granma Digital Internacional, 14 novembre 2005. (S.F.)

2. *Balseros*: ceux qui risquent leur peau dans des embarcations de fortune (*balsas*). (Y.C.)

3. En anglais, il s'agit d'une expression très répandue aux Etats-Unis: «*colour-blind*» (littéralement, «aveugle à la couleur») qui a, dans le contexte anglo-saxon, une connotation péjorative. C'est pourquoi je l'ai traduite ici différemment. (Y.C.)

4. Un récent article de Henley C. Adams dans la *Latin American Research Review* (février 2004) tente d'établir la proportion de Noirs au sein du Bureau politique et du Comité central du Parti communiste cubain, au Conseil des ministres et parmi les officiers supérieurs des Forces armées cubaines. (S.F.)

5. Cette réflexion est plutôt étonnante de la part d'un auteur marxiste: le racisme se cache très souvent derrière des propos paternalistes sur les pauvres et les marginaux! (Y.C.)

6. Elle a été traduite en français par Bernard Cohen. On lira aussi avec profit *Le nid du serpent*, *Animal tropical*, *Le Roi de La Havane* et *Moi et une vieille négresse voluptueuse*. Un antidote parfait à toutes les âneries que l'on entend sur le «socialisme cubain». (Y.C.)

7. «Controversia. Entendemos la marginalidad?» *Temas*, n° 27, octobre-décembre 2001, pp. 69-96. (S.F.)

8. César González-Calero, «Cuba: Memorias del Subdesarrollo,» *El Universal*, lundi 20 novembre 2006. (S.F.)

9. Ce pavé de 750 pages s'intitule: *Fidel Castro, biographie à deux voix* (Fayard, 2007) et a été traduit en français par Laurence Villaume, Eduardo Carrasco, Laurence Tissot et Alexandra Carrasco. Pour ceux qui veulent rigoler un peu, je conseille l'interview du directeur du *Monde diplomatique* parue sur de nombreux sites néo-staliniens ou

tiersmondistes qui lui cirent les pompes. Par exemple, <http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2007-03-01%2006:52:27&log=attentionm>. Ramonet y évoque sans rire l'«éthique» et «l'honnêteté» de Castro, et bien sûr le professionnalisme inattaquable de son travail (on n'est jamais si bien servi que par soi-même). Si le directeur du *Monde diplomatique* n'a rien à faire, nous lui conseillons de se mettre dare-dare à des «biographies à deux voix» de Kadhafi, Ahmadinejad, Kim Il Jung ou Hassan Nasrallah. Et qu'il rassure son éditeur, il trouvera certainement des financements généreux pour ses entreprises... Ramonet pleurniche (mais très discrètement) parce que son livre serait boycotté par la presse aux ordres du Grand Capital. Il est toujours amusant de voir comment les «critiques professionnels des médias» dévoilent sans cesse leurs besoins irrépressibles de reconnaissance... merdiatique ! On comprend pourquoi le même Ramonet ne trouva pas choquant que Castro fasse spécialement éditer son livre *Propagandes silencieuses* (Gallimard, 2002) à quelques milliers d'exemplaires lorsqu'il vint, en février 2003, au Salon du livre de La Havane. On est dans le renvoi d'ascenseur permanent, entre ces gens-là (Castro cite de nouveau le livre de Ramonet dans cette autobiographie que lui a mitonnée ce journaliste «indépendant»), tout comme lorsque Chavez fit la promotion à la télévision vénézuélienne des écrits de deux obscurs dirigeants (Alan Woods et Ted Grant) d'un groupuscule trotskyste britannique qui encensait son régime. Toutes ces mondanités n'auraient aucune importance si ces plumitifs encensés par des autocrates qui vivent de la sueur et du sang des prolétaires ne se déguisaient pas en contestataires ou en radicaux (Y.C.).

10. Pages 205, *op. cit.*

11. Page 328, *op. cit.*

11. Page 373, *op. cit.*

12. Pages 373-374, *op. cit.*

Le pillage des Pays de l'Est «à la française»:

**licenciements,
dégraissages,
bas salaires,
libertés syndicales minimales
et productivité maximale**

* PECO: acronyme technocratique qui désigne les Pays d'Europe Centrale et Orientale.

En mai-juin 2005, pendant la campagne électorale sur le Traité constitutionnel européen, les médias français ont souvent évoqué le fantôme du «plombier polonais», que les partis souverainistes de droite et d'extrême droite ont présenté comme une prétendue menace pour les travailleurs français.

Curieusement, personne n'a essayé de se demander sérieusement quelle était, de l'autre côté du Rhin, l'attitude des entreprises françaises en Europe centrale et orientale. Peu de journalistes ont osé dire que les supermarchés français comme Carrefour, Auchan ou Leclerc en Pologne versent les salaires de leurs employés en retard, ouvrent le dimanche sans les payer en heures supplémentaires, modifient leurs horaires d'un jour sur l'autre, etc. Ou, pour être plus précis, quelques journalistes ont fait leur boulot, mais sur une radio marginale (RFI) et sur une seule chaîne publique – après minuit ! Néanmoins, en écoutant ces médias, on pouvait quand même obtenir quelques informations utiles.

Sur RFI, par exemple, on a pu entendre un long reportage sur les investisseurs français en Roumanie. Les capitalistes français interviewés sur cette radio n'ont pas hésité à utiliser la rhétorique altermondialiste pour justifier le bas montant des salaires qu'ils versent à «leurs» ouvriers roumains: après tout, ils contribuent au «développement durable» de ce pays ! Et un ouvrier, qui avait probablement cumulé des centaines d'heures supplémentaires, expliqua qu'il avait réussi à s'acheter une maison en l'espace de cinq ans, et ce en gagnant 150 € par mois ! Mais les journalistes ont également interviewé un syndicaliste roumain sur le groupe de distribution multinational Carrefour, qui a lourdement investi dans plusieurs pays de l'Est, et qui licencie tout employé qui veut

organiser un syndicat dans ses supermarchés. Si les ouvriers roumains ont encore la moindre illusion sur la «patrie des droits de l'homme», ils les ont probablement perdues désormais.

Et sur une chaîne nationale (après minuit) on a pu entendre un reportage sur certaines entreprises françaises qui ont acheté des centaines d'hectares en Pologne et exploitent nuit et jour des ouvriers agricoles polonais («ils ne sont pas aussi feignants et exigeants que les ouvriers français», nous a expliqué un des directeurs). Le cynisme des cadres français interviewés pendant ce programme était fort intéressant et contrastait avec l'écoeuvante propagande quotidienne contre le mythique «plombier polonais».

Malheureusement, même si les médias français ont partiellement fait leur travail d'information, la plupart d'entre eux ont concentré leur attention sur la menace fantaisiste qu'étaient censés représenter les... 150 ou 180 plombiers polonais (le nombre exact n'a été rendu public qu'après la campagne électorale) contre les Français.

L'article ci-dessous essaie de fournir quelques informations sur les investissements français en Europe centrale et orientale, c'est-à-dire dans les anciens Etats bourgeois-staliniens qui faisaient partie ou non de l'URSS (comme les Etats baltes) et qui sont désormais intégrés dans l'Union européenne ou en feront partie un jour.

La France: petits investisseurs... mais gros exploiters

La revue électronique *Prolet-Position* a déjà publié plusieurs articles très complets sur l'importance des investissements allemands en Europe centrale et orientale. Dans la plupart de ces pays, les capitalistes français possèdent un poids économique moins important (6% du marché) que les patrons allemands (27% du marché). Plusieurs services administratifs français suivent de près ces questions et, pour leurs spécialistes, cette différence entre la France et l'Allemagne serait liée aux facteurs suivants:

- La France et l'Allemagne ont des liens historiques et diplomatiques différents avec l'Europe centrale et orientale. (Comme Davide Tassoni le note dans *Pagine Marxiste* n°5 de novembre 2004, «pendant tout le XVIII^e et le XIX^e siècle, l'Europe orientale et balkanique a été l'objet d'une lutte permanente entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie, lutte qui a conduit à deux guerres mondiales. C'est la tendance de l'impérialisme allemand à accroître son influence vers l'Est qui a provoqué la réaction des puissances européennes et des Etats-Unis. Ces pays voulaient empêcher l'Allemagne d'acquérir un poids spécifique en Europe qui lui aurait permis de poser les bases de son hégémonie sur le continent». Et Passonni d'ajouter: «L'élargissement de son marché intérieur (après la réunification allemande) et la reconstruction de sa partie occidentale ont poussé vers l'est le barycentre de l'Allemagne et de l'Europe et les diplomates allemands savent que l'économie allemande est une de celles qui profite le plus de l'élargissement de l'Union européenne»).

- L'Allemagne peut compter sur un réseau beaucoup plus développé de petites et moyennes entreprises, commercialement agressives (par

exemple, en Pologne il existe 91 entreprises françaises contre 226 sociétés allemandes);

– Les banques allemandes sont beaucoup plus implantées dans les PECO et ont des relations beaucoup plus étroites avec les entreprises allemandes et avec les petites et moyennes entreprises.

Que ces spécialistes français aient partiellement raison ou pas, cela ne change pas grand-chose à l'exploitation quotidienne des travailleurs est-orientaux. Même si les capitalistes français se trouvent généralement loin derrière les patrons allemands dans la Ruée vers l'Est, leurs méthodes sont exactement les mêmes.

Si l'on considère les PECO, l'Allemagne et les Etats-Unis sont les deux principaux investisseurs. Par exemple, en 1997-1998, l'Allemagne a investi 11 436 millions d'euros, les Etats-Unis 8 460 et la France 2 905, suivie de près par des pays comme les Pays-Bas et l'Autriche dont le PNB est presque quatre fois inférieur au PIB français.

Néanmoins, l'impérialisme français a fait de son mieux pour s'emparer de sa part du gâteau est-européen. Dès que les ex-«démocraties populaires» ont ouvert leurs frontières aux capitaux étrangers, les multinationales françaises ont essayé de mettre la main sur les principales entreprises d'Etat (les compagnies d'électricité ont été achetées par EDF et les compagnies de téléphone par France Telecom) et elles n'ont pas hésité à licencier des milliers de salariés. Quand Renault a acheté l'usine Dacia en Roumanie pour produire sa voiture à 5000 €, elle a licencié 12 000 des 28 000 travailleurs et a généreusement décidé d'accorder aux ouvriers le mirifique salaire de 143 €.

Après cette première étape, qui relevait du pillage le plus grossier, les entreprises françaises se sont mises à étudier quelles étaient les meilleures possibilités pour elles sur chaque marché local et se sont adaptées aux différentes situations politiques: la corruption freine généralement les investisseurs étrangers, tandis que des impôts peu élevés et des bas salaires (les salaires français sont de 6 à 8 fois plus élevés) agissent comme un puissant aimant pour ces mêmes individus.

Entre 1992 et 2003, la France a multiplié par quatre ses exportations vers les PECO. Le niveau de ses exportations est supérieur à celui des exportations concernant la Chine ou l'Amérique latine, et il est plus stable.

Si le taux de croissance des PECO est plus important (entre 3 et 4% par comparaison avec les 1-2% pour le reste de l'Union européenne), les taux de chômage officiel et officieux sont plus élevés (18% en Slovaquie, 19% en Pologne et 40% en Bulgarie, par exemple), facteur qui maintient le niveau des salaires très bas, tandis que la qualification est généralement assez élevée selon des critères européens, les pays baltes étant les premiers de la classe, la Slovénie et la Hongrie les derniers.

Cet article présente quelques informations de base sur la situation dans les PECO: il précise l'identité des principales entreprises françaises, le nombre de salariés locaux qu'elles emploient, et quelle est la relation de l'impérialisme français avec ses concurrents dans chaque pays.

Pour celui qui n'aurait pas la patience d'éplucher toutes ces données chiffrées, nous pouvons les résumer en quelques mots: environ **220 000 personnes travaillent, directement ou indirectement, pour des sociétés françaises** dans l'Europe centrale et orientale (l'Union européenne compte 80 millions de salariés). Les principales banques françaises sont impliquées en Europe centrale et orientale ainsi que les principaux groupes de l'industrie automobile et du bâtiment, et les sociétés de distribution. L'impérialisme français exerce une forte influence en Roumanie et en Pologne: une influence raisonnable en Hongrie, en Bulgarie et en République tchèque; et occupe une position plus faible en Slovaquie et dans les pays baltes. L'impérialisme français contribue à la destruction des agricultures locales et au démantèlement de toutes les grandes entreprises publiques.

La présence de l'impérialisme français est souvent dissimulée par des sous-traitants: Technic Plastic Romania travaille pour Salomon, Solectron produit des téléphones pour Philips, etc. Et ceux qui commercialisent les vêtements produits par l'usine du groupe Alca à Bucarest pour Lacoste, Etam, Pierre Cardin ou Hugo Boss se gardent bien d'indiquer qu'ils sont fabriqués en Roumanie.

Dernier point important: la plupart des PECO's ont des législations beaucoup plus restrictives que la France concernant le droit de grève (préavis, amendes, privation de Sécurité sociale, **interdiction de faire grève dans certains secteurs allant jusqu'à 60% des salariés en Serbie**) et la création de syndicats (nombre minimum de syndiqués, communication des noms à la direction, amendes, etc.). En consultant les rapports concernant les violations des droits syndicaux dans les PECO's rédigés par la Confédération syndicale internationale, on comprend qu'il s'agit d'un environnement vraiment idéal pour les entreprises françaises qui peuvent ainsi non seulement profiter des bas salaires locaux, mais aussi faire régner une discipline impitoyable dans les ateliers et les bureaux. En lisant les comptes rendus des multiples exactions des patrons de l'Est européen rapportées sur le site de la Confédération syndicale internationale (<http://www.ituc-csi.org/spip.php?rubriquer&lang=fr>), on perçoit également de façon très concrète ce qui est en jeu dans les «réformes» du droit du travail que veut imposer la droite gauloise en France. Tous les patrons sont des voyous, mais quand, en plus, les lois leur donnent explicitement tous les pouvoirs, leur violence est sans limites.

Bosnie-Herzégovine

La présence de la France est quasiment inexistante à part Intermarché et son enseigne bosnienne (Interex) qui a une quinzaine de magasins. Les investissements français représentaient en 2005, 0, 24% du total des IDE, les quatre investisseurs plus importants étant la Croatie, l'Autriche, la Lituanie et la Slovénie, l'Allemagne ne venant qu'en cinquième position.

DROIT DE GREVE: «Une grève doit être notifiée par écrit à l'employeur, au moins dix jours avant qu'elle ne débute. Cette notification écrite doit fournir les raisons de la grève, sa localisation et

la date et l'heure auxquelles la grève doit avoir lieu. **La loi exige le “maintien de la production” pendant une grève.** La manière dont cette obligation est remplie doit être établie préalablement avec l'employeur et annoncée, au plus tard, dix jours avant le début de la grève. Si un accord n'a pu être conclu entre le patronat et le syndicat et si ce dernier décide quand même de lancer la grève, une telle action sera déclarée illégale par le tribunal. Dans pareil cas, le syndicat est passible d'une amende pouvant atteindre 1 250 € et **les travailleurs s'exposent, eux aussi, à des sanctions et à des amendes.** Il en résulte qu'un nombre relativement élevé de grèves ont été déclarées illégales, parce que de nombreux employeurs évitent tout simplement de conclure des accords de “maintien de production” (Extrait du rapport 2007 de la Confédération syndicale internationale sur les violations des droits syndicaux).

Bulgarie

La France est seulement le 14^e investisseur, les principaux étant l'Autriche, la Grèce, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et l'Italie. **Les entreprises françaises emploient environ 6 800 personnes.** Comme le note un journaliste économique bourgeois: «au niveau industriel, le commerce franco-bulgare présente la structure classique des relations commerciales avec les pays en développement: exportation de biens d'investissement et de biens semi-finis et importation de biens consommant du travail. (...) A partir du sommet, les industries se classent de la façon suivante: les produits textiles pour fournir de nouveaux partenariats dans le domaine de l'industrie du prêt-à-porter; l'industrie pharmaceutique, la parfumerie et les détergents; l'industrie de construction de moteurs avec le groupe Peugeot, qui occupe la première place sur le marché des nouvelles voitures; l'industrie chimique, le caoutchouc et les plastiques; les équipements mécaniques. Après cela vient l'équipement électronique et électro-technique, l'industrie alimentaire, l'habillement et les fourrures, vendus comme des matières premières pour les entreprises bulgares.

«La participation française dans les privatisations bulgares est limitée à quelques industries, principalement le secteur bancaire (acquisition de l'Express Bank par la Société Générale), l'industrie de l'énergie (acquisition de Pirin Bistritsa par Mecamidi), l'électrotechnique (achat d'une unité de production à Perushtitsa par Schneider), l'industrie du ciment (les entreprises bulgares des Ciments Devnia Cement et de Vulkan ont été achetées par le Ciment Français), le bricolage (l'ouverture de magasins Monsieur Bricolage à Sofia et Plovdiv) et l'industrie alimentaire (achat de l'entreprise publique Serdika par Danone). Le groupe Dewavrin a récemment construit une entreprise de production et de coloration de la laine dans la région de Plovdiv. (...).

«Beaucoup de sociétés françaises ont des représentations commerciales et/ou des agents. Certaines d'entre elles ont une importance majeure (Peugeot, Renault, Citroën) et ont fait des voitures françaises les voitures les plus vendues sur le marché bulgare, mais aussi

Alcatel dans les télécommunications, Servier et Boiron dans l'industrie pharmaceutique, Lactalis dans l'industrie fromagère.

«(...) Mais les PME françaises sont attirées par des coûts bas pour accéder à un marché qui a un potentiel de production et donc des perspectives pour la sous-traitance économique: un personnel qualifié, des salaires moyens, une localisation régionale et géographique intéressante. C'est ainsi que 75% de la présence française en Bulgarie est assurée par des PME du textile et de l'habillement, de la chaussure, des télécommunications et des services.»

Cette longue citation permet de comprendre un schéma de base que l'on retrouve dans d'autres pays de l'Europe orientale et centrale.

Toujours à l'affût pour refourguer ses compétences en matière nucléaire, Areva va coopérer avec la Russie pour bâtir une nouvelle centrale à Béléné, tandis que Alstom Power avec l'aide de la BNP-Paribas va installer une centrale thermique. Montupet (équipementier automobile) construit une usine à Roussé, Schneider Electric une usine à côté de Plovdiv, Air Liquide une unité de production à Pernik.

Croatie

Ses principaux partenaires sont l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie. Bien que les investissements français soient en train de progresser, ils représentent seulement 8,8 % des investissements directs étrangers. Il existe 6 sociétés concernées par les investissements français: Alstom, Lesaffre (agro-alimentaire), Bouygues (bâtiment, qui possède 51% de Bina Istra, autoroutes), Saint-Jean Industrie (composants automobiles), Epis Centre, et Bricostore (bricolage). **En tout, 4000 personnes travaillent (directement ou indirectement) pour des entreprises françaises** y compris des ouvriers qui participent à la construction de l'autoroute d'Istrie. En 2005, ORCO a investi dans les hôtels Suncani Hvar. Récemment Lactalis (Besnier) a racheté Dukat (transformation du lait) et ses 2000 ouvriers. Une cinquantaine de filiales et de bureaux de représentation ont été créés (Renault, Peugeot, Citroën, Danone, Essilor, L'Oréal, etc).

DROIT DE GREVE: «Les grèves ne peuvent avoir lieu qu'à la fin d'un accord émanant de la négociation collective ou dans le cadre de certaines circonstances spécifiques mentionnées dans l'accord. Si la grève porte sur la négociation d'une nouvelle convention collective, un processus de médiation doit être entrepris avant toute autre action. **L'arbitrage obligatoire pour la fixation d'un service minimum durant une grève peut être imposé sur tout lieu de travail afin de maintenir la production.** L'opposition à la syndicalisation est flagrante chez les employeurs privés de petites entreprises ainsi que dans les **grandes entreprises nationales et internationales, qui exploitent de grandes chaînes commerciales. Bon nombre de ces employeurs interdisent tout simplement à leur personnel de se syndiquer.** (...) Étant donné que la majorité des nouveaux embauchés - environ 80% - ont des contrats à durée déterminée, de trois mois habituellement, ils n'osent pas se syndiquer ni former un

syndicat par crainte de ne pas voir leur contrat renouvelé.» (Extrait du rapport 2007 de la CSI)

Estonie

La France occupe le 19^e rang parmi les investisseurs étrangers. Les principales entreprises sont Télédiffusion de France (dans la radio Eesti Ringhaalingu Saatekeskuse) et Dalkia International (dans deux sociétés de chauffage urbain), JC Decaux (affichage et mobilier urbain), Billon Simex International (ping-pong), Connex (transports urbains) et Riviera (vin, cosmétiques). **Près de 2 400 personnes travaillent, directement ou indirectement, pour les sociétés françaises.**

DROIT SYNDICAL: «Les syndicats doivent fournir une **liste de tous leurs membres, en incluant leur numéro d'identité**, à moins que leurs membres ne s'opposent à cette déclaration et n'abandonnent dès lors le dégrèvement fiscal sur leurs cotisations.» (Extrait du rapport 2007 de la CSI)

Hongrie

La France est le cinquième investisseur étranger derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Autriche et les Pays-Bas. Les entreprises françaises ont investi dans l'industrie alimentaire (Danone, Bongrain, Ceva-Phylaxia), le bâtiment (Bouygues), l'énergie (Total, EDF, Suez, GDF), l'industrie automobile (Renault, Peugeot, Citroën, Michelin), la distribution et les grands magasins (Cora, Auchan, Bricostore, Decathlon, centres commerciaux Plaza contrôlés par la banque BNP Paribas), la chimie et l'industrie pharmaceutique (Servier, Sanofi-Synthelabo; il faut noter que 70% du marché de l'industrie pharmaceutique en Hongrie sont contrôlés par des investisseurs étrangers), l'édition (Hachette) et les hôtels (Accor). **En tout, 400 sociétés françaises emploient 57 583 personnes.**

Pologne

La France est le premier investisseur étranger. Elle a concentré ses capitaux surtout dans les télécommunications (France Telecom a acheté 47,5% de la compagnie nationale du téléphone TPSA en 2000; grâce à des licenciements et des dégraissages massifs, en cinq ans, 42 000 des 70 000 emplois ont disparu et maintenant TPSA emploie des sous-traitants et des intérimaires) et dans le secteur de la distribution (les grands magasins d'alimentation: Carrefour, Auchan, Leclerc, Leader Price et Casino; les magasins de bricolage: Monsieur Bricolage, Leroy-Merlin, Castorama). Mais les investissements ont touché aussi d'autres branches: les hôtels (Orbis lié à Accor), l'industrie automobile (Michelin dans Stomil Olszryn), l'équipement automobile (Valeo a 3 usines et 1800 salariés), Lafarge (bâtiment), Saint-Gobain (verre et matériaux de construction), Thomson (électronique), Air Liquide (chimie et pétrochimie), Danone et Pernod Ricard (industrie alimentaire), Sanofi-Synthelabo (chimie-industrie pharmaceutique), Faurecia (équipement automobile). 33% des investissements français sont concentrés dans le secteur manufacturier,

30% dans les services et la distribution et 35% dans les télécommunications.

L'exemple suivant illustre bien les méthodes des capitalistes français dans les PECO's. Une société française a acheté la vodka Wyborowa en 2001. A l'époque 640 personnes travaillaient pour cette entreprise, en 2005, elles n'étaient plus que 250. Et pour couronner le tout, les investisseurs français voulurent licencier encore 112 personnes et réduire de 50% (!) les salaires du personnel restant. Les travailleurs ont aussitôt réagi et fait une grève de la faim pendant 13 jours. Pour finir, «seulement» 90 travailleurs ont été licenciés et les salaires ont été «seulement» réduits de 7%... Tout cela dans une usine qui a toujours rapporté et rapporte encore des profits ! En fait, les capitalistes français ne veulent pas continuer à produire de nombreuses petites marques locales de vodka, comme auparavant. Ils veulent juste concentrer leurs efforts sur une ou deux grandes marques, principalement pour l'exportation, et, en raison de ce nouveau choix commercial, ils ont besoin de moins d'ouvriers qu'avant. C'est pourquoi la vodka pour le marché polonais est beaucoup plus chère qu'autrefois et qu'il y a plus de travailleurs au chômage.

DROIT DE GREVE: On pourrait s'imaginer que la Pologne ayant été «libérée» grâce à l'action du syndicat Solidarité (c'est du moins le conte de fées que les médias nous servent depuis 20 ans), les lois sociales y seraient particulièrement avancées. En fait, c'est exactement le contraire:

– «Les organisations syndicales sont tenues de communiquer aux employeurs des rapports trimestriels sur leurs effectifs.» Difficile d'imaginer un système plus policier !

– Les travailleurs de certains secteurs (comme l'administration de l'Etat et les autorités locales) «ont uniquement le droit de manifester» !

– «La législation définit une grève comme un refus collectif de travailler. Les grèves qui échappent à cette définition ne sont pas permises.»

– «**Les employeurs** omettent fréquemment de respecter le droit de grève et **obligent les travailleurs à signer des déclarations par lesquelles ceux-ci s'engagent à ne pas participer aux grèves.** En raison des procédures longues et compliquées préalables à une grève, bon nombre de grèves doivent être menées dans l'illégalité. Par conséquent, **les grévistes risquent de perdre leurs droits aux allocations sociales** et les organisations syndicales risquent d'avoir à payer des dommages et intérêts.» (Extrait du rapport 2007 de la CSI)

République tchèque

La France est le quatrième investisseur derrière les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche. **400 filiales françaises emploient 70 000 personnes.** La majorité des entreprises françaises emploient de 50 à 280 personnes. 51% dans le secteur manufacturier, 29% dans les services et 19% dans le commerce. 11% des entreprises françaises ont plus de 500 employés, 20 % moins de 10 salariés. Les entreprises les plus importantes sont:

- Alstom (téléphones portables),
- Accor (hôtellerie) qui «s'est signalé par son comportement antisyndical» comme le dit pudiquement la CSI ainsi que d'autres entreprises françaises qu'elle ne nomme pas,
- Carrefour (distribution),
- Danone (industrie alimentaire) avec notamment Opavia Lu,
- Saint-Gobain (14 entreprises produisant des matériaux de construction et de verre),
- Société Générale (banque),
- Sodexho (restauration),
- Suez (compagnie des eaux),
- Veolia (gestion des eaux), Dalkia (réseaux de chaleur, électricité), Connex (transports), Marius Petersen (traitement des déchets industriels),
- Vivendi (gestion des eaux de Prague),
- Vinci (infrastructures routières et ferroviaires),
- PSA, en alliance avec Toyota, a construit une usine à Kolin, près de Prague qui produit des Citroën C1, Peugeot 107 et Toyota Aygo.

DROIT DE GREVE: «**Les grèves sont interdites dans certains services essentiels**, tels que l'énergie nucléaire et les pipelines de gaz naturel (...). Le nouveau système prévoit un **quorum de 50% et la nécessité de remporter un vote à la majorité des deux tiers pour pouvoir appeler à la grève.**» (Extrait du rapport 2007 de la CSI).

Roumanie

Avec ses 4060 sociétés, la France est le troisième investisseur étranger. Danone a construit une usine de produits laitiers. Carrefour possède 5 supermarchés et envisage d'en ouvrir 20 avant 2012. Bricostore a 3 magasins et Cora 1.

70 000 personnes travaillent pour les entreprises françaises et 70% d'entre elles dans des entreprises qui ont été privatisées, telles que Renault Dacia, Apa Nova Bucarest (Veolia qui gère l'eau à Bucarest et Ploiesti), Romcim (Lafarge), Sical (papier-carton), Dalkia (chauffage collectif municipal à Ploiesti et à Bucarest), Vilmar (chaudronnerie), Ius (outillage) et Distrigaz Sud (EDF). France Telecom a investi dans le téléphone mobile (Orange Romania) tout comme Alcatel implantée depuis 1991. Sont également présentes des entreprises de la distribution (Carrefour, Bricostore, Cora, Auchan, Décathlon), des banques (BNP-Paribas, BRD-Société générale), Accor (hôtellerie), des sociétés de transport (Gefeo, Geodis-Calberson), des entreprises du bâtiment (Colas, Vinci), Saint-Gobain et Michelin.

Les PME ont massivement investi dans de petites villes de Roumanie: confection, industrie de la chaussure, ameublement (Parisot construit des meubles pour Confororama, Ikea et Mobexpert), les industries mécaniques (Loire Etude Outillage et IUS Outillage à Brasov), l'industrie électrique (Bleu électrique, Energom à Cluj), l'ingénierie (Kepler-Rominfo dans les logiciels, Defi Puls dans la CAO), la

plasturgie (Dedienne) et les NTIC (Gameloft, Kepler Rinfo dans les logiciels et les centres d'appel).

Les équipementiers automobiles ont investi à Pitesti (Auto Chassis International, Valeo) et Sibiu (Société nationale de roulement, Faurecia pour les sièges de voitures). Salomon France va en partie relocaliser ses activités en Roumanie pour y produire des skis. GDF veut racheter la compagnie d'électricité de Bucarest (Muntenia Sud) et Dexia avaler les Caisses d'Épargne roumaines. Les cosmétiques (L'Oréal) et la pharmacie et la parapharmacie (Boiron, Servier, Fournier et Aventis) développent également des filiales.

DROIT DE GREVE: «En cas de grève, les travailleurs des services de la santé, des pharmacies, des écoles, du secteur des communications, de la radio et de la télévision, du transport et des services essentiels (gaz, électricité), etc. doivent fournir un **service minimum correspondant à un tiers de l'activité normale.**

«Une grève ne peut avoir lieu que si tous les autres moyens de conciliation possibles ont échoué. L'employeur doit recevoir un préavis de 48 heures. **Une grève** ne peut avoir pour but que la défense des intérêts économiques des travailleurs et **ne doit pas être utilisée à des fins politiques.** (...) Les grèves sont traitées comme illégales si une convention collective existe. (...) Si un tribunal déclare une grève illégale, le syndicat doit payer des indemnités. (...) **les employeurs les plus opposés aux syndicats (généralement des entreprises étrangères)** conditionnent le recrutement à la promesse du travailleur de ne pas créer de syndicat ni d'y adhérer.» (Extrait du rapport 2007 de la CSI)

Serbie

Parmi les entreprises françaises, on trouve les ciments Lafarge, Michelin (majoritaire chez Tigar, fabricant de pneumatiques), Intermarché (grande distribution).

DROIT DE GREVE: «Le droit de grève est reconnu, bien qu'il soit restreint pour les employés des "services essentiels", qui doivent donner un préavis de 15 jours minimum et garantir un service minimum. **La notion de service essentiel (...) couvre 60% des travailleurs**» c'est-à-dire «la distribution d'électricité, l'approvisionnement en eau, la radiotélévision publique, les services postaux et de télécommunications, les services d'utilité publique, la production alimentaire de base, les soins de santé et les services vétérinaires, l'éducation, les soins aux enfants et la protection sociale» !! (...) la loi sur les grèves établit que la participation à une grève peut entraîner non seulement une suspension du salaire mais aussi la **suspension de la Sécurité sociale** (...) La loi sur le règlement pacifique des conflits du travail prévoit l'arbitrage obligatoire.» (Extrait du rapport 2007 de la CSI).

Slovaquie

La France est le deuxième investisseur étranger derrière l'Allemagne, et le septième fournisseur derrière l'Allemagne, la République tchèque, la Russie, l'Italie, la Pologne et l'Autriche. **353 entreprises françaises**

emploi entre 30 et 40 000 salariés. 80% sont des PME (moins de 51 salariés) surtout concentrées près de Bratislava et de Trenčin mais des grands groupes ont commencé à investir comme PSA Peugeot Citroën qui a acheté 25 hectares pour produire 300 000 véhicules à partir de 2006 avec 3 500 ouvriers et qui fournit 6000 emplois indirects. PSA a aussi créé une zone industrielle avec Slovak et des sociétés américaines pour y accueillir des équipementiers (Valeo, Faurecia, Arcelor, Plastic Omnium) et des services liés à l'industrie automobile. C'est pourquoi les véhicules sont prépondérants dans les échanges.

Les entreprises françaises ont aussi présentes dans:

- le secteur pharmaceutique: Aventis, Sanofi-Synthélabo, Servier,
- l'industrie alimentaire (lait, fromage, sucre),
- les industries mécaniques (clôtures métalliques),
- le chauffage collectif urbain (Dalkia gère 6 agglomérations),
- le téléphone mobile (Orange Slovaquie est contrôlé par France Telecom),
- la banque (Dexia Slovakia, consortium franco-autrichien; Natexis dans la Ludova Banka),
- l'équipement automobile (Plastic Omnium a investi 60 millions d'euros à Bratislava à côté de l'usine Volkswagen; Valeo, Faurecia),
- les équipements de sécurité (Bacou-Dalloz dans Partizanske, en Slovaquie centrale),
- le gaz (GDF a sa propre filiale Pozagas et a acheté 24,5% de la compagnie de gaz local, SPP, qui emploie 5 600 salariés et a 1,42 million de clients à l'échelle nationale,
- la sidérurgie (Arcelor),
- le pétrole (Total),
- la plasturgie (Nief-Plastic),
- l'outillage (2MI),
- la construction de routes (Vinci), etc.

Slovénie

La France est le troisième investisseur étranger, derrière l'Autriche et la Suisse, et elle occupe des positions dominantes dans le secteur bancaire (Société Générale), l'industrie automobile (Renault, Michelin), la gestion des services publics (Ondeo à Maribor), la distribution (Leclerc), le bâtiment (Lafarge a acheté la deuxième cimenterie du pays). **40 entreprises françaises emploient 5 700 personnes.**

Y.C.

*Ceci est le texte un tout petit peu remanié
d'une intervention faite au colloque
«Familles et migrations»
du vendredi 5 octobre 2007*

Familles et migrations

Souffrance des enfants et rapport à la loi

Bonjour et merci de votre invitation !

Je suis ici à deux titres. Je suis, d'une part, dans le Réseau Education Sans Frontières depuis ses débuts, et par conséquent, en première ligne pour constater les difficultés auxquelles sont confrontées les familles en situation irrégulière au quotidien, mais je suis aussi enseignante spécialisée, rééducatrice scolaire en ZEP 5 dans le nord du XVIII^e arrondissement de Paris, et je suis là aussi, non pas en spécialiste mais plutôt en témoin et intervenante à la fois.

Pour se développer harmonieusement, un enfant a besoin de peu de chose, d'amour bien entendu, mais aussi et surtout de sécurité. Un enfant ne devrait pas avoir à se poser la question de savoir si son assiette sera remplie et si les murs de sa maison vont l'attendre et seront toujours là, debout, à sa sortie de l'école. Un enfant doit pouvoir s'endormir en pensant à ses copains de cour d'école et devrait craindre seulement de ne pas savoir ses leçons, pas de perdre un de ses parents à la faveur d'un contrôle de police. Bien sûr, aucun enfant ne peut être mis totalement à l'abri du malheur, mais, dans le cas des enfants de familles en situation irrégulière, en matière de malheur et de tristesse, on dépasse souvent les bornes.

Partir, quitter son pays en l'ayant plus ou moins choisi, ou bien poussé par la peur ou la faim, c'est difficile. Faire des enfants en exil, ou bien les faire venir, c'est encore plus difficile parce que cela signifie: Je ne rentrerai plus; je suis, je me suis condamné à vivre ici, loin des miens et de ce qui faisait mon existence.

Cet exil, même lorsqu'il est librement choisi, est rendu d'autant plus douloureux dans le cas des sans-papiers, parce qu'il est alors sans espoir de retour. Breten Breytenbach disait que l'exil est la seule preuve que la mort ne tue pas, mais il s'agit d'une mort lente, insidieuse, une mort à soi-même. Difficile d'élever des enfants quand on n'est plus tout à fait vivant ou entier, sans pouvoir jamais s'appuyer sur ses propres parents, restés au pays.

Parce que la pauvreté oui, les difficultés sans nom, toutes ces choses qu'on ne comprend pas, l'administration, l'école qui ne fonctionne pas de la même façon, le mépris de ceux d'ici aussi; tout ça on peut le gérer, mais la peur comment retombe-t-elle sur les enfants?

Les histoires d'immigration ont toujours été des histoires de douleurs, de ruptures, d'aventure aussi, mais surtout de pauvreté. Persécutés religieux, paysans fuyant des propriétaires terriens abusifs, opposants politiques... Autrefois on partait avec l'espoir d'une vie meilleure, plus digne, plus facile aussi peut-être, du moins, on pouvait l'espérer. Alors oui, on savait bien qu'il y aurait dix trains de losers pour un Rockefeller, et s'ils ne sont pas tous devenus milliardaire ou ministre, les enfants d'Italiens ou de Polonais ont fini par s'intégrer dans les sociétés qui les ont accueillis. Pas toujours aussi harmonieusement qu'on veut bien nous le faire croire, les massacres d'Italiens à Marseille ou les heurts entre mineurs polonais et français, pour ne citer que ceux-là, témoignent de la violence qui précède l'intégration.

La précarité, l'insécurité ne sont pas synonymes de pauvreté; la misère n'est pas seulement la non-possession d'objets matériels. On peut être pauvre mais digne et respecté, pauvre mais aimé, de parents analphabètes mais qui vous poussent dans la vie. On peut grandir et s'élever dans un monde dont on comprend les règles et les codes auxquels on adhère au moins en partie, si les parents font rempart, ou filtre, au monde et sont en mesure de remplir leur rôle de protecteurs ou de guides. L'étayage social, ce qu'on appelait il y a encore peu, «la culture ouvrière» ne fonctionne plus non plus; les travailleurs précaires du nettoyage n'ont pas accès à cette culture ou à ce qu'il en reste, et puis, manier le chalumeau ou nourrir la gueule d'un haut fourneau, ça nourrissait l'imaginaire ! Ça avait tout de même une autre allure que de jouer du balai ou de la serpillière.

Aujourd'hui, immigration rime avec précarité, immigration rime avec peur, immigration rime avec rafle, contrôle de police au faciès. Immigration rime avec sans-papiers. Immigration rime avec arbitraire et incohérence. Et donc les petits enfants qui ne sont plus d'Afrique ou de Chine mais de la Goutte d'or ou de Marx Dormoy, quand ce n'est pas des Francoisins ou des quartiers Nord de Marseille, ces enfants-là, grandissent au milieu d'adultes qui n'ont souvent jamais eu qu'un rapport ténu avec leur culture d'origine et qui, face à l'exclusion, aux discriminations et au racisme, se replient sur un ersatz de culture, souvent des lambeaux de traditions ou de religions mal comprises, d'où la persistance de l'excision malgré les menaces, réelles, de sanctions, ou l'apparition de Belphégors sorties tout droit d'une imagerie médiévale de bonnes sœurs même pas gothiques, ces fantômes de femmes.

A la fin, tous ces enfants se retrouvent élevés par la télé et la rue. Ils ne sont plus d'ailleurs et s'ils sont d'ici, c'est sans accès et sans issue. Il ne suffit pas de mettre une bibliothèque à portée de rue, il faut encore qu'on se sente en droit et en «état» de la fréquenter. J'emploie le mot «état» à défaut d'avoir trouvé mieux. On peut avoir des droits sans y avoir l'accès, soit par la faute de gens ou d'une administration qui le refuse: je donnerai un seul exemple: celui de la Caisse d'allocations familiales qui s'assoit sur ses propres règlements en refusant de verser des indemnités à ceux qui ne sont pas titulaire d'une carte de séjour d'au moins un an alors que l'article 415 fixe la limite à une carte de six mois!!! Là, il n'y a que l'engagement citoyen, militant, qui peut faire tomber ce

type d'obstacles. Pour les détails je vous renvoie à la dernière étude de Médecins du monde sur le rapport entre droits à la santé et accès réel aux soins dans les pays d'Europe, rapport qui doit être disponible sur le Net.

Il y a aussi l'état de celui qui ne sait pas, qui ne voit pas. Qui va trouver le chemin pour la réduction de cantine, mais pas celui de la gratuité aux activités périscolaires. C'est très difficile, pour ceux qui en ont toujours eu l'accès, de comprendre ce qui ressemble à un refus borné: «Ils savent bien se débrouiller pour ne pas payer la cantine, mais pour occuper leurs mômes un peu intelligemment, là, ils ne savent plus!» Eh bien non, ils ne savent pas! Déjà que simplement inscrire son gamin à la cantine relève parfois de la course d'obstacles. On a des dizaines d'exemples de refus de cantine ou même de scolarisation à votre disposition !

Si vous me le permettez, je ne vous donnerai qu'un exemple. Parce qu'un exemple vaut 100 discours: la bibliothèque! C'est un exemple très personnel. Issue du quart-monde, j'ai appris à lire toute seule avant l'âge légal. Bombardée illico génie de la famille, j'ai totalement adhéré aux valeurs transmises par l'Ecole. La réussite scolaire et l'accumulation encyclopédique comme élément unique d'émancipation, etc. Je lisais voracement, mais des livres, je n'en avais pas, alors je les volais ! Et les ai volés jusqu'à ce que je puisse me les payer. Il a fallu qu'à plus de trente ans, je vienne travailler sur une école située face à une bibliothèque avec des enseignants qui y emmenaient leurs élèves pour que, y incitant mes propres élèves à la fréquenter, je m'avise que mes finances et ma fille pourraient en tirer profit, et moi-même.... Il est rigoureusement impossible qu'en douze ans d'école primaire et secondaire, pas un enseignant ne m'ait jamais parlé de l'existence des bibliothèques ! Je ne les ai pas entendus et ces cavernes d'Ali Baba, je ne les ai pas vues ! Encore aujourd'hui je suis dans l'incapacité de situer les bibliothèques municipales des endroits où j'ai grandi ! Et pourtant je lisais, et c'est une première de la classe qui vous raconte ça ! Ne pas avoir l'accès, c'est ça !

La non-intégration n'est malheureusement pas que le fait des populations étrangères, l'aliénation, l'exclusion sont le lot de beaucoup, et comme les étrangers sont toujours en deçà des droits

Peur, insécurité et précarité sont le revers de la médaille républicaine de liberté, égalité, fraternité.

Heureusement, dans ce pays, tout le monde n'a pas encore été formaté par le journal de 20 heures, et les mobilisations de plus en plus nombreuses de solidarité envers les familles en situation irrégulière se multiplient. De plus en plus, et de plus en plus souvent, des citoyens lambda pour la plupart se lèvent et retissent ces fils de sociabilité qui s'effrite sous les coups de la société mercantile. Une maman tout à fait isolée me confiait à l'issue d'une réunion sur une école: «Merci ! Merci ! Maintenant, j'ai l'impression d'avoir une famille.»

RESF est né autour de l'Ecole et ça ne s'est pas fait par hasard. L'Ecole est le seul endroit où les étrangers, en situation régulière ou non, ont les mêmes droits que les autres. Le droit de vote au conseil d'école, par exemple ! Et même celui d'être élu ! L'endroit où ils ne se

retrouvent pas en situation de demande ou d'assistanat. L'assistanat est la grande plaie du sans-papiers. Pas de droits et surtout pas le droit de vivre dignement en travaillant et en subvenant à ses besoins. On vous octroie de petits subsides ! Pas le droit au logement social; pas grave ! On vous entasse dans des hôtels insalubres mais qui font la fortune des propriétaires véreux ! Pas de droits ? La charité vous tient dans ses griffes ! Comment et pourquoi faire ses devoirs, comment grandir et devenir un adulte respectueux et responsable quand on vous entasse et vous parque comme du bétail... le bruit, les odeurs... ?

Quand on élève des enfants dans le laid, faut pas s'attendre à en faire des artistes ! Faut pas s'étonner qu'ils taguent leur initiales à tout va !

Le rapport à la loi

Aux débuts de RESF, à l'automne 2004, je m'étais heurtée avec surprise à des enseignants qui se posaient la question de la loi; mais comment, en tant qu'enseignants, nous, dont le devoir est d'expliquer la loi à nos enfants, comment peut-on leur expliquer que nous faisons des choses hors la loi? Comment leur faire respecter un règlement, une consigne, si nous-mêmes ne les respectons pas?

Cette question a finalement dû se résoudre toute seule parce que, depuis plus d'un an, je n'en entends plus du tout parler. Et je constate que jamais aucun enfant ne m'a fait le rapprochement. Mais pourtant cette question mérite d'être reposée:

Les gamins, français ou étrangers avec ou sans papiers, jouent dans la cour à «so-so-so-solidarité», ou bien font des farandoles en scandant «des papiers pour tous !» Mais les petits rejettent le policier et le policier c'est le méchant qui va arrêter tout le monde. On parle d'avion comme de prison, prendre l'avion n'est pas synonyme de vacances et policier signifie dangereux. Plus grave, les enfants qui n'ont rien compris à la grande loterie de la circulaire Sarkozy ne sont pas prêts de faire confiance à un gouvernement ou à une autorité quelconque. Et on les fait vivre et grandir dans un grand flou artistique autour de ces notions de loi et de règlements.

On oublie souvent que la «violence des ados» n'est que la nôtre, qu'ils nous renvoient en boomerang et que bien des enfants qu'on dit sans repères ne font qu'en demander, que le flou de leurs projets de vie n'est que le reflet du non-avenir qu'on leur prépare.

Il faut songer à lier la question du poids des migrations et de la précarité entre enfants français et enfants de migrants; entre Français de souche et Français «issus»; pour les uns, décalage de la mémoire, simple remise en cause du droit d'exister pour les autres...

La précarité empêche tout projet. Je ne vous parle pas, vous l'aurez compris, du fils de chirurgien tchéchène qui lit Spinoza dans le texte.

Les enfants voient leurs parents qui rasant les murs, tremblent de peur à la vue d'un uniforme et leur apprennent à se cacher sous le lit quand on frappe à la porte. Ces parents dévalorisés, humiliés, perdus et effrayés, que transmettent-ils à leurs enfants ? Ces parents qui croulent sous les papiers auxquels ils ne comprennent rien... Et on s'étonne quand ces enfants n'apprennent pas à lire !

Mais ces difficultés ne s'appliquent pas seulement aux enfants de sans-papiers, pas seulement aux enfants de parent étrangers, ces difficultés se posent à tous les enfants qui grandissent dans ce pays. Le problème des migrations n'est pas que le problème des migrants, pas une question qui ne se poserait qu'à ceux qui arrivent. Le goût du voyage est ancré dans nos gènes depuis la nuit des temps, au néolithique déjà on allait voir si le pré d'à côté n'était pas plus vert, et les frontières n'ont fait que compliquer les voyages, pas les supprimer, pas même les réduire. On oublie un peu vite que des pays comme le Danemark ou la Suède ont perdu une partie de leur population au XIX^e siècle... Quel impact sur ceux qui restent ? Et sur ceux qui les accueillent ?

La situation de migrant est depuis toujours une réalité humaine, l'histoire de l'humanité est une histoire de migrations successives.

On s'est posé le problème en relation avec ceux qui sont déjà là, ceux qui résistent et ceux qui se taisent. Avec l'aide du philosophe et psychanalyste Miguel Benassayag on a démarré une enquête autour de cette problématique: accueil, réaction, rejet ou solidarité, comment et pourquoi l'insurrection populaire du type mobilisation RESF:

A savoir, comprendre ce qui se passe, je cite les termes mêmes de l'enquête:

- «quand des enseignants, des responsables d'établissements ou des parents s'opposent ouvertement aux agents de la force publique qui procèdent aux arrestations ou aux expulsions,

- quand l'autorité scolaire ou parentale contredit une autorité censée assurer la sécurité de tous,

- quand les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité sont bafouées au nom d'une certaine conception de la tranquillité sociale,

Et parce que la perception, par les jeunes et encore plus par les enfants, de telles contradictions a inévitablement des conséquences psychologiques.»

Quand on sait qu'un enfant se construit son univers intérieur d'abord en se projetant dans son espace proche, l'école, la maison, le quartier... et qu'il ne peut pas ne pas être touché par ce qui agite son monde proche, son monde à lui....

Bref, cette enquête en est à ses débuts, vous pouvez d'ailleurs y participer en téléchargeant sur le site RESF les questionnaires sur «l'effet miroir».

La question du comment réagissent les populations qui ne sont pas, ou croient ne pas être, directement touchées par le phénomène migratoire et les lois qui vont avec, nous a semblé extrêmement importante, pour ne pas dire vitale. En tout cas, nous avons besoin de comprendre comment se tissait et de se détruisait le lien social. Comment et pourquoi sur une école, des braves gens rentraient quasiment en insurrection afin d'empêcher l'expulsion d'un père d'élève malien ou chinois, père d'élève auquel ils n'auraient même pas songé à dire bonjour avant son arrestation, qu'ils ne voyaient pas, dont ils ne soupçonnaient pas les difficultés d'existence auparavant. Comme si... Comme si, à force de s'entendre dire que la France était le pays des droits de l'homme, les Français avaient voulu s'y essayer vraiment. Au

risque de la rencontre, au risque de se retrouver confronté à la détresse sans nom, aux horreurs de certains récits de fuite, de tortures parce que si rencontrer c'est connaître, connaître c'est devenir responsable. Le retour en arrière est difficile. La première chose que je dis à ceux qui proposent leurs services à RESF, c'est: «Attention à poser vos limites, attention à ne pas vous faire bouffer.» Cela étant dit, l'ambiance devant les écoles dans lesquelles on a mené des batailles est incomparable. La qualité des sourires, des échanges, la douceur de la chaleur humaine et la fierté retrouvée, y compris de ceux qui n'ont pas encore leurs papiers mais qui ont troqué peur et honte contre dignité et force de vaincre fait plaisir à voir! Moi qui m'occupe des enfants qui vont mal, je peux vous assurer que cela me fait moins de boulot!

«Les enfants sont migrants sans en avoir fait le choix. Les violences qui leur sont faites sont des atteintes à ce qu'ils sont et non à ce qu'ils font, et provoquent à ce titre des traumatismes dont les répercussions se feront sentir durablement.» (Miguel Bennassayag)

Alors oui, le sort des enfants issus de l'immigration se pose comme un enjeu de civilisation parce que, qu'ils viennent d'ici ou bien d'ailleurs, ces enfants sont les nôtres. Ils sont ici et ils y resteront! Leur malheur fera celui de la société dans laquelle ils vivront, leur réussite l'enrichira. Qu'on le veuille ou non, nous devons vivre ensemble et c'est ensemble qu'on trouvera le chemin d'une socialité et d'une convivialité qui reste à inventer. Parce que nous n'avons qu'une planète unique à partager, nous n'échapperons pas à l'obligation de nous forger un avenir commun.

Marie-Cécile Plà

Le 05 octobre 2007

Africains, Antillais et Franco-Africains: quelques pistes sur l'émergence des «questions noires» dans l'Hexagone

On peut distinguer en France trois groupes principaux dits «noirs» (1):

- les Antillais ou «Domiens» (originaires des DOM, départements d'outremer) qui sont français (environ 1 million vivent dans l'Hexagone),**
- les Africains qui ont gardé leur nationalité d'origine (environ 400 000),**
- et les Franco-Africains (leur nombre est inconnu et donc l'objet de toutes sortes de spéculations).**

Ces trois groupes ont pris davantage d'importance sur la scène politique française, parce qu'ils représentent aujourd'hui, en tout, entre 3 et 6 millions de personnes dans la France métropolitaine, selon les estimations.

Deux dates clés

La date clé, pour les Africains de France, est celle de 1973. Auparavant la population africaine était surtout composée d'hommes célibataires (ou dont la famille était restée au pays), occupant des postes peu qualifiés, et vivant dans des foyers de migrants ou des immeubles vétustes, possédés ou contrôlés par des «marchands de sommeil». La fermeture officielle de l'immigration, loin de les inciter à rentrer au pays, comme le croyaient les gouvernants réactionnaires de l'époque, les a poussés à faire venir leurs femmes et leurs enfants pour qu'ils vivent à leurs côtés. C'est une des raisons pour lesquelles le nombre d'Africains parmi les migrants est plus élevé aujourd'hui (il atteint 9%) qu'en 1954 (1%) ou en 1962 (4%).

Pour les Antillais, la date clé est un peu antérieure: 1963. C'est une période où les mouvements indépendantistes commencent à acquérir une certaine force aux Antilles, notamment en Guadeloupe (1963 est l'année de fondation du GONG), et aussi l'année (est-ce vraiment un hasard ?) où l'État crée le BUMIDOM (Bureau de migration des départements d'outre-mer), organisme qui va promouvoir et organiser l'émigration des Antillais vers la France métropolitaine. Certes, il s'agit de répondre à une pénurie de main-d'œuvre peu qualifiée dans la fonction publique, notamment dans le secteur hospitalier, mais, sans tomber dans une théorie du complot, on peut constater que cette décision tomba fort bien pour l'impérialisme français, et qu'elle contribua à affaiblir, par ricochet, le mouvement indépendantiste en fournissant du travail dans l'Hexagone à des gens qui, sinon, auraient gonflé, les rangs des chômeurs et des révoltés potentiels. Durant les 30 dernières années, le nombre de Guadeloupéens vivant en France métropolitaine a été multiplié par 9, le nombre de Martiniquais par 8, de Réunionnais par 5 et de Guyanais par 3.

L'arrivée d'un nombre important d'Antillais et d'Africains en France, dans une période de temps relativement courte, a changé le contenu des «questions noires» en France. En effet, la première génération d'hommes et de femmes à la peau noire qui changé de continent (des Caraïbes à la France et de l'Afrique à la France), mais aussi la deuxième génération ont découvert que la valeur de leur «citoyenneté» française (pour les Antillais – automatiquement français –, et pour les Africains qui acquéraient la nationalité en la demandant au bout de 10 ans de séjour, ou leurs enfants qui l'obtenaient simplement en naissant en France) était fortement limitée par la couleur de leur peau.

L'émergence d'une «conscience noire»

C'est pourquoi les Africains, les Franco-Africains et les Antillais ont commencé à se battre contre le racisme, pour la reconnaissance de l'esclavage comme un crime contre l'humanité, et pour la reconnaissance des cultures africaines et antillaises, en particulier à travers de multiples associations communautaires, culturelles, d'entraide sociale, d'aide au développement local en Afrique, etc. Ce processus a, en retour, stimulé le développement de diverses formes de l'afrocentrisme, idéologie censée combattre l'eurocentrisme dominant en France et en Occident.

Pour les Franco-Africains et pour les Antillais, le vote de la loi Taubira, loi qui reconnaissait l'esclavage comme un crime contre l'humanité et prévoyait même (dans sa première mouture) des indemnités aux victimes de la traite, a constitué une première victoire, tout comme la création, sous la pression de SOS Racisme, de la LICRA et du MRAP, de plusieurs institutions étatiques censées lutter contre le racisme et les discriminations (CODAC, HALDE, etc.). Cette victoire institutionnelle a été facilitée par les calculs politiques de la droite (et un peu de la gauche) qui n'hésitent jamais à créer des commissions pour étudier les problèmes, et à coopter quelques représentants des «minorités visibles» qui pendant le temps qu'ils discutent et se livrent à des mondanités désertent le terrain. Quant à la mise en place de

solutions pratiques, là, il ne faut pas rêver. Seule la mobilisation tenace et régulière des personnes concernées permet de petites avancées.

Cependant les «efforts» des gouvernants et des principaux partis politiques n'ont pas été jusqu'à reconnaître ouvertement qu'il existait un racisme institutionnel en France (sur ce concept on lira, dans ce même numéro, l'article d'Freeya Balanz qui part de la réalité américaine mais s'applique aussi bien à la France qu'à tous les pays d'Europe). L'inertie de l'État a donc poussé les Franco-Africains, les Antillais et les Africains résidant en France à s'organiser soit sur la base de leur couleur de peau, soit à partir du constat que leurs ancêtres avaient été esclaves et que ce passé douloureux influençait encore de façon négative leur réalité présente.

La naissance du CRAN

Le CRAN (Comité représentatif des associations noires) a été fondé le 26 novembre 2005, juste après les émeutes, au cours desquelles la droite et l'extrême droite ont beaucoup glosé sur les prétendus «problèmes» créés par l'immigration africaine. Même si la création du CRAN était en gestation depuis longtemps, il est sûr que les émeutes lui ont ouvert une fenêtre médiatique dont il a su profiter. Ce rassemblement d'associations a choisi de mener une lutte strictement juridique pour:

- que le gouvernement autorise l'établissement de statistiques ethniques, et ce afin de mesurer le nombre de «Noirs» vivant en France et de mieux cerner quantitativement les discriminations spécifiques dont ils sont victimes,

- un système volontaire de quotas (autour de 8% car le CRAN estime qu'il y a environ 8% de «Noirs» en France) dans toutes les institutions: entreprises privées, chaînes de radio et de télévision (publiques et privées), journaux, justice, police, armée, etc. Le CRAN ne se bat d'ailleurs pas tellement pour que les Noirs intègrent les échelons inférieurs de toutes ces institutions, mais le sommet et les positions dominantes. C'est pourquoi le CRAN cite souvent les «exemples» de Colin Powell ou de Condoleeza Rice, et pleurniche parce qu'il n'y a pas de gradés «noirs» au défilé militariste et chauvin du 14 Juillet;

- une aide financière en compensation des crimes de l'esclavage (la France est responsable de la déportation de 1,5 million d'hommes et de femmes, soit 8% de la traite transatlantique).

Apathie de la gauche et de l'extrême gauche

Face à cette initiative politique menée par des Franco-Africains et des Antillais le plus souvent modérés, la gauche et l'extrême gauche n'ont pas grand-chose à dire. Pour la plupart de ces militants, le racisme n'est une question importante que lorsqu'il sert à dénoncer les propos, ou les actes de la droite ou de l'extrême droite (on en a eu encore un récent exemple avec le discours paternaliste et néo-colonialiste de Guaino-Sarkozy, en juillet 2007, à Dakar, immédiatement présenté comme «raciste», depuis les anarchistes jusqu'à Bernard Henri-Lévy – cf. à ce propos l'article de Patsy dans ce numéro). Le racisme est donc une arme politique qui peut être utilisée par la gauche contre certains partis de droite ou d'extrême droite, mais il n'est jamais reconnu comme un

phénomène structurel de la société française qui affecterait donc aussi les «radicaux» et les libertaires. Pour ce qui concerne les travailleurs, l'extrême gauche a tendance à expliquer que le racisme serait un «sentiment» négatif, une «idéologie» dangereuse, qui disparaîtrait pendant les grèves et les mouvements sociaux, situations pendant lesquelles les barrières et les discriminations s'évanouiraient comme par magie. Curieusement, l'usage du terme «Black» par beaucoup de gauchistes, de libertaires, d'altermondialistes franco-gaulois montre plutôt qu'ils ont, eux, un problème avec le mot «Noir», avec la couleur de la peau des «non-Blancs». Il y aurait donc aussi, en dehors d'une «question noire», aussi une «question blanche»? Comme c'est curieux...

Après avoir prôné l'assimilation pendant des décennies, les réformistes préfèrent aujourd'hui un mot moins violent: l'intégration. La gauche défend surtout l'idée qu'une bonne éducation humaniste (distillée par les médias et l'École) et le métissage (SOS Racisme a même été jusqu'à parler de «République métissée» – un concept qui ne peut que faire le jeu du Front national) permettront de faire reculer le racisme. En effet, la gauche ne pense pas que le racisme soit un système qui structure la société française ou les sociétés européennes (ou alors l'Allemagne, la Suisse ou l'Angleterre, mais jamais la France!).

Qu'est-ce qui a changé pour les Africains...?

Cette rhétorique des bons sentiments a marché pendant un certain temps:

– parce que les travailleurs africains qui venaient en France avant les années 70 avaient leurs familles au pays, et qu'ils n'attendaient rien de la France, hormis un salaire de misère. Et ce d'autant moins que leurs parents et grands-parents, s'ils avaient participé à l'une des deux guerres mondiales ou aux guerres coloniales sous l'uniforme français, connaissaient les limites de la «reconnaissance», symbolique et matérielle, de la France vis-à-vis des «tirailleurs sénégalais» et autres «troupes indigènes». Leur mot d'ordre n'était pas: «Prends l'oseille et tire-toi», mais plutôt «Ramasse les quelques miettes que tu gagneras à la sueur de ton front et ferme ta gueule». Les choses ont commencé à changer quand les travailleurs africains ont décidé, après 1973, de faire venir leur famille en France, et quand leurs enfants, métis ou pas, ont exigé de bénéficier des mêmes droits que les citoyens français «normaux».

Dans les années 60 et 70, les diplômés africains de l'enseignement supérieur retournaient en général dans leur pays natal et ne se préoccupaient pas de changer quoi que ce soit en France et de dénoncer bruyamment le racisme dans l'Hexagone. Ils étaient davantage préoccupés par les problèmes posés par l'indépendance récente de leur pays, qu'ils fussent carriéristes cyniques, ou opposants de gauche. Aujourd'hui il semble que les élites africaines choisissent de plus en plus d'aller étudier dans des universités britanniques ou nord-américaines, où ils pensent qu'ils seront beaucoup mieux acceptés que par les élites franco-gauloises, voire de s'y installer temporairement. Selon un spécialiste, 6 355 Africains du Niger, du Cameroun et du Togo auraient

émigré aux Etats-Unis en 2002, et, d'après lui, il s'agirait surtout de migrants francophones très qualifiés.

...et pour les Antillais ?

- En ce qui concerne les Antillais, jusque dans les années 60 et 70, la plupart de ceux qui vivaient en métropole avaient l'illusion de retourner en Martinique ou en Guadeloupe pour leur retraite, ou même avant, s'ils arrivaient à économiser assez d'argent pour ouvrir un petit commerce, ou s'ils arrivaient à trouver un emploi dans le secteur public domien. Mais leurs rêves se sont évaporés.

Ces différentes évolutions parallèles dans les «communautés» africaines et antillaises, ont fait qu'un nombre significatif de diplômés de l'enseignement supérieur ont décidé de lutter pour obtenir une place au sein de la société française. La plupart d'entre eux ont essayé d'abord la gauche réformatrice (PS et PCF) mais ils ont été cruellement déçus. D'autres ont tenté la droite et le centre, sans pour autant y être mieux accueillis. Ils ont donc créé des groupes de pression, des lobbies, comme Africagora, et plus tard le CRAN, avec un programme bourgeois tout à fait respectueux de la classe dominante franco-gauloise, sauf sur un point, celui de leur propre discrimination dans l'accès aux sommets de l'appareil d'État et de l'appareil de gestion des entreprises. Ils sont critiqués par ceux qui sont plus attachés à leur pays natal, comme, par exemple, le Collectif DOM de Patrick Karam, qui pense que l'identité antillaise est spécifique, et ne doit pas être diluée dans une vague identité noire. Ces derniers pensent qu'il faut surtout mettre l'accent sur l'esclavage et les conséquences dévastatrices qu'il a encore aujourd'hui.

Des protestants aux discours anti-Blancs

D'autres fractions des communautés antillaises ou africaines se sont intéressées à l'afrocentrisme, au protestantisme, et à d'autres formes de nationalisme noir (Black Panthers) ou de panafricanisme. Ces fractions, notamment religieuses, ont une activité moins médiatique, plus souterraine, mais tout aussi significative. Rappelons que les baptistes ont organisé une marche pour Jésus, marche qui a réuni 50 000 personnes à Paris, majoritairement d'origine antillaise ou africaine. Ces protestants n'ont pour le moment, du moins à notre connaissance, pas de programme politique, mais sont très actifs dans certaines banlieues.

En ce qui concerne le groupe nationaliste noir le plus extrémiste, la Tribu Ka (interdite et reconstituée sous le nom de Génération Kemi Seba), ou les groupes de rap qui propagent un discours anti-Blancs radical, ils n'ont pas pour le moment d'influence significative, même s'ils sont actifs dans les quartiers populaires. Ils sont boycottés par les radios et les médias, mais sur le Net, on trouve toutes sortes de forums de discussion et de sites concernant les communautés africaine et antillaise et où sont discutées les idées les plus baroques ou réactionnaires.

L'afrocentrisme exerce une certaine influence dans les milieux les plus radicaux sur le plan verbal (2), comme la chaîne cablée Telesud, les éditions Menaibuc, l'Institut Africamaat, mais aussi Kwanza, Abika Cerva et aussi d'autres groupes comme le COFFAD, Collectif des filles et des fils d'Africains déportés. *Black Athena* de Martin Bernal a été

traduit en français, mais dans ces milieux on discute surtout des écrits de Cheikh Anta Diop et de ses disciples.

Il faut noter aussi l'importance du nombre de petites associations (il existe 8 000 associations antillaises et 5 000 associations africaines. Les associations africaines ont souvent un objectif concret mais limité: irriguer une zone spécifique, collecter de l'argent pour un puits, ouvrir un centre de santé dans un village, etc.

Les «foyers» constituent aussi un centre important de la vie sociale, même pour ceux qui n'y vivent pas, parce que l'on peut y avoir des nouvelles de son quartier ou de son village, envoyer de l'argent, etc. Les chômeurs et ceux qui sont dans la galère se voient souvent offrir un repas gratuit par jour, grâce à la solidarité de la collectivité.

Ce qui frappe dans toutes ces activités politiques et sociales autour des «questions noires», c'est l'absence totale de perspective de classe. Dans son livre *Communities of resistance*, Ambalavaner Sivanandan cite plusieurs exemples sur la façon dont des groupes d'extrême gauche britanniques auraient réussi à combiner efficacement les questions de race et de classe dans les années 60 et 70. Force est de constater qu'en France nous n'avons même pas un passé glorieux qui puisse nous servir de référence.

Y.C.

1. Même si, en Angleterre, dans les années 60 et 70, la gauche avait l'habitude de regrouper les Africains et les Asiatiques sous le même vocable de «Blacks» (Noirs), une telle discussion n'a pas eu lieu en France. Pour plus de détails voir Ambalavaner Sivanandan *Communities of resistance*, Verso.

2. Un seul exemple de ce pseudo-radicalisme verbal: le représentant de la maison d'édition Menaibuc, lors d'une émission de télévision, expliqua tranquillement que pour lui la solution au racisme dans le logement en France était de promouvoir des crédits bon marché pour que les Noirs deviennent propriétaires de leurs appartements et de leurs maisons. Un discours que ne démentirait pas Sarkozy...

Ebauche d'une chronologie

Quelques dates importantes pour les «Noirs de France» ...et tous les prolétaires!

1315 - Un édit royal stipule que tout esclave touchant le sol français devient automatiquement libre

I. ESCLAVAGE ET RÉVOLTES

1503 - Arrivée des premiers esclaves africains à Haïti (Hispaniola).

1635 - Début de la colonisation française aux Antilles.

Etablissement du premier grand-camp de nègres marrons en Guadeloupe, dans les hauteurs de Capesterre.

1642 - Louis XIII autorise l'esclavage et la traite.

1650 - L'industrie sucrière s'installe aux Antilles et l'«importation» massive d'esclaves commence en même temps.

1656 - Soulèvement d'esclaves en Guadeloupe.

1660 - Les travailleurs des plantations de tabac se révoltent en Martinique.

1678, 1699 et 1710 - Soulèvements d'esclaves en Martinique.

1710 - Soulèvement d'esclaves en Guadeloupe.

1738 - L'édit de 1315 est abrogé car de nombreux esclaves noirs arrivent sur le territoire français

1748 - Soulèvement d'esclaves en Martinique.

1752 - Soulèvements d'esclaves en Guadeloupe et en Martinique.

1753-1757 - Rébellion menée par Makandal à Saint-Domingue.

1758 - Exécution barbare (par le feu) de Makandal.

1777 - Le roi interdit aux Noirs d'entrer en France. Aux Antilles françaises, si un affranchi manque de respect à un Blanc, il redevient esclave.

1789 - Insurrection des esclaves en Martinique.

II. PREMIÈRE ABOLITION

Août 1791 - L'insurrection des esclaves dans la partie française de Saint-Domingue provoque l'abolition (temporaire) de l'esclavage par les commissaires du gouvernement en 1793, puis l'abolition est généralisée à toutes les colonies françaises le 4 février 1794, sous la pression des menaces d'intervention anglaise et espagnole.

1793, 20-21 avril - Révoltes d'esclaves à Trois-Rivières (Guadeloupe)

1798-1807 - Haïti se bat seule contre la traite dans les Caraïbes, pourchassant les navires portugais, espagnols et cubains et libérant les esclaves africains.

20 mai 1802 - Le Premier consul Bonaparte fait rétablir l'esclavage et la traite négrière. Répression contre les insurgés en Guadeloupe dirigés par Louis Delgrès et Ignace.

1er janvier 1804 - Indépendance de Haïti suite à la défaite des troupes de Napoléon.

1810-1815 - Présentation à Paris de la Sud-Africaine Saartje Baartman, dite la Vénus hottentote

1818 - Rappel de l'interdiction de séjour des Noirs en France.

1822-1823 - Insurrection d'esclaves en Martinique.

1831 - Insurrection d'esclaves en Martinique et en Guadeloupe

1833 - Insurrection d'esclaves en Martinique.

1833 - Seuls les Blancs ont le droit de vote en Martinique et en Guadeloupe.

1840 - Insurrection d'esclaves en Guadeloupe.

1843 - Insurrection d'esclaves en Martinique

1848 - À l'époque il y a environ 5 000 Noirs en France mais seuls ceux originaires des Antilles, de la Guyane et de la Réunion sont considérés comme citoyens français.

Insurrection d'esclaves en Martinique. Soulèvements en Guadeloupe. Insurrection d'esclaves à Sainte-Croix. **22 mai 1848**: fusillade du Prêcheur, paroxysme de la rébellion. Commencée le 20 avril, elle se généralise dans l'île et prend d'assaut la capitale, Saint-Pierre. Une colonne de 2000 travailleurs noirs revient de Saint-Pierre, après la libération de l'esclave Romain emprisonné. Lorsqu'elle pénètre dans le bourg du Prêcheur, elle se heurte à la milice du maire béké Huc. Une fusillade éclate: 25 tués et 50 blessés.

27 avril - Victor Schoelcher obtient l'abolition de l'esclavage.

III – SECONDE ABOLITION

1852-1861 - La traite continue à alimenter en esclaves les Antilles et la Réunion bien que la constitution de la II^e République du 4 novembre 1848 affirme, dans son article 6, que «l'esclavage ne peut exister sur aucune terre française».

1857 - Création des «tirailleurs sénégalais» (qui viennent en fait de tous les pays d'Afrique) par Louis Faidherbe, sous Napoléon III. Ces tirailleurs sont en grande partie des esclaves. Ils servent à obliger les Africains à payer l'impôt, à mater toute résistance locale, à obliger les populations à accepter le travail forcé, etc.

1870 - Insurrection à la Martinique suite à la condamnation injuste d'un Afro-Antillais frappé par un Béké. «Une véritable chasse à l'homme eut lieu pour réprimer les insurgés. Des dizaines de travailleurs furent massacrés. Plus de 500 furent emprisonnés dans les forts de la ville. Un conseil de guerre fonctionna pendant plusieurs mois. 75 condamnations furent prononcées. Plusieurs des chefs furent exécutés au fort de Desclieux, d'autres furent envoyés au bagne, jusqu'en Nouvelle-

Calédonie. (...) Mais lors des grandes luttes des ouvriers de la canne et des sucreries du début du XX^e siècle, les travailleurs en lutte retrouvèrent dans leur histoire la forme de lutte de la grève marchante, allant, comme en 1870 de plantations en plantations pour entraîner les ouvriers dans la grève.» (*Combat ouvrier*)

1877 - Un «Zoo humain» est présenté au Jardin d'Acclimatation de Paris avec un groupe de «Nubiens» accompagné d'animaux. Ce type d'exposition ne disparaîtra qu'au milieu des années 30, en grande partie parce que les «négresses à plateaux» et les «cannibales canaques» n'intéressaient plus les foules, et non pas à cause de l'indignation populaire contre ce type d'événements.

1879 - Selon Béranger Feraud (*Les peuplades de la Sénégambie*), le Nègre est un «grand enfant» qui a quatre vices principaux: la naïveté, la gourmandise, la paresse et la luxure. Le débat fait rage entre les savants «polygénistes» et «monogénistes» français: les premiers pensent que les Noirs sont non seulement inférieurs mais incapables d'entrer un jour dans la civilisation. Les métis sont jugés inférieurs aux «races pures». Les «monogénistes» considèrent, eux aussi, que les Noirs sont inférieurs, mais, grâce à la conquête coloniale et à sa mission «civilisatrice», ils pourront progressivement s'élever au niveau de la race blanche.

IV- PREMIÈRES GRÈVES

1881 - Grève des corporations de Saint-Pierre (Martinique).

1884 - Emeutes de la Batterie d'Essault à Saint-Pierre (Martinique).

1900 - Grève des ouvriers agricoles et affrontements au François (Martinique).

1904 - Blaise Diagne est le premier député noir africain. Il sera nommé Haut commissaire de la République pour l'Afrique occidentale française (AOF) en 1917 et, à ce titre, chargé de recruter de la chair à canon dans les colonies.

1905 - Le colonel Mangin décide de développer le corps des «tirailleurs sénégalais» et de les utiliser dans d'autres théâtres d'opération que la région où ils sont recrutés. Mangin veut non seulement contrecarrer l'infériorité numérique de la France (39 millions) par rapport à l'Allemagne (60 millions), mais aussi sélectionner un certain nombre d'hommes parmi les «peuples guerriers» pour en faire des hommes «évolués» et loyaux à l'égard de l'impérialisme français.

1910 - Création du service de Liaison des originaires d'outre-mer (SLOTFOM) qui existera jusque dans les années 50 et est chargé de surveiller les «travailleurs et résidents coloniaux en métropole». Son objectif officiel est de limiter l'arrivée d'autres «indigènes» en France et en particulier l'afflux d'Africains qui «échappent plus facilement que tous les autres à la surveillance et aux recherches dont ils sont l'objet» (dixit un préfet de l'époque).

La «Force noire» regroupe 17 000 tirailleurs sénégalais.

1912 - Parmi les capitaux publics investis dans l'Empire colonial français seuls 17,5% sont investis en Afrique noire (150 millions

d'habitants à l'époque) contre 61,5% au Maghreb et 16,2% en Indochine.

Première boucherie impérialiste

1914 - 30 000 nouveaux soldats africains sont intégrés dans l'armée française.

1916 - Les autorités militaires établissent des hôpitaux ségrégués pour les tirailleurs sénégalais, et dotés d'un personnel masculin. Et on donne le conseil suivant aux femmes bénévoles qui aident les blessés: «Ne soyez pas trop proches de ces soldats, qui viennent de sociétés où les femmes sont méprisées.»

1914-1918 - Durant la Première Guerre mondiale 600 000 bidasses provenant de l'Empire colonial français sont mobilisés dont 190 000 originaires de l'Afrique subsaharienne. Auxquels il faut ajouter ceux provenant de colonies plus anciennes: 17 000 Antillais et Guyanais, 10000 Réunionnais, etc.

Il y aura en tout 34 000 morts parmi les «tirailleurs sénégalais» qui représentaient 2% des effectifs et 2,5% des pertes globales. Certains historiens considèrent que ces pertes ont été minimisées et qu'il faut en doubler le chiffre.

Les tirailleurs sénégalais seront utilisés pour mater de nombreuses révoltes en Afrique durant la Première Guerre mondiale: Bambara, Touaregs, Somba, Bariba et Sahoué. Dès la signature de l'armistice, les soldats noirs sont rapidement rapatriés, bien que quelques milliers aient décidé de rester en métropole.

1919 - Toujours prompt à donner des leçons aux autres bourgeoisies, le Parlement français vote une motion pour condamner la discrimination dans l'armée américaine (160 000 soldats afro-américains sont passés par la France)

V – PANAFRICANISME ET NÉGRITUDE

21 février - Premier Congrès panafricain. 57 délégués de différents pays y assistent dont W.E.B. Du Bois. Suite à cette réunion des intellectuels antillais et africains commencent à s'organiser en France, ils créent des revues et des associations, ce qui facilitera le mouvement de la négritude qui se développera plus tard.

1924 - Création du premier «bal nègre», dit aussi «bal colonial» à Paris, qui devient le lieu de réunion des Antillais et Africains de Paris.

Création de la Ligue universelle de défense de la race nègre par Kojou Tovalou, né au Bénin et avocat au barreau de Paris. Les revendications de cette première organisation autonome des Noirs de France sont la suppression de l'indigénat, l'égalité en droit entre Blancs et Noirs, l'obtention de la citoyenneté française pour tous

1924 - Grève et fusillade de Bassignac (Martinique).

1925 - Arrivée à Paris de Joséphine Baker avec la troupe de la *Revue nègre*. La mode très ambiguë de la négrophilie se répand: Picasso décrit Joséphine Baker comme la «Néfertiti des temps modernes», tandis que

Le Figaro affirme «qu'elle nous ramène au singe bien plus vite que nous n'avons pu descendre de lui». Mais la négrophilie des surréalistes ou des intellectuels parisiens de gauche repose sur l'idée que l'homme noir «primitif» détiendrait des valeurs supérieures à celles de la civilisation bourgeoise. Cet exotisme paternaliste ne fait que remplacer le mythe de l'Africain cannibale par celui du grand enfant proche de la nature.

1926 - Le ministère des Colonies recense 2 580 Noirs en France dont 800 marins, 255 domestiques, 1 450 ouvriers et employés et 75 étudiants. À l'époque il y a environ 100 000 Nord-Africains en France et 20 000 Africains en Grande-Bretagne.

Création du Comité de défense de la race nègre par Lamine Senghor pour fédérer les immigrants africains et antillais. Cette organisation a des contacts dans les ports (Marseille, Bordeaux, et le Havre) avec de nombreux marins et anciens combattants. Elle dénonce le fait que des tirailleurs sénégalais et malgaches soient parqués dans des camps à Fréjus en attendant d'être rapatriés.

Création de l'Union des travailleurs nègres par Garan Kouyaté, qui défend une perspective panafricaniste. Le ministère des Colonies refuse de le naturaliser parce qu'il est «anti-français». Kouyaté prône la constitution de syndicats regroupant les Africains et les Antillais. Il est finalement exclu de l'Union des travailleurs nègres par les militants du PC qui en font partie; par la suite le mouvement noir déclinera en métropole.

1929 - Les investissements directs privés en Afrique représentent 33% des capitaux placés à l'étranger.

1931 - L'Exposition coloniale dure 6 mois et attire 8 millions de visiteurs.

Une Contre-exposition («La vérité sur les colonies») est organisée par le PCF. Elle vante l'exemple de la «politique des nationalités appliquée par les Soviétiques». La Troisième Internationale réclame «l'évacuation immédiate des colonies et la mise en accusation des généraux et des fonctionnaires responsables des massacres d'Annam, du Liban, du Maroc et de l'Afrique centrale».

Pour les capitalistes français, l'Empire colonial représente 25% des importations et 30% des exportations, dont la moitié des cotonnades et un tiers des machines-outils fabriquées en France.

Blaise Diagne est pendant 25 jours (!?) sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, premier Noir nommé à une fonction ministérielle dans un pays occidental.

Création de la *Revue du monde noir*

1932 - Création de *Légitime défense* (Aimé Césaire, Alioune Diop, Jacques Roumain, Etienne Lero, René Despestre) qui critique la «bourgeoisie de couleur» et est interdite dès son premier numéro en raison de ses positions anticolonialistes et anti-assimilationnistes.

1934 - Création de la revue *L'Étudiant noir* (Aimé Césaire, Léopold Senghor).

Marche de la Faim à Fort-de-France (Martinique).

1936, 25 octobre - Création de l'Union des syndicats martiniquais. «En 1936, les ouvriers agricoles de la canne faisaient 72 heures de travail

par semaine et ils étaient soumis à l'arbitraire des géreurs et commandeurs des habitations. Avec les premiers syndicats et les luttes qu'ils menèrent, ils parvinrent à arracher les premières améliorations sociales et quelques années plus tard ils obtiennent la journée de 8 heures.» (*Combat ouvrier* n° 869)

1939 - Publication de la revue *Ce que l'homme noir apporte* de Senghor. Invention du terme «négritude»: ce mouvement vise à rapprocher les Noirs de France de leur histoire, de leurs traditions et de leurs langues originelles.

Seconde boucherie impérialiste

66 000 soldats africains se trouvent en France, mobilisés.

Juin 1940 - Mobilisation de 200 000 soldats en Afrique noire.

Entre le 10 mai et le 25 juin 1940, 24 271 «tirailleurs sénégalais» sur 64299 sont tués sur les champs de bataille.

Les Allemands organisent plusieurs massacres collectifs de prisonniers africains, comme à Chasselay, près de Lyon, le 20 juin 1940, où il existe un cimetière regroupant 188 tombes.

Les prisonniers africains sont envoyés en Allemagne, puis ramenés en France et enfermés dans 57 camps. En 1943, il y avait encore 10 475 prisonniers noirs.

Certains s'évadent, entre 2000 et 3000 participèrent à la Résistance.

Aux Antilles il existe un mouvement aussi dit des «dissidents» qui fuient les Antilles vichyssoises pour rejoindre la Résistance (cf. le documentaire d'Euzhan Palcy, *Parcours de dissidents*) en Afrique.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, 30 000 soldats subsahariens mourront pour l'impérialisme français.

1944 - Il y a 92 000 Africains parmi les 550 000 hommes de l'armée française. Certains ont été mobilisés de force, raziés dans les villages et attachés par une corde. D'autres croient qu'en «libérant la France», ils pourront ensuite «libérer l'Afrique».

Lors de l'entrée de la division Leclerc dans Paris, les troupiers africains sont exclus du défilé. Ils sont logés dans des bâtiments distincts et mangent à part pendant les repas. «Des tirailleurs sont libérés des camps de prisonniers de guerre allemands et démobilisés. Débarqués le 21 novembre à Dakar, ils sont rassemblés au camp de Thiaroye à quelques kilomètres de la capitale. Mais ils attendent de recevoir les arriérés de leur solde et de pouvoir échanger leurs marks. En France, malgré leurs réclamations, on leur avait refusé sous divers prétextes, et on leur avait promis que tout se ferait au Sénégal. Mais ici rien non plus ne se faisait, on leur proposait l'échange de leur argent à la moitié de sa valeur, ils recevaient un nouvel ordre de départ... C'en était trop. Les tirailleurs protestèrent, manifestèrent sans doute. Ils séquestrèrent un général qui leur donna satisfaction pour être relâché... La nuit suivante, le 1^{er} décembre 1944, l'armée française intervenait en bombardant et mitraillant le camp. Les tirailleurs n'avaient pas d'armes. Combien de morts? 25, 38, 60 ou plus? Quelques uns de ceux qui n'avaient pas été tués passèrent en jugement et furent emprisonnés jusqu'à ce qu'une grâce présidentielle leur soit accordée en avril 1947,

lors du voyage de Vincent Auriol en AOF. En France on ignore tout. Senghor en parle dans un numéro d'*Esprit* de juillet 1945 et Lamine Gueye rapporte ces faits en mars 1946 à la première Constituante.» (Sources : Yves Benot, *Massacres coloniaux*, La Découverte, 1994; Sembène Ousmane, *Le camp de Thiaroye*, film, 1988).

Massacres en Afrique après la Libération

1945 - De Gaulle nomme à la tête du haut comité consultatif de la Population et de la Famille un raciste notoire Georges Mauco, défenseur du régime de Vichy et des mesures prises contre les Juifs et les Arméniens. Ce sinistre individu occupera ce poste pendant 25 ans. Il considère que tous les «étrangers» ne sont pas assimilables et établira une véritable hiérarchie raciale, entre ce qu'il appelle les «Nordiques», les «Européens méditerranéens», les «Slaves» et tous les autres qui se trouvent bien sûr au bas de l'échelle. Même si ces recommandations ne sont pas suivies (entre 1949 et 1955, 180 000 Algériens viennent travailler en France), la hiérarchie nationale et raciste défendue par Mauco aura une longue postérité.

1945 - Répression contre des grèves et émeutes en été et automne 1945, dans divers pays d'Afrique noire, la plus grave se déroulant au Cameroun le 21 septembre 1945.

45 000 morts à Sétif

29 députés africains sont élus au parlement français en octobre 1945. On aura le même nombre de députés noirs en 1956 mais plus jamais après, en raison de l'indépendance de l'Afrique, mais surtout de la sous-représentation de ce que l'on n'appelait pas encore les «minorités visibles».

1945 - Grève (et affrontements) du Nord (Martinique).

1946 - Création des DOM, départements d'outremer: Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion.

1947-1948 - Répression pendant 20 mois à Madagascar: entre 10 000 et 90 000 personnes sont massacrées par l'armée française.

1948 - Grève (et affrontements) au Carbet (Martinique).

1950 - Création de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), futur vivier de cadres et d'hommes politiques en Afrique, et étroitement surveillée par la police car jugée «cryptocommuniste».

1951: Grève (et affrontements) de Ducos (Martinique).

Juillet 1953 - Création par Maurice Papon (ex-préfet collaborateur) de la Brigade des agressions et violences (BAV, d'où le mot «bavure») chargée de contrôler et réprimer les Nord-Africains.

1954 - Il y a 17 000 Africains en France (soit 1% des étrangers)

1956 - Grève des ouvriers de la canne pendant 3 mois. 53 militants arrêtés, 874 jours de prison ferme distribués.

1958 - L'Empire colonial français représente 37,4% des exportations et 27,5% des importations de marchandises. Les colonies françaises absorbent 90% des exportations de l'industrie cotonnière.

Felix Houphouët-Boigny est le quatrième Africain qui sera ministre en France (après Lamine Guèye, Leopold Sédar Senghor et Blaise Diagne).

Création de l'Association générale des étudiants martiniquais qui milite pour l'autonomie des Antilles et pour une union Martinique-Guadeloupe-Guyane

Création de l'AGEG (les étudiants guadeloupéens) et de la revue *Matouba* qui fédère les étudiants antillais.

1959 - Le Parlement gèle («cristallise») les retraites des anciens combattants des colonies, les condamnant ainsi à la misère pour des décennies. Des émeutes éclatent à Fort-de-France en décembre 1959. Trois Martiniquais sont abattus par les flics.

VI - INDÉPENDANCES AFRICAINES ET INDÉPENDANTISME ANTILLAIS

1960 - 273 millions d'habitants en Afrique subsaharienne. La plupart des États africains sont désormais indépendants et les Africains noirs deviennent, dans leurs nouveaux pays, des citoyens à part entière, ce qu'ils n'étaient pas quand ils faisaient partie de l'AOF ou de l'AEF. La plupart des militants ou dirigeants africains importants rentrent dans leurs pays respectifs.

En France, cette année-là, il n'y a que 4 500 étudiants "noirs": 3 000 Africains, 800 Malgaches et 800 Antillais.

1961 - Au mois de mars, de nombreuses grèves se déroulent en Martinique. Au Carbet, trois ouvriers agricoles grévistes sont tués, suite à l'ordre d'un commissaire qui fait tirer sans sommations sur une foule de manifestants.

1962 - 80 400 Africains en France (4% des étrangers), surtout des Soninké et des Toucouleur du Sénégal et du Mali, mais également de la Mauritanie

1963 - Création du BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations intéressant les Départements d'outre-mer) pour contrecarrer notamment l'influence des mouvements indépendantistes aux Antilles et faire face à la pénurie de petit personnel dans la fonction publique, notamment dans le secteur hospitalier. Résultat: le nombre d'Antillais et Guyanais passe de 67 000 à 350 000 en 20 ans. On appelle la première génération les *Négzagonaux*, la seconde les *Négropolitains*.

Il s'agissait clairement dans une optique néocoloniale de laisser le secteur privé des Antilles aux békés (les Blancs) et d'exporter en métropole les chômeurs antillais noirs pour éloigner un péril politique, faciliter leur promotion sociale et acheter leur soutien ou, pour le moins, leur passivité.

Création du GONG (Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe), première organisation indépendantiste fondée par des militants se revendiquant alors du maoïsme et qui prônent une «révolution démocratique nationale et populaire» pour obtenir l'indépendance.

1969 - Présentation de la pièce *Black Power* de Sanvi Panou (Béningois-Togolais) qui diffusera de nombreux films africains aux cinémas La Clef puis Images d'ailleurs.

1971-1978 - Grandes grèves en Guadeloupe animées par le syndicat indépendantiste, l'Union des travailleurs agricoles (UTA), proche du GONG.

1973 - L'UTA devient l'UGTG, Union générale des travailleurs de Guadeloupe. «L'UGTG a été fondée en décembre 1973 dans le sillage des luttes menées par l'UTA (Union des Travailleurs Agricoles) et l'UPG (Union des Paysans pauvres de la Guadeloupe). Ces luttes dont la grande grève des ouvriers agricoles et des petits planteurs de 1971 avaient rassemblé alors des centaines de travailleurs et petits paysans qui exigeaient l'augmentation du prix de la tonne de canne et des salaires des ouvriers agricoles. Ceux qui dirigeaient et orientaient ces luttes à l'époque étaient issus du mouvement nationaliste des années 60, notamment le GONG dont une fraction des militants devait fonder ensuite l'UPLG (Union populaire pour la Libération de la Guadeloupe).» (*Combat ouvrier*)

Février 1974 - Grande grève des ouvriers agricoles et fusillade de Chalvet contre des ouvriers de la banane (Martinique).

Novembre 1974 - Première grève des éboueurs parisiens, en majorité africains.

VII- FERMETURE DE L'IMMIGRATION

1975 - Création d'une carte de séjour pour les Africains. Jusqu'ici les ex-ressortissants de l'empire colonial français n'avaient pas besoin d'un visa et pouvaient circuler librement, du moins tant qu'ils avaient un billet aller-retour et quelqu'un se portant garant en France.

1977 - Giscard d'Estaing veut expulser 500 000 étrangers en 5 ans, à raison de 100 000 par an. Le Conseil constitutionnel refuse.

Fin des années 70 - Le regroupement familial se développe: les femmes africaines arrivent en France et les familles prennent le pas sur les mâles célibataires. Une nouvelle génération d'Africains noirs et français apparaît.

1978 - création de l'UPLG (Union pour la libération de la Guadeloupe) à partir d'une fraction de l'ex-GONG.

Création en Martinique du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) qui a pour objectif «la décolonisation et l'indépendance».

1983 - 179 000 Martiniquais, 169 000 Guadeloupéens et 8 500 Guyanais (un tiers de la population des DOM) travaillent en France dans le secteur hospitalier, à la RATP et aux PTT.

La loi du 30 juin 1983 fixe des dates différentes pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion et à Mayotte.

Été 1986 - Au nom de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement impose le visa pour les Africains. D'immenses files d'attente se forment devant les ambassades de France en Afrique, la validité des certificats d'hébergement est contestée, le harcèlement administratif s'intensifie.

Octobre: Pasqua expulse 101 Maliens dans un charter

En même temps une campagne commence dans les médias contre les «coutumes africaines» pour justifier le caractère prétendument inassimilable des Africains: mariages forcés, polygamie, excision, etc.

1990 - Durcissement des critères de l'OFPPRA, organisme chargé des réfugiés. Campagne contre les Africains qui seraient de faux demandeurs d'asile.

Le caractère de l'immigration change: ce ne sont plus des paysans qui viennent pour aider leur village et leur famille élargie, mais des citadins, parfois avec un bon niveau d'études.

En même temps, au niveau international, diminution de l'aide au développement (40%) et baisse du prix des matières premières.

1991 - 19 juin - Chirac dénonce dans un dîner-débat un mythique Africain polygame qui toucherait 50 000 francs (7 500 € par mois) de prestations sociales, aurait 3 ou 4 femmes, une vingtaine d'enfants, ne travaillerait pas et imposerait «le bruit et l'odeur» aux voisins dans son HLM.

1993, 13 mai - Réforme du Code de la nationalité qui oblige désormais les mineurs nés de parents étrangers en France à déclarer leur volonté de devenir Français à leur majorité.

1994 - Création du Collectif des filles et fils d'Africains déportés (COFFAD) animé par Assani Fassani et Joby Valente qui dénoncent le pillage du continent africain et réclament notamment la restitution de tous les objets d'art qui se trouvent dans les musées occidentaux. Selon eux le terme d'esclavage ne convient pas, il vaut mieux parler de *Yovodah* (cruauté du Blanc). Ils proposent une décennie de pèlerinages à La Mecque en l'honneur des victimes de la traite. Ils demandent la radiation de Nicolas V de la liste des papes, puisqu'il a légitimé le commerce des esclaves dans une bulle du 8 janvier 1454.

1996, 23 août - Expulsion des grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard.

Création du Conseil supérieur de la Communauté noire en France par Sanvi Panou, mais la mayonnaise ne prend pas.

Juin 1997 - Dieudonné se présente à Dreux contre Marie-France Stirbois (FN)

1998 - Un seul député noir à l'Assemblée, Kofi Yamgnane, représentant PS du Finistère. Création de la revue *Africultures* qui dénonce le silence de l'Etat français sur la période précédant 1848.

23 mai 1998 - Manifestation de 40 000 personnes, en majorité des Antillais, qui se disent «fils et filles d'esclaves», à l'appel du «Comité pour une commémoration unitaire du cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage des nègres dans les colonies françaises», comité qui deviendra le CM98. Il regroupe de 300 à 350 associations antillaises, guyanaises et réunionnaises.

Juin 1998 - création de deux organisations nationalistes: le Mouvement guadeloupéen (ex-UPLG, ex-GONG) et le KLANG (Konvoi pou Libérasion a Pèp Gwadeloup/ Entraide pour la libération du peuple guadeloupéen). Selon Combat ouvrier, le Mouvement guadeloupéen est un parti de notables nationalistes, proche d'une fraction des petits

patrons de la canne à sucre et de la banane, mais qui continue à garder une influence dans une partie de la classe ouvrière par l'intermédiaire des syndicats qu'il contrôle, tout en ayant renoncé à l'indépendance.

20 octobre 1998 - colloque à l'UNESCO sur les «Traites négrières par les puissances occidentales: crime contre l'humanité».

VIII - RECONNAISSANCE DE L'ESCLAVAGE

Décembre 1998 - Christiane Taubira dépose une proposition de loi sur l'esclavage et la traite négrière. Cette loi est amputée de trois éléments importants:

- l'idée d'une éventuelle réparation (signalons que, lors de l'indemnisation des propriétaires d'esclaves en 1848, 1/8^e de l'argent perçu fut investi dans le capital des nouvelles banques créées; ce qui a permis à l'élite des colons non seulement de contrôler le secteur financier local mais aussi de continuer à accaparer les terres),

- la qualification des victimes de la traite comme des «déportés»,

- et la référence à la culpabilité des puissances européennes

Lors de la Coupe du monde de football, les Renseignements généraux prétendent que des bandes ethniques se sont créées, regroupant majoritairement des Antillais et des Africains et qu'elles s'inspireraient de la culture des gangs américains. Ce thème reviendra en 2005 dans les médias.

1999 - Création des CODAC (Commissions départementales d'accès à la citoyenneté) censées identifier les discriminations dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'accès aux services publics et aux loisirs

6 mars - Création d'Africagora, petit club (170 membres) d'entrepreneurs, de cadres, et de professions libérales qui «ne font pas de politique» mais luttent contre les pratiques discriminatoires dans les milieux d'affaires. Ils veulent promouvoir l'intégration économique des citoyens originaires d'Afrique et des DOM-TOM et animent une émission dominicale hebdomadaire sur RFI où ils invitent toutes sortes de patrons, de «décideurs», de ministres et bien sûr de cadres africains aux dents longues.

23 mai - Echec de la manifestation *Lanmèkannfèneg* organisée par le CM98: 2 000 à 3 000 personnes. *Lanmèkannfèneg* s'adresse en priorité à la communauté antillaise: le mot créole désigne l'océan (*Lanmè*), la canne à sucre (*Kann*), les chaînes (*Fè*) et le nègre (*Nèg*). Les manifestations suivantes sont groupusculaires. CM 98 promet aussi des groupes de paroles assistés de psychologues pour «réparer les maux hérités de la période esclavagiste».

2000 - Selon une étude du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), les «minorités ethniques» sont sous-représentées dans le public des «émissions de plateau», chez les invités de ces programmes comme chez les journalistes ou animateurs.

2001, 10 mai - La traite négrière et l'esclavage des Noirs sont reconnus par le Parlement comme un crime contre l'humanité.

Les chaînes de télévision (TF1, M6, puis LCI en 2002) promettent de «tenir compte de la diversité des origines et des cultures de la communauté nationale».

2002 - Candidature aux élections présidentielles de la Guyanaise Christiane Taubira au nom du Parti des radicaux de gauche.

6 avril 2002 - Assises nationales de la communauté noire de France organisées par Africagora qui publie un annuaire listant 1 000 professionnels noirs, tous bardés de diplômes

2003 - Création du Collectif des Antillais, Guyanais et Réunionnais, ou Collectif DOM, en réaction à la hausse des tarifs aériens entre les DOM et l'Hexagone. Animé par Patrick Karam, ce groupe fait du lobbying médiatique autour de 5 thèmes:

- la continuité territoriale (prix plafond pour les billets d'avion; une qualité égale des services publics dans les DOM et en métropole),
- la lutte contre les discriminations,
- la mémoire de l'esclavage,
- la citoyenneté
- et la visibilité (présence dans les médias, arts et spectacles).

Le Collectif DOM exerce des pressions sur la gauche (le PS) pour l'obliger à présenter des candidats domiens en Ile-de-France, sous la menace de déclencher une campagne de tracts et de manifestations devant les meetings du PS aux régionales de 2004.

Il défend les «congé bonifiés» des 70 000 fonctionnaires d'outre-mer, c'est-à-dire le droit de bénéficier tous les trois ans de deux mois de congés, et aussi d'aides financières pour compenser l'éloignement.

Le Collectif DOM prétend constituer un «lobby régionaliste et républicain» et affirme avoir 10 000 adhérents et 30 000 sympathisants, mais leur assemblée générale, tous les 15 jours à Paris, ne réunit qu'une centaine de personnes.

2004 (janvier) - Création par le Premier ministre d'un Comité pour la mémoire de l'esclavage.

Création de l'Amité judéo-noire.

Création du CAPDIV (Cercle d'action pour la promotion de la diversité en France) par Patrick Lozes, des responsables associatifs et des chercheurs.

11 décembre - Marche des «originaires d'outre-mer contre les discriminations, entre 5 000 et 10 000 manifestants, avec à leur tête Eric Raoult (député UMP!!!), Dieudonné et Stéphane Pocrain (ex-porte-parole des Verts).

30 décembre - Création de la HALDE, Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

2005 16 janvier - Lancement de l'appel des Indigènes de la République.

23 février - Loi reconnaissant les aspects positifs de la présence française outre-mer, adoptée par la droite (les députés socialistes s'abstiennent et ne votent pas contre, probablement parce qu'ils voulaient plus de compensations pour les harkis; et il n'y a que 30 députés présents en tout dans l'hémicycle).

3 avril - Création de la Coordination nationale des associations et personnalités antillaises et réunionaises avec une quarantaine d'associations d'Ile-de-France, de Nantes et de Lyon, qui met l'accent sur le fait que ses membres sont «descendants d'esclaves», et «ni noirs ni blancs».

23 mai - 8 à 10 000 Domiens se réunissent sur le parvis des Droits de l'homme à Paris.

23 mai 2005/3 février 2006 - Campagne du collectif DOM contre le label publicitaire «Y'a bon Banania» et la société Nutrimaire. La «bataille» se termine par un accord à l'amiable pour éviter un procès pour propagande «raciste portant atteinte à la dignité humaine».

Juin 2005 - Le Collectif DOM organise un forum pour l'emploi des Français d'outre-mer et y invite des «entreprises citoyennes».

Août 2005 - 17 Africains meurent dans l'incendie d'un immeuble insalubre (déjà 24 autres Africains étaient morts dans des circonstances similaires en avril 2005). Les médias s'en prennent à la polygamie, aux familles nombreuses, à la vie communautaire africaine, et évidemment aux sans-papiers. L'absence de solidarité des politiques et des médias suscite l'indignation chez les Africains et les Antillais vivant en France, tout comme la discrétion à propos de l'accident d'avion survenu au Venezuela le 15 août et dans lequel ont péri 153 Martiniquais.

26 novembre - 72 organisations africaines et antillaises créent le CRAN, animé par Patrick Rozès et Louis-Georges Tin. Il s'agit de regrouper les «associations noires républicaines» de «toutes les tendances politiques». Yves Jégo, député UMP et fervent sarkozyste, considère qu'il est sain que «les minorités et tous ceux qui se sentent exclus s'organisent et s'expriment».

2 décembre - Le collectif DOM menace d'organiser une contre-manifestation à la cérémonie qui était prévue place Vendôme pour célébrer le bicentenaire de la bataille d'Austerlitz.

Claude Ribbe, du collectif DOM, publie un pamphlet où il présente Napoléon comme un précurseur d'Hitler et de la solution finale, qui a réduit 250 000 Africains en esclavage en 1802 et serait responsable de la mort d'un million d'autres Africains..

7 décembre - Le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy annule son voyage aux Antilles. Aimé Césaire et d'autres intellectuels martiniquais considèrent qu'il n'est pas le bienvenu en raison de son soutien au «rôle positif» de la présence française (donc de la colonisation) outremer, évoqué dans la loi du 23 février 2005

Un millier de manifestants se réunissent à Fort-de-France et 300 militants politiques et responsables syndicaux à Pointe-à-Pitre.

Un sondage prétend que 64% des Français sont d'accord avec l'article 4 de la loi du 23 février 2005.

22 décembre - Le «comique» Dieudonné annonce qu'il sera candidat à la présidence de la République mais finira par renoncer, tout comme Christiane Taubira.

2006 - Le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) propose un «schéma martiniquais de développement»... en payant les services du Cabinet Lipsor dirigé par Michel Godet, l'arbin des patrons,

particulièrement agressif contre les droits des travailleurs, les «privilèges» des fonctionnaires et les grévistes chaque fois qu'il passe à la télé. «Le jeudi 4 mai, le président du Conseil Régional de la Martinique, Alfred Marie-Jeanne, a lancé un vibrant appel à Bernard Hayot, l'un des gros patrons béké et une des toutes premières fortunes de France, pour l'aider dans sa démarche. Il ne demande pas de réparations (pour l'esclavage!), mais le "supplie" d'investir encore plus dans le pays pour le développer!» (*Combat ouvrier*)

2007 - Le MIM a un député (Alfred Marie-Jeanne), 24 conseillers régionaux, 2 conseillers généraux, 11 conseillers municipaux et un maire.

Aujourd'hui, il y a environ 400 000 Africains en France (soit 9% de la population immigrée), et les trois quarts d'entre eux vivent en banlieue parisienne. Ils sont originaires essentiellement de huit pays: Sénégal, Mali, Congo, Côte-d'Ivoire, Madagascar, Cameroun et ex-Zaïre. Un million de Domiens vivent en France sans compter les 2,5 millions d'habitants de l'outre-mer. Par contre, on ignore combien il y a de Franco-Africains.

PS.: Les données présentées dans ce texte sont essentiellement extraites de trois livres: *Noir et Français* de G. Faes et S. Smith (Hachette Pluriel 2006); *France blanche, colère noire* de F. Durpaire (Odile Jacob, 2006) et *Esclaves noirs, maîtres blancs* (ouvrage collectif paru chez Homnisphères en 2006), ainsi que de recherches sur Internet notamment sur le site de Combat ouvrier, organisation sœur de Lutte ouvrière aux Antilles. Cette brève chronologie ne donne qu'une image très partielle et incomplète de l'histoire des Franco-Africains, Franco-Antillais et des Africains ayant vécu et lutté en France, aux Antilles et en Afrique contre l'esclavage, le colonialisme et l'exploitation capitaliste. Elle sera progressivement enrichie sur le site mondialisme.org. (Y.C.)

Quand Sarkozy parle de l'Afrique...

Il y a quelques mois, Nicolas Sarkozy a délivré un de ses discours fameux à l'université de Dakar. Ce discours a fait couler beaucoup d'encre depuis, puisque certains y ont vu la preuve des préjugés racistes du chef de l'Etat, ce à quoi, ses défenseurs, dont l'incontournable Henri Guaino, la plume du président, ont répondu que, bien au contraire, jamais un président français n'avait été aussi loin dans la dénonciation de la traite négrière et du colonialisme, et que les critiques sévères portées sur ce texte étaient de la malhonnêteté intellectuelle ou le fait d'une lecture tendancieuse, s'appuyant sur des phrases extraites de leur contexte et donc de leur complète intelligibilité. Guaino enjoignait même les personnes intéressées à télécharger sur le site de l'Elysée le discours en question et à faire, dans la foulée, leur propre analyse.

C'est ce que j'ai fait. Parce qu'il ne me semble guère utile d'accabler par des anathèmes un homme dont on sait déjà qu'il est libéral en économie, conservateur sur le plan des mœurs et adepte d'un Etat fort. L'hystérie anti-Sarkozy m'insupporte parce qu'elle ne me semble pas être en mesure de contrer efficacement la rhétorique et la politique sarkozienne, à moins que ces campagnes de diabolisation n'aient pour seule fonction que de faire apparaître la gauche libérale comme la seule solution alternative à la «fascisation» de la société française. Or, cette gauche dite moderne, à la sauce Royal ou Rocard, et la droite incarnée par Nicolas Sarkozy partagent, à mon sens, beaucoup plus de choses qu'on ne le dit d'ordinaire. Et ce n'est pas Tony Blair qui me contredira sur ce point.

Bref, sans donner la leçon à personne, je vais tenter de poser une critique argumentée de la prose guaino-sarkozienne.

Le discours commence par une condamnation forte du colonialisme. Sarkozy nous dit: «[Les colonisateurs] ont cru qu'ils étaient supérieurs, qu'ils étaient plus avancés, qu'ils étaient le progrès, qu'ils étaient la civilisation (...). Ils ont abîmé un art de vivre. Ils ont abîmé un imaginaire merveilleux. Ils ont abîmé une sagesse ancestrale (...). Le colonisateur est venu. Il a pris, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas, il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail (...) ils croyaient remplir une mission civilisatrice (...) la colonisation fut une grande faute.»

Sarkozy condamne donc l'ethnocentrisme, la suffisance et la brutalité de l'homme blanc, l'ethnocide culturel dont il s'est rendu coupable. Tout cela est vrai, et depuis longtemps démontré. Seulement j'ai eu beau chercher, dans ce discours, Nicolas Sarkozy ne dit pas que le colonisateur a tué. Beaucoup ? Certainement, même si, en l'absence de

recensement, il est difficile de le préciser avec certitude; mais en ce qui concerne l'Algérie, il semble établi que près d'un tiers de la population algérienne est passé de vie à trépas entre 1830 et 1872 du fait de la colonisation, du typhus et de la famine. Le colonisateur n'a pas soumis le colonisé. Il a soumis le survivant (1).

Ensuite, Nicolas Sarkozy développe l'idée selon laquelle: «[Le colonisateur] a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles.» Là encore, tout est vrai. Une fois les populations locales mises au pas, le quadrillage des nouvelles terres conquises effectué, il a bien fallu passer de la conquête à l'exploitation coloniale. Or, à moins de se cantonner à un capitalisme de comptoirs maritimes, il faut bien des ponts et des routes pour transporter les marchandises, mais aussi des hôpitaux et des dispensaires parce que les épidémies chroniques qui ravagent les nouvelles terres conquises mettent en danger la vie des colons eux-mêmes.

Quand Nicolas Sarkozy ajoute: «[le colon] a rendu féconde des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. (...) Tous les colons n'étaient pas des voleurs, tous les colons n'étaient pas des exploités (2)», il fait erreur. Le colon ne donne pas, il bâtit pour lui car seul son intérêt compte. Il en va même de sa survie: quand, après 1848, la France fait débarquer sur la terre algérienne ses chômeurs en leur promettant la fortune, elle sait bien que ceux-ci devront défricher des terres difficiles, qui parfois se révéleront incultes s'ils ne veulent pas crever de faim; les riches ont eu droit, eux, aux meilleures terres. Ils ne donnent rien aux autochtones car l'autochtone n'existe pas. La main-d'œuvre locale n'est qu'une masse informe qu'il faut mettre au travail ou tenir à distance.

Quant à l'École, sa mission, qui évoluera avec le temps, sera simple: «instruire la masse et dégager l'élite», fournir une main-d'œuvre un tant soit peu lettrée à la machine productive, transformer le sauvage en un bon chrétien, loyal envers la puissance civilisatrice puisque c'est elle qui permet son ascension sociale. Le colonisateur n'a pas construit des écoles, il a érigé des outils de contrôle idéologique et social desquels pourraient émerger les auxiliaires autochtones nécessaires à la pacification des territoires, à leur intégration dans l'Empire (3). Comme le disait si bien le «grand» éducateur Jules Ferry en 1885 à la tribune de l'Assemblée nationale, la déclaration des droits de l'homme n'a pas été «écrite pour les Noirs de l'Afrique équatoriale».

On retrouve cette problématique de la générosité coloniale dans un livre du député Lucien Hubert, sorti en 1909, intitulé *L'éveil d'un monde – L'œuvre de la France en Afrique occidentale française*: «Si l'on veut bien songer que le droit le plus naturel et le plus sacré est le droit au travail, on comprendra la conquête coloniale, non comme l'injuste spoliation du faible par le fort, mais comme une légitime expropriation pour cause d'utilité humaine. Y a-t-il même expropriation? Non, nous ne retirons rien aux occupants primitifs; au-dessus d'eux, à côté d'eux, puis au milieu d'eux, nous créons un état de choses propre à donner de la valeur à ce qui n'en avait pas, propre à transformer le sol, ce stérile domaine public, lieu de passage des peuples errants, en un capital productif, propre enfin à faire de l'homme inerte et impuissant en face des hasards

naturels, une force active et dirigée. (...) Protégé, dirigé, éduqué par l'Européen, l'indigène peut enfin vivre, se multiplier, s'enrichir. Il est la matière sans laquelle rien ne se crée; nous sommes l'esprit qui la vivifie.» Peut-on mieux dire ?

Après avoir condamné le colonialisme mais tenté d'en réhabiliter certains aspects, Nicolas Sarkozy se livre à une analyse socio-anthropologique de l'*Homo africanus*.

Elle commence par une sorte de plaidoyer environnementaliste new age: «L'homme moderne qui éprouve le besoin de se réconcilier avec la nature a beaucoup à apprendre de l'homme africain qui vit en symbiose avec la nature depuis des millénaires.»

Puis, Nicolas Sarkozy nous livre ceci: «Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain qui, depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.»

On comprend dès lors que ce que j'ai pris pour un plaidoyer environnementaliste new age propre à satisfaire celles et ceux qui mangent équitable et roulent en 4x4, n'en est pas un. L'homme africain de Nicolas Sarkozy ressemble à un vieux paysan fataliste assis sous l'arbre à palabres, indifférent aux turbulences du monde. Le paysan africain de Nicolas Sarkozy est un paysan de carte postale, celui que découvrait jadis l'explorateur se hasardant dans les terres. En fait, le problème n'est pas que l'homme africain «n'est pas assez entré dans l'histoire», c'est qu'il y est entré à la mauvaise place:

- Durant des siècles, il fut raflé et envoyé suer sang et eau dans les colonies outre-atlantique. Ce sont des millions de jeunes hommes et femmes qui connurent ce sort, privant l'Afrique d'une force de travail et d'innovation conséquente. La création des comptoirs coloniaux sur les côtes a influé de façon importante sur le développement économique de l'Afrique occidentale. Des villes importantes à l'intérieur des terres où émergeaient une proto-industrie ont disparu au bénéfice des villes maritimes. Les élites africaines ont privilégié le commerce rémunérateur à la proto-industrie balbutiante. Pour l'Européen, l'homme africain est entré dans l'histoire comme esclave, comme bête de somme, comme animal puisque dénué d'âme.

- Puis, il y est entré comme «matière», pour reprendre le mot du député Lucien Hubert: une matière que l'on modèle, que l'on façonne; un grand enfant qu'on sort de l'animalité pour lui faire toucher du doigt la modernité, c'est-à-dire, de façon très concrète, le travail forcé et les brimades, le sabre et le goupillon.

Comme pour se dédouaner, Nicolas Sarkozy nous dit: «Chaque peuple a connu ce temps de l'éternel présent.» La phrase est belle et poétique, mais elle sous-entend que les peuples d'Afrique sont des peuples sans Histoire. Elle oublie que, dans la région des Grands Lacs, dans le sud de l'Afrique, il existait des systèmes politiques très élaborés, de puissants royaumes (4). Les Africains n'ont pas attendu les Européens pour connaître l'arbitraire, la soumission, l'esclavage, les guerres, les impôts.

Mais ce qu'il importe de retenir davantage du discours sarkozien, ce sont ses propositions concernant l'avenir et l'évolution des relations franco-africaines.

La France en Afrique a une image dégradée, fruit de cinquante années d'une politique néocoloniale arrivée aujourd'hui à bout de souffle (5). A l'heure de la mondialisation capitaliste et de la «bonne gouvernance», la France n'est plus en mesure de pressurer, comme par le passé, ses anciennes colonies. Ses entreprises, qui ont vécu longtemps à l'abri de la concurrence internationale, doivent dorénavant composer, évoluer. Ce ne sont plus seulement les Anglo-Saxons qui les menacent mais également les Chinois.

Les implications françaises dans, notamment mais pas seulement, les crises rwandaises, ivoiriennes, togolaises ont fini par discréditer lourdement son image auprès de la jeunesse africaine; une jeunesse qui, quand elle a la chance d'atteindre l'université, se tourne dorénavant davantage vers l'Oncle Sam que vers Paris. En Europe, nos «partenaires» critiquent, à l'occasion, la politique étrangère de l'Élysée et refusent de s'embarquer dans des «expéditions» africaines qui, sous couvert d'humanitaire, traduisent la volonté française de demeurer un acteur économic et politique central dans son pré carré.

Bref, l'État français doit renouveler sa politique africaine ou, pour le moins, en donner l'impression. Pour certains analystes, il est même osé de parler de politique africaine, tant celle-ci apparaît concrètement comme une navigation à vue, sans stratégie d'ensemble.

Ce que redoute l'État français est autant la captation de son pré carré par les États-Unis que son ralliement à un groupe mené par le Brésil et l'Inde. Or, il a besoin, pour maintenir son statut de puissance moyenne qui compte sur la scène internationale, de pouvoir s'appuyer sur des alliés fidèles.

C'est pourquoi Sarkozy a lancé un vibrant plaidoyer pour «une autre mondialisation, avec plus d'humanité, avec plus de justice, avec plus de règles»; c'est pourquoi il s'est fait le partisan d'une «stratégie commune dans la mondialisation»; c'est pourquoi il se dit prêt à «préparer l'avènement de l'Eurafrrique».

Mais dans le registre des propositions, on s'aperçoit vite qu'il n'a pas grand-chose à dire. Il offre cependant trois pistes qui méritent quelques commentaires:

Première piste: «Cherchez l'autosuffisance alimentaire (...) Développez les cultures vivrières.» Feu René Dumont et Julius Nyerere, José Bové et Via campesina n'auraient pas dit mieux! Car tous savent que les paysans africains crèvent de l'ouverture des frontières aux produits agricoles étrangers; ils savent tous que la misère dans les campagnes provoque l'exode rural, le gonflement des bidonvilles et une part de l'immigration. Or, lors des réunions de l'OMC, les Européens ne sont pas les derniers à faire la sourde oreille.

C'est le marché libre, la concurrence, les plans d'ajustement structurel et les directives du FMI qui tuent l'Afrique paysanne autant que les changements climatiques et sa faible productivité. Il y a quarante ans,

on disait aux pays pauvres: «Appuyez-vous sur des monocultures d'exportation pour obtenir des devises et vous développer!» Aujourd'hui, on s'aperçoit que les pays pauvres se font la guerre entre eux pour vendre sur le marché mondial leur cacao, leur riz, leurs bananes, leur caoutchouc. Car au royaume libéral de la concurrence, le producteur du Sud est rarement en position de force pour fixer les cours à un niveau acceptable.

Comment Nicolas Sarkozy compte-t-il favoriser l'agriculture africaine? Il ne le dit pas. Compte-t-il plaider, lui, le libéral, pour un retour à des mécanismes douaniers protecteurs? Il n'en souffle mot. Nous en resterons donc à l'invocation.

Deuxième piste: «le codéveloppement». C'est l'éternelle tarte à la crème. Auparavant, on «aidait au développement», aujourd'hui, on «codéveloppe». Et cela ne marche toujours pas. Certains en ont même conclu que l'Africain serait par nature et culture rétif à l'idée même de développement. L'idée me semble largement démentie par les faits.

Outre que «l'Africain» n'existe pas, sinon dans l'ethnocentrisme du «Blanc» (d'un «Blanc» qui n'existe pas plus d'ailleurs), les communautés humaines ont toujours eu un rapport ambivalent avec ce qu'on leur présente comme le «développement» et le «progrès»; la question de «l'économie», de la production des biens et marchandises a toujours été questionnée. Si le «développement» entraîne la dissolution des formes communautaires de vie, est-ce un «progrès»? Ce n'est pas l'apanage des Africains de réagir ainsi.

La révolte des ouvriers du textile anglais (le mouvement luddiste) au début du XIX^e siècle était de même teneur: le «progrès» qu'on leur imposait sous la forme de machines à tisser signifiait pour ces artisans le chômage pour beaucoup, la prolétarianisation pour les autres, c'est-à-dire la fin d'une communauté humaine maîtresse de son temps de travail (6). La modernisation de l'agriculture française s'est payée de la liquidation de la petite agriculture paysanne «sous-productive».

Le «développement» que les pays riches ont toujours proposé aux pays pauvres n'est donc pas seulement affaire de machines et de technologie; il est aussi culture et vision du monde; il indique la place que les communautés humaines doivent assigner à l'économie marchande (7). Cette résistance à l'uniformisation culturelle est à mon sens ce qui chagrine le plus Nicolas Sarkozy. L'ethnocentrisme fustigé précédemment pointe alors son museau.

Quand il écrit: «Dans [l'imaginaire africain] où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès», il répond indirectement à ces mots de Raymond Johnson: «La valeur de l'individu réside essentiellement dans sa capacité d'action lui permettant de rester en harmonie avec les autres. Il est plus jugé et valorisé sur son rôle dans le soutien et la cohésion de la communauté.»

L'histoire de l'Occident moderne, c'est l'histoire de l'individu s'extirpant des carcans communautaires pour se réaliser; c'est l'histoire du Bourgeois, acteur économique, représentant du tiers-État prenant le

pas sur la noblesse, et abattant l'Ancien régime; c'est aussi la conviction développée par nombre de philosophes (Locke, Hobbes, Rousseau, Marx, Stirner...) que l'homme préexiste à la société et ne s'associe que par intérêt (8).

Pour nombre de sociétés africaines ou amérindiennes, l'individu qui se désaffilie est un danger pour la communauté, s'il n'entre pas dans une logique redistributive. Cela ne veut donc pas dire que «l'individu» n'existe pas en Afrique, mais cela veut dire qu'il est doté d'une autre signification que sous nos cieux, qu'il a des devoirs envers sa communauté beaucoup plus contraignants que nous-mêmes pouvons en avoir. Or le capitalisme a besoin d'individus libres et autonomes, c'est-à-dire la plupart du temps atomisés, pour prospérer. Les résistances communautaires ou collectives sont une insulte à sa toute-puissance.

Troisième et dernière piste, et certainement la plus importante au vu de la politique actuelle du gouvernement: la politique migratoire.

Sarkozy plaide pour une «politique d'immigration négociée ensemble» et clame qu'il «faut mettre un terme au pillage des élites africaines dont l'Afrique a besoin pour se développer». Il a raison.

Dans ce monde où seules les marchandises ont le droit de s'affranchir des frontières, il convient de réguler les flux migratoires. Tout décideur sait que les pays d'émigration n'ont guère les moyens ni l'envie de freiner le départ de cette jeunesse sans emploi qui enfle ses villes. Tout décideur sait que les pays d'immigration ne pourront faire face sans heurts à ces millions d'hommes et de femmes qui ne rêvent que d'une chose: fuir la misère qui sévit chez eux pour gagner l'Eldorado. Tout décideur sait donc qu'il doit externaliser une partie du contrôle des flux migratoires. Il faut donc négocier encore et encore. La politique des quotas doit servir en partie à cela.

Et c'est là que je vois une sorte de contradiction dans les propos de Sarkozy. Dans la guerre économique qui fait rage, la machine économique française n'a plus besoin des travailleurs immigrés d'antan. Elle n'a plus besoin en priorité d'ouvriers de l'industrie, voire même d'ouvriers du bâtiment, puisque l'Europe de l'Est et son «stock de clandestins» sont à disposition. Elle a besoin d'un personnel qualifié qui maîtrise les nouvelles technologies et pas d'un jeune Guinéen issu des campagnes et faiblement lettré. La politique des quotas ne pourra qu'accentuer ce que Sarkozy prétend arrêter: «le pillage des élites africaines dont l'Afrique a besoin pour se développer».

Pour finir, j'aimerais revenir sur un passage important du discours de Nicolas Sarkozy. Ce passage, le voici: «La colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique. Elle n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. Elle n'est pas responsable du fanatisme. Elle n'est pas responsable de la corruption, de la prévarication. Elle n'est pas responsable des gaspillages et de la pollution.» Pour qui connaît un peu l'histoire du continent africain, cette affirmation a de quoi laisser

pantois car la colonisation n'a pas cessé de peser sur les destinées des pays africains le jour où ceux-ci ont conquis l'indépendance:

- en s'appuyant sur une communauté plutôt que sur une autre, la machine coloniale a jeté les bases de nombre de conflits qu'on appelle aujourd'hui inter-ethniques;

- comment oublier la contribution des Européens aux divers génocides qui ont ensanglanté le Rwanda et le Burundi ?

Et quand je parle de «contribution», je ne pense pas seulement aux armes ou au soutien apporté à tel ou tel dictateur, mais également aux discours racistes qui ont été avancés lors de ces massacres, discours qui doivent beaucoup à la façon dont les colonisateurs ont enseigné aux Rwandais l'histoire de leur propre pays.

- Comment oublier que la plupart des dictateurs africains, notamment dans le pré carré français, ont été installés par l'ancienne puissance coloniale ou n'ont pu sévir durant des décennies qu'avec le soutien de Paris ? Comment oublier le sort que l'on fit à Lumumba ou Thomas Sankara ?

- Si l'Afrique est devenue un dépotoir pour «nos» produits toxiques, la faute en revient à qui ? Au peuple, à ses élites, aux armateurs, aux mafias ?

- Quant au fanatisme, comment oublier que c'est la colonisation qui a entravé le mouvement de réforme de l'Islam qui émergeait çà et là au milieu du XIX^e siècle, provoquant un affermissement de l'islam conservateur, réflexe d'autodéfense face à un colonisateur imbu de lui-même ?

- Quant à la corruption et à la prévarication, que je sache, elles n'ont jamais empêché les grandes entreprises françaises de prospérer sous les cieux africains; elles n'ont jamais empêché de dormir les banques gérant les comptes des corrompus. Entre pilleurs, on s'entend !

Il n'est pas dans mon intention de nier la responsabilité des Africains dans les événements politiques intervenus après la colonisation, mais de rappeler tout simplement, comme l'écrivait Karl Marx en 1852, que «les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas d'une façon arbitraire ni dans des circonstances librement choisies; ils la font dans des conditions qu'ils ont trouvées devant eux, qui leur ont été léguées par le passé, bref, dans des circonstances données». Cette évidence, cette banalité, Nicolas Sarkozy l'oublie: dans son discours, le néo-colonialisme n'existe plus; pas plus que cette Françafrique, cet ensemble de réseaux politico-économico-mafieux qui ont fleuri sous le gaullisme, et prospèrent encore aujourd'hui. Disparition fort opportune quand on entend placer les Africains face à leurs responsabilités historiques, et qu'on leur assène qu'ils sont maîtres de leur destin. Or, du passé, on ne peut faire aussi facilement table rase (9).

Patsy

(Emission «Le Monde comme il va» - Alternantes FM, novembre 2007)

Notes

1. Lire à ce propos Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, exterminer – Sur la guerre et l'Etat colonial*, Fayard, 2005; mais aussi Yves Bénéot, *Massacres coloniaux – 1944-1950: la IV^e République et la mise au pas des colonies françaises*, La Découverte, 1994.
2. A lire ce passage, on se doute que, pour lui, un «exploiteur» est un être immoral et violent (le «méchant patron») et non un individu occupant une place précise dans les rapports de production.
3. Lire à ce sujet Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Françoise Vergès, *La République coloniale: essai sur une utopie*, Albin Michel, 2003; Gilles Manceron (Int.), *1885: le tournant colonial de la République: Jules Ferry contre Georges Clemenceau et autres affrontements parlementaires sur la conquête coloniale*, La Découverte, 2007.
4. Jean-Pierre Chrétien, *L'Afrique des grands lacs – 2000 ans d'histoire*, Aubier, 2000.
5. Sur les relations franco-africaines (nature, passé, actualité, futur), je renvoie le lecteur aux ouvrages de François-Xavier Verschaeve (*La Françafrique*, Stock, 1998; *Noir silence*, les Arènes, 2000) ou encore à l'excellente revue *Politique africaine*.
6. Kirkpatrick Sale, *La révolte luddite – Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation*, L'Échappée, 2006.
7. Outre les livres de Serge Latouche, citons Gilbert Rist, *Le développement – Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, 1996; Daniel Becquemont, Pierre Bonte, *Mythologies du travail – Le travail nommé*, L'Harmattan, 2004.
8. François Flahaut, *Le paradoxe de Robinson – Capitalisme et société*, Mille-et-une-nuits, 2006.
9. Sur un sujet annexe, lire l'étude synthétique et éclairante de Gérard Noiriel, *A quoi sert «l'identité nationale»*, Agone, 2007.

Sur le «nouveau parti anticapitaliste»

Voulons-nous:

- * **un parti centralisé et autoritaire ?**
- * **un rassemblement de dogmatiques ?**
- * **un vivier de carriéristes ?**
- * **un nouveau PSU au service de la gauche plurielle ?**
- * **un club de discussion sympa ?**

Ou bien:

- **un regroupement fraternel et égalitaire?**
- **un parti laboratoire ?**
- **une organisation qui préfigure le socialisme démocratique?**
 - **un parti d'action pour les travailleurs ?**

Exactement cinq ans après avoir tenté de créer un «nouveau parti anticapitaliste, écologiste et féministe» la LCR ressort de nouveau cette idée, en y ajoutant, cette fois, un amalgame baroque et aberrant entre les idées staliniennes de Guevara et libertaires de Louise Michel.

Avant de s'enthousiasmer pour la création d'une organisation qui mettrait fin à la déplorable division des groupuscules, on doit commencer par se demander pourquoi, depuis des dizaines d'années que l'on essaye, en France et ailleurs, de le constituer, ce type de parti n'a jamais vu le jour.

La LCR affirme que la situation actuelle serait pleine de promesses et que donc la constitution d'un tel parti serait possible aujourd'hui. Admettons. Mais s'il suffisait d'un climat de forte instabilité politique, voire d'une grève générale pour que se crée un tel parti, pourquoi n'est-il apparu en France, ni en 1936, ni en 1945, ni en 1968 ? Les 2 millions d'électeurs pour Laguiller-Besancenot en 2007 (soit 1 million de moins qu'en 2002) pèseront-ils davantage dans la balance que les 10 millions de grévistes de mai-juin 1968 ou les 3 millions qui occupèrent leurs usines en 1936, ou même les 200 000 militants (en majorité de gauche) qui menèrent la lutte clandestine et parfois armée contre l'occupation allemande ?

Il faut prendre un peu de recul et chercher les causes des échecs antérieurs de la «gauche de la gauche», des «révolutionnaires», des «mouvements anticapitalistes», peu importe le terme que l'on utilise.

Le bon programme?

Il y a 5 ans, la LCR avait proposé d'organiser des forums de discussion pour créer ce nouveau parti. La suggestion était excellente, mais pouvait-on ignorer que de nombreuses discussions avaient déjà eu lieu au cours des trente dernières années, sous toutes sortes de formes, à la fois entre groupes révolutionnaires ou non (LO, la LCR, l'OCT, voire le PSU) mais aussi dans un cadre plus large, comme celui des comités d'action créés en mai 1968 ?

Et qu'est-il résulté de ces discussions ? Peut-on en tirer des leçons ?

Certes, on peut, comme les autruches, s'enfouir la tête dans le sable et se dire: «Peu importe que cela ait foiré autrefois, car ce coup-là ça va marcher», mais ne serait-il pas préférable de s'interroger sur les responsabilités et les erreurs de chacun afin de ne pas tomber dans les mêmes travers ?

Traditionnellement, et quelle que soit leur taille, les groupes révolutionnaires marxistes ou léninistes sont tous, chacun dans leur coin, persuadés qu'ils détiennent le «bon programme». Selon eux, tout ce qui leur manque, c'est d'avoir une audience plus réceptive.

Mais, comment peut-on, au bout de dizaines d'années d'existence, se contenter de ce genre d'explications ?

Il semble assez évident que ces groupes ont dû commettre de très graves erreurs d'appréciation, sinon ils ne seraient pas aussi minoritaires dans la classe ouvrière, dont ils prétendent incarner les intérêts historiques, dans ce pays et à l'échelle de la planète, grâce à une «science» qui expliquerait tout: le marxisme.

Ne serait-il pas prudent de dresser, ne serait-ce que rapidement, le bilan des acquis et des faiblesses de chacun avant de vouloir s'unir tous ensemble ? Nul ne sait quand, et même si, il y aura un jour une révolution socialiste en France et à l'échelle mondiale.

Et brandir la menace à court terme de l'avènement du fascisme, comme le fit Olivier Besancenot lors du dernier meeting parisien de sa campagne présidentielle en 2002, en prétendant que Le Pen pourrait avoir 20% de voix de plus dans 5 ans, n'était vraiment pas très sérieux. Les résultats du Front national en 2007 ont montré que la LCR avait fait preuve d'une piètre démagogie.

On ne réalise pas l'unité, on ne milite pas avec un revolver sur la tempe. Il faut d'autres motivations que la peur (du fascisme, d'une guerre atomique, d'une guerre civile, d'un coup d'État, etc.) pour s'engager dans une lutte à long terme contre le capitalisme.

Quelle démocratie interne?

Jusqu'à maintenant, les groupes révolutionnaires n'ont jamais pu coexister durablement avec plusieurs tendances ou fractions en leur sein. Toute l'histoire de l'extrême gauche en témoigne, en France comme dans les autres pays, dans les mouvements marxistes (...et même dans les mouvements libertaires). Ne faudrait-il pas y réfléchir un peu avant de proposer l'unité comme panacée ?

Que comptent faire ces groupes pour non pas «tolérer» mais accepter sincèrement des tendances en leur sein et au sein d'un parti plus gros ?

Comment vont-ils lutter contre le sectarisme et l'ignorance qu'ils propagent contre les autres tendances, marxistes ou libertaires, depuis des dizaines d'années ?

Et surtout: comment le nouveau parti que nous appelons de nos vœux préfigurera-t-il la société socialiste, démocratique, que nous voulons construire ?

Si l'on n'a pas au moins des embryons de réponses à ces questions, le nouveau parti risque non seulement de se trouver rapidement devant de graves problèmes de fonctionnement interne, mais surtout, ce qui est beaucoup plus grave, il découragera rapidement les nouveaux adhérents à ce projet.

Et la révolution russe?

Le modèle principal des groupes trotskystes ou léninistes est celui de la révolution russe. Pour eux, l'interdiction des fractions au sein du Parti bolchevik, la persécution des autres tendances du mouvement ouvrier russe, le remplacement des conseils d'usines par les soviets locaux, Cronstadt, la répression des grèves ouvrières, l'instauration de cartes de rationnement privilégiant les cadres du Parti au détriment des travailleurs, la militarisation du travail et des syndicats, etc., bref tout ce qui s'est passé bien avant la prise du pouvoir par Staline, tout cela est «la faute» à la situation objective, à la guerre civile, aux interventions des puissances étrangères, etc.

A leurs yeux, la catastrophe qui s'est produite en URSS, ce qu'on appelle le stalinisme, le totalitarisme ou la contre-révolution, et qui a marqué toute l'histoire du XX^e siècle n'a rien à voir avec les conceptions synthétisées dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et qui constituent leur référence fondamentale, encore aujourd'hui, sur toutes les questions: nature du parti, relation avec les syndicats et les mouvements de masse, soutien acritique aux luttes de libération nationale, organisation de la dictature du prolétariat et de la future société socialiste, etc.

C'est leur droit le plus strict d'effectuer cette lecture de l'histoire de la révolution russe et de son héritage politique, mais comment ne pas voir que les grands groupes comme le PT, la LCR ou LO, et les plus petits qui partagent plus ou moins les mêmes analyses politiques, sont prêts à répéter exactement les mêmes «erreurs» commises par leur modèle favori après avoir pris le pouvoir ?

Pourquoi ne pas mettre ces questions sur la place publique ? Parce que les nouvelles générations ignorent les origines profondes des positions politiques de l'extrême gauche actuelle ? Parce qu'elles s'en foutent ? Parce que plus personne ne lit les *Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* ou le *Programme de transition* ?

Raison de plus pour approfondir le débat, car le passé éclaire le présent. Ce n'est pas sur l'ignorance, la complaisance ou l'omerta que l'on pourra construire une nouvelle organisation saine.

Modèle de parti autoritaire... Pépinière de carriéristes

Le modèle de l'extrême gauche est celui du Parti bolchevik, sous une forme mythique et caricaturale d'ailleurs.

Ce modèle léniniste a été propagé pendant des dizaines d'années et a formé des gens qui ont occupé ou occupent encore, du moins en France, des postes essentiels pour le système capitaliste: conseiller du MEDEF, l'organisation des patrons; sénateur et conseiller d'un Premier ministre socialiste; directeur de *Libération*, quotidien qui fait l'apologie du social-libéralisme; membre du corps de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, bras droit de Claude Allègre et Ségolène Royal; premier secrétaire du PS puis Premier ministre; artisan et idéologue du tournant sécuritaire du PS; rédacteur en chef du *Monde*, quotidien qui roule depuis des années pour le PS; ministre de la Santé et aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, etc.

Les noms sont connus et n'ont qu'une importance anecdotique. Par contre, les fonctions que tous ces ex-dirigeants trotskystes ou maoïstes occupent, ou ont occupées, n'ont rien d'anodin pour comprendre la situation française actuelle.

On pourrait allonger encore la liste de ceux qui ont milité pendant des années à la tête d'organisations trotskystes ou maoïstes et ont ensuite proposé leurs services à la direction de l'État, des grandes entreprises ou des médias. Et on comprend, en partie, la rage des jeunes des générations suivantes contre leurs aînés, ces «soixante-huitards» arrogants, devenus les pires défenseurs du carriérisme, de l'individualisme cynique ou du culte du fric, et qui se posent en perpétuels donneurs de leçons de morale politique ou humanitaire dans les médias.

On ne peut se contenter d'évoquer des «conversions» individuelles, des origines familiales privilégiées, ou le sempiternel «recul des luttes». Il faut aussi se demander ce qui, dans leur formation politique, leur vision de la révolution et du socialisme, leur a permis de passer si facilement d'un camp dans l'autre... tout en expliquant qu'ils n'avaient pas fondamentalement changé.

Dans un pays capitaliste avancé comme la France, dont les classes dirigeantes ont une tradition multiséculaire et aucun problème pour se renouveler, on peut et l'on doit se demander comment elles ont pu débaucher si facilement autant d'ex-dirigeants léninistes pour justifier idéologiquement la destruction systématique des conquêtes des luttes ouvrières et des acquis de l'État providence, les plans de licenciements massifs à répétition, et toutes les mesures antipopulaires que la gauche au pouvoir a fait passer depuis 1981.

Un «entrisme» inversé ?

Mais revenons à la question d'un nouveau regroupement anticapitaliste. La conception de la LCR sur l'éventuel parti unitaire rappelle tristement la vieille technique de l'«entrisme», déjà appliquée

dans différents partis de gauche avant et après 1945. Et qui a abouti récemment à ce qu'un trotskyste assume, pendant des années, la direction du Parti socialiste... pour ne plus en sortir.

Mais généralement, on rentre dans un grand parti pendant quelques années, on crée une tendance puis on se fait expulser (ou on scissionne) en dénonçant le manque de démocratie interne ou la capitulation de ce parti devant la bourgeoisie. Les cyniques appellent cela «plumer la volaille». A la différence que, cette fois, la LCR propose de créer, de toutes pièces, la volaille qu'elle désire plumer !

Si un tel parti unitaire venait à naître, il est probable que chaque groupe, ou tendance venue du PC ou du PS (en admettant que leurs dirigeants quittent le confort et les avantages matériels de leur parti pour une aventure risquée – rien n'est moins sûr), viendrait avec sa ligne politique, qu'il présenterait devant un auditoire de quelques milliers de personnes. Au bout de quelques mois ou de quelques années, soit le groupe principal scissionnerait pour former une chapelle plus grosse, soit il exclurait toutes les tendances minoritaires, soit il reviendrait au PC ou au PS.

Suffit-il de réunir quelques dizaines de milliers de personnes pendant quelques mois dans un même parti pour qu'apparaisse miraculeusement la «bonne ligne»? Et d'abord, qu'est-ce qu'une «bonne ligne» ou une «ligne juste»? Ne faut-il pas envisager une perspective plus longue, plus méthodique et plus patiente ?

Les récents exemples internationaux

Pour donner plus de poids à sa proposition de création d'un nouveau parti en France, la LCR a cité au cours des dernières années quatre exemples européens, significatifs à ses yeux. (Notons, au passage, qu'elle ne s'est jamais vraiment expliquée sur la participation de son organisation sœur brésilienne aux gouvernements Lula (notamment par rapport à la question clé de la réforme agraire), participation qui dessine bien ce que serait son rôle demain si, par miracle, elle avait des députés et qu'on lui offrait un strapontin ministériel.) Il ne nous est pas possible de les analyser ici en détail, aussi les évoquons-nous très succinctement.

En Italie, la tendance correspondant à la LCR française se trouve dans une scission des Démocrates de gauche (nouveau nom de la majorité du Parti communiste italien): Rifondazione comunista. Ce parti, malgré sa phraséologie (parfois) radicale ne vise qu'à bien gérer le capitalisme. D'ailleurs aujourd'hui le PRC fait partie du gouvernement Prodi et, à notre connaissance, ce parti a au moins un député trotskyste. Rappelons que le gouvernement Prodi maintient les troupes italiennes en Afghanistan, veut s'attaquer encore au système des retraites, diminuer le budget de la santé, augmenter les dépenses militaires, diminuer les charges patronales, etc.

En Grande-Bretagne, la Socialist Alliance regroupait une petite scission du PC britannique et une dizaine de groupes d'extrême gauche qui se combattaient féroceement depuis des dizaines d'années. Par quel

miracle ces gens aux positions si hétéroclites auraient-ils pu construire un parti sain et durable ? La plate-forme de la Socialist Alliance se livrait à une critique utile de la politique des gouvernements conservateurs et travaillistes et proposait également des revendications élémentaires fort justes. Mais lorsqu'on cherchait comment et par qui ces revendications allaient pouvoir être mises en œuvre, on se trouvait devant le flou artistique le plus total: un gouvernement plus démocratique, un contrôle démocratique de la population sur les institutions de l'État, bref une sauce social-démocrate radicale mais rien de plus. La Socialist Alliance s'est terminée par un échec après une douzaine d'années.

Au Portugal, trois groupes, un trotskyste, un ex-maoïste et une scission du PC portugais ont créé un Bloque de Esquerda qui a 8 députés au Parlement, soit 4 fois plus qu'en 2002. Néanmoins, on a du mal à comprendre ce que ces trois tendances ont en commun. Pour ce qui est de la composante trotskyste de ce «parti de partis», elle veut accéder au «pouvoir» mais le «changer», elle veut vaincre «les groupes d'intérêts qui gouvernent l'économie» à travers un «changement social», mais le contenu de son projet socialiste reste fumeux.

En Allemagne, le nouveau Parti Die Linke rassemble les partisans de l'ex-capitalisme d'État à l'Est avec les partisans d'un capitalisme privé plus social à l'Ouest (la prétendue gauche du SPD d'Oskar Lafontaine) et les trotskystes. Comment croire une seconde qu'un tel panier de crabes pourra donner un résultat utile pour les travailleurs ?

Dans la période actuelle en Europe, on a l'impression que les groupes d'extrême gauche ont soif d'avoir rapidement et facilement accès aux médias et aux privilèges matériels que procurent les postes électifs. En clair, de profiter de la manne que la bourgeoisie leur dispense généreusement en puisant dans les poches... des salariés. Il est symptomatique que la Socialist Alliance se soit battue pour que les syndicats britanniques ne financent plus seulement le Parti travailliste mais lui donnent des sous à elle aussi !!!

Quel est le lien entre ces préoccupations d'appareil et les luttes des travailleurs dans les pays concernés ? Aucun.

D'ailleurs, il serait intéressant, pour revenir à la France, que la LCR et LO nous présentent un bilan politique de leur activité de députés européens et de conseillers généraux ou municipaux. En dehors de l'argent qu'ils reçoivent de l'État français, c'est-à-dire des travailleurs, quelle a été, pour la classe ouvrière ou même pour leurs électeurs, l'utilité réelle de leur élection ? Ces deux groupes sont étonnamment discrets sur l'efficacité supposée de leur action au sein des institutions bourgeoises. Serait-ce que cette efficacité a été nulle pour leurs électeurs – et spécialement pour les travailleurs ?

Une vision manipulatrice

En fait, cette vision totalement instrumentale et électoraliste d'un rassemblement anticapitaliste ne fait l'impasse que sur un «détail»: si des milliers de personnes rejoignaient une telle structure, elles seraient, pour la plupart, rapidement dégoûtées des luttes internes impitoyables

qui s'y dérouleraient. Et l'on reviendrait à la situation antérieure: la division en petits groupes concurrents et impuissants.

Une autre démarche est possible

Pourtant, une autre démarche est possible, même si elle paraîtra sans doute utopique. Ce serait:

- d'admettre des divergences fondamentales sur le long terme, et pas seulement sur le court terme;
- de respecter les individus et les tendances qui défendent des positions opposées, c'est-à-dire de renoncer à les traiter de «petits-bourgeois», «centristes» et autres noms d'oiseaux, chaque fois qu'ils défendent une autre orientation que la sienne;
- d'accepter la possibilité que les textes sacrés des fondateurs du marxisme n'apportent pas les réponses à toutes les questions;
- d'admettre des expérimentations diverses fondées sur des principes différents.

En clair, il s'agirait d'un parti laboratoire, d'un parti en mutation, d'un parti qui ne serait pas pressé de trouver la pierre philosophale, la réponse «scientifique» à tous les problèmes.

Ce type de démarche romprait avec toutes les habitudes de pensée et d'action des organisations existantes. Il faudrait qu'elles se remettent profondément en cause, un peu à l'exemple de ce qui s'est passé dans l'extrême gauche italienne des années 70, sous la poussée des féministes... et qui a abouti, entre autres facteurs, à la disparition de tous les grands groupes gauchistes de l'époque.

Si la LCR ou d'autres organisations d'extrême gauche veulent vraiment créer un nouveau parti de masse, il faut qu'elles fassent un choix très douloureux: cherchent-elles un énième raccourci pour arriver plus rapidement à créer un groupuscule plus gros ou ont-elles vraiment abandonné toute volonté d'hégémonie sur les autres groupes, sur le mouvement ouvrier et sur les mouvements sociaux ?

Mais la difficulté ne s'arrête malheureusement pas là. Si des milliers de nouveaux militants adhèrent demain au nouveau parti, auront-ils la capacité d'imposer une véritable démocratie interne ?

Aussi révoltés soient-ils, ils sont, comme nous tous, les produits d'une société où l'on est habitué à obéir, à déléguer à une minorité de prétendus spécialistes sa capacité de penser, de résoudre les petits et les grands problèmes, etc.

Auront-ils la volonté, après avoir passé leur journée à se battre contre leurs chefs, leurs patrons, voire leurs collègues, de s'affronter à leurs propres camarades de parti pour faire régner le respect mutuel malgré les divergences, mais aussi pour faire entendre leurs doutes et leurs préoccupations quotidiennes ?

La qualité des rapports humains est souvent considérée comme une question secondaire dans les organisations d'extrême gauche. Pourtant, si l'on veut construire un nouveau parti plus sain que les groupes existants, cela suppose que chacun se livre à une certaine remise en cause de ses habitudes de pensée, de discussion et d'action. Et cette

qualité du climat interne sera un aimant tout aussi puissant que le programme qui, lui, sera forcément un peu fourre-tout.

Les organisations comme la LCR et celles qui prônent l'unité des révolutionnaires sauront-elles, comme le dit Olivier Besancenot, faire «du radical et du neuf»? Choisiront-elles de stimuler l'esprit critique, la tolérance, l'autonomie de pensée et d'action dans leurs rangs et chez ceux qui les rejoindront? En clair, décideront-elles de faire passer les intérêts du mouvement avant ceux de leurs boutiques respectives?

Telle est l'ampleur du défi qui nous attend, si l'on veut vraiment «révolutionner la politique», donner une perspective à tous ceux qui se révoltent contre la misère et l'exploitation. Aussi, avant d'agiter l'espoir d'un parti unitaire, ne vaudrait-il pas mieux tenter de réfléchir à ces questions et y apporter quelques réponses? Cela nous éviterait, à tous, d'amères désillusions.

Pour le socialisme...ou pour l'élection de députés rouges?

Mais il faut pousser la réflexion plus loin que la simple constitution d'un regroupement plus gros, plus grand et sympathique que les organisations d'extrême gauche existantes. En 2002, la proposition de la LCR de créer des forums de discussion pour créer un nouveau parti anticapitaliste n'a pas été suivie d'effets. Néanmoins, si la LCR a l'intention de mettre enfin en pratique cette expérience, il serait bon de ne pas se limiter à établir un catalogue de réformettes et de revendications comme celles que l'on trouve dans les plate-formes électorales de l'extrême gauche.

Ni les centaines de milliers de jeunes qui sont descendus dans la rue entre les deux tours de 2002, dans la confusion des drapeaux tricolores, des slogans et des banderoles de toutes sortes; ni les dizaines de milliers qui se sont intéressés au référendum sur le TCE en 2005; ni les milliers qui ont cru à une improbable candidature unitaire en 2007 n'avaient les idées très claires. C'est pourquoi il était et il est encore important de leur parler un langage clair, ne pas se contenter de les attirer avec quelques bons mots distillés dans les médias contre les politiciens de droite ou de gauche.

Il faut poser ouvertement la question du socialisme – et en termes très concrets. Sur ce plan-là, force est de constater que les campagnes électorales du PT, de LO et de la LCR sont très pauvres, et ce depuis des décennies.

Certes, il est utile d'expliquer qu'il faut défendre et même augmenter les retraites, le SMIC et les minima sociaux, ainsi que défendre la Sécurité sociale et les nationalisations des grands services publics (sans pour autant avoir et propager des illusions sur la différence entre une entreprise privée et une entreprise nationalisée, ni sur le capitalisme d'État qui continue encore à exploiter sans pitié les ouvriers et paysans en Chine, au Vietnam et à Cuba, par exemple). Il est indispensable de démolir toute la propagande sur l'insécurité, sur les prétendus dangers de l'immigration, sur le nécessaire renforcement des effectifs policiers, etc. Il est très positif de montrer que le mouvement de résistance au

capitalisme a aujourd'hui une dimension militante internationale, quelle que soit la confusion qui règne parfois dans ce type de mobilisations.

Par contre, il est sans intérêt ou totalement secondaire d'établir, comme le fait la LCR, tout un catalogue de réformes constitutionnelles pour se débarrasser de la Cinquième République (suppression du poste de président de la République, du Sénat et du Conseil constitutionnel, scrutin proportionnel, interdiction du cumul des mandats, statut de l'élu garantissant aux salariés du privé de retrouver leur emploi, etc.).

Ces réformettes ne changeraient rien aux conditions d'existence des travailleurs et des chômeurs qui empirent chaque année. Par contre, elles ont le grave inconvénient de polariser l'attention sur des questions mineures et des débats politiques.

Il est également très équivoque de faire croire que l'on pourrait voter une loi sur l'interdiction des licenciements, l'ouverture des livres de compte, etc., avec l'appui de quelques députés rouges, alors que de telles mesures ne pourraient être prises que dans une situation pré-révolutionnaire, voire par un pouvoir révolutionnaire.

Mais justement le PT, la LCR ou LO préfèrent parler un minimum du socialisme, parce que cela «ferait fuir les gens». Pour la même raison, les groupes qui avaient formé la Socialist Alliance en Angleterre avaient, après d'âpres discussions, décidé de dissimuler une partie de leur drapeau dans leurs poches. Si les révolutionnaires se refusent à expliquer ce qu'est le socialisme, qui diable va donc leur en parler ?

Pourquoi avoir honte des luttes menées depuis 150 ans pour améliorer radicalement le sort des travailleurs au sein du système capitaliste, et pour préparer un nouveau mode de production, une nouvelle société où les producteurs gèreraient leur destin ?

Le socialisme, ce n'est pas une utopie conçue dans de beaux livres, ce n'est même pas la nostalgie de tel ou tel événement passé glorieux comme la Commune de Paris, la révolution russe, Juin 1936 ou Mai 68. Le socialisme, c'est un processus quotidien.

Les ferments du socialisme

Oui, les ferments du socialisme, on peut les observer:

- * chaque fois que les ouvriers, les employés arrêtent le travail, montrant ainsi que l'économie ne repose que sur leurs épaules;

- * chaque fois qu'ils élisent un comité de grève pour occuper leur entreprise, montrant ainsi qu'ils savent s'organiser démocratiquement et prendre eux-mêmes toutes les décisions concernant leur boulot et leur vie quotidienne;

- * chaque fois qu'ils résistent à l'augmentation des cadences, aux ordres des contremaîtres ou des chefs de bureau, remettant ainsi en cause la division du travail, les relations entre les dominants et les dominés;

- * chaque fois qu'ils combattent des discriminations racistes ou sexistes dans le travail, manifestant leur volonté de remettre en cause toutes les formes d'oppression;

- * chaque fois qu'un groupe de mal-logés ou de SDF occupe un logement vide, remettant ainsi en cause le droit de propriété;

* chaque fois qu'un groupe de chômeurs réclame ses droits, et s'affronte aux bureaucrates ou aux flics;

* chaque fois que des sans-papiers réclament le droit de rester et travailler dans tel ou tel pays, remettant ainsi en cause l'existence des frontières.

Encore faut-il le dire, le répéter, le démontrer, et ne pas avoir peur de brandir son drapeau rouge.

Un nouveau parti anticapitaliste devrait débattre et expliquer tout ce qui, dans les luttes d'aujourd'hui, rend possible et crédible l'avènement du socialisme, du pouvoir des travailleurs, de la gestion des entreprises et de la société par les producteurs eux-mêmes.

S'il ne fait pas de la propagande socialiste tous les jours, s'il ne montre pas quotidiennement pourquoi et comment le socialisme est possible, ce parti risque de servir de marchepied à quelques futurs députés ou conseillers municipaux qui, au mieux, prêcheront dans le désert d'assemblées dominées par les représentants des possédants, au pire se vendront pour un plat de lentilles, comme toute l'histoire du mouvement ouvrier l'atteste depuis un siècle et demi.

Est-ce cela que nous voulons ? Avoir quelques députés ou conseillers municipaux rouges, qui demain soutiendront la gauche officielle, voire participeront à un gouvernement super pluriel ? Ou désirons-nous un changement radical de société, quitte à ce que la perspective soit plus longue, moins rapprochée que telle ou telle échéance électorale secondaire ?

Y.C.

(Ecrit et publié en 2002, ce texte a été remanié en 2007)

Livres

Théories du complot et *Da Vinci Code*

Selon Dan Brown, l'histoire humaine serait déterminée par le rôle des sociétés secrètes. Son célèbre thriller religieux, *Da Vinci Code*, est fondé sur les fantasmes de l'antisémite français Pierre Plantard. Tout comme les auteurs qui ont popularisé les mythes de Plantard avant lui, Dan Brown alimente également les théories conspirationnistes, antisémites et antimaçoniques.

Ce thriller n'est guère plus qu'un récit d'aventures pour adolescents. On soupçonne le personnage principal, le professeur Robert Langdon, d'avoir assassiné le conservateur du musée du Louvre, Jacques Saunière. Ce dernier a laissé un message avant de mourir. Poursuivi par la police et en lutte contre l'Opus Dei (1), Robert Langdon, aidé par la cryptologiste Sophie Neveu, entame une longue quête pour découvrir la signification cachée du message de Saunières. Ils découvrent une société mystérieuse, le Prieuré de Sion, qui veille sur un trésor depuis environ 900 ans: le «Saint Graal», coupe dans laquelle Jésus est censé avoir bu lors de son dernier repas et dans laquelle on aurait recueilli son sang durant sa crucifixion. En fin de compte, après beaucoup de péripéties, Langdon et Neveu ne réussissent pas à trouver le Graal.

Le livre de Brown est un produit médiatique destiné à faire du fric. Plus de 10 millions d'exemplaires ont été vendus dans le monde, environ 200 000 aux Pays-Bas. Il sera bientôt adapté au cinéma (1 bis). Les lecteurs discutent de ce roman sur Internet et dans les cafés. Des hordes de touristes ont déjà visité les endroits décrits par Brown à Paris. L'industrie du tourisme gagne beaucoup d'argent avec des excursions spéciales centrées sur le *Da Vinci Code*.

Les descendants de Jésus

Les livres bâtis sur les théories du complot tournent toujours autour d'un pouvoir invisible et néfaste qui lutte contre le Bien. Ce genre littéraire mélange toutes sortes de demi-vérités avec des mensonges grossiers; il combine, de façon absurde, des événements historiques et imaginaires, et propage les interprétations les plus réactionnaires de ces événements. Le mythe de la conspiration exploite notre sentiment d'impuissance; il détourne notre attention des relations d'oppression quotidiennes et concrètes et les remplace par des pouvoirs imaginaires et mythiques. Au lieu de rendre les lecteurs plus «conscients» et de contribuer ainsi à les libérer, comme le prétendent souvent les auteurs conspirationnistes, ce type d'histoires crée un sentiment d'impuissance,

diminue la capacité de comprendre les situations sociales et politiques et limite ainsi la possibilité d'une lutte révolutionnaire sérieuse pour la libération de l'humanité.

Le canevas et les personnages du *Da Vinci Code* sont fictifs, nous dit Brown. Mais l'essence de l'histoire serait, d'après lui, fondée sur des «faits» censés avoir été dissimulés pendant des siècles par l'Eglise catholique, souligne l'auteur dans son livre et ses interviews. Le Prieuré de Sion existerait vraiment. Cette «société secrète» aurait été fondée en 1099 et aurait eu beaucoup d'influence dans des cercles de pouvoir et conserverait un grand «secret» sur l'origine du christianisme.

Que serait ce «secret» dissimulé depuis des siècles, selon Dan Brown ? Jésus aurait été marié avec Marie Madeleine, une prostituée. Jésus et Madeleine auraient eu des enfants. La dissimulation de la «vérité» à propos de Marie Madeleine est censée symboliser l'oppression des femmes dans l'Eglise catholique. Le Prieuré de Sion prônerait un christianisme meilleur, dans lequel le rôle de la mère serait présenté évidemment (faussetment, selon nous) comme libérateur. Après la crucifixion de Jésus, Marie Madeleine aurait fui jusqu'au sud de la France et y aurait vécu dans une communauté juive. Les enfants de Jésus auraient également eu des enfants, et leur descendance se serait de plus en plus élargie. Au V^e siècle, un descendant de Jésus aurait épousé quelqu'un «de sang royal français». Cela coïnciderait avec le commencement de la dynastie des Mérovingiens. Le mot «Gaal» viendrait de l'expression «sang royal». Le «Gaal» ne serait pas seulement un objet, mais aussi un symbole et un arbre généalogique. Le duc Godefroy de Bouillon serait l'un des descendants de Jésus. À la fin du XI^e siècle, il lança la première croisade, conquiert Jérusalem et en devint le roi. Dan Brown suggère ainsi qu'un descendant de Jésus aurait récupéré ce qui lui appartenait de plein droit. Car Jésus aurait été le «roi des Juifs». Vues sous cet angle, les croisades seraient parfaitement légitimes, au lieu d'être des entreprises combinant le vol, le meurtre et le pillage contre des «incroyants».

Puisque l'Eglise catholique se considère comme la seule héritière authentique de Jésus, ce genre de théories n'aurait jamais plu au Vatican. De plus, une conception plus libératrice du christianisme ne pouvait convenir à un Vatican dominé par des hommes. C'est pourquoi Rome aurait combattu cette version de l'histoire. Pour sauver «le secret» après sa mort, Geoffroy de Bouillon aurait fondé le Prieuré de Sion. Selon le roman, ses membres auraient conservé «le secret» de génération en génération.

Plus tard, des membres du Prieuré de Sion auraient appris que des documents prouvant la vérité de ce «secret» se trouvaient à Jérusalem, enterrés sous les ruines du temple d'Hérode, lui-même construit sur les ruines du temple de Salomon. Le Prieuré de Sion aurait alors créé un ordre militaire, les Chevaliers du temple, qui, tout en se présentant comme les protecteurs des pèlerins, auraient cherché à retrouver ces documents. Ils auraient réussi à mettre la main dessus ainsi que sur un trésor d'une valeur énorme, ce qui les aurait rendus beaucoup plus puissants au XIII^e siècle. Le Vatican n'aurait pas apprécié les

Templiers, et il aurait impitoyablement persécuté et assassiné ces hérétiques au début du XIV^e siècle.

Le Prieuré de Sion, cependant, aurait réussi à préserver les documents. Plus tard le Vatican et le Prieuré de Sion auraient conclu un accord secret: le Vatican n'attaquerait pas le Prieuré de Sion si ce dernier gardait secrets les documents sur le «Graal». Dans le roman de Dan Brown, Leonard de Vinci, Isaac Newton, Victor Hugo et Claude Debussy font partie des chefs – des «grands maîtres» – du Prieuré de Sion. Ces «grands maîtres» désirent encore révéler «le secret» au monde. Tels sont «les faits» exposés dans l'ouvrage Dan Brown.

Un charlatan

Les chrétiens ont violemment réagi contre l'idée que Jésus aurait été marié et qu'il aurait eu des relations sexuelles; quant aux historiens, ils ont critiqué Dan Brown parce que ses «faits» sont inexacts ou très invraisemblables. Mais, pour nous, les concepts de Dieu et de son fils divin Jésus relèvent aussi de la fiction. Toutes les religions sont d'abord et avant tout des idéologies oppressives. De plus, il est impossible de découvrir ce qui s'est exactement produit à une période aussi reculée. Les historiens ne devraient même pas perdre leur temps à essayer de découvrir si les «faits» de Dan Brown contiennent une part de vérité, parce que c'est précisément ce que les théoriciens du complot comme lui veulent que nous fassions. C'est la croyance même dans le rôle des conspirations qui doit être combattue. C'est ce mode de pensée, et l'analyse réactionnaire de la société qui la sous-tend, qu'il nous faut dénoncer. Dan Brown doit être critiqué parce qu'il pousse ses lecteurs à rejoindre les rangs des partisans de plus en plus nombreux des théories du complot.

Les «faits» de Dan Brown concernant l'existence du Prieuré de Sion, son influence politique et économique et sa lutte de pouvoir contre le Vatican proviennent directement des écrits du charlatan français Pierre Plantard, un antisémite et un adversaire acharné de la franc-maçonnerie qui était hanté par les théories du complot. Avant la Seconde Guerre mondiale, Plantard avait fondé Rénovation nationale française, groupuscule antijuif et antimaçonnique. En 1940, il envoya une lettre au maréchal Pétain, le chef du régime collaborateur de Vichy, pour l'avertir d'une «conspiration» des juifs et des francs-maçons. En 1942 et 1943, il diffusa gratuitement à six reprises un bulletin antisémite et antimaçonnique de 4 pages (*Vaincre – Pour une jeune chevalerie*) dans lequel il critiqua par exemple certains membres du gouvernement de Vichy parce qu'ils aidaient parfois des juifs. «Je veux que l'Allemagne de Hitler sache que chaque obstacle contre nos propres plans lui causera aussi des torts, parce que c'est la Résistance fondée par la franc-maçonnerie qui mine la puissance allemande» (2).

En 1956 Plantard fonda un petit club plutôt enfantin et stupide avec ses amis qu'il appela le Prieuré de Sion, d'après le nom d'une montagne voisine. Toutes les histoires qui circulent au sujet d'une puissante société secrète et pluri-centenaire qui s'appellerait le Prieuré de Sion proviennent uniquement de l'imagination de Pierre Plantard. Il s'est

accordé le titre de «grand maître» de son Prieuré, et a imaginé un arbre généalogique censé démontrer qu'il descendait des rois mérovingiens. En réalité, le plus ancien ancêtre connu de Pierre Plantard était un paysan qui cultivait des noix au XVI^e siècle (3). Selon André Bonhomme, un ami de Pierre Plantard qui présida leur petit club, Plantard a toujours fantasmé beaucoup (4). En d'autres termes, le Prieuré de Dan Brown n'a jamais existé.

Fantasmes

Les inventions de Pierre Plantard ont si souvent été reprises par des écrivains, des «chercheurs» et des réalisateurs de documentaires que, aux yeux de beaucoup de gens, elles paraissent tout simplement authentiques. De célèbres «experts» en matière de théories du complot, comme, par exemple, Jim Marrs (5) et David Icke (6), se sont beaucoup intéressés aux fantasmes de Pierre Plantard. Dan Brown indique que le *Da Vinci Code* est en grande partie fondé sur *L'Enigme sacrée*, ouvrage écrit en 1982 par les «chercheurs» Michael Baigent, Henry Lincoln et Richard Leigh. «Un livre indispensable pour tous les fans du *Da Vinci Code*», proclame la quatrième de couverture d'une réimpression de 2004. Les acheteurs de ce livre reçoivent un bon de réduction pour acquérir le *Da Vinci Code*. Le «généalogiste» écossais Laurence Gardner a récemment édité *The Bloodline of the Holy Grail* (La piste sanglante du Saint Graal): cette suite de *L'Enigme sacrée* serait elle aussi incontournable pour les fans du *Da Vinci Code*. «Gardner reprend le fil de l'histoire là où les autres l'ont abandonné», annonce la quatrième de couverture. Toujours la même rengaine.

L'Enigme sacrée prétend prouver l'existence du Prieuré de Sion depuis 1099. En réalité il est complètement fondé sur l'imagination des auteurs. Cela ne pose aucun problème aux prétendus «experts» antisémites en matière de théories du complot comme Peter Edel, qui se sentent fortement attirés par ce livre. Puisqu'on ne peut pas déterminer exactement ce qui s'est vraiment produit, le livre a une chance d'être fondé sur la vérité, écrit par exemple Edel (7). Selon les trois auteurs de *L'Enigme sacrée*, *Les Protocoles des Sages de Sion* pourraient finalement être «la preuve la plus convaincante de l'existence réelle de Prieuré de Sion». En réalité les *Protocoles* sont une invention antisémite d'un «complot» juif et cet ouvrage [écrit par la police tsariste, *NdT*] a également inspiré les nazis. Cependant, Baigent, Lincoln et Leigh affirment que les *Protocoles* ne sont pas une invention, mais un faux fondé sur un texte authentique plus ancien. Ce texte n'aurait «rien à voir avec les juifs ni avec "une conspiration juive internationale"», mais proviendrait «des cercles maçonniques ou d'une société secrète semblable dont le nom contient le mot "Sion"», écrivent nos trois charlatans. Le texte original «a très bien pu contenir un programme pour s'emparer du pouvoir, infiltrer la franc-maçonnerie et contrôler les institutions sociales, politiques et économiques» (8). Même si cette hypothèse délirante et absurde ne vise pas les juifs, cette théorie du complot reste dangereuse.

Le roi prêtre

Selon les trois auteurs, le Prieuré de Sion «exerce son influence sur des événements internationaux importants et joue également un rôle dans la politique intérieure de certains pays européens». Le Prieuré serait impliqué «dans des événements importants de l'histoire occidentale». Le but du Prieuré de Sion serait «de faire revenir au pouvoir la dynastie des Mérovingiens et leurs descendants, non seulement en France, mais également dans d'autres pays». Cela serait «justifié» parce que les descendants de ces rois auraient également du «sang royal» de Jésus qui coulerait dans leurs veines et seraient donc les héritiers légitimes du trône. «Plusieurs familles descendant des rois mérovingiens ont, dans le passé, été politiquement très actives et cherché à obtenir le pouvoir. Cela semble également être vrai pour le Prieuré de Sion et certains de ses grands maîtres», écrivent les auteurs. «Il n'y a aucune raison de supposer que la politique soit aujourd'hui moins importante pour le Prieuré de Sion et les familles des descendants des Mérovingiens. Tout nous incite à penser que le Prieuré de Sion souhaite un rapprochement entre l'Eglise et l'Etat, entre les domaines spirituel et séculier, sacré et terrestre, politique et religieux.» Dans beaucoup de documents, le Prieuré de Sion assure que le nouveau roi, selon la tradition mérovingienne, règnera mais «n'administrera pas». Il sera le «roi prêtre» dans une «théocratie des Etats-Unis d'Europe», une espèce de «système féodal du XX^e siècle». Le Prieuré de Sion s'occupera de «l'administration réelle».

Nos trois «experts» prennent très au sérieux les fantasmes de Pierre Plantard sur le Prieuré de Sion. «Nous savons que le Prieuré n'est pas un groupe loufoque. Il dispose de beaucoup d'argent et des personnes occupant des positions influentes dans la politique, l'économie, les médias et les arts appartiennent à cette organisation ou éprouvent de la sympathie pour elle. Le nombre d'adhérents a quadruplé depuis 1956, comme s'ils étaient en train de préparer quelque chose. Pierre Plantard nous a expliqué que son ordre et lui-même travaillent selon un timing plutôt précis. Nous savons également que le Prieuré de Sion a laissé circuler certaines informations depuis 1956. Il les a distillées au compte-gouttes, juste assez pour susciter la curiosité des gens et leur suggérer des perspectives intéressantes. Le temps semble mûr pour que le Prieuré de Sion dévoile ses cartes. Les systèmes et les idéologies politiques, qui semblaient si prometteurs au début du XX^e siècle, ont tous plus ou moins fait faillite. Le communisme, le fascisme, le capitalisme et la démocratie occidentale ont tous trahi leurs promesses, déçu leurs partisans et les rêves qu'ils invoquaient, et n'ont pas tenu leurs engagements» (8). Selon les auteurs, il existe donc «un besoin renouvelé de quelque chose de sacré», d'«un vrai chef». «Pas un Führer, mais une figure sage et aimable, un roi prêtre à qui l'humanité pourra faire confiance.» Le Prieuré de Sion n'était que l'expression des fantasmes d'omnipotence de Pierre Plantard, décédé en l'an 2000. Mais malheureusement les mythes antisémites et antimaçonniques ont la peau dure.

Harry Westerink

Notes

1. Cf. «Opus Dei: roomser dan de paus», Harry Westerink, Fabel Archive.

1 bis. Cet article a été écrit en automne 2004 et les chiffres sont donc certainement supérieurs aujourd'hui. Depuis, le *Da Vinci Code* a fait l'objet d'un film de Ron Howard avec Tom Hanks et Audrey Toutou. Quant au livre traduit par Daniel Roche on le trouve désormais en poche aux éditions Press Pocket. (NPNF)

2. Cf. «Pierre Plantard and the Priory of Sion chronology», Paul Smith. Sur le site internet de Paul Smith: Priority of Sion Archives.

3. «De Tombe van God», Peter Burger. Sur le site internet Skepsis.

4. Cf. «The real historical origin of the Priory of Sion», Paul Smith.

5. «Regeren vanuit het duister», Jim Marrs, 2001.

6. On trouvera davantage d'informations sur Icke dans: «“Samenzweringsdeskundige” blijkt antisemiet», Eric Krebbers, Fabel Archive.

7. «Het labyrint van Peter Edel, deel 3: Vrijmetselarij», Peter Zegers, Fabel Archive.

8. *L'Enigme sacrée*, Michael Baigent, Richard Leigh et Henry Lincoln, 1982. (Ce livre a été traduit en français en poche aux Editions J'ai lu, suite au succès du *Da Vinci Code*. Les citations incluses dans l'article ci-dessus proviennent de la version néerlandaise, et ont été traduites en anglais, puis... en français ! *NdT*.)

De Fabel van de illegaal n° 67, automne 2004

Résistances irakiennes contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme

(ouvrage coordonné par Nicolas Dessaux) - Editions L'échappée
(www.lechappee.org) - 172 pages, 10 €

A travers les interviews de neuf militantes et militants, ce petit livre très vivant nous fait découvrir le quotidien des travailleurs, des chômeurs, des femmes et des étudiants en Irak. L'échantillon choisi est assez varié puisqu'il compte cinq hommes et quatre femmes, des militants de «l'extérieur» (réfugiés politiques en Australie et au Royaume uni) et des militants de «l'intérieur», des dirigeants et des «cadres» intermédiaires du Parti, etc. Au niveau géographique aussi, puisque nous apprenons ce qui se passe (ou s'est passé) au cours des vingt dernières années, au Kurdistan comme à Bassora et à Bagdad.

Malgré leur richesse, ces interviews laissent cependant de nombreuses questions ouvertes: quelle est l'influence exacte du Parti communiste-ouvrier d'Irak, du Syndicat des chômeurs et de la Fédération des conseils ouvriers (1) ? Qu'étaient exactement les «shura» en 1991: des organes de double pouvoir dans les entreprises comme dans les quartiers ? de «simples» comités de lutte locaux ou des embryons de conseils municipaux élargis ? Que sont précisément les «conseils ouvriers» actuels: des petits syndicats, des commissions de travailleurs aux pouvoirs limités, des comités d'entreprise qui cogèrent, ou des comités d'usine comme pendant la révolution de 1917 ? Que veut dire exactement le PCOI quand il affirme qu'il veut «prendre le pouvoir» avec le maximum de forces laïques et démocratiques, y compris des partis nationalistes ou musulmans ? Veut-il un nouveau Front populaire, voire un gouvernement d'union nationale «progressiste» ? Ou reprend-il, sans le dire, la vieille idée léniniste de la «dictature démocratique des ouvriers et des paysans» (avant février 1917) en la modernisant un peu ? En clair, une république démocratique fondée sur l'alliance entre, d'un côté, les partis de gauche représentant les couches les plus exploitées et, de l'autre, les partis religieux laïques et nationalistes représentant les paysans, les petits commerçants mais aussi la masse des sans réserves ?

On ne peut que soutenir le formidable et nécessaire combat pour la laïcité, pour les droits des femmes et tous les droits démocratiques que mène le Parti communiste ouvrier d'Irak. Cependant, on ne voit pas bien quelles perspectives il peut avoir dans la situation actuelle:

– «créer une société civile» demanderait des dizaines d'années, la fin de la guerre civile et une séparation radicale entre les structures religieuses et la vie politique;

– faire une révolution socialiste semble peu probable, vu l'occupation américano-britannique, la proximité d'une théocratie dictatoriale et d'une puissance militaire comme l'Iran, mais aussi le

rapport de forces actuel entre le PCOI et les autres forces religieuses et politiques.

Sans compter le taux de chômage vertigineux (75%), et tous les problèmes quotidiens de survie: l'accès à l'eau, à l'électricité, aux soins, au logement, à l'éducation, la quête de nourriture (sortir dans la rue pour faire son marché à Bagdad signifie jouer à la roulette russe: entre les risques de viol et d'enlèvement pour les femmes, la «bavure» policière ou militaire, et la bombe qui explose à quelques mètres de soi, on n'a que l'embarras du choix pour mourir).

Autre sujet de perplexité pour le lecteur: tous les militants et militantes interviewés semblent considérer que les divisions territoriales, «ethniques» et religieuses seraient artificielles ou secondaires et que seules les manipulations du régime de Saddam hier, des Américano-britanniques et du gouvernement irakien aujourd'hui les exacerberaient. On aimerait sur ce sujet moins d'affirmations péremptoires et plus de témoignages concrets pour comprendre le poids exact des religions (et avant tout de l'islam), des traditions, des structures familiales, «ethniques», «tribales», etc.

Enfin, dernier problème: comment le PCOI fera-t-il face à ses adversaires baasistes reconvertis en «démocrates», aux islamistes, aux nationalistes, aux politiciens qui jouent sur les divisions territoriales «ethniques» ou religieuses, lorsque les troupes américano-britanniques, se retireront d'une partie ou de la totalité du territoire irakien? On a l'impression que ce parti a engagé une véritable course contre la montre, et l'on ne voit pas bien comment il pourrait en sortir vainqueur – ni ce qu'il pourrait résulter de son hypothétique victoire.

Autant de questions auxquelles ce petit livre ne répond pas, ou de façon très insatisfaisante. Cet ouvrage est néanmoins passionnant grâce à l'enthousiasme des personnes interviewées et émouvant grâce aux cruels destins qu'il nous fait découvrir. Il nous offre une perspective politique, des analyses radicalement différentes de l'indigeste bouillie crypto-stalinienne que nous propose l'extrême gauche qui apporte un soutien acritique et criminel à la pseudo-«Résistance» irakienne. Cet ouvrage nous fait connaître – en chair et en os en quelque sorte – des militantes et militants courageux, prêts à prendre tous les risques pour leurs idées (plusieurs d'entre eux ont passé de longues années en prison et ont été torturés; tous sont menacés de mort en permanence). Un livre indispensable qui, espérons-le, sera suivi d'une suite aussi riche en informations et analyses, afin de mieux pouvoir comprendre et soutenir le combat des «communistes-ouvriers» d'Irak. (Y.C.)

1. A notre avis il vaudrait mieux traduire «workers councils» en français par commissions d'entreprise que par conseils ouvriers, terme qui prête à confusion.

Pour contacter l'association Solidarité Irak on peut écrire à

Solidarité Irak 99 rue du Molinel – 59 000 Lille
ou à contact@solidariteirak.org

A droite toute, Eric Dupin, Fayard, 2007

Le livre d'Eric Dupin est très construit, documenté, avec des références multiples, livres et articles variés, à la fois centrés sur la France, quelques références sur l'Europe et surtout avec une méthode comparative entre France, Angleterre et Etats-Unis sur chaque thème traité. Construction en trois grandes parties. Après un rappel fouillé sur l'histoire des droites en France, et les nuances entre Baladur, Chirac et Sarkozy, la deuxième grande partie traite de l'analyse des modifications sur les principaux fronts de classe, des rapports idéologiques, du naturalisme social, de la réactivation du religieux, des conséquences de la révolution «néolibérale», de la place de l'«identité nationale» en France en lien avec l'Europe et la mondialisation.

Le chapitre 9 sur «l'unificateur Sarkozy» synthétise la place et le rôle de Sarkozy sur l'échiquier politique idéologique à droite, prépositionné pour la conquête du pouvoir présidentiel. Alors que le chapitre «Une gauche droitisée, de plus en plus imprégnée par les valeurs conservatrices» est considéré «pour sa part campant timidement sur la défensive».

L'introduction nous incite à réfléchir sur quelques thématiques très ciblées, expliquant et décrivant le malaise de la société française depuis 20 ans environ et sur la capacité de la droite «sous la présidence Sarkozy, elle aurait une chance historique de remodeler la société selon les normes de la mondialisation libérale». «Les équilibres idéologiques penchent plutôt à droite. Le climat de peur et de défiance sociale n'est pas générateur de progressisme. La droite peut, plus naturellement que la gauche, profiter de la demande d'ordre et de protection.»

«Sarkozy a longtemps ignoré les appels à la prudence de ceux qui le dissuadaient de recourir à un vocabulaire violent et anxiogène car la rupture lui a permis d'envoyer plusieurs signaux à l'électorat.» «Ce slogan est destiné à prendre appui sur le désir de nouveauté (...) il s'agit d'en finir avec les rigidités et les archaïsmes d'un modèle social français impitoyablement brocardé.» «C'est le changement qui nous protégera, c'est l'immobilisme qui est destructeur.» Phrase de Sarkozy très proche d'une autre phrase de François Chérèque de la CFDT: «C'est l'immobilisme qui tue.»

«Avec un virage social national, Sarkozy propose un point d'équilibre «entre les orientations libérales et les prudences sociales.» Sarkozy tente de marier l'eau et le feu.

«Au lieu de vouloir desserrer les contraintes extérieures, il faudrait plutôt être capable de réformer l'Etat, de diminuer les dépenses collectives et les excès de la redistribution, de récompenser le mérite.» Ces envolées «sociales» ne lui interdisent pas de continuer de pester contre l'«assistanat» et l'«égalitarisme» en répétant sans se lasser que

l'essentiel est de «travailler plus pour gagner plus». Toute sa philosophie tient en une phrase: «L'argent n'est que la récompense légitime d'un surcroît de travail ou d'une prise de risques.» Sarkozy sait bien qu'il ne peut être élu en étant ouvertement un candidat libéral et atlantiste.»

Donc il ruse et manœuvre selon les situations et les bons coups.

«Sous sa présidence, le Premier ministre serait ravalé au rang de simple coordinateur d'un commando de 15 ministres.»

Le livre d'Eric Dupin constitue une remarquable synthèse des cibles et problèmes posés à la droite comme à la gauche. Sans aucun doute il répond aux diverses interrogations d'un lecteur curieux de comprendre les positionnements idéologiques et politiques des forces et partis en présence. Il est étonnant de constater que les premières décisions de Sarkozy correspondent aux quelques priorités et démarches envisagées, dans ce livre publié six mois avant les élections. Mais Sarkozy n'avait-il pas déclaré et répété qu'il ferait ce qu'il disait ? Jusqu'où et jusqu'à quand ? Par contre sont laissés dans l'ombre les questions de conflictualité sociale ou de résistance qui, d'une manière ou d'une autre, s'exprimeront avec ou sans les appareils syndicaux et politiques dans la rue, dans les entreprises et dans les grèves. Avec les jeunes sur les questions de l'emploi, de l'éducation, des contrats de travail ou de la sécurité. Les enjeux économiques et politiques internationaux ne sont traités qu'à travers le prisme des Etats-Unis ou de l'Europe, rien sur la Chine, l'Afrique, l'Asie, les questions stratégiques, énergétiques, diplomatiques et militaires, questions aussi absentes dans *Libre* de Sarkozy.

C.B.

Michel Naumann: *M. N. ROY (1887-1954): un révolutionnaire indien et la question de l'universel*, L'Harmattan, 2007

Qui connaît aujourd'hui Manabendra Nath Roy ? Bien peu de monde assurément, et c'est tout l'intérêt du livre de Michel Naumann. Si vous jetez un œil sur la quatrième de couverture de cet ouvrage, vous y lirez ceci: «M. N. Roy fut, avec Gandhi, l'homme politique le plus remarquable de l'Inde.» Gandhi: le nom est lâché. Car pour nombre d'entre nous, l'Inde de la première moitié du XX^e siècle se résume à la figure, à la personnalité d'un petit homme décharné, apôtre de la non-violence: le Mahatma Gandhi. Au point d'en oublier que Gandhi ne fut que l'un des chefs de file de l'anticolonialisme indien et que, du point de vue social, il était profondément conservateur, ne remettant jamais en question l'existence des castes.

Il en va tout autrement avec Manabendra Nath Roy, né au Bengale en 1887, un des hauts lieux de la résistance indienne à la colonisation britannique. Une colonisation semblable à tant d'autres: violente, humiliante, assassine. A peine sorti de l'adolescence, Roy s'investit dans le mouvement nationaliste, multiplie les coups de main pour le financer, s'évertue à l'unifier. Mais l'insurrection, pour réussir, a besoin d'armes. Nous sommes au début de la Première Guerre mondiale et l'Allemagne est toute prête à aider une rébellion armée antibritannique. Roy, dont le calme et la plume sont appréciés, est désigné pour mener à bien les négociations. Echappant à la police et à la répression, le voici qui entame un long périple: Chine, Indonésie, Japon, Etats-Unis, Mexique...

C'est durant ce périple que le jeune nationaliste découvre le socialisme révolutionnaire, celui de Marx comme celui de Zapata, celui des anarcho-syndicalistes, et se détache de la diaspora indienne, nationaliste, conservatrice et puritaine qui, au nom de la lutte antibritannique, vit grassement de l'argent allemand. Le nationaliste devient marxiste, se proclame athée. Voyageant sous une fausse identité, il gagne le Vieux Continent, parcourt l'Italie, l'Allemagne, découvre la pensée de Gramsci, participe à la révolution allemande. La défaite de celle-ci, sa liquidation par la social-démocratie lui fait tirer au moins deux leçons: seule la révolution victorieuse des peuples coloniaux est à même de provoquer des révolutions victorieuses dans les pays occidentaux; dans le combat anti-impérialiste, les révolutionnaires ne doivent pas se mettre à la remorque des nationalistes bourgeois. Même si ses idées heurtent certaines convictions au sein de l'appareil bolchevik, cela ne l'empêche pas de devenir l'une des figures de l'Internationale communiste pour l'Asie.

Révolutionnaire professionnel, clandestin la plupart du temps, il poursuit son périple et suit de près la révolution chinoise, révolution

chaotique marquée par les rivalités internes au sein du communisme chinois et la violence des relations avec les nationalistes de Tchang Kai Tchek.

De retour dans un Moscou tombé sous le contrôle de Staline, il est pris dans les débats mettant aux prises Staline, Boukharine, Zinoviev et même Trotsky, déjà en exil intérieur. Le premier impose ses thèses: les sociaux-démocrates, baptisés sociaux-fascistes sont des ennemis à abattre; la révolution mondiale est imminente, c'est aux communistes de la mener tambour battant en construisant des organisations fortes et disciplinées. Pour Roy, fatigué et éprouvé physiquement, cette stratégie est absolument inadaptée, notamment en Inde où le mouvement ouvrier est numériquement faible: là, les communistes ont besoin de nouer des alliances avec les nationalistes s'ils ne veulent pas être marginalisés. Mais l'Union soviétique stalinisée se prête mal aux débats d'idées; l'heure est à l'anathème, à l'excommunication: «Le parti devint une machinerie occulte, centralisée et hiérarchisée, déclarée infaillible et dotée de pouvoirs absolus qui se substituèrent à la conscience de la classe ouvrière et à la démocratie.»

Ecarté de la direction de l'Internationale communiste, se sentant menacé, Roy gagne l'Europe occidentale et très rapidement, remet enfin les pieds sur sa terre natale où il entame, selon Michel Naumann, un «surprenant travail de régénération de la gauche indienne». Auteur prolifique, il publie des livres, édite un journal clandestin et fonde le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière indienne. Il rencontre Nehru, membre du Parti du Congrès, joue un grand rôle dans l'acceptation par le parti de Gandhi d'une «charte de droits fondamentaux à coloration socialiste», et essaie d'organiser la classe ouvrière de Bombay.

Mais en 1931, la police britannique met enfin la main sur cet agitateur aux cent noms. Quand il ressort de prison, en 1936, le Komintern a changé d'option: c'est le temps du Front populaire, de l'alliance avec les réformistes. Roy se jette de nouveau dans la bataille, animant la Ligue des congressistes de gauche au sein d'un Parti du Congrès miné par les divisions. Des divisions qui s'accroissent au moment de la Seconde Guerre mondiale quand une partie des nationalistes indiens opta pour un rapprochement avec les nazis afin d'abattre la domination anglaise. Cela révoltait Roy: anti-impérialiste, il l'était, mais nationaliste, non. De même, alors que l'indépendance apparaissait comme inéluctable, il jugeait que seuls les syndicats, en regroupant les travailleurs de toutes confessions, étaient en mesure d'éviter que ne se multiplient les conflits entre musulmans et hindous, d'éviter, en somme, que l'Inde accédant à l'indépendance ne sombre dans la guerre civile et le chaos. Il n'en fut rien. Les élites hindoues étaient favorables à l'unité du pays, mais méprisaient les élites musulmanes; ces dernières n'attendaient qu'une chose: que l'ancienne puissance coloniale autorise la sécession. L'Angleterre choisit de dépecer son ancien Empire: le Pakistan voit le jour. Sur les routes, musulmans en terre hindoue et hindous en terre musulmane se croisent. Ce double exode, marqué par la violence, fait plus de 500 000 morts. Les idées fédéralistes défendues par Roy sont de peu de poids face au fanatisme religieux des uns, au racisme, aux

stratégies des politiciens rivaux au sein du mouvement national. Épuisé par tant d'années de luttes et de combats perdus, Manabendra Roy renoue, dans les dernières années de sa vie, avec la philosophie, questionne la science, bouscule, dans la lignée d'un Gramsci, le marxisme orthodoxe qui, obnubilé par les questions économiques, fait peu de cas des questions culturelles. Cela amène aussi à considérer de façon moins lapidaire la philosophie de Rabîndranâth Tagore. Tout cela ne pouvait que déplaire à nombre de ses anciens compagnons de lutte.

Avec cet ouvrage, Michel Naumann nous offre une biographie passionnante d'un inconnu qui ne mérite pas de l'être. Roy, intellectuel atypique, militant laïc en terre mystique, marxiste humaniste et critique... Victor Serge, qui l'a croisé, ne dit pas grand bien de lui dans ses mémoires, ne voyant en lui qu'un stalinien orthodoxe, qu'un bureaucrate de l'Internationale communiste. Ironie de l'histoire, ces deux hommes ont eu une fin quelque peu similaire: tous deux questionnèrent le marxisme, plaidèrent pour un nouvel humanisme et moururent avec l'étiquette infamante de «renégat».

Patsy

Extrait de «Le Monde comme il va» émission sur Alternantes.
Contact: patsy.cht@wanadoo.fr ou Alternantes FM 19 rue de Nancy BP 31605 44316 Nantes cedex 03

La falsification minable de *L'Universaliste*

Réponse à un faussaire sectaire dont la prose sévit sur Internet

«Yves Coleman, le responsable de Ni patrie ni frontières, la revue précitée, durant la grande manif du 15 février 2003 pour la paix, s'est avisé de diffuser un tract qui visait au premier chef Saddam, le sous-fifre et faire-valoir de l'impérialisme U.S. aujourd'hui tombé en disgrâce. Pour une fois qu'une unanimité se dégagait sur la cause principale du mal, ce n'était peut-être pas très habile: toute la grande presse nous gava des atrocités de Saddam en passant sous silence ceux qui l'ont porté au pouvoir. Coleman, qui s'est fait méchamment apostropher, observe que la plupart de ses contradicteurs "étaient d'origine maghrébine, moyenne ou proche-orientale" (dans l'article «Un bain de haine chauvine», Ni patrie ni frontières n°3, récit de la manif antiguerre du 15 février 2003 à Paris, NDLR, p. 118) et décrit la tonalité "raciste ou raciale" des attaques dont il fut l'objet: la xénophobie semble ici bien partagée: islamophobie pour les uns, judéophobie pour d'autres. Mais, est-il très glorieux de critiquer le caractère primaire de ceux que le système exploite et abrutit honteusement? Mieux vaut éviter de mêler sa voix à celles des loups: "Le pharisien capitaliste dénonce lui-même la bestialité qu'il a créée, qu'il éternise et exploite" écrivait déjà Marx (Le Capital, livre I, chapitre XV).».

L'Universaliste

Voilà les lignes pleines de fiel que déversait *L'Universaliste* en juin 2003, dans un texte mensonger et calomniateur repris sur a-infos et donc diffusé aux quatre (petits) coins de la cyberplanète anarchiste et libertaire. Puis régulièrement repris par des mous du bulbe sur Indymedia.

Je n'avais pas jugé utile de répondre à l'époque, tant l'accusation de xénophobie et d'islamophobie, c'est-à-dire de racisme «anti-arabe» (car on sait que le fait de critiquer l'islam et d'être athée est fallacieusement assimilé aujourd'hui au racisme) me semblait ridicule.

De plus, l'auteur se montrait dans sa polémique particulièrement méprisant vis-à-vis de mes contradicteurs dont il ignore tout, puisqu'il n'était pas présent, mais sur lequel il se permet d'émettre des jugements péremptifs. J'ignore la profession de mes interlocuteurs, mais vu leur technique et leurs arguments ils ressemblaient plus à des sbires stipendiés de l'ambassade d'Irak – les mêmes qui, lors d'une autre manifestation antiguerre, brandissaient des portraits de Saddam

Hussein devant des gauchistes et des libertaires silencieux – ou à des militants politiques aguerris qu'à des prolétaires «abrutis» par le Capital.

De toute façon, le Capital n'«abrutit» pas que les prolétaires, à lire la prose de *L'Universaliste*...

J'aurais sans doute laissé cette affaire sans suite, tant le fait de répondre à ce type de polémique coûte d'énergie inutile vu la mauvaise foi de mon «contradicteur», mais l'auteur de cet article est venu me chatouiller les moustaches en m'écrivant le 10 mai 2006 le petit mot suivant (j'ai enlevé son nom car j'ignore s'il souhaite être connu):

Lettre de *L'Universaliste*

Dans toutes les critiques que j'ai adressées à ta personne, à celle de ton ami Fargette et plus généralement à «Sans patrie, ni frontières», il n'y a pas plus de diffamation que de falsification. Je n'ignore pas que vos thèses rencontrent un certain écho dans le milieu de la gauche radicale. Raison de plus pour les dénoncer car si vos positions sont peut-être tolérables du point de vue de la gauche caviar ou stalinienne, je les trouve inadmissibles du point de vue de militants qui prétendent appartenir à la gauche radicale. A ce titre, j'estime qu'elles doivent être combattues sans faiblesse. C'est ce que je fais et continuerai de faire. Par ailleurs, tu as de la chance que je ne sois pas du genre procédurier car tu m'as traité de falsificateur, donc de faussaire, et ça c'est une vraie diffamation. Avec mes meilleurs souvenirs relatifs à un militant que j'ai connu, qui concentrait de nombreuses qualités, au niveau intellectuel, spirituel, de l'enthousiasme encore... et qui a bien changé...

L'Universaliste

Réponse de Ni patrie ni frontières

Monsieur,

Je constate que votre lettre ne constitue qu'un tissu d'affirmations inexactes, comme votre texte précédent d'ailleurs

1) *Sans patrie ni frontières* est un livre écrit par un stalinien douteux du nom de Jan Valtin.

Ni patrie ni frontières est la revue à laquelle je participe.

Première erreur qui augure mal de la suite de votre courrier.

2) «vos thèses rencontrent un certain écho dans le milieu de la gauche radicale», écrivez-vous.

Merci pour le «certain écho», mais cet écho est assez limité, du moins si j'en crois les chiffres de vente de *Ni patrie ni frontières* (environ 70 exemplaires payants par numéro au minimum et 140 au maximum). De plus, le «vos» faisant allusion à Guy Fargette et moi indique que vous êtes visiblement mal informé et surtout malintentionné.

Guy Fargette n'est pas un collaborateur de *Ni patrie ni frontières*, donc il n'y a pas de «vous» qui tienne – en dehors de nos liens d'amitié. Mais, que je sache, l'amitié n'entraîne pas forcément une identité de vues politiques, sauf dans les partis staliniens et dans certains groupuscules dont vous et moi avons fait partie, et dont j'ai été exclu, il y a plus de 30 ans pour ma part.

Ni patrie ni frontières a reproduit des textes de Guy Fargette dans les numéros 2, 3, et 4. Cette revue reproduit des textes CONTRADICTOIRES, exprimant des points de vue OPPOSES, et à propos desquels *Ni patrie ni frontières* n'exprime pas toujours systématiquement tous ses désaccords. Par exemple des articles d'anarchistes pacifistes, des textes de Trotsky, d'ultragauches de différentes tendances, des Partis communiste ouvrier d'Irak et d'Iran, de l'AWL, des courants de la LCR ou de LO, etc.

Je comprends que l'idée d'une revue non partisane et non sectaire vous choque. Je constate que vous êtes toujours englué dans votre éducation politique passée et n'admettez que l'existence d'une seule ligne politique dans une revue... Curieux «universalisme» que celui dont vous réclamez: celui de la marche au pas derrière un Général Idéologique – vous-même. Rassurez-vous, vous êtes en bonne compagnie, beaucoup de «cadres» et de dirigeants de groupes d'ultra ou d'extrême gauche ont les mêmes schémas mentaux que vous. Ils croient détenir la Vérité et se cachent derrière des citations de Marx, Trotsky ou Bordiga pour éviter de penser par eux-mêmes. Et quand, dans ces groupes, un militant de base essaie de remettre en cause une partie du dogme, ces gens-là utilisent les mêmes procédés que vous: discréditer personnellement leurs interlocuteurs (ici l'accusation de racisme) et falsifier leurs propos (ici votre découpage malhonnête d'une phrase).

Dans le numéro 4 de *Ni patrie ni frontières* daté de juin-septembre 2003, j'ai indiqué une partie de mes réserves vis-à-vis des hypothèses qu'avancait Guy Fargette. Or, vous n'en faites aucune mention. Peut-être n'aviez-vous pas lu ce deuxième texte au moment où vous avez rédigé votre article. Je l'ignore et – pour vous dire la vérité – je m'en tamponne le coquillard, tant il est évident que vous ne souhaitez pas discuter des idées des uns et des autres, mais uniquement discréditer des personnes par une série d'amalgames fantaisistes (Huntington=Fargette=Coleman=racistes).

Réfuter ces trois amalgames l'un après l'autre mobiliserait une énergie gigantesque et inutile. En effet, elle ne déboucherait pas sur une meilleure compréhension des questions évoquées dans les deux articles de Guy Fargette sur les problèmes posés par Huntington, vu votre état d'esprit et vos accusations absurdes et infondées.

Je n'ai pas à répondre à la place de Guy Fargette. Tout ce que je peux dire, c'est que vous déformez ses positions et ses hypothèses en vue de régler je ne sais quels comptes mystérieux et de le discréditer, pour inciter le lecteur à ne pas se poser de questions. Vos accusations sont totalement invraisemblables, comme peuvent le constater les lecteurs à la lecture des textes publiés dans *Ni patrie ni frontières* n°3 et 4, textes qui ne prétendaient pas épuiser la discussion, seulement lancer quelques pistes de réflexion sur des sujets complexes.

3) «Par ailleurs, tu as de la chance que je ne sois pas du genre procédurier car tu m'as traité de falsificateur, donc de faussaire, et ça c'est une vraie diffamation», écrivez-vous.

Que vous ne compreniez pas le caractère pluraliste de la revue, que vous soyez en désaccord avec tel ou tel article, voire avec tous, c'est

vous droit le plus strict et ce pourrait même se révéler très salubre dans le climat d'atonie actuelle, si vos critiques visaient à engager un dialogue, à dissiper des malentendus, à proposer de nouvelles hypothèses, à remettre en cause le ronron gauchiste, altermondialiste ou post-stalinien que l'on entend dans les milieux qui se piquent de radicalisme.

Par contre, ce qui est inadmissible c'est que vous ayez découpé sciemment un bout de phrase d'un article et omis délibérément de citer la suite, dans le but de me faire dire le contraire de ce que je pense. En effet, dans ce texte, j'expliquais que, vu mon apparence physique, (je suis métis, «descendant d'esclaves» qui plus est – comme il est «chic» de le proclamer désormais), j'ai souvent été pris pour quelqu'un d'origine soit antillaise, sud-américaine, africaine, nord-africaine, proche ou moyen-orientale, suivant les fantasmes d'empathie ou d'antipathie de mes interlocuteurs.

A propos de la manifestation antiguerre du 15 mars 2003 j'évoquais le fait que mon apparence physique avait fait penser à mes «contradictifs» qui se disaient eux-mêmes (sans que je le leur demande, élément aussi que vous dissimulez aussi sciemment pour les besoins de votre «démonstration») Tunisiens, Irakiens, etc., que j'étais un traître à la «nation arabe», puisque selon eux j'étais un Arabe vendu aux «Blancs» (pour simplifier, un «harki» en quelque sorte ?). L'intertitre s'intitulait d'ailleurs «Une politique du faciès ?», ce qui indiquait bien l'objectif visé, exactement à l'opposé des positions que vous me prêtez.

Vous avez gommé toutes ces explications «contextuelles» (comme dirait Tariq Ramadan) qui figuraient pourtant clairement dans l'article que vous citez de façon tronquée, et vous avez découpé la citation de façon à me faire passer pour un raciste anti-Arabs.

En cela, vous êtes, monsieur, un minable falsificateur, un faussaire d'autant plus impardonnable que vous me connaissez.

Vous agissez comme d'autres individus qui se prétendent «antiracistes» et «antisionistes» et qui sur Indymedia m'«accusent» (car pour eux c'est une accusation) d'être «Juif», «Blanc» et «Européen». Or il se trouve que ces trois «identités» ne me caractérisent absolument pas. De plus, pour moi, elles n'ont aucune valeur en elles-mêmes – nous sommes d'abord et avant tout des êtres humains. Enfin elles ne sauraient constituer des insultes. Je suis en effet, par mes origines familiales multiples, par mes expériences personnelles et par mes idées, un vrai «universaliste», pas comme vous, monsieur, un sectaire et un faussaire.

C'est pour cette raison, monsieur, que vous ne méritez pas le tutoiement que je réserve à mes amis et pas aux falsificateurs minables de votre espèce.

Y.C.

ANNEXE:

LES PREUVES DU FAUX QUE VOUS AVEZ FABRIQUE

«La plupart de mes contradicteurs étaient d'origine maghrébine, moyen ou proche-orientale», avez-vous cité dans votre article mais pas la suite de la phrase qui disait «comme ils me l'ont précisé au cours de la «discussion. «Ils m'apostrophaient en me lançant: "T'es de quel pays, toi? T'es pas Français", comme s'il fallait être Irakien ou ressembler physiquement à un Irakien (porter la moustache ?) pour avoir le droit de condamner la dictature sanguinaire de Saddam Hussein.»

Et vous avez omis aussi la note qui indiquait d'où je parlais puisque désormais le monde est divisé entre «Blancs» et «non-Blancs» pour certains. Note que voici:

«Sur le coup, je n'ai pas compris, mais ensuite je me suis souvenu d'incidents multiples qui me sont arrivés lorsque je travaillais à l'aéroport d'Orly puis de Roissy. Beaucoup de Nord-Africains, d'Égyptiens, et même de personnes originaires des pays du Golfe étaient persuadés que j'étais Arabe et que je les snobais en faisant semblant de ne pas comprendre leur langue. J'avais même appris à leur intention une petite phrase («Je vous aime beaucoup mais je ne suis pas Arabe») qui était si ridicule et si mal prononcée qu'elle détendait l'atmosphère. Mes interlocuteurs du 15 février étaient sans doute dans le même trip identitaire... Dans un registre assez identique sur le fond, les Juifs antisionistes se voient systématiquement reprocher d'être victimes de la "haine de soi", tarte à la crème commode qui permet à un Juif d'en disqualifier un autre, quand ils ne sont pas d'accord entre eux.»

Est-il besoin de davantage de preuves de votre capacité à fabriquer des faux et à répandre des rumeurs calomnieuses ?

Yves Coleman

PS.: Dans une brève réponse L'Universaliste de Pacotille m'écrit innocemment:

«Je n'ai rien omis. J'ai simplement reproduit ce que j'entendais critiquer !»

Deux phrases qui devraient figurer dans une «Anthologie de la langue de bois et de la mauvaise foi politique». Notre polémiste venimeux a bien compris le principe de la falsification d'un texte: il a découpé les extraits qui l'arrangeaient, puis s'est mis à critiquer une position fabriquée de toutes pièces par ses soins pour m'accuser de xénophobie et d'islamophobie» - en clair de racisme anti-arabes - et en plus de mépris pour les exploités.

Tout cela ne mériterait qu'un silence méprisant si ces calomnies n'étaient régulièrement reprises sur les Indymedia par deux ou trois mous du bulbe haineux chaque fois qu'une pub y passe pour la revue ou qu'un article y est reproduit par un internaute.

Y.C.

Prol-position 8 et 9

Comme il s'agit d'une publication uniquement électronique et en anglais, vous la trouverez sur le site <http://www.prol-position.net>

A PROPOS DU NUMERO 8

Ce bulletin [d'informations sur les luttes ouvrières] vous fait découvrir différentes réalités et diverses luttes des prolétaires dans le monde. A commencer par plusieurs usines allemandes, puis Citroen-Aulnay en France, des usines automobiles en Russie, en Roumanie en Pologne et en République tchèque. Vous traverserez ensuite l'Atlantique pour découvrir une installation pétrolière au Brésil, et vous reviendrez en Allemagne, dans l'usine de Bosch-Siemens; vous descendrez plus au sud vers le Nord de l'Italie et ses luttes ouvrières. Et vous finirez par la réalité actuelle d'une des zones économiques spéciales de l'Inde à Gurgaon. Dans ce numéro, nous avons mis l'accent sur la lutte de classe en Allemagne et la situation spécifique et les luttes des travailleurs précaires et temporaires dans différents pays. En Allemagne, on assiste à l'encerclement des luttes collectives du vieux noyau de la force de travail, luttes qui sont sapées par la nouvelle division internationale du travail et étouffées par les dispositions restrictives du code du travail et le légalisme de l'appareil syndical.

Mais d'un autre côté, se manifeste la lutte, la plupart du temps individuelle, d'une nouvelle génération de travailleurs temporaires dans les centres de l'accumulation capitaliste. Ces salariés doivent affronter le bâton du Capital sans la carotte d'un emploi permanent, et ils alternent les périodes où ils perçoivent des allocations chômage et celles où ils travaillent dans des secteurs à bas salaires.

Mais des fissures commencent à apparaître, quand les salariés bénéficiant d'un CDI sont contaminés par les désillusions et l'absence de représentation des salariés temporaires, et que la pression des salaires pratiqués en Europe de l'Est fait monter la température.

«La misère est relative» contient différents échos sur le monde du travail temporaire en Allemagne. Il commence par un panorama général du travail temporaire et présente le débat officiel sur l'introduction d'un salaire minimum. Ce salaire minimum constitue en fait une mesure pour redéfinir les secteurs à bas salaires, réajuster la pression sur les chômeurs et renforcer la hiérarchie générale des salaires plutôt qu'une action «charitable». Suivent plusieurs récits de salariés temporaires travaillant dans des secteurs industriels fondamentaux, qui ont connu des grèves notables (l'importante grève sauvage d'Opel/General Motors et la lutte à une échelle plus petite de Gate Gourmet), la pénibilité incroyable dans les usines électroniques (Flextronics et Nokia) et les aléas affectifs du travail dans les centres commerciaux et les chantiers de construction de casinos dans les villes de régions désindustrialisées.

Nous présentons ensuite un livre récemment édité en Allemagne sur une grève dans la compagnie internationale de catering: Gate Gourmet (cf. les numéros 4/2005 et 5/2006 de Prol-position en anglais). Il décrit en détail la longue bataille des salariés et la situe dans le contexte plus large de l'évolution de l'industrie aéronautique et des luttes dans ce secteur, ainsi que l'évolution du capital financier international. Mais ce livre s'attache aussi à décrire les changements intervenus dans l'organisation du travail avant la grève, ainsi bien sûr que le déroulement de la lutte elle-même. L'ouvrage contient un long journal personnel écrit par l'un des grévistes et de nombreuses interviews des salariés. Il aborde également le problème des briseurs de grèves et la façon dont le travail temporaire constitue le principal outil pour mener une restructuration dans une entreprise après une grève. «Précaires, mais pas résignés» est extrait d'un tract de Mouvement Communiste sur une grève d'ouvriers temporaires chez Citroen-Aulnay, en France. Ce texte nous communique une petite bouffée d'optimisme. Il est particulièrement intéressant si on le place dans le contexte de l'utilisation croissante du travail temporaire dans l'industrie automobile allemande.

«Le Bloc de l'Est est... bloqué» contient plusieurs courts articles sur la pression salariale dans les industries en Pologne, République tchèque, Roumanie et Russie: des conflits se sont déroulés chez Fiat en Pologne, Skoda en République tchèque, Ford en Russie, et des ouvriers chinois du textile ont fait grève en Roumanie. Le blocage de la lutte de classe en Europe de l'Ouest ne sera pas surmonté sans ce genre d'offensive des ouvriers en Europe de l'Est.

«Rencontre dans le Cyberspace» raconte une discussion entre un ouvrier brésilien du pétrole et un militant de Berlin soutenant les ouvriers indiens de l'industrie automobile. Cette rencontre démontre comment les prolétaires peuvent faire un superbe usage des moyens électroniques de communication. Nous en profitons pour vous inciter à nous écrire à propos du contenu de ce bulletin, par email ou par courrier postal, de votre ordinateur ou de votre lieu de travail.

«Nous avons voulu faire l'histoire» est paru précédemment en allemand dans la revue *Wildcat* et porte sur une grève chez Bosch-Siemens (BSH) à Berlin, dans une usine qui fabrique des machines à laver [cf. les articles précédents sur BSH dans les numéros 4/2005 et 5/2006 de Prol-position]. Il contient une analyse, une chronologie et des entrevues détaillées autour de cette grève qui a eu lieu dans une usine possédant une longue tradition de militantisme ouvrier. L'interaction entre les initiatives des ouvriers, les structures syndicales et la politique officielle des syndicats devient plus évidente. Face à la menace d'une fermeture de l'usine, les ouvriers ont lutté pour deux objectifs principaux: ils n'ont pas voulu sauver leur emploi à n'importe quel prix et ils ont voulu rester ensemble.

L'article pose des questions importantes: Quelle peut être notre contribution dans une telle situation, et comment pouvons-nous soutenir les éléments d'auto-libération qui se manifestent dans ce type de lutte ?

«Porto Marghera - les derniers tisons» présente un documentaire en DVD accompagné par une brochure, tous deux édités par Wildcat. Les Assemblées autonomes de Porto Marghera, organisation de lutte indépendante, regroupaient principalement des salariés de la chimie dans cette vaste zone industrielle de l'Italie, au début des années 70. D'anciens ouvriers-militants font le bilan de leur lutte contre l'impact désastreux du travail et de l'industrie sur la santé et l'environnement; ils expliquent comment ils ont donné naissance au mouvement écologiste; ils abordent les questions de la représentation et de la délégation, ainsi que leurs conflits avec les syndicats et les partis politiques; ils décrivent comment ils ont élargi la lutte des usines vers les quartiers en occupant des maisons ou en pratiquant l'autoréduction des prix; et ils racontent comment ils ont finalement été écrasés, coincés entre la répression de l'Etat et l'avantgardisme (armé). Le DVD est sous-titré en anglais et la brochure traduite en anglais. Si vous voulez commander le DVD et la brochure, n'hésitez pas à nous contacter.

Dans ce numéro de *Prol Position* vous pouvez aussi trouver une courte présentation de Gurgaon Workers News. Ce bulletin évoque la situation de cette région misérable en plein boom économique, où l'Inde est en train de construire la plus grande zone économique spéciale. Le texte comprend des informations sur les conditions des travailleurs et leurs actions collectives [cf. les numéros 4/2005 et 7/2006 de *Prol-position*].

Enfin nous proposons quelques liens avec trois articles intéressants parus sur le site Metamute. Nous espérons que vous apprécierez ce voyage... et que cela vous donnera la pêche pour continuer à lutter.

SOMMAIRE DU N° 9 (textes en anglais)

1. Editorial
2. Sur les tendances longues, les grèves et la recomposition
3. Quand tu en arrives à te désintéresser complètement de la technologie (interview avec une travailleuse à la chaîne de chez Volkswagen, Allemagne)
4. Peu de choses tombent du ciel (grève chez un équipementier allemand)
5. Sur une usine de bicyclettes occupée (Nordhausen, Allemagne)
6. Mehalev, lutte contre le *workfare* (Israël)
7. Grève des infirmières et révolte des conducteurs de bus (Pologne)
8. Les travailleurs chinois en France (Échanges et Mouvement)
9. Quand un collègue devient un client (recherche militante, interviews, campagnes et organisation)
10. Vague de grèves en Egypte

Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise: les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et – ne serait-ce qu'à ce niveau – les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de

références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore: l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe – à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée: le patriotisme d'organisation. Le célèbre: RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Septembre 2002

Publications reçues

Le prolétaire et *Programme communiste* Correspondance: Éditions Programme, 3 rue Basse-Combalot 69 007 Lyon

L'Oiseau tempête, c/o 21, ter rue Voltaire 75011 France.
[internetdown.org/oiseautempête..](http://internetdown.org/oiseautempete..)

À contre-temps, Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris.
<http://www.plusloin.org/acontretemps/>

Le Combat syndicaliste, bimestriel de la CNT-AIT. Bureau confédéral de la CNT-AIT contact: Syndicat Interco Hérault – BP 51 142 – 34008 Montpellier cedex 1. Site Web: <http://www.cnt-ait-fr.org> - CNT-AIT de Toulouse et le supplément régional Midi-Pyrénées: *Le Combat Syndicaliste* 7,rue Saint-Rémésy 31 000 Toulouse. Site: **http://cnt-ait.info.**

A contre-courant syndical et politique: BP 2123 68060 Mulhouse cedex
<http://www.acontrecourant.org/>

Lettre de liaison du GARAS, c/o Sarthe Libertaire Maison des associations Salle N°223 4, rue D'Arcole 72 000 Le Mans

N'autre École, FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris
www.cnt-f.org/fte

A trop courber l'échine, Bulletin acrate c/o STA BP 1021 76171 Rouen Cedex 1 France

Bilan et perspectives, BP 45, 13266 Marseille cedex 08 E-mail: france@ibrp.org

L'internationaliste, traduction en français du mensuel du groupe italien *Lotta comunista*. Editions Science Marxiste 10 rue Lavoisier, 93100 Montreuil-sous-Boi

Echanges et mouvement, revue trimestrielle, BP 241, 75866 Paris Cedex 18. Site Internet: www.mondialisme.org

De Fabel van de illegaal, Koppenhinksteeg 2, 2312 HX Leiden, Pays-Bas. Site Internet: <http://www.gebladerte.nl/vor.htm> (nombreuses traductions en anglais et en français)